

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER

REPRODUCTION DES THESES

UNIVERSITE LILLE III

LILLE

DIFFUSION

LIBRAIRIE HONORE CHAMPION

7, QUAI MALAQUAIS

PARIS

1976



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549914_0010

JEAN-NOEL JEANNENEY

FRANÇOIS DE WENDEL
EN REPUBLIQUE
L'ARGENT ET LE POUVOIR
1914 ~ 1940

TOME III

THESE PRESENTEE DEVANT L'UNIVERSITE DE PARIS X

— LE 12 MARS 1975 —

ATELIER
REPRODUCTION DES THESES
UNIVERSITE LILLE III
LILLE

DIFFUSION
LIBRAIRIE HONORE CHAMPION
7, QUAI MALAQUAIS
PARIS

1976



La loi du 11 mars n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article 41, d'une part, que les «copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective» et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, «toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants-droit ou ayants-cause, est illicite» (alinéa 1^{er} de l'article 40). Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles 425 et suivants du Code Pénal.

ISBN 2-252-01690-6

© Jean-Nöel JEANNENEY, 1976.

NOTES

=====

ABREVIATIONS

A.B.F.	Archives de la Banque de France
A.E.	Archives du Quai d'Orsay
A.F.W.	Archives de François de Wendel
A.G.	Archives de la Guerre
A.H.W.	Archives de Humbert de Wendel
A.M.M.	Archives départementales de Meurthe-et-Moselle
A.M.W.	Archives de Maurice de Wendel
A.N.	Archives Nationales
A.P.P.	Archives de la Préfecture de Police
B.D.I.C.	Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine
B.N.	Bibliothèque Nationale
<u>B.Q.</u>	<u>Bulletin Quotidien</u> de la Société d'études et d'informations économiques
<u>B.Q.P.E.</u>	<u>Bulletin Quotidien de la presse étrangère</u>
E.N.-P.L.	Correspondance d'Etienne de Nalèche (lettres à Pierre Lebaudy)
<u>J.O.</u>	<u>Journal Officiel</u>
L.M.	Archives de Louis Marin
P.A.M.	Archives de Pont-à-Mousson (Camille Cavallier)
P.V.C.D.C.F.	Procès-verbaux du Conseil de Direction du Comité des Forges
P.V.C.R.	Procès-verbaux du Conseil de Régence de la Banque de France
<u>R.D.M.</u>	<u>Revue des Deux Mondes</u>
<u>R.E.P.</u>	<u>Revue d'Economie politique</u>
<u>R.F.S.P.</u>	<u>Revue Française de Science politique</u>
<u>R.H.</u>	<u>Revue Historique</u>
<u>R.H.M.C.</u>	<u>Revue d'Histoire moderne et contemporaine</u>
<u>R.P.P.</u>	<u>Revue politique et parlementaire</u>
<u>R.S.L.F.</u>	<u>Revue de Science et Législation financière</u>

PREMIERE PARTIE

=====

Ière PARTIE - INTRODUCTION

Notes (1) - La partie allemande des établissements de Wendel, "les Petits-Fils de François de Wendel" demeure, en 1913, bien qu'en déclin relatif, la première entreprise sidérurgique de Lorraine annexée, avec une production de fonte de 847.000 tonnes, sur 3.670.000 (21 %) et une production d'acier de 661.000 tonnes, sur 2.280.000 (29 %). (François Roth, La Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand, 1870-1918, antagonismes culturels et développement industriel, thèse, Nancy, 3 vol. 1063 p. dactyl. 1973 : cf. pp. 485-488). En Lorraine française, de l'autre côté de la frontière, Wendel et Cie produisent 393.000 tonnes de fonte et 330.000 tonnes d'acier. Si l'on considère l'ensemble France + Lorraine annexée, le pourcentage Wendel est, pour l'acier, de 16,22 % (cf. Geoffroy de la Bouillèrie, La Maison de Wendel, Evolution économique depuis 1918, Thèse IEP, Paris, 190 p. dactyl., cf. pp. 4 et 16).

(2) - C.XXI, 28 janvier 1933.

(3) - Humbert de Wendel à son frère François, 21 avril 1914, lettre manuscrite ("Vieilles archives du Château de Joeuf", dossier 8) La lettre porte en marge : "J'apprends à l'instant que tu t'es fait inscrire comme candidat. Je t'envoie tout de même cette lettre pour tes archives".

(4) - Allusion à C.I, 15 septembre 1907. Il s'agissait d'une élection partielle : "Quand on songe à la facile campagne que j'aurais pu faire (...) Papa m'a bien lâché à ce moment-là".

(5) - Lettre manuscrite de François de Wendel à son père sur son désir de se présenter au Conseil d'Arrondissement ou au Conseil général, datée de Joeuf, 8 juillet 1901 (Dossier "lettres particulières de Henri de Wendel").

(6) - On dispose, pour la maison de Wendel à cette époque, de la thèse de droit d'Henry Grandet, Monographie d'un établissement métallurgique sis à la fois en Allemagne et en France, Chartres, 1909, 208 p. Henry Grandet est de la famille.

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(7) - "La diplomatie du comte et de la comtesse Zeppelin, qui invoqueront les intérêts de la Maison, les grandes phrases du Père Jaunez qui parlera au nom du pays, vaincront des scrupules qu'éveille seulement je crois la crainte des critiques des frères et cousins. Or ceux-ci se tairont. Je me borne pour ma part à trouver le geste inutile aujourd'hui comme hier, et déplaisant du côté français. Je ne crois pas que la chose ait de grands inconvénients pour la "Maison", malgré que Charles ne soit pas fait pour la vie politique. Les désagréments seront surtout pour lui : si par hasard il refusait, Humbert estime que le gouvernement allemand ne saurait accepter que je continue de faire de la politique en France ! Je me suis borné à répondre : "Tu aurais fait d'une pierre deux coups !" (C.I., 21 décembre 1906). Et François fait présenter par les Débats la candidature de Charles comme "indigène et indépendante" (26 décembre).

Jean de Pange évoque le patriotisme de Charles de Wendel à propos d'un discours prononcé par lui le 4 octobre 1908, au monument aux Morts de Noisseville, dans Les Meules de Dieu, France-Allemagne Europe, Paris 1951, pp. 73-75. Pour une analyse plus détaillée, et qui n'a pas sa place ici, de la situation politique en Alsace et en Lorraine annexée à la veille de la guerre, cf. J.M. Mayeur, Autonomie et Politique en Alsace. Le Constitution de 1911, Paris, 1970, 212 p. et surtout, pour la Lorraine, François Roth, thèse citée.

(8) - Sur les circonstances politiques de cette élection, François Roth, pp. 787-89 et 1018.

(9) - Le départ de Charles n'est officialisé que le 6 février 1911, après diverses péripéties. Charles reprend la nationalité française et renonce à se représenter aux élections en 1912 (cf. F. Roth, pp. 845-47).

(10) - C.III, déc. 1910 et janvier 1911, passim. A noter que certains journaux de Paris grossissent l'affaire (Le Matin, 8 janv. 1911, dit sans ambage que Charles a fait expulser ses cousins... Une note des Débats, inspirée par ceux-ci, minimise l'épisode sans nier sa portée, 10 janvier).

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(11) - Lettre d'Humbert à François, "Vieilles archives du Château de Jœuf", 27 sept. 1911. A ses interlocuteurs allemands, Humbert expliquait "que c'était une chose extrêmement pénible de changer de nationalité pour une question d'intérêts matériels, que d'autre part elle était encore plus déplaisante et prêtait aux quolibets, venant comme réédition de la nationalisation de M. C. de W. - que d'ailleurs cette manifestation ne pourrait améliorer en rien les excellents rapports que nous avions avec l'administration..." Sur la situation en janvier 1913, une autre lettre du même au même, datée du 4 (ibid.).

(12) - Son rapport de mission, purement technique, est à AFW II 24.

(13) - Il construit en particulier à Hayange, entre 1908 et 1913, l'usine nouvelle du Patural, selon des conceptions américaines (hauts fourneaux à cuve blindée, chargement à skip).

(14) - C.I, 27 sept. et 3 oct. 1907. A propos de l'Emigré de Bourget : "Les romans de ce dernier m'ont bien amusé il y a dix ans, mais je suis probablement un peu blasé sur les états d'âme..."

(15) - C.IV, 6 juin 1913 : "Consciencieusement sifflé le Sacre du Printemps, à la grande fureur d'un certain nombre de poseurs et de détraqués".

(16) - C.III, 5 juillet 1911. "J'avoue préférer de beaucoup payer la forte somme à un artiste que de faire la fortune des marchands de bric-à-brac en payant des antiquités hors de prix".

(17) - C.II, 25 décembre 1907. "La Messe de Minuit m'impressionne toujours. J'étais très religieux il y a quinze ans et il en reste quelque-chose. Mon indifférence actuelle ne va pas jusqu'à la négation. C'est le Que sais-je ? de Montaigne". Et pour Lourdes : "Je ne crois pas à Lourdes, mais ce n'est pas une raison pour empêcher ceux qui le veulent d'y aller" C.II, 15 août 1907. Et au retour d'Odette de Wendel : "D'après ses récits, je constate que, sciemment ou inconsciemment, certaines personnes se chargent d'entretenir les pèlerins de Lourdes dans un état de surexcitation religieuse et nerveuse telle qu'il se produit des phénomènes qui sont inexplicables pour la science actuellement" (ibid. 22 août 1907).

Ière Partie - Introd. (Notes)

(18) - C.I, 6 et 11 févr. 1908 et C.XXVI, 8 mai 1938; ces positions lui valent d'être très difficilement admis au Cercle de l'Union en 1901 !

(19) - A propos des souvenirs d'Arthur Meyer, Ce que mes yeux ont vu, Wendel évoque, en ces termes intéressants, mais parfois sybillins, ce que lui-même conserve de l'Affaire : "Ma visite au tailleur du 74ème de ligne, avec Esterhazy, pour me commander un pantalon rouge à mon départ pour Chartres en 1895 - la très "puissante" recommandation de ce dernier auprès des officiers, ses allures bizarres avec Emmanuel de Balincourt, alors secrétaire dans son régiment, le dîner aux Ambassadeurs avec Emmanuel et Mussy, Esterhazy acceptant de dîner avec des petits jeunes et de se faire payer à dîner par eux... Puis plus tard l'apparition des lettres du Uhlan dans l'Eclair (je crois) où immédiatement j'ai reconnu le style emporté et exagéré d'Esterhazy - ma conviction se faisant petit à petit de l'innocence presque certaine de Dreyfus - le procès Zola où, échappé de l'Ecole des Mines, je restais 8 heures debout avec Emmanuel Bibesco, entendant plaider Laborie, et Clémenceau, le Procureur général, puis à 8 h. 1/2 du soir, le verdict à la lueur des lampes éclairant les robes rouges des juges. - La clameur du peuple montant de la Seine à la nouvelle du jugement - les difficultés occasionnées par une opinion trop librement exprimée chez Madame de Clercq, l'attitude de Georges Clemenceau à Carlsbad pendant le procès de Rennes, etc... etc..." Sur quoi Wendel conclut : "Et dire que l'on me trouve trop réactionnaire pour être député !" (C.III, 28 mars 1911).

(20) - C.II, 9 février 1909. Autre allusion à l'origine de sa vocation politique, naissant de sa renonciation à Saint-Cyr, C.V, 5 mai 1914, après sa victoire.

(21) - Sur l'intéressante figure du premier François de Wendel et sur sa carrière, cf. l'article anonyme qui lui est consacré "La Psychologie d'un Maître de Forges français au début du XIXe siècle" Revue d'Histoire de la Sidérurgie, T. VI, 1965, pp. 61-72, fondé sur les carnets qu'il avait tenus, comme fera son arrière-petit-fils et qui sont conservés à Hayange. A deux reprises, en 1925, le 5 févr. (C.XIII) et le 3 sept. (C.XIV), Wendel évoque, pour la comparer à la sienne, l'évolution politique de son grand-père. Relisant des lettres de lui, il écrit : "J'ai été frappé de l'analogie du goût de l'action et de la politique qui existe entre cet arrière-grand-père et moi".

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(22) - 24 avril 1910. Grandjean, 3.826 voix, Wendel, 3.506, divers 3.

(23) - Serge Bonnet n'a pas tort de relever dans sa thèse, Sociologie politique et religieuse de la Lorraine, Paris, FNSP, 1972, p. 77, note 30, le caractère "lénifiant" de l'historiographie officielle de la maison rédigée par René Sédillot, La Maison de Wendel de mille sept cent quatre à nos jours, Paris, 1958, p. 276, qui présente de Wendel comme une sorte de député malgré lui et ne dit rien de ses échecs antérieurs, se contentant d'écrire, ce qui n'est pas faux en soi mais pêche par omission : "Ses amis sont venus le chercher en 1914, à la veille du scrutin et il n'a même pas eu à faire campagne..."

(24) - C.IV, 26 nov. 1913 : bilan au moment où Wendel se sépare du rédacteur en chef Emile Deshayes. "La politique est une maîtresse chère". Sur cette feuille (qui a d'abord été bi-hebdomadaire), sur ses rivaux et ses successeurs, cf. Serge Bonnet, Charles Santini et Hubert Barthélémy "La Presse du Pays Haut de 1870 à 1914", Annales de l'Est, n° 1, 1965, pp. 61-94.

(25) - Rapport du commissaire spécial de Briey du 26 janvier 1910, cité par Bonnet, Santini et Barthélémy, article cité, p. 73, avec plusieurs autres extraits de rapports officiels.

(26) - C.IV, 29 oct. et 11 déc. 1913 et les remarques de Bonnet et al, art. cité, p. 73.

(27) - C.IV, 29 août et 21 oct. 1912, 14 avril, 19 mai et 26 août 1913, 4 févr. 1914. Wendel songe à "faire" 100.000 frs mais on ne réussit pas à trouver les 500.000 frs supplémentaires que la combinaison prévue nécessite (le journal étant apprécié à 2.000.000 de francs, les Hinzelin garderaient pour 1.400.000 frs d'actions) Un rapport du commissaire spécial de Nancy daté du 9 avril 1914 donne à tort l'affaire comme faite (A.N. F 7 12844-56). Elle ne le sera qu'en juillet 1921.

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(28) - Sur l'hostilité irréductible, et dont on ne s'étonne pas, témoignée par l'administration à Wendel, cf. le rapport du Préfet Reboul d'avril 1914 et celui un peu antérieur du sous-préfet de Briey, cité par Serge Bonnet dans sa thèse, Sociologie... p. 77 " / Il / a mené la campagne la plus perfide contre M. Lebrun, ministre des Colonies. M. Wendel aura derrière lui, dans cette élection, tous les ennemis de la République, etc... " (21 sept. 1913, A.M.M. 3 M 90).

(29) - C'est l'avis de Wendel lui-même, en particulier en 1910, qui explique par la jalousie cette attitude (analyse détaillée de la "trahison" de Cavallier à Auboué, C.II, 26 avril 1910 : "Les Mines et Usines pouvaient sauver ma mise... et m'ont trahi..." Et c'est l'avis du sous-préfet de 1914, dans le rapport du 27 avril, lendemain du succès de Wendel (A.M.M. 3 M 90). Jusqu'alors les Wendel paraissent très isolés, tant à la Chambre de Commerce de Nancy qu'à la Société industrielle de l'Est dont Lebrun est le grand homme. En nov. 1908, Wendel quitte pour un temps le Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle parce que Dreux et Cavallier, vice-présidents du Comité, se sont opposés à ce qu'ils figure sur la liste des candidats à la Chambre de Commerce... (C.II, 19, 26 et 29 nov. et 1er, 18, 21, 22 déc. 1908). L'évolution des confrères ne date que de 1913, d'après les Cahiers, à l'occasion de la réélection de Wendel au Conseil général - et la cause n'en est pas claire. Théodore Laurent, de la Marine-Homécourt, reste hostile jusqu'au bout.

(30) - C.XXX, 27 nov. 1941 : retour en arrière 40 ans plus tard. "J'avais cru, pour prendre contact avec le journal !! devoir venir à l'Assemblée, C'était ma première visite rue des Prêtres. On me fit entrer dans un cabinet où j'attendis 20 bonnes minutes sans voir personne. C'était la salle de l'Assemblée. J'y serais encore si, perdant patience, je n'avais fait demander Nalèche, qui fut tout étonné de me trouver là et me dit que l'assemblée était de pure forme et qu'aucun actionnaire ne viendrait. Il n'en a d'ailleurs jamais été autrement depuis cette époque..."

(31) - C.II, 27 avril 1909.

(32) - C.IV, 2 et 20 mai et 5 nov. 1913.

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(33) - Au fil des dîners, on relève les noms des académiciens Gebhard et Vandal, de Pierre Lebaudy, Schlumberger, de Léon Renault, de Jules Roche, de Maurice Bompard, ambassadeur à Constantinople; et pour la rédaction, outre Malèche, Chaumeix, Delzunce et Maurice Pernot. Les dîners ont lieu chez Durand, au Café Anglais, au Café Voisin...

(34) - Un des membres du dîner, érudit d'Orléanais, cousin éloigné de Wendel, a donné une évocation de ces rencontres qui "réunissaient, sans luxe ni toilettes, les amis du journal avec ses collaborateurs, avec une camaraderie qui ne distinguait pas les membres de l'Institut des simples débutants" (Baguenault de Puchesse, Un demi-siècle de Souvenirs, 1860-1914, Orléans 1915, p. 119).

(35) - C.II, 10, 11 et 15 mai 1910 (visite de Wendel à Doumer). L'expression de "principal agent" est employée à propos d'une communication de Robert Pinot, secrétaire général du Comité des Forges : Doumer a été battu dans l'Aisne et Pinot voudrait le faire rentrer à la Chambre. Il songe donc à le faire élire à Briey-Sud après avoir obtenu la démission du Docteur Grandjean, "lebruniste" et vainqueur de Wendel. La combinaison échoue. Wendel a rencontré Doumer pour la première fois un an plus tôt : "Doumer m'a paru un des ces hommes que le pouvoir et le fait d'être sorti de France /a/ forment et élèvent au-dessus de certaines questions de parti, mais ce n'est pas un génie".

(36) - Millerand, devenu avocat de la Maison en février 1907, en remplacement de Me Barboux, visite Joeuf et Hayange en novembre de cette année. Premières impressions : "Au fond, il m'a paru un autoritaire à esprit assez simple; réfléchi et capable de se laisser raisonner. Son physique avec sa forte carrure, malgré sa petite taille, est celui d'un lutteur. C'est la seule observation précise que l'on peut faire. Au moral il ne voulait pas se livrer et ne l'a pas fait" (C.I, 23 nov. 1907). Appréciations élogieuses à C.II, 10 févr. et 25 juill. 1909.

(37) - C.IV, 12 et 13 janvier 1913.

(38) - C. III, 20 mai 1912. Après son élection au Conseil général de juillet 1907, Wendel expliquait à sa mère et à son frère qui faisaient la grimace devant le parc envahi par des électeurs trop enthousiastes : "Il n'y a pas 36 façons de procéder, ou aller au peuple si l'on veut le

.../...

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

représenter, ou acheter ses représentants et faire comme les Américains". C.I, 30 juillet 1907 ("Conversation avec maman qui est encore tout impressionnée de l'envahissement du parc par le populo hier. - Elle croit que c'est lui indiquer le chemin pour un jour de grève. Comme si le château, qui fait le thème de tous les articles socialistes, risquait d'être oublié en pareil cas ! Humbert est comme elle, ce qui est plus étonnant chez un homme jeune". On a volé les 250 verres du buffet !)

(39) - Georges Suarez, Briand, II, Paris, 1938, p. 366; et Pierre Albert, "La Presse française de 1871 à 1940" in Bellanger Godéchet, Guiral et Terrou, Histoire générale de la Presse française, T. III, 1972, p. 374.

(40) - C.III, 20 mai 1912.

(41) - 25 mai 1912 (C.III).

(42) - C.III, 27 mai 1912.

(43) - "J'ai trouvé l'homme souple, séduisant et fuyant que m'avait annoncé Marin. C'est un félin, on comprend qu'il plaise aux femmes. Il s'impose moins aux hommes (...) Je ne ferai pas ce que j'aurais fait s'il avait joué franc jeu (...) Il est évident que Briand n'aime pas être brusqué et que ce n'est pas son système d'abattre le jeu comme j'ai voulu le faire. Il s'est probablement dit que je devais être bien novice en politique pour avoir essayé de l'y contraindre et il est bien évident que Cagnard étant présent, j'ai mal manœuvré en le faisant" (25 mai).

(44) - C.IV, 17 et 21 juin, 8 septembre 1912, 11 déc. 1913. Wendel avait proposé de faire 100.000 frs.

(45) - C.IV, 22 juin 1912.

Ière PARTIE - Introd. (Notes)

(46) - C.IV, 4 juillet 1912.

(47) - C.IV, juillet décembre 1912, passim.

(48) - C.IV, 11 déc. 1913 et C.V, 11 juin 1914.

Ière PARTIE - Section 1 du Chapitre I

(1) - Pour l'organigramme de ces services, cf. Robert Pinot, le Comité des Forges au service de la Nation, août-1914-novembre 1918, Paris 1919, pp. 172-173; et général Baquet, Souvenirs d'un Directeur de l'Artillerie : les Canons, les Munitions, novembre 1914-mai 1915, Paris, 1921, 187 p.

(2) - Sur le rôle de Renault dans cette improvisation, cf. Patrick Fridenson, Histoire des Usines Renault, T. I, Naissance de la grande Entreprise, Paris, 1972, pp. 90-91.

(3) - Sur cette réunion, Alexandre Millerand, La Guerre libératrice, Paris, 1918, p. 52; Pinot, op. cit., pp. 78-79, et pour le décor, Paul Courteault, La Vie économique à Bordeaux pendant la Guerre, (publication Carnegie), Paris, 1925, pp. 39-46; du même "L'Université de Bordeaux et la Guerre" (Revue philomatique de Bordeaux, 1918, pp. 51-64), et enfin C.V., 20 septembre, : "Un silence pesant suivait les paroles/de Millerand/". Une plaque a été posée en 1917 dans la salle des Actes, avec les noms des participants. Pinot et Courteault disent que Millerand réclame 100.000 obus, Wendel note 50.000 seulement le soir même.

(4) - Cf. Gabriel Ramon, L'Histoire de la Banque de France, Paris 1929, p. 426 et ss., dont l'enthousiasme est grand. Il écrit par exemple à propos de la "circulaire bleue" sur les conséquences d'une mobilisation pour la vie de la Banque : "que l'administration de la Banque ait préparé et mûri longtemps à l'avance cette circulaire, il n'y a rien que de très normal, mais que ses auteurs aient réussi à prévoir tous les cas qui devaient effectivement se présenter, qu'ils aient préconisé - dans l'abstraction - des solutions exactes et définitives, qu'ils l'aient fait avec une telle clarté et une telle précision que l'exécution s'en soit suivie sans hésitation ni flottement, contribution importante au succès magnifique de la mobilisation, voilà bien de quoi confondre l'esprit par la perfection même". Les jugements portés par Wendel sur-le-champ sont en violent contraste.

(5) - Alexandre Ribot, Lettres à un Ami, Souvenirs de ma Vie politique, Paris, 1924, p. 20.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. I (Notes)

(6) - C.V., 31 juillet 1914 : "Spectacle très curieux pour un régent non banquier comme moi. Les chers collègues sont évidemment touchés. On sent passer un souffle de débâcle, les physionomies sont impressionnantes... au moins quelques-unes d'entre elles".

(7) - C.V., 1er août 1914 : "Ils prêchent un convaincu ! Il faut avant tout songer à l'Etat, au pays, au crédit de la Banque et assurer la valeur du billet. Sans arriver à tout faire refuser, nous obtenons un résultat : le Comptoir d'Escompte se voit refuser 50 % de ses présentations..."

(8) - "J'ai dit leur fait à Ernest Mallet et aux Mirabaud", C.V., 3 août.

(9) - C.V., 5 août : "Des maisons très riches comme Denain sont dans une situation impossible, du fait du moratorium appliqué aux comptes courants. Je crois qu'après la guerre, beaucoup de maisons se feront ouvrir un compte de dépôt à la Banque de France." Cf. aussi au 12 août, à propos des "palabres" de la rue de Madrid : "Si l'on n'y prend garde, tous les industriels faute de crédits mettront leurs ouvriers en chômage et le Trésor, autrement dit la Banque de France, devra les nourrir sans qu'ils travaillent, alors qu'à l'heure actuelle, avec la même somme d'argent, on les nourrirait, les occuperait, et en même temps maintiendrait dans le pays une certaine production".

(10) - C.V., 6 août 1914. Wendel ne paraît pas faire nettement, dans sa terminologie, la distinction classique entre banques d'affaires et grands établissements de crédit.

(11) - C.V., 7-8 août et 10 août 1914.

(12) - C.V., 12 août 1914.

(13) - P.V. C.R., séances extraordinaires du 31 août et 1er septembre 1914, et C.V., mêmes dates.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. I (Notes)

(14) - Ramon, op. cit. p. 432.

(15) - C.V, 22 et 23 septembre 1914 : "Tiraillements de plus en plus pénibles entre le gouverneur et les sous-gouverneurs. Le premier ment à longueur de journée et Bordeaux est trop petit pour qu'on ne s'en aperçoive pas".

(16) - C.V, 5 décembre 1914. Ribot, dans ses souvenirs, voit en Rothschild "le conseiller principal" de Pallain à Bordeaux : "Une des plus jeunes régents de la Banque de France, à qui sa situation de fortune et le souvenir de son père, Alphonse de Rothschild, donnaient dans le Conseil de la Banque une influence justifiée d'ailleurs par des mérites personnels et par l'empressement qu'il mettait, en toutes circonstances, à concilier les intérêts de l'Etat avec les intérêts de la Banque elle-même" (op. cit., pp. 20-21).

(17) - C.IX, 31 mai, 1918.

(18) - C.V, 17 janvier 1915.

(19) - Il n'a nulle estime, en revanche, pour Viviani : il juge le chef du gouvernement "sceptique et noceur".

(20) - C.IV, 13 janvier 1913 (commentaires sur la chute de Millerand à propos de l'affaire du Paty de Clam).

(21) - C.VI, 2 juin 1915.

(22) - C. VI, 6 mai 1915.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. I (Notes)

(23) - Sur toute cette affaire et la campagne "Des Canons, des Munitions" de Charles Humbert, cf. le livre, bien informé et avec de nombreux documents, publié par le journaliste Mermeix (Gabriel Terrail) Au Sein des Commissions (Fragments d'histoire 1914-19.., T.VII), Paris, 1924, 460 p.

(24) - C.VI, 2 juin 1915.

(25) - C.VI, 1er, 3 et 8 juin 1915 : "Je ne me suis pas gêné pour insinuer / au groupe / qu'après avoir généreusement abandonné à Millerand le lourd portefeuille de la Guerre à la fin d'août 1914, certains et non des moindres se substitueraient volontiers à lui pour bénéficier des efforts faits et cueillir les lauriers" (2 juin). Sur la visite des représentants de la Fédération républicaine au Président de la République, à la suite de la réunion où Wendel a défendu Millerand, cf. Poincaré, Au service de la France, T. VI, Les Tranchées, 4 juin 1915, p. 244.

(26) - C.VI, 12 août 1915.

(27) - Lorsqu'au terme de savantes manoeuvres, Briand hérite enfin de la présidence du Conseil, Wendel juge que son groupe s'est laissé jouer par lui et il a des mots très durs pour sa "fourberie". Plus tard, Wendel blâmera les intentions de Briand; il est déjà très sévère pour ses procédés. Et Briand, de son côté, croit voir dressé contre lui - non sans causer du souci à Pinot - le Comité des Forges tout entier : assimilation trop rapide promise à un bel avenir. "Pinot me raconte", écrit Wendel, "que Briand lui a fait savoir par Guist'hau qu'il était très monté contre le Comité des Forges qui m'avait fait faire une démarche qui avait failli faire échouer sa combinaison. Pinot a répondu, comme de juste, que le Comité n'était pour rien dans l'affaire, que je n'avais pas d'avis à demander ni de directives à recevoir quant à mon attitude au Parlement. Cet homme d'intrigues qu'est Briand croit que tout le monde est comme lui" (C.VI, 11 novembre 1915).

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. I (Notes)

(28) - Persil (Alexandre Millerand, 1949, p. 105) note dans son journal la visite de Wendel, le 27 octobre, qui s'écrit : "Alors c'est le ministère Blocard !"

(29) - C.VI, 22 octobre. Wendel donne un récit très détaillé de la crise vue du côté de la Fédération (Ibid. fin octobre 1915, passim).

(30) - Cf. cette remarque significative sur la rencontre des différents pouvoirs et l'incertitude de Wendel pris entre les diverses sévérités : "Tout en trouvant que les militaires font assez peu d'efforts pour rechercher des solutions pratiques, je n'aime pas voir les incompétences parlementaires s'ingérer dans les affaires de l'armée" (C.VI, 29 juin 1915).

(31) - Dès le 15 juin 1914, tout neuf député, Wendel avait cette remarque mi-figue mi-raisin, au retour du banquet fêtant le cent cinquantième de l'Association de l'Ecole des Mines : "Très obscur parlementaire, j'ai naturellement été mis dans les honneurs, alors que si je n'étais venu qu'en qualité d'industriel notoire, on m'aurait mis dans un bout de table..." (C.V).

Ière PARTIE - Section 2 du Chapitre I

Notes

(1) - Cf. C.VI, 23 septembre 1915.

(2) - Ibid.

(3) - La première réunion du groupe parlementaire des représentants des régions envahies a lieu au Sénat le 20 octobre 1914 (Président, Léon Bourgeois, Vice-Présidents, Cuvinot et Hayez, Secrétaires, Lucien Hubert et Louis Marin) : procès verbaux du groupe aux Archives du Sénat. Wendel intervient notamment en avril 1915 pour défendre les intérêts des réfugiés alsaciens et lorrains, ex-prisonniers rapatriés en France par la Suisse (P.V., 9 et 20 avril 1915, et C.VI) Il va visiter les installations à Annemasse.

(4) - On trouve quelques indications sur le groupe de la Fédération à la Chambre dans Malcolm Anderson, "The Right and the Social Question in Parliament, 1905-1919", 3ème partie (pp. 85 à 134), de The Right in France 1890-1919, Three Studies, édité by David Shapiro, Londres 1962, 144 p. Mais l'auteur confond François et Guy de Wendel (p. 92).

(5) - C.VI, 14 octobre 1915 (entrevue Wendel-Trégar) et 21 octobre (Wendel-Castelnau).

(6) - C.VII, 22 janvier 1916.

(7) - C.VI, 2 décembre, "Joffre est nommé généralissime de toutes les armées françaises au lieu de n'avoir que le commandement du front nord-est. C'est le pavois avant la chute. D'après ce qu'on disait hier à la Chambre, Castelnau le remplacerait à Chantilly". 3 décembre : "Il paraît (...) que Malvy et Combes s'opposent à la nomination de Castelnau et que Briand et Poincaré n'osent passer outre. L'opération se ramènerait donc à une consolidation et augmentation de la situation de Joffre". Castelnau est finalement nommé major général, mais il tient de Joffre sa lettre de commandement. On trouve des détails sur cette affaire dans Georges Suarez, Briand, T. III, Paris, 1938, pp. 217-223.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(8) - Contacts Wendel-Castelnau par Trégard, les 31 mars, 13 mai, 2 et 5 juin 1916. Déjeuner de Wendel chez Castelnau, le 7 juin (C.VII).

(9) - Il s'agit des origines de la bataille de Verdun. Renaudel avait affirmé que Castelnau avait approuvé antérieurement les dispositions qui avaient été prises dans la région. "En sortant de séance", écrit Wendel, "j'ai prévenu Painlevé que les choses ne sauraient en rester là, que je savais que Castelnau avait déclaré qu'on était en retard d'un an à Verdun, à Driant et que je ne me prêterais pas à la manœuvre de Renaudel - Au gouvernement de rectifier s'il ne veut pas avoir d'incident"(C.VII, 17 juin). Le lendemain, le général Roques, ministre de la guerre, prend la défense de Castelnau en rectifiant les propos de Renaudel. Nouveaux contacts indirects par Trégard, le 11 septembre, visite à Chantilly le 4 octobre et le 28 novembre 1916.

(10) - Sur les efforts des modérés à ce moment en faveur de Castelnau et sur la doctrine de celui-ci, une lettre intéressante de Nalèche racontant longuement une visite au général, et une autre, son entretien avec J/éan/ D/ūpuŷ/, du Petit Parisien - identification seulement probable... Castelnau soigne sa presse. (E.N. P.L. 8 et 10 décembre 1916).

(11) - C.VIII, 3 et 4 décembre 1916.

(12) - C.VIII, 13 décembre 1916. En dépit de quoi de nombreux modérés votent contre, pour protester contre le remaniement du haut commandement qui exclut Joffre, sous couleur de le promouvoir et met Nivelle à la tête des armées.

(13) - C.VIII, 15-19 avril 1917.

(14) - C.VIII, 30 décembre 1916. Les deux hommes resteront longtemps en froid.

(15) - On relève pourtant cette notation, vieille de près de 10 ans : "Papa racontait toujours que Clemenceau, déjeunant avec le marquis de Freycinet et lui à Carlsbad, disait que, pour lui, la question d'Alsace-Lorraine était le pivot de toute politique française digne de ce nom.

.../...

ière PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

Cette vieille canaille m'est sympathique" (C.II, 28 mai 1908).

(16) - C.IX, 28 décembre 1917.

(17) - C.VIII, 23 mars 1917.

(18) - C.VI, 28 août 1915.

(19) - C.VI, 14 et 18 décembre 1915. "Le gouverneur a essayé de me convaincre après coup que tout était pour le mieux. Je lui ai dit que ce n'était pas mon avis". A la séance du 18 décembre, les jeux sont faits (P.V. CR.). Le gouverneur déclare : "Il eut été moins regrettable de refuser un siège de régent à l'Agriculture dans la personne de l'un de ses professionnels, lorsque cette industrie considérable n'était pas représentée au Conseil général /c'est-à-dire avant 1909/, qu'il ne serait fâcheux et pénible de lui retirer aujourd'hui ce siège après le lui avoir offert..."

(20) - Il est, en effet, assez longuement rendu compte de la discussion, P.V. C.R., 18 avril 1916.

(21) - Convention du 25 avril 1916 : escompte par la Banque d'Angleterre à la Banque de France de Bons du Trésor français pour un montant de 72 millions de livres, moyennant un prêt d'or de 24 millions de livres qui élargit et précède d'autres accords similaires (Ramon, p. 442).

(22) - C.VII, 18 avril 1916. "Le reste des régents m'approuve dans le fond, mais ils n'ont rien dit comme de coutume".

(23) - C.VIII, 4 janvier, 8, 12 et 15 février 1917.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(24) - C.IX, 25 octobre 1917. "Le gouverneur se moque du monde..."

Un dossier sur cette affaire du renouvellement du privilège à A.N. F 12 8163.

(25) - C.IX, 28 mai 1918.

(26) - C.IX, 18 juin 1918.

(27) - C.IX, 16 mai 1918 et J.O. Débats, séance du 16 mai 1918, p. 1486, col. 3. "M. Henri Labroue : Nous sommes écoeurés (...) qu'il y ait ici des hommes qui viennent prendre systématiquement les intérêts des régents de la Banque dont quelques-uns, comme nous le montrerons, ont actuellement leurs biens sous séquestre..."

(28) - "Je suis descendu dans l'hémicycle et (...) les mots me sont bien venus..." C.IX, ibid. "Monsieur de Wendel (...) Je suis régent de la Banque de France. Mes biens en Allemagne et en Alsace Lorraine sont en effet sous séquestre, ils sont même en liquidation. Permettez-moi d'ajouter, Monsieur Labroue, que je m'en honore (vifs applaudissements au centre, à droite et sur divers bancs à gauche). La seule chose qui me surprenne, c'est qu'un député français ose me le reprocher..."

Labroue sent alors qu'il s'est trop avancé sur un terrain qu'il connaît assez mal et il bat provisoirement en retraite.

(29) - "Louis Dubois a fait un très remarquable discours, très complet, mais - et c'est bien là l'injustice de la Chambre - il est très certain que mes deux phrases de riposte à Labroue ont plus fait pour le privilège que cet excellent discours (je n'ai jamais eu autant de succès à si peu de frais : compliments, lettres, télégrammes...) " C.IX, 17 mai 1918.

Ière PARTIE - Chap. I - Sect. 2 (Notes)

(30) - Le 28 mai : "Labroue (...) a remis les régents en cause (...) mais /il/ a été plus adroit que l'autre jour et s'est borné à critiquer la présence des régents dans les affaires allemandes. J'ai défendu mes collègues comme j'ai pu et ai enregistré que Labroue n'avait pu apporter la preuve qu'ils étaient sequestrés. Il semble, d'après les on-dit, que j'ai été dans la note. C'était délicat" (C.IX) Voici l'essentiel de ces deux brèves interventions "délicates" :

"La Banque Ottomane (...) est sous séquestre. Mais personne n'ignore que la Banque Ottomane, dont certains régents de la Banque de France sont administrateurs, est avant tout une affaire franco-anglaise ayant à sa tête dix commissaires anglais et dix commissaires français. Et vous devez savoir qu'on a nommé comme administrateurs sequestres deux des régents que vous semblez incriminer", et plus tard : "...Il est tout naturel que des banquiers et des financiers fassent des affaires d'ordre international (très bien, très bien sur les bancs du parti socialiste). On s'est plaint beaucoup que les Allemands aient envahi notre pays en venant y faire des affaires. Nous constatons que les Français ont riposté : ils sont allés à l'étranger et en ont fait de leur côté. Une visite en vaut une autre. Si l'on trouve que les Allemands ont eu intérêt à venir en France - et je comprends que l'on regrette qu'ils y soient parvenus - il ne faut pas faire de reproche aux Français qui ont essayé d'en faire autant en Allemagne" (Applaudissements). Une troisième intervention est mineure (J.O., Débats, séance du 16 mai 1918, p. 1574, col. 3 et p. 1575, col. 2).

Ière PARTIE - SECTION 3 du CHAPITRE 1

(1) - Sur le groupe des représentants des régions envahies, voir plus haut.

(2) - C.VI, 26 mars 1915. Jules Siegfried avait pris l'initiative de convoquer des Alsaciens et des Lorrains pour étudier le traité de paix futur. (Cf. les souvenirs de Frédéric Eccard, qui participait à ces réunions : elles étaient hebdomadaires et elles se tenaient chez Siegfried, boulevard Saint-Germain, Le Livre de ma Vie, Neuchâtel, Paris Strasbourg, 1951, pp. 70-71). Ce groupe ayant désigné une Commission des Mines et de la Métallurgie, Pinot et Wendel proposent qu'elle siège au Comité des Forges (P.V. C.D.C.F., 18 mars, p. 8) d'où son nom usuel de "groupe Siegfried". La Commission, comprend, outre les deux sus-nommés, Cavallier, Villain, Mercier, "et un certain nombre de personnalités d'Alsace-Lorraine" (Ibid. 17 juin 1915, pp. 7-9). Peyerimhoff en fait aussi partie (C.VI, 13 novembre 1915). La Commission est ensuite constituée officiellement en "commission du Traité de paix" par une assemblée générale, rue de Madrid, des représentants de toutes les usines qui produisent des produits de même genre que ceux qui sont fabriqués en territoire annexé : fonte, lingots et produits finis (Ibid. 19 août, pp. 2-3, et C.R. AFW I). Cf. aussi André François-Poncet, La Vie et l'Oeuvre de Robert Pinot, Paris, 1927, p. 230.

(3) - Sur le Chanoine Collin, cf. Jean-François Erman, Le Chanoine Henri-Dominique Collin, Sénateur de la Moselle, Notes et Souvenirs, Paris, 1924, et François Roth, op. cit. pp. 272-73.

(4) - Communiqué Le Temps, 16 avril 1915, notes et rapports du groupe, AG 19 N 1440, Archives du groupe à AFW I 5, C.VI, 1er, 10, 22 mars, 14 et 20 avril, 7 mai 1915, et lettre F.W. à Mme Maurice Bompard qui préparait probablement une notice nécrologique sur son mari, AFW III 36 (9), 28 septembre 1935. La création du Groupe Lorrain est dirigée contre la Conférence Barthou (en attendant qu'on l'investisse) plutôt que contre le Comité Siegfried, comme le dit François Roth en évoquant son histoire (op. cit. pp. 919-921).

1ère partie - Chap. I, Sect. 3 (notes)

(5) - Voir le Procès verbal officiel de la Conférence, T. I, Paris 1916, et T. II, 1919. Wendel rapporte la question des cultes (T.I, pp.281 et s.) travail qui reviendra brièvement à la surface, comme on verra, au début de 1929. Cf. aussi Eccard, op. cit. pp. 69-70. En revanche, Wendel ne donne pas son adhésion au "Comité national d'Action pour la réparation intégrale des dommages causés par la guerre" qui se constitue, 19 rue Blanche à Paris, début 1915, sous la présidence de Larnaude, Doyen de la Faculté de Droit de Paris: Maurice de Wendel en est membre, et même vice-président un moment, puis le quitte quand la Fédération juge le Comité trop marqué à gauche, fin 1915 (lettre Maurice de Wendel à Louis Marin, 18, XII, 1915, LM). Le Comité décline vite.

(6) - Cf. Comité national d'Etudes, Statuts (1916) Liste des Membres, Tableau des Séances 1916-1924, les Publications, les Projets, Paris, 45 rue d'Ulm, 1930, 40 p. (B.N. pièce 4° R 2447). Il n'y a pas de président permanent. Les séances de 1916 et 1917 sont présidées le plus souvent par Léon Bourgeois, Paul Appell, ou Baudouin, premier président de la Cour de Cassation. Wendel est l'un des cinquante membres ordinaires fondateurs (P. 2). Dans des souvenirs inachevés et inédits, Henri de Peyerimhoff consacre un chapitre intéressant au C.N.E. et notamment au rôle d'Albert Kahn.

(7) - C.VII, 28 août 1916.

(8) - C.V, 3 août 1914. "Heureusement", peu après, Berthelot l'a "rassuré".

(9) - "Sur les fonds russes et français, la situation paraît stationnaire. J'ai de plus en plus l'impression que c'est le facteur économique qui va jouer prochainement et que c'est lui seul qui fera pencher la balance de notre côté"(C.V, 28 décembre 1914).

(10) - C.V, 26 février 1915. Propos tenus au colonel Pénelon, du cabinet de Poincaré, en présence de Nalèche : "Pénelon m'a paru vivre dans l'ambiance des gens qui accepteraient une paix boiteuse et nous l'avons, avec Nalèche, fortement chapitré."

(11) - C.VI, 26 mars 1915.

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(12) - C.VI, 13 novembre 1915.

(13) - Débats préparatoires du 21 avril 1915, en présence de Weiss, directeur des Mines qui prêche, lui aussi, "le respect de la propriété privée" (C.VI). C'est donc sur les instances de Wendel que, dans son rapport de décembre devant le Bureau économique du Quai d'Orsay (voir note suivante), Pinot met l'accent sur les "grandes précautions à prendre à cet égard".

(14) - Note présentée le 28 octobre 1915, à la Commission d'Expansion économique du Sénat, présidée par Charles Coysa, et rapport au Bureau d'Etudes économiques du Ministère des Affaires étrangères, les 3 et 8 décembre 1915, (AE, série A Paix 1914-1920, vol. 178, pp. 4 à 152). Les craintes exprimées par Pinot sur les conséquences d'un retour éventuel de l'Alsace Lorraine nourriront la campagne lancée contre lui par Gustave Téry dans l'Oeuvre à partir de la fin de mars 1916, campagne dont l'histoire sera étudiée plus loin. Téry, détachant certaines phrases du rapport, accuse Pinot d'antipatriotisme et de craindre la victoire. Cf. aussi P. Renouvin "Les Buts de Guerre du Gouvernement français, 1914-1918", Revue Historique, janvier-mars 1966, p. 4. La déposition de Pinot devant la Commission sénatoriale est reproduite intégralement dans l'Oeuvre des 17, 18 et 20 janvier 1917, et dans le Bulletin des Syndicats des Mécaniciens, Chaudronniers et Fondeurs, août 1916, p. 25-59, cité avec un long extrait par M. Brelet, La Crise de la Métallurgie, la Politique économique du Comité des Forges, Paris, 1923, pp. 105-106.

(15) - Séance préparatoire apparemment, qui ne figure pas à la liste officielle (brochure citée). Malheureusement, le C.N.E. n'a commencé de publier le compte-rendu de ses séances qu'à partir de novembre 1919. Voici comment Louis Marin résume l'esprit de cet organisme, à l'occasion d'une séance du Comité, neuf ans plus tard : "Lorsqu'en 1916, le Comité national d'Etudes a été fondé, quelles étaient ses préoccupations essentielles ? C'était l'espoir, au milieu de conflits qui s'éternisaient, qu'un certain nombre d'idées morales, un certain nombre d'idées de droit s'imposeraient pendant la guerre d'abord, et aussi après la guerre pour la liquidation de ses suites; que ces idées-là s'imposeraient non seulement à la conscience des peuples, mais à la conscience des chefs d'Etat responsables". Comité National, séance du 2 février 1925, fascicule n° 272 "La Question des Dettes interalliées".

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(16) - Peyerimhoff, Souvenirs inédits cités, qui n'énumère dans cette dernière catégorie, outre lui-même, que Kahn, Griolet, président de Paribas, et François de Wendel dont il dit : "On le voyait peu". Ce n'est pas vrai pour les députés : après la guerre seulement Wendel deviendra un membre "régulièrement absent" (Lettre à Geoffroy de Montalembert, 24 avril 1930, AFW III 35 (7)).

(17) - C.VII, 25 mars 1916.

(18) - Présidence du Recteur Paul Appell (brochure citée, p. 5). Peyerimhoff donne des détails sur la préparation du rapport Milhaud à laquelle il avait activement participé chez Bourgeois en croyant à sa vertu : vive opposition déjà avec Wendel, promise à un bel avenir (Souvenirs cités).

(19) - C.VII, 10 avril 1916. Cf. cette autre remarque, un peu plus tard : "Les princes de la pensée ont l'esprit drôlement tourné et ce n'est pas le moindre intérêt que j'éprouve, à suivre ces réunions, de les voir raisonner de travers..." (C.VII, 2 août 1916).

(20) - Séances des 10, 14 et 17 juillet 1916, sous le titre "L'Arbitrage international" (brochure citée, p. 5). Wendel n'y assiste pas.

(21) - Renouvin, article cité, pp. 8 et 10.

(22) - Pour des détails sur l'épisode, cf. Poincaré, Au service de la France, T. VIII, Verdun, pp. 302-303 (29 juillet 1916) et p. 314 (13.8); et Suarez, Briand, T. III, pp. 412-413, qui critique le témoignage de Poincaré à partir des papiers de Briand. La visite de Wendel à Tissier, chef de cabinet de Briand est du 5 août : il y constate qu'il "enfonce une porte ouverte" (C.VII). Les séances du 24 juillet et du 2 août sont consacrées officiellement à "l'esprit public en Allemagne" (Exposé de l'abbé Wetterlé).

Ière PARTIE -- Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(23) - C.VII, 2 août 1916. Pas de séance le 10 août (brochure citée, p. 6).

(24) - P.V. C.D.C.F., 27 mars 1916, pp. 2 à 6, qui donne le texte de la lettre, souhaitant encore seulement, sans évoquer d'annexion au-delà de l'Alsace-Lorraine et de la Sarre, qu'on impose à l'Allemagne "la livraison d'un fort contingent de houille pendant un certain nombre d'années" (p. 5).

(25) - Le texte de la résolution est dans Suarez, T.III, pp. 411-412, et surtout, appuyé sur de longues analyses, dans "La métallurgie et le traité de paix", rapport présenté à la Commission de direction du Comité des Forges par la Commission d'études nommée par l'assemblée des maîtres de forges du 19 août 1915, et approuvée par l'assemblée du 14 février 1917 (Paris, 1919, 73 p.). Il existe aux AFW I deux états préparatoires du rapport, le premier adressé le 3 juin par Pinot aux membres de la Commission de direction, le second daté du 1er septembre 1916 (annotations F.W.). Les ambitions territoriales s'accroissent plutôt d'un état à l'autre, mais les différences ne sont que de détail.

(26) - La démonstration sur les dangers d'une annexion de la Sarre, sans mesures concomitantes pour pallier le déficit houiller, est développée dans la lettre à Clémentel citée (fin mars). Les critiques initiales de Schneider aux solutions Wendel (à situer dans le climat créé par l'affaire de Normandie, étudiée plus bas), se retrouvent dans une note qui est à AFW I5, avec des commentaires manuscrits de F.W. (31 p. dactyl.); le débat est résumé avec le ton feutré ordinaire au P.V. C.D.C.F. du 29 juin et le texte du rapport définitif d'Humbert de Wendel annexé au P.V. C.D.C.F. du 20 juillet. La querelle rebondit en février 1917, avant l'adoption du rapport général cité dans la note précédente par l'Assemblée des maîtres de forges. Schneider répète qu'il souhaite une taxe sur la sortie des minerais : on laisse la question ouverte (P.V. C.D.C.F., 5 février 1917).

Wendel avait eu antérieurement le souci de ne pas faire bénéficier les maisons allemandes d'Alsace-Lorraine annexée des avantages de la ponction en Allemagne. D'où cette idée ingénieuse, agitée à la Commission de direction en juin 1915 que le gouvernement allemand remette des bons d'importation au gouvernement français dont celui-ci assurerait l'emploi... (P.V. C.D.C.F., 17 juin 1915, pp. 7, 9).

Ière PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(27) - Citées dans Suarez, ibid, pp. 407-411, la première datée du 26 ou 27 juin, la seconde du 15 juillet, pour réfuter P/inot/. Pinot développe encore le programme du Comité des Forges devant le Comité d'études économiques et administratives d'Alsace-Lorraine, (Comité Siegfried) en séance plénière, le 17 février 1917, devant la société de l'Industrie minérale, le 14 juin 1917 (Bulletin et comptes-rendus mensuels de la Société de l'Industrie minérale, premier livre de 1917, Saint-Etienne 1917) et le 23 novembre 1918 devant la section d'étude des questions économiques et administratives d'Alsace-Lorraine siégeant au ministère de la guerre (cf. Brelet, op. cit., p. 104).

(28) - C.R. probablement rédigé par Wendel lui-même, 16 p. dactyl. AFW I.

(29) - Du désaccord complet de celui-ci avec Wendel sur ce point, témoigne, outre la collection des Débats, cette lettre du 31 juillet 1916: "J'ai eu encore aujourd'hui des renseignements sur les tentatives du Vatican (...) pour le salut de l'Empire d'Autriche, Mais en plus de cette menée cléricale, il y a des menées anti-russes là-dessous. C'est une campagne dont il va falloir beaucoup nous défier. Elle peut à un moment prendre d'assez grandes proportions et il sera nécessaire de mettre un peu de plomb dans la tête de tous les brouillons de ce Comité. / Il doit s'agir précisément du C.N.E. ou bien encore du "Comité d'études" presque exclusivement universitaire, qu'il ne faut pas confondre avec l'autre, et qui travaillera aussi en 1917 sur les problèmes territoriaux de la paix future : l'allusion qui suit à Imbart de la Tour, conduirait à choisir plutôt cette deuxième solution/. Je crois même que je vais écrire à Imbart de la Tour que je préfère ne pas faire partie de ce Comité d'études. Malgré toutes les réserves que j'avais faites dans mon acceptation, je crois qu'il est bon de préciser qu'on me conseillait d'autre part de rester dans le Comité pour les voir venir. Leur grande théorie, qui peut paraître séduisante à nombre de gens, est la suivante : il ne faut pas détruire l'Autriche-Hongrie parce que nous donnons de la force à l'Allemagne. Les Allemands qui pourraient rester auraient une tendance fatale à s'unir à l'Allemagne et à en devenir les satellites. Il y a longtemps que c'est fait, ce me semble, et la guerre d'aujourd'hui n'en est-elle pas la preuve ? Le danger de l'Autriche perpétuée est bien plus grand puisqu'elle jette, en plus des Allemands, les peuples qu'elle domine dans la bagarre. Tant que l'Autriche pourra prendre ainsi les nations en opposant les slaves aux Italiens, les Allemands aux Russes, les Tchèques à d'autres frontières, le danger sera le même pour nous". (E.N. P.L.).

Ière PARTIE -- Chap. I - Sect. 3 (Notes).

(30) - C.VII, 25 septembre 1916. Le débat s'engage sur des propositions de Chéradame, concernant la dislocation de l'Autriche : titre de la séance : "Le Problème de l'Europe centrale, les Allemands et la Science politique" (brochure citée, p. 6). "Chéradame, que je voyais pour la première fois, ne m'a pas eu l'air intelligent. C'est un bonhomme qui a bien étudié sa question, mais sans souplesse d'esprit." Suite du débat en présence de Benès, le 9 octobre (Ibid.)

(31) - C.VII, 13 et 20 novembre 1916. Il intervient aussi le 27 novembre, après un exposé de Vandervelde sur "l'Esprit public en Belgique" (cité parmi les orateurs ce jour-là, Brochure p. 6). Le Comité ne revient pas directement sur la question des buts de guerre pendant plus d'un an.

(32) - C.IX, 31 décembre 1917. A propos de cet épisode, Wendel a cet intéressant jugement sur Bourgeois : "Je reste (...) très frappé de /sa/ personnalité et je m'explique très bien la situation qu'il a prise à la conférence de La Haye. Il n'y a évidemment pas de comparaison entre sa façon de présider et celle de Barthou. Il a la parole souple, élégante charmante, il est fin et séduisant. C'est dommage que ses qualités ne le rendent que plus dangereux et plus nuisible pour le pays..." (20 nov.)

(33) - C.X, 11 octobre 1918.

(34) - "Je désire la rive gauche du Rhin", lui répond Clemenceau, "mais je ne suis pas seul..." C.X, 16 octobre 1918.

(35) - C.X, 1er octobre 1918.

Ière PARTIE - INTRODUCTION du CHAPITRE IINotes

(1) - Journal inédit du Général Buat (extraits dactylographiés aux archives Millerand, 2ème Cahier, 17-22 septembre 1914). L'original est déposé à la bibliothèque de l'Institut.

(2) - "Loisy comprend les choses comme moi et ne cherche qu'à permettre aux industriels de travailler sans trop de risques, mais aussi sans bénéfice immoral. Je n'en dirai pas tout à fait autant de Laurent. La Marine, comme le Creusot, ne songe qu'à profiter de ses relations habituelles pour accaparer toutes les commandes du ministère de la guerre au prix fort..." C.V, 30 septembre 1914. En juillet 1916, Wendel note encore que "vraiment les industriels de toute espèce abusent de la situation" tout en ajoutant : "Il est vrai que l'insuffisance des colonels Chevillot et autres que j'ai vus à Bordeaux leur faisait et leur fait encore la partie trop facile..."

Ière PARTIE - SECTION I du CHAPITRE II

- (notes) (1) - J.O., Débats de l'Assemblée nationale, 25 novembre 1971. Le député ajoute : "Frenons acte que, dans le cas qui nous occupe aujourd'hui, on n'est pas allé jusque-là. M. Rives-Henry's, bien que membre de la commission des Lois - où on ne l'a pas vu souvent - n'a pas été nommé rapporteur du projet (Rires sur plusieurs bancs)". L'affaire avait été évoquée déjà à la Chambre, au cours de l'interpellation Barthe sur le Comité des Forges, le 31 janvier 1919 (J.O. p. 344), et souvent reprise par la polémique.
- (2) - A.N., C 7736 à 7758.
- (3) - Répartition effectuée par la sous-commission le 28 janvier 1916 (A.N. C 7739). La sous-commission est présidée par Gabriel Combrouze, député de Libourne.
- (4) - Comme le rappelle le député Ernest Lafont, à la Chambre, le 31 janvier 1919 : "...Le rapport à été confié sur sa demande à M. de Wendel, qui nous a indiqué, ce qui était vrai, que sa compétence et des renseignements particuliers lui permettraient d'aboutir plus facilement qu'à aucun autre de nos collègues (mouvements divers)" (J.O., p. 344).
- (5) - C.IX, 23 août 1917 : "J'ai jugé inutile jusqu'à présent de faire quoi que ce soit, mais le moment me paraît venu de jeter au moins les bases de mon travail, et j'y ai déjà consacré une partie des loisirs de ces derniers jours", et cette note ajoutée sur la même page : "J'ai repassé le dossier à Brunet de la Dordogne, lors de ma nomination comme président du Comité des Forges, bon débarras (1918)". On trouve dans les archives du ministère du Commerce une lettre de Siyan à Clémental, datée du 8 août 1918, demandant une "note détaillée" sur le fonctionnement de la Mission française d'achat à Londres. Siyan agit-il d'accord avec Wendel, ou à son insu ? Quoi qu'il en soit le document est isolé et nulle réponse n'est jointe (A.N. F 12 7795).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(6) - "M. de Wendel. J'ai remis le rapport à notre collègue Brunet dès que j'ai été nommé président du Comité des Forges, c'est-à-dire dans le courant de l'année 1918 (...)

M. Simyan. Si mes souvenirs sont exacts, à la fin d'octobre 1918.

M. Paul Constans. A quel moment M. de Wendel a-t-il été chargé du rapport et combien de temps a-t-il gardé ce rapport entre ses mains sans conclure ?

M. de Wendel. Nous nous sommes répartis tous ces rapports lorsque la commission des marchés a été constituée, c'est-à-dire à la fin de 1915 ou au début de 1916.

M. Paul Constans. C'est-à-dire que vous vous êtes abstenus de conclure pendant trois ans ! (mouvements divers).

M. Pierre Renaudel. Vous êtes pris ! " (J.O., p. 344).

(7) - C'est donc sans motif sérieux que l'historien polémiste Beau de Loménie, après beaucoup d'autres et après Edouard Barthe (J.O. 31 janvier 1919, p. 345), s'indigne de la nomination d'Humbert de Wendel à Londres, en prétendant sans fondement que "les accords réservaient au Comité des Forges, pour son rôle d'intermédiaire, le bénéfice qu'il aurait eu comme vendeur", et en tire cette conclusion que "les propriétaires de nos mines de fer et de nos aciéries qui ne pouvaient plus produire ni fabriquer ne perdirent pas au change, bien au contraire" (Les Responsabilités des Dynasties bourgeoises, T. III, 1954, pp. 86-87). Sur le caractère fantaisiste de ces affirmations, cf. la correspondance échangée entre Albert Thomas et le Comité des Forges pour régler la situation d'Humbert de Wendel, entre novembre 1915 et mai 1916, in Robert Pinot, Le Comité des Forges de France au service de la Nation, Paris, 1919, pp. 260 à 273, les déclarations de Louis Loucheur, ministre de la Reconstruction industrielle, qui ne ménage pas ses critiques d'autre part au Comité des Forges, J.O., Débats de la Chambre, 21 janvier 1919, pp. 216-217, et 31 janvier, pp. 244-45, la longue lettre de mise au point de Pralon à Clémentel rappelant la nature et le caractère bénévole des services rendus en Angleterre, en particulier par le Comptoir d'Exportation des Produits métallurgiques et le bureau de Londres du Comité des Forges, 1er novembre 1917, 7 p. dactyl., A.N. F 12 7672, et l'hommage courageux d'Albert Thomas lui-même à l'action d'Humbert de Wendel, J.O., Débats de la Chambre, 21 février 1919, p. 800 (Sur les rapports de Thomas avec le Comité des Forges, B.W. Shaper, Albert Thomas, 30 ans de réformisme social, Paris, 1960, p. 193 et l'article nécrologique de Pierre Waline, La Journée Industrielle, 10 mai 1932). Il faut ajouter, en revanche,

.../...

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

qu'en 1916, au secrétariat d'Etat, le secrétaire général de la Commission des Bois et Métaux est Exbrayat, mobilisé, mais dans le civil directeur à la Banque Demachy, où les Wendel ont des intérêts (Humbert siège au Conseil d'Administration) et que l'attaché militaire à Londres est le colonel de la Panouse, marié à Sabine de Wendel, cousine germaine de François, ce qui élargit beaucoup la cible... L'Humanité du 1er février 1919 a ce sous-titre : "Aimez-vous le Wendel ? On en a mis partout..."

(8) - C.VII, 30 décembre 1915, 12, 14 et 26 janvier 1916.

(9) - C.VII, 12 janvier 1916.

(10) - C.VII, 11 juillet 1916 (Comparution de Gabriel Cognacq de la Samaritaine" : le dossier de l'affaire est à A.N., C 7751).

(11) - C.VII, 29 septembre 1916, et C.VIII, 28 décembre 1916, et A.N., C 7737 et C 7750.

(12) - C.VII, 12 octobre 1916 et C.VIII, 21 et 26 juin 1917 (dossier A.N., C 7744, 45).

(13) - C.IX, 6 et 20 février 1918 (dossier A.N., C 7745 à 47).

(14) - Lettre de rappel de Combrouze, président de la sous-commission invitant ses collègues à hâter leur travail, 8 décembre 1917, A.N., C 7737.

(15) - Rapport Mistral, n° 4072, sur les mitrailleuses Hotchkiss, oct. 1918, et rapport Paul Meunier, n° 5660, sur le benzène dinitrochloré, nov. 1918 (P.V. de la sous-commission, A.N., C 7737, et doc. parlementaires).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(16) - Cf. M. Olivier, La Politique du Charbon, 1914-1921, Paris, 1922, qui situe bien le problème et évoque l'intervention de Wendel (p. 117), et pour l'ensemble de la longue discussion, d'une part C.VI, 4 et 31 août, 6 octobre, 9, 10, 12 et 22 novembre 1915, d'autre part les P.V. de la Commission des Mines, A.N., C 7761, 6 octobre, 5, 9, 10, 12, 17 19 et 22 novembre.

(17) - J. O., Débats, 23 décembre 1915, p. 2235.

(18) - C.VI, 17-18 août 1915, (à l'occasion d'une visite de la commission aux Houillères du Pas-de-Calais). Roden serait "à la solde d'Elby", directeur des mines de Bruay... et pour la suite Wendel note régulièrement qu'à la Commission..."il cherche à noyer le brochet"!

(19) - Comme le remarque en commission le député socialiste Bouveri, le 6 octobre, en nommant le Creusot (A.N. C 7761), et, après lui, Olivier, op. cit., p. 113.

(20) - Le projet Blum-Sembat est en concurrence avec un texte du rapporteur de la commission Duraufour, qui est assez voisin mais va un peu plus loin, créant un office de répartition du charbon, et d'autre part insistant sur la protection des consommateurs de houilles domestiques.

(21) - C.VI, 4 août 1915. Ce jour-là, il trouve Sembat trop peu hardi et affirme même qu'il "défend les intérêts des compagnies charbonnières : il n'y a rien de tel qu'un ministre socialiste bon teint dans un cas semblable..." La séance du 4 août 1915 manque au P.V. de la Commission des Mines, A.N., C 7761.

(22) - C.VI, 31 août 1915.

(23) - Le 6 octobre en effet, Wendel souligne en commission que "le projet de M. Blum (...) présente le grave inconvénient d'amener la révision de tous les marchés" et se demande si une meilleure solution ne serait pas "la prise en charge par l'Etat des transports des charbons anglais". Il est donc en recul sur ses positions antérieures (P.V. de la Commission A.N., C 7761).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(24) - C.VI, 9 novembre 1915.

(25) - P.V., 9 novembre A.N. C 7761. La tactique de Darcy et Peyerimhoff est intéressante : ils avancent contre les projets de Sembat et de Durafour à la fois des raisons techniques (lourdeur de l'organisation à mettre en place), et théoriques (violation du droit commun) : les unes et les autres, étant donné les nécessités du temps, sont assez peu convaincantes. On trouve aux archives du Comité des Houillères un riche dossier sur la discussion de cette loi (carton 28, dossier 1 à 3).

(26) - C.VI, 20 octobre 1915.

(27) - Comme le remarque le rapporteur Durafour, en résumant les propositions de Wendel, le 17 novembre (P.V. de la commission, A.N. C 7761, p. 64). Celui-ci termine son intervention ce jour-là en disant, pour appuyer Durafour : "La crise est avant tout, c'est démontré, une crise de transport. Comment la faire disparaître sans régler entièrement la répartition ?" (Ibid. p. 71).

(28) - Sembat souligne que Wendel "partisan de la péréquation totale" est plus radical que lui-même (Ibid., 18 novembre, p. 74).

(29) - Commission des Mines, 22 novembre, A.N., C 7761, pp. 83-84.

(30) - Wendel fait peu après un voyage à Rouen pour vérifier que celles-ci étaient très excessives en raison de l'encombrement et de la mauvaise organisation du port (C.VII, 20 février 1916).

(31) - Pour un autre exposé de sa position n° 2, voir le discours prononcé le lundi 28 février 1916, au déjeuner mensuel de "l'Union du Commerce et de l'Industrie pour la Défense sociale", dans le Bulletin mensuel de cette association, 12ème année, n° 2, février 1916, pp. 5 à 10.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(32) - Sur la hausse rapide des charbons anglais et les problèmes qu'elle pose, cf. Etienne Clémentel, La France et la Politique économique interalliée, Paris-Newhaven, 1931, pp. 69-70.

(33) - Cf. ce commentaire de Wendel, C.VI, 22 novembre : "J'ai dû, en dernière analyse, (...) combattre le projet (...). Le projet va trop loin, il entraînera une hausse de 15 frs sur les charbons français ce qui revient à doubler du jour au lendemain la hausse depuis le début de la guerre. Cela révolutionnera le commerce, etc..." Wendel est battu ce jour-là en commission et le projet adopté : "Comme toujours les modérés étaient ailleurs".

(34) - J.O. p. 2236.

(35) - A noter que le projet est voté par la Chambre, mais que le Sénat se charge de le démanteler (en supprimant notamment la péréquation). La loi promulguée le 22 avril 1916 est ainsi réduite à fort peu de chose (cf. Olivier, pp. 121-122).

(36) - J.O. 9 juin 1916, p. 1312. Quelques mois plus tard, il intervient sur le même sujet pour dire que l'Etat "pouvait taxer ses fournisseurs en raison du concours qu'il leur avait prêté en leur donnant de la main d'oeuvre militaire, mais non en tant que fournisseurs..." C.VII, 22 février 1917 et J.O. Débats, même date, p. 455.

(37) - C.VII, 16 novembre 1916 et J.O., Débats, même date, pp. 3404-3408. Il s'agit d'un projet de loi sur la taxation des charbons domestiques et Wendel fait valoir que "l'article n'est pas à sa place dans la présente loi," et que "dans une loi de taxation, dans une loi purement fiscale, il n'y a pas lieu d'incorporer un article qui pose la question des salaires, autrement dit la question de l'organisation du travail".

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(38) - Marius Vallette, député socialiste du Gard, interpelle Wendel en ces termes :

"Si vraiment cet article ne gêne pas le Comité des Houillères. (Applaudissements sur les bancs du parti socialiste) si vraiment il n'était pas de nature à porter atteinte aux privilèges des grandes compagnies, pourquoi le Comité des Houillères a-t-il menacé M. le ministre de déférer le décret au Conseil d'Etat ? (Applaudissements sur les mêmes bancs).

Pourquoi vous-même, monsieur de Wendel, mettiez-vous tant d'insistance à venir réclamer la disjonction de cette loi d'un article que nous considérons comme fondamental pour l'établissement du prix de revient et par voie de conséquence du prix de vente du charbon à la consommation domestique ?

M. de Wendel : Uniquement parce qu'il n'est pas à sa place dans ce projet" (C'est en effet un peu court).

"M. Marius Vallette. Je regrette que vous m'ayez amené à passionner ce débat (Exclamations à droite), mais nous avons le droit de vous dire que si vous ne voulez pas que cet article figure dans la loi, alors qu'il en fait partie intégrante, c'est parce que vous avez des raisons que vous ne pouvez pas avouer publiquement, ces raisons, ce sont les privilèges des grandes compagnies, ce sont les bénéfices scandaleux réalisés par elles.

Je regrette d'avoir été amené à dire ces choses du haut de la tribune, mais je considère que ce n'est pas rompre l'Union sacrée, et en tout cas vous conviendrez que ce n'est pas moi qui ai commencé... (Interruptions à droite)

M. Raffin-Dugens (député socialiste de l'Isère). Voilà le patriotisme de certains ! (Exclamations et protestations à droite et sur plusieurs autres bancs.)

On m'a reproché d'avoir traité les socialistes allemands - ceux qui protestent contre la guerre en Allemagne - de camarades. Cela vaut mieux cependant que d'avoir, comme certains, des frères dans l'armée allemande ! (Réclamations à droite et sur divers autres bancs. - Bruit) Voix diverses. De qui voulez-vous parler ?

M. de Wendel. Il faudrait les nommer. Nommez-les donc !

M. Raffin-Dugens. On les connaît. (Bruit)

Au centre. Vous vous trompez complètement. "

L'incident est clos par le président... (J.O. Débats, ibid. p. 3406).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. I (Notes)

(39) - Propos de collègues socialistes rapportés à Wendel par Fernand Engerand à l'issue de séances de la Commission des mines (C.VI, 22 novembre 1915).

1ère PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE II

Notes (1) - Sédillot, op. cit. p. 240.

(2) - Cf. par exemple C.I, 6 juin 1907, 24 et 25 février, 23 avril 1908.

(3) - Pour des détails sur l'emprunt - placé par la Deutsche bank sur le marché allemand - cf. Henry Grandet, op. cit., p. 119 et C.II, mai 1908 passim.

(4) - C.V, 30 octobre 1914.

(5) - C.VI, 21 avril 1915. "Il aura rendu des services considérables, mais il lui aura souvent manqué la manière".

(6) - Ceci par exemple à l'automne 1915 : "Au Comité des Forges, Pinot me confirme un renseignement que je lui avais rapporté de la Chambre (Amiral Bienaimé). Le Creusot s'était chargé des transports d'acier américain en France et avait trouvé le moyen de passer avec l'Etat un marché lui laissant 13 milliards de bénéfices ! (Bienaimé disait 26). Claveille a fait venir Fournier et lui a demandé d'annuler le marché. Résistance de celui-ci, Claveille lui a laissé la journée pour réfléchir. Le soir, Fournier rapportait le marché. L'annulation de celui-ci a, paraît-il, entraîné l'annulation d'un marché du même genre qui devait faire suite au premier. Tout ceci est à vérifier" (C.VI, 12 octobre 1915)

(7) - Virgile, 1ère Buclique, vers 11.

(8) - Discours de Pralon au moment où il abandonne la présidence intérimaire du Comité des Forges, François de Wendel étant élu président (P.V. C.D.C.F., 20 juin 1918).

(9) - C.V, 30 décembre 1914.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(10) - C.IV, 8 juin 1912, C.VI, 22 juillet 1915. Théodore Laurent, "patron" de la Marine-Homécourt, attribue grande importance à cet épisode dans l'affrontement ultérieur sur Caen (Note de Camille Cavallier sur une réunion tenue le 11 décembre 1915, FAM 6640).

(11) - C.VI, 27 avril 1915.

(12) - C.VI, 6 mai, 27 mai, 3 août 1915. Wendel est renseigné non seulement par Pinot, mais par Persil, homme de confiance de Millerand, par Baquet aussi, qui lui affirme (27 mai) que "le Creusot ne cherche à incriminer l'imprévoyance du ministre que pour pouvoir justifier la part réservée aux commandes plus avantageuses des Belges, Serbes ou autres alliés..." Cette affaire n'a pas encore fait l'objet d'une étude synthétique, mais le rôle du Creusot, en l'occurrence, est avéré (cf. notamment Mermeix, Au sein des Commissions, Paris, 1924, 460 p. et Baquet, op. cit.). Il est à noter que Baquet avait soumis son manuscrit à Millerand avant publication : signe de fidélité (dactylographie aux archives Millerand).

(13) - C.VI, 3 août 1915.

(14) - Pour une analyse juridique du problème, cf. André Pinoche, Le Séquestre et la Liquidation des Biens ennemis en France et en Allemagne, Thèse de droit, Bar-le-Duc, 1920, 190 pages.

(15) - Sur les appétits des industriels allemands touchant le bassin de Briey-Longwy, on trouve tous les renseignements nécessaires dans le maître-livre de Fritz Fischer, Les Buts de Guerre de l'Allemagne impériale, trad. de l'allemand, préface de Jacques Droz, Paris, 1970, 654 p. passim.

(16) - François Roth, thèse citée, qui donne une bonne analyse de la liquidation progressive des intérêts français en Lorraine, à partir notamment des archives départementales de la Moselle (T. III, pp. 926-942).

(17) - J.O., Lois et Décrets, 14 octobre 1913, pp. 82-85. Elle concerne même les maisons "qui auraient dissimulé leur identité en prenant la forme d'une société (...) ayant son siège en France" et qui "se seraient abritées sous le couvert d'un tiers de nationalité française (...) ou neutre".

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(18) - C.V, 17 octobre 1914. Visite à Tissier, chef de cabinet de Briand, à Bordeaux : "Le juriconsulte Fernand Faure, qui a eu cette riche idée, a oublié que la Belgique et quatorze départements français, sans compter l'Alsace-Lorraine, étaient entre les mains des Allemands..." Wendel voit Briand lui-même le 4 ou le 5 novembre (C.V, 7 novembre).

(19) - "Le Malentendu", Débats, 21 octobre 1914.

(20) - Cf. sa lettre du 15 mars 1916 à Pierre Le-baudy (E.A.-P.L.) : "Nous avons eu bien de la peine, au début, à Bordeaux, à faire revenir sur un décret qui était la spoliation pure et simple des sujets appartenant aux nations ennemies" (à propos d'un déjeuner avec François de Wendel, 14 mars 1916, seulement évoqué dans C.VII, même date).

(21) - Circulaire Briand du 14 novembre 1914, J.O., 16 novembre 1914, p. 8701-2, qui précise^{que} "les séquestres ne sont pas (...) des liquidateurs" et que "la mise sous séquestre des biens appartenant à des sujets allemands, autrichiens ou hongrois, n'a pas et ne peut en aucun cas prendre le caractère d'une spoliation (...) Elle ne procède pas d'une idée de confiscation et loin de tendre directement à une expropriation, elle doit, conformément aux intentions du gouvernement, demeurer toujours purement conservatoire..."

"On dit", commente Wendel, "que ce n'est que sous la menace de représailles allemandes du côté de la Banque en Belgique qu'on est revenu à plus de sagesse" (C.V, 16 novembre 1914). Commentaire satisfait dans les Débats du 17 novembre.

Il faut noter enfin que les deux circulaires des 14 octobre et 14 novembre 1914 ne sont que les plus importantes d'une série qui élabore la doctrine de Briand par touches successives (8 et 11 octobre, 3 et 4 novembre). Récapitulatif dans une "Note sur les séquestres des biens austro-allemands en France", du Ministère des Affaires étrangères, datée du 26 novembre, et qui insiste naturellement sur le caractère modéré des mesures prises pour une comparaison favorable avec "l'administration forcée" pratiquée chez l'ennemi (A.E., série A Guerre, "Mesures prises en France à l'égard des sujets ennemis et en Allemagne, Autriche-hongrie à l'égard des Français", vol. 143, pp. 97-100).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(22) - Texte du décret du 26 novembre dans la Frankfurter Zeitung du 1er décembre 1914, trad. A.E. A Guerre, vol. 143. (La procédure allemande est législative et non judiciaire) et pour un commentaire allemand officiel sur le "recul" français, note parue dans la Gazette de l'Allemagne du Nord, 30 novembre, trad. A.E. vol. 143, ibid.

(23) - C.V, 29 novembre, 7 et 10 décembre 1914. Voici l'intéressant récit de la démarche chez Millerand (12 décembre) : "Visite à Millerand pour lui demander d'aller voir Pastor à Berne. Il m'a demandé quelle était ma situation militaire et m'a aussitôt déclaré qu'il ne ferait rien de plus pour moi que pour un mobilisé quelconque. Je lui ai fait alors observer que, d'ici peu de jours, je serais libre du fait de la réunion des Chambres. Ce à quoi il a répondu qu'il ne savait pas si je me trouverais "en congé" ou "démobilisé". Mais, a-t-il ajouté, même dans la deuxième hypothèse, je vous conseillerais, à titre personnel, de vous abstenir. Qu'avez-vous en effet à dire à votre directeur ? De ne rien faire, de ne prendre aucune des mesures que (...) vous jugez inopérantes; dans ces conditions, l'intermédiaire que vous avez à Zurich / il s'agit du cousin François de Curel qui y réside et par qui Pastor a atteint Wendel / me paraît très suffisant pour passer la commission".

J'ai bien fait valoir que c'était me décharger avec un peu trop de désinvolture de mes responsabilités sur M. Pastor, mais il n'y avait qu'à s'incliner. Il est probable qu'il a d'ailleurs raison..."

(24) - C.V, 16 décembre 1914, et C.VI, 2 mars 1915.

(25) - C.VI, 19 juillet et 15 septembre 1915 : "On désosse l'usine". Pour un bilan global des destructions à Jœuf, cf. Félix Leprince-Ringuet, Rapport sur l'Industrie minière en Meurthe-et-Moselle pendant les années 1914 à 1918, Nancy, Paris, Strasbourg, 1919, 50 p.

(26) - C.V, 24 novembre 1914. Les Luxembourgeois de la Maison font des difficultés à Pastor : " /Eux/ qui nous ont vu arrêter les usines à notre départ se rendent évidemment compte que nous n'avons aucunement désiré qu'on les remette en marche. Ils considèrent cette mesure inspirée par les autorités et pensent que nous ne leur en voudrions pas de l'avoir contrariée" (C.V, 17 janvier). Cf. aussi C.VI, 28 mars.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(27) - C.VI, 26 mars 1915.

(28) - Décision au Journal Officiel de l'Empire, du 8 juin 1915, trad. dans A.N. F. 12 7839 "Séquestres".

(29) - Ibid., 5 mai 1915.

(30) - Il existe une littérature très abondante, dès avant la guerre, sur l'entrée des capitaux allemands dans la société des Hauts-Fourneaux de Normandie. Du côté des polémistes, cf. les attaques de Léon Daudet dans l'Action Française, en 1912-1913, reprises dans l'Avant-Guerre, Paris, 1914 et celles de Louis Bruneau dans La Grande Revue, de septembre à décembre 1912, reprises dans l'Allemagne en France, Enquête économique, Paris, 1914.

Pour une présentation des origines de l'affaire telle que vue par la famille Le Chatelier, voir Robert Le Chatelier (fils de Louis) "Les Hauts Fourneaux de Caen", in La Revue de Métallurgie (dirigée par Henry Le Chatelier), février 1913, pp. 3 à 11, et surtout Louis Le Chatelier, Métallurgie d'hier et de demain, Paris 1917. Diverses lettres d'éclaircissement de Louis Le Chatelier au ministre des Travaux publics et à Jules Cambon, ambassadeur à Berlin en 1912, 1913, sont conservées aux Archives de la Guerre, 5 N 279.

On trouvera enfin, sur un ton plus badin, une évocation de l'épisode et des polémiques locales dans les souvenirs du duc de Brissac, à l'époque collégien en Normandie, futur gendre d'Eugène Schneider, futur ingénieur et administrateur de la société normande (En d'autres temps, 1900-1939, Paris, 1972, pp. 109-112.)

Pour un historique général de la pénétration allemande en Normandie à partir de 1901, ses difficultés et ses succès, cf. Raymond Poidevin, Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne, de 1898 à 1914, Paris, 1969, pp. 214, 524 à 531, et 731 à 737. A A.N. F 12 7840, les réponses de la Cour d'Appel de Caen à l'enquête du 25 avril 1916 sur les séquestres font le point sur les intérêts en jeu. Cf. aussi Edgar Troimaux (qui était rédacteur judiciaire à l'Echo de Paris), Séquestres et séquestrés, T. II, Le Commerce avec l'Ennemi, Paris, 1918, pp. 13-63 ("Les Hauts Fourneaux de Caen").

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(31) - Le Chatelier a choisi de "réserver l'avenir" et de ne pas remplacer les administrateurs allemands August Thyssen, Fritz Thyssen et Charles Rabes en ramenant simplement de onze à huit le nombre des membres du Conseil (Explications données à un actionnaire de l'Assemblée Générale ordinaire du 29 juin 1915, L'Information, supplément économique 9 juillet 1915, p. 2).

(32) - C.VI, 23 septembre 1915.

(33) - Louis le Chatelier avait songé d'abord à faire appel à des capitaux américains (Rapport du Conseil d'Administration, Assemblée générale du 14 mars 1916, Paris, 1916, p. 10 (on trouve ce fascicule à A.N. 65 AQ K 35). Expliquant, de son côté, les difficultés à venir, Pierre de Brissac, du côté Schneider, insiste sur le caractère patriotique d'une opération décidée "à la demande du gouvernement français" op. cit. p. 286.

(34) - Lettre des responsables du Creusot à Albert Thomas, sous secrétaire d'Etat à l'Artillerie et aux Munitions, pour expliquer la nature du projet, 2 décembre 1915, 12 p. dactyl. A.N. 94 AP 80 (Fonds Albert Thomas). L'ancienne société serait actionnaire de la nouvelle, mais avec un statut très désavantageux excluant en fait pour elle tout bénéfice.

(35) - C.VI, 26 novembre 1915.

(36) - Lettre Creusot du 2 décembre, pp. 5 à 8.

(37) - Le Chatelier, op. cit., p. 99, et C.VI, 16 décembre. "Il n'en semblait pas très fier". Le détail des discussions entre les trois firmes peut être suivi de près dans les archives de Pont-à-Mousson, dossier "Caen", P.A.M., 6640. Pralon, dépité de l'attitude de Laurent, commente : "C'est curieux comme le désir d'être dans toute affaire d'apparence un peu grande peut troubler un esprit ayant beaucoup de bons côtés" (Lettre à Cavalier, 12 février 1916, Ibid.)

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(38) - C.VI, 26 nov.-16 décembre 1915. Théodore Laurent reproche assez vivement, fin décembre, à Cavallier et à Emile Ferry leur attitude, après qu'ils ont paru, dans un premier temps (réunion à trois du 11 décembre) disposés à marcher avec le Creusot (cf. notamment lettre de Laurent à Cavallier, 31 décembre 1915, P.A.M. 6640. Tout le dossier est précieux, pour apporter un autre point de vue, prudent et inquiet).

(39) - C.VII, 7 janvier 1916.

(40) - P.V. C.D.C.F., 16 décembre, p. 10. C'est ce jour-là que Camille Cavallier est ébranlé par Wendel, sensible non pas à la menace d'intervention étatique ("L'Etat prête de l'argent en ce moment à tout le monde, par conséquent cela ne tire pas à conséquence"), mais beaucoup à la menace de représailles (lettres CC à Robert Pinot et à Théodore Laurent, 17 décembre, P.A.M. 6640).

(41) - P.V. C.D.C.F., 20 janvier 1916, p. 8.

(42) - C.VI, 18 décembre 1915.

(43) - Déposition de Weiss, ancien directeur des Mines (1911 à la fin de 1916) devant la Commission d'enquête de 1919 sur le rôle et la situation de la métallurgie en France, procès-verbaux 1919, T.I, p. 15.

(44) - Sembat, vers le 25 novembre, Viviani le 26, Claveille le 9 déc., Berthelot le 23 décembre (C.VI et C.VII). Il semble que Claveille, directeur des Chemins de fer de l'Etat avant la guerre, soit particulièrement attaché au développement de la métallurgie en Normandie, notamment pour permettre la prospérité du réseau de l'ouest. C'est l'interprétation d'Emile Henry, secrétaire général de Pont-à-Mousson, qui voit en Claveille "l'âme de la combinaison". (Note sur une réunion officielle du 28 décembre au Comité des Forges, P.A.M., 6640).

(45) - C.VII, 31 décembre. Pour la préparation de l'entrevue, note d'Emile Henry citée ci-dessus, et sur son déroulement, une autre du même, 4 janvier 1916, ibid.

(46) - Le Chatelier, op. cit., p. 100.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(47) - Cf. déposition de Wendel à la Commission de la Métallurgie, 8 avril 1919, Annexes, T.I, p. 53, qui affirme : "Je dis tout de suite que si, au point de vue national, il nous était apparu que l'opération avait des conséquences graves, nous aurions fait bon marché de nos intérêts, mais..."

(48) - Le Chatelier "laisse percer l'idée" devant Wendel lui-même, le 16 décembre, que "/son/ obstruction contre l'affaire de Caen était une riposte au procès Schneider-Demachy..." "J'ai immédiatement rectifié et indiqué qu'alors même que le procès n'existerait pas, je ne pourrais laisser compromettre bénévolement les intérêts d'Hayange (...) Le Chatelier m'ayant demandé si une entrevue à trois, avec lui et Schneider, ne pourrait faire tomber mes objections, j'ai répondu que cela me paraissait peu probable, puisqu'il s'agissait d'une amodiation et non de simples avances à Caen (...) L'entretien en est resté là". (C.VI). Chez Pont-à-Mousson, on recueille avec soin ces explications. Camille Cavallier écrit notamment à Emile Ferry le 8 janvier : "Cette affaire devient empoisonnante, attendu qu'il se greffe là-dessus trois histoires, 1°) Présidence du Comité des Forges, rivalité Schneider-Pralon, 2°) Dissentiment Schneider-Pinot, 3°) Dissentiment Schneider-de Wendel. Pour conduire ma barque au milieu de ces récifs, il faut un autre pilote que moi, je préfère rester à l'ancre" (P.A.M. 6640).

(49) - C.VII, 7 janvier 1916, et pour le propos de Le Chatelier, note d'Emile Henry à Camille Cavallier sur une entrevue avec l'homme de Caen, 8 janvier 1916, P.A.M. 6640.

(50) - Réplique de Wendel à Viollette : "Cette considération aurait (...) été sans intérêt. Nous n'étions pas assez bêtes, permettez-moi de vous le dire, pour nous laisser guider par elle, et personnellement, j'ai toujours espéré voir l'Alsace-Lorraine redevenir française et ce n'est pas parce que les deux cent mille tonnes de fonte de plus fabriquées à Caen s'ajouteront aux dix millions produits par la France et l'Alsace-Lorraine reconquises que la situation du marché sera changée (...) Je m'inscris littéralement en faux contre cet argument". (Procès-verbal officiel, 1919, T.I, p. 54).

(51) - Louis Le Chatelier (op. cit. p. 12) qui ajoute, dans sa dédicace ironique à Léon Daudet : "Je trouve infiniment cocasse que le nom /de Jules Bernard/ soit accouplé à celui d'un pontife de l'antisémitisme comme vous. Un grand journal ayant fait siennes quelques-unes de vos bilâevesées, je lui intentai un procès et reçus signification d'une liste de témoins d'où émergent deux noms : le vôtre et le sien..."

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(52) - C.VII, 7 janvier 1916. Emile Henry écrit, à ce propos, dans le même sens : "On dit que c'est surtout la crainte de Charles Humbert qui conduit Albert Thomas, Charles Humbert étant "tout acquis à cette cause". (Note à Cavallier, 22 février 1916, P.A.M., 6640).

(53) - C.VII, 9 mars 1916. Albert Thomas évoque brièvement l'épisode à la Chambre, le 21 février 1919 (J.O., Débats, p. 800), en le donnant à preuve de sa fermeté devant les pressions.

(54) - "Tous les ouvriers et employés (...) reçoivent gratuitement un titre de 100 francs entièrement libéré, incessible, insaisissable et impersonnel, donnant droit à : 1°) une répartition sur les frais généraux à titre d'indemnité pour le travail manuel fourni dans une collectivité dont l'existence est basée sur ce travail; 2°) une répartition par priorité sur les bénéfices aussitôt après la rétribution aux parts de fondateurs et à l'Etat". Enfin "les ouvriers sont représentés par un membre du Conseil d'Administration de la société" (?) (Notes de travail anonymes visiblement préparées pour aider Thomas à plaider son dossier au gouvernement ou en Commission, 5 p. dactyl., A.N. 94 AP 80.)

On y lit encore ailleurs : "Cette oeuvre nouvelle, faite en pleine guerre, doit servir d'avant-garde à l'organisation future de la collaboration du capital et du travail 1°) dans la production, 2°) dans les bénéfices" : espoirs bien légers...)

(55) - Memorandum de Cavallier annonçant cette visite, 5 janvier 1916. "Hier soir Pralon m'a téléphoné vers 10 heures pour me dire qu'il allait voir M. Schneider pour l'affaire de Caen. Il ne m'a pas proposé de l'accompagner, mais il en mourait d'envie et cela était très visible. Naturellement je n'ai rien offert du tout..." (P.A.M. 6640). Récit de Pralon à C.VII, 5 janvier 1916. "Cela a été assez chaud. Schneider, buté, prétendant qu'on aurait dû le voir avant de lui faire opposition et oubliant en somme qu'il avait monté toute cette affaire en sourdine et sans prévenir personne. Il n'ignorait rien de nos démarches". Cf. aussi P.V. C.D.C.F., 20 janvier 1916.

(55 bis) - Résumé de cette note par Emile Henry, qui en a reçu copie, 15 janvier. Il cite le passage sur les représailles, l'approuvant : "Il n'appartient pas à l'Etat de se prêter à une semblable combinaison et sous prétexte d'éliminer des affaires de Caen un capital allemand, qui n'y figure que pour une somme de 25 millions, de compromettre plusieurs centaines de millions - probablement près d'un milliard d'intérêts français en Alsace-Lorraine et en Allemagne" (P.A.M. 6640).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(56) - C.VII, 27 janvier 1916.

(56 bis) - Note de Cavallier, 12 janvier : "Devant moi /Laurent/ a téléphoné à son Président en lui disant qu'il était venu à Paris en courant, pour y passer une journée, parce qu'on l'avait appelé d'urgence. D'où j'ai conclu que comme M. Laurent est bien avec M. Briand, le Creusot l'avait appelé à la rescousse pour combattre près du président du Conseil l'influence de la campagne Pralon..." (P.A.M. 6640).

(57) - C.VII, 27 janvier 1916. Cavallier écrit de son côté : "J'ai beaucoup hésité à aller voir Fontaine, finalement je n'y suis pas allé, ne voulant pas, vis-à-vis de Laurent et du Creusot prendre une position qui serait considérée comme celle d'un ennemi". (Note du 28 janvier, P.A.M. 6640) Cette prudence accrue est un présage inquiétant.

(57 bis) - Emile Henry, note du 27 janvier sur un entretien avec Wendel, P.A.M. 6640 .

(58) - C.VII, 3 février 1916.

(59) - Loi "portant ouverture sur l'exercice 1915 de crédits provisoirement applicables au 4ème trimestre (titre Premier, Paragraphe 1 : Crédits à répartir par décrets, J.O., Lois et Décrets 1915, p. 6920).

(60) - Archives du Sénat, procès-verbaux de la Commission des Finances, séances des 4 et 8 février 1916. Les procès-verbaux manuscrits sont malheureusement, pour cette époque, peu détaillés.

(61) - C.VII, 3 février 1916.

(62) - Peytral signale en séance, le 4, "qu'il a été saisi d'une note d'établissements métallurgiques qui se montrent favorables au contrat". Le C.R. n'est pas plus explicite.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(63) - Cette combinaison est évoquée un peu plus tard, quand elle est déjà dépassée, dans l'Economiste parlementaire, du 22 février 1916 p. 3: "La production de guerre et l'usine métallurgique de Caen", sûrement renseigné par Wendel et les siens (cf. plus bas l'interview Lebrun citée). L'article précise : "Eventuellement le consortium se substituerait, toujours pour l'exécution de ce programme restreint, à ladite société".

(64) - Sur l'élaboration du projet, C.VII, 3 février 1916.

(65) - Extrait cité par Viollette à la Commission d'enquête de 1919, lors de la déposition de Wendel, le 8 avril (P.V., p. 52).

(66) - Autres extraits dans Le Chatelier (op. cit., pp. 100-101) qui donne aussi une partie du premier. Le document est évoqué par Barthe à la Chambre, après la guerre, au cours de son interpellation sur la métallurgie qui sera étudiée plus loin (J.O., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 348). Le détail des contributions éventuelles est mis au point dans une réunion tenue au Comité des Forges, début février. Cavalier écrit à ce propos : "S'il fallait un peu augmenter notre chiffre de 500.000 francs, à la rigueur, on le ferait naturellement; mais j'estime que Chatillon et de Wendel doivent entrer dans la danse pour une somme supérieure à 500.000 francs, surtout de Wendel. D'un autre côté, si on les voyait entrer pour une somme plus considérable, peut-être cela provoquerait-il des jalousies. Car on peut se dire qu'en prêtant cet argent, on peut avoir l'arrière-pensée de le transformer un jour en actions privilégiées, après la guerre (...) de sorte qu'il ne faut pas trop pousser Chatillon et de Wendel à prendre une part prépondérante". Situation difficile d'une "puissance moyenne"... (CC à Emile Ferry, 6 février 1916, P.A.M. 6640).

(67) - C.VII, 3 février 1916.

(68) - Le Chatelier, op. cit. p. 101.

(69) - C'est l'espoir de Pinot (C.VII, 30 janvier 1916).

(70) - Archives de l'Association des Porteurs de valeurs mobilières, A.N. 65 AQ K 35.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(71) - Cité par Gaudin de Villaine au Sénat, séance du 2 août 1915, J.O., Débats du Sénat, p. 178. Léon Daudet ajoute : "Il importe donc dès maintenant de creuser entre l'Allemagne et nous le fossé que rien ne saurait combler, de créer l'irréparable économique. Ce fossé, c'est la confiscation pure et simple". Cf. aussi l'interpellation de Gaudin de Villaine dans le même sens, 1er et 3 avril 1915.

(72) - Numéro daté du 31 janvier, 30 lignes sans titre en page 4. La coupure est au dossier d'Albert Thomas (A.N. 94 AP 80). Cf. aussi C.VII, 30 janvier 1916. Troimaux écrit, dans la même ligne, en 1918, que "les hauts fourneaux ont été allumés avec une ostentation ministérielle inutile" (op. cit. p. 62).

(73) - Allusion rétrospective et satisfaite de Nalèche, en 1922, quand la Normandie est en déconfiture : "On nous en avait beaucoup voulu autrefois d'une note cependant très raisonnée que nous avions publiée sur Caen, tu t'en souviens (...) Eh bien ! Caen demande la liquidation judiciaire..." E.N. - P.L., 8 juillet 1922.

(74) - Archives du Sénat, P.V. de la Commission et les impressions recueillies le lendemain par Wendel : "Thomas s'est mollement défendu et a laissé porter le poids de la discussion par Claveille (...) Le projet Creusot a été fortement secoué, il a été décidé que la Commission déposerait lundi /7/ des conclusions hostiles à toute avance du gouvernement" (C.VII, 5 février).

(75) - Procès-verbal, mardi 8 février 1916, Archives du Sénat (pas de liste nominative des votes).

(76) - C.VII, 16 février 1916. Le P.V. confirme l'attitude d'Almond, mais ne précise pas le sens des interventions de Touron.

(77) - C.VII, 16 février 1916.

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(78) - "Monsieur Lebrun, député de Meurthe-et-Moselle, ancien ministre de la Guerre, examine le projet et ses résultats", l'Economiste parlementaire, 8 février 1916, p. 3 (qui publie dans le même numéro une autre interview en sens inverse, celle de Dansette, député de Lille, mais celui-ci ne discute pas la thèse à fond et se contente de dire "Des canons, des munitions ! répète-t-on chaque jour avec raison. On nous offre le moyen d'en augmenter la production, ne lésinons pas, n'hésitons pas : salus patriae suprema lex".) Evoquant cet article et son retentissement, Emile Henry observe de son côté : "Le plus curieux, c'est que le directeur de ce journal est Maxence Koldes, l'ancien socialiste qui avait pris la direction de la grève du Creusot il y a une quinzaine d'années" (Note pour Cavallier, 22 février 1916, P.A.M. 6640).

(79) - Lettre à Lebaudy, 6 mars 1916 : "Eugène Schneider continue à vouloir traiter son affaire de Caen, bien qu'un certain article ait fait disparaître les 25 millions de l'Etat. Il est enragé sur la question et je crains que ce tour que l'on veut jouer à Thyssen ne compromette gravement une foule d'intérêts qui seront molestés par mesure de représailles. C'est un jeu bien dangereux que l'on joue ainsi. Enfin grâce à Dieu, la participation de l'Etat n'aura pas lieu..." (E.N.-P.L.).

(80) - Par exemple La France économique et financière, début février (coupure censurée, conservée au dossier Albert Thomas, A.N. 94 AP 80) et Le Four et le Contre, du 6 février 1916, dont l'article est complètement supprimé. Cette feuille proteste, la semaine suivante (13 février) en remarquant le sort très différent qui est fait aux Débats, (article intitulé "Non pas sur les hauts Fourneaux de Caen, mais sur les Droits de Censure", A.N. 65 AQ K 35, 1916).

(81) - C.VII, 19 février 1916.

(82) - Wendel le prévoit dès le 16 février, et le 17 il note : "Eugène Schneider a reparu au Comité des Forges ce matin, et j'en conclus qu'il doit se croire assuré du succès. Il m'a à peine dit bonjour, il ne m'a pas plus serré la main qu'à Léon-Lévy, Pralon et Pinot. C'est un serin..." (C.VII).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(83) - Cf. l'Economiste parlementaire, 22 février, p. 4 : "Tandis que la participation aux bénéfices des parts de l'Etat (25 millions) n'intervenait qu'après rémunération de tous les capitaux (...), les 25 millions d'apport du Creusot et des Aciéries de la Marine sont rémunérés les premiers et si largement que le double pourcentage qui leur est attribué absorbera longtemps la totalité des profits de l'entreprise". Pour des détails techniques, P.V. cité de l'A.G. du 14 mars, et le dossier de presse à A.N. 65 AQ K 35, 1916. Le 25 février, Camille Cavallier constate qu'on doit se résigner à une "liquidation de la campagne", ajoutant : "Il me semble qu'on a dit et fait tout ce qu'on pouvait faire. Prolonger la résistance ne ferait qu'exciter encore le Creusot et Saint-Chamond /Théodore Laurent/ et rendre difficiles les accords ultérieurs pour les questions générales de la Métallurgie (...) Je ne sais pas si les tuyaux nécessaires à Caen vont être commandés à Pont-à-Mousson, car le Creusot n'ignore certainement pas que nous avions eu d'abord l'intention de marcher dans leur groupe et qu'ensuite nous nous sommes retirés. Ces gens du Creusot sont assez rancuniers, comme tous les gens orgueilleux" (Note pour Emile Henry, P.A.M. 6640).

(84) - A.G. du 14 mars 1916, brochure citée.

(85) - C.VII, 9 mars 1916.

(86) - P.V. C.D.C.F., 29 juin 1916, 6 p. dactyl. et C.VII, même date : "Ce n'est pas la réconciliation, tant s'en faut, mais cela met fin à la situation fausse où déjà Eugène s'était placé il y a quelques mois et qui pesait sur toute la métallurgie..."

(87) - Cf. les rapports de Carl von Schubert, Conseiller allemand à la légation de Berne, 24 et 26 juin 1916 (pièce jointe 27 juin) et celui du baron de Romberg, ministre d'Allemagne à Berne, 8 juillet 1916 et la pièce jointe, 7 juillet, retraçant l'organisation puis l'échec de la mission de Dreyfuss-Brodsky, dans l'Allemagne et les Problèmes de la Paix pendant la première guerre mondiale, documents allemands édités par André Schérer et Jacques Grunewald (T. I, août 1914 - janvier 1917), Paris, 1962, doc. 276, pp. 380-81, doc. 277, pp. 381-384 et doc. 280, pp. 388-391. Les Allemands pensent que le refus de Schneider s'explique parce qu'il croit à une proche victoire militaire française (cf. les commentaires de Jacques Bariéty, dans son C.R. du livre, avril-juin 1965, R. H., pp. 383-384).

Ière PARTIE - SECTION 3 du CHAPITRE II

(1) - "Un commencement de charpente de halle indique seul une intention (...). Et c'est pour cela qu'on immobilise un nombreux personnel, des prisonniers et qu'on arrête par des ordres de priorité, des travaux plus urgents ! C'est un beau scandale, et, quand on connaît la proposition du Creusot à faire charger certaine cavalerie, on se prend à douter de la vertu de certains manitous de l'Hôtel Claridge /le sous-secrétariat d'Etat à l'Artillerie/..." (C.VII, 2-3 septembre 1926.

(2) - Commission d'enquête, p. 53. Cf. aussi, pour les résultats médiocres, le rapport de la Société Normande de Métallurgie de juin 1918, annexé au C.R. de l'Assemblée générale des Hauts-Fourneaux et Aciéries de Caen, du 13 juin 1918, pp. 11-12, et rapport du C.A. de la Normandie, 28 juillet 1919, cité dans le C.R. de l'A.G. des Hauts-Fourneaux du 9 août 1919, pp. 10-13, A.N. 65 A4 k 35; et voir aussi plus bas la satisfaction de Wendel quand la Normandie sombrera en 1922.

Albert Thomas fait visite à Caen, en novembre 1916, à l'occasion du "prochain achèvement d'un groupe de fours à coke" : c'est mince (Louis Le Chatelier, op. cit. p. 92).

(3) - Selon les termes mêmes de Clémentel devant la Commission du commerce et de l'Industrie de la Chambre, le 11 janvier 1917. Il expose que, par considération pour les intérêts français en territoire envahi, la législation française est demeurée très en arrière sur les alliés et l'ennemi. (P.V., vol. IV, A.N. C 7657).

(4) - Lettre du 15 décembre 1916, faisant suite à une réunion chez Margerie, directeur des Affaires politiques et commerciales au Quai d'Orsay (A.E., série Guerre 1914-18, vol. 144 ("Mesures..." p. 125-127).

(5) - C.VIII, 23 décembre 1916. Malheureusement il y a une lacune dans les P.V. du G.R.E. entre novembre 1915 et septembre 1917 (Archives du Sénat).

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 3 (Notes)

(6) - "M. de Wendel rappelle que la proportion des intérêts allemands en Angleterre est de 20, et celle des intérêts anglais en Allemagne est de 1. Il en est de même pour l'Italie. Chez nous, nous avons 1 d'intérêt allemand contre 50 d'intérêts français en Allemagne. On nous dit : armez-vous comme les autres, mais notre situation n'est pas la même que celle des autres. Ce sera un simple geste, ajoute-t-on, mais ce geste est de trop, car il peut servir de prétexte à des représailles. Je comprends que pour l'intérêt national le ministre prenne des mesures contre la réquisition, mais en matière de liquidation, ce n'est pas la même chose. Ces affaires-là ne vont pas jusqu'au ministre et il ne faut pas que des intérêts particuliers de spéculation risquent de mettre en péril des intérêts français considérables. Il y a en Angleterre des liquidations qui ont été de véritables scandales"(P.V. de la Commission, A.N., C 7657). Après le départ de Wendel et Groussau, Bokanowski fait adopter un amendement qui adoucit le texte.

Wendel rend encore visite à Péan, directeur des Affaires civiles au ministère de la Justice, le 23 février, pour lui exposer sa thèse : "Je lui ai dit que je ne m'opposerais pas à toutes mesures tendant à faciliter la location des biens allemands pendant la guerre à des conditions avantageuses pour nos nationaux ou à protéger les séquestres contre des réclamations ultérieures, mais que je n'acceptais pas la dissolution des sociétés et la liquidation des biens".

(7) - Lettre de Jules Siegfried à Briand au nom du Comité qu'il préside, 1er février 1917 (A.E., série A Guerre, vol. 145, pp. 17-21). Siegfried souligne "la nécessité de persister à nous maintenir dans la voie du droit et de la justice, non seulement parce qu'ainsi nous suivons la tradition française, mais encore parce qu'il importe essentiellement de ne pas provoquer des représailles"...

(8) - Grosdidier de Matons, T. II, p. 326.

(9) - Ibid. et le texte de l'arrêté à A.E., A Guerre, vol. 145 ("Mesures..") p. 38 : il étend aux entreprises françaises les prescriptions de l'ordonnance du 31 juillet 1916 relatives aux entreprises anglaises. La nouvelle est donnée en France par l'Information, 23 mars 1917.

Ière PARTIE - Chap. II - Sect. 3. (Notes)

(10) - Article traduit et commenté dans A.N. F 12 7839 "Sequestres". Cf. aussi télégramme de Beau, l'ambassadeur français à Berne, 12 juin 1917, ibid. Autres télégrammes en provenance de Berne et de La Haye, A.E. A Guerre, vol. 145, passim.

(11) - Grosdidier de Matons, II, p. 326.

(12) - Le débat s'engage sur rapport d'Eccard et Wendel est soutenu par le professeur de droit Weiss (C.VIII, 24 mars 1917). Cf. Frédéric Eccard, Biens et Intérêts français en Allemagne et en Alsace-Lorraine pendant la guerre, préface du professeur Louis Renault, Paris, 1917, XII-376 p. et du même Eccard, Le Livre de ma Vie, op. cit. 1951, pp.70-72.

(13) - A.E. A Guerre, vol. 144 ("Mesures...") pp. 122-123 et 111-120. Une conférence des délégués des gouvernements de Belgique, de France et de Grande Bretagne se réunit à Paris les 11, 12, 13 et 14 juin 1917 pour tâcher d'accorder les violons (ibid.)

(14) - C.VIII, 25 juillet 1917 et mention de la remise à plus tard du projet de loi "relatif aux relations d'ordre économique avec l'Allemagne et l'Autriche Hongrie", J.O. Débats de la Chambre, 23 juillet 1917, p. 1934.

(15) - C.VIII, 27 juillet 1917.

(16) - C.IX, 3 novembre 1917.

(17) - Circulaire du 25 avril 1916 (résultats à A.N. F 12 7840-7845).

(18) - C.IX, 27 octobre 1917, et 26 février 1918. A cette date, le rapport de Jaudon, adjoint de Péan, directeur des Affaires civiles, conclut que les Allemands avaient surtout apporté en France leur "activité" : chose "difficile à séquestrer"...

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 3 (Notes)

(19) - Il s'est constitué une association de défense des intérêts français en Alsace et en Lorraine annexées que préside Daniel Miege (Eccard, Le Livre de ma Vie, p. 72)

(20) - C.IX, 5, 27 et 30 octobre 1917. Miege et Dollfus se montrent très impressionnés par l'hostilité politique du Quai d'Orsay. Wendel songe un instant à partir seul, et fixe même son départ au 30 au soir - mais la débâcle italienne et les mouvements de troupes franco-anglaises qu'elle provoque fait fermer la frontière et l'idée est définitivement abandonnée.

(21) - Note "sur les dernières mesures prises par l'Allemagne à l'égard des biens français et sur ses intentions futures", 11 p. dactyl. A.N. F 12 7839.

(22) - C.VIII, 8 et 13 juin 1917.

(23) - C.IX, 6 décembre. Cf. aussi ses regrets au 15 mars 1918 (Ibid.)

(24) - Il est à noter qu'à Joeuf, les Allemands ont songé jusqu'au milieu de 1916 à remettre les usines en marche, et ont commencé la destruction à la fin de 1916. En novembre 1918, l'aciérie Thomas est en grande partie détruite, et les laminoirs le sont presque complètement. Les huit hauts fourneaux, en revanche, sont peu endommagés (Leprince-Ringuet, op. cit. p. 46).

(25) - Note de Robert Pastor à François de Wendel, 2 novembre 1917, sur ses efforts de résistance juridique, communiquée à Wendel par le Quai d'Orsay, A.E. A Guerre, "Mesures...", vol. 147, pp. 92-95.

Pour d'autres détails sur cette affaire vue du côté allemand, cf. François Roth, op. cit. notamment pp. 932 et 938-940. Il met en valeur le rôle du baron de Gargan, cousin de François de Wendel, et de nationalité luxembourgeoise, qui cherche "à retarder l'échéance par tous les moyens juridiques et diplomatiques à sa disposition".

Ière PARTIE - Chap. II, Sect. 3 (Notes)

(26) - Article de la Crefelder Zeitung du 5 septembre 1917, reproduit dans une note de l'E.M.A., 2ème Bureau, 13 septembre, A.E. A Guerre, vol. 147 ("Mesures...") p. 2, ... note Pastor citée, et 2 longs articles de la Frankfurter Zeitung, 17 et 19 novembre 1917, trad. ibid, pp. 132-136.

(27) - Grosdidier de Matons, II, pp. 327-328.

1ère PARTIE - INTRODUCTION DU CHAPITRE III

otes

(1) - André Wurmser, Un Homme vient au Monde, T. VI, Interdiction de Séjour, Paris, 1946, 519 p. La citation est p. 272. Voici le récit de "l'assassinat", qui en montre bien le sens :

"J'entendrais marcher un rat sur ces tapis. Un rat, un rat. Où ai-je lu ça ? Ah ! Oui. Hamlet. Par Shakespeare. Je lisais beaucoup. Jaurès. Venger Jaurès. Venger Brindejone, Lacuisse Alfred, Férout. Ouvrir l'oeil. Ce sont les officiers boches qui ont attaqué. Rien que les officiers. Pas les feldwebels. Des généraux, Les vrais généraux. Les vrais boches. Des généraux de l'Internationale boche. C'est la vraie guerre... Ces cannibales... que nos balles... Mais il sera camouflé, comme la maison. Il doit s'être fait la gueule de tout le monde. Pour donner le change. Il me prend pour un con. L'aviateur de Briey, on l'a flanqué aux arrêts. Retiens ton souffle. Les voilà.

Le portier passa rapidement devant Borel, descendit les trois marches, ouvrit la porte d'entrée. Stéphane tira à demi la main de sa poche. Deux messieurs approchaient, le moins âgé, une large moustache lui cachait la bouche; il avait peu de cheveux, ses yeux étaient enfoncés; il portait un veston bordé et un pantalon rayé; / il doit s'agir de Robert Pinot / l'autre avait une cinquantaine d'années, des yeux gris et sans chaleur; une moustache poivre et sel effilée et relevée avec coquetterie; il portait un melon et avait l'air ennuyé et faraud d'un colonel en retraite.

... ignore tout de la question, disait-il. Il ne faut pas que Clemenceau s'imagine...

Stéphane ouvrit brusquement la porte.

- M. de Wendel ?

Les deux hommes s'étaient arrêtés. Le plus âgé regardait Borel comme s'il allait lui flanquer huit jours de salle de police, le plus jeune hésitait; le portier n'osait pas lâcher la porte.

- Que désirez-vous, mon ami ?

Un taxi corna et c'est à peine si on entendit la détonation.

- Vous êtes fou, s'écria le plus jeune.

Le portier s'était précipité, la porte se referma. Le vieil homme se tenait plié en deux contre le mur, comme s'il souffrait de coliques; son melon sautait d'une marche à l'autre; Borel pensa que les rats ont la vie dure. Il tira encore trois fois; la première balle fit tomber le pantin, la seconde atteignit le portier qui s'interposait, la dernière frappa le plafond car le secrétaire avait lancé son poing dans la figure de Borel..." (PP. 205-206).

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Introd. (Notes)

Le romancier décrit ensuite longuement le procès du meurtrier - repoussé après les élections de novembre - et les témoignages imaginaires reproduisent tous les thèmes de l'interpellation à la Chambre de janvier-février 1919. Borel est finalement acquitté - Comme l'a été Raoul Villain, l'assassin de Jaurès (p. 239-256).

(2) - Pp. 41 à 46.

(3) - Il s'agit de la reproduction d'une affiche placardée dans toute la France.

(4) - Cf. par exemple, à droite, Beau de Loménie : "Nos aciéristes (...) avaient (...) joué sur les deux tableaux. Pour protéger, en vue de l'après-guerre, de quelque côté que tournât le vent, leurs biens et leurs capitaux, ils avaient par leur influence veillé à empêcher que leurs installations de zone occupée ne fussent atteintes par les bombardements. Ils avaient permis à l'Allemagne qui, en dehors des régions lorraines manquait de minéral sur son territoire, les moyens de fabriquer la plus grande partie des obus par lesquels nos soldats se faisaient tuer et les hostilités étaient prolongées" (Les Responsabilités des Dynasties bourgeoises, T. III, Paris, 1954, p. 88)

(5) - Cf. Pourquoi le Journal "Sept" a été supprimé, brochure anonyme 64 p. s.l.n.d.; René Rémond et Aline Coutrot, Les Catholiques, le Communisme et les Crises, 1929-1939, Paris, 1960 (le chapitre : "Briand, l'Allemagne et les Marchands de canons", 1931-1935", pp. 41-88), et Aline Coutrot, Un Courant de la Pensée catholique, l'Hebdomadaire "Sept", Paris, 1961.

(6) - Cf. Dictionnaire des Parlementaires, T.V, p. 1683.

Ière PARTIE - Chap. III, Introd. (Notes)

(7) - Cf. notamment "Les Wendel et le Creusot", Le Correspondant, 10 juin 1916. L'article est largement historique. Wendel, sans commenter, mentionne qu'on lui en parle beaucoup à la Chambre (C.VII, 15 juin 1916). A signaler aussi deux autres études d'Engerand, dans le même Correspondant, en janvier 1916, consacrées l'une à la politique houillère de l'Allemagne, l'autre à sa politique métallurgique, et reprises dans Le Fer sur une Frontière. La politique métallurgique de l'Etat allemand, Paris, janvier 1919, 235 p.

(8) - L'Oeuvre, 10 mai 1916.

(9) - Compte-rendu publié après la guerre, J.O., 19 novembre 1920.

(10) - Cf. notamment l'Echo de Paris, 30 mars et 23 octobre 1917 et 13 mars 1918.

(11) - Fernand Engerand, Les Frontières lorraines et la Force allemande, Paris, novembre 1915, et Le Secret de la Frontière (1815-1871-1914) Charleroi.

(12) - Henry Béranger, "Le bassin de Briey est la clé de la guerre", Le Matin, 12 mai 1916, et "La France du Fer", Paris Midi, 22 mai 1916.

(13) - Discours du 20 novembre 1916 en comité secret.

(14) - Il s'agit du rapport adressé au Chancelier Bethmann-Hollweg, le 20 mai 1915, publié par le Comité des Forges, en septembre 1915 (circulaire n° 666), et souvent cité par la suite dans les polémiques. La Commission de l'Armée du Sénat prend, le 29 mai 1916, emmenée par Béranger, une délibération ainsi motivée : "La Commission (...) constatant qu'il résulte d'une déclaration officielle du ministère des Travaux publics, en date du 26 mai 1916, que si l'Allemagne était privée des 30 millions de tonnes de minerai de fer de la Lorraine et du Luxembourg, l'empire allemand serait dans l'impossibilité de continuer la guerre actuelle (...) appelle de la manière la plus pressante l'attention du gouvernement sur cette question vitale." (cité par Engerand,

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Introd. (Notes)

rapport au nom de la Commission d'enquête de 1919, p. 4 : sur ce rapport voir ci-dessous).

(15) - Engerand, Les Frontières lorraines... p. 274.

(16) - Cf. à ce propos, les deux articles d'Engerand repris dans Le Fer sur une Frontière... et cités plus haut.

(17) - Le 25 avril 1917, Wendel note : "Humbert a eu, par Mulbenschien (l'arménien de la Royal Dutch) la preuve que Charles de Wendel était en rapport avec Engerand - ce qui explique bien des choses" (C.VII).

(18) - Le Temps, 17 janvier et 11 février 1917, ce dernier reproduit dans l'Oeuvre datée du même jour.

(19) - Notamment l'Oeuvre du 12 mai 1916 et 3 février 1917.

(20) - Malletterre commandait un régiment, Verraux la division qui occupait la région de Briey. Le premier insiste sur la responsabilité du gouvernement qui a imposé un "recul diplomatique" de 10 kms au début de la guerre. Le second insiste sur les fautes qu'il attribue à l'état-major (pour le débat, voir plus loin).

(21) - Analyse de cette situation florissante dans une note de police de Février 1919, A.N. F 7 12842.

(22) - D'après Wendel, -assurément remonté par Pinot - celui-ci et Fralon auraient, dans le cours d'un conflit classique, obtenu du ministre du Commerce et de l'Industrie du cabinet Viviani, Gaston Thomson, qu'il refuse la suppression des droits de douane sur les tubes de chaudières souhaitée par Niclausse. Wendel précise, sans bienveillance, que Niclausse aurait auparavant "traité, au prix fort probablement, la fourniture d'un lot considérable de chaudières" (C.VII, 8 avril 1916).

Ière PARTIE - Chap. III - Introd. (Notes)

(23) - Sur la genèse de la querelle et cette séance de l'U.I.M.M., l'analyse-plaidoyer présentée par Pralon à la Commission de direction, P.V. C.D.C.F., séance spéciale du 12 avril 1916.

(24) - C.VII, 14 août 1916.

(25) - Cf. L'Oeuvre, 30 et 31 mars, 1er, 2, 3, 6 et 7, 10 et 11 avril. Un premier article annonciateur était paru dans l'hebdomadaire La Renaissance du 19 février. Il est à noter que, six mois plus tard, Téry oppose explicitement "Deux Politiques" - c'est le titre de son article - : celle du Comité des Forges qui refuse de voir faciliter les approvisionnements et celle de Niclausse qui les réclame pour faire vivre l'économie (L'Oeuvre, 29 octobre 1916).

(26) - Cf. Pierre Albert, in Histoire générale de la Presse française, T. III, 1871-1940, p. 438, et le récit ultérieur de Téry lui-même, évoquant "la nuée d'argousins" qui s'est abattue sur son imprimerie ("Les mystères de Briey" L'Oeuvre, 11 février 1917.)

(27) - Cf. l'article de Francis Laur, "M. Pinot n'a plus rien à répondre", L'Oeuvre, 1er août 1916. (Voir aussi le 3 et le 14 août.)

(28) - Ce lien entre Niclausse et Barthe (sans que d'ailleurs l'intégrité de ce dernier soit sérieusement mise en cause par aucun commentateur) paraît avoir été un fait indiscuté dans les cercles politiques et industriels parisiens. Wendel le juge avéré (C.X, 24 janvier 1919); la police aussi (note n° F 5444 du 8 février 1919 à A.N. F 7 12842) les petits et moyens journaux en propagent l'assurance (par exemple le Carnet de la Semaine, 2 février 1919, Jacques Dhur dans l'Eveil, 4 février, et La Lanterne; "M. Jules Niclausse qui a la figure de Vulcain déteste M. Robert Pinot qui semble auprès de lui un homuncule surgi des profondeurs de la forêt rhénane", Pierre Dionne, "Barthe, Niclausse et Cie" 6 février.) En avril 1919, Wendel recueille avec satisfaction l'incident suivant survenu au téléphone de la poste du Palais-Bourbon et rapporté par Lefebvre du Préy, qui en a été témoin : "On sonne, l'employé accourt et répète tout haut le nom de la personne demandée.

Ière PARTIE - Chap. III, Introd. (Notes)

"M. Barthe".

- De la part de qui ? dit-il.

- De M. Niclausse ! "

Et Wendel ajoute : "On se doutait de la collusion, mais c'est toujours drôle" (C.X, 8 avril 1919).

Il faut pourtant noter que, dans une lettre à Jacques Dhur, de l'Eveil, Barthe écrit : "Mon dossier ne peut-être celui de M. Niclausse... La preuve ? Je n'ai fait la connaissance de M. Niclausse que quelques minutes avant le développement de mon interpellation qui devait être primitivement discutée le 30 décembre 1918, c'est d'ailleurs mon collègue M. Outrey qui me /l'/a présenté (...) J'ai d'ailleurs reçu les encouragements de nombreux syndicats, je puis dire de presque tous les syndicats, qui désirent l'expansion de l'industrie française..." Le lien entre les deux hommes pourrait donc être plus tardif qu'on a cru - à moins qu'on ne suive Jacques Dhur qui réplique : " /M. Barthe/ ne connaissait pas M. Niclausse ? Mais des tas de gens ont eu affaire à un notaire et n'ont jamais vu cet officier ministériel. Ils se sont trouvés simplement en présence d'un clerc" ("En pleine figure", l'Eveil, 6 février 1919).

On observe enfin que, d'après Nalèche, François de Wendel se serait déclaré en mars 1919 "à peu près certain que c'était Loucheur lui-même qui avait poussé Barthe (.E.N. - P.L. 13 mars 1919, cité par Pierre Miquel, La Paix de Versailles et l'Opinion publique française, Paris, 1972, p. 506). Au printemps 1917, Nalèche observait seulement - de façon malheureusement allusive : "On s'étonne de cette campagne dont on cherche les causes, mais qui cependant ne seraient pas difficiles à trouver " (E.N.-P.L., 1er mai 1917).

(29) - Dans ses articles de mars-avril, intitulés "L'Alsace-Lorraine et la Métallurgie", Téry utilise en la tronquant la déposition faite par Pinot devant la Commission sénatoriale chargée d'étudier les moyens d'assurer l'expansion économique de la France après la guerre - déposition évoquée plus haut. D'après Pralon, son texte, secret, aurait été communiqué à Téry par Niclausse (P.V. C.D.C.F., 12 avril, p. 3) Téry finit par publier le texte complet du rapport, L'Oeuvre, 17, 18 et 20 janvier 1917. Cf. aussi "La Peur de la Victoire", ibid., 27 octobre 1916.

1ère PARTIE - Chap. III, Introd. (Notes)

(30) - Par exemple dans une réponse à Pinot (qui lui avait reproché notamment son absence lors de son audition par la C.E.M.), L'illustration économique et financière, 26 juin 1920, article reproduit (avec la lettre de Pinot du 22 juin) dans la brochure A propos de notre politique sidérurgique : un Etat dans l'Etat, Paris, s.d. / 1920 /, 40 p. (pp. 22-28).

(31) - Il faut citer cependant un précieux travail inédit de Pierre Waline, agrégé de l'Université, malheureusement inachevé à mi-course, entrepris vers 1935, au moment de la recrudescence des polémiques et intitulé "Etat de la Documentation concernant le bassin de Briey" (149 p. dactyl.) qu'il a eu la grande obligeance de me communiquer. La partie rédigée traite surtout de la perte de Briey en 1914 et des aspects techniques des bombardements par canons et par avions.

(32) - Viollette fut un président actif et organisé, avec une visible et utile autorité, non dépourvu de préjugés, mais qui le pousse souvent à poser aux témoins les questions qu'attend l'historien. Dans ses papiers conservés en Eure-et-Loir, on ne trouve pas trace, malheureusement, semble-t-il, de l'épisode (renseignements provenant de M. Dessal, son exécuteur testamentaire).

(33) - On ne dispose que du bref rapport (n° 6.026) rédigé par Fernand Engrand qui ne traite que de la seule question qui lui est la plus chère, "La concentration de la métallurgie sur sa frontière de l'Est", 54 p. (avec bref rapport supplémentaire de 4 p. rectifiant un point de détail). L'essentiel est donc constitué par les 4 volumes des procès-verbaux doc. n° 6.026, Annexe I "Défense du bassin de Briey", vol. I, 372 p. et vol. II, 172 p., et Annexes 2 et 3 "Bombardement du bassin de Briey", vol. III, 98 p. et vol. IV, 12 p. (cités désormais sous la forme C.E.M., II, p...). Engrand a publié sur la deuxième question dont il devait traiter un ouvrage qui tient la place du rapport, La bataille de la frontière (août 14), Briey, Paris, 1920, XXIV-244 p.

Ière PARTIE - SECTION I du CHAPITRE III

- Notes (1) - Cf. , dernier en date, François Roth, op.cit., 1973, T. II, pp. 409-413 (avec une bibliographie à jour).
- (2) - "Un document secret allemand : I. Les Allemands privés du fer lorrain" (24 février), "II. Comment briser leur impérialisme économique" (26 février), "III. Leur méthode pour s'emparer du fer" (3 mars), "IV. Où réapparaît la politique de MM. Caillaux et Halvy" (7 mars), articles repris dans Chroniques de la Grande Guerre, T. XI, Paris, 1937, pp. 218-233, 246-253 et 262-267.
- (3) - Document publié intégralement par le Comité des Forges le 20 juillet 1918, et cité par Engerand, Rapport C.E.M., p. 3.
- (4) - Article du Docteur Reichert, Wirtschaftszeitung der Zentralmächte, 7 déc. 1917 : "Si nous ne possédions Briey, nous aurions été depuis longtemps vaincus, car nous n'aurions pu produire en suffisance le fer et l'acier Thomas". Engerand donne d'autres extraits similaires de la Leipziger Nachrichten du 10 octobre 1917 et de la Kölnische Zeitung du 15 janvier 1918.
- (5) - La Gazette de Francfort écrit le 27 mars 1918 : "Il ne faut pas aller jusqu'à prétendre comme on l'a fait que la possession du bassin de Briey est une question vitale pour l'Allemagne" (Cité dans une note de la direction des Services de l'Information économique du ministère du Commerce, datée du 16 août 1918, A.N., F 12,7681).
- (6) - Cf. Fritz Fischer, op. cit., passim.
- (7) - "Je vous donne mon impression. Les Allemands étaient hypnotisés par le bassin de Briey. Ils avaient des excédents de coke disponibles très considérables. Il fallait qu'ils les écoulassent, soit en nous les vendant, soit en augmentant leurs usines et en prenant le minerai dont ils avaient besoin pour les faire marcher. En prenant, par conséquent, le bassin de Briey : d'où cette hypnose. Car c'est une véritable hypnose que le bassin de Briey a exercée sur le grand patronat allemand..." (Déposition de Wendel, C.E.M. I, p. 48).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. I (Notes)

(8) - Il faut naturellement considérer de la même façon un autre texte dont le général Verraux fait argument (L'Oeuvre, 28 oct. 1918), l'ordre du jour du général Von der Marwitz, commandant la Ve Armée allemande, en date du 1er octobre 1918, où il est dit : "L'intention de l'ennemi est de rendre impossible pour nous l'exploitation de Briey dont dépend, dans une large mesure, notre production d'acier" : il s'agit évidemment de galvaniser les troupes, in extremis.

(9) - Note rédigée par Wendel et remise à la Société de géographie sur son exposé, 16 p. dactyl., AFW I 1, pp. 3-4.

(10) - Une série de témoignages individuels allant ce sens est rassemblée à A.N., F 12,7681. On peut noter ici que, d'après François de Wendel, "la fonte lorraine ne peut donner de bon acier à obus et à canon qu'à condition de passer au four électrique" : or il existerait très peu de ces fours en Allemagne (opinion citée dans une note de l'E.M.A., 5ème bureau, "Sur l'industrie sidérurgique des pays ennemis et sa situation au 31 décembre 1916", p. 20, AG 7 N 876).

(11) - Comité secret du 28 novembre 1916, J.O. du 19 novembre 1920. Dans son roman cité, André Wurmser n'en fait pas moins affirmer par l'avocat de Borel que Lebrun s'est "étonné, au cours d'un comité secret, de "l'étrange immunité" de la région de Joeuf." (op. cit. p. 252).

(12) - Leprince-Ringuet, op. cit., pp. 17 et 48-49. Le rapport donne un tableau chiffré des productions des mines une par une (pp. 14-15). A noter que l'essentiel de ce texte a été publié dans le Bulletin n°3494 du Comité des Forges, 8 novembre 1919. Le Crapouillot n'en affirme pas moins que "les Allemands remirent en marche, en Lorraine occupée, les usines d'Auboué, d'Homécourt, de la Mourière, de Piennes..." (n° cité, p. 43).

(13) - J.O. Débats de la Chambre, 14 février 1919, pp. 640-642. Loucheur dit d'autre part : "En s'en tenant à la rigueur des chiffres, c'est une erreur de dire que les Allemands ont pu trouver dans le bassin français de Briey un supplément de minerai leur permettant de faire leur oeuvre de guerre".

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(14) - Cf. le témoignage d'Ernest Flandin à la Chambre qui, avec ses camarades de Verdun, se demandait pourquoi on ne bombardait pas Briey, "les mines et les établissements dont /ils/ voyai/ent/ par temps clair les immenses fumées qui couvraient l'horizon dans la direction de Conflans". (J.Q., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 354). Merrheim, le chef syndicaliste de la fédération des Métaux, témoigne de son côté que le secrétaire adjoint de la C.G.T., qui fit la bataille de Verdun, lui dit n'avoir jamais vu "qu'une seule cheminée fumante pour tout le bassin" (Bonsoir, 8 février 1919). En fait, c'est encore trop dire (sur le rôle de Merrheim dans la controverse, voir plus loin).

(15) - A noter que, dans ses numéros contemporains du Congrès de Lyon, l'Humanité n'évoquait que brièvement ce qui y avait été dit de Briey, et ne mentionnait pas les propos rapportés en 1935. Cf. aussi à titre d'exemple le journal le Mutilé, sept. oct. 1935 : "Des camarades qui ont tenu les lignes dans ce secteur et dont les souvenirs semblent aussi fidèles que ceux du général de Castelnau, se demandent - et nous posons l'interrogation avec eux - ce qu'on pouvait bien rôtir dans les brasiers ardents dont les lueurs rougeoyantes étaient très visibles à plus de 20 kilomètres. Y cuisait-on des rôtis ?" etc... (cité par Pierre Waline, pp. 171-172).

(16) - Cf. par exemple le texte des Métallurgistes allemands de décembre 1917, : pour démontrer la nécessité d'annexer Briey, ils mettent en valeur le rôle joué dans la guerre pas l'ensemble du bassin lorrain, celui de Thionville et celui de Briey, et Engerand dans son commentaire pousse encore plus loin la confusion (Rapport C.E.M. cité, pp. 2-3).

(17) - Comme l'affirmait une note de la direction des Mines au ministère des travaux publics, remise à Henry Bérenger en mai 1916, et citée par Paul Weiss, alors directeur des Mines, C.E.M. I p. 7 (21 mars 1919).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(18) - La formule est du chroniqueur militaire du Matin, qui observe, non sans justesse : "Lisez les voyages d'état-major, vous y verrez qu'il y est question du sol et de ses accidents, mais jamais du sous-sol et de ses ressources. (...) L'Etat-major a-t-il reçu, comme en Allemagne, lorsqu'il a établi son plan de défense, les suggestions des industriels ? Non évidemment, car chez nous, la guerre, c'était affaire de militaires, rien de plus, et chacun travaillait dans son coin..." (Général X, "Pourquoi n'a-t-on pas bombardé Briey ?" Matin, 14 février 1919).

(19) - C.E.M. I p. 26, 25 mars 1919.

(20) - C.E.M. I p. 13 (21 mars 1919). Comme Pierre Ajam, député de la Sarthe lui demande : "Est-ce qu'il y avait une liaison entre l'Etat-major et la Direction des Mines ? Est-ce que l'état-major a cherché un conseil auprès du Ministère des Travaux publics ? ", Weiss répond : "Jamais. Et quelle aurait été l'attitude du directeur des Mines s'il avait voulu donner ce conseil ? Il aurait été remis à sa place" (Ibid.)

(21) - C.E.M. I, p. 51 (8 avril 1919).

(22) - Cf. les dépositions du général Pont, C.E.M. I, p. 295, du général Verraux, p. 314, du général Messimy, p. 271.

(23) - C.E.M. I, p. 31 (4 avril 1919). Cf. encore dans le même sens la déposition du général Messimy, ministre de la guerre en juillet 1914 (Ibid. I, p. 263, 28 mars 1919) : "Jamais personne, ni dans la période angoissante qui a précédé la déclaration de guerre, ni dans les premiers jours qui ont suivi la mobilisation - le G.Q.G. est resté jusqu'au 5 août à Paris, accolé au ministère de la Guerre - jamais personne ne m'a, d'une façon quelconque, entretenu de la valeur du bassin de Briey (...) Mon sentiment très net est que cette question n'a jamais été examinée au ministère de la guerre".

(24) - C.E.M. I, p. 91 (27 mars 1919).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(25) - C.E.M. I, pp. 52 et 55. Wendel ajoute toutefois cette intéressante précision: "Ce que je crois pouvoir affirmer, d'après les contacts que j'ai eus avec les Allemands, en diverses circonstances, notamment au moment d'Agadir, c'est qu'au premier coup de pioche donné dans le bassin de Briey, ils auraient posé un ultimatum. C'est une impression. Je vous donne cette impression parce que je me suis rendu compte, dès que nous établissions la moindre voie de mines, de la façon dont les Allemands posaient des questions et s'inquiétaient. Ils avaient l'air d'être très en éveil". Louis Marin dit, à ce propos, que les démarches accomplies avant la guerre pour des fortifications en Lorraine (lui-même s'est occupé du Grand Couronné protégeant Nancy) se sont heurtées perpétuellement à des objections diplomatiques (Ibid. I, p. 243, 16 avril 1919). La légende a même couru qu'il aurait existé une clause secrète du traité de Francfort sur cette question.

(26) - Joffre, Mémoires, op. cit. p. 123. Et encore ce commentaire judicieux de Pierre Bruneau, Le Rôle du haut Commandement au point de vue économique de 1914 à 1921, Paris, 1924, p. 16 : "L'explication est simple. D'abord l'Etat-major, envisageant la question dans son ensemble, croyant comme tous les milieux à la brièveté de la guerre, assuré à tort de la suffisance de stocks, de munitions et de matières premières, ne pouvait insister sur l'importance d'une région d'où il n'espérait retirer aucune ressource pour alimenter sa métallurgie de guerre, suffisamment pourvue, croyait-on, dans le centre de la France. Ensuite, on se trouve en présence d'un manque de liaison complet. Ce problème si fouillé de la liaison n'avait pas été étudié sous la face économique. Au manque de rapports entre l'Etat-major de l'Armée et la direction des Mines, correspondait l'absence de contact, dans les territoires de corps d'armée, entre les militaires et les capacités économiques" (Cité par. P. Waline, op. cit. p. 72). On peut observer enfin que, si le général Malleterre, voix très solitaire, parla souvent de Briey dans son enseignement de l'Ecole de Guerre, (en y organisant même plusieurs voyages sur le terrain) entre 1889 et 1907, ce fut, sauf à la fin, à propos de son intérêt militaire beaucoup plus qu'économique, comme il ressort de sa propre déposition (C.E.M. I, pp. 300-306).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(27) - "Aucun !", confirme alors Messimy, dans une interruption (J.Q. Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, pp. 352-3). Cf. aussi la déposition de Viviani à la C.E.M., I, p. 259-61 (1er avril 1919), celle de Messimy, p. 263, et les mémoires de ce dernier, Mes Souvenirs, Paris, 1937, pp. 141-142.

(28) - Maréchal Joffre, Mémoires, Paris, 1932, T. I, p. 218.

(29) - C.E.M. III, 4 juillet 1919, p. 135.

(30) - "L'ordre de me tenir en deça de 10 kms de la frontière allemande ne changeait rien au dispositif ordonné, sinon que les patrouilles de cavalerie devenaient impossibles. Mais le jour de la déclaration de guerre, l'ordre était rapporté, et les patrouilles de cavalerie étaient lancées. Je n'ai donc pas eu à changer le dispositif d'un seul de mes soldats".

(31) - C.E.M. I, p. 263 (28 mars 1919).

(32) - Cité par Messimy, Ibid.

(33) - C.E.M. T. I, passim, et contra l'opinion critique du général Malleterre : "Une position défensive dans ce secteur était normale, aussi normale que dans les Vosges. Ce terrain se prêtait-il à des opérations défensives ? Oui ! Il est couvert de pas mal de bois (...) Comme couverture, je ne vois pas qu'il y ait d'objections capitales à l'occupation de Briey..." Ibid. T. I, p. 304.

(34) - C.E.M. II, p. 143. Joffre précise : "Comme, en outre, la défense de la région de Briey par des troupes actives était d'avance tournée par tout mouvement ennemi à travers le Luxembourg, le tracé même de notre frontière de 1871 rejetait sur les Hauts-de-Meuse la ligne de résistance de notre couverture" (Voir la carte reproduite en annexe du volume). Cf. aussi les Mémoires du Maréchal, T.I, pp. 167, 175 et 180.

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

lors des débats de la Chambre, Joffre n'avait donné à la presse, depuis sa villégiature d'Amélie-les-Bains, que ce laconique commentaire : "Tout ça, c'est de la politique, et je ne fais pas de politique" ! (Le Ratin, 3 février 1919).

(35) - " Ah les hauts fourneaux ! Je voudrais bien savoir ce qu'auraient dit ceux que j'y aurais envoyés ! Les Allemands étaient là (...) Il aurait fallu (...) tout autre chose qu'une colonne légère. Je sais qu'un professeur de géographie de l'Ecole de Guerre, le général Malleterre, voyait cela du bout de sa lorgnette. J'aurais voulu qu'il y aille (...) Si on lui avait donné l'ordre, il aurait sans doute trouvé les raisons de ne pas y aller (...) J'exagère un peu évidemment. Je veux dire par là qu'après coup on peut dire bien des choses..." (C.E.M. II, p. 166-167).

(36) - "Supposons que cette poche sud-est du bassin de Briey, allant sur Metz, soit restée vide pendant quelque temps et que nous y ayions engagé des troupes, que serait-il arrivé ? (...) Une armée qui se serait engagée en pointe vers le sud-est aurait infailliblement été faite prisonnière le lendemain de l'échec d'Audun le Roman, il ne serait pas revenu un seul des hommes engagés" (C.E.M. I, p. 44).

(37) - C.E.M. II, p. 166. Réaction similaire du général Belin et du général Berthelot, sous-chef d'état-major de l'Armée depuis janvier 1914 (Ibid. I, p. 279 et II, p. 124).

(38) - C.E.M. II, p. 167. Commentaire approubatif de Viollette : "Nous n'utilisons même pas nos ressources intérieures. On ne croyait pas même qu'on aurait à les utiliser". Et Joffre : "Il est certain que la guerre a duré bien plus longtemps qu'on ne pensait".

(39) - Voir l'ensemble du "Rapport fait à la Commission de l'Armée du Sénat sur le minerai de fer, le coke métallurgique et la conduite de la guerre actuelle" adopté le 20 mai 1916, et reproduit dans C.E.M., T. I, p. 222-240 (notamment 2ème partie, "la perte du bassin de Briey"). La citation donnée dans le texte est p. 231.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(40) - Les thèses d'Engerand sur cette partie du dossier, sont commodément résumées dans l'ouvrage cité plus haut, La Bataille de la Frontière (août 1914) Briey.

(41) - C.E.M. T.II, pp. 3 à 42 (15 et 17 avril 1919).

(42) - C.E.M., T. I, pp. 348 à 364 (8 mars 1919).

(43) - Cf. notamment Ruffey : "J'avais rendu compte le 21 août que j'avais devant moi 12 divisions d'infanterie et deux de cavalerie. Qu'on suppose, à ce moment, lorsque l'ennemi était à bout de souffle, une masse de 3 divisions d'infanterie, éclairée et soutenue par une division de cavalerie, enveloppant la gauche ennemie ! Quel succès ! C'est ce succès que le généralissime a ravi à la IIIe Armée en ne le secondant pas. En outre, il a privé le pays de l'exploitation de ce succès. La 3ème Armée, avant de porter secours à la 4ème Armée qui en avait besoin, se serait de suite couverte du côté de Metz-Thionville et aurait enlevé au moins la ligne de Briey-Fontoy, tenant le reste du bassin de Briey sous le feu de ses batteries lourdes, et l'aurait rendu tout au moins inutilisable par l'ennemi. Privés du minerai de Briey, nos adversaires auraient été bien gênés dans leur ravitaillement en munitions car, comme nous, ils en ont manqué à la Marne"(p. 33. Cf. aussi p. 12 et 15).

(44) - Notamment Pont, Belin, Berthelot et Castelnau : "Quand vous me dites que Briey avait autant d'importance que Paris, je réponds : non !" (T. I, p. 344).

(45) - C.E.M. II, p. 136 (1er paragraphe du "Mémoire" lu par le Maréchal).

(46) - P. 152.

(47) - P. 149.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(48) - P. 153. Il faut chercher naturellement dans le Tome I des Mémoires du Maréchal Joffre les nombreuses indications plus générales qui développent l'ensemble de sa thèse.

(49) - Le Crapouillot d'octobre 1933 se contente d'évoquer comme possible une collusion de ce genre : "On eut dit qu'il s'agissait d'éviter les batailles à travers les ouvrages industriels couvrant la région et que le Commandant en chef attendait de la manœuvre d'ensemble la possession de Briey sans combat local, comme une conséquence des opérations engagées sur la droite, vers Metz et au-delà, qui nous eussent mis entre les mains le bassin minier et toute la métallurgie de Briey-Thionville intacts" (p. 43). C'est l'auteur anonyme de l'article qui souligne.

(50) - C.E.M. T. I, p. 319, 25 mars 1919. Cf. aussi dans le même sens l'article de Verraux "A la Recherche d'un Crime " (L'Oeuvre, 5 février 1919).

(51) - Le Crapouillot, octobre 1933, p. 43.

(52) - Note lue par Sarrail à la C.E.M., T. I, pp. 351-353. Sarrail ayant parlé de son projet au Président de la République en visite à Ste-Ménéhould, s'attira une "lettre de reproche" assez dure de Joffre (Ibid., p. 351) et Poincaré qui évoque brièvement cette conversation, Au Service de la France, T.VI, dimanche 28 mars 1915, pp. 136-137). Le général Verraux avait contribué à lancer la question de la note de Sarrail par un article allusif de L'Oeuvre, 16 février 1919 ("Ce qu'est devenu un projet d'offensive dans le Bassin de Briey").

(53) - C.E.M. T.II, p. 155.

(54) - Ibid. p. 169.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(55) - Comme le reconnaît honnêtement le général Verraux, chaud partisan du plan de Sarraïl : "A parler franc (...) la minette ne nous disait rien alors; on ne nous en avait jamais parlé. Si donc le projet avait été mis à exécution, celle-ci eut été délivrée sans qu'on l'eût voulu. Mais peu importe, du moment qu'elle l'eût été". (L'Oeuvre, 16 février 1919, article cité. Cf. aussi sa déposition, C.E.M. I, p. 317).

(56) - Painlevé : "D'abord épauler les Anglais du côté des Flandres, c'est ce qui fut fait, dès juillet, par l'Armée Anthoine; ensuite dégager Verdun qui était dans une situation précaire, c'est ce qui fut fait, fin août 1917, par la brillante offensive de la Côte 304 et du Mort-Homme; puis prendre la Malmaison et la vallée de l'Ailette pour améliorer notre situation et exercer sur l'ennemi une menace pressante, utile à nos alliés anglais, c'est ce qui fut réalisé par la brillante victoire du 20 octobre 1917..."

(57) - J.Q., Débats de la Chambre, 14 février 1919, p. 643. On peut élargir ces brèves indications grâce à la thèse de Guy Pedroncini, Le Haut Commandement et la Conduite de la Guerre, ex. dactyl. 1971, 1918 p., qui les confirme et les précise.

(58) - "Regrets tardifs mais non superflus", L'Oeuvre, 4 février 1919.

(59) - Il est à noter qu'Engerand a tenu à souligner que s'il a toujours vivement regretté qu'on ait abandonné Briey au début de la guerre, il n'a jamais reproché, pour sa part, au G.Q.G. l'absence de grande offensive par la suite (Cf. sa lettre au Journal des Débats, à ce propos, 10 février 1919).

ière PARTIE - SECTION II du CHAPITRE III

Notes

- (1) - Fernand Engerand, "L'Allemagne et les Mines de Briey", L'Oeuvre, 29 décembre 1916.
- (2) - Un article de Lucien Chassaing, dans le Journal du 9 février 1919, met en lumière l'existence d'un travail de 200 pages, édité en 1917 par le Service géographique des Armées, d'accord avec l'Etat-Major général, et en cite plusieurs extraits - mais pas celui où il est dit, sous l'intitulé "Objectifs de bombardement", et à propos de la région minière et métallurgique comprise entre Meuse et Rhin : "Détruire une usine présente le sérieux inconvénient de nous en priver nous-mêmes, le jour où nous en serons maîtres. Car il ne faut pas perdre de vue que la restauration et la remise en marche d'une usine métallurgique sont toujours très difficiles, coûteuses et souvent longues". Comme Laurent-Eynac a lu ce texte à la tribune, s'en est indigné, Painlevé explique qu'il correspond à la période où est élaboré le plan Pétain devant aboutir à la réduction de la hernie de Saint-Mihiel et à l'attaque du bassin de Briey (J.Q., Débats de la Chambre, 14 février 1919, pp. 642-643).
- (3) - L'original de la note, datée du 17 février, est à AG 6 N 101 (Fonds Clemenceau) : "Note-aide-mémoire à M. Le Ministre de la Guerre concernant les bombardements méthodiques des voies ferrées et des centres d'extraction de minerai du bassin de Briey" - lue par Flandin lui-même à la Chambre le 31 janvier 1919 (J.Q. Débats, p. 354). On trouve au même dossier AG 6 N 101 la note établie en réplique par le G.Q.G. des armées du Nord et du Nord-Est, signée de Nivelles, en date du 19 février; la réponse de Lyautey, remise de la main à la main à Flandin, le 23 février, qui résume cette note, est à AG16 N 3017, classeur 17, pièce 35 bis.
- (4) - Cité par le colonel Guillemeney dans un article de la Revue des Forces aériennes, d'octobre 1930, p. 1158, et reproduit par Pierre Waline, dont l'analyse est sur le problème des bombardements particulièrement précieuse (op. cit., p. 95).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. II (Notes)

(5) - Cf. cette lettre du Commandant en Chef au ministre de la Guerre : "Le Général Commandant en Chef ayant reçu défense du gouvernement de faire des bombardements en Alsace, en Lorraine et sur les villes suvertes, demanda la levée de ces interdictions et le Général Roques ministre de la Guerre répondit le 26 mai 1916 que le bombardement des villes et usines allemandes pouvait être repris à titre de représailles seulement. Le 20 octobre 1915, à la suite d'une nouvelle demande du général en chef, le ministre de la Guerre autorisa à nouveau les bombardements des gares, usines et établissements militaires dans les villes ouvertes allemandes, sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter des risques à courir par la population civile. Ces bombardements ne devaient encore être exécutés qu'à titre de représailles" (lettre du 20 février 1917, Etat-major général, 2ème bureau, Aéronautique et T.O.E.), et dans une lettre de Lyautey, ministre de la Guerre, au Commandant en Chef, datée du 12 mars 1917, on lit encore ce paragraphe exprimant une observation faite par le Comité de guerre sur le plan de bombardement préparé par le G.Q.G. : "On doit s'attacher à choisir des objectifs aussi étendus que possible, en recherchant de préférence les bombardements d'établissements militaires ou industriels les plus distincts des agglomérations urbaines, sans toutefois en faire une règle absolue" (in P. Waline, pp. 95-96).

(6) - J.O., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 354.

(7) - A noter qu'on a quelquefois, mais de façon beaucoup plus floue, évoqué aussi comme possible l'existence d'un autre accord, tacite ou explicite : Briey contre Bruay, dans le Pas-de-Calais. (Cf. par exemple l'Information, 17 février 1919 (lettre d'un lecteur) et surtout Gustave Téry, "La grande Conclusion", L'Oeuvre, 7 février 1919.)

(8) - J.O., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 351; C.E.M., T.IV, pp. 2 à 9, et lettre de rectification du 19 janvier 1920, p. 10.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(9) - Signe écrit de ces interventions, et que l'Etat-major en laissait la responsabilité à Thomas : dans sa note à Lyautey de février 1917, Ernest Flandin disait, en s'aventurant beaucoup : "Il est reconnu que l'arrêt de ces usines /de Dombasle/ ne porterait aucun préjudice sérieux à notre production d'explosifs". Or une main anonyme a inscrit en marge sur l'original : "Le ministre de l'Armement affirme le contraire" (AG 6 N 101, Fonds Clemenceau).

(10) -AG 16 N 3017, Classeur 16, pièce 15. Double de la lettre est envoyé notamment à la Présidence de la République, à la Présidence du Conseil, et au G.Q.G.

(11) - La déposition de Thomas à la C.E.M. est rectifiée par lui-même sur un point : intéressant exemple de déformation du passé, faite de bonne foi, sous l'effet des choses vues ensuite, déformation ici exceptionnellement découverte. Dans sa déposition, Thomas raconte qu'il a eu vers le milieu de 1916 une conversation avec Poincaré où il lui a parlé de Dombasle : "Dans quels termes a-t-elle été engagée ? Je n'en sais rien. Mais il m'est resté la certitude que M. le Président de la République a évoqué devant moi cette idée - c'est la première fois que j'en entendais parler, - que pour Dombasle, on pouvait être tranquille puisqu' on n'attaquait pas Briey, ou que inversement si Briey était attaqué, il y aurait représailles sur Dombasle. S'agissait-il d'une sorte d'entente tacite, de convention tacite, comme celles dont on a parlé quelquefois entre les Etats-majors qui ne se bombardaient pas entre eux ? S'agissait-il de tout autre chose ? Je l'ignore" (T. IV, p. 3). Mais le 19 janvier 1920, Thomas écrit à la commission pour dire qu'en rapprochant ses souvenirs de ceux "plus exacts" de Poincaré lui-même, il a découvert qu'il avait commis une erreur : "il s'agissait bien de Dombasle, mais non de Briey" : Passant à Dombasle, au cours d'une de ses tournées, Poincaré s'inquiéta de savoir si les bombardements étaient fréquents et si vraiment l'usine et l'agglomération se sentaient menacées. On lui répondit - peut-être les habitants, peut-être les officiers - "Au fond nous ne sommes pas inquiets parce que lorsque nous recevons des projectiles, nos troupes répondent sur Château-Salins." Voilà très exactement ce que le Président de la République m'a dit. Ma préoccupation essentielle était celle de Dombasle. A ce moment-là, je ne songeais pas à Briey. Comme je l'ai indiqué d'ailleurs dans ma

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

déposition, le souvenir de cette conversation ne m'est revenu en tête qu'à cause du rapprochement que faisait M. Engerand entre Dombasle et Briey. J'ai fait une confusion dont je m'excuse mais qui s'explique" (Ibid. p. 10)

(12) - Cf. par exemple le numero à sensation du magazine américain Fortune de mars 1934, qui sera évoqué dans la VIIe partie.

(13) - C.E.M. T.III, pp. 68-74 (17 juillet 1919). Un projet de canon à très longue portée - 160 kms - réveillé quand la "grosse Bertha" commença à atteindre Paris, ne connut pas un sort meilleur. Cf. les regrets de Louis Marin à ce sujet, ibid. T. I, p. 245 (16 avril 1919).

(14) - En particulier la note du général Nivelle citée plus haut, du 19 février 1917 (AG 6 N 101).

(15) - J.O., Débats de la Chambre. Cf. les interventions d'Aubigny, (président pendant la guerre de la sous-commission de l'Aéronautique), 31 janvier 1919, p. 357, James Hennessy, 28 février p. 936, et Laurent-Eynac, 14 février 1919, p. 640.

(16) - Lettre d'Henri de Kerillis, T. III, p. 25, témoignages du capitaine Jacques de Lesseps, T. III p. 15 et du Capitaine Hébrard, T. III, p. 18.

(17) - Commandant Orthlieb, l'Aéronautique, hier, demain, Paris, 1920 292 p., préface du Commandant Watteau; Colonel Guillemeney, "Le Bombardement aérien des installations industrielles, le blocus du bassin de Briey", Revue des Forces aériennes, octobre 1930, pp. 1151 à 1190. Voir surtout Philippe Bernard "La Stratégie aérienne pendant la 1ère Guerre mondiale" R.H.M.C., juillet sept. 1969, pp. 350-375, et la bibliographie complémentaire donnée par Guy Pedroncini, op. cit. T. III, pp. 1821-22.

(18) - C.E.M., T. III, p. 7.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(19) - Sur la brillante guerre de Kerillis, cf. Olivier Gaudry, Henri de Kerillis, mémoire I.E.P., 217 p. dactyl.

(20) - C.E.M. T.III, p. 15 (lettre du 24 juillet 1919). Cf. aussi dans le même sens le rapport du même Kerillis sur le bombardement par avion, daté d'avril 1917 et celui du capitaine Laurens, du 2ème groupe de bombardement, (août 1917), conservés dans les papiers Dumesnil, A.N. 130 AP 12, cités et analysés par Ph. Bernard, art. cité, p. 363.

(21) - Cf. par exemple ce qui dit le capitaine Hébrard à ce propos : "Avec le calibre des bombes que nous avions, quand nous faisons des visites aux hauts fourneaux (à Neuves-Maisons en particulier) nous étions obligés de constater, nous, aviateurs, qu'on aurait pu taper avec des bombes comme celles-là, mais qu'on n'aurait jamais rien fait. C'étaient des bombes de 10 kilogs (...) A ce moment-là /1916-17/ il existait des bombes de 50 kilogs, qui, éclatant à 20 mètres au-dessous de nous, produisaient des dégâts à l'appareil, ce qui avait considérablement amoindri l'allant du pilote (...) Même au printemps 1918, les bombes de 50 kilogs à liquide n'étaient pas au point. Il y avait des bombes de 155, mais nous ne pouvions pas les envoyer parce que nos lance-bombes n'étaient pas disposés pour cela. Les bombes de 155, d'ailleurs, ne donnaient pas un résultat plus appréciable. Les bombes de 120 pesaient dix kilogs et celles de 155 pesaient entre 20 et 25 kilogs" (C.E.M., T. III, pp. 18-19).

(22) - Note citée, AG 6 N 101 (Fonds Clemenceau) qui souligne : "C'est donc pour des raisons purement techniques et aucunement pour des motifs de sentiment que les mines et les minières de Briey ne sont pas bombardées".

(23) - J.O., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 355. Wendel ajoute : "Lorsqu'on constate les résultats sur des /usines/" - le J.O. porte "mines", assurément par erreur - "offrant une cible de 50,60 hectares de surface couverte, on se demande ce que les bombardements pourraient donner sur des mines offrant un objectif de quelques dizaines d'ares seulement".

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(24) - Rapport Leprince-Kinguet cité sur les établissements de Meurthe-et-Moselle (1919).

(25) - Témoignage de l'ingénieur général Bourgoïn, C.E.M., T.II, et enquête personnelle de Pierre Waline auprès de deux ingénieurs responsables de Pompey et de Neuves-Maisons pendant la guerre, op. cit., pp. 132-136.

(26) - Cf. Robert Pinot, C.E.M., T. III, p. 94 (17 septembre 1919).

(27) - Comme l'a dit Laurent-Synac lui-même, pendant la guerre officier aviateur et l'un des parlementaires les plus actifs à prôner le développement du bombardement stratégique : "Je sais les difficultés qu'il y a à détruire une usine ou à lui causer de gros dommages, à toucher utilement à sa centrale motrice, à atteindre les fourneaux (...) Il aurait fallu une organisation assez puissante et nombreuse pour permettre la répétition et pour ainsi dire la permanence de notre intervention aérienne et par là obtenir des destructions définitives (J.O., Débats de la Chambre, 14 février 1919, p. 641). Dans le même sens James Hennessy : "Jamais le bombardement par avion n'a eu une sérieuse efficacité au point de vue du résultat final de la guerre" (Ibid. 28 février 1919, p. 936).

(28) - A la commission de l'Armée de la Chambre, Loucheur déclare par exemple, le 6 décembre 1917 : "J'estime que nous avons une infériorité formidable pour les bombardements. Ce que nous avons fait de ce côté est zéro" (cité par Pedroncini, II, p. 795). Pour Pierre-Etienne Flandin, cf. Philippe Bernard, "Stratégie aérienne..." art. cité.

(29) - Ibid.

(30) - Ibid., p. 353

Ière PARTIE - Chap. III; Sect. 2 (Notes)

(31) - Pour des textes et des détails, cf. Guy Pedroncini, op. cit. T. I, pp. 178-222 (mai-novembre 1917), T. II, pp. 788-805 (nov. 1917-mars 1918), qui insiste moins nettement sur le déclin du "bombardement stratégique".

(32) - Art. cité, p. 372. L'auteur parle pour finir de "succès méconnu" - et méconnu partiellement par les militaires eux-mêmes, ce qui aura, pour la suite de notre histoire, des conséquences importantes : "En somme, tout se passait comme si ceux-là mêmes qui avaient inventé ou appliqué ou étudié les opérations combinées utilisées par les armées françaises en 1918, n'avaient cependant, pour la plupart, jamais mis en doute les hypothèses fondamentales sur lesquelles reposaient les doctrines du bombardement stratégique, à savoir qu'un bombardement massif des villes contraindrait l'ennemi à la capitulation en ruinant d'une part ses industries de guerre, et d'autre part le moral des populations (...) On s'explique dès lors pourquoi, après avoir, contre la quasi-totalité des augures, imposé une technique d'emploi de l'aviation qui avait abouti au succès, l'armée française fut impuissante à engendrer, après la guerre, une véritable école de stratégie aérienne reprenant et méditant les leçons de la guerre et en particulier des combats de 1918. A cause de la force du mythe du bombardement stratégique, non seulement ceux qui avaient élaboré la tactique victorieuse ne surent en faire connaître ni les grandes lignes ni surtout les succès; mais bien mieux, ils se laissèrent peu ou prou dès la fin de la guerre gagner aux idées opposées" (pp. 374-375).

1ère PARTIE - CHAPITRE III - Section 3

tes

(1)- Pour qu'on juge du flou, voici l'essentiel du dialogue qui suit :

M. le Président. D'où avez-vous eu ce renseignement ?

M. le Général Sarrail. De mon service de renseignement; je n'en ai pas autrement tenu compte.

M. le Président. Vous avez sans doute considéré qu'étant donné la valeur du renseignement et sa nature, il n'y avait pas lieu de le transmettre.

M. de Général Sarrail. Personnellement, je n'ai jamais transmis que les renseignements sûrs, ceux qui ont pu être contrôlés par des gens en qui je puis avoir confiance. Je savais qu'il y avait là de grands établissements industriels des deux côtés de la frontière et j'ai dit simplement : c'est désagréable.

M. le Président. Le rapport était-il écrit ou verbal ?

M. le Général Sarrail. Verbal.

M. Fernand Engerand. Mais les établissements de M. de Wendel ne sont pas à Briey mais à Joeuf.

M. le Général Sarrail. Je n'en sais rien. Je ne savais pas où étaient les établissements portant ce nom des deux côtés de la frontière. On m'a dit Briey.

M. Engerand. A quelle date avez-vous eu ce renseignement ?

M. le Général Sarrail. Le 6 août.

M. Vandame. Vous avez conservé le nom de votre informateur ?

M. le Général Sarrail. Non.

M. Vandame. C'était un officier ?

M. le Général Sarrail. Oui, c'est un renseignement qui m'a été donné par le bureau de renseignements".

(C.E.M., T.I pp. 353-54, 8 mars 1919.)

(2) - Wendel propose à la commission, en avril 19, de faire demander à Joeuf "si par hasard on a vu ces affiches", en observant : "Nous ne sommes plus vis-à-vis de l'Alsace-Lorraine comme devant un écran" .
(C.E.M. I, p. 55).

(3) - C.E.M. I, p. 55.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(4) - A rapprocher des propos tenus par Hyacinthe Philouze, directeur de l'Europe Nouvelle, interrogé sur un article de ce journal où il était dit, peu après l'armistice, que toutes les grandes usines du bassin français avaient été abîmées mais que seule "celle de M. de Wendel était à peu près intacte". D'où le dialogue suivant :

"M. le Président /Viollette/. Vous expliquez-vous pourquoi elle n'a pas été atteinte ?

M. Philouze. Il n'y en a qu'une qu'on peut invoquer par analogie. Dans les mines du Nord, c'est le charbonnage d'Anzin qui a été le moins maltraité. Or, à Anzin, il y avait un Boche important qui était même une personnalité plutôt aristocratique...

M. le Président. Qui était-ce ?

M. Philouze. Je ne puis dire son nom, mais il serait en tous cas facile à retrouver.

M. le Président. Vous considérez qu'en raison des intérêts allemands engagés dans cette affaire...

M. Philouze. Non, pas intérêts allemands, mais parenté allemande; c'est une simple coïncidence..."

Paroles insinuanes - mais fort vagues. On sait que Joeuf-Homécourt n'a nullement été ménagé. Dans le roman de Wurmser, Didier Bridaine, "polémiste au Soir", vient pourtant dire au procès de Stéphane Borel, l'assassin imaginaire : "Il était normal que M. Von Wendel, député au Reichstag allemand donnât des ordres pour que nul dommage ne fût fait aux propriétés de son cousin, M. de Wendel, député au Parlement français. Pas plus à Briey par les Allemands qu'à Thionville par les Français, aucune destruction ne fut accomplie" (op. cit., p. 244). On sait que Charles de Wendel a cessé d'appartenir au Reichstag en 1912, et est redevenu Français à cette date, et que Joeuf a été démantelé par les Allemands.

(5) - J.Q., Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 351.

(6) - On y revient à gauche le même jour, à la fin d'une déclaration d'Ernest Flandin évoquant ses efforts inutiles, et au moment où Wendel va parler (Ibid. p. 355).

(7) - Gustave Téry, "Ce n'est personne", Bonsoir, 1er février 1919.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3.

(8) - Par exemple, Pourquoi le Journal "Sept" a été supprimé, op. cit. p. 17.

(9) - "L'ordre qui a été donné à la IIe Armée de ne pas renouveler le bombardement de Joeuf s'explique du fait que ce point est hors de la zone d'action de la IIe Armée, limitée à l'Est par la ligne Briey, Ottange, Luxembourg" (A.G. 16 N 101).

(10) - Ibid. Il faut dire, à la décharge de Flandin et à l'appui de sa bonne foi, que la réponse à lui remise par Lyautey, et déjà citée, est moins explicite que la note de Nivelles qu'elle résume et n'évoque que le cas des usines du bassin de Briey, en affirmant qu'elles sont inscrites au plan, et effectivement bombardées (A.G. 16 N 3017). Ainsi est alimentée la confusion, si fréquente dans tout ce débat, 1° entre mines et usines, 2° entre bassin de Briey et bassin de Thionville.

(11) - Le Temps, 1er, 17, 20 juin, 27 novembre 1916, 18 avril 1917. Ce dernier article est reproduit in extenso, "à titre de document", dans le Temps du 2 février 1919. En voici la conclusion :

"L'Allemagne possède en propre de larges ressources en minéral, et si elle ne devait perdre que les gisements français dont elle s'est momentanément emparée, elle ne serait pas seulement en état d'alimenter encore ses armements, elle se trouverait, de plus, toujours armée et outillée d'une façon redoutable pour de nouveaux retours offensifs après la paix. La possession du bassin de Briey est indispensable à la France, mais la perte de ce bassin par les Allemands ne saurait suffire pour les abattre; à peine si leurs ressources en minéral se trouveront réduites de la sorte.

Telle est la vérité. Il est de l'intérêt général qu'elle soit vue à temps. N'attribuer à l'Allemagne qu'une puissance métallurgique due en grande partie à des circonstances essentiellement temporaires, qui disparaîtront d'elles-mêmes dès la reprise des territoires envahis, c'est égarer l'opinion".

(12) - L'Echo de Paris, 7 mars 1918, repris dans Chronique de la Grande Guerre, T. IX, pp. 264-267.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(13) - J.O., Débats de la Chambre, 24 janvier 1919, p. 204. Dans cette ligne, cf. l'observation significative du Canard Enchaîné, 5 février 1919 : "Le Temps, il est vrai, ne payait ce rédacteur que 3 sous la ligne, ce qui est sordide et ordonne de supposer que le Comité des Forges mettait quelque beurre dans ses épinards". Cf. aussi J.O. 31 janvier 1919, p. 345, et p. 349-50 (Barthe) et p. 351 (Engerand). Pour ce qui est de la nationalité d'Hoschiller, il est né en fait à Odessa d'un père polonais autrichien et d'une mère russe, et il est marié à une Française, - c'est pourquoi il obtint au début de la guerre un permis de séjour qui ne lui fut jamais retiré (cf. lettre de Merrheim, citée ci-dessous). Le Temps l'envoie à la fin de la guerre comme correspondant à Petrograd.

(14) - C.E.M., T. III, pp. 57-67, 17 septembre 1919.

(15) - "Dans ma pensée, il ne s'agissait que de faire un seul article; j'ai été amené à en faire d'autres parce qu'une très vive polémique a surgi à la suite de mon premier article".

(16) - "Ce sont eux qui ont changé le terrain. Quand j'ai vu qu'ils essayaient de déformer ma thèse et qu'ils voulaient me représenter comme un ennemi de la reprise de l'Alsace et de la Lorraine, j'ai protesté" (p. 59).

(17) - Viollette insiste sur la phrase qui figure en italiques en tête du premier article : "Pour fabriquer leurs munitions, les Allemands n'ont pas besoin de la moindre tonne de minerai de fer de Briey". (Le Temps, 1er juin 1916). Mais Hoschiller, lui, cite cette autre phrase : "S'il est exact que l'Allemagne doit une partie de sa puissance industrielle au rapt de la Lorraine en 1871, par contre..." (Ibid.) et une phrase plus nette encore le 7 novembre.

(18) - Cette affirmation de provenance serait, comme on l'a vu, à nuancer.

ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(19) - Ibid. p. 62.

(20) - Sur la situation et l'évolution de Merrheim en 1919, cf. Annie Kriegel, Aux Origines du Communisme français, 1914-1920, T. I, Paris 1964, pp. 229-230.

(21) - Bonsoir, 8 février 1919 (la lettre est datée du 29 janvier.) A noter que cette feuille est dirigée par Téry (P. Albert, op. cit. p.567)

(22) - "Je l'ai connu, il y a plus de dix ans, à la Vie Ouvrière où il écrivait comme moi et /ses/ articles /signés du pseudonyme de Radine/ remarquables me poussèrent à me lier d'amitié avec lui. Cette amitié, malgré certaines divergences sur la guerre et sur la Russie (il est contre les Bolcheviks) a subsisté, et je n'hésite pas à me porter garant de sa probité et de son désintéressement". Rappoport, de son côté, affirme à Barthe que Hoschiller est un "militant révolutionnaire très sincère et que sa bonne foi /est/ au-dessus de tout soupçon" (C.E.M. p. 65).

(23) - Confirmation du rôle de Merrheim par Hoschiller - qui seulement ne laisse pas tout à fait diminuer autant le sien - à la C.E.M., T.III, pp. 62-63. Et il a évité de parler, dans ses articles, du canon de Metz, voulant rester sur le terrain strictement économique. Une note de police du 7 octobre 1919 (AN F 7 13576) affirme considérable l'influence que Hoschiller aurait eu de longue date sur Merrheim, et affirme même que c'est le premier qui aurait entraîné le second à Zimmerwald, en 1915. Aprésent, poussant Merrheim vers la droite, Hoschiller l'inciterait "à cesser sa campagne pacifiste en France et à combattre le bolchevisme" (citée par Annie Kriegel, Aux Origines..., T. I, p. 228, note 1). Un mois après la déposition d'Hoschiller à la C.E.M., la question de ses rapports avec Merrheim est certes dans l'air, mais rien n'assure que l'informateur l'analyse exactement, et n'en exagère pas, sur rumeurs lancées par les ennemis de Merrheim, l'intimité. Le témoignage des deux protagonistes, leur contenu et leur ton font plutôt croire en tout cas que, dans ce dialogue, la forte personnalité demeure Merrheim.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(24) - "M. Merrheim est-il un agent du Comité des Forges ?" 3 col. en 1ère page, article signé Rhillon, Le Libertaire, 27 avril 1919. Le même journal traite Merrheim, le 14 septembre, de "jésuite de la classe ouvrière". Cf. les commentaires d'Annie Kriegel, Aux origines... T. I, p. 229, note 1. La campagne rebondit au Congrès de la Fédération des Métaux à Lyon en septembre 1919 (L'Humanité, 12 et 13 septembre 1919, avec la brève réponse de Merrheim).

(25) - Annie Kriegel, Ibid., pp. 229-230.

(26) - C.E.M., III, p. 64 (Réponse à une question de Barthe).

(27) - On relève pourtant qu'à en croire le Crapouillot d'octobre 1933, Hoschiller serait entré, peu après ces événements, au "bureau de presse et de propagande" du Comité des Forges, serait devenu un des principaux rédacteurs du Bulletin Quotidien, et aurait même été par la suite chef adjoint du cabinet François-Poncet (p. 45).

(28) - Barthe rapporte qu'allant voir Mme Hoschiller, en l'absence de son mari, peu après qu'il eut mis celui-ci en cause à la tribune, il l'entendit lui dire : "C'est entendu, mon mari a publié ces articles et a été guidé par M. Merrheim. Seulement il a beaucoup regretté d'avoir publié ces articles et je me rappelle qu'en revenant de son bureau, il était très furieux, me disant : "On m'a payé les articles 3 sous la ligne, mais je viens d'apprendre que beaucoup ne se sont pas embêtés à propos de mes articles et qu'ils ont donné source à de gros bénéfices au profit du journal le Temps". Commentaires d'Hoschiller : "En disant que d'autres gens ne s'étaient pas embêtés, je ne vois pas à qui elle a fait allusion. Je dois dire qu'on avait l'impression, à un moment donné, qu'il y avait un formidable conflit d'intérêts dans cette affaire (...) Ce qui m'a étonné c'est l'effroyable tempête que ces articles ont déchaînée : vraiment ils soulevaient trop de passion ! " Il affirme ensuite cependant "qu'il ne peut pas soupçonner son journal".

(29) - Cf. Dimitri Kitsikis, "Le Temps et le gouvernement grec" / à l'époque surtout de la Conférence de la Paix /, R.H.M.C., juillet-septembre 1968, et Pierre Albert, op. cit. pp. 503-504.

ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(30) - J.O., Débats de la Chambre, pp. 214 et 345.

(31) - F.V. C.D.C.F. passim.

(32) - Voici les termes exacts de la 2ème déclaration de Wendel à ce propos : "Je maintiens intégralement ce que j'ai dit l'autre jour. Permettez-moi d'ajouter qu'on ne saisisrait pas qu'alors que le Comité des Forges comprend d'une part des industriels qui, incontestablement, ont fait des bénéfices pendant la guerre et d'autre part des industriels qui ont été ruinés, dont les usines ont été entièrement détruites, on utilise leur cotisation dans le but que vous indiquez. Que certaines usines, que certaines forges aient une caisse de publicité, il suffit pour s'en rendre compte de lire les journaux, et de voir comment le concours donné par certaines usines à la Défense nationale a été célébré par eux; je m'empresse de dire qu'il était nécessaire, devant certaines insinuations, que le public sache ce que ces établissements avaient fait. Que ces forges aient des caisses de publicité, qu'elles en usent, je crois que c'est légitime, cela n'a aucun rapport avec des caisses de corruption (Mouvements divers).

Je maintiens ce que j'ai dit : le Comité des Forges n'a pas de caisse de publicité (mouvements à l'extrême gauche - très bien ! très bien !)" (31 janvier 1919, p. 345).

(33) - C.VII, 8 avril 1916. La censure, sur intervention du G.Q.G. rend d'ailleurs cette fois-ci l'intervention inutile.

(34) - J.O. Débats de la Chambre, 24 janvier 1919, p. 214 et 31 janvier 1919, p. 345.

(35) - Par exemple "Le Scandale du Comité des Forges, M. Maurice Mignon souffrant", Banque et Bourse, 6 février 1919; ou "Les Clients de M. Mignon", L'Auxiliaire financier, 5 février 1919.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(36) - AN F 7 12842. Une note du 21 janvier 1919 affirme que Mignon serait aussi chargé d'arroser la presse "pour le compte de M. Parsons qui est lui-même le représentant de M. Ioucheur", et ajoute : "On dit aussi que le même Mignon remplit certaine besogne occulte dont le charge soit directement soit par intermédiaire M. Thomas". La source est naturellement fort peu sûre.

(37) - Sur l'importance de la publicité financière; cf. Pierre Albert (qui ne cite qu'une fois Mignon incidemment, mais évoque d'importants confrères) op. cit. pp. 262-75 et 500.

(38) - Emile Moreau, Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France, Histoire de la stabilisation du Franc (1926-1928), Paris, 1954, passim (16 mentions à l'index, cf. notamment pp. 526 et 595).

(39) - Cf. ce que dit Hoschiller à ce propos : "Le Temps m'a dit un jour : "Nous en avons assez ! Le général Malletterre lui-même s'en mêle. Nous avons toléré une polémique de journal à journal, mais maintenant nous allons avoir à soutenir une polémique dans notre maison. Eh bien ! nous n'en voulons pas. Ecrivez un dernier article de mise au point et finissons-en ! " (C.E.M. III, p. 65). La rédaction tint des propos semblables à Malletterre, au même moment, comme il l'a rapporté (C.E.M. III, p. 5).

(40) - Le Matin, 7 février 1919. Cf. aussi J.O., 31 janvier, p. 355.

(41) - Cf. la brochure anonyme Pourquoi le Journal "Sept" a été supprimé; s.l.n.d., p. 20, dont le texte, pour Briey, est reproduit dans Le Nouvel Age, de Georges Valois, n° 299, le 11 janvier 1938, p. 2. On n'a plus retrouvé trace de cette lettre ni aux Archives de la Guerre ni à celles de Wendel. Mais elle n'a pas été démentie comme fausse par celui-ci. A noter pourtant, comme argument contre l'authenticité, que Wendel n'a guère pu commettre l'erreur géographique qui place ici Hayange en Meurthe-et-Moselle.

Il est possible que datent du même moment les indications données par Wendel sur la nécessité de traiter au four électrique les fers de Lorraine pour qu'ils puissent servir aux obus et aux canons, et sur le petit nombre des fours de ce genre possédés par l'ennemi (AG 7 N 876).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(42) - Il est à noter que Wendel ne mentionne la lettre nulle part dans ses cahiers, ni à l'époque, ni par la suite.

(43) - Pedroncini, thèse citée, T. I, pp. 185-186 (note 1) : la lettre est dans le recueil : Les Armées françaises dans la Grande Guerre, T.V, vol. 1, 1er volume des annexes, annexe n° 711.

(44) - Deux lettres successives du général Roques, ministre de la guerre, au généralissime, datées du 26 mai et du 20 octobre 1916. La première autorise le bombardement des villes et usines allemandes "étant entendu qu'un caractère très net de représailles sera donné à nos bombardements et que ceux-ci seront annoncés comme tels", la seconde permet le bombardement en Lorraine annexée, des usines, gares et casernes, s'il ne présente pas de dangers pour les populations (AG 8 N 367).

(45) - Cette phrase est extraite, p. 20, d'un document multigraphié intitulé "Programme de bombardements par avion de centres industriels allemands" en date du 14 septembre 1916, qu'on trouve à AG 7 N 876 (section économique E.M.A. 5ème bureau). Au même dossier figure une autre note, sans date, mais qui doit être à peu près contemporaine, "les Forges de Lorraine, du Luxembourg et de Lorraine annexée : doit-on les bombarder ? " qui fournit une liste de préférence, tenant compte à la fois de l'importance et de la nationalité des établissements.

(46) - Quarante expéditions auxquelles prennent part plus de 230 avions pour la période allant du 22 novembre 1916 au 19 février 1917, d'après la note citée de Nivelles en réponse à celle d'Ernest Flandin, AG 6 N 101, Fond Clemenceau. Cet historique est confirmé par une note du ministère de la guerre pour préparer les décisions du Comité de Guerre, 26 février 1917, où il est dit expressément : "Les bombardements d'usines de guerre, des hauts fourneaux, des centres d'extraction minière en exploitation, quel qu'en soit l'emplacement (territoire allemand ou territoire annexé) et quelle que soit la nationalité de leurs propriétaires, n'est soumis à aucune restriction" (16 N 3058, registre II, pièce n° 116).

(47) - Pourquoi le journal "Sept"..., p. 22, et le Nouvel Age, n° 299 cité. Le texte porte GAC ce qui ne peut être qu'une erreur pour GAE.

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(48) - Le texte du rapport est à AN F 12 7681, avec la lettre d'accompagnement et d'approbation de Mirman, préfet de Meurthe-et-Moselle, à Clémentel, ministre du Commerce.

(49) - Ibid.

(50) - Témoignage de Malleterre, C.E.M. III pp. 6-8. Il situe les rencontres à la fin de 1916 : il voit d'abord Pinot seul, puis Laurent seul, puis Laurent et Cavalier rue de Madrid. Confirmation par Pinot, ibid. p. 94.

(51) - Le 10 février, Wendel est à Paris, où Pinot parle devant le groupe Siegfried (C.VIII).

(52) - "C'est moi-même qui, de ma main, ai porté sur les plans d'ensemble des mines et des usines et en particulier de celles que je dirige quels étaient les points sensibles que devaient atteindre les bombardements". J.C. Débats de la Chambre, 31 janvier 1919, p. 355.

(53) - Voici le passage de la déposition de Lejeune qui traite cette question (et qu'on ne peut utiliser, il est vrai, sans se rappeler les liens qui le relie à la "Maison") :

M. Lejeune. En ce qui me concerne, c'est moi qui ai fait remettre les usines de Wendel au plan. En décembre 1916, M. de Wendel m'a demandé : "Est-il vrai que nos usines ne sont pas sur le plan ? " - "Oui" - "Je vais écrire au Grand Quartier pour que cet état de choses cesse, et comme vous y retournez, je vous prie de faire une démarche immédiate dans ce sens auprès du Général Claudel".

M. le Président. C'est donc M. de Wendel lui-même qui a demandé que ses usines fussent remises au plan de bombardement ?

M. Lejeune. Parfaitement.

M. le Président. Par conséquent, ce n'est pas M. de Wendel qui aurait demandé que ses usines figurassent parmi ces objectifs non autorisés ?

M. Lejeune. Non. / On sait qu'en réalité il faut ici distinguer entre mai et décembre... / Je puis vous indiquer deux témoins qui l'attesteront : le général Claudel et le Général Dupont. Je revois encore l'ordre du

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

G.Q.G. aux armées, libellé ainsi : "Sur la demande de leur propriétaire, les usines Hayange-Moyeuvre et Joeuf sont mises au plan de bombardement / Pour Joeuf, c'est surprenant /. Cet ordre est du 20 décembre 1916" (C.E.M. T.III, p. 49).

C'est le 30 avril 1917 que, dans une lettre au Président du Conseil Ribot, à laquelle Wendel a mis la main. (C.VIII, 20 avril 1917) mais signée seulement des "Membres du Bureau en territoire libre", Théodore Laurent, Villain, Sépulchre et Fould, le Comité des Forges et Mines de fer de Meurthe-et-Moselle, protestant contre la triple erreur - "géologique, économique et statistique" - sur laquelle est fondée la campagne, affirme : "Dès le début des hostilités, nous avons toujours fourni aux états-majors de nos armées tous les renseignements que nous possédions sur nos usines; il nous suffira de dire que les seules cartes qui existent aujourd'hui, donnant au point de vue métallurgique et minier les détails les plus précis sur ces régions ont été dressées depuis le début de la guerre par les soins du Comité des Forges de France sur les indications et documents que nous lui avons fournis" (Texte de la lettre dans Robert Pinot, Le Comité des Forges de France au service de la Nation, op. cit. pp. 81-85.

Ajoutons enfin que, le 18 janvier 1917, le ministre de la Guerre, Lyautey, transmettait au G.Q.G. une note d'un industriel de Lorraine indiquant "par ordre d'importance les principales usines de Lorraine et de Luxembourg". Le 22 janvier, le G.Q.G. répond, comme il fera le mois suivant pour le rapport Cavalier, que ces renseignements sont déjà connus : "Toutes les usines signalées par l'industriel lorrain figurent déjà sur le plan de bombardement dont l'exécution se poursuit méthodiquement, malheureusement avec des moyens insuffisants" (AG 16 N 3017, 16) Il s'agit peut-être de Wendel.

(54) - Instructions lues par Loucheur, J.O., Débats de la Chambre, 14 février 1919, p. 642.

(55) - Audition de Villomé, C.E.M. T.III, pp. 10-14, (22 juillet 1919). Il est à noter que Villomé, le seul qui s'en prenne à Lejeune avec virulence, a eu une violente querelle avec celui-ci en avril 1918.

(56) - C.E.M. T.III, pp. 45 à 52 (Lejeune) avec en annexe, signée Lejeune, datée du 12 août 1918 et à en-tête du G.A.E., E.M. Aéronautique, une "note sur les résultats à attendre des bombardements des gares" (pp. 53-56).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(57) - C.E.M. T.III, pp. 26 à 41 (23 juillet 1919), avec en annexe une instruction G.A.E. du 18 octobre 1917, n° 945, sur "les opérations de bombardement pendant la période 1917-1918" (pp. 42-44).

(58) - Lettre au Matin citée, 7 février 1919.

(59) - C.E.M. T.III, p. 46.

(60) - Déposition Lejeune, pp. 47-48.

(61) - Le plan est résumé, d'après l'original qui est aux Archives de la Guerre, par Pedroncini, I, p. 197.

(62) - Il faut noter ici que Wendel ne mentionne la question de Briey dans aucun des comptes-rendus des divers entretiens qu'il a eus, comme on sait, à l'époque, avec Castelnau.

(63) - Pedroncini, ibid. (AG carton 3626, ancienne numérotation). Painlevé, ministre de la Guerre, n'a pas eu à participer à la décision lui-même, mais l'a approuvée (J.O., 14 février, p. 643).

(64) - Cf. ce que dit à ce propos Laurent-Eynac à la tribune, évoquant les rappels à l'ordre donnés par Lejeune lui-même aux aviateurs, J.O. Débats de la Chambre, 14 février 1919, p. 641., les affirmations du Commandant Villomé à la C.E.M., les témoignages rapportés par le Lieutenant colonel Mélot et reproduits par le Crapouillot, octobre 33, pp. 45-46, et surtout le récit tardif de la mésaventure de l'aviateur Bossoutrot, publié dans Marianne en avril 1936 et cité dans Pourquoi le Journal "Sept"... : "Une nuit, Bossoutrot et un de ses compagnons d'escadrille sont envoyés sur Metz avec mission de bombarder la gare. Mais le brouillard est intense. Les aviateurs n'aperçoivent pas la cible indiquée. Ils ne veulent cependant pas rentrer au camp sans avoir lâché leurs bombes. Ils les jettent sur un des hauts-fourneaux de Briey, tout proche. Le lendemain matin, dès leur retour, ils font

.../...

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

leur rapport. Une semaine plus tard, le rapport revient du G.Q.G. porteur, non de la citation qu'attendaient les aviateurs, mais de trente jours d'arrêt de rigueur pour chacun des deux hommes : c'était, le tarif pour qui bombardait Briey..."

On peut seulement remarquer qu'aucun haut fourneau n'ayant fonctionné à Briey depuis la guerre, le haut commandement était fondé à considérer les bombes qu'on y envoyait comme gaspillées... et à s'en irriter à juste titre.

(65) - C.E.M. III, p. 34.

(66) - Lejeune, C.E.M., T.III, pp. 48-49, qui affirme : "Jamais, lorsqu'un aviateur disait : « Je n'ai pas vu l'objectif et ai lancé mes bombes sur telle usine, on ne lui a fait d'observation ». Et Loucheur dit que, dans toutes les instructions, il est écrit : « Les gares constitueront les objectifs essentiels. Pour tenir compte de l'impossibilité de repérer nettement les gares au cours de certaines nuits, tout équipage qui ne verra pas la gare qui lui est fixée comme objectif bombardera une usine voisine » (J.O., Débats de la Chambre, 14 février, p. 643). Confirmation par Painlevé, ministre de la Guerre à l'époque (Ibid.)

(67) - Chiffre donné par Loucheur à la tribune. Bassin français, 650 expéditions et 162 tonnes sur les noeuds de circulation, 114 expéditions et 17 tonnes sur les usines (servant exclusivement de dépôts ou d'ateliers de réparation de matériel). Bassins allemands et luxembourgeois - la partie vitale - 1.270 expéditions et 343 tonnes sur les gares de débouché, 494 expéditions et 110 tonnes sur les usines (J.O., 14 février, pp. 642-643). Picard donne, à juste titre, à la C.E.M., une proportion de 2/3-1/3.

(68) - Comme le fait observer le Commandant Villomé : "les objectifs, "gares, voies ferrées, bifurcations" sont très peu vulnérables; pour paralyser pendant quelques heures le trafic, il faut atteindre soit un poste sexby, soit la rotonde aux machines, soit une plaque tournante. C'est le coup heureux extrêmement rare" (C.E.M. III, p. 12).

Ière PARTIE - Chap. III, Sect. 3

(69) - Comme le suppose, par exemple, Gustave Téry, dans le cours de sa campagne. Wendel ne s'est pas occupé de Lejeune ? "Si ne n'est toi, c'est donc ton frère - ou bien M. Pinot..." (L'Oeuvre, 10 février 1919) D'après Malleterre, l'idée de faire porter l'effort de bombardement sur les gares était celle sinon du Comité des Forges, en tout cas de Cavallier et Théodore Laurent, rencontrés par lui, comme on sait, rue de Madrid au début de 1917 (C.E.M. III p. 6).

(70) - René Dragon, ancien combattant, Le Combattant du Front, août-septembre 1935 (6 rue Clemenceau, Cahors), cité par P. Waline.

(71) - Qu'on songe par exemple à cette croyance persistante que des régiments ont été décimés en 1917 au moment des mutineries.

(72) - Serge Bonnet se propose de consacrer prochainement une étude à la sociologie des rumeurs sur "les marchands de canons" d'une guerre à l'autre.

DEUXIEME PARTIE

=====

IIe PARTIE - INTRODUCTION

- (Notes) (1) - Cité par Wendel lui-même. La Kölnische Zeitung s'en tient ensuite à la même thèse (cf. par exemple, son article du 26 janvier 1923 cité par le B.Q.P.E. n° 2.263, 27 janvier 1923).
- (2) - Nombreux extraits de presse fournis par l'Ambassade de France à Berlin et le Consulat, dans la série AE Ruhr, Z 959-44, vol. 1 à 40 (Sondages). Dans des articles des 8 et 9 février 1923, la Frankfurter Zeitung, organe du parti démocrate allemand, s'attache aussi à démontrer la responsabilité des maîtres de forges dans la décision d'entrer dans la Ruhr (cité pour réfutation par le B.Q., 21 février).
- (3) - Simplicissimus, 5 mars 1923, dessin de E. Thönn, p. 686, qui montre deux élégantes à cheval, au Bois, dont l'une dit à l'autre : "Dans les cercles les plus élevés, on n'est plus content du tout du gouvernement. Il paraît que, hier, à sa réception, Mme de Wendel a à peine regardé Mme Poincaré."
- (4) - Carl Bergmann, Der Weg der Reparation, Francfort 1926, pp. 218-219, et la traduction anglaise complétée, The History of Reparations, Londres 1927, p. 174. Il faut noter cependant que Bergmann lui-même dit ne pas garantir absolument l'exactitude des renseignements reçus, mais que sa source était bien informée et que le récit "paraît digne de foi".
- (5) - Paul Wentzcke, Ruhrkampf, Berlin, 1930, pp. 133-134. "Derrière le président du Conseil, on a vu apparaître au grand jour le puissant Comité des Forges comme grand maître de la politique pratiquée (als Diktator der Politik)."
- (6) - On trouve d'utiles analyses de presse dans le mémoire inédit de Jacques Fiérain, La Presse française et l'Occupation de la Ruhr, D.E.S. Paris, Sorbonne (1953), 352 p. dactyl. (dirigé par Pierre Renouvain).
- (7) - L'Humanité cite aussi des explications qui vont dans ce sens de deux députés communistes du Reichstag, Franz Dalhem, 12 janvier 1923, et Frolich, 4 février (Fiérain, p. 33 et 34).

IIe PARTIE - Introduction (Notes)

(8) - A. Ker, Le Comité des Forges et l'Occupation de la Ruhr, Paris, Librairie de l'Humanité, juin 1923, 32 p. (pp. 7-8). Cf. aussi les autres textes de 1923 cités par Nicole Racine et Louis Bodin, Le Parti communiste français pendant l'entre-deux guerres, Paris, 1972, pp. 103-109. La thèse de l'extrême-gauche trouve quelques échos à gauche^{et} au centre gauche - mais ils sont en somme assez rares : cf. le Peuple, quotidien de la C.G.T., 2 mars 1923, et Augustin Hamon dans l'Ere nouvelle, 22 mars 1923 (cité par Fierain, pp. 55-56).

(9) - L'Humanité, 26 juillet 1923, "Questions à M. de Wendel", et surtout le numéro du 3 août : Wendel aurait repris une partie des actions des sociétés Krupp qui se trouvent en territoire occupé, (thèse reprise en termes voisins dans L'Indépendant d'Eure-et-Loire du 9 août). L'Humanité caricature un peu plus tard François de Wendel en duc de Lorraine.

(10) - Gilbert Badia, Histoire de l'Allemagne contemporaine, T. I, p. 189. "L'opération était préconisée par l'industrie lourde française qui voulait se procurer à bon compte du coke de la Ruhr. Faute de coke, 116 fourneaux seulement (sur 199) étaient en marche à la fin de 1922. M. Lucien Hubert dira tout crûment au Sénat : "100 millions de tonnes (c'était ce qu'ils espéraient tirer de la Ruhr, calculez, Messieurs, ce que cela représente en francs". Il ne s'agissait donc pas d'une question de droit mais d'intérêt capitaliste".

(11) - Emile Tersen, "Le P.C.F. et l'occupation de la Ruhr en 1923", Cahiers du Communisme, février 1958, pp. 255-269, et mars 1958, pp. 446-469; (cf. p. 258).

(12) - Par exemple Wolfgang Ruge, Die Stellungnahme der Sowjetunion gegen die Besetzung der Ruhrgebiets, Berlin-Est, 1962, XV-198 p.

(13) - Les attaques de la presse anglaise, Manchester Guardian et Observer, sont signalées par Pinot à l'attention et à l'inquiétude de la Commission de Direction du Comité des Forges en juillet 1923 (P.V. C.D.C.F., 19 juillet, et la traduction des articles envoyés par Pinot avec sa réplique aux Archives Camille Cavallier P.A.M. 7246).

IIe PARTIE - Introduction (Notes)

(14) - Pierre Renouvin, Les Crises du XXe siècle, T. I, 1914-1929, p.251. Cf. aussi Jacques Bariéty, C.R. de l'ouvrage de Ruge cité, R. H. n° 475, juillet-septembre 1965, pp. 209-214, et sa communication : "Sidérurgie, Littérature politique et journalisme : une famille luxembourgeoise, les Mayrisch, entre l'Allemagne et la France après la première guerre mondiale", Bulletin de la Société d'Histoire moderne, supplément à la R.H.M.C. n° 2 de 1969, pp. 11-12, où il écrit : "Il est certain que les industriels français ont essayé de profiter de l'affaire de la Ruhr pour s'y installer mais sans jouer aucun rôle dans la décision politique".

(15) - "M. le Président du Conseil. Je n'accepterais point, pour mon compte, de confier à des financiers internationaux, même en matière financière, les destinées de la France... (nouveaux applaudissements sur tous les bancs). M. Barthe. Et les métallurgistes ? Et le Comité des Forges ? M. le Président du Conseil. Pas davantage, Monsieur, et vous le savez très bien en ce qui me concerne..." (J.O., Débats de la Chambre, séance du 11 janvier 1923, p. 17, col. 2).

(16) - La Journée industrielle et le Petit Parisien, 30 janvier 1923. Un de ses terrains de défense, (celui-ci assez fragile), est le suivant : "On sait que l'industrie française n'est pas possédée par quelques personnalités, mais en réalité par l'épargne française toute entière. Il suffit de faire le compte des capitaux que l'épargne française a fournis sous forme d'actions ou d'obligations à toutes nos grandes sociétés métallurgiques, et de ceux qu'elle vient encore de lui apporter, quand elle a souscrit un milliard pour la reconstruction des usines de la grosse métallurgie des régions dévastées, pour voir que nos grandes affaires métallurgiques sont placées en tête des valeurs industrielles, se trouvent réparties dans tous les portefeuilles français..." Dans le cas de la maison de Wendel, l'affirmation est bien aventurée...

(17) - Humbert de Wendel à Fernand de Brinon, 9 avril 1923, qui donne son approbation et dicte quelques changements (AHW 72). Cf. "La Ruhr et l'Industrie française", les Débats, 11-12, 13 avril (en réponse à des affirmations de Nitti, ancien Président du Conseil italien). François de Wendel juge l'initiative de son frère inopportune : "J'ai revu et fait corriger / les articles / et pense qu'ils sont inoffensifs. Mon avis était cependant de se tenir tranquille. Si les Wendel veulent parler, ils ont deux députés à envoyer à la tribune" (C.XII, 7 avril 1923).

IIe PARTIE - Introduction (Notes)

(18) - François-Poncet, Robert Pinot, op. cit., p. 344. Même affirmation et sur le même ton, dans Grosdidier de Matons, T. II, p. 366 : "On a parfois insinué que les maîtres de forges en avaient été les instigateurs : en fait, ils ne furent ni consultés ni même prévenus. Ils n'eurent qu'à accepter le fait accompli et à s'incliner devant une décision insuffisamment préparée..."

(19) - Renouvin, op. cit., p. 251.

(20) - Cf. la Vossische Zeitung (nationaliste) du 28 janvier 1923 (article de Georg Bernhard) : "Si l'industrie de l'Est a recherché la conciliation, Schneider a su de tout temps faire servir à ses fins le chauvinisme français". Mais la conclusion rejoint la thèse générale des journaux allemands : les querelles intestines n'ont pas empêché que l'économie suscite le politique. "Les soldats de France marchent aujourd'hui pour les intérêts du Comité des Forges" (cité par le B.Q.P.E. n° 2265, 30 janvier 1923). Le point de vue de Jacques Sadoul, dans l'Humanité, sera étudié plus loin, à propos de la démission d'Eugène Schneider de la Commission de direction du Comité des Forges.

11e PARTIE - Section 1 du Chapitre I

Notes

(1) - Finalement 67 millions seront attribués en février 1923. Wendel affirme qu'il y a un manque à gagner de 14 à 23 millions... (C.XII, 27 février 1923).

(2) - Devant la Société d'Economie politique, le 5 novembre 1918 (C.X). Cf. pour des détails chiffrés sur l'opération, Claude Prêcheur, La Lorraine métallurgique, Paris 1959, pp. 207-213, qui emploie cette expression de "royal cadeau". Ce fut par la suite un thème durable de l'opposition de gauche. Le droit de payer une partie du prix de cession, déjà sûrement sous-évalué, en titres de dommages de guerre, conféra davantage à l'opération le caractère d'un dédommagement en nature plutôt que d'une vente réelle.

(3) - Production en 1920 : 887.000 tonnes de fer, 1/4 de la production de 1913-1914, 382.000 tonnes de fonte contre 830.000, 478.000 tonnes d'acier, soit plus de la moitié de 1913-1914 (Grosdidier de Matons, T.II, p. 363).

(4) - Pour un récit de ces grèves, sous l'éclairage et avec le vocabulaire de l'historien "maison", cf. Grosdidier de Matons, T. II, pp. 350-354. Les impressions brutes de Wendel sonnent plus juste (C.X, passim).

(5) - C.XI, 31 mars 1920. Il ajoute toutefois cette réflexion qui est visiblement sincère et caractéristique d'une mentalité : "Mais, pour ceux qui, comme nous, trouvaient autant leur satisfaction dans la belle marche de leurs installations que dans les bénéfices qu'elles rapportaient, cela devient assommant".

(6) - C.XI, 28 janvier 1921 : "Assemblée de commanditaires, pour l'exercice 1919-1920 (...) Dividendes 125.000 par part, ce qui est très raisonnable. Aucun de nos bons parents, à la lecture du rapport, ne s'est aperçu qu'il s'agissait du bénéfice le plus formidable que la maison ait jamais réalisé. Participation dans Knutange, participation dans Terres-rouges, Magnesie Werke en Autriche, etc... etc... tout a été possible sans appel de capitaux et tout en conservant les réserves nécessaires pour supporter la crise terrible de l'heure présente..."

IIe PARTIE - Chap. 1, Sect. 1 (Notes)

(7) - Pour l'ensemble France + Lorraine annexée, ce pourcentage atteignait seulement 16,22 avant la guerre, comme on l'a vu : le progrès s'explique par la "rapidité avec laquelle /ont/ été conduits les travaux de remise en état et de reconstruction" (Geoffroy de la Bouillerie thèse I.E.P. citée, p. 16). A noter cependant qu'en chiffres absolus, le niveau de 1913 est loin d'être rattrapé : un peu moins de 600.000 tonnes contre 1.124.000 en 1913.

(8) - Interview de Pinot dans A. de Tarde, "Les grands Courants politiques d'aujourd'hui", Revue de France, 15 mai 1922. Pinot ajoute : "J'aurais, si on l'avait voulu, créé une usine place de la Concorde et dans le prix du produit, j'aurais prévu les frais de remise en état..."

(9) - La Bouillerie, p. 16.

(10) - Cf. les informations données par Nalèche à Lebaudy, sous la rubrique "strictement confidentiel" : "J'ai appris aujourd'hui par quelqu'un de très sûr que le Creusot traverse de nouveau une crise redoutable. Il n'avait pas ce qu'il fallait pour même payer son personnel ce mois-ci. C'est la conséquence de toutes les entreprises Fournier que seul ce dernier était capable de mener à bien /Fournier vient d'être tué dans un accident/, c'est aussi la conséquence des bénéfices de guerre, car on y eut tant d'argent qu'à un moment donné, on ne savait qu'en faire et on l'engagea avec frénésie..." (E.N. P.L., 11-12 décembre 1921).

(11) - Dossier de presse sur la Société Normande de Métallurgie, A.N. 65 AQ K 35. Et Wendel (C.XII, 20 juin 1922) : " /Sergent/ nous a narré les aventures de Caen. Schneider qui était président a essayé de démissionner, mais Celier (du Comptoir d'Escompte) lui a fait comprendre qu'elle n'était pas acceptable. Schneider reste au Conseil mais passe la présidence à un tiers. Ce n'est pas glorieux. On annonce 37 millions de perte en 1921. Cela me paraît exagéré et je soupçonne que l'on cherche à régler certaines dettes vis-à-vis de l'Etat en profitant des bilans des aciéries lorraines, Knutange, Rombas, etc... pour présenter un bilan ultra-défavorable".

Ile PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(12) - C.XII, 31 décembre 1922. Sur le Creusot, "la débâcle de la Normandie jette quelque discrédit". Cf. aussi la satisfaction intellectuelle de Nalèche qui avait contribué, on s'en souvient, à faire écarter la subvention publique ; "L'Etat avait voulu y mettre 175 millions (sic : en fait 25). Ce serait aujourd'hui 175 millions de perdus si on n'y avait pas pris garde. Je crains que beaucoup de prévisions que nous faisons aujourd'hui, dont l'on nous sait si mauvais gré, ne fassent de même." (E.N.P.L., 8 juillet 1922).

(13) - Cf. Henri Flu, Les Comptoirs métallurgiques d'après-guerre (1919-1922), Thèse de droit, Lyon, 1924, notamment pp. 92-124.

(14) - Liste d'entente républicaine et d'union nationale dont tous les membres passent à la majorité absolue (dans l'ordre des suffrages, Lebrun, Marin, Mazerand, Ferry, de Warren, Fringant et François de Wendel qui a 57.124 voix, la majorité absolue étant de 42.623) : Barodet, 1919, p. 555.

(15) - Toute sa liste (qui comprend le général de Maudhuy et Robert Schuman) passe à la majorité absolue, avec une moyenne de 61.798 voix sur 96.099 suffrages exprimés (Ibid. p. 564).

(16) - Séance solennelle de la Chambre de Commerce de Metz du 17 mai 1929. Propos cité par Henri Laufenburger, L'industrie sidérurgique de la Lorraine désannexée et la France, thèse de droit, 1924, pp. 87-88, et attribué par erreur, par lui, à François de Wendel. Cf. aussi sur cette séance La Chambre de Commerce de Metz, 1815-1922, 1922, p. 45. Les archives de la Chambre ont disparu durant la dernière guerre.

(17) - Wendel ne donne pas expressément cette dernière analyse dans ses notes, mais elle était sans aucun doute dans l'esprit des sidérurgistes français ; cf. Henri Rieben, Des Ententes de Maîtres de Forges au Plan Schuman, Lausanne, 2ème éd. 1970, 557 p. (p.127-128).

(18) - Discours devant le Comité des Forges, 18 mai 1922, "en présence de M. Le Troquer, ministre des Travaux publics et Dior, ministre du Commerce, 8 p. dactyl. AFW I 1. Sur ces questions cf. les utiles réflexions de Jacques Bariéty, qui replace dans la plus longue durée "Le rôle de la minette dans la sidérurgie allemande et la restructuration de la sidérurgie allemande après le Traité de Versailles", Travaux et Recherches du Centre de Recherches des relations internationales de l'Université de Metz, Metz, 1973, pp. 233-277.

IIe PARTIE - Chap. 1, Sect. 1 (Notes)

(19) - Sur cette lacune "inconcevable" hâtivement réparée, cf. Henri Marcesche, Le Charbon, Elément de Réparation et de Négociation dans le Traité de Versailles et les accords qui ont suivi, Lorient, 1933, 288 p. (pp. 18-20) avec le texte du protocole de Luxembourg et du modus vivendi annexé, pp. 180-192.

(20) - C.X, 3 novembre 1918.

(21) - C.X, 27 décembre 1918. Il est à noter qu'un homme comme Cavallier, patron de Pont-à-Mousson, réagit au même moment exactement de la même façon (cf. correspondance C.C., sept. 18 janv. 19, P.A.M. 3028-498).

(22) - Comte Sforza, Les Frères ennemis (l'Europe d'après-guerre), p. 137.

(23) - Visite au général Destycker, chef d'Etat-Major de Foch, C.X, 5 janvier 1919. Il voit aussi le même jour, à la même fin, le Conseiller d'Etat Rousselier, Contrôleur général des Pays rhénans.

(24) - "Ma conversation avec Clemenceau, ce soir, a été assez caractéristique. J'ai, en présence de Loucheur que le Tigre avait convoqué, développé ma thèse quant à la nécessité d'avancer en Westphalie et réfuté les objections de l'Etat-Major de Foch qui craint d'avoir à assurer l'ordre et (...) le ravitaillement des régions occupées. L'ordre ne sera pas plus troublé en Westphalie qu'à Aix-la-Chapelle ou Cologne, et le ravitaillement se fera "par l'Est" d'autant plus facilement que détenant le charbon, nous pourrions exiger des vivres en échange. Clemenceau qui visiblement parlait d'après les données fournies par Foch a beaucoup résisté..." Et l'entrevue se termine de la façon suivante, très sèche : "En sortant, j'ai cru devoir insister (à l'instigation de Mandel d'ailleurs) sur la "pagaïe" des services en Alsace-Lorraine et l'inutilité pour la Lorraine de la dépendance de Strasbourg. Le mot "pagaïe" a eu le don d'exaspérer le Tigre, qui, après avoir prétendu que celle-ci était le fait des Allemands, m'a demandé si nous avions envie de redevenir Allemands. J'avoue que la réplique m'a paru lamentable dans la bouche d'un chef de gouvernement. Comme il a 78 ans, j'ai répondu en riant : "Je ne vous reconnaitrais pas si vous rendiez l'Alsace Lorraine aux Allemands et vous ne me reconnaitriez pas si je vous le demandais," - et je suis sorti" (C.X, 11 janvier 1919).

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(25) - C.X, 19 janvier 1919.

(26) - Longue lettre à Marin, du 25 avril 1919, pour dénoncer la mauvaise volonté allemande. Wendel ajoute : "Tout en attribuant à/celle-ci/la suspension des expéditions, je croyais toutefois que le motif principal en était la grève de la Ruhr et j'avais indiqué au Gouvernement que tant qu'on n'occuperait pas ce bassin, l'ordre ne s'y rétablirait pas. Mais la présence qui nous a été signalée depuis d'un stock de plusieurs centaines de mille tonnes de coke en Westphalie, et la réponse de M. Erzberger au Maréchal Foch qui lui avait adressé des représentations pour la non-exécution de la convention de Luxembourg, montrent que nous sommes en présence d'un véritable parti-pris et que la suspension des expéditions a été décidée systématiquement par le gouvernement allemand pour exercer une pression sur l'Entente" (Dossier Marin, AFW II 3).

(27) - Jean de Pange, assis en 1935 à côté de Wendel dans un dîner des Débats note : "Celui-ci raconte qu'il a prévenu Clemenceau, dès 1919, que les Allemands ne pourraient pas payer les réparations, qu'il fallait occuper la Ruhr, etc..." (Journal, 28 mai 1935, T. III, p. 258).

(28) - Jacques Bariéty, "Le Rôle de la Minette..." p. 249.

(29) - Pierre Miquel analyse, dans sa thèse La Paix de Versailles et l'Opinion publique française, Paris, 1972, les attaques du journal Le Soir (p. 506) - voir aussi p. 297.

(30) - C.X, 26 juin 1919. A Pont-à-Mousson, on relève la nomination du commandant Exbrayat à la présidence de la sous-section économique du traité de paix. Exbrayat est, dans le civil, associé de la banque Demachy, où les Wendel ont des intérêts. Emile Henry, secrétaire général, commente la nouvelle dans une note du 7 mai 1919, pour son patron Camille Cavallier, avec cette exclamation : "Ainsi les Wendel sont partout ! " (P.A.M. 19061, Dossier "Traité de paix et ses suites"). Mais on ne trouve en fait nulle trace d'une influence par ce canal. Cavallier déplore ailleurs qu'on n'ait pas su susciter, comme en 1871, pour compenser l'influence délétère des Jules Favre, le Pouyer-Quertier qu'il appelait de ses vœux au début de 1918 (C.C. à Paul H. Ziegler, 6 janvier 1918, P.A.M. 19061).

IIe PARTIE - Chap. 1, Sect. 1 (Notes)

(31) - C.X, 31 décembre 1919.

(32) - C.X, 26 juin 1919. Et sur l'impatience inquiète des industriels allemands à reprendre contact avec les Français alors qu'on les en empêche encore, rapport n° 154 de la Mission Haguenin en Allemagne, du 7 juin 1919 "Les métallurgistes allemands et les relations commerciales franco-allemandes", 8 p. AE Allemagne Z 43-5, vol. 522, pp. 5 à 12.

(33) - Note d'Humbert de Wendel sur la rencontre du 1er août 1919 à Versailles, 7 p. dactyl. - très critique à la fois sur les conditions dans lesquelles il est tardivement consulté et sur les projets de Loucheur (AHW 43). Cf. aussi C.X, 1er août 1919 "Humbert" s'en tirera évidemment bien. C'est absurde d'arriver sans préparation aucune devant l'ennemi alors que la question est à l'ordre du jour depuis des mois. Et dire que tout le traité a été bâclé de cette façon... Sur les péripéties des négociations, cf. Marcesche, op. cit. p. 36-39. Le protocole organisant la période intérimaire est signé le 29 août.

(34) - Cette analyse rencontre celle de Jacques Bariéty, élargie à toute la sidérurgie, qui écrit à juste titre : "Il y a lieu de penser que le projet sidérurgique français du traité de Versailles est l'oeuvre du seul négociateur officiel français, c'est-à-dire d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires des ministères, mais qu'il n'exprime pas une volonté délibérée et concertée de la sidérurgie française. Pendant la préparation du traité, il n'a pas été fait appel à des experts privés français venant par exemple du Comité des Forges." ("Le Rôle de la Minette..." p. 250).

(35) - Pierre Miquel, op. cit. p. 506, citant Nalèche, 13 mars, - qui affirme toutefois que W. paraît à présent assez bien avec Loucheur" - il disait même "très bien" le 10 février. C'est pour le moins excessif...

(36) - "Marin a voté contre. Moi pour. Quelques collègues des régions envahies se sont abstenus. J'ai estimé que cette dernière attitude était inadmissible. Il y a des cas où on doit avoir un avis. Dans ces conditions, il ne restait qu'à voter, quelque médiocres que m'apparaissent les garanties de ce traité pour l'avenir. Voter contre - à moins

.../...

IIe PARTIE - Chap. 1, Sect. 1 (Notes)

d'être intervenu très vivement contre le traité comme l'a fait Marin, n'était qu'une rodomontade stérile et ridicule. Jusqu'à preuve du contraire un traité signé par un gouvernement respectable et dûment accrédité ne peut être que ratifié par le Parlement sous peine de retirer toute considération à nos représentants vis-à-vis de l'étranger" (C.X, 9 octobre 1919).

IIème PARTIE - SECTION II du CHAPITRE INotes

(1) - Cf. pour cette période et la suivante le dossier AE Allemagne Z 48-1-2-4 vol. 542, Mines dossier général, 1er juin 1918-31 déc. 1921. et Z 48-3, vol. 543, Charbons, 1er juin 1918-31 mars 1925, les excellents graphiques donnés par Marcesche (Le protocole du 29 août prévoit des livraisons minimales de 1.660.000 tonnes par mois; elles sont seulement de 384.000 tonnes en septembre, 604.000 tonnes en octobre, 725.000 en novembre, 727.000 en décembre, et, pis encore, 536.000 en janvier, 656.000 en février et 687.000 en mars), et enfin Weill-Raynal, T.III, p. 814, qui précise que les industriels allemands résistaient d'autant plus aux injonctions qu'ils "calculaient que les fournitures de charbon, compté dans les écritures au prix intérieur allemand (majoré des frais de transport jusqu'à la frontière) faisaient bénéficier dans une certaine mesure l'industrie française comme l'industrie allemande des bas-prix résultant de la chute du mark" : problème durable.

(2) - C.XI, 11 avril 1920.

(3) - C.X, 19 mars 1920. Wendel trouve que les gens à Paris le comprennent mal : "André Lefèvre, le ministre de la Guerre, m'a longuement entretenu pour me démontrer qu'il fallait exercer des pressions... sur l'Angleterre..."

(4) - C.XI, 27 mars 1920. "La résidence (26 rue Marbaud) est convenable; un peu nouveau riche cependant. Le Président m'a bien écouté, mais l'entretien s'est strictement limité à l'objet de la visite. Pas un mot aimable..."

(5) - C.XI, 21 avril 1920.

(6) - Conversations Seydoux-Léon-Lévy, 19 mai 1920, et échanges de vues franco-allemands du 20 mai au ministère du Commerce. Le tout reste très vague (AE ALLEMAGNE Z 43-5, Négociations commerciales franco-allemandes, vol. 522, pp. 188-189 et 198-199).

11e PARTIE - Chap. I, Sect. 2

(7) - C.XI, 26 juin 1920 "...mais c'est évidemment tard".

(8) - Lettre du délégué français Louis Dubois et du délégué anglais John Bradbury aux gouvernements alliés datée du 30 juin 1920 (texte dans G. Calmette, Recueil de Documents sur les Réparations, n° 74, p. 273,) et les commentaires de Weill-Raynal, T. I, pp. 430-432.

(9) - "Si, à la date du 15 novembre 1920, il était constaté que le total des livraisons d'août, septembre et octobre 1920 n'avait pas atteint six millions de tonnes, les Alliés procèderaient à l'occupation d'une nouvelle partie du territoire allemand, région de la Ruhr ou toute autre..." (Documents relatifs aux Réparations, publiés par le ministère des Affaires étrangères, T. I, Paris, 1922, p. 50 et ss.)

(10) - Note de Pinot, remise à Millerand le 8 mai 1920, "au sujet des approvisionnements de charbon et de coke qui pourraient être assurés à la métallurgie française lors des négociations de Spa" (8 p. dactyl.) qui conclut : "puisque l'Allemagne nous déclare qu'elle a des difficultés à payer à la France les indemnités qu'elle lui doit, il faut l'amener à céder aux groupes français qui se sont constitués pour la reprise des usines lorraines et luxembourgeoises des parts dans les charbonnages de la rive droite du Rhin qui correspondent précisément à leurs approvisionnements.

Il serait nécessaire que dans les sociétés de charbonnage allemandes où les Français entreraient ainsi, le capital social leur fût rétrocédé jusqu'à concurrence des 3/4, de façon à leur assurer la majorité et la certitude qu'ils recherchent. La part restant aux Allemands, en même temps qu'elle serait une première manifestation de cette association économique à laquelle ces deux pays sont obligés de tendre, donnerait aux Français la garantie que rien ne se passerait dans ces mines, du fait de l'Etat allemand ou de la population, qui fût contraire à leur bonne exploitation". (Papiers Millerand BN).

(11) - Allusion rétrospective douteuse, C.XI, 20 décembre 1920.

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(12) - C.XI, 20 juillet 1920, "lamentables au point de vue coke et encore plus fâcheuses au point de vue financier". Les Alliés s'engagent à payer une prime de 5 marks-or par tonne et à verser en outre au gouvernement allemand des avances en espèces qui porteraient provisoirement toutes les prestations allemandes de charbon au prix du marché mondial (Weill-Raynal, T.I, pp. 435-438, et souvenirs inédits de François-Marsal : "Nos Amis les Anglais, la Conférence de Spa", 14 p. dactyl. et "La Séance secrète du Sénat du 22 mars 1922", 10 p. dactyl.).

(13) - J.O. Débats de la Chambre, 20 juillet 1920, p. 2979, 1ère col.

(14) - C.XI, 20 juillet. Wendel vote pourtant positivement "pour ne pas heurter Millerand dont le patriotisme n'est pas douteux et qui a fait ce qu'il a pu à Spa..."

(15) - Le Lorrain, 23 juillet 1920.

(16) - Weill-Raynal, T. I p. 434.

(17) - Wendel au Chanoine Collin, sénateur de la Moselle, 25 janvier 1921, AFW III 31.

(18) - Weill-Raynal, T.I, p. 440.

(19) - Weill-Raynal, T.I, p. 610.

(20) - C.XI, 25 mars 1921. "Difficultés du coke allemand du fait de l'application de la taxe de 50 % sur les livraisons allemandes : les Allemands refusent de payer les machines en commande si on ne paie pas le solde. Je suis convaincu que la France est accrochée de ce fait en Allemagne pour un demi-milliard au moins".

(21) - Ibid.

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(22) - J.O., Débats de la Chambre, Séance du 13 avril 1921, pp. 1604-1605. Wendel explique que les industries qui ont déjà passé des commandes de marchandises doivent payer en fait les 50 %, charge insupportable, ou renoncer aux arrhes déjà versés. Et à l'avenir, si l'Allemagne ne cède pas, on ne pourra plus s'y fournir. Ce protectionnisme excessif "nous forcera d'acheter dans les pays à change élevé, c'est-à-dire au prix fort, ce dont nous avons besoin..."

(23) - Calmette, op. cit., p. 620.

(24) - J.O., Débats du Sénat, 5 avril, p. 582.

(25) - "J'entends dire : ce discours est très bien mais il n'a de valeur que si l'on a un plan précis et je demande à qui de droit si ce plan existe. On me répond que oui et ce sera l'occupation de la Ruhr. Je demande si on ne pense pas à exiger des contributions au autres saisies. On me répond que cela ne suffirait pas et qu'il faut absolument avoir le charbon, et du reste en occupant la Ruhr, on mettra la main par cela même sur un certain nombre d'usines (...) On me dit également qu'avant de prendre la parole Briand avait eu un long entretien avec Guist'hau et Loucheur. Il était donc bien d'accord avec ses collègues". (EN-PL, 6 avril 1921).

(26) - Le très précis "Projet d'occupation de la Région industrielle de la Ruhr" élaboré sous l'autorité de Loucheur, est analysé, comme ceux qui l'ont précédé, par Ludwig Zimmermann, Frankreichs Ruhr-politik von Versailles bis zum Dawes Plan, Zurich-Francfort, 1971, pp. 76-77. (L'auteur a travaillé dans les archives françaises entre 1940 et 1944).

(27) - C.R. dicté le jour même par Cavallier, P.A.M., 7360 "Occupation de la Ruhr".

(28) - C.XI, 22 avril 1921. Mais, en commission des affaires étrangères de la Chambre dès le 15 avril, Briand s'est montré prudent et plutôt en retrait par rapport à la fermeté de ses déclarations antérieures. Il se refuse à "jouer au soldat, ce qui est tout ce qu'il y a de plus facile pour un gouvernement. (...) Car là on peut s'offrir une popularité

.../...

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

à très peu de frais.(...) Si on veut m'offrir des paroles, je ne les accepte pas. Nous les avons assez entendues. Mais si on m'offre un ensemble de propositions avec un gage entre nos mains garantissant l'exécution de ces propositions, c'est une autre affaire". Briand répète toutefois plus loin fermement : "Je n'entrerai dans ces conversations que s'il y a un gage" (Archives de la Chambre, P.V. de la Commission des Affaires étrangères, 15 avril 1921, pp. 15-16). Mais en fait il n'y aura pas de gage pris...

(29) - Cf. J. Tribot-Lespière, Ernest Mercier (1878-1955), une grande Destinée, Paris, 1958, qui cite (p. 206-217) la correspondance échangée par Mercier avec le ministère des Régions libérées à propos de cette mission, et Richard F. Kuisel, Ernest Mercier, French Technocrat, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1967, p. 7.

(30) - C.XI, 29 avril 1921, et C.R. détaillé de la réunion par Emile Henry, représentant Cavallier : la volonté d'occuper ne paraît pas en recul par rapport au 22 (P.A.M. 7360). Dans une note jointe, Henry résume : "Le colonel Mercier a tracé les grandes lignes de l'organisation, qui ne cadre pas avec une prise de possession complète, mais plutôt avec une sorte de contrôle organisé qui sera de plus en plus serré selon que l'on rencontrera de la résistance..." (Ibid.)

(31) - EN-PL, 27 avril 1921.

(32) - C.XI, 22 et 29 avril 1921.

(33) - C.R. Cavallier du 22 avril cité : "Le ministre fait signe que oui". Ce document confirme pleinement les propos que Wendel dit lui-même avoir tenus.

(34) - "L'ultimatum (...) est une faute que Briand paiera cher mais qui nous coûtera malheureusement plus cher qu'à lui" (C.XI, 2-3 mai 1921). Sur sa rancune contre la "gaffe" de Briand, C.XI, 2-13 août, 21 octobre et 31 décembre 1921 : cela reste, aux yeux de Wendel, le trait majeur de l'année en politique extérieure. Nalèche écrit le

.../...

Ile PARTIE - Chap. 1, Sect. 2 (Notes)

1er mai : "Lacretelle téléphone /de Londres/ vers 11 heures (...)
 Il nous dit que les choses paraissent aller au plus mal. Briand et
 Loucheur sont très fermés mais on sent des gens complètement désarçonnés.
 Après tout ce qu'ils ont dit et fait depuis quinze jours, ils doivent
 être épouvantés par la façon dont un délai sera pris en France par
 l'opinion. Le fait est que, si je réfléchis à tout ce que j'ai entendu
 dire ce matin par the man in the street, l'effet sera déplorable"
 (EN-PL).

(35) - C.XI, 10 mai 1921. "L. du P. m'a paru très sous le charme des
 discours de Briand qui semble avoir convaincu ses ministres qu'il avait
 été extraordinaire à Lympne, et obtenu le maximum de ce qu'il pouvait
 obtenir sans rompre avec l'Angleterre (C'est possible). "Vous pouvez
 être tranquille" m'a-t-il dit, "les conditions imposées aux Allemands
 sont telles qu'ils ne les exécuteront pas et nous entrerons dans la
 Ruhr automatiquement". J'ai répondu que cela me paraissait douteux,
 qu'au demeurant si nous étions décidés à y entrer, mieux aurait valu
 le faire avec une bonne raison le 1er mai, que sous un prétexte plus
 ou moins discutable, comme ce serait le cas maintenant".

(36) - "L'accord de Londres m'apparaît, après ces cinq jours de débats
 moins excusable que jamais", C.XI, 26 mai. Wendel s'abstient. Il aurait
 voté contre sans l'agitation qui menace en Silésie les positions
 françaises. Briand obtient 390 voix contre 162 après pointage.

(37). - Lettre de Nalèche à FW, 26 avril 1921 : "Voyez donc si, par
 quelque artifice, interview ou autre, vous ne pourriez pas couper les
 ailes à ce volatile qui me paraît devenir gênant pour vous" - et
 réponse de FW, même jour, "On ne peut empêcher le monde d'être bête et
 malveillant, et vous avez pu constater (...) que les gens les plus huppés
 ne se distinguaient pas à cet égard du commun des mortels..." (AFW II 5).

(38) - Peut-être est-ce l'opinion de Wendel ou de milieux proches que
 transcrit Nalèche quand il écrit : "Loucheur ne s'aperçoit pas qu'il
 change de conviction avec une facilité inimaginable et il voudrait bien
 qu'on le suive dans ses pirouettes, mais c'est difficile (...) Le voilà
 qui cause avec Rathenau, ce qui inquiète bien des gens et j'en ai eu
 ce matin des échos" (EN-PL, 13 juin 1921).

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(39) - Des accords de Wiesbaden, Louis Loucheur a donné un précieux compte-rendu, très clair, devant la Commission des Affaires étrangères de la Chambre, le 22 octobre 1921 (Archives de la Chambre, 63 p. dactyl.) Pour une bonne mise au point récente - centrée surtout sur les archives allemandes - cf. Jacques Marchal, Les Accords de Wiesbaden 1921, mémoire de maîtrise sous la direction de J.B. Duroselle, Paris I, 1970, 201 p. dactyl.

(40) - Favez, Le Reich devant l'Occupation franco-belge de la Ruhr en 1923, p. 43, qui se fonde sur R. Mennevée, Les Documents politiques, n° 4 et 6, avril et juin 1921. Mais celui-ci en fait ne cite pas particulièrement les Wendel comme les protagonistes d'une politique symbolisée à ses yeux par la nomination de Charles Laurent, président de l'U.I.M.M. comme ambassadeur à Berlin.

(41) - Note Emile Henry, collaborateur de Cavallier, 9 octobre 1921, qui fonde son commentaire sur cet extrait des Débats, numéro daté du même jour : "Il est difficile de ne pas approuver l' accord de Wiesbaden (...) En France ceux qui prétendraient que les intérêts de l'industrie doivent passer avant ceux des régions dévastées pousseraient le protectionnisme à un degré non encore atteint..." (P.A.M. 19061, dossier Traité de Paix). Cavallier est lui-même farouchement hostile à Wiesbaden. Comme le B.Q. (28 octobre) paraît approuver également les accords, Cavallier proteste auprès de François-Poncet le 30 octobre (ibid.)

(42) - "Dieu sait que j'ai assez critiqué les accords de Wiesbaden !" (C.XII, 22 septembre 1922).

(43) - Weill-Raynal, T.II, p. 50.

(44) - C.XI, 18 juin 1921.

(45) - Louis Loucheur, Carnets secrets, 1908-1932, p. 92.

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(46) - Compte-rendu de Jean Mercier, de la maison Wendel, qui y assistait en tiers, sur l'entretien du 2 octobre (dont l'essentiel est d'ailleurs consacré à des problèmes particuliers à Hayange) AHW 72. On n'aperçoit pas clairement si Humbert a bien exprimé cette critique à Loucheur où s'il s'agit d'un commentaire à la sortie.

(47) - Jacques Bariéty observe dans la même ligne, mais sous un éclairage un peu différent, que si la tentative est un échec "c'est d'abord parce que Loucheur et Rathenau, quelle que soit par ailleurs leur notoriété, ne représentent ni l'un ni l'autre les intérêts des sidérurgie de leurs pays respectifs (...) L'échec (...) est la sanction du fait que l'on a pensé trouver une solution au problème industriel franco-allemand, sans l'aborder par sa base, la sidérurgie" ("Le rôle de la minette..." p. 272). Jacques Marchal nuance fortement de son côté la thèse de Weill-Raynal (op. cit. pp. 161-162 et 187-188).

(48) - Weill-Raynal, T.II, p. 67.

(49) - Selon les termes de la résolution adressée au ministre du Commerce par le Comité directeur de l'Association de l'Industrie et de l'Agriculture françaises à l'issue de sa séance du 21 déc. 1921 (AHW 72).

(50) - "La Chambre de Commerce, considérant (...) qu'il serait tout-à-fait inutile de ramener à la vie nos industries sinistrées, si la concurrence allemande devait les ruiner à nouveau (...), émet le vœu (...) que tous les efforts soient faits par (...) le ministère des Régions libérées pour que les commandes destinées aux réparations dans les régions sinistrées soient réservées, dans toute la mesure de leur capacité maximum de production, tout d'abord aux usines et fabriques françaises et ouvriers français, que pour le surplus des besoins des régions sinistrées, le gouvernement n'autorise l'entrée en France que des marchandises et produits allemands indispensables..." (d'après un article de l'Usine, 29 octobre 1921, cité par Weill-Raynal, T.II, p. 59) Cf. aussi un échange de lettres caractéristique entre Loucheur et Cavallier, pour Pont-à-Mousson, à la suite de la "petite étude" publiée par ce dernier, en date du 25 septembre 1921, sur la crise de la sidérurgie (Loucheur à C.C., 3 oct. 21 et longue réponse, 6 oct., P.A.M. 19061).

Ile PARTIE - Chap. 1, Sect. 2 (Notes)

(51) - Sur la personnalité de Stinnes, cf. Maximilien Harden, Stinnes, Paris, 1924, G. Raphael, Le Roi de la Ruhr : Hugo Stinnes, l'Homme, son Oeuvre, son Rôle, Paris 1924, et Maurice Baumont, La grosse Industrie allemande et le Charbon, Paris, 1928, pp. 195-204.

(52) - C.III, 29 décembre 1911 : "Stinnes est, paraît-il, un spéculateur hardi et sans scrupules plutôt qu'un industriel. 40 à 45 ans, l'air très simple et un peu mal dégrossi du self made man, il ne fait pas grande impression au premier abord. Il est très froid, se fait arracher les mots et est franchement ennuyeux. Cela ne veut pas dire qu'il paraisse lourd. Il dit ce qu'il a à dire posément. C'est très réfléchi et on sent que cet homme peut être très violent à froid..."

(53) - Cf. Louis Loucheur, op. cit. p. 102 (commentaire J. de Launay).

(54) - C.XI, 26 novembre 1921 : "Visite de M. Pastor", (le responsable des établissements Wendel en Allemagne) "qui a vu Hugo Stinnes, retour de Londres, et lui a parlé - de son propre chef, car j'entends bien ne rien faire de ce genre - d'une entrevue avec moi privatim ou officielle. M. Stinnes y paraissait très disposé. A noter qu'au cas où elle serait officielle - c'est-à-dire faite avec l'assentiment préalable des gouvernements respectifs - Stinnes se dit tenu d'aviser le gouvernement anglais ! Nos bons alliés sont vraiment insupportables en ce moment..."

(55) - C.XI, 26 juillet 1921.

(56) - 5 septembre 1921, texte en anglais, AFW I 1, traduction française, Bulletin du Comité des Forges, n° 3614 du 23 septembre 1921, pp. 2-4. "La France", dit Wendel notamment, "même avec l'aide de l'Angleterre, et je suis sûr qu'elle peut compter sur elle, ne peut s'exposer à payer une deuxième fois la gloire d'une victoire qui - même avec l'aide britannique - lui a coûté 1.500.000 de ses enfants et la ruine de dix de ses plus riches départements; et c'est cependant ce qui arrivera si on se refuse à voir le danger.

Certains croient, en Angleterre, que ce danger n'existe pas, ou que nous l'exagérons, ils voient les choses de plus haut, je dirais volontiers de plus loin, et c'est parce que l'occasion se présente

.../...

IIe PARTIE - Chap. 1, Sect. 2 (Notes)

aujourd'hui pour beaucoup d'entre vous de les voir de près que je me suis permis de placer sous les yeux de l'élite anglaise que j'ai le plaisir de voir ici, les problèmes qui intéressent à un aussi haut point nos deux pays, et j'ajouterai aussi, en tant que président du Comité des Forges, la métallurgie française dont la nature a placé près de 70 % de ses établissements à moins de 40 milles de la frontière allemande..."

La réponse de Sir Hugh Bell, président d'honneur de l'Institute, est très enveloppée, "à la Lloyd George", juge Wendel (C.XI, 5 septembre). Il note, pour la suite, que son discours a été "relevé avec aigreur" par plusieurs journaux allemands, mais qu'il a eu, en revanche, une "très bonne presse anglaise" (C.XI, 14 octobre 1921).

(57) - Cavalier qui n'a pas de sympathie pour Wendel - mais de la méfiance - écrit au Comité des Forges pour en réclamer le texte. "Le discours, m'a-t-on dit, a été admirable comme fond et comme forme..." 23 septembre 1921 (P.A.M. 7246).

(58) - Les Cahiers du Comte Harry Kessler, 1918-1937, trad. de l'allemand, Paris 1972, p. 132 (23 décembre 1921). Maurice Colrat, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur est également présent : "Colrat est une sorte d'Auguste Muller français, tempêtant et réactionnaire ("un patron difficile"), pas une lumière mais très ambitieux, et qu'on ne peut pas facilement négliger parce qu'il garde toujours la parole. Pinaud (sic) a beaucoup plus d'expérience, il est plus intelligent, plus poli, plus diplomate, mais tout aussi réactionnaire. Tous les trois sont absolument anti-sociaux".

(59) - Rapport sur les travaux de la Commission de Réparations, 1er vol. p. 185.

(60) - C.XI, 7 et 10 décembre 1921, et lettre de F. de W. à Nalèche, le 5 décembre, pour faire insérer une note sur les deux fourneaux bouchés (AFW 5 déc. 1921).

(61) - C.XI, 31 décembre 1921.

IIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(62) - E.N.-P.L., 31 décembre 1921-2 janvier 1922. Coup de téléphone reçu le 31 de François qui lui annonce la nouvelle pour publication.

(63) - C.XI, 31 décembre 1921.

(64) - C.XI, 10 décembre 1921.

(65) - Wendel à Louis Dubois, 29 décembre 1921, AFW III 31. "Certains propos de M. Stinnes (...) marquent la volonté nette de ruiner l'industrie française en la privant du combustible qui lui est dû !".

IIe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE IINotes

(1) - Evocation de cet "imbroglio inextricable" dans Grosdidier de Matons, T.II, p. 348.

(2) - C.X, 31 décembre 1919 : "Je n'ai pu m'imposer comme député, absorbé que j'étais par les difficultés de direction de nos affaires. Arriverai-je à m'organiser ? à concilier la dualité de mes vies industrielle et politique, et à faire oeuvre utile à la Chambre tout en exerçant, sur les affaires de la Maison, l'action que j'y exerçais jadis ?..." C.XI, 31 décembre 1920 : "Cette année (...) j'ai, dans une large mesure et contrairement peut-être à ce que semble indiquer ces notes, sacrifié la politique à mes obligations industrielles. A la Chambre, je n'ai rien fait de saillant..."

(3) - C.X, 19 janvier 1920 : " Dès que j'en ai été avisé, j'ai couru à la Chambre et remué les amis qui, comme toujours, restaient passifs; mais il était trop tard (...) Millerand n'a pas été franc et a essayé de nous rouler..."

(4) - C.XI, 21 septembre 1920.

(5) - Wendel s'abstient à nouveau, mais cette fois-ci très solitaire. Le ministère a 507 voix pour lui.

(6) - C.XI, 21 septembre 1920.

(7) - Lettre au Chanoine Collin du 25 janvier 1921 citée, AFW III 34, et C.XI, 16 janvier.

(8) - C.XI, 26 mai 1921.

(9) - C.XI, 26 octobre 1921. " Ils ne viennent pas aux réunions du groupe, n'ont pas de discipline et n'ont, c'est triste à dire, que le souci d'assurer leur situation électorale." Wendel étant intervenu deux fois au groupe a obtenu ... qu'il décide de voter contre par 80 voix contre 2 et 4 abstentions, mais 90 membres sont absents et l'Entente fait bientôt volte-face.

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1

(10) - "Fortement travaillés par moi, qui avais vaincu les hésitations de Guy, presque tous les députés d'Alsace Lorraine ont voté marcredi /26/ contre le gouvernement" (C.XI, 28 octobre 1921). Mais Guy vient dire à Nalèche, au lendemain du scrutin "combien il regrette/é/ son vote qui lui /a/ été arraché par François..." (E.N.-P.L., 28 oct. 1921). Il y aura d'autres désaccords entre les deux cousins.

(11) - C.XI, 22 janvier 1921. "L'affaire est d'ailleurs sans importance".

(12) - C.XI, 24 juin 1921.

(13) - Lettre à Louis Marin, 27 octobre 1921, pour tirer les conclusions du scrutin de confiance, AFW II 3.

(14) - Première rencontre le 24 septembre 1916, chez Loucheur à Louveciennes (C.VII).

(15) - C.XI, 1er avril 1921.

(16) - E.H.-P.L., 13-14 août 1921.

(17) - E.N.-P.L., 25 juillet 1920. Nalèche clôt. en ces termes le compte-rendu des propos de Wendel : "Loucheur n'a pas constitué de parti, il a des gens qui lui sont soumis. Il n'y a qu'à voir lorsqu'il parle, il est applaudi par un certain nombre de gens que l'on sent à (j'allais dire à sa solde, mais il ne s'est pas servi de cette expression) sa dévotion. Dans le scrutin d'il y a trois jours, il n'avait que 50 voix en dehors des socialistes..."

(18) - C.XI, 20 juillet 1920.

(19) - On peut comparer utilement avec son attitude lorsqu'il reçoit Nalèche; il n'est jamais prolixe, mais sûrement beaucoup moins secret et prudent (E.N.-P.L., 18 juillet 1922).

11e PARTIE - Chap. II, Sect. 1

(20) - Information donnée par Pinot à Wendel, C.XI, 25 décembre 1921. L'intermédiaire est Peycelon, factotum de Briand. Les Houillères, de leur côté, auraient consenti 200.000 francs. "Marin a raison", écrit Wendel, "lorsqu'il dit que le gouvernement n'a pas besoin de fonds secrets budgétaires. Il sait s'en procurer autrement..."

IIe PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE II

Notes

(1) - Il faut consulter surtout ici, pour la documentation publique, le plaidoyer pro domo de Pinot cité, Le Comité des Forges au service de la Nation, qui date de 1919, en particulier le chapitre I "Ce qu'est le Comité des Forges" (extrait cité p. 2) et l'ouvrage de M. Brelet, La Crise de la Métallurgie, la politique économique et sociale du Comité des Forges (1925), livre pondéré dont l'auteur a souvent procédé par interviews de personnalités diverses.

(2) - En 1914, on évaluait à 1.150 millions l'ensemble des capitaux représentés par le Comité (Brelet, p. 99). On n'a pas de chiffres pour 1919.

(3) - Brelet, p. 101.

(4) - L'Opinion, 22 décembre 1922, cité par Brelet, p. 101.

(5) - Pinot, après avoir échoué à Polytechnique a été reçu en 1883 à l'Ecole des Mines, mais la mort de son père l'a obligé à renoncer à sa scolarité (André François-Poncet, La Vie et l'Oeuvre de Robert Pinot, op. cit. p. 11).

(6) - Note du 24 juin 1920, P.A.M. 7.246.

(7) - Tout critique qu'il soit souvent pour Pinot, Cavallier note en 1922, quand surviennent les difficultés qu'on dira plus loin : "Si M. Pinot venait à quitter le Comité des Forges, il serait intéressant de l'avoir avec soi, j'entends dans des Conseils. Evidemment il est un peu encombrant. Mais le jour où il serait dans un Conseil dont le siège est à Nancy ou Pont-à-Mousson, cela ne serait pas très gênant. A ce moment-là on pourrait l'inciter peut-être à devenir député, car il pourrait certainement jouer un rôle et devenir rapidement ministre. " Sur quoi Cavallier prépare sans délai son terrain : à tout hasard : "J'écris à Pinot, à propos d'un article de Lancre, de Saint-Dizier (...) Chaque fois que je le vois il se plaint qu'on ne se rend pas compte de ce qu'il fait. On ne lui fait jamais de compliments, etc... etc... J'essaie de lui faire plaisir en lui rendant justice d'ailleurs " (Note "très

.../...

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2

confidentielle" à Marcel Paul, 3-4 mars 1922, P.A.M. 7246). Et dans les mois suivants, Cavallier continue d'adresser régulièrement à Pinot, dans cette ligne, des lettres de félicitations et d'encouragement...

(8) - J'ai utilisé aussi, pour la personnalité de Pinot, des souvenirs de Pierre Waline (Interview, 30 mars 1972).

(9) - C.XIV, 24 février 1926 (longues réflexions en forme d'oraison funèbre. "Profondément honnête, il était naturellement porté contre la fripouille, et c'est un honneur à lui rendre de dire que, d'une manière générale, les fripouilles le détestaient cordialement").

(10) - Ibid.

(11) - C.VII, 14 mars 1916.

(12) - Interprétation confirmée par André François-Poncet, interview, 14 avril 1972. Dès le 14 mars 1916, Wendel écrivait, au moment des premières attaques de presse contre le Comité des Forges : "Pinot paye un peu sa manie de vouloir se mettre partout en avant et se donner toujours l'air d'avoir tout fait (...) Il a cependant rendu des services à la Défense Nationale et s'il ne s'est pas révélé un organisateur très remarquable, du moins a-t-il su grouper, stimuler les industriels, déclarer possible ce que d'autres auraient volontiers déclaré impossible. Il a, avec Renault, été pour beaucoup dans l'improvisation de l'obus explosif 75, de la fabrication des fusils, etc... Il n'est pas douteux que ce qu'il a fait aurait pu être fait avec plus de méthode et beaucoup mieux, mais il est permis de se demander qui en aurait pris l'initiative s'il n'avait pas été là. Ce ne sont pas MM. Schneider et l'on peut ajouter sans mentir que leur concours, s'il avait été offert, aurait été plus cher..." (C.VII). On retrouve, naturellement très voilée, cette critique fondamentale dans le discours prononcé le 20 juillet 1927, rue de Madrid, à l'occasion de l'inauguration du buste de Pinot, dû à Léon Drivier : "Peut-être /l'histoire/ se demandera-t-elle si l'effort de concentration qui était fourni ici ne favorisait pas l'ingérence de l'Etat. Peut-être se demandera-t-elle si, en particulier, en matière sociale où l'action provoque des réactions, il ne valait pas mieux laisser, dans certains cas, en présence le patron et l'ouvrier plutôt que de créer, vis-à-vis des forces ouvrières de plus en plus groupées, une centralisation patronale constituant une cible plus vulnérable..." (AFW I 1)

Ile PARTIE - Chap. II, Sect. 2

(13) - C.XIV, 24 février 1926.

(14) - Cavalier, Compte-rendu de la séance de la Commission de Direction du 22 mars 1918, P.A.M. 7246.

(15) - E.N.-P.L., 1er juillet 1922. Quand Pinot intervient, "généralement il ne s'agit guère des intérêts du pays, mais de ceux de la métallurgie (voir Lisses)".

(16) - Sur la personnalité de Bernard-Frécy, un portrait charge dans Georges Valois, L'Homme contre l'Argent, Souvenirs de dix ans, 1918-1928, Paris, 1928, notamment pp. 85-86.

(17) - E.N.-P.L., 7 juillet 1922. Et encore cette remarque similaire à propos d'une démarche de Pinot auprès de Poincaré, jugée malencontreuse par Nalèche en 1923 : "Voilà encore quelque chose qui retombera sur le nez de mon pauvre François qui n'y est pour rien mais qui se trouve engagé par cette espèce de Pinot, qui déjà a valu à son Président de bien belles campagnes des aboyeurs. C'était déjà pour quelque chose comme cela et l'expérience n'a pas servi" (Ibid. 15 avril 1923).

(18) - Interview Pierre Waline citée.

(19) - E.N.-P.L., 1er juillet 1922. Nalèche ne s'est pas aperçu tout de suite de la présence de Pinot dans la maison - celui-ci est chez le chef de cabinet - mais seulement quand Dior s'absente un instant pour aller l'y voir.

(20) - Note d'Emile Henry, secrétaire général de Pont-à-Mousson, pour Camille Cavalier, 30 janvier 1918, qui prend comme exemple la Chambre syndicale des Constructeurs de Matériel de Chemin de Fer. "Tout le travail est préparé par M. Pinot et ses bureaux, et c'est sur Pinot que repose toute la vigilance et toute l'activité de la Chambre..." D'autre part, les membres du Conseil de Direction de la Chambre, "qui ne peuvent pas s'occuper des détails, qui n'ont pas le temps, arrivent à tout laisser sur les bras de M. Pinot qui (...) adapte à ses conceptions personnelles les libertés qu'on lui laisse. Tout cela est un peu déplorable, un peu pénible..." (P.A.M. 7246). Cf. aussi, du même, ces remarques ultérieures : " Cet excellent M. Pinot est toujours le même. Il fait fonctionner la Commission /des cotisations/ par correspon-

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2

dance. C'est une trouvaille. De cette façon, les gens diront ce qu'ils voudront, il n'en fera qu'à sa tête" (Note pour Cavalier, 4 mars 1920, P.A.M., ibid.)

(21) - C.XI, 76 juin 1921.

(22) - "On a l'impression que les Wendel lancent un peu Jean Mercier sur le Comité des Forges. Est-ce pour en faire le successeur de Pinot ? Est-ce simplement pour mettre la main sur les successeurs, Desportes et autres? je n'en sais rien. Mais certainement il y aura dans un avenir pas très éloigné des orages rue de Madrid". (Note Cavalier "très confidentielle" pour Marcel Paul, 3-4 mars 1922, P.A.M. 7246).

(23) - Wendel à Robert Pinot, 1er mai 1922. Il lui reproche son manque d'égards à propos d'un incident mineur. On trouve aussi dans cette lettre ces lignes très caractéristiques : "J'ai été un peu étonné (...) d'apprendre par hasard 1° que M. Lambert Ribot faisait une collecte parmi nos adhérents dans le but que vous savez; 2° que, non content d'aller à Gènes, ce dont vous m'aviez informé, vous y aviez emmené plusieurs rédacteurs du Bulletin d'Information . Cela a valu à M. Barthou une observation de M. Lloyd George qui lui a reproché d'être accompagné de sept Rakowsky au petit pied. Cette observation, je tiens à vous le dire tout de suite, ne m'a pas beaucoup ému. Mais il n'en est pas moins vrai que, dans les milieux parlementaires, et même au Quai d'Orsay, certains ont trouvé que le Comité des Forges se mêlait de ce qui ne le regardait pas. Ce n'est peut-être pas votre avis, et je ne dis pas que ce soit le mien, mais, si à un moment donné le Comité des Forges est l'objet de certaines attaques, ma double situation de Parlementaire et de Président du Comité des Forges m'obligera - je le sais par expérience - d'y répondre, et j'ai le droit de dire que j'aurais, à un double titre, pu être consulté sur ce que l'on entendait faire" (AFW III 34 (2)). Cf. aussi C.XII, 8 mai 1922.

(24) - Il s'agit de la nomination de Théodore Laurent au Conseil des Hohenlohe Werke de Silésie, après que Pinot a laissé Wendel proposer publiquement un autre nom (Nanteuil). Wendel écrit une "lettre pointue" à Pinot (26 juillet) - toutefois un peu adoucie par Humbert (Lettre de François à son frère, envoyant un premier projet, 25 juillet, AFW III, 34).

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. II (Notes)

(25) - C.XII, 29 juillet 1922.

(26) - Déposition de Robert Pinot à la Commission d'Enquête Renaudel de 1924 sur les fonds électoraux, 11 juin 1925, P.V. officiel, p. 175.

(27) - "La politique du Comité des Forges", disait en 1923 un de ses anciens membres, "a toujours consisté à mettre ensemble le renard et les poulets". Et il ajoutait : "Je vous laisse deviner si ce sont les poulets qui ont mangé le renard ou si c'est le renard qui a mangé les poulets" : cité par Brelet, p. 101, qui précise que, dans un cas pourtant, les poulets ont quitté le poulailler : c'est celui du syndicat des mécaniciens, chaudronniers et fondeurs de France de Jules Niclausse, à l'origine de la grande campagne contre le Comité des Forges.

(28) - F.W. à Robert Pinot, 14 août 1923, AFW III, 34. Quelques jours plus tard, il lui écrit ces lignes très caractéristiques : "Je ne sais (...) si l'Angleterre et l'Allemagne ont des politiques métallurgiques. J'avoue que j'en doute un peu. Il est certain que la France n'en a pas et que si certains établissements - ou certains groupes d'établissements - ont une politique dictée tantôt par l'intérêt, tantôt par le sentiment, leurs politiques s'opposent le plus souvent au lieu de concorder.

Un Syndicat comme le Stahlwerksverband, ou un trust comme le trust américain, peut arriver à imposer une politique commune : une Chambre syndicale comme le Comité des Forges ne le peut pas. Tout ce qu'il peut faire c'est d'intervenir dans des questions de législation sociale ou fiscale ou dans des questions de protection douanière. Il ne peut, faute d'être mêlé à la vie commerciale des Sociétés, influencer sur l'orientation générale de leur développement.

Il n'y a pas eu et j'estime qu'il ne pouvait pas y avoir de politique métallurgique en France depuis l'armistice, du moment que les différentes Sociétés ne réunissaient pas leurs efforts. Il n'a pu y avoir qu'une politique charbonnière, dictée par le Gouvernement, dont les établissements se sont arrangés comme ils ont pu, en vivant au jour le jour et avec les inconvénients que vous savez.

Je l'ai dit devant les Ministres il y a deux ans au Comité des Forges : "La France aura la Métallurgie de sa politique". Cela est

.../...

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

encore vrai aujourd'hui et s'il est certain qu'une politique tendant à lui assurer les ressources en combustible pourrait être considérée comme la politique de la Métallurgie, ce n'est pas celle pratiquée jusqu'à ce jour dont le résultat a été immédiatement contraire". (Ibid., 30 août 1923).

(29) - L'expression est dans une note de 1918, P.A.M. 19.056 (à propos d'une éventuelle entente Wendel-Schneider... aux dépens des autres).

(30) - Camille Cavallier à Pinot, 24 juillet 1921, P.A.M. 7.246.

(31) - Note de Cavallier à Marcel Paul, 4 décembre 1921, P.A.M. 7.246.

(32) - C.XI, 19 octobre 1921. C'est le soir du jour où il a fêté la rosette de Pinot. Il aura la même velléité en mai 1924 (C.XIII, 19 mai) annonçant même son intention à Millerand et le nom de Léon-Lévy comme possible successeur. Ensuite il ne paraîtra plus y songer jusqu'à la fin.

(33) - Pour une analyse chiffrée de la crise, Jacques Bariéty, "Le Rôle de la kinette...", p. 271.

(34) - C.XI, 22 juillet 1921.

(35) - Cavallier à Pinot, 16 septembre 1921, P.A.M. 7.246. Cavallier est d'ordinaire très sévère quant à la façon dont se tiennent les séances de la Commission de Direction du Comité des Forges ("C'est le bafouillage, l'incohérence et le désaccord", 21 juillet 1921, ibid. "On discute indéfiniment; tout le monde parle à la fois comme d'habitude..." 16 mars 1922).

(36) - Protestation du président du Comité des Forges de la Loire, Claudinon, à Wendel, reproduite au P.V. C.D.C.F., 21 octobre 1920, pp.2-4. Les usines du Centre font valoir en outre que leurs aciéries Martin consomment très peu de coke par définition, à la différence des aciéries de Lorraine, qu'il est donc fort injuste pour elles qu'on ait abaissé le prix du coke, comme on l'a fait récemment et non celui du charbon non

.../...

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

cokéfiabie. Dans son C.R. de la séance, Cavallier observe que sa plus grande partie a été consacrée au litige (P.A.M. 7.246). Wendel l'évoque dans une lettre à Robert Pinot du 9 octobre 1920, où il admet que le "régime des charbons met la Loire et en général les aciéries Martin du Centre dans une situation défavorable" - mais qui essaie de démontrer qu'en revanche "la situation actuelle du marché des mitrailles - que l'on achète environ 200 F. moins cher que la fonte alors qu'avant la guerre la fonte et les chutes se vendaient au même prix - crée un état tout à fait favorable aux fours Martin" (AFW III 34) : argument qui proviennent d'une note établie pour François par Humbert, le 7, où ce dernier marque bien qu'il faudra céder sur l'essentiel, mais tâcher de sauver quelques bribes du privilège (AHW).

(37) - C.XI, 22 octobre 1920.

(38) - Note Marcel Paul, datée 9-10 décembre 1920, P.A.M. 19.056, dossier Wendel.

(39) - C.XI, 29 novembre 1920.

(40) - Compte-rendu de 1920-21 de l'Association des Maîtres de Forges de Lorraine, cité par Brelet, p. 138.

(41) - Cf. P.V. C.D.C.F., séance du 21 octobre citée, p. 4, où la seule observation de Humbert concerne la Sarre (François qui préside restant par force dans le vague).

(42) - Brelet, p. 138, P.V. C.D.C.F. du 16 décembre 1920, pp. 4-6, et C.XI, 22 décembre, où François commente ainsi l'action efficace de son "frater" : "C'est un rude joueur. Peut-être perd-il parfois un peu trop de vue l'intérêt - je ne dis pas corporatif, je n'y suis pas sensible - mais l'intérêt général, mais il est certain que lorsqu'il s'agit - non pas de ses intérêts, il est très désintéressé - mais de ceux de la Maison, il les défend avec une adresse et une continuité de vue remarquables".

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(43) - C.XI, 26 juillet 1921 "Loucheur continue à bien marcher et semble jouer notre jeu pour les cokes allemands..."

(44) - P.V. C.D.C.F., 17 juillet 1921. Prime de consolation pour les cokeries française : le ministre des Travaux publics recherchera "le moyen d'assurer aux cokeries françaises une prime permettant de ramener le prix du coke français au prix du coke allemand", et pour les concurrents : "A la demande des usines du Centre, il a été entendu que la question du charbon pour les aciéries Martin ferait l'objet d'une étude spéciale et que les solutions trouvées seraient appliquées à la même date..." On accorde finalement aux fours Martin du Centre, mais seulement à partir du 1er octobre, une détaxe sur le charbon correspondant à 30 F. par tonne de lingot d'acier Martin (P.V. C.D.C.F., 20 octobre 1921, p. 4), chiffre ramené à 15 francs à partir de janvier 1922, (*Ibid.* 19 janvier 1922, p. 8).

(45) - Sur le mauvais accueil fait par une partie des modérés aux négociations de Londres en général, cf. cette anecdote rapportée par Malèche que lui a racontée Pierre de Lacretelle. "Sauerwein, l'homme du Matin, revenait dans le train présidentiel, et pénétrant dans le compartiment réservé de Briand et de Loucheur, il les interpelle dès son entrée par ces mots dits mi-raillleurs, mi-sérieux : "Eh bien ! Messieurs, qu'avez-vous à dire pour votre défense ?" Les deux ministres éclatèrent de rire. "Il est toujours impayable, ce Sauerwein". et on affecta la plaisanterie. Mais le mot était lugubre et résumait la situation" (A.N.-P.L., 23 décembre 1921.)

(46) - Cf. Weill-Raynal, T.II, p. 101, note 1. "Il y a lieu d'observer", ajoute-t-il, "1°. que cette clause était basée sur le principe même adopté dans l'accord de Wiesbaden du 6 octobre 1921 et considéré comme équitable que le prix des fournitures allemandes doit être celui que peut obtenir un client français sur son marché national" (Le principe peut-être, mais la pratique touchait plus les industriels concernés...) "2°. Qu'elle garantissait la France contre l'éventualité d'une hausse considérable du prix intérieur allemand" : cette hausse, dans la conjoncture paraissait devoir retarder sur la baisse du mark...

(47) - Le texte, bien conforme, en est à AE Z 39-10, "Réparations financières", vol. 470, p. 171.

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(48) - E.N.-P.L., 6 janvier 1922. Nalèche avait entendu, dans un dîner, trois jours plus tôt, une conversation technique entre Le Trocquer et le ministre belge Theunis - tout en avouant n'y avoir rien compris... (*Ibid.* 3 janvier). Autre bruit malveillant : " Dans les conversations avec les Boches (...), tout converge du côté des affaires L/oucheur/. La Thomson, comme je te l'ai dit, est devenue l'unique représentant de l'Allgemeine, et la Thomson, ce serait /Loucheur/. Tu vois d'ici ce qu'il pourrait gagner. Il en serait de même pour les charbons" (6 janvier).

(49) - Texte de la note avec corrections manuscrites à AFW I 5, C.XII, 5 janvier et le numéro des Débats, daté du 7. Nalèche confirme : "Si tu as lu notre filet de ce soir, il est certain que nous devons ravager les parterres de L/oucheur/ et des Houillères (...) Le filet nous a été demandé par les W. et évidemment le Comité des Forges. Comme L/oucheur/ ne nous a jamais fait part de son projet, nous n'avons donc pas à le connaître..."

(50) - "Comité des Forges croit devoir vous signaler danger que présente pour l'industrie française le règlement du prix du charbon livré par l'Allemagne à la France, en vertu du traité de paix. En aucun cas conditions du traité ne doivent être modifiées. Si impôt nouveau était établi par gouvernement allemand, il devrait frapper indistinctement charbon livré aux consommateurs et celui consommé par propriétaires des mines, notamment par usines métallurgiques possédant des charbonnages. Cet impôt devrait être payé directement par les Charbonnages eux-mêmes et être perçu sur la totalité de leurs extractions brutes. Le Comité des Forges estime devoir vous prévenir gravité situation" (P.V. C.D.C.F., 19 janvier 1922, p. 7, et Brelet p. 134).

(51) - "Le Président a reçu votre télégramme. Vos appréhensions reposent certainement sur renseignements inexacts : n'ayez aucune crainte" (P.V. C.D.D.F., 19 janvier p. 7). Réponse immédiate, également télégraphique, pour prendre acte : "Vous remercions votre assurance prix charbon pas augmenté et ne saurait l'être que par un impôt d'Empire frappant également mines-usines. Signé Pinot". Wendel commente : "Nous avons pu constater qu'au même moment on négociait dans des conditions telles que Le Trocquer (nous avons le télégramme rue de Madrid) télégraphiait à son personnel de revenir plutôt que de rien signer..." Le Comité avait montré son télégramme pour Briand à Le Trocquer avant

.../...

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

de l'envoyer, et ce dernier avait paru "en opposition nette avec Loucheur et le Président".

(52) - C.R. de cette même séance de la C.D. C.F. du 19 janvier dicté par Cavallier : "C'est un peu de l'histoire passée, mais enfin M. Pinot rend compte des échanges de télégrammes entre Cannes et Paris (...), prétend que l'on avait raison de craindre et que malgré les dénégations de M. Loucheur, on était menacé réellement d'une restriction des quantités et surtout d'un relèvement des prix" (P.A.M. 7.246).

(53) - Weill -Raynal, T.II, p. 101, note 1.

(54) - On relève pourtant avec intérêt l'analyse que Camille Cavallier fait deux mois plus tard et qui met l'accent, en ces termes, sur l'influence de l'épisode dans la politique générale : "En rapprochant (...) ce que M. Loucheur a dit à Lyon, /attaquant la métallurgie qui s'endormait sur un "mol oreiller"/de certaines dépêches envoyées à Cannes par M. Pinot, quelques jours avant la démission Briand et enfin en tenant compte de ce que j'ai lu hier dans un journal (...) sur l'intervention du Comité des Forges dans la démission du ministère, on arrive à conclure que M. Pinot a probablement agi sur M. Millerand lors de la Conférence de Cannes et que cette intervention n'a pas été étrangère à la démission Briand. Loucheur ne doit pas pardonner au Comité des Forges cette intervention et de là peut-être le point de départ de sa mauvaise humeur s'exhalant à Lyon (...) tout cela finit par s'enchaîner" (Note pour Marcel Paul, 3/4 mars 1922, P.A.M. 7246).

(55) - AE Z 698 7 E (Haute Silésie, Participations françaises, mines privées allemandes) Note du 2 février 1921, vol. 216, p. 14, et note du Colonel Weyl, négociateur avec les Allemands pour le compte de Laurent, 21 décembre 1920, Papiers Millerand AE vol. 57, pp. 50-54.

(56) - "Il veut montrer qu'il est capable de faire de la grande politique économique en Allemagne" C.XI, 20 décembre 1920. Tout le dossier des Affaires étrangères confirme le rôle prééminent de Charles Laurent (AE Z 698 7 cde, vol. 212-213-214, Pologne, Haute Silésie, Participations françaises 1920-1923).

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(57) - Lettre manuscrite de Laurent à Berthelot, 25 octobre 1920 (AE Ibid. pp. 1-4). La mission Haguenin en Allemagne signale, dès le 9 août, que le prince de Hohenlohe Ochringer souhaite intéresser des capitaux français dans ses différentes entreprises industrielles de Haute-Silésie (AE Z 47-3, vol. 539, p. 56).

(58) - Commentaires très favorables de Jacques Seydoux, sous-directeur des Relations commerciales, 5 novembre 1920 (AE Z 698 7, vol. 150, pp. 14-16); et surtout note du même pour Vignon, secrétaire général adjoint de la Présidence de la République, 1er décembre 1920 : "L'affaire est extrêmement intéressante, et il est surtout urgent d'agir vite. Les différents intéressés doivent se rencontrer demain jeudi à 6 heures du soir, chez M. François-Marsal / ministre des Finances /. Certains d'entre eux se montrent hésitants en raison de la crise actuelle qui semble les frapper beaucoup moralement. Il serait tout-à-fait nécessaire d'indiquer l'intérêt puissant qui s'attache à l'affaire, intérêt politique autant qu'économique" (Papiers Millerand AE vol. 57 p. 26).

(59) - Note du 2 février 1921 citée.

(60) - La note de Darcy à Millerand est du 6 décembre. Peyerimhoff a vu le Président de la République le 4 (Papiers Millerand, AE, vol. 57 p. 27).

(61) - Note de 16 pages dactyl. avec lettre de Darcy datée du 14 déc. La note s'achève ainsi :

" - D'où la métallurgie française pourrait-elle recevoir du charbon à bon marché ? D'Allemagne.

- En dehors du Traité de paix, dont l'action ne sera qu'éphémère, la métallurgie a-t-elle un moyen d'obliger l'Allemagne à lui livrer du charbon à bas prix ? On dit oui; elle tient l'Allemagne par le minerai de fer lorrain. C'est faux. Les Allemagne peut parfaitement se passer du minerai lorrain; tandis que la France est obligée d'exporter son minerai pour en maintenir l'extraction à des prix de revient possibles.

- Il faut donc aboutir à une entente avec l'Allemagne. La Géographie

.../...

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

a d'ailleurs inscrit dans le sol même la nécessité de cette entente. La formule d'avenir, celle qui nous rendra maîtres du marché mondial est celle d'une métallurgie lorraine-westphalienne.

- Les métallurgistes et propriétaires des houillères du bassin rhéno-westphalien dominés par Hugo Stinnes paraissent peu enclin à pareille entente.

- En revanche les propriétaires des houillères de Silésie font des avances.

- Si la Métallurgie française lie partie avec les Silésiens, elle pourra de la sorte agir sur les rhéno-westphaliens et les amener à composition.

- A condition que le gouvernement français l'approuve, la manoeuvre paraît devoir être tentée".

(62) - Industriels présents, outre Wendel et l'Ambassadeur Charles Laurent, Dreux, Pralon, Théodore Laurent, Léon-Lévy, Fournier (du Creusot), Nicou (de Micheville), Reille, Pinot. Une liste qui est aux Papiers Millerand ne comprend pas Nicou et Reille mais ajoute Louis Mercier et Griolet, tous deux membres de la Commission de direction du Comité des Forges : peut-être remplacés au dernier moment. Camille Cavallier qui sort d'une crise cardiaque a dû s'excuser (lettre C.C. à Théodore Laurent, 13 décembre, P.A.M., Copies de lettres, vol. 38, et Correspondance C.C. avec Pinot, 11 et 14 décembre, P.A.M. 7246). A noter que le groupe en voie de formation comprend, outre Houillères et Forges, l'Union européenne, la Banque de Paris et la B.U.P.

(63) - Cf. Favez, le Reich devant l'Occupation française de la Ruhr en 1923, Genève, 1969, p. 44.

(64) - Darcy à Millerand, Lettre manuscrite, 14 décembre 1920 (Papiers Millerand BN).

(65) - "Vous demandez (...) comme condition de votre concours l'assurance que mon département estime que la réalisation de cette affaire est désirable et que j'en approuve les modalités (...) Je suis persuadé que les tractations dont il s'agit ne seront pas sans profit pour l'industrie française : elles me paraissent en tout cas nécessaires pour l'empêcher d'être exclue de toute une série d'affaires des plus importantes au point de vue de la situation politique et économique de la France" (Georges Leygues à Darcy, 31 déc. 1920, AE Z 698 7c, vol. 212, p. 52).

IIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(66) - 355 millions de marks, soit environ 3 millions de francs 1921 (AE, Z 698-7c, Note de la Direction Europe du 15 décembre 1923).

(67) - C.XI, 20 décembre 1920.

(68) - Charles Laurent à Berthelot, Lettre manuscrite du 25 octobre citée, AE Z 698-7e.

(69) - Ces derniers propos sont tenus, six mois plus tard, en juillet 1921, à Nalèche : "F. de W. estime que l'envoi de bataillons en Silésie est une chose stupide. Car les Allemands peuvent, s'ils le veulent, avoir là-bas 2 ou 300.000 hommes et ce que nous enverrons ne servirait pas à grand'chose, etc..." (E.N.-P.L., 21 juillet 1921).

(70) - " On s'est séparé en disant qu'on allait voir ce que l'on pouvait faire puisque l'intérêt national était en jeu..."

(71) - On s'en plaint au Quai d'Orsay, note du 15 décembre 1923 (AE Z 698-7c, vol. 212, p. 311). Mais à plusieurs reprises en 1921, c'est le ministère lui-même qui a freiné les négociations (cf. aussi les documents rassemblés au dossier "Haute Silésie" dans les Papiers Millerand AE, vol. 57.

(72) - Commentaires ultérieurs de Wendel : "Si j'ai ou plutôt si la Maison a souscrit aux Hohenlohe Werke, c'est bien à notre corps défendant et sous la pression même de M. Millerand qui voulait faire étayer sa politique là-bas..." C.XII, 28 septembre 1922. Une note de la direction Europe, 3 ans plus tard (13 décembre 1923) affirme : "M. Millerand a eu l'occasion de réunir à la fin de 1920 les principaux intéressés, mais il ne ressort pas du dossier qu'il y ait eu une pression faite sur ces derniers pour obtenir leur concours technique et financier". C'est refaire l'histoire après coup (AE Z 698-7c, vol. 212, p. 313).

(73) - J'ai connu trop tard pour pouvoir les utiliser les deux intéressants articles de Georges Soutou qui traitent l'affaire en détail : "Le Politique économique de la France en Pologne (1920-1924)", Revue historique, n° 509, janv.-mars 1974, pp. 84-116 et surtout "Les Mines de Silésie et la rivalité franco-allemande 1920-1923, Arme économique ou bonne affaire ?", Relations internationales, n° 1, mai 1974. Ils rejoignent dans l'ensemble l'analyse brève présentée ici.

IIe PARTIE - Chap. III, Section 1Notes

(1) - Cf. échange de lettres Le Trocquer-Wendel, 21 janvier 1922, Wendel-Le Trocquer, 2 février 1922, et Le Trocquer-Wendel, 6 février (P.V. C.D.C.F., 16 février, pp. 6-9).

(2) - "On m'a bombardé président, ce qui ne m'enchanté pas. Cette organisation m'a bien valu 20 séances dans 3 mois ! C'est à se demander ce que feraient nos chers confrères français s'ils ne nous avaient pas, Humbert plus encore que moi, pour monter leurs organisations..." (C.XII, 17 mars 1922).

(3) - M. Brelet, op. cit., p. 168, qui précise, non sans bons motifs : "Sans doute, au-dessus de toutes ces oppositions et de tous ces conflits, dans lesquels chaque partie fait appel à toutes les ressources de sa puissance financière et politique, se dresse une ploutocratie qui, par une intégration poussée à l'extrême, possède des intérêts dans tous les groupements opposés, mais les membres de cette ploutocratie, d'ailleurs peu nombreuse, se liguent et se combattent tour à tour et n'exercent sur le milieu économique qu'une tyrannie anarchique..."

(4) - P.V. C.D.C.F., 18 mai 1922, pp. 9-10, et surtout 15 juin 1922, pp. 3 à 5, et C.XII, 22 mai 1922 : "Réunion, dans le cabinet de Dior, des frères ennemis de la métallurgie. Pinot a été aigre et il est visible que, pour bien faire, il faudrait qu'Humbert et moi prenions la tête du mouvement. Mais nous en avons assez d'être toujours sur la brèche..." Cf. aussi Brelet, op. cit. pp. 113-126.

(5) - C.XII, 12 septembre et 5 octobre 1922. Deux notes de protestation à Le Trocquer, et lettre de Wendel au même, 15 septembre 1922, AFW III 34.

(6) - Wendel jugeait la rupture inévitable : "Poussé par Pinot (qui ne sera peut-être pas autrement flatté de voir son jeu dérangé par son Président), le ministre des Travaux publics se proposait en effet de menacer la Chiers de lui retirer son coke allemand si elle persistait à rester hors du Comptoir. J'ai assez facilement convaincu, je crois, mon interlocuteur de l'impossibilité d'exercer une pression semblable vis-à-vis d'une usine française et encore moins d'une usine belge. Je suis, pour ma part, bien décidé - et je l'ai dit - à ne pas accepter la paternité de cette suggestion dangereuse et inélégante. Reste à savoir

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

ce que diront mes vice-présidents qui, à l'exception de Dreux, n'étaient pas opposés à l'idée de Pinot..." C.XII, 11 décembre 1922.

(7) - C.XII, 12 janvier 1922. Wendel ajoute toutefois : "Il n'en est pas moins vrai que c'est gros de laisser M. Lloyd George et tous les plénipotentiaires étrangers à Cannes sans qu'ils aient à qui parler et que, si l'on devait en arriver là, il aurait mieux valu remercier M. Briand il y a deux mois ! Millerand fera bien de reformer un ministère sans tarder".

(8) - Cf. au 31 décembre 1921 : "J'ai de plus en plus pris position contre le ministère ces derniers temps et m'appête à continuer".

(9) - C.XI, 1er décembre 1921. "Tardieu ne croit pas pouvoir éviter un cabinet Poincaré et n'y voit pas les mêmes inconvénients que moi". Et Nalèche montre aussi Wendel le 2 décembre "très nettement hostile" à cette éventualité. "En revanche, il trouverait parfait que ce fût Barthou qui prit la présidence. Malgré tout, avec les autres députés, il estime qu'il faudrait faire aboutir le budget". E.N.-P.L., 3 déc.

(10) - E.N.-P.L., 25 décembre 1921.

(11) - Les Finances vont pourtant à Charles de Lasteyrie, de l'Entente. Les autres ministres du groupe sont Raiberti à la Marine, et Dior qui reste au Commerce.

(12) - Articles réunis dans Histoire politique, Chronique de quinzaine, T.II à IV, Paris, 1921 et 1922.

(13) - Albert Thomas n'est pas de cet avis et approuve la venue de Poincaré pour des raisons exactement inverses. On relève dans la correspondance de Nalèche, à la date du 17 octobre 1921, le récit de l'intéressante conversation suivante : " Il y a quelques jours (...) je lui demandais (...) ce qu'il pensait de la situation ministérielle. Il convenait qu'elle était mauvaise mais que lui appelait de ses voeux (et c'était chez lui un vieux vice) Poincaré. "Oh oh !", lui dis-je. "Ne craignez-vous pas qu'après tous ces articles où il faisait blanc

.../...

Ile PARTIE - Chap. III, Sect. 1

de son épée, il pourrait y avoir du grabuge ?" Thomas me regarda de ses petits yeux malins et souriants et me dit : "Vous savez bien comme moi que Poincaré a la terreur des responsabilités et je suis sûr qu'une fois au pouvoir, il sera l'homme des accommodements et que tout s'arrangera fort bien..." (E.N.-P.L.). A court terme, Wendel paraît avoir raison plutôt que Thomas, mais au-delà ?

(14) - "Je n'ai pas une sympathie exagérée pour le personnage, mais je reconnais volontiers qu'étant donné la gravité des circonstances, un homme de tout premier plan s'imposait, un homme connu à la fois au dedans et au-dehors. Clemenceau était hors de cause, Barthou très discuté, Péret pas de taille. Poincaré était tout désigné. Reste à savoir s'il sera l'homme de ses articles ! (...) J'estime (...) qu'il faut lui faire crédit et sacrifier nos préférences en matière de politique intérieure si Poincaré se montre ferme vis-à-vis de l'étranger - amis et ennemis" C.XII, janvier 1922.

(15) - L'Oeuvre du 13 décembre 1922 dénonce la conspiration Tardieu-Mandel qui serait soutenue "par M. de Wendel pour la métallurgie et M. de la Rochefoucauld pour l'Eglise..." C'est la suite d'un déjeuner au cercle de l'Union où ces deux derniers ont rencontré Arago et une dizaine de collègues "très catholiques" (C.XII, 12 décembre 1922).

(16) - "Ces messieurs /Mandel et Tardieu/ (...) ne font de la politique que contre tel ou tel, et pas un ne s'inquiète du pays (...). Et dire que F. de W. est en plein là-dedans !" (E.N.-P.L., 3 juin 1923). Nalèche décrit longuement (6 et 7 juin) les efforts de Xavier de la Rochefoucauld (et du "brave" Joachim Murat) et il écrit enfin qu'à droite, "on commence à dérailler sérieusement tout comme au début du 16 mai, au début du Boulangisme et au début de l'Affaire Dreyfus" - citant pour le blâmer son collaborateur Fernand de Brinon "qui ne voit plus que par Mandel" et rejoint par là malheureusement "les idées de nos amis de W."

(17) - Caractéristique la scène violente qui oppose Poincaré, au banc des ministres, le 8 février 1924, à Désiré Ferry et Warren, (Procès-verbal par Ferry, 9 février, LM 229), parce qu'on lui aurait rapporté que les quatre députés de Meurthe-et-Moselle feraient sournoisement

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

campagne contre lui. Poincaré affirme : "En Meurthe-et-Moselle, je le sais, vous vous tenez tous (...) J'irai faire campagne contre vous". Poincaré menace même Ferry d'un duel ! Il faut beaucoup de dénégations pour le calmer.

(18) - Première lettre de protestation Pinot à Le Trocquer, 24 janvier 1922, et réponse du ministre, 7 février, P.V. CD.C.F., 16 février, pp. 9 à 12. Cf. aussi au même moment un intéressant échange de lettres entre Cavallier et Pinot au même sujet. A Cavallier qui demande : "Où va le coke que l'Allemagne ne nous livre pas ?" (26 janvier), Pinot répond qu'il n'en sait rien : "Les agents que nous avons à Essen ne parviennent pas à prendre en défaut toutes les précautions prises par les métallurgistes allemands afin de cacher ce qui se passe chez eux. Ils sont toujours accompagnés quand ils vont sur les cokeries où ils ont à faire". Résultat : "Les chiffres montrent que, par rapport à 1913, les disponibilités de coke/westphalien/ ont diminué de 17 % et que par contre les attributions faites aux hauts fourneaux allemands ont augmenté de 16 %, tandis que le contingent des hauts fourneaux lorrains et luxembourgeois a diminué de 53 %..." (3 février, P.A.M. 7246). Cf. aussi Weill-Raynal, T. II, pp. 276-279, qui montre que le déficit moyen des livraisons effectuées par rapport aux commandes de la Commission est de 17,2 %.

(19) - E.N.-P.L., 18-19 juillet 1922, dîner aux Débats en l'honneur de Pierre de Nolhac. Nalèche s'entend pour faire parler son monde : "J'ai mis tout un cercle aux prises sur la question des réparations. J'avais réuni dans un coin de la salle François de W., Celier, Liesse, Heurteau, Chaumeix et Schefer. La lutte fut assez chaude, c'est ce que je désirais car je désirais voir sortir les points de vue Comité des Forges et Liesse n'a pas manqué d'attaquer vigoureusement le protectionnisme de ces messieurs. Je dois dire que W. a eu d'excellentes réponses..."

(20) - E.N.-P.L., 29 juin 1922. "Voilà du pain sur la planche pour nous". La fin brusquée de la session ne permet pas finalement au débat d'avoir lieu.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(21) - Wendel affirme deux ans plus tard qu'en procédant de la sorte et en empêchant "certains orateurs, dont / il / étai/t /, de discuter les soi-disant avantages des réparations en nature", Poincaré a beaucoup contribué à fausser l'opinion à cet égard"... "Celle-ci", ajoute Wendel, "se figure que seuls des intérêts industriels égoïstes s'opposent à ce moyen de paiement, alors que ce sont les intérêts des ouvriers et du pays lui-même qui sont en jeu" (Wendel à Dreux, maître de forges, "patron" de Longwy, 29 août 1924, AFW III 34 (4)).

(22) - P.V. C.D.C.F., 20 juillet 1922, p. 7.

(23) - C.XII, 17, 20 et 22 juillet.

(24) - Pour les détails et l'importance de l'accord dans le mécanisme de l'inflation du mark, délibérément entretenue par l'industrie allemande, cf. Weill-Raynal, T. II, pp. 291-296.

(25) - Il rend visite à Le Trocquer, le 27 octobre, pour protester et le mettre en garde (C.XII) "Barthou / nouveau président de la Commission des Réparations / est à Berlin et les Allemands vont s'efforcer de le circonvenir en faisant miroiter les avantages (?) du contrat Lubersac-Stinnes et essayer de faire annuler les décisions prises en juillet."

(26) - P.V. C.D.C.F., 19 octobre 1922, p. 9.

(27) - Cf. pour des détails les Mémoires de Reynaud, T. I Venu de ma Montagne.

(28) - Cf. son interview à Alfred de Tarde, in A. de Tarde et R. de Jouvenel, La Politique d'Aujourd'hui, Enquête parmi les Groupements et les Partis, 1923, pp. 140-142. "Que nous reste-t-il ? La participation à la richesse allemande". Mais il ne croit pas à "l'efficacité des mesures d'Etat, des décisions gouvernementales telles que les prévoit (...) le projet Reynaud"... mais à des ententes professionnelles.

11e PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(29) - C.R. aux Papiers Millerand BN, 13 pages dactyl. Première prise de contact Pinot-Goetz, le 18 mars.

(30) - Jacques Bariéty ("Le Rôle de la Minette..." p. 274) paraît déduire des archives allemandes - il cite le C.R. d'une réunion de sidérurgistes du 27 avril - que l'initiative des contacts - s'il s'agit bien des mêmes - viendrait du Comité des Forges : ce qui contredit les documents utilisés ici. Il est vrai que chaque camp aime à se présenter comme sollicité - et que cela obscurcit les choses.

(31) - C.R. cité, papiers Millerand BN.

(32) - C.XII, 30 mars 1922.

(33) - Petit Bleu, fin septembre. Article d'un nommé Destrets qui affirme même que les Wendel aurait reçu Guillaume II à Hayange avant la guerre !

(34) - J.O. Débats de la Chambre, séance du 11 janvier 1923, p. 18, col. 1 et 2. "Le Président du Conseil. ...Les Allemands veulent faire leurs affaires et ne veulent pas nous payer (applaudissements) (...) Avant la réunion du 2 janvier, le gouvernement allemand m'a fait demander par les voies les plus officielles si je serais disposé à recevoir moi-même, dans le courant de décembre, M. Stinnes et M. Silverberg.

Je me suis enquis de l'objet de leur démarche, et il m'a été répondu qu'ils désireraient m'entretenir d'accords à passer avec des industriels français, en vue d'échanger du coke et du minerai (...)

L'Allemagne est prête à nous vendre son coke si, en retour, nous lui livrons du minerai. Mais, quant à nous remettre du coke et du charbon, au titre des réparations de nos dommages, non, non, jamais ! Elle estime qu'elle ne nous doit rien.

M. Barthe. Qu'en pense le Comité des forges ? (Mouvements divers)

M. le Président du Conseil. Je vous ferais remarquer, précisément, que le Comité des Forges aurait intérêt à entrer dans la voie que l'on essaie de lui ouvrir et que cette voie, nous la lui avons fermée.

M. Barthe. Vous, mais pas lui ! (Mouvements divers).

M. le Président du Conseil. Je vous demande pardon : lui aussi se l'est fermée.

M. François de Wendel. On n'a pas eu à fermer la porte. (Mouvements divers)

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

De son côté, la presse allemande dément que Stinnes et Silverberg aient demandé eux-mêmes une entrevue et explique que Poincaré essaye de rabaisser, pour dissimuler ses responsabilités, à une offre d'affaires privées des contacts exploratoires tentés auparavant, au niveau politique, par le Chancelier Wirth (Deutsche Allgemeine Zeitung, 13 janv. et Berliner Boersen Courrier, même date, cités par le B.Q.P.E., n° 2254, 17 janvier).

La vérité est ici entre les deux. En fait, le 7 décembre, l'ambassadeur Mayer s'était enquis auprès des autorités françaises, à titre confidentiel, de l'attitude qu'aurait le gouvernement français devant "une suggestion du gouvernement allemand consistant à envoyer des industriels allemands /outre Silverberg et Stinnes, Peter Klückner/ pour traiter la question du charbon et toutes les questions économiques annexes" (C.R. Entrevue Mayer-Peretti della Rocca, 7 déc. 1922, Papiers Millerand AE "Réparations", vol. 24, p. 230). Mais on observe qu'en même temps Stinnes et Silverberg cherchent, par l'intermédiaire de Mayrisch, à voir Schneider, qui en avise Poincaré et observe, en l'occurrence, la même prudence que Wendel (Ibid, note du 15 déc. 1922, pp. 257-258).

(35) - Les Cahiers du Comte Kessler, op. cit. pp. 173-174 (Paris, 5 janvier 1923).

(36) - Dépêche du 12 septembre 1922, Auswärtiges Amt, Geheimakten, 33-2, Politische Beziehungen Frankr. Deutschland, p. E 429906-10. Dans un autre rapport, daté du 24 octobre, Mayer écrit, en termes voisins, que le Sénateur (sic.) François de Wendel est "encore partisan de l'occupation de la Ruhr" (A.A. W. Reparationen..., band 6, cité par Jacques Marchal, Les Accords de Wiesbaden, op. cit. p. 178).

(37) - Wendel à Louis Marin, 2 août 1922, (AFW III 34)

(38) - Barrès n'est pas cité dans les Cahiers en 1922. Wendel note pourtant, au moment de sa mort : "C'est une perte nationale. On pouvait le trouver plus ou moins sympathique, mais on ne saurait nier qu'il jouait un rôle utile dans le pays. Il faudrait que Marin reprenne sa place pour défendre l'idée rhénane..." (C.XII, 6 décembre 1923).

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(39) - Entrevue avec le général P. /Fénelon ?/, 1er juillet 1922 (E.N.-P.L., même date). "Sur les deux notes qu'il m'a remises, il y en a une qui pue son Marsal à plein nez. Je suis convaincu que c'est ce dernier qui l'a faite et qui a prié le général de me la remettre. Mais je reste très peu convaincu". François-Marsal vient de faire une tournée dans la Ruhr (8 juillet).

(40) - E.N.-P.L., 8 juillet. La page mérite d'être citée longuement, montrant bien en quels termes clairs on a posé la question à l'époque : "On m'a fait toucher du doigt aujourd'hui la faiblesse de l'argumentation de /François-Marsal/ (...) Jamais on ne fera avaler par les neutres l'occupation de /la Ruhr/. Ils crieront aussitôt à l'impérialisme. Pour eux, ce sera quelque chose de nouveau dans nos prétentions. Ils auront l'intuition exacte qu'une fois la Ruhr occupée, notre idée sera d'y rester éternellement. Aussi n'y resterons-nous pas et on nous obligera à en partir dans le plus bref délai. La situation deviendrait pour nous pire qu'avant, Car nous perdriions même la situation privilégiée que nous avons en ce moment. Secondo il ne faut pas croire que si nous entrons dans la Ruhr, il n'y aurait aucun bouleversement commercial. Ce bouleversement serait fatal. Il n'y a qu'à examiner ce qui se passe dans la Sarre. C'est un changement complet. On envoie à Lyon, à Saint-Etienne et dans toute autre direction ce qui autrefois prenait des chemins tout différents. Il en serait de même dans la Ruhr et on entendrait la Hollande pousser des mugissements et tous les pays qui sont en relation avec le bassin.

Pour la personne très au courant qui me parle de cela, il n'y a qu'une chose comme sanction, c'est l'occupation définitive de la Rive gauche. Il n'est pas indifférent pour un budget de s'adjoindre 7 à 8 millions de contribuables et quels contribuables ! Si l'on prenait cette rive gauche, on pourrait passer condamnation sur les paiements. Aucun pays étranger ne bougerait et l'Angleterre elle-même en ferait son deuil. On s'étonne même en Allemagne que, devant l'assassinat de Rathenau, la chute du mark, ce ne soit pas déjà fait. Les Allemands conservateurs sont comme tous les bons conservateurs assez près de leurs pièces, et ils verraient dans l'occupation définitive la fusion du mark et du franc et cela les aiderait à supporter la peine patriotique qu'ils éprouveraient dans le changement de drapeau..."

Cette personne "très au courant" pourrait-elle être Wendel ? C'est peu probable, car on voit mal quelle crainte aurait poussé Nalèche à ne pas donner son nom - comme il le fait à un autre propos, quelques jours plus tard.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(41) - Wendel à Louis Marin, 2 août 1922 - lettre citée. Allusion probable à la Mme Bastien de l'Affaire Dreyfus.

(42) - Wendel à Louis Marin, 4 août 1922 (AFW III 34).

(43) - Wendel à Louis Marin, 2 août 1922.

(44) - Cf. une note de Le Dieu de Ville, collaborateur de Wendel, rédigée sur ses instructions dans l'été 1923 (AFW II 2).

(45) - Pour l'ensemble de l'analyse, C.XI, 22 décembre 1921, C.XII, 24 juin, 12 et 18 juillet 1922, et 18 août 1922 ("Le seul paiement possible est l'annexion de la Rive gauche").

(46) - Inauguration du Monument commémoratif de la bataille de Gorcy où le fils de Foch était tombé, C.XII, 22 août 1922. "A la fin du déjeuner (...), le Maréchal est venu me parler de la Ruhr. Il n'a pas l'air très désireux d'y entrer, mais on lui a mis dans la tête que, du fait du charbon, l'opération était moins coûteuse que celle de Francfort. J'ai combattu cette idée et soutenu que, dans les deux opérations, il ne fallait voir que l'opération politique. Le Maréchal m'a paru assez dégoûté des politiciens. Il voit en Poincaré l'homme ayant la vue la plus claire de la situation, mais en même temps un homme peu capable d'agir".

(47) - Télégramme d'Adolf Muller, en poste à Berne, 10 décembre 1922. Il est vrai que le même informateur annonce la démission de Poincaré "avant la fin de l'année ou au plus tard en mars" faute qu'il puisse imposer l'occupation ! (Auswärtiges Amt, Geheimakten, 33-2, Politische Beziehungen Frank. Deutschland, 1921-23, p. 501058-59).

(48) - C.XI, 22 décembre 1921. "J'ai marqué que, si je n'étais pas fondé à poser des questions au Président de la République, j'avais le droit d'être plus exigeant vis-à-vis du président du Conseil. Sans étaler sa politique à la tribune, il devrait tout au moins en laisser percevoir les directives. Or il semble qu'il n'en ait pas, ou s'il en a qu'elle sont en opposition avec nos idées. D'où mon opposition et sa

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

chute probable, car la majorité pense au fond comme moi (...) Millerand m'a laissé parler, pour ainsi dire, sans mot dire. Il n'a desserré les dents qu'à une allusion faite à son expédition de Francfort. Les renseignements que je lui ai donnés sur la Rhénanie (...) ont cependant paru l'intéresser."

(49) - C.XII, 22 décembre 1922. "Il m'a mieux reçu que l'an dernier, mais n'a pas été beaucoup plus bavard. Aucune observation sur mon exposé de politique extérieure. En revanche critique brève mais assez nette de la politique de Poincaré à l'intérieur. L'homme a évidemment compris que la politique d'avant guerre était une chose et la politique d'après-guerre une autre. Poincaré, - tout académicien qu'il est - est resté Monsieur Homais".

(50) - Visite de Nalèche et Chaumeix à Millerand, E.N.-P.L., 18 juillet 1922. Millerand leur dit : "Il faut absolument que nous fassions un acte, car je sens très bien que les moratoires se succédant, il pourrait se produire dans le pays un fléchissement moral et ceci serait bien plus grave que le fait d'être payé ou de ne pas l'être... De mon côté je pousse à ce que nous fassions un acte". Nalèche lui parle de la Rive gauche comme peut-être préférable à la Ruhr : "Immédiatement il me dit : "Oui, certainement, comme nous sommes là, nous pourrions peut-être établir un mode de perception, un contrôle, enfin mettre la main sur certaines administrations et là aussi prendre les garanties que l'on aurait cherchées dans la Ruhr". J'ajoutai que le fait de l'occupation par nous de ces provinces ne permettait pas aux alliés, aux neutres, de clabauder partout sur l'impérialisme français et notre esprit de conquête, ce qui ne manquerait pas de se produire si nous poussions en avant, d'autant que Millerand avait sursauté quand je lui avais parlé d'un accord avec les magnats qu'il prétend impossible.

Nous avons passé un à un tous les arguments (...) pour et contre dans les deux hypothèses, mais j'ai l'impression que c'est pour le moment du côté Rive gauche que l'on cherche (E.N.-P.L., 18 juill. 1922).

(51) - Jean-Claude Favez, op. cit. p. 45 : ses analyses sont pour le reste, comme on verra, très nuancées.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(52) - Noulens à Loucheur, 27 août 1922, cité dans Louis Loucheur, op. cit. (J. de Maunay), pp. 109-110.

(53) - Cf. Favez, op. cit. p. 45 : "Profondément méfiant envers les tractations de la haute finance, /Poincaré/ incarne bien davantage les préoccupations nationalistes et mercantiles de la petite bourgeoisie dont il est issu et dont il pratique, depuis toujours, la politique..."

(54) - Conférence des ministres intéressés dans le bureau de Poincaré, 24 décembre 1922, Papiers Millerand AE, "Réparations," vol. 24, p. 310.

(55) - C.XII, 24 juin 1922, et l'évocation ultérieure et indirecte de l'entretien par Malèche : "F. de W. avait longuement causé avec le président du Conseil pour lui montrer que nous avions tout intérêt à laisser la Ruhr de côté et à organiser la Rhénanie de façon pratique, ce qui n'empêchera pas l'Ere Nouvelle et autres radicaux socialistes de faire de F. de W. le bouc émissaire" (E.N.-P.L., 15 avril 1923).

(56) - C.XII, 12 juillet 1922. "J'ai (...) rendu compte de ce que m'a dit Pastor la semaine passée. On se demande à Cologne ce que nous attendons pour marquer d'un geste que nous resterons sur la Rive gauche du Rhin. L'assassinat de Rathenau, la dégringolade du mark qui exclut toute chance de réparation sont des motifs suffisants pour agir. Poincaré a répondu qu'il était d'accord sur l'opportunité mais qu'il fallait faire déclarer par la Commission des Réparations qu'il y avait matière à "sanctions". J'ai, en terminant, insisté pour que l'on ne donne pas satisfaction aux Allemands qui réclament une nouvelle diminution de charbon à fournir aux Alliés. Poincaré s'est dit d'accord".

(57) - C.XII, 17-19 septembre. "C'est un formidable échec pour Lloyd George qui avait joué la carte grecque, et il est évident qu'en France cela provoque la joie générale..."

(58) - C.XII, 5 octobre 1922.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

(59) - Lettre de Camille Cavallier à Alexandre Millerand, de Nancy, 9 décembre 1922, et minute de la réponse de Millerand, 11 décembre. Cavallier adresse le récit d'une conversation en Sarre entre un industriel français (assurément Cavallier lui-même) et un grand banquier de Cologne. Le premier parle d'une occupation de la Ruhr, accompagnée de l'envoi d'une commission de contrôle des finances allemandes à Berlin. Le second commence par se récrier, puis finit par admettre : "Je ne puis pas vous démentir". A en croire Cavallier, les Allemands paraissent résignés à être violés. On parle des événements à attendre d'ici mars. Le banquier X... finit par murmurer avec une apparente résignation : "Deutschland wird kastriert sein" (Papiers Millerand BN). Cavallier a envoyé le même récit dès le 6 décembre à Albert Lebrun (P.A.M. 19061). Dans sa thèse pour Oxford (St. Anthony's College), intitulée "Camille Cavallier and Pont-à-Mousson : an Industrialist of the Third Republic" 1972, 455 p. dactyl. fondée sur les archives de Pont-à-Mousson, Carol H. Kent étudie et confirme cette position très dure de Cavallier dans l'affaire de la Ruhr (p. 325). Cf. tout le dossier P.A.M. 7360, "Occupation de la Ruhr".

(60) - Schneider a songé en septembre-octobre 1921 à accepter une proposition de rencontre à Wiesbaden, faite par Stinnes, par l'intermédiaire de Silverberg - mais il se dérobe finalement (Jacques Bariéty "Le Rôle de la minette..." p. 276).

(61) - Cf. les explications de Poincaré à la Chambre le 11 janvier : "Depuis quelques mois (...) nos usines métallurgiques sont en grande partie reconstruites, mais le prodigieux effort qui a été accompli reste vain, parce qu'il nous est impossible de donner à ces usines une alimentation normale en coke. En marche régulière la capacité de production de nos hauts fourneaux représente 10 millions de tonnes. Dans ces derniers temps, cette production s'est tenue entre 50 et 55 % de ce chiffre". M. Léon Blum. "Ce n'est pas par manque de coke." Le Président du Conseil. "Je vous demande pardon. Il a fallu éteindre des hauts fourneaux en Lorraine, faute de coke" (S.C., Débats de la Chambre, séance du 11 janvier 1923, p. 18, col. 2).

(62) - Jean de Pange, Journal, T. II, 2 février 1932 (p. 90). Visite à Léon Blum, 126 bd du Montparnasse. Blum ajoutait d'ailleurs qu'il n'arrivait pas à discerner lui-même les causes qui décidèrent Poincaré à l'opération : "Il avait commencé par y être hostile. Éprouva-t-il le

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1

besoin de faire quelque chose après avoir rejeté le plan Bonar Law ? Fut-il sensible aux excitations de Mussolini ? (...) Tirard non plus n'y poussait pas. Peut-être les généraux. Mais il faut dire que Poincaré fut approuvé par toute la Chambre, même par Herriot, qui, jusqu'à la fin de 1923, vota pour lui. Les ovations qui l'accueillirent se transformèrent en huées contre Léon Blum, qu'on eut volontiers lapidé..."

IIe PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE III

Notes (1) - Cf. rapport du Préfet de Meurthe-et-Moselle, 19 mai 1923, analysant l'attitude de la presse locale et de l'opinion, AMM I M 603.

(2) - C.XII, 31 janvier 1923. Wendel est aimablement reçu. "Poincaré m'a dit qu'il remerciait beaucoup les métallurgistes de leur patriotisme dans la circonstance, compliment qu'il ferait mieux d'adresser en public ! "

(3) - Un signe : il trouve son frère Humbert trop pusillanime lorsqu'il veut, le 23 janvier, réduire l'allure des hauts fourneaux, de manière à pouvoir tenir deux mois avec les stocks. Wendel s'attend à voir reparaître le coke allemand d'ici à 15 jours, et il est tout à fait détrompé. Mais le 3 février, il juge encore qu'Humbert a tort de travailler à faire venir du coke tchécoslovaque par l'Autriche, ce qui "sera lent et cher" : "Je persiste à penser que le coke de la Ruhr commencera à revenir avant que l'autre ne soit arrivé".

(4) - C.XII, 5 janvier 1923.

(5) - C.XII, 16 janvier 1923.

(6) - C.XII, 29 janvier 1923. Une entrevue avec le Trocquer, le 12 janvier, sur une question qui touche de près à la Maison a ajouté têt au sentiment de Wendel quant à l'incompétence des ministres : "Je lui ai proposé de faire exporter à Hayange le coke d'Hamm,"- mine Wendel - "ce qui peut se faire sans bourse délier tout en ajoutant que les quantités ainsi livrées pourraient être déduites de notre quantum à la SCOF. Il m'a demandé le temps de la réflexion !... Alors que la seule question est de savoir si les Allemands nous laisseront expédier ! Le Trocquer est sympathique, mais je suis toujours surpris de son manque de technicité pour un homme de métier. Il n'avait, s'il avait compris la demande qu'à dire amen" !

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(7) - "On accuse les magnats allemands d'être la cause de ce qui arrive en Allemagne, et ceux-ci répondent que c'est pour plaire aux magnats français..." Note Cavallier sur la séance du Comité directeur de la SCOF, 30 janvier 1923, P.A.M. 7360. Cavallier précise que Wendel dit ne se rappeler plus dans quelles circonstances Poincaré aurait plaidé contre le Comité des Forges.

Le surlendemain, 1er février, Cavallier écrit à son ami Théodore Laurent : "Si nous étions consultés, tous les "magnats" de la métallurgie française, ceux d'entre nous qui auraient une opinion seraient certainement en désaccord complet entre eux. Je crois pourtant que le gouvernement aurait intérêt à prendre l'avis de gens de métier parmi ceux qui sont capables d'oublier leurs intérêts particuliers pour ne voir que ceux de la France..." (Ibid.). Cavallier s'efforce, de son côté, comme avant l'occupation, d'influencer Millerand dans le sens de l'inflexibilité (avant-projet de lettre - envoyée ? - s.d. /printemps 1923/, Ibid. "Il est indispensable que le sol sous lequel il y a du charbon cesse d'être allemand"). Il rêve "d'émasculer le terrible voisin" (lettre à Pinot, 14 juin 1923, P.A.M. 7246).

(8) - C.XII, 30 janvier 1923.

(9) - On trouve, en effet, une allusion à cet épisode dans les propos déjà cités de Léon Blum à Jean de Pange, le 2 février 1932. "M. Guillaume, du ministère des Travaux publics, ayant téléphoné à François de Wendel qu'on occupait la Ruhr et qu'il fallait préparer des parcs à coke, F.W. répondit qu'il n'en préparait pas et qu'il passait des marchés avec les industriels allemands..." (Journal, T.II, p. 90). Seule la 2ème remarque paraît déformée.

(10) - "Le Président du Conseil (...) a estimé qu'il n'avait pas à rechercher les avis de l'industrie. Dans nos usines - qui se sont trouvées inopinément en présence d'une situation critique - on a tout d'abord pu concevoir quelque regret de ne pas avoir été mis à même de prendre des mesures de prévoyance; mais les chefs d'industrie doivent reconnaître aujourd'hui que les événements ont justifié la réserve du gouvernement; car si on les a soupçonnés d'avoir exercé une influence sur ses conseils, alors qu'ils n'en connaissaient que ce dont toute la France était informée, que n'eut-on pas dit si, par des conférences préalables, ils avaient été spécialement initiés à notre programme d'action ?" (Discours à la Chambre de Commerce de Metz devant Millerand et Poincaré, 2 juin 1923, les Débats, 3 juin). Même protestation

.../...

Ile PARTIE - Chap. III, Sect. 2

développée dès le 28 janvier dans une note de synthèse élaborée par Humbert (AHW 72). Ludwig Zimmermann (op. cit., p. 117) attribue probablement une importance excessive à la création, fin janvier, au ministère des Travaux publics, d'une "commission des spécialistes industriels chargés de l'étude des débouchés économiques", où sont nommés Humbert de Wendel, Léon-Lévy, Pralon, Dreux, Pinot et quelques représentants des industries chimiques et mécaniques. On ne voit pas que cette Commission ait eu un rôle notable. Zimmermann souligne cependant plus loin la distance que le gouvernement garde à l'égard d'industriels accusés par lui de ne pas comprendre les données du problème politique (p. 148).

(11) - Du 15 janvier au 15 mars en Moselle, le nombre des fourneaux à feu est passé de 40 à 13 (Humbert de Wendel, discours cité, 2 juin 1923).

(12) - Wendel a l'occasion de présenter ses objections à ce propos, sans être guère écouté, en "Conseil de guerre" au Quai d'Orsay, le 5 février (devant Poincaré, Maginot, Reibel, Le Trocquer, Foch, Weygand et Guillaume). La grève est complète à Petite Rosselle le 7 février.

(13) - C.XII, 7 mai 1923. "Dix millions sans compter les achats de charbon cher en Angleterre et ailleurs (total 15-16 millions)".

(14) - Au Conseil de Knutange, au confluent Wendel-Schneider, on annonce le 18 avril une perte de dix millions comme conséquence de l'entrée dans la Ruhr. Wendel : "Il y a des gens qui disent que l'on y est pour les beaux yeux des métallurgistes !" Il y a encore 3,4 millions de pertes au mois d'avril (C.XII, 20 juin).

(15) - C.XII, 15 février. Wendel croit d'abord à un déficit de 50 % mais précise ensuite "qu'il n'est pas aussi important".

(16) - Cf. La Bouilleries, op. cit. p. 24.

(17) - FW à Petit, 6 mars 1923. Lettre similaire à Lefebvre du Préy, 9 mars (AFW III 34).

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(18) - "A notre avis, c'est beaucoup plus à cause de cette rivalité dans les négociations particulières menées avec les capitalistes allemands qu'en raison de divergences profondes sur le caractère de l'occupation française dans la Ruhr que le conflit a éclaté. Notons toutefois que la démission de MM. Schneider qui représentent dans le Comité des Forges l'impérialisme intransigeant coïncide avec une évolution de la politique française vers une intransigeance atténuée (...) L'Homme qui rit devant les morts, camouflé depuis 4 mois, doit promptement déposer le glaive (...) Ainsi le veut l'intérêt bien entendu de la haute métallurgie française. Ainsi fera Poincaré, trop bon domestique - et d'âme trop chétive - pour résister aux ordres de ses maîtres". Jacques Sadoul, l'Humanité, 22 mai 1923 - et l'analyse qu'en donne Jacques Fiérain, op. cit., pp. 173-175.

(19) - Le Manchester Guardian, 7 juillet, l'Observer, 8 juillet. cités par le B.Q. du 9. Une réponse assez emberlificotée de Pinot dans le B.Q. du 12 (cf. Fiérain, pp. 176-177).

(20) - Cf. Jean-Claude Favez, qui écrit même par erreur (op. cit. p.159) en se fondant sur un document du Kommissar des Reichskanzlers für die Ruhrabwehr n° 18 (Archives centrales de Potsdam) et sur un article du Journal du Commerce du 9 mai, que François de Wendel remplace Eugène Schneider à la Présidence à ce moment-là.

(21) - Frankreichs Ruhr Politik, op. cit. p. 123, qui dit seulement que le manque de coke et les fermetures de hauts fourneaux subséquente "conduisent à une scission au Comité des Forges, dont Schneider se sépare".

(22) - Pour une biographie "officielle" de Eugène Schneider, cf. la Revue de la Métallurgie, mai 1943, pp. 156-160 (nécrologie), et pour une évocation moins "en pied" les souvenirs du duc de Brissac, son gendre, op. cit., passim (la dynastie va être déchirée dans les mois qui viennent par de violentes querelles de famille).

(23) - C.XII, 7 avril 1923.

(24) - FW à Eugène Schneider, 7 avril 1923, AFW III 34. Schneider avait dit saisir l'occasion du renouvellement de la Commission de direction. Mais la présidence d'honneur, rappelle Wendel, est "un titre non une fonction"; donc non renouvelable.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(25) - Entré dans la famille en 1924, le duc de Brissac se souvient, de son côté, avoir entendu dire que le motif de la démission était un désaccord avec Pinot (lettre à l'auteur du 11 mai 1973).

(26) - C.XII, 18 avril 1923. Même menace déjà esquissée dans la lettre du 7 avril.

(27) - Compte-rendu dicté par Cavallier, 19 avril, P.A.M. 7246. Le P.V. C.D.C.F. du même jour mentionne seulement, sans autre commentaire, une démarche personnelle mais vaine de Wendel auprès de Schneider pour tenter de le faire revenir sur sa décision (p. 2). Quant à Wendel lui-même, il note que la démission est "assez sévèrement jugée. J'ai souligné expressément les responsabilités que Schneider / assumerait au cas où le Comité des Forges viendrait à se dissoudre. J'ai fait immédiatement remplacer Aubrun par Dodelinger. Le poste de Jean Schneider restera provisoirement vacant" (C.XII, 20 avril).

(28) - Wendel est remplacé par son collaborateur Jean Mercier. "Je trouvais inutile qu'il y ait deux Wendel (Humbert et moi) au Conseil d'une société très exposée (...) J'ai fait part à Pralon de cette manière de voir, mais me suis contenté au surplus d'adresser aux autres administrateurs une lettre de démission banale" (C.XII, 18 juillet 1923).

(29) - Annoncée par exemple dans la Journée industrielle, 2 mai, et dans le Capital, nos des 1er et 2 mai 1923. (Cf. le dossier de presse - la presse financière - sur le Creusot, établi par l'Association des Porteurs français de valeurs mobilières, AN 65 AQ, K 210). Une lettre de Pralon à Humbert de Wendel reflète l'inquiétude de certains métallurgistes : "Quel renfort ne risque pas de donner /aux/ attaques /contre le Comité des Forges/ la publication de certaine démission dont l'auteur avait dit vouloir écarter toutes manifestations extérieures pouvant donner lieu à commentaires déplacés..." 3 mai, AHW 72.

(30) - C.XII, 3 mai 1923. "C'est assez piquant au moment où le petit-fils de Madame Asselin Chaponay, épouse une "fille de France" (Il s'agit d'un neveu de Eugène Schneider par sa mère).

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(31) - C.XII, 4 mai. A noter pourtant que le 3 mai, au déjeuner des Mécaniciens chaudronniers et fondeurs, les curiosités ayant été nombreuses ("qu'est-ce que cela signifie ? Qu'y a-t-il ?") Théodore Laurent interrogé dit que ni lui ni Wendel ne savent la raison profonde du retrait collectif des gens du Creusot (Note Henry Cavallier, 3 mai, P.A.H. 7246).

(32) - L'Usine, 5 mai 1923.

(33) - A noter que Cavallier écrivait à Lebrun, dès le 11 mars 1923, avant tout bruit de démission, "Y a-t-il un dissentiment au sujet de la question de la Ruhr entre Wendel et Schneider ? Je n'en sais rien mais j'ai peine à croire à un dissentiment aussi aigu sur cette question-là" (P.A.M. 7360).

(34) - C.XII, 4 mai. "Aubrun a beaucoup protesté du regret que l'on avait de me voir attaqué. On n'aurait rien contre moi, bien au contraire..."

(35) - Une pique entre Wendel et Schneider, au Conseil de Knutange, le 20 juin, à propos de la nomination d'un directeur, témoigne que "l'état d'esprit reste hostile".

(36) - Un signe : intrigué et quelque peu inquiet, Cavallier se demande s'il ne devrait pas lui aussi quitter la Commission de direction - ou même le Comité. Réponse de Marcel Paul, note du 16 avril : "Je serais assez tenté de dire oui" (P.A.M. 7246). On mesure le sérieux de l'ébranlement.

Cette note ultérieure de Cavallier, qui n'est pas limpide, paraît en revanche un peu enchaîné par rapport aux bruits qui courent : "Il y a eu quelques paroles prononcées l'autre jour par M. de Wendel, en présence de M. Ferrin / ? / qui ont fortement énervé M. Théodore Laurent. M. André Grandpierre les rappellera. C'est quand M. Th. L. a dit ceci à M. Bommelaer / du Comité des Forges de la Sarre / : "Si M. Cavallier acceptait de donner sa démission de la Commission de

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

de direction, je donnerais la mienne également sans hésiter". Il faut que la chose ait été assez importante et assez nette pour que M. Bommelaer, hier, à la réunion de la Sarre, ait fait allusion d'une façon très poussée à la situation précaire du Comité des Forges comme s'il était déjà démoli. J'ai trouvé qu'il allait un peu vite, et que la situation n'était pas ce qu'il croit" (Note C.C. 23 mai 1923, ibid.)

(37) - Note Morin pour Cavalier "rigoureusement personnelle" 5-6 juin 1923. La source est Bernard-Précy, de la Journée Industrielle - qui comme on sait n'aime pas les Wendel (P.A.M. 7246).

(38) - Favez, op. cit. p. 159.

(39) - Discours cité, dont le texte complet est reproduit dans les Débats du 3 juin 1923, p. 3.

(40) - Le 27 avril : principaux extraits dans le B.Q. du 3 mai, redonnés partiellement par Fierain, op. cit. p. 178.

(41) - L'Impartial de l'Est, 11 juin.

(42) - "Il est de tradition au Comité des Forges de ne pas publier les discours prononcés dans des réunions comme celle-ci", rappelle Wendel lui-même.

(43) - C'est Wendel qui souligne.

(44) - Discours dactylographié, 9 p. AFW I 1.

(45) - E.N.-P.L., 25 juin 1923. La source des renseignements de Nalèche sur l'Allemagne est assez curieuse; "un des grands amis" de François-Marsal, disant que celui-ci avait reçu du général Degoutte, commandant les troupes d'occupation, des documents provenant d'un cambriolage politique chez le représentant du pape dans la Ruhr. Ces papiers

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

prouveraient que l'Allemagne est à bout. - Sur l'interprétation erronée que Maroni donne alors à Nalèche de l'attitude de Wendel, voir plus bas.

(46) - C.XII, 25 mars 1923. Au même moment la Maison organise une "équipe d'enlèvement de coke dans la Ruhr", dans la ligne d'une initiative prise par Pont-à-Mousson.

(47) - C.XII, 7 mai 1923.

(48) - La Bouillérie, op. cit. p. 24.

(49) - Détails dans Bonnefous, T.III, pp. 372-376.

(50) - C.XII, 16 juin 1923. "Mandel et Tardieu (...) ont voté contre (...) J'estime qu'étant donné la situation extérieure, ils devraient momentanément se tenir tranquilles. Leurs attaques systématiques depuis deux mois leur ont fait beaucoup de tort. Poincaré leur vole peut-être leur politique : c'est le moment en n'en changeant pas de montrer qu'ils n'avaient pas que des ambitions. Les derniers articles de Tardieu permettraient d'en douter".

(51) - C.XII, 7 juillet 1923. Réunion aux Travaux publics chez Le Trocquer. "Le gouvernement veut rallumer des batteries de fours à coke dans la Ruhr et fait appel au concours des Forges, Houillères, et constructeurs de cokeries. J'ai promis le concours d'Hayange tout en faisant des réserves sur le principe. C'est peu intéressant..." Mais, un peu plus tard, Wendel refuse de prêter la main à l'exploitation directe d'un charbonnage, opération "dangereuse" et "absurde", et s'en explique auprès de Seydoux (C.XII, 22 ou 23 août) - ce dernier semblant bien être un des promoteurs de l'idée (cf. en particulier une note de Vignon pour Millerand, 4 mai 1923, Papiers Millerand, AE, "réparations", vol. 26, p. 43 : "Seydoux dit : le ton de la note allemande prouve que l'action française dans la Ruhr est insuffisante. Il faut exploiter.")

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(52) - P.V. C.D.C.F., 19 juillet, pp. 2-3. Un double est à AFW II 2.

(53) - Fierain, op. cit., p. 86. "Le Journal des Débats, comme il en a coutume, rejette toute idée d'exploitation du gage. L'exploitation reste un moyen politique destiné à rompre la résistance allemande" (à propos d'un article du 2 mars).

(54) - C.XII, 7 juillet 1923.

(55) - "Note pour mémoire" d'Humbert de Wendel sur un entretien avec Sergent, 26 juillet 1923 (AFW 72). Il ajoute qu'il serait très dangereux d'assurer à l'Angleterre une influence prépondérante dans le Consortium charbonnier, "toute la politique de l'Angleterre devant être de nous donner le moins de charbon allemand et cela au prix le plus cher".

(56) - "...Ce qui pouvait se justifier" précise-t-il, "lorsque la frontière était à Pont-à-Mousson, mais s'explique difficilement dans une combinaison qui implique à n'en pas douter pour être viable, la présence de nos troupes à Cologne.." ("Notes personnelles de M. F. de Wendel sur le travail de M. R. Pinot", 9 août 1923, 3 p. dactyl. AFW II 2).

(57) - D'après l'Humanité du 3 août 1923, l'ancienne société krupp a été dissoute et fractionnée en cinq sociétés. Le groupe Loucheur-de Wendel recevrait 25 % des actions des deux premières sociétés, tandis que Schneider "trop exigeant" se serait dérobé. Une société anglaise entrerait dans l'accord, qui serait suivi de la cessation de la résistance passive à Essen. Une extension de l'occupation serait envisagée pour mettre sous la protection des troupes françaises les biens des entreprises ayant signé l'accord. (Le lendemain le journal annonce un accord Schneider-Stinnes !). Cf. l'analyse de Fierain, op. cit., p. 185. Le 4 août, Wendel envoie une lettre de protestation au directeur de l'Humanité, "Vous avez été victime d'une mystification..." La lettre n'est pas publiée. Wendel réitère en vain le 13 août par huissier (AFW III, 34) et doit se contenter de l'hospitalité moins inattendue du B.Q. qui en donne le texte le 8 juillet, et reproduit le surlendemain un autre démenti publié par la Frankfurter Zeitung du 6 juillet.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(58) - Il s'agit d'un épisode assez étrange dont j'ai trouvé trace dans les archives allemandes (AA, Geheimakten, Politische Beziehungen Frankreich Deutschland 1921-23, bd, 33-2, pp.501080 à 501087). Le 26 janvier 1923, Paul Rohde, propriétaire des usines Döhle, "un des plus grosses affaires sidérurgiques d'Allemagne", avertit le Chancelier Cuno qu'un avocat de Cologne, Alfred Schmeltzer, vient de prendre contact avec lui en lui expliquant qu'un important consortium français souhaiterait acheter une grosse affaire dans l'industrie lourde allemande et serait prêt à y consacrer "un nombre indéterminé de millions". Un entretien entre Rohde et Schmeltzer, qui se tient dans le bureau du Geheimrat Ritter, fonctionnaire à la Wilhelmstrasse, révèle que le consortium en question est le groupe de Wendel, l'intermédiaire étant son représentant en Allemagne, Robert Pastor. Schmeltzer explique que le but essentiel des Wendel serait d'entrer dans le Roheisen Syndikat pour connaître sa politique de l'intérieur. L'accord éventuel serait conclu indirectement par le détour d'Orange-Nassau, l'achat étant d'abord effectué par Pastor. Rohde et Ritter, comme on pouvait s'en douter, donnent une réponse tout à fait dilatoire qui met fin à la tentative.

Aucune mention de cette affaire dans les archives des Wendel. Elle correspond si peu à leur politique du début 1923, son succès dans cette conjoncture paraît si invraisemblable, qu'on incline à penser qu'ils ont bien pu n'en rien savoir. Robert Pastor, dont Ritter écrit, d'après Schmeltzer, qu'il est "désireux d'accentuer son poids personnel dans l'industrie allemande", pourrait fort bien avoir pris sur lui de lancer ce ballon d'essai (l'avocat Schmeltzer ayant pu au demeurant, à son tour, faire les choses plus sérieuses qu'elles n'étaient). Ce qu'on verra de l'attitude de Pastor dans le chantage Koester en 1933 contribue à rendre vraisemblable l'hypothèse qu'on propose ici.

(59) - Note citée, 9 août, et C.XII, 7 juillet 1923: "Loucheur qui n'est pas au gouvernement approuve naturellement sans réserves. Reibel, tout en reconnaissant que j'avais raison, paraissait impressionné par les Anglais..."

(60) - Ce déjeuner - organisé à l'initiative de Marcel Knecht, secrétaire général du Matin - nous vaut ce portrait de Bunau-Varilla : "un homme de 67 ans, un tempérament, ce n'est pas douteux, assez vaniteux, infatué de sa puissance, ayant probablement plus de volonté que d'intelligence, mais poursuivant des buts souvent élevés avec une opiniâtreté singulière. Il joue actuellement sur l'équipe Millerand -

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

Poincaré, poursuit l'anéantissement, je crois, de l'Allemagne et veut rester indéfiniment dans la Ruhr. Il en conclut, ce qui prouve qu'il a de la logique, qu'il faut rester dans l'axe de la majorité actuelle et que le radicalisme n'est pas de saison". Bunau-Varilla deviendra ensuite, comme on verra, beaucoup plus accommodant envers l'Allemagne...

(61) - C.XII, 25 juillet 1923. Même son de cloche le 1^{er} septembre.

(62) - Lettre manuscrite à Humbert pour lui adresser le C.R. d'un entretien de Pralon avec Fighiera et son ministre Dior, 26 septembre 1923 (AHW 72).

(63) - Cf. Charles Reibel (ministre des Régions libérées), "Une grande occasion manquée, le premier drame de la Ruhr", Ecrits de Paris, mai 1949, pp. 24-31.

(64) - Il l'écrit à son frère le 28 septembre pour l'engager à ne pas trop "s'insurger" contre la procédure Fighiera. Ces désaccords internes donnent un puissant motif de ne pas insister pour être consultés officiellement et directement par le Président du Conseil (AHW 72).

(65) - C.XIII, 13 octobre et 30 novembre 1923. Wendel expose son plan de barrière vers l'Est le 18 octobre à Seydoux qui lui paraît "très intéressé" - mais est en réalité fort méfiant ! La citation est extraite de la note du Comité des Forges du 16 novembre citée ci-dessous, où il est précisé que, selon la solution Wendel, "les mines resteraient entre les mains de leurs propriétaires actuels, à l'exception des mines fiscales qui seraient cédées par le Reich à l'Etat français. Quant aux mines privées, le gouvernement français conserverait un droit d'expropriation, à titre de sanction, en cas de mauvaise volonté manifeste ou de fraude dans l'exécution des conditions imposées à l'industrie charbonnière allemande".

(66) - "Conversation avec Pinot auquel j'ai fait sentir ce qu'il y avait d'incorrect, sans parler d'autres inconvénients, à communiquer à des tiers comme Serruys, Perrier, etc... avant de me les avoir montrés, des travaux comme celui qu'il vient de faire sur les participations en Allemagne. Il était empoisonné..." (C.XII, 31 juillet).

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(67) - La lettre datée du 13 décembre est citée par Zimmermann, Frankreichs Ruhr Politik, op. cit., p. 250. A noter que Zimmermann n'a pas aperçu la divergence qui existe à ce moment-là entre Pinot et les Wendel - qu'il montre particulièrement favorables à l'achat de mines allemandes bien choisies, et en même temps particulièrement conciliants envers Poincaré (?) (p. 249).

(68) - Mécanisme expliqué à Pralon par Lucien Dior, ministre du Commerce le 21 septembre, d'après des informations de l'agent commercial français à Francfort (Note Pralon, AHW 72).

(69) - Sur ces débats, P.V. C.D.C.F., 18 octobre, pp. 5-6, ("Monsieur le Président reconnaît qu'il est très possible qu'on ne parvienne pas à dégager une opinion unanime qui puisse être présentée comme l'avis du Comité des Forges - mais il n'en résulterait pas pour cela que le Comité dût déclarer sa carence...") et séance spéciale du 29 octobre, pp. 1 à 4. Cf. aussi C.XII, 20 octobre, 29 octobre et 15 novembre 1923, P.V. de la réunion officieuse du Bureau du 20 octobre, lettre de FW au secrétaire Desportes pour préciser sa pensée, 28 octobre, P.V. C.D.C.F. du 29 octobre, compte-rendu Cavallier détaillé de la réunion du 29, P.A.M. 7246, et enfin note Pinot, datée du 5 novembre, présentant à Poincaré les deux solutions, corrigée de la main de Wendel, AFW II 2, et adoptée par la Commission de direction du 15 novembre (P.V. C.D.C.F. pp. 4 à 12). Le texte définitif, datée du 16 novembre, (17 p. dactyl.) est aux papiers Millerand, AE (Dossier "Allemagne" pp. 47-63) : la solution Wendel est dite Solution A, la solution Pinot, Solution B. Le 29 octobre, Pinot déclare que, si la France occupe indéfiniment la Ruhr, la solution Wendel est bonne; mais si l'Allemagne reconquiert son indépendance, il faut que nous possédions les houillères" (CR Cavallier).

(70) - Dans sa réponse à la note de Pinot, Poincaré, après avoir rendu hommage poliment à la métallurgie, "dont l'attitude au cours du conflit de la Ruhr nous a permis d'atteindre le résultat final que nous avions en vue", note "avec satisfaction" qu'elle est décidée à se rallier finalement "dans un intérêt national" à la solution, quelle qu'elle soit que choisira le gouvernement... (P.V. C.D.C.F., 20 décembre 1923, p. 3).

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(71) - Note Seydoux du 8 janvier 1924, "Attitude du Comité des Houillères", Papiers Millerand, AE, vol. 34, pp. 41-42 (et nouvelle note du 14 janvier, laissant percevoir une visible irritation à l'égard de Peyerimhoff, ibid. pp. 131-136).

(72) - Dans une note intitulée "Les Solutions industrielles du règlement franco-allemand" (Papiers Millerand, AE "Réparations", vol. 27, pp. 199-198).

(73) - Selon les termes du P.V. C.D.C.F., 10 janvier 1924. Au contraire les forges soutiennent "qu'une participation majoritaire est nécessaire si on veut assurer à la France la venue réelle de charbon et de coke dans des conditions de prix permettant l'exportation des surplus de la production métallurgique sur la consommation nationale". Cf. aussi note du 4 décembre de la Direction des Relations commerciales du Quai d'Orsay (Papiers Millerand AE, vol. 33, pp. 99-101).

(74) - Il s'agit de l'ingénieur Simon. Les premiers contacts seraient très encourageants. On prévoirait des cessions à 25 ou 30 % seulement (note réprobatrice de Seydoux, 18 décembre, ibid. vol. 33, pp. 212-214). Peyerimhoff se dit au contraire enchanté (note Vignon pour Millerand, 18 décembre p. 208). Arnold Rechberg, du côté allemand, pousse dans le même sens : visite à Seydoux, 18 décembre, ibid. pp. 215-218).

(75) - Note Seydoux, 10 décembre 1923, ibid., vol. 33, p. 135. "Il nous faut la propriété définitive des mines de la Sarre et la cession complète d'un certain nombre de mines de la Ruhr. Toute autre combinaison, quelque avantageuse qu'elle soit au point de vue financier sera moins favorable à l'intérêt national". A rapprocher des critiques de Marcel Paul contre les Houillères : "Les charbonniers sont toujours les mêmes. On voit que toute leur pensée, toute leur volonté sont tendues vers le but suivant : empêcher que la France aille chercher dans la Ruhr les 20 ou 25 millions de tonnes de charbon qui lui manquent. Entre autres énormités sorties par le Comité des Houillères, il y a notamment ceci : les houillères de la Ruhr sont actuellement dans un état de délabrement presque comparable à celui dans lequel se trouvaient les houillères du Nord et du Pas-de-Calais après la guerre. De deux choses l'une, ou cela est vrai, ou cela n'est pas vrai : si cela n'est pas vrai, on peut tirer de la Ruhr un tonnage intéressant, et si c'est vrai, comme la Ruhr n'a

.../...

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

pas été détruite systématiquement, on peut en conclure que les milliards versés aux houillères françaises comme dommages de guerre sont exagérés et scandaleux. Les charbonniers français ajoutent qu'il ne faut pas compter sur la Ruhr avant deux ou trois ans. Les charbonniers vont fort ! " (Marcel Paul à Cavallier, à propos de la dernière séance du Comité des Houillères, 28 septembre 1923, P.A.M. 7360).

(76) - Note Seydoux citée du 8 janvier 1924, "Attitude du Comité des Houillères", évoquant les visites de Darcy et de l'ingénieur Simon (qui a visiblement réglé son attitude sur celle du premier). Seydoux réitère son hostilité au système : "La solution de M. de Peyerimhoff n'en est pas une; elle n'en est une ni au point de vue des réparations, ni au point de vue du charbon. Elle n'a qu'un intérêt pour nous, qui est de faire participer les houillères françaises, comme elles l'ont fait en Haute-Silésie, à des affaires qui peuvent être très fructueuses". (Cf. aussi note du 14 janvier du même, ibid.).

(77) - Conversation de Seydoux avec le Conseiller diplomatique du Président de la République, Vignon qui la lui rapporte (note manuscrite, 8 janvier 1924, Papiers Millerand, AE, vol 34, "Réparations", p. 45).

(78) - Discours Paul Reynaud à la Chambre des Députés, 28 décembre 1923, J.O. Débats.

(79) - P.V. C.D.C.F., 10 janvier 1924, pp. 2 à 5.

(80) - Cf. ce qu'écrit Seydoux (ou son service) dans sa note du 4 déc. citée : "Pour ce qui est des "opérations d'avances", d'achats d'actions qui n'ont rien à voir avec des accords entre industriels : nous ne pouvons pas les empêcher, nous devons, au contraire, les favoriser, dans la mesure où le ministère des Finances jugera possible d'autoriser l'exportation des capitaux. Mais nous devons continuer d'interdire tous accords entre industriels qui préjugeraient de la question des réparations, c'est-à-dire toutes organisations de cartels, marchés de minerais contre du coke à longue échéance, etc... Ces négociations entre industriels ne pourront avoir lieu que lorsque le cadre de la négociation générale réparations aura été établie..."

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(81) - E.N.-P.L., lettre citée, 25 juin. Nalèche avait évoqué les propos de Maroni dans un article du dimanche 17 juin, cherchant à montrer qu'on pouvait arriver à certains règlements financiers, et "s'était fait rembarrer". Peut-être a-t-il rapporté les critiques de Wendel à son chroniqueur. Celui-ci aura d'autres occasions, comme on verra, de s'opposer à Wendel. Il faut dire que Nalèche est pour Maroni un interlocuteur facile à convaincre, tant il est toujours rebelle, l'avouant ingénument, à toute explication un peu technique. Il note, quand Wendel critique Maroni : "Ici je n'ai plus du tout compris le raisonnement de François. Il m'a paru que la grande industrie ne voulait rien accepter du tout..."

(82) Note Seydoux du 4 décembre citée.

(83) - Note Vignon pour Millerand sur une conversation avec Seydoux, 30 novembre 1923, Papiers Millerand AE, Dossier "Allemagne", vol. 14, p. 81.

(84) - Cf. les propos qu'il tient à Lasteyrie, ministre des Finances, le 3 octobre 1923 : "Je me suis plaint de l'hostilité imméritée de son ministère à l'égard de la métallurgie. Je lui ai montré combien c'est elle qui aurait le droit de se plaindre depuis le début de l'année, fait ressortir ce qu'avaient fait Belges et Allemands pour leurs industries, souligné les gaffes commises, etc... J'ai marqué que si le Comité des Forges n'avait pas été présidé par un homme politique peu soucieux de compliquer les affaires du gouvernement, s'il avait eu à sa tête un industriel uniquement, - ce qui est souvent le cas - préoccupé de son industrie, le gouvernement n'aurait pu observer une pareille attitude..." (C.XII).

(85) - Weill-Raynal, T.II, p. 464, et/ss.

(86) - C.XII, 25 novembre 1923.

(87) - Karl Dietrich Erdmann, Adenauer in der Rheinland Politik nach dem ersten Weltkrieg, Stuttgart, 1966, 386 p.

(88) - C.XII, 24 octobre 1923.

I^{re} PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(89) - Weill-Raynal, T.II, p. 481 et ss. qui cite une étude de Maurice Baumont faite en décembre 1923 et Erdmann, passim.

(90) - P.V. C.R., 20 novembre 1923.

(91) - C.XII, 20 novembre 1923. Wendel dit sa position à Millerand, le 19 décembre 1923, à l'occasion d'un déjeuner à l'Elysée : "Il a paru enchanté de voir que je ne partageais pas à ce sujet l'avis du gouverneur avec lequel il avait visiblement discuté la question en soutenant ma thèse..." (Ibid.)

(92) - C.XII, 16-18 décembre 1923.

(93) - Cf. FW à Robineau, 22 novembre 1923, AFW III 34 (4). Wendel voudrait pour procéder graduellement qu'on autorise le paiement en francs des charbons hors réparations aux houillères qui auraient pris l'engagement d'utiliser ces francs pour le paiement partiel ou total de leurs ouvriers.

(94) - Le Docteur Oberheid est directeur général du service commercial des Etablissements Stinnes à Mulheim.

(95) - Le compte-rendu allemand est publié par Erdmann, op. cit., doc. 37, pp. 372-376, celui de Piérard (qui a été très prudent) sur la réunion préliminaire du 14 janvier, avec la réponse de Poincaré du 24 janvier, est à P.V. C.D.C.F., 21 février, p. 5 à 9, celui de Pinot pour le 12 février et le 5 mars, avec diverses lettres de Seydoux et Piérard, est à AFW II 2 (double des deux comptes-rendus est remis par Pinot à Millerand et se trouve dans ses papiers, AE "Réparations", vol. 35, pp. 121-126 et 270-71. Le second est reproduit aussi au P.V. C.D.C.F., 20 mars).

(96) - Erdmann, doc. 37, p. 376.

IIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(97) - En marge d'une lettre du 8 février 1924, adressée par Piérard au Comité des Forges, Wendel a noté : "Pas possible de négocier à long terme avec les Allemands en ce moment" et sur le procès-verbal de la réunion du 12 février : "J'ai dit à M. Pinot que son C.R. devait mentionner que c'était, comme il me l'a affirmé, sur la demande de M. Seydoux qu'il s'était aussi longuement "étendu" sur certains sujets devant les Allemands. Personnellement je lui avais dit de ne pas le faire". Les notes (voir note suivante) exprimant la position de Seydoux au même moment font douter beaucoup que Pinot ait rendu compte à son président de la volonté de celui-là avec une parfaite fidélité... Enfin un trait de crayon sur une lettre manuscrite de Pinot, accompagnant le P.V. du 5 mars, peut signifier que Wendel reproche à Pinot d'avoir profité de son absence pour se faire accompagner non de lui-même, mais de Léon-Lévy moins incommode (AFW II 2).

(98) - Réponse de Poincaré préparée par Seydoux à une lettre de Pinot l'avisant des premiers contacts pris par Piérard, 22 janvier 1924, Papiers Millerand AE, vol. 34, p. 215. "Comme je vous l'ai déjà fait savoir à plusieurs reprises, il est indispensable que les gouvernements français et allemands s'entendent d'abord sur les principes..."

(99) - La Société des Charbonnages Frédéric-Henri a été fondée en 1906 à Lintfort sur la rive gauche du Rhin, au capital de 14 millions de marks, la majeure partie étant française et belge (Maurice Baumont, La grosse Industrie allemande et le Charbon, Paris, 1928, p. 89). Cf. aussi La Bouillierie, op. cit., p. 24.

(100) - Les Wendel avaient conclu en 1913 un marché de 288.000 tonnes de coke avec Frédéric Henri, soit à peu près 1/5ème de leurs achats de coke allemand, avec faculté de dénonciation au bout de 6 ans (réponse à un questionnaire de l'U.I.M.M., 15 avril 1921, AHW 72).

(101) - Note Camille Cavallier sur une conversation avec Humbert de Wendel, 20 mars 1924, qui est venu en vain lui demander de céder les quelques actions de Frédéric Henri que lui-même possède. "Vous savez que je suis charbonnier dans l'âme", répond Cavallier, "j'aime les actions de charbonnages, j'en achète, je n'en vends pas. M. de Monplanet /le vendeur/ s'est conduit dans cette affaire comme un imbécile ou comme un ... (je n'ai pas dit le mot). Cette affaire valait trois fois ce que vous l'avez payé. Vous avez été très habile, je vous en félicite, mais que dit M. de Monplanet ?" Réponse : "Nous avions un contrat de coke de dix ans, de telle sorte que nous le tenions un peu par là..." (P.A.M. 19056).

Ile PARTIE - Chap. III, Sect. 2

(102) - C.XII, 31 décembre 1923.

TROISIEME PARTIE

=====

IIIe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE I

- Notes (1) - Wendel à Bellet, secrétaire général du groupe de l'Entente, lettre de candidature, 5 janvier 1923, et C.XII, 17 janvier.
- (2) - J.O. Débats de la Chambre, 13 décembre 1923. Wendel assiste, pour la première fois, à une séance de la Commission le 26 décembre, très amicalement accueilli par le président Georges Leygues (C.XII, 26 décembre 1923, et P.V. de la Commission, archives de la Chambre, même date, p. 3).
- (3) - Arago est accusé d'avoir dissimulé une partie de l'héritage de son beau-père, le Sénateur Jean Dupuy, propriétaire du Petit Parisien : Francine Amaury ne mentionne pas l'épisode dans sa thèse sur ce journal.
- (4) - Sur l'U.I.E., il y a des indications à glaner, bien que Billiet refusant de prêter serment n'y ait pas témoigné au fond, et que l'ensemble soit assez décevant, dans les procès-verbaux de la Commission d'enquête Renaudel de 1924-25 sur les fonds électoraux distribués par l'U.I.E. : le premier tome seulement en est publié, mais on peut consulter les épreuves du second aux archives de la Chambre. Cf. par exemple, sur la préhistoire de l'U.I.E. avant 1914, les indications intéressantes données par Le Poullen, trésorier adjoint de l'U.I.E., p. 92. Cf. aussi la synthèse de Henry Ehrmann, La Politique du Patronat français, 1936-1955, trad. de l'américain, Paris 1959, notamment pp. 192-193.
- (5) - C.XII, 19 juin et 20 novembre 1923. "Longue discussion au Comité des Forges avec Billiet et Pinot. J'ai marqué que je n'étais pas un pavillon destiné à couvrir toutes les marchandises. Pinot croit en Billiet. Je ne suis pas assez au courant du détail pour avoir une opinion nette". (19 juin). Nouvelle réunion le 20 novembre, au Comité des Forges, avec Pinot, Lambert-Ribot et Billiet. "Les élections, concours financiers probables..."
- (6) - Réunion de l'U.I.E., 35 rue Saint Dominique, le 29 juin 1923. "Darcy présidait et a fait un discours maladroit; puis Billiet a fait un discours genre Poincaré, où (...) il a lancé un vigoureux appel à la caisse. J'ai tenu à marquer en quelques mots que, si nous étions disposés à y répondre, nous entendions bien que l'axe de la majorité ne soit pas modifié, etc..." (C.XII).

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(7) - B.Q., 29 novembre 1923, pp. A 1 à A 12.

(8) - Wendel voit dans le Banquet "une réponse au Banquet Mascuraud où Chaumet a, en présence du même Poincaré, célébré la politique radicale (...) Poincaré qui avait en somme laissé sans réponse il y a 15 jours le discours de Chaumet, a répondu à Billiet et fait un discours rendant très difficile l'alliance avec les communistes des hommes de gauche qui prétendent se réclamer de M. Poincaré" (C.XII).

(9) - C.XIII, 11 février 1924.

(10) - "Je n'ai pas dit que ces sommes " (confiées par des adhérents du Comité des Houillères à Peyerimhoff) "avaient été uniquement réunies pour l'Union des Intérêts économiques et je précise que tout n'est pas allé à l'Union des Intérêts économiques" (Déposition du 11 juin 1926, p. 190). On verra plus loin que la même remarque vaut et vaudra pour le Comité des Forges.

(11) - Fierre Cauboue, "Contribution à l'Histoire de la Banque de France, Georges Robineau, 17ème gouverneur de la Banque de France, 1920-1926", Nouvelle Revue d'Economie européenne, août 1953, 8 p. qui décrit avec pittoresque l'ascension de Robineau, le rôle de son ami, Victor Place, l'opposition de Clemenceau et enfin le mot "d'un homme politique de premier plan qui était loin d'être son ennemi" et qui déclara en apprenant cette nomination : "Il est le premier agent de la Banque de France à devenir gouverneur. Il sera le dernier". On trouve là un portrait très balancé de Robineau.

(12) - Cauboue, ibid., p. 8.

(12 bis) - "Je suis porté à penser que oui (...) Je ne vois que Sergent qui eût pu être préféré /à Robineau/", C.XI, 2 septembre 1920 (séance de transmission des pouvoirs). Wilfrid Baumgartner pense en revanche que son lointain prédécesseur Robineau a toujours éprouvé un complexe d'infériorité à l'égard des inspecteurs des Finances de la Rue de Rivoli, n'étant pas du clan (interview, 16 novembre 1973).

(13) - Cauboue, ibid., p. 8.

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(14) - Pierre Cauboue, qui relève ce reproche, y joint toutefois ce fin commentaire : "Dans la dédicace du livre "Portraits de Financiers" qu'André Liesse eut la bonté de m'envoyer, il disait notamment " ce livre a été écrit pour démontrer que, pour posséder à fond l'art du financier, il faut avoir un fondssolide d'éducation économique". Il est douteux que Georges Robineau ait possédé ce fonds, mais l'eut-il eu, cette science n'eut pas suffi à elle seule à l'empêcher de commettre les erreurs qui furent son fait, car ces erreurs étaient partagées par les personnalités économiques les plus réputées, à commencer par André Liesse; et ces personnalités entretenaient Georges Robineau dans ces erreurs, si même elles ne l'y avaient pas conduit..." (art. cité, p. 8).

(15) - Cf. Gabriel Ramon, Histoire de la Banque de France, Paris, 1929, pp. 79-80.

(16) - Statuts primitifs de pluviôse an VII, et loi du 24 germinal an XI, ibid., pp. 22 et 52.

(17) - Henri Cahen, "Gabriel Cordier, 1865-1934", Revue générale de l'Electricité, 7 juillet 1934, article repris en plaquette, 1934, 29 p.

(18) - C.XI, 28 mai 1921. Wendel ajoute : "Je ne l'ai pas, bien que très lié avec tous les siens, assez approché ni connu assez jeune pour pouvoir apprécier les qualités qui lui avaient valu sa situation".

(19) - Cf. C.X, 19 mars 1920 : "Conférence de deux heures ce soir, rue Laffitte, avec Edouard de Rothschild, qui m'a fait un tableau complet de la situation financière et en particulier de celle de la Trésorerie de l'Etat (...) J'ai été comme toujours frappé de la justesse des vues de Rothschild en matière de finances".

(20) - Pour des détails techniques, cf. Georges Lachapelle, Le Crédit public, 1932, T.II, pp. 83 à 164; et Alfred Pose, La Monnaie et ses Institutions, Paris, 1942, T.II, pp. 400-405.

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(21) - Cf. le graphique montrant le cours moyen mensuel de la livre et du dollar en francs de 1919 à mai 1924, dans Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux Guerres, T. I, Paris, 1965, p. 45.

(22) - J.O., séance du 28 décembre 1922, discours d'Auriol et réplique prudente de Lasteyrie, ministre des finances.

(23) - C.XII, 18 janvier 1923.

(24) - P.V. C.R., séance extraordinaire du 18 janvier 1923, qui est très pudique : "Le projet est approuvé dans son ensemble, Toutefois, quelques retouches de rédaction ayant été demandées, une nouvelle lecture sera faite au Conseil dans une prochaine séance extraordinaire."

IIIe PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE I

Notes

(1) - Pour une analyse détaillée de ces mécanismes, cf. surtout la thèse de doctorat de Pierre Frayssinet, La Politique monétaire de la France, 1924-1928, Paris, 1928 (Ière partie pp. 9 à 54) et Georges Lachapelle, Le Crédit public, II, Paris, 1932, pp. 164-167.

(2) - Keynes a soutenu, dans la préface à la traduction française de son livre La Réforme monétaire, qu'il n'y avait pas eu de spéculation (pp. 8 et 90). Frayssinet relève cette affirmation en observant à juste titre : "S'il veut dire qu'elle n'était pas la cause de la chute du franc, c'est certain, mais non qu'elle ne l'ait accentuée à la fin de 1923".

(3) - Frayssinet donne p. 24 les cours de la livre et du dollar jour par jour à partir du 1er mars.

(4) - La lettre est citée tout entière dans Raymond Philippe, Le Drame financier de 1924-1928, Paris, 1931, pp. 33-34. (Les archives de Philippe qui auraient été ici, et pour la suite, très précieuses, ont malheureusement disparu pendant la guerre, au témoignage de son fils). Homberg évoque lui-même son rôle et sa lettre, "document capital", dans Les Coulisses de l'Histoire, Souvenirs 1898-1928, Paris, 1938, pp. 258-260. Il dit avoir réussi en même temps que Bokanowski à persuader Poincaré, et lui avoir donné l'idée de faire appel à Raymond Philippe, chez Lazard. Il est vrai que ces souvenirs tardifs ne sont pas très sûrs : Homberg y paraît situer l'épisode après le retour de Poincaré en juillet 1926...

(5) - Note de Bokanowski, adressée avec lettre manuscrite à Millerand le 2 mars, Papiers Millerand, AE, vol. 2, "Relations internationales, défense du franc", pp. 20-32 (reproduit ensuite dans les Doc. parlementaires de la Chambre n° 7353, annexe à la séance du 20 mars 1924). Dans sa lettre, Bokanowski précise, pour faire choc : "Les conséquences de /la/ passivité /actuelle/ se schématisent ainsi dans mon esprit : "Livre à 105 pendant 8 jours encore = succès du Bloc des Gauches. Livre à 85 dans huit jours = succès de la majorité actuelle". Sur ce dernier point, Bokanowski est moins lucide que dans son analyse financière... Mais l'argument est payant. Cf. enfin son article, en forme de cri d'alarme, dans le Matin du 6 mars.

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(6) - Il convient de parler de garantie sur l'or et non d'hypothèque ou de gage sur l'or, comme certains députés l'ont fait à tort en novembre 1924 (J.O., Débats de la Chambre, 21 novembre p. 3747 et ss.), souvent suivis par la littérature ultérieure. On ne peut hypothéquer de la monnaie, même métallique; quant au gage, il suppose la remise en possession du créancier ou d'un tiers. Il y a ici promesse de payer en dollars - ceux-ci devant être, au besoin, le jour venu, acquis contre de l'or (Cf. Jéze, "Chronique financière", R.S.L.F. déc. 1924, p. 742).

Sur les détails techniques de l'opération telle qu'elle fut finalement réalisée, cf., outre Philippe, l'exposé ultérieur de François-Marsal au Sénat, le 21 novembre 1924, J.O., p. 1470 et ss., et dans le Temps, le texte de l'historique fourni par Robineau à l'Assemblée générale des Actionnaires de la Banque de France, le 29 janvier 1925. Les 6 et 7 mars, une première mouture du projet présenté aux régents, consistait à faire emprunter 50 millions de dollars par les Chemins de Fer français, remboursables après 10 ans en or (P.V.C.R., 6 et 7 mars, et C.XIII, 7 mars).

(7) - Raymond Philippe, p. 36.

(8) - P.V. C.R., 7 mars 1924. Le projet de lettre promet le concours de la Banque, tout en y mêlant des remontrances sur les mesures indispensables à la "confiance". Robineau a accepté d'avancer "à chaud" une première petite somme de 300.000 livres et 100.000 dollars pour une action immédiate.

(9) - Par exemple, ce texte de Jacques Duboin dans le Journal : "N'oublie pas, envahisseur, que sous quelque forme que tu te présentes, les Français ne sont qu'un bloc intangible lors du péril, qu'il soit militaire ou économique. Souviens-toi de Verdun et de la Marne, dans la guerre économique que tu declares..." (cité par Marguerite Perrot, La monnaie et l'Opinion publique en France et en Angleterre, 1924-1936, Paris, 1955, p. 155). Dès le 21 février, le Petit Journal écrivait sur le même ton : "Verdun du change, cette formule doit nous conduire à hausser nos caractères à la mesure d'une situation tragique peut-être..." (Ibid.). Toutefois le Bulletin Quotidien déplore, dans son numéro du 15 mars 1924 (p. A 6), les comparaisons avec "nos gloires de la guerre" car "le lyrisme de certains journalistes est tout à fait hors de saison, et il ne peut qu'égarer l'opinion publique. Aucun vent d'héroïsme ne souffle sur la Bourse, ni dans un sens ni dans l'autre. Il s'agit de choses toutes différentes..."

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(10) - C.XIII, 11 mars 1924.

(11) - Dès le 8 mars, Poincaré dit aux sénateurs de la Commission des Finances : "Le marché hollandais est en réalité entre les mains des Allemands. C'est à Rotterdam et à Amsterdam que ceux-ci se livrent à la bataille contre le franc". (C.R. original de la Commission, pp. 2-3, Papiers Herriot, Dossier 4. Le Consulat de France à Rotterdam note, en effet, dans un télégramme du 7 mars, la grande activité des "agents de l'Allemagne" dans les milieux commerciaux et financiers : double aux Papiers Millerand, AE, vol. 2).

(12) - Cf. par exemple Die Zeit du 15 mars, que cite le B.Q.P.E. n° 2605 du 18 mars. Les bulletins financiers de la presse allemande reconnaissent pourtant par la suite que "beaucoup d'argent a été perdu par les spéculateurs" (B.Q.P.E. n°2607, 20 mars).

(13) - Bokanowski, note citée, p. 11 (p. 30 du vol. AE): "Si au lieu de contre-attaquer cette spéculation qui nous prête le flanc, nous restons immobiles sur nos positions et permettons que nos lignes soient percées ou tournées, il s'établira, à tous les degrés, des responsabilités de même ordre que celles qui, pendant la guerre, eussent pesé sur un Haut Commandement résigné à subir la manoeuvre ennemie et incapable de décider en temps voulu la contre-offensive nécessaire". Et Bokanowski défend l'urgence au nom de cet argument fort qu'il faut agir avant que la spéculation française ait relayé la spéculation étrangère : si celle-ci parvenait "à porter la livre à 125 ou 150, il y a toutes chances. qu'à ce moment-là la position vendeur de francs soit portée non pas par les spéculateurs du dehors, mais par les Français aux-mêmes. Ce serait donc à ceux-ci qu'on infligerait la perte consistant à ramener la livre de 125 ou 150 jusqu'à 90. Au lieu de servir à la déroute de l'ennemi, nos munitions ne seraient utilisées, si elles l'étaient trop tardivement, qu'à tirer sur nos propres troupes..." (*Ibid*).

(14) - Charles-Roux rapporte de l'ambassade de Rome, le 8 mars, qu'en Italie on a l'impression "que les financiers anglais participent activement à l'offensive contre le franc" et il cite un télégramme du correspondant du Messagero à Londres, où il est dit : "On peut rappeler qu'il y a environ un mois quand le Labour Party arriva au pouvoir, on parlait dans les milieux financiers de la City de la nécessité de faire baisser

.../...

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

le franc au moins jusqu'à 110, pour faciliter la tâche du gouvernement travailliste contre lequel il régnait alors une grande excitation à Paris" (Papiers Millerand, AE, vol. 2, p. 44).

Si le rôle prédominant de la spéculation étrangère n'est guère contesté, il faut souligner en revanche qu'il n'y a pas, loin de là, accord unanime sur sa finalité politique. Frayssinet est prudent : "Il est certain que l'étranger nous était peu favorable. Et quelques faits semblent indiquer qu'une semblable pression a pu exister". Par exemple : "Au début de novembre 1923, certaines de nos plus grandes affaires, qui avaient, vis-à-vis de l'Angleterre et des Etats-Unis, des crédits renouvelables tous les 3 mois, se les virent brusquement refuser. L'ensemble et la brutalité de ces décisions coïncidant avec les débuts de la chute du franc peuvent difficilement être attribués à la seule perspicacité financière". Mais cet auteur croit qu'ensuite les intentions politiques ont disparu devant les préoccupations de pur intérêt (p. 30). Quant à Charles Rist, il dit plus tard sa conviction que les "assaillants" étaient, même alors, "beaucoup plus préoccupés de leurs profits spéculatifs que d'affaiblir la position politique de la France" (Interview, 12 avril 1948, in Martin Wolfe, The French Franc between the Wars, 1919-1939, New York, 1951, p. 34 - qui cite un propos de Keynes qui va dans le même sens). Le débat est à peu près impossible à trancher, mais les documents cités par Poincaré gardent pourtant leur force.

(15) - C.XIII, 10 mars 1924.

(16) - Le calcul, que Wendel ne fait pas d'ailleurs explicitement, est aisé. L'encaisse de la Banque est de 3 milliards de francs-or et la garantie porte sur 100 millions de dollars, soit, au taux de 22 francs le dollar, 2,2 milliards de francs-or.

(17) - C.XIII, 10 mars 1924.

(18) - C.XIII, 13 mars 1924. En Conseil, le 6 mars, Rothschild déclare qu'il n'y a rien d'utile à tenter "tant que l'équilibre et l'assainissement des finances ne seraient pas (...) en voie de réalisation", et que le gouvernement n'aurait pas publié son programme financier (P.V. C.R.)

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(19) - C.XIII, 10 mars.

(20) - C.XIII, 15 février.

(21) - C.XIII, 8 mars 1924. L'idée est dans l'air : Raphaël Georges-Lévy propose au même moment dans le Temps un emprunt similaire de 60 milliards. Wendel préfère 3 ou 4 emprunts de 15 milliards pour mieux séduire les particuliers.

(22) - Rothschild a déclaré la veille, en son absence, qu'à la base du programme financier devait figurer la renonciation à toute politique d'emprunt - mais il veut dire d'emprunt nouveau, non de consolidation (P.V.C.R., 6 mars).

(23) - C.XIII, 7 mars, et P.V.C.R., même date.

(24) - Compte-rendu de la séance annexé au P.V.C.R. du dimanche 9 mars 1924, 4 p. dactyl., et C.XIII, même jour.

(25) - Dans un nouvel entretien avec Poincaré, le mardi 11 mars au matin, le Président du Conseil, d'après Wendel, s'engage expressément dans ce sens : "Nous ne vous demanderons pas d'inflation, nous suspendrons les dépenses - mais il ne faut pas le dire trop brutalement (...)" On peut très bien retarder les paiements pendant 5 à 6 semaines" (C.XIII, 11 mars 1924.)

(26) - "Il n'a pas osé dire : "plus rien pour les régions libérées"... mais cela y tenait visiblement... Je m'empresse d'ajouter, comme je l'ai reconnu hier chez Poincaré, que cela me paraît impossible" (C.XIII, 9 mars).

(27) - Le texte du câblogramme est publié dès le 12 mars dans le Journal of Commerce de New York, puis quelque temps après dans la presse française. Il est reproduit dans Frayssinet, p. 29.

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(28) - C'est le prix de l'hôtel des Grévy, 2 avenue d'Iéna, dont Myron T. Herrick veut faire la nouvelle résidence de l'ambassadeur. D'après son mémorialiste, il aurait assumé les risques sur ses fonds propres mais reversé ensuite les bénéfices au Trésor américain... (Myron T. Herrick, Souvenirs recueillis par le Colonel T. Bentley Mott, trad. fr. Paris, 1929, p.259-262). Le Matin titre que l'ambassadeur "a écrasé la spéculation..."

(29) - L'expression est du Dr. Michael Sussan dans la Wiener Morgenzeitung du 16 mars 1924 (B.Q.P.E., n° 2606, 19 mars).

(30) - R. Philippe, pp. 49-51.

(31) - Cf. la note officielle de la Banque sur son action, publiée le 2 juin 1924 et citée intégralement par Gaston Jèze, R.S.L.F., 1924, pp. 375-76. Pour d'autres détails techniques sur l'intervention, et en particulier sur cette dernière période - et un désaccord possible entre Trésor et Banque de France quant au meilleur taux de change - cf. Freyssinet, pp. 35-36. L'épisode final - arrêt de la hausse - nourrit paradoxalement ensuite pour partie la campagne du Quotidien contre Millerand, quand le Cartel parla du "franc électoral" - alors que l'intérêt du Bloc aurait été probablement de laisser le franc monter, même dangereusement, au moins jusqu'aux élections.

(32) - Il est à noter que Raymond Philippe garde beaucoup de rancune aux régents. Jean de Pange raconte que, dans un salon, 7 ans plus tard, évoquant l'épisode, Philippe "blâme ceux des régents qui ont vendu leurs valeurs à change et les ont fait vendre par leurs amis dès qu'ils ont appris l'opération à la baisse projetée. Il ne fallait pas laisser soupçonner un intérêt personnel. Il refusa d'acheter cent Suez qu'une maison allemande, Mendelssohn voulait faire acheter par Lazard pour que celui-ci parût se méfier du franc, etc..." (Pange, Journal, T.II, p. 49, 6 juillet 1931, déjeuner auquel participe Louise Weiss). Quelles que soient ses réticences premières, la Banque est pourtant très contente d'elle-même. Et le 13 mars, Laederich exprime en Conseil les remerciements des régents à Rothschild "pour son attitude si calme, si reconfortante au cours des journées de dimanche et de lundi /9 et 10 mars /". Laederich ajoute que "personnellement il doit pour la plus grande part

.../...

IIIe PARTIE - Chap. I. Sect. 2 (Notes)

à cette attitude d'avoir conservé absolument intacte toute sa confiance" (P.V. C.R.). Et le Times de Londres, le 20 mars, félicite la Banque d'avoir attendu, pour engager son or, d'avoir des garanties sur l'attitude du gouvernement et la crédite de la victoire, (cité dans B.S.P.E., n° 2609, du 22 mars 1924.)

(33) - C.XIII, 2 avril 1924.

(34) - C.XIII, 10 mars 1924.

(35) - C.XIII, 13 mars 1924, et compte-rendu cité, annexe au P.V.C.R. Ce dernier avait été rédigé par James Leclerc, sous-gouverneur, dont Wendel note avec méfiance qu'il est l'ami de Lasteyrie. Wendel déclare d'ailleurs au Conseil du 11 mars qu'il aurait préféré une lettre du ministre rappelant les engagements pris, plutôt qu'un simple procès-verbal. Dès le 11, Félix Vernes lui affirme que, sans son intervention, Lasteyrie aurait même évité de déposer le projet de loi soustrayant les Bons du Trésor à l'impôt global.

(36) - Réponse de Lasteyrie à une question du Sénateur Milan, C.R. de la Commission des Finances du Sénat, 12 mars 1924, Papiers Herriot, Dossier 4. Lasteyrie affirme : "Une telle opération suppose une confiance absolue dans le franc".

(37) - C.XIII, 24 mars 1924.

(38) - Le C.R. de l'audition de Lasteyrie, le 12 mars, par la Commission des Finances en témoigne.

(39) - C.XIII, 24 mars 1924. Dans sa réponse, Wendel se place lui-même sur le terrain politique en reprochant au ministre de négliger les menaces offensives allemandes si bien révélées dans le document de l'Hôtel Adlon. Le P.V.C.R. du 27 mars 1924 dit seulement que la réunion n'a amené aucune précision sur les diverses questions agitées.

IIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(40) - Il le note expressément lorsque Poincaré, renversé à quelques voix, remanie son cabinet en appelant François-Marsal aux Finances (C.XIII, 26 mars). Dans ses souvenirs inédits cités, celui-ci se présente curieusement comme le grand maître d'oeuvre de la contre-offensive, dont le succès lui aurait valu beaucoup de durables inimitiés. C'est lui qui aurait "jeté la Banque de France dans la bataille", mais en réalité quand il arrive rue de Rivoli, la victoire est déjà assurée.

(41) - Louis Marin, 71731 voix, Désiré Ferry 70.490, Mazerand 70.454, Fringant 70.139, Petitier 69.456, Warren 69.132, François de Wendel 68.486. La liste de gauche obtient de 19.428 à 22.256 voix, la liste communiste un peu plus de 10.000. En Moselle Guy de Wendel passe avec toute sa liste.

(42) - C.XIII, "Elections du 11 mai".

IIIe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE II

Notes (1) - C.XIII, 19 juin 1924.

(2) - P.V. de l'audition, 4 juillet 1924, 106 p. dactyl., Commission des Affaires étrangères, archives de la Chambre. Wendel n'intervient pas. L'offensive de la droite est menée par son ami Louis Dubois.

(3) - C.XIII, 4 juillet 1924.

(4) - C.XIII, 21 août 1924.

(5) - C.XIII, 1er août 1924. Cette sévérité peut être rapprochée de celle de Cavallier, à propos de la partie des discussions touchant à l'industrie : "Se mettre aux genoux des Allemands et leur demander en grâce de prolonger les livraisons de coke et de charbon pendant 36 ou 37 ans, alors que le coke et le charbon sont leurs premières ressources, qu'ils en ont de trop, qu'ils sont obligés d'en vendre pour vivre est une plaisanterie qui a dû les remplir d'une joie indicible" (Lettre à Robert Pinot, 16 septembre 1924, P.A.M. 7245).

(6) - C.XIII, 27 août 1924. Marin le fait voter "contre" par erreur.

(7) - C.XIII, 9 septembre 1924.

(8) - C.XIII, 30 décembre 1924.

(9) - C.XIII, 11 novembre 1924. Déjeuner chez Humbert de Wendel avec le commandant Carteron, adjoint de Tirard à la Haute Commission inter-alliée des territoires rhénans. "Carteron s'est trouvé à Londres avec Herriot en août. Herriot ignorait tout de la Ruhr. Il paraîtrait que le radical rapporteur général adjoint du budget, M. Lamoureux, qui dépouille en ce moment le budget de la Ruhr, est un peu estomaqué en voyant la façon dont on a passé l'éponge sur les deux milliards de recettes que cela représentait pour nous". "M. Carteron possède à fond

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

le dossier industriel de l'Allemagne et le plaide avec vigueur", écrit de son côté Jacques Bardoux, L'Expérience de 1924, Paris, 1930, p. 237. A noter que Thomas Lamont, qui à Londres observe les négociations pour la Banque Morgan n'est pas moins sévère pour Herriot : "Herriot, too impulsively and without enough knowledge of state-craft, accepted, etc..." ou encore : "Herriot, apparently, is not a really strong man (...) and he has no experience in national statecraft" (Lamont à Morrow, de Londres, 11 juillet 1924, in Archives D.W. Morrow, Amherst, Dossier "TH. Lamont 1924-36").

(10) - C.XIII, 31 décembre 1924 (Rayange).

(11) C.XIII, 9 octobre 1924.

(12) - C.XIII, 31 décembre 1924.

(13) - P.V. analytique de la Commission des Affaires étrangères, archives de la Chambre, 12 mars 1925. Wendel dit encore : "L'Allemand ne connaît que le droit du plus fort. S'il y a deux Allemagnes, il y en a une qui n'a pas grand'chose à dire (...) Chaque fois que nous cédon, les Allemands demandent davantage. C'est dans leur tempérament national, plus que le résultat de leur patriotisme. Battus, ils se divisent; lorsque les succès reviennent, ils s'agglomèrent à nouveau. Il faut leur dire non (...) En ce qui concerne la zone de Cologne il faut expliquer notre volonté le mieux possible, pour le monde, mais il faut que l'Allemagne ait le sentiment que nous ne céderons pas. Sinon, c'est la guerre à brève échéance..." Les convictions sont immuables...

(14) - Note de la MICUM "au sujet de l'attitude de la mine Frédéric-Henri au cours de la résistance passive", Düsseldorf, 4 octobre 1924, Papiers Herriot, dossier 8, et les commentaires sévères de Lucien Lamoureux, rapporteur général adjoint du Budget, Rapport sur le Budget 1925, n° 527, T.II, pp. 176-177.

La mine avait accepté de verser, en octobre 1923, un faible acompte de 30.000 francs sur la Kohlensteuer arriérée, puis un autre de 195.000 francs, le total ne constituant que 9 % de la somme réclamée (note MICUM).

L'affaire est évoquée brièvement dans Michel Soulié, La Vie

.../...

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

politique d'Edouard Herriot, Paris 1962, p. 223. Enfin les souvenirs d'Etienne Moeneclaey, Inspecteur des Finances qui eut à traiter la question à l'époque, concordent en gros avec l'analyse de l'affaire proposée dans le texte (lettre à l'auteur, 14 juillet 1973).

(15) - FW à Théliér /"responsable de la mine ?"/, 5 février 1923, AFW III 34 (4).

(16) - C.XIII, 27 février et 13 mars 1924, et lettre de Poincaré au Consul français de Dusseldorf pour Degoutte, 13 mars 1924, rappelant les faits antérieurs.

(17) - Rapport Lamoureux cité, et pour la réaction de Wendel, lettre à Théliér du 5 février 1925.

(18) - C.XIII, 27 février 1924.

(19) - Lettre officielle de Clémentel à Herriot, 9 septembre 1924, Papiers Herriot, dossier 9.

(20) - Herriot à Degoutte, 27 septembre, et à Clémentel, 30 septembre 1924, ibid.

(21) - C.XIII, 8 octobre, et allusion ultérieure, le 10 décembre, à propos d'une autre affaire fiscale : "J'ai (...) laissé entendre à Raynaldi /"ministre du Commerce"/ que si l'on entendait nous brimer pour raisons politiques, nous saurions nous défendre..."

(22) - Emmanuel Berl, La Politique et les Partis, Paris, 1932, pp. 34-35.

(23) - Confidences de Brinon à Wendel, C.XIII, 20 août 1924. Jacques de Lacretelle ne garde pas souvenir de l'événement où son frère a été mêlé (lettre du 22 avril 1971).

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(24) - Simond affirme à Wendel qu'Herriot a tenté de faire expulser Pertinax de Londres par les Anglais.

(25) - Sur ce projet, C.XIII, 6 juillet, 20 août et 5 septembre 1924. Wendel revoit à sa table à deux reprises Henry Simond, avec Marin ou François-Marsal.

(26) - Ceci ressort d'un passage de C.XIV, 9 juillet 1925. "Les chefs de la Ligue Millerand sont mes obligés". Je n'ai pas été autorisé à consulter le dossier du ministère de l'Intérieur concernant la Ligue et qui renferme peut-être quelques indications - ou rumeurs - à ce propos (AN, F 7, 13237).

(27) - Wendel en fait le reproche à Millerand dès le 4 décembre. Mais il commente en même temps : "Millerand paraît cependant être en ce moment la seule force susceptible de réagir contre le mouvement qui entraîne le pays à l'abîme".

(28) - Il l'explique en ces termes mêmes au Comité directeur de la Fédération républicaine, le 6 novembre, approuvé particulièrement par les députés de Paris (C.XIII).

(29) - C.XIII, 9 juin 1924 et 6 novembre 1924.

(30) - E.N.-P.L., 23 novembre 1924. Malèche ajoute : "J'ai regardé ces manifestants et j'ai fait là un certain nombre de réflexions qu'il me serait difficile d'écrire.(...) Ce qui fait la gravité de la chose, c'est que ce ne sont pas du tout les figures que nous étions accoutumés à voir dans les mouvements révolutionnaires, mais des gens fort bien mis appartenant à des castes qui ne sont pas ouvrières, mais d'aspect plus que bourgeois..."

(31) - E.N.-P.L., 5 décembre 1924 : "Evidemment la situation est ultra-mauvaise, mais rien ne justifie des alarmes aussi immédiates. En tâchant de remonter aux sources, on s'aperçoit que tout part du même point et que la campagne de l'Echo de Paris a produit des résultats".

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(32) - "On a fait la parade Jaurès hier, et le public est assez impressionné du déploiement des forces communistes qui s'est manifesté - la révolution était maîtresse de la rue" (C.XIII, 24 novembre 1924). "Et dire que beaucoup, au Parlement, savent ce que Maugé, le sénateur de l'Allier, me racontait le 9 août 1915 en revenant de Nancy, de l'article manuscrit que Jaurès avait dans sa poche au moment où il a été tué - et qui s'élevait contre la mobilisation ! La majorité actuelle ne songe qu'à satisfaire ses rancunes contre la patrie" (C.XIII, 23 novembre 1924). Sur la "peur subite" des droites à la suite de la cérémonie, cf. Bonnefous IV, p. 51. La presse de droite se remplit de détails sur l'organisation du Parti communiste et d'appels à une répression énergique de la part du gouvernement.

(33) - C.XIII, 4 décembre 1924.

(34) - C.XIII, 6 novembre 1924 (cf. aussi 9 juin 1924, passage évoqué plus haut : "J'estime que d'ici trois à quatre semaines, et non pas d'ici trois mois comme beaucoup semblent le croire, ces difficultés/financières/ nous conduiront à un groupement différent des partis - assez difficile à concevoir à une échéance aussi rapprochée - ou à des mesures révolutionnaires destinées à sauver le franc mais qui ne feront que précipiter sa chute - on ne sait pas où on va".

IIIe PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE II

Notes

(1) - Jacques Chastenet écrit à ce propos : "L'histoire reste à faire des influences diverses mises en oeuvre par "Messieurs les régents", Les Années d'Illusion, 1960, p. 328 - et il leur attribue, sans autre précision, une grande importance, notamment par l'action sur la presse.

(2) - L'analyse de ces errements collectifs a été souvent faite depuis lors. Cf. par exemple Alfred Pose, La Monnaie et ses Institutions, Histoire, Théorie et Technique, Paris, 1942, T.I, pp. 401-404, et Alfred Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux Guerres, T.I, pp. 40-46. Cf. aussi, pour un florilège d'erreurs, de naïvetés et de sottises en matière économique : Marguerite Perrot, La Monnaie et l'Opinion publique en France et en Angleterre, 1924-1936, op. cit.

(3) - C'est le sens, par exemple, de la contribution donnée par Gaston Jèze au recueil collectif préparé à gauche pour les élections du 11 mai, sous le titre de la Politique républicaine ("Les Finances", pp. 215-270). Dans la Déflation en pratique (Angleterre, Etats-Unis, France, Tchécoslovaquie), Paris, 1923, Charles Rist avait critiqué plus vigoureusement les idées reçues inspirant la politique.

(4) - Beau de Loménie insiste beaucoup sur ce point pour démontrer le diabolique égoïsme des "habiles" et des "puissants" en face des naïfs, Les Responsabilités des Dynasties bourgeoises, T.IV, p. 30.

(5) - Une voix très autorisée, mais assez solitaire, avait pourtant conseillé au gouvernement le relèvement du plafond; celle de de Mouy, directeur du mouvement général des fonds, notamment dans une note du 27 juin 1924 au ministre des Finances que cite partiellement Herriot dans ses mémoires (Jadis, T.II, pp. 203-204) et qui est aux papiers Clémentel et aux papiers Herriot.

De Mouy proposait de relever les deux plafonds des avances et de la circulation et de supprimer toute obligation de remboursement. Pour expliquer qu'il ne l'ait pas suivi, Herriot reprend les arguments assez faibles donnés par Clémentel dans un exposé à la gauche démocratique du Sénat, le 17 mars 1928, "La solution proposée nous eut complètement dégagés, mais elle eut pu passer pour inspirée par l'esprit de parti". Elle aurait encouragé, à la veille des conférences internationales, les spéculateurs contre le franc. Mais, selon Philippe (op. cit.) ceux-ci avaient été trop échaudés pour rien entreprendre avant plusieurs mois.

.../...

IIle PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

Voir, en face, ce qu'écrit de son côté Robineau, exprimant l'opinion unanime des régents, dans sa lettre du 17 juillet 1924, citée plus bas sur l'inflation "menace de mort à écarter à tout prix".

Pour un exposé des deux thèses, avec plaidoyer clair et vibrant en faveur de la première, cf. Philippe, op. cit., pp. 60-63, dans un chapitre intitulé "La Politique de la Banque en France, 1924-1925, ses tragiques conséquences", et aussi François Goguel, Le Rôle financier du Sénat français, Paris, 1937, p. 191, qui souligne l'attitude de la Direction du mouvement général des fonds.

(6) - C.XIII, 13 et 15 mai 1925. Pas de mention au P.V. C.R. Le 3 juin, d'après Robineau, les crédits Morgan sont encore intacts, mais la Banque a "mangé" tous les bénéfices de mars-avril.

(7) - C.XIII, 15 mai 1925.

(8) - Le 2 juin, le gouverneur voit Herriot et Marius Moutet (Chronologie Robineau, ABF) à qui il essaye de faire comprendre que "la livre ne se commande pas". A la suite de quoi Herriot accepta de démentir une interview donnée au Matin qui avait pourtant été fidèlement rapportée, mais qui avait fait grimper la livre de 84 à 88 francs (C.XIII, 3 juin 1925).

(9) - Sur cette convocation à l'Elysée, cf. Mermeix, Histoire du Franc depuis le Commencement de ses Malheurs, p. 248. Herriot, Jadis, p. 199, la mentionne brièvement : "Poincaré et François-Marsal nous convoquent à l'Elysée devant Millerand pour nous décrire les périls qui nous attendaient".

(10) - Il est un moment question que Millerand se porte candidat à la députation en Meurthe-et-Moselle, dans un siège que libérerait pour lui Désiré Ferry. Wendel fait remarquer que Millerand ne souhaitera pas probablement une candidature qui apparaisse patronnée par lui-même et par le Comité des Forges (C.XIII, 11 juin 1924). Millerand fera finalement sa rentrée au Parlement comme sénateur de la Seine en mars 1925.

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(11) - "Je me suis assez vivement élevé contre ce jugement", C.XIII, 4 juillet 1924. Thomas W. Lamont peint ainsi Clémentel vers le même moment : "Clémentel is honest, straightforward, sincere, but not always very clear-thinking and in fact at times rather stupid (...) He has some good ideas, but at times loses himself both politically and economically... That is he is not quite shrewd enough to take the adroit political step; and also his education in economics is sufficiently lacking so as to threaten now and again false moves in that line". (Thomas W. Lamont à Morrow, 23 septembre 1924, cité dans Golday, chap. III, p. 135).

On trouve un portrait beaucoup plus favorable dans les Souvenirs inédits de Lamoureux, "Lorsque Herriot fit appel à lui, il n'était pas réputé pour être un technicien financier, mais son habitude du Parlement, son aptitude à comprendre, son équilibre intellectuel et l'estime dont il jouissait dans les milieux politiques et d'affaires, rendaient ce choix compréhensible". Lamoureux ajoute cependant : "Il manquait néanmoins à Clémentel une qualité essentielle, le caractère ou plus exactement un mauvais caractère qui (...) eut été indispensable pour résister aux idées folles du Cartel..." (microfilm déposé à la B.D.I.C., p. 722).

Mermeix, de son côté, juge Clémentel, ce qui est partiellement contradictoire, "un homme dont les intérêts ne pouvaient concevoir nulle inquiétude". Et de fait, il est à noter que Emile Mireaux et F. Legueu, dans leur brochure intitulée Petite Histoire du Cartel, publiée à la S.E.I.E. proche du Comité des Forges (64 p., s.l., 1928), lui accordent un satisfecit : "Ses services passés, sa modération et les contacts permanents qu'il avait su garder avec le monde de la production et du commerce en faisaient sans doute l'argentier le meilleur que pût choisir le Cartel" (p. 24). Mais Gaston Jèze, professeur à la Faculté de Droit et conseiller financier écouté de Herriot lui reprochera "d'avoir choisi Clémentel à l'aveuglette", ajoutant : "Cette faute vous a aliéné beaucoup de sympathies dans le monde financier" (lettre manuscrite du 22 octobre 1925, Papiers Herriot, dossier 7).

(12) - C.XIII, 17 juillet, et P.V. C.R. même jour. Wendel donne le chiffre de 880 millions d'avances indirectes seulement.

(13) - La circulation, au même moment, atteint 40.155 millions, et on craint qu'elle ne dépasse 40.500 millions en fin du mois, ne laissant plus qu'un écart de 500 millions sur la limite légale de 41 milliards (P.V. C.R., 17 juillet).

Ille PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(14) - Il réclame que se manifeste "la ferme volonté qu'a le gouvernement comme la banque d'écarter tout danger d'inflation. C'est ce danger qui, dès que se manifeste un embarras de la Trésorerie, atteint et déprime le franc, puis, par voie de conséquence, compromet le placement des Bons, pousse à la hausse des prix, à l'aggravation des dépenses publiques et risque finalement, par cet enchaînement inéluctable, de rendre la situation sans issue.

L'inflation elle-même ne serait pas une issue. C'est, comme on l'a vue en Allemagne, un expédient de faiblesse et d'abandon qui, en échafaudant la fortune de quelques profiteurs sur la ruine d'un pays, n'apporte, en réalité, aucun allègement aux difficultés du Trésor dont les besoins, en pareil cas, augmentent toujours plus rapidement que ses ressources et dépassent chaque fois de beaucoup le supplément qu'il croit se procurer en élargissant successivement les limites d'émission des billets" (Le texte du projet de loi est au F.V. C.R., 17 juillet 1925).

(15) - Intervention traduite en ces termes ouatés dans le F.V. C.R. : "M. François de Wendel dit que, tout en appréciant le fond et la forme du projet de lettre qui vient d'être soumis au Conseil, il n'est pas d'avis, dans les circonstances présentes, de l'envoyer; il considère en effet que cette lettre officielle, si elle venait à être connue en dehors de son destinataire, pourrait avoir, dans le milieu surchauffé d'une conférence internationale, des conséquences très fâcheuses, gêner considérablement nos négociateurs et exercer, peut-être, une influence sur leurs décisions. Il lui semble que, dans un intérêt général, il serait prudent d'attendre, tout au moins, que les résultats primordiaux des négociations aient été dégagés."

(16) - L'intervention de Wendel est approuvée par Vernes, Petit, et même à son étonnement par Dervillé (C.XIII, 17 juillet 1924). Wendel remarque, le jeudi suivant, que le procès-verbal relate avec un détail inaccoutumé son intervention et la discussion qu'il a provoquée, et il ajoute : "Cela m'est égal mais je le note parce que cela indique qu'il y a des gens qui cherchent à se couvrir."

(17) - Papiers Clémentel. Des extraits de la lettre, bien exacts, sont dans Raymond Philippe, Le drame..., p. 61. Le 31 juillet, dans une seconde lettre manuscrite, Robineau revient à la charge auprès du ministre : "Le recouvrement des impôts demeure plus que jamais urgent et nécessaire" (Papiers Clémentel).

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(18) - P.V. C.R., 11 septembre 1924. Commission $\frac{1}{2}$ %, intérêt 4,5 % (pour 90 jours). Le même jour, devant l'augmentation trop rapide des avances sur titres, leur taux d'intérêt est relevé de 7 à 8 %. En revanche, le portefeuille commercial étant en diminution, le taux de l'escompte est maintenu à 6 %.

(19) - La lettre de Montaigu Norman est au P.V. C.R. : "...Il est de première importance que Paris donne un bon exemple aux autres capitales européennes, et j'espère beaucoup en conséquence que vous pourrez m'informer que vous voyez le moyen de placer sur votre marché une somme réellement importante. Une émission à Paris d'une somme aussi modeste que 1 à 2 millions de livres serait une grande désillusion et, par ses effets sur d'autres centres, serait susceptible de mettre grandement en danger les perspectives d'un résultat heureux des négociations..." "Après Genève et Londres, les Anglais auraient bien tort de se gêner", commente Wendel amèrement. Cette participation pour 250 millions lui paraît "un pur scandale moral" (C.XIV, 2 octobre 1924). "D'ailleurs l'Allemagne, au moment où l'on emprunte pour elle, augmente ses fonctionnaires tout en diminuant ses impôts..." (C.XIII) 11 novembre). Le 8 octobre, en l'absence de Wendel, le Conseil accepte que la Banque donne sa garantie provisoire dans la limite de 120 millions de francs "sans qu'il en puisse résulter un engagement de l'encaisse-or ni une augmentation de l'émission". Rothschild a spécifiquement approuvé.

(20) - L'emprunt de 100 millions de dollars à 6 % rapporterait tous frais payés 89 millions de dollars (Mermeix, op. cit., p. 251). Le montant en est versé à la Banque pour contribuer, pour 1/4 environ, au remboursement des avances dues par l'Etat à la Banque le 1er janvier 1925. Morgan a fait pression dans ce sens, dit le gouverneur (P.V. C.R., 13 novembre 1924).

(21) - C.XIII, 20 novembre 1924. Aucune mention au P.V. C.R.

(22) - Chronologie Robineau, A.BF. Robineau parle d'un emprunt à Clémentel pour la première fois le 7 septembre.

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(23) - P.V. C.R., 9 octobre 1924. Rothschild aurait souhaité que l'emprunt fût gagé sur un monopole d'Etat, par exemple la Régie des Tabacs. Robineau a fait repousser l'idée au nom de l'urgence (P.V. C.R., 2 octobre).

(24) - Dès la fin de l'emprunt, le gouvernement fait adopter une hausse du taux de l'escompte de 6 à 7 % pour tenter de comprimer le portefeuille commercial (P.V. C.R., 11 décembre 1924).

(25) - "La passion politique inspira dans certaines régions de violentes oppositions qui ne permirent pas d'atteindre tout le succès qui eut été souhaitable", discours de Clémentel devant la Gauche démocratique, mars 1928 (exemplaire dactylographié, Papiers Clémentel, p. 10), et dès le 9 octobre 1924, Herriot, au Congrès de Boulogne, s'en prend à "la manœuvre irréfléchie de ceux qui, pour nous atteindre, n'hésiteraient pas à compromettre le crédit de l'Etat".

(26) - A noter cet article remarquable de l'Ouest-Eclair, octobre 1924, que cite Henri Besseige, Herriot parmi nous, p. 201 : "Le gouvernement du Cartel a-t-il pensé quelquefois à la catastrophe financière qui ne manquerait pas de se produire si les catholiques français (...) cessaient de souscrire aux emprunts, aux bons du Trésor, de la Défense Nationale, s'ils se démunissaient de leurs fonds d'Etat français pour se porter de préférence sur des valeurs industrielles... ou étrangères ? Après tout, ce serait leur droit, comme celui des congrégations, d'aller porter en lieu sûr, à l'étranger, les capitaux dont ils disposent..." Dans la même ligne, une lettre ultérieure de Cavallier du 27 août 1925 est significative, que cite Carol H. Kent, Camille Cavallier..., op. cit., p. 328.

(27) - C.XIII, 6 novembre 1924.

(28) - On ne trouve pas trace, en tout cas, dans les Cahiers, d'une telle action, ni dans la presse, ni par ses banquiers.

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(29) - Cette dernière éventualité lui avait été suggérée par Louis Marin ("Ma situation personnelle", note s.d. (1925 ?) AFW I 4).

(30) - C.XIII, 6 novembre 1924.

(31) - Ibid. "Je ne suis pas satisfait de Robineau depuis quelque temps".

(32) - C.XIII, 18 décembre 1924.

(33) - Significatif à cet égard est le débat du 10 avril 1925 au Sénat. Ni François-Marsal, qui explique le principe des "avances occultes", ni Poincaré lui-même ne peuvent exposer le mécanisme de la fraude. Et Millie-Lacroix, président de la Commission des Finances reconnaît n'avoir pas réussi, malgré ses efforts, à éclaircir les choses. Il dit : "Depuis plusieurs jours, je m'adressai, vainement, au nom de la Commission des Finances, à M. le ministre des Finances pour essayer de saisir dans les publications hebdomadaires (les bilans) par quels artifices la situation était ainsi dissimulée. Je n'y suis pas parvenu encore : il est, en effet, très difficile de vérifier une comptabilité pareille à celle que présente le bilan hebdomadaire de la Banque de France. J'ai cru l'avoir trouvé dans le dépouillement du poste "Divers"..." : mais non. (J.O., Débats du Sénat, 10 avril 1925, p. 975).

Quant à Gaston Jèze, dans sa "Chronique financière", il écrit simplement : "Les états /hebdomadaires/ étaient peut-être exacts à la minute précise où ils étaient rédigés, mais ils dissimulaient la réalité permanente" : ce qui est rien moins que clair, et ce qui est, en somme, comme on va voir, pour la première proposition, faux (R.S.L.F., 1925, n° 2, p. 374).

(34) - Les mémoires d'Herriot n'ont pu contribuer à éclaircir la question et font douter qu'il l'ait jamais approfondie lui-même. Anatole de Monzie, successeur "à chaud" de Clémentel au début d'avril 1925, n'a probablement pas compris davantage le mécanisme technique. Questionné par la Commission des Finances à ce propos, il répondra de façon très vague, avec cette image dont on conviendra qu'elle n'est pas

.../...

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 - Notes.

d'une aveuglante clarté : "Le mouvement des entrées et des sorties ne permet de donner qu'un état de situation qui, je peux le dire, n'est pas une photographie ressemblante : ce serait plutôt un cliché de film cinématographique..." (P.V. Archives de la Chambre, 7 avril 1925).

Dans son livre de 1929, The Public finances of post-war France, (New York, Columbia University Press), le professeur Robert Murray Haig, observateur attentif et serein, qui a enquêté sur place, ne fait remonter les bilans truqués (à l'initiative, dit-il, du gouvernement d'Herriot) qu'au début de 1925 (p. 213).

François Goguel (Le rôle financier du Sénat français, op. cit., p. 191) le rencontre sur ce point.

Wendel ne connut les détails de cette genèse, et les épisodes précédant octobre 1924, que grâce à une enquête ultérieure menée en plusieurs temps. En octobre 1930, le gouvernement Moreau ayant affirmé, dans son discours d'adieu, que les faux bilans dataient de mars 1924, Wendel prévint son successeur Moret qu'il l'interrogerait à ce sujet en Conseil, puis, à sa requête, accepta de se contenter d'un entretien privé (Compte-rendu de mon entretien avec M. le Gouverneur Moret, le 9 octobre 1930", 4 p. et note n° 2 faisant suite à la même conversation, 3 p. AFW I 4). Dans les semaines précédant les élections de 1932, la polémique rebondit, et Wendel alla solliciter de James Leclerc, 2ème sous-gouverneur de la banque en 1924, 25 et 26, un témoignage complémentaire ("Conclusions à tirer de ma visite du 22 mars 1932 à M. James Leclerc, gouverneur du Crédit foncier, sur l'affaire des situations inexactes de la banque de France", 5 p. datées 26 mars 1932, AFW I 4).

Herriot est très discret sur la question - et il y a malheureusement très peu de choses sur la question des faux bilans aux papiers Clémentel.

(35) - On trouve confirmation de cette date dans une note de Clémentel, du 2 juillet 1925, qui est dans ses papiers et qui rapporte une conversation avec Milliès-Lacroix au Sénat, en présence de Paul Doumer et une autre avec Aupetit.

(36) - Robineau s'explique ainsi sur le premier mécanisme au Conseil, le 27 décembre 1924 : "Il convient d'observer (...) que les chiffres de circulation précédemment envisagés sont les chiffres maxima, résultant de la combinaison, au même quantième, de la situation de Paris et des succursales, et que nos statistiques journalières et hebdomadaires étant établies en additionnant les situations avec un décalage de 5 jours

.../...

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(mercredi de Paris avec le vendredi précédent pour les succursales), il en résulte normalement une réduction assez sensible des chiffres apparents, la fin de mois de Paris qui est le jour le plus chargé ne s'additionnant qu'avec un chiffre antérieur de cinq jours pour les succursales, et la fin de mois des succursales ne venant se cumuler qu'avec un chiffre de Paris postérieur de 5 jours à celui du maximum..." Ainsi le maximum réellement atteint ne figurait jamais à la situation hebdomadaire, et du seul fait de la procédure comptable la circulation effective pouvait "crever" momentanément le plafond sans que le public pût le lire au bilan.

(37) - Tout en ayant, semble-t-il aperçu le principe du procédé, Wendel n'en donne nulle part l'analyse précise. Celle qu'on propose ici se fonde essentiellement sur la lettre adressée le 29 avril par le gouverneur à Caillaux, à la requête du ministre, et qui n'est pas de prime abord limpide : "... Le montant des billets en circulation dans le public", écrit Robineau, "tel qu'il figure à la situation hebdomadaire, s'obtient par différence, en retranchant du total des billets en émission (billets fabriqués moins les billets détruits) le montant des billets bons ou à détruire qui se trouvent chaque soir dans les caisses de tous nos Etablissements, ainsi que les billets en route d'un établissement à un autre.

Chaque fois que la Banque Centrale envoie des billets à détruire au centre de destruction de Clermont, l'opération comporte l'incorporation de ces billets parmi les éléments en route, tant qu'ils ne sont pas arrivés à Clermont, et leur déduction du montant de l'encaisse de Paris. De même, à Clermont, lorsque l'ordre de destruction effective est donné, il y a lieu de déduire les billets détruits du compte de "Billets en émission", et de réduire d'autant l'encaisse de l'Etablissement de Clermont.

Si l'une des opérations se trouve faite avant l'autre, la circulation apparente est momentanément réduite ou augmentée d'autant pour revenir ensuite à son chiffre réel, dès qu'intervient la seconde opération.

C'est en procédant, au cours des derniers mois, à la destruction effective de tout le stock existant de billets usagés et en anticipant, lorsque cela était nécessaire, pour l'établissement de la situation hebdomadaire, l'une des deux opérations ci-dessus indiquées, soit à l'occasion de l'expédition dès l'ordre de mise en route, soit à l'occasion de la destruction dès l'ordre de destruction, que les excédents

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2

de circulation ont pu être, non pas supprimés, mais reportés de semaine en semaine en attendant un redressement chaque jour plus nécessaire".

Le tableau suivant, dont les chiffres sont fantaisistes, peut aider à la compréhension du procédé double de la fraude :

	1	2	3	4	5	6
BILLETS	: fabriqués :	Détruits :	En Emission :	En Caisse :	"en Route" :	En cir- : culation :
	:	:	(1 - 2)	:	:	3 - (4+5)
<u>Bilan normal</u>	: 2.000	: 500	: 1.500	: 200	: 50	: 1.250
	:	:	:	:	:	:
Le procédé décrit dans le texte (ordre de mise en route supplémentaire de)	<u>Bilan faux</u>	: 2.000	: 500	: 1.500	: 200	: 90
	:	:	:	:	:	:
	<u>Bilan vrai</u>	: 2.000	: 500	: 1500	: 160	: 90
	:	:	:	:	:	:
	<u>Bilan faux</u>	: 2.000	: 540	: 1.460	: 200	: 50
	:	:	:	:	:	:
Le procédé décrit (ordre de destruction supplémentaire 40).	<u>Bilan vrai</u>	: 2.000	: 540	: 1.460	: 160	: 50
	:	:	:	:	:	:

(38) - Wendel écrit le 11 octobre 1931 (C.XIX) qu'Albert-Buisson, directeur du Cabinet de Clémentel rue de Rivoli "passait pour avoir eu avec Aupetit l'idée des faux bilans". Mais c'est douteux puisque l'initiative est antérieure au ministère du Cartel.

(39) - La comparaison est de Wendel lui-même (note Moret n° 2).

(40) - Aupetit dit à Clémentel, le 2 juillet 1925 (note Clémentel citée) "qu'à ce moment le plafond de la circulation n'était pas dépassé et que le but poursuivi était uniquement de ne pas faire apparaître, vis-à-vis de l'étranger, des développements excessifs de notre circulation monétaire".

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(41) - Note Wendel citée, sur l'entretien Leclerc.

(42) - Note Clémentel du 2 juillet 1925 citée.

(43) - Note entretien Moret n° 1, et témoignage Leclerc.

(44) - Le 5 décembre 1930, Poincaré affirme à Wendel être fort étonné d'apprendre que les faux bilans aient existé sous son règne.

"M. Robineau s'est plaint à moi de ce que Herriot l'avait obligé à présenter des faux bilans; il ne m'a jamais parlé de faux bilans antérieurs" (C.XIX, 5 décembre 1930). François-Marsal affirme un peu plus tard la même chose à Wendel (C.XIX, 10 juillet 1931).

(45) - Cf. C.XIII, 6 avril 1925 : "Monzie a essayé de faire remonter aux ministères précédents certains errements, ce qui est faux et je le lui ai dit".

(46) - Selon un document comptable montré par Moret à Wendel (Note Moret, n° 1).

(47) - Robineau avait antérieurement avancé à Wendel le chiffre de 638 millions (C.XIV, entretien du 16 octobre 1925). Dans ses mémoires, Herriot, qui insiste naturellement sur les "avances occultes" antérieures à son règne, ne marque pas la différence importante entre les deux étapes. Il paraît d'ailleurs ne pas clairement distinguer les avances indirectes aux Banques et les "compensations de compte".

Wendel se fit confirmer l'essentiel de cette analyse et le second "seuil" passé en octobre, qu'il juge capital, par lettre de Moret suivant sa visite : "M. le Régent et cher Collègue, Pour répondre à votre lettre du 10 octobre, je peux vous confirmer bien volontiers :

1) que "les compensations de comptes" par lesquelles a été réduit, à la situation hebdomadaire publiée par la Banque, le chiffre de la circulation des billets, ont effectivement commencé le 13 mars 1924;

.../...

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

2) que la situation hebdomadaire du 2 octobre 1924 est la première en date de celles qui auraient dû faire apparaître - si ces compensations n'avaient pas été opérées - un chiffre de circulation supérieur au maximum légal de 41 milliards alors en vigueur.

C'est donc à partir du mois d'octobre seulement, comme vous l'indiquez, que le maximum légal a été dépassé par le montant réel de la circulation des billets..."

(48) - Témoignage de Leclerc. Et de fait, au moment où, en 1926, il quitta la Banque pour prendre la tête du Crédit Foncier, Moreau le félicita pour la fermeté dont il avait fait preuve en l'occurrence. Wendel en fut un peu surpris à l'époque (note entretien Leclerc, AFW I 4).

(49) - On y trouve seulement, à ce propos, une lettre du professeur américain, Robert M. Haig, auteur du livre cité plus haut, The Public Finances of Post-War France (New York, 1929). Cette lettre, datée du 20 juin 1930, communique à Clémentel copie d'un commentaire reçu de Herriot à propos de l'ouvrage, et où celui-ci affirme n'avoir connu les faux bilans qu'à la fin de février 1925. Haig écrit à Clémentel, en anglais : "Je me demande si vous ne désireriez pas faire une déclaration pour préciser dans quelle mesure vous avez été informé de la situation avant le 27 février 1925. En l'absence d'une telle déclaration de votre part, j'en inférerai que, s'il y eut antérieurement des pressions politiques sur la Banque de France, elles furent de votre fait plutôt que de celui de M. Herriot".

Or Clémentel, malheureusement, qui s'est fait traduire la lettre, n'a annexé à elle le double d'aucune réponse.

Quant à Herriot, sa lettre est surprenante : il ne fait pas de doute qu'il a connu les faux bilans au plus tard le 10 février, puisqu'aux côtés de Clémentel, il les a révélés ce jour-là, comme on verra plus loin, aux représentants des deux commissions des Finances. Encore ce terminus ad quem est-il peu vraisemblable.

(50) - C.XIV, 16 octobre 1925.

(51) - Op. cit., p. 66. Wendel ne mentionne pas la tentative.

IIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(52) - Note Clémentel sur les réunions des 15 et 16 décembre chez lui, et chez Herriot, 10 p. dactyl., dans ses Papiers. La chronologie Robineau ne mentionne que les rencontres du 16.

IIIe PARTIE - SECTION I du CHAPITRE III

(Notes)(1) - "F.de W. (...) nous raconte l'histoire de la Banque. Peu familier avec ces questions, je ne tente pas de te les expliquer de peur de dire des bourdes, mais il ressort des propos /de Wendel/ que (...) la Banque a entassé sottises sur sottises. Les régents n'ont jamais été consultés et, si j'en crois la vivacité de notre ami, on s'en montre furieux" (E.N.-P.L., 24 décembre 1924).

(2) - Absent du Conseil depuis trois semaines, il ne se sentait pas assez informé. Le procès-verbal de la Banque rendant compte des propos du gouverneur, le 18 décembre, est très pudique. Après avoir marqué sa préoccupation, dans l'attente de la hausse des appels au crédit, il déclare : "La situation apparaît d'autant plus sérieuse qu'en fait, dans ces derniers temps, avant les rentrées du récent emprunt (le Conseil général et le gouvernement ne l'ignorent pas) la limite de 41 milliards a été plusieurs fois transitoirement dépassée". Robineau fut plus clair le 27 décembre.

Il annonce ensuite que le gouvernement "ne veut sous aucun prétexte envisager le dépôt d'un projet de loi étendant la limite d'émission. Il examine et consulte..." (P.V. C.R.).

(3) - P.V.C.R., 22 décembre 1924. Le plafond des avances est donc ramené à 22 milliards.

(4) - C.XIII, 27 décembre 1924. Le procès-verbal, qui donne le détail de la communication du gouverneur, mentionne ensuite seulement succinctement que le conseil "en délibère" et décide l'envoi d'une lettre à Clémentel (P.V. C.R., 27 décembre).

(5) - C.XIII, ibid. et compte-rendu de la rencontre annexé au P.V.C.R. du 27 décembre. Dans la Chronologie Robineau, on lit que le ministre a été "reçu par le Conseil de régence", ce qui ne paraît pas tout à fait exact.

(6) - La menace de démission, citée par Wendel, n'est pas au compte-rendu officiel - mais bien conforme aux intentions exprimées les 15 et 16 décembre à Robineau et Herriot.

(7) - P.V. de la commission des Finances, 17 décembre 1924, Archives de la Chambre.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(8) - Le détail de ces mesures, que ne donne pas Wendel dans ses Cahiers (C.XIII, 27 décembre), est dans la lettre de Robineau à Clémentel datée du 29, et dans l'exposé de Robineau au Conseil, le 27 décembre. Dès le 11 décembre, on a relevé le taux d'escompte de 6 à 7 %, mesure tout à fait vaine, comme on a vu, dans la situation du moment (P.V.C.R. 11 décembre 1924).

(9) - A noter que Gaston Jèze, très sévère pour Clémentel, va plus loin encore dans la critique, estimant que ces mesures ont toute chance au contraire d'être inflationnistes : "Faire affluer sur la France les billets de banque de la Sarre et ceux de Madagascar, c'est faire de l'inflation. Développer l'usage du chèque, c'est excellent, mais du point de vue de la circulation, si la circulation des chèques s'ajoute à la circulation fiduciaire existante, il y a aussi inflation" ("Chronique financière", R.S.L.F., 1925, n° 1 p. 170). Il est à noter qu'à la différence de Wendel, le gouverneur approuve expressément ces projets ministériels comme efficaces contre l'inflation (dans son rapport à l'A.G. des actionnaires, le 29 janvier 1925, reproduit ibid., p. 173).

(10) - C.XIII, 29 décembre 1924.

(11) - L'Europe Nouvelle, avril 1925.

(12) - Wendel ne précise pas leur nom.

(13) - Résumé par Wendel, C.XIII, 14 janvier 1925, et P.V.C.R., même date.

(14) - Note ajoutée le 30 avril 1925 à C.XIII, 18 décembre 1924 : "Il m'a laissé entendre que non". En octobre 1925, après l'entretien Robineau auquel Rothschild assiste en défendant le gouverneur, Wendel en déduit que Rothschild était à coup sûr au courant des avances à l'Etat. Connut-il longtemps avant Wendel la crevaision du plafond ? "C'est possible, mais pas évident", et le 11 décembre 1926, recevant Mermeix pour lui parler de son livre, Wendel lui dit encore qu'il croyait que tous les régents avaient ignoré les faux bilans au moins jusqu'au 1er décembre.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(15) - "Il faisait le monsieur qui ne savait pas, alors qu'il n'est pas possible qu'il ne sût pas, mais nous ne nous en sommes pas nettement rendu compte au moment même", C.XIII, 27 décembre. Cf. aussi C.XIV, 9 février 1928, et "Ma situation personnelle", note citée, p. 1. La note Clémentel citée sur les 15 et 16 décembre confirme qu'il était au courant - mais aucun document de ses archives ne permet malheureusement de savoir si l'ambiguïté a été de sa part volontairement aménagée.

(16) - C.XIII, 14 janvier 1925.

(17) - "J'ai marqué que je trouvais inopportun d'en être. Les collègues, toujours courageux, étaient bien de cet avis".

(18) - Explication, importante, donnée plus tard (C.XIII, 28 févr. 1925).

(19) - Récit de Rothschild, C.XIII, 15 janvier 1925, et P.V.C.R., même jour, qui est plus détaillé que d'ordinaire : "M. Herriot a déploré la campagne de l'opposition qui a pour résultat d'alarmer les capitaux. Il a déclaré, une fois de plus, qu'il ne consentira jamais à entrer dans la voie de l'inflation, sous quelque forme qu'elle se présente et qu'en conséquence, pour lui, la question de la limite légale d'émission ne saurait se poser". Le discours d'Herriot est du 17 janvier. Il y déclare : "Le gouvernement actuel, quoi qu'il lui en coûte, est hostile à tout ce qui est inflation... Pas d'inflation, subordonnons tout à cela". (C'est moi qui souligne).

(20) - C.XIII, 22 janvier 1925.

(21) - Mention détaillée au P.V.C.R. : "M. le Gouverneur continuera (sic) à tenir le Conseil au courant des chiffres atteints par la circulation des billets". Cordier et Laederich approuvent expressément la position d'attente.

(22) - Chronologie Robineau, A.B.F.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(23) - P.V.C.R., 5 février, Papiers Clémentel, L'Europe Nouvelle, avril 1925, et Mermeix, p. 309-310.

(24) - Notes télégraphiques prises par Clémentel pendant l'entretien du 7 - non datées, mais que leur contenu permet de situer à coup sûr. (Papiers Clémentel).

(25) - Commission des Finances du Sénat, séance du 11 février 1925, procès-verbal. Milliès-Lacroix voit Robineau le 11, pour précision, et s'entend affirmer par lui que la Banque reste hostile à toute inflation (Ibid., et Chronologie Robineau). Dans ses Mémoires, Jadis, T.II, p. 208, Herriot situe à tort cette révélation le 14 février.

(26) - Chambre des Députés, 2ème séance, 16 février 1925, J.O., p. 901, 1ère col., et p. 900, 2ème col. Herriot rejette hautement "ce que l'on appelle - d'un mot barbare dont je m'excuse, mais la matière financière s'enrichit à l'heure présente d'un certain nombre de barbarismes qu'il faut bien employer, quoi qu'on en ait - que l'on appelle, dis-je, la déévaluation".

(27) - C.XIII, 12 février, et P.V.C.R., même date. Brève mention dans la Chronologie Robineau.

(28) - Procès-verbal de la Commission retraçant la rencontre du 14 février (18 février 1925), Archives du Sénat, et Jadis, T.II, p. 208.

(29) - Notes manuscrites prises en séance par Clémentel (dans ses Papiers).

(30) - P.V. de la commission des Finances, 24 juin 1925, Archives de la Chambre. "On nous a dit", précise Auriol, "le change monte. Supprimez le bordereau de coupons si vous voulez que nous remontions, sinon nous allons vous demander une inflation nouvelle. Nous avons fait ce sacrifice".

(31) - Chronologie Robineau.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(32) - C.XIII, 12 février.

(33) - "Depuis le fameux "dîner financier" offert par Clémentel cette semaine, l'histoire des bilans de la Banque court Paris" (Ibid.). S'agit-il de la réunion du 10 au soir ? Wendel lui-même n'avait pas d'abord été très discret, puisqu'il avait évoqué la situation au dîner des Débats du 23 décembre. Et il avait expliqué alors à Nalèche sa déontologie sur ce point : "N'étant pas présent lorsque les choses se sont passées, ne les ayant connues que comme un simple particulier, /Wendel/ ne se croit pas tenu à la discrétion. Il observe au contraire les plus grands scrupules lorsqu'il a été mêlé à la discussion" (E.N.-P.L., 23 décembre 1924).

(34) - On pouvait craindre en outre que le public, informé par ces rumeurs, considérât l'augmentation de la circulation comme inévitable et jouât contre le franc en achetant des devises au risque de panique sur les changes.

(35) - C.XIII, 12 février 1925. Loucheur a appris l'affaire de la bouche de Clémentel (C.XIII, 26 février).

(36) - C.XIII. Cette dernière inquiétude se précise surtout en mars et paraît en avril à Wendel rétrospectivement confirmée.

(37) - Sentiment qui se répand à la Banque. La lettre de Robineau du 5 février avait, pour la première fois, mentionné le relèvement du plafond comme nécessaire si...

(38) - C'est à cette occasion que Wendel déplore encore cette "secrète tendresse" que "ses bons amis Rothschild (auraient) au fond pour ces braves radicaux-socialistes".

(39) - C.XIII, 26 février 1925.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(40) - C.XIII, 28 février 1925. On institue aussi le serment fiscal et la prison pour fraude fiscale est aggravée.

(41) - Lachapelle, Le Crédit public, T.II, pp. 234-235.

(42) - La Chronologie Robineau l'évoque à partir du 20 février (visite du gouverneur et de Rothschild chez Clémentel à ce propos).

(43) - P.V.C.R., 5 février, qui ne donne pas le détail de la délibération. L'Europe Nouvelle, avril 1925, et Mermeix, pp. 311-312.

(44) - "C'est Rothschild qui a finalement prononcé cette dernière phrase", note Wendel avec satisfaction (C.XIII, 26 février).

(45) - Chronologie Robineau.

(46) - On en a le récit par Milliès-Lacroix et Bérenger à la commission des Finances du Sénat du 28 février (Archives du Sénat). Des extraits du compte-rendu sont cités par Herriot (Jadis, T.II, pp. 210-212).

(47) - Dans leur brochure, Petite Histoire des Finances du Cartel, citée, Emile Mireaux et F.F. Legueu rappellent avec ironie, pour l'appliquer aux mesures nouvelles, le mot qu'Herriot avait eu afin de justifier la suppression du bordereau de coupons : "Pour atteindre quelques fraudeurs, on molestait toute la nation" (p. 32).

(48) - Au témoignage d'Henry Roy (procès-verbal de la Commission).

(49) - C.XIII, 27 février : "J'ai mis les pieds dans le plat".

(50) - Le soir, Wendel reçoit la visite de Félix Vernes et Laederich qui l'encouragent.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(51) - Dervillé, selon Félix Vernes, aurait notamment retourné Cordier dans l'après-midi du 27. Le P.V.C.R. du 27 février mentionne seulement un "échange de vues sur la situation".

(52) - C.XIII, et P.V.C.R., 28 février, Chronologie Robineau.

(53) - La lettre datée du 3 mars, est donnée in extenso dans Jadis, T.II, p. 213. Le Conseil se contente d'en prendre acte (P.V.C.R., 5 mars).

(54) - Papiers Clémentel : le projet comportait ce dernier paragraphe de style amphigourique mais de contenu légèrement plus ferme : "Si les circonstances devaient tromper notre attente, le gouvernement se réserve d'envisager avant la fin du mois les moyens qui deviendraient inévitables pour mettre fin à une situation qui ne pourrait, je le reconnais, se prolonger davantage".

Wendel croit discerner "une forte collaboration de Robineau" dans la rédaction de la lettre. Rien ne le prouve. Le brouillon est sans en-tête et les annotations manuscrites de Clémentel ne mentionnent pas le nom de son auteur - peut-être tout simplement lui-même.

(55) - La limite est mentionnée déjà au compte-rendu fait par Rothschild de l'entrevue, P.V.C.R., 28 février.

(56) - Lettre de Clémentel à Robineau, le 5 mars (L'Europe Nouvelle, avril 1925).

(57) - Accord manuscrit de Herriot sur une lettre personnelle de Clémentel, le 4 mars (Papiers Clémentel).

(58) - P.V.C.R., 12 et 13 mars, avec le texte des deux lettres. Retenu ailleurs, Wendel n'assiste pas aux réunions des 12 et 13 mars où la question est envisagée - mais, renseigné par Félix Vernes, il approuve naturellement l'attitude très réservée du Conseil. Il juge qu'il vaudrait mieux, plutôt que d'utiliser les dollars par "petits paquets" sur le marché, les garder pour arrêter la hausse psychologique des changes au jour proche où la vérité éclatera (C.XIII, 14 mars). La lettre de Clémentel du 4 mars est donnée par Mermeix, qui évoque la réticence du Conseil (op. cit. pp. 265-267). La réponse de la Banque est du 13 mars.

IIIe PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE III

Notes (1) - C.XIII, 6 mars et 28 février.

(2) - C.XIII, 14 mars. Nouvelle allusion rétrospective à ce danger à l'occasion d'une conversation avec Marin, le 10 avril.

(3) - Ibid. Il ne s'agit pas seulement de critiques de politique extérieure. Le 20 mars, il note : "A la Chambre, violent débat sur la laïcité. Censure avec expulsion de la Ferronnays dans des conditions inadmissibles. Il serait grand temps que cela cesse."

(4) - C.XIII, 19-20 mars.

(5) - C.XIII, Ibid.

(6) - "Je l'ai trouvé assez monté... et n'ai rien fait pour le calmer. Il (...) voudrait - ce à quoi je ne saurais entièrement souscrire - avoir le dernier mot dans cette affaire de la Banque" (C.XIII, 24 mars 1925).

(7) - P.V. C.R., 26 mars 1925.

(8) - Chronologie Robineau.

(9) - Notes manuscrites prises par Clémentel durant l'entretien (Papiers Clémentel).

(10) - Peut-être n'a-t-il d'ailleurs pas eu le temps matériel de se faire raconter l'entrevue. Ses notes ne le mentionnent pas.

(11) - C.XIII, annexe au 30 mars 1925.

IIIe PARTIE, Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(12) - Wendel va voir Sergent, président de la B.U.P., futur président du comité des experts, qui l'encourage à persévérer.

(13) - Récit "à chaud" de Rothschild à Wendel, C.XIII, 31 mars, et P.V. C.R., même jour "...Le ministre a examiné dans leurs grandes lignes les conditions techniques d'une élévation de la limite d'émission". C'est la première fois que le procès-verbal mentionne l'affreuse perspective. Rien aux Papiers Clémentel.

(14) - P.V. C.R., 31 mars 1925. La réponse d'Herriot confirmant sa requête d'un ultime répit est du 1er avril (P.V.C.R., et minute aux Papiers Herriot, Dossier 7).

(15) - Le texte complet de la lettre est dans Mermeix, pp. 321-326, et aux Papiers Herriot, Dossier 4.

(16) - Wendel juge le communiqué maladroit (2 avril).

(17) - Le texte complet est dans Mermeix, pp. 280-282, qui donne des détails utiles sur toute cette phase de l'opération.

(18) - Cable de Harjes au siège de la Banque Morgan à New York, Papiers Dwight Morrow, dossier "French Finances, 1926-27".

(19) - Déclaration de Robineau à Wendel, le 1er avril, et lettre de Clémentel à Robineau, le 3 avril (citée dans l'Europe Nouvelle, avril 1925 et dans Mermeix, pp. 318-320).

(20) - En vain essayait-il de soutenir ainsi la démonstration : "Ce n'est pas de l'inflation, car la marge que nous envisageons permettra simplement de remplacer temporairement dans la circulation les billets thésaurisés. Ce n'est pas de l'inflation parce qu'il ne s'agit en aucun cas de billets à émettre pour le compte de l'Etat : il s'agit de billets susceptibles d'être employés en escompte de traites commerciales (...)

.../...

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2

garanties par trois signatures d'honorables commerçants ou d'industriels; pour qui connaît la probité de l'industrie et du commerce français, il n'est pas de garantie-or supérieure à celle-là (...) / Ce n'est pas de l'inflation / parce qu'enfin ce n'est qu'une marge et que, même pour les besoins du petit commerce, il conviendra de la conserver, de la sauvegarder à titre de marge de garantie, autant qu'il sera possible..." J.O., Débats du Sénat, 2 avril 1925, p. 533, 1ère col.

(21) - Il est à noter que ce même jour Herriot va recevoir -ou plus probablement a reçu - une lettre de Gaston Jèze, son principal conseiller financier, qui s'achève par ce post-scriptum laconique : "Se faire tuer contre l'inflation" (Papiers Herriot, dossier 4).

(22) - Ibid. , p. 542, 2ème et 3ème col.

(23) - Wendel l'y a trouvé "déchaîné" (C.XIII, 3 avril 1925).

(24) - Selon les termes d'une note manuscrite de Clémentel, datée du 12 juin 1925, "Les faits qui ont été, en dehors de l'impôt sur le capital, les causes de ma démission", Papiers Clémentel. On trouve dans les papiers d'Herriot divers lettres et projets à ce propos, datés de fin mars (Dossier 4).

(25) - La lettre fut publiée pour la première fois dans l'Ere nouvelle, le 8 mars 1926, après que Paul Reynaud eut mis la gauche au défi de la produire. Herriot la donne intégralement dans Jadis, pp. 221-222, en commentant de façon surprenante : "J'acceptai la démission sans discuter. Je n'ai pas un goût excessif pour les collaborateurs qui, ayant toujours été soutenus par leurs chefs, se trouvent malades au fort de la bataille". Tout au long de ses explications, Herriot joue sur les mots et continue de prétendre, 27 ans après l'événement, que l'émission de billets pour les besoins du commerce ne constitue pas de l'inflation !

Ce départ de Clémentel refusant l'impôt sur le capital lui valut une certaine indulgence à droite.

(26) - Lettre manuscrite de Jèze à Herriot citée, 22 octobre 1925, Papiers Herriot, dossier 7.

IIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(27) - Herriot, dans ses mémoires, ne paraît pas conscient de la contradiction.

(28) - Textes dans l'Europe Nouvelle, avril 1925, p. 526, et au P.V.C.R.

(29) - C.XIII, 3 avril 1925.

(30) - C.XIII, 6 avril.

(31) - Notes manuscrites d'Herriot sur le Conseil de cabinet du 6 avril, Papiers Herriot, Dossier 4. Monzie reproche à Clémentel "d'avoir cru que son sourire arrangerait tout...", et il dit avec justesse : "on a créé un mythe d' remboursement. On a pratiqué l'inflation en parlant de déflation. Il faut donc régulariser."

(32) - P.V. de la Commission, Archives de la Chambre, 7 avril. Monzie déclare : "Du bilan de jeudi, je ne connais qu'une chose, c'est qu'il sera régularisé. J'apporte cet apaisement à la Commission, mais elle ne me demandera pas de lui dire comment et dans quelles conditions. Je n'en ai pas le pouvoir, et je n'en ai pas la volonté". Et la compétence ?

(33) - P.V.C.R., 6 avril.

(34) - Wendel ne s'attendait pas au second, ce qui est assez surprenant. Il note : "C'est fantastique de présenter des objets semblables à discuter en 24 heures ! et même moins ! L'effet à l'étranger sera désastreux" (5 avril 1925). Le même jour, à 19 heures, Wendel, Rothschild et Robineau vont voir Doumergue à l'Elysée pour le mettre au courant : "Très aimable, Doumergue nous a remerciés de ce que nous avions fait ces temps derniers, et garanti qu'on ne saurait nous le reprocher - mais il n'a visiblement rien compris à nos explications. En bon politicien, il s'est borné à insister pour que la Banque n'ait pas l'air de prendre parti et reste sur le terrain professionnel... Cela ne veut pas dire qu'il souhaite grand bien à Herriot..." (C.XIII, 6 avril 1925, mention au P.V.C.R. du même jour).

IIIe Partie - Chap. III, Sect. 2

(35) - Ces modifications portent sur l'article 2 rappelant le principe de l'amortissement des avances - limité pour 1925 "au produit disponible en fin d'année du compte de réserve et d'amortissement institué par la Convention du 21 septembre 1914" (P.V.C.R., 7 avril 1925).

(36) - Une première version de la lettre, rédigée en hâte le 7 avril, attirait, à la demande de Wendel et sur un ton très froid, l'attention de Monzie sur le danger de mesures susceptibles de ralentir le renouvellement des Bons du Trésor. Monzie ayant refusé de recevoir la lettre, (dont le texte est aux Papiers Herriot, Dossier 4, avec mention manuscrite du ministre "lettre retirée"), une seconde version lui fut adressée, datée du 8, sans la dernière mise en garde (Europe Nouvelle, avril 1925). Monzie fut d'autre part avisé officieusement, par Aupetit, du projet de bilan (procès-verbal dans Jadis, p. 224).

(37) - Raymond Philippe considère que Robineau et la Banque avaient sottement surestimé la force de réaction de la spéculation étrangère, encore sous le coup de la défaite subie en mars 1924 (op. cit. p. 62)

(38) - Cf. Robert M. Haig, op. cit., p. 213, qui cite d'autre part cette phrase indignée de Maurice Bokanowski, "homologue" de Bérenger au Palais-Bourbon : "De temps immémorial on avait l'habitude de croire les bilans de la Banque de France !..." (L'Eclair, 10 avril 1925).

(39) - C.XIII, 6 avril 1925.

(40) - Herriot note que le Journal des Débats a publié la lettre de Robineau en date du 8 avril. Peut-être la fuite vint-elle de Wendel. Il n'en parle pas.

(41) - C'est au cours de cette séance que se produisit un épisode mineur, mais qui éclaire l'idée que Wendel se fait de l'équilibre entre ses différentes responsabilités. Il l'évoque ainsi : "La Banque n'avait jamais, avant Herriot, publié des situations inexactes / Wendel le croit encore, comme on a vu... Cela n'a pas empêché Monzie, répondant à François-Poncet, de dire que les bilans de la Banque avaient toujours été exacts (ce qui était vrai si l'on admet qu'exact veut dire conforme aux écrits - c'est-à-dire aux situations respectives des différents établissements). C'était agir en homme de gouvernement, mais il eut la malencontreuse idée, m'apercevant debout à droite, de me

.../...

IIIe Partie - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

prendre à témoin, ajoutant que le gouvernement n'était jamais intervenu dans les publications des bilans de la Banque ! - J'avais, dans ma serviette, sous mon bras, la lettre d'Herriot du 3 mars, demandant au Conseil de continuer à ne pas accuser le dépassement de la circulation jusqu'au 31 mars ! Je pouvais évidemment créer un très gros incident. Je n'ai pas cru devoir le faire à un moment où le ministre défendait la sincérité du bilan... Je suis resté immobile, sans nier ni acquiescer - mais j'ai immédiatement exigé de Monzie, dans un entretien particulier, la suppression du passage à l'Officiel. Je veux bien, en raison de ma situation, me taire, mais je ne me solidarise pas avec les dires du gouvernement..." (C.XIII, 9 avril 1925 et J.O. Chambre des Députés, même date, p. 2163, col. 1).

(42) - Une analyse du débat du 10 avril dans François Goguel, Le Rôle financier du Sénat français, op. cit., pp. 194-201.

(43) - C.XIII, 10 avril 1925.

QUATRIEME PARTIE

=====

IVe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE INotes

(1) - C.XIII, 15 avril 1925.

(2) - Wendel est porté au J.O. comme s'étant abstenu, chose surprenante. Mais c'est parce qu'il était à Hayange. "Il est évident que si j'avais été présent, j'aurais, comme régent, voté la convention" (Ibid.).

(3) - C.XIII, 11 avril 1925.

(4) - Ibid.

(5) - C.XIII, 16 mai 1925.

(6) - C.XIII, 17 avril 1925.

(7) - C.XIII, 16 mai 1925.

(8) - J.O., Débats de la Chambre, 21 avril 1925, pp. 2224-2230. Gros succès à droite.

(9) - 304 voix contre 217 et 41 abstentions.

(10) - C.XIII, 21 avril 1925.

(11) - Propos tenus par Caillaux, le 10 juin encore, devant la Commission des Finances de la Chambre. Il ajoute : "J'essaye de reprendre en ce moment. En particulier il y a une opération sur les Bons du Trésor russes qui est invraisemblable" (P.V., p. 201, Archives de la Chambre).

(12) - Texte au P.V.C.R., 30 avril. Caillaux dit répondre à une demande de Milliès-Lacroix, président de la Commission des Finances du Sénat. Sur la réponse de Robineau, voir plus haut.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(13) - "Le compte d'amortissement est alimenté par les rétrocessions d'intérêts que fait la Banque de France au Trésor en vertu de la convention de Bordeaux et des accords qui l'ont suivie, et de 85 % des escomptes des Bons du Trésor faits par elle aux gouvernements étrangers".

(14) - AN,F 30,1432, Joseph Caillaux à Robineau, 1er mai 1925. La lettre n'est pas reproduite au P.V.C.R., très discret pour tout ce mois de mai. Caillaux paraît très content de sa citation de Pelletan : il la répète devant la Commission des Finances de la Chambre (P.V., 12 mai), puis encore en séance publique le 6 juillet 1926 (J.O., p. 2730, col. 3).

(15) - C.XIII, 7 mai 1925.

(16) - Robineau à Caillaux, 8 juin 1925, AN,F 30,1432. Rien au P.V.C.R.

(17) - Argument développé par Rothschild dans des Notes datées du 14 mai 1925, rédigées par Paul Goutte, son homme de confiance, note n° 2, Compte d'Amortissement, p. 2 (AFW I 4).

(18) - Caillaux reviendra à la charge sans plus de succès sur cette question de l'amortissement à la fin du mois (lettre Caillaux à Robineau, 30 mai et lettre Robineau à Caillaux, 4 juin, P.V.C.R., 4 juin).

(19) - Cf. Nalèche qui a ce commentaire intéressant : devant la requête du Directeur des Contributions directes "de faire figurer tout ce que la Banque donnait à ses employés en plus de leur traitement régulier et cela mis au nom de chacun", Robineau "a résisté avec énergie et le Directeur menaçant d'envoyer un inspecteur des Finances vérifier chaque versement, Robineau déclaré : "Je passe le tout par une somme X sans aucun détail". A la Banque on est furieux contre ce ministère qui, à chaque instant, a besoin d'elle, qui fait elle-même l'amortissement des sommes qui lui sont dûes par ledit ministère et qui ne reçoit comme récompense que le procédé ci-dessus indiqué..." (E.N.-P.L., 6 juin 1922.)

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(20) - AN F 30 1432. Robineau répond le 11 que les gratifications ont toujours été régulièrement déclarées... Ces lettres ne sont pas non plus au P.V.C.R.

(21) - Ce point lui est rapporté par Maroni, des Débats, le 6 mai (C.XIII, 7 mai).

(22) - C.XIV, 31 octobre 1925. Le bruit du remplacement de Robineau est rapporté avec insistance par la presse. Le Petit Journal du 3 mai, l'Intransigeant du 5 mai, par exemple, le donnent comme certain. Cf. aussi Excelsior du 6 mai, le Nouveau Siècle du 14. L'Humanité du 5 mai annonce la nomination de Delanney, ancien préfet de la Seine et ancien ambassadeur à Tokyo. On parle aussi de Sergent et de Joseph Simon.

(23) - C.XIII, 5 mai 1925. Réunion ce jour-là des régents chez Rothschild, rue Laffitte.

(24) - Fabre-Luce, Caillaux, 1933, p. 213.

(25) - Thomas Lamont à Russell C. Leffingwell, 28 avril 1925 (Papiers Lamont, Série II, 103-11). Tout en exprimant des réserves sur la personnalité de Loucheur, Lamont se montre très frappé par l'ampleur de ses vues. Loucheur, aussi bien, expose les grandes lignes d'un plan fort proche de celui que réalisera finalement Poincaré.

(26) - Fabre-Luce, pp. 217-218. Cf. aussi le portrait que donne de Caillaux, au retour de Mamers, Georges Suarez dans son Briand, T.VI, 1942, p. 71. "Caillaux avait changé. Même son masque d'orgueil portait la marque des bourrasques passées. Elles l'avaient réduit, amenuisé, désorienté. Le souci d'un destin manqué avait tout faussé en lui. Il y avait laissé son assurance et ses certitudes. Ayant vécu à l'écart des luttes politiques pendant ces dernières années, il y revenait, hanté par la peur de l'impopularité et tenaillé en même temps par l'ambition de conclure son expérience tourmentée par une réussite. Mais il lui manquait le sens et la psychologie d'une actualité qui s'était déroulée sans lui. Entre sa comparution devant la Haute Cour

.../...

IVE PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

et son brusque retour à la vie publique, il y avait un grand trou noir. Il était privé d'antennes." Suarez est très hostile à Caillaux, comme il apparaît plus encore dans son livre écrit "à chaud", De Poincaré à Poincaré, Paris 1928, et il faut s'en méfier pour cela. Selon Fabre-Luce (p. 211), Suarez aurait été essentiellement informé, surtout pour 1925, par un ennemi personnel de Caillaux.

(27) - P.V. de la Commission des Finances, Archives de la Chambre, 12 mai 1925, p. 132.

(28) - Et rendues plus nettes dans l'exposé de Raymond Philippe, op. cit. pp. 76-79.

(29) - Wendel voit les "banquiers toujours hésitants, Neuflize et Heine surtout". Ce dernier, ami de Robineau, marcherait avec lui (C.XIII, 5 et 7 mai 1925).

(30) - Cf. note n° 3 "Bons de la Défense Nationale" du 14 mai 1925 (AFW I 4).

(31) - Il rend compte de sa visite devant ses collègues, avant le Conseil du jeudi 7 mai, qui est de pure forme.

(32) - J.O., Débats de la Chambre, 21 avril 1925, p. 2231, 3e col.

(33) - Philippe l'intitule seulement : "Une haute personnalité financière".

(34) - Au témoignage de Georges Bonnet, Vingt Ans de Vie politique, Paris, 1969, p. 73. Selon lui, Finaly qui venait de perdre sa femme "se consolait en faisant des mathématiques avec Painlevé". Bonnet était très proche de Painlevé.

(35) - Beau de Loménie, (Dynasties, T.IV, p. 133) qui rapporte une interprétation des Ecoutes, l'affirme - et la chose est possible.

IVE PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(36) - C.XIV, 3 novembre 1925. Selon Tinguay du Pouët, la Banque de Paris et des Pays-Bas aurait eu en portefeuille 475 millions de Bons le 1er janvier 1924, 175 millions, le 1er janvier 1925, et 25 millions en octobre. Cf. aussi P.V. de la Commission des Finances, archives de la Chambre, 6 novembre 1925, pp. 157 à 199.

"M. de Tinguay. Je connais une grande banque qui a réduit son portefeuille à 25 millions. Je ne puis donner son nom, car cela gênerait certaines personnes.

M. le Président du Conseil. (Painlevé) Par quoi les a-t-elle remplacés ?
M. de Tinguay. Je ne sais pas.

M. le Président du Conseil. Il y a eu dans toutes les banques une transmission de Bons de la Défense en Bons du Trésor à court terme dans de très grandes proportions.

M. de Tinguay. Ce n'est pas l'opération qu'a faite cette banque. Elle aurait pu de même souscrire à l'emprunt 4 %, or le total de sa souscription - je n'en donnerai pas le chiffre car ce serait la désigner - n'est que le total de la souscription de ses clients".

(37) - Philippe, pp. 77-78.

(38) - Philippe, p. 76.

(39) - Intervention de Piétri en Commission des Finances, 24 juin 1926 (après que l'idée a été officiellement écartée, comme il l'admet lui-même), P.V., archives de la Chambre et Interview de Piétri par Daniel Golday, 19 avril 1959 (Golday, op. cit., p. 118). Piétri lui affirme avoir inspiré l'idée du plafond unique à Caillaux.

(40) - L'article est reproduit dans François Pietri, La Querelle du Franc, 1924-1928, 1929, p. 40.

(41) - "J'ai, comme le plus souvent, trouvé que Rothschild avait raison" (C.XIII, 13 mai 1925). "Les autres régents assez partagés d'opinion, Mallet et Heine convaincus par Rothschild, Neufville, Dervillé plutôt effrayés, Laederich et Vernes assez hésitants, le premier surtout".

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(42) - On trouve un bon exposé des arguments opposés par la tendance Rothschild-Wendel à la théorie du plafond unique dans une brochure de l'Action Nationale, 18 rue Duphot à Paris : "Hérésie financière et Péril de mort, le Plafond unique", 1926, 8 p.

(43) - Notes Rothschild du 14 mai citées (n° 3, Bonq de la Défense Nationale), AFW I 4.

(44) - Wendel commence à ce moment à estimer que la hausse de la circulation (dans la mesure où elle répond aux besoins de l'industrie et du commerce) est beaucoup moins grave que la hausse des avances. Mais si le gouvernement revient aux avances indirectes ? Dès le 5 mai, Wendel distinguait "une nouvelle augmentation de la limite de la circulation, ce qui ne serait pas très grave", et celle des avances à l'Etat, "ce qui reviendrait à dire que la Banque rembourse les Bons du Trésor".

(45) - Mention de cet entretien et de l'exigence de voir les régents isolément dans P.V.C.R., 14 mai 1925.

(46) - C.XIII, 16 mai 1925.

(47) - C.XIII, 11 mai 1925.

(48) - C.XIII, 16 mai 1925. Henry Simond, "un camarade de classe du ministre chez les bons pères" est chargé d'aller l'informer. Mais, comme il n'en fit rien, la charge en revint, comme on verra, à Wendel.

IVe PARTIE - CHAPITRE I, SECTION 2

Notes (1) - C.XIII, 26 mai et C.XIV, 28 mai 1925.

(2) - "Les mauvaises langues", écrit Wendel, "disent que c'est en raison des menaces de Caillaux à l'égard des avoirs à l'étranger" (C.XIII, 26 mai). Rothschild subit à ce moment, outre celle de Paul Goutte, son fondé de pouvoir, l'influence de Germain-Martin, "professeur d'économie politique qu'il tient en haute estime", note Wendel, qui le rencontre pour la première fois chez Rothschild, le 28 mai. "Germain-Martin a examiné une solution intermédiaire tendant à faire délivrer par l'Etat, éventuellement, des "currency notes"; cela a l'avantage de laisser à l'Etat tout l'odieux de la faillite, cela ne l'évite pas", C.XIV, 28 mai 1925.

Germain-Martin donne dans ses souvenirs inédits (Histoire de mon Temps et d'une vie, pp. 161-165) une description haute en couleur de l'atmosphère qui règne rue Laffitte et rue Saint-Florentin. Il dit avoir vu rue Saint-Florentin François de Wendel le 8 avril, mais c'est probablement une confusion de dates rétrospective.

(3) - Le texte est au P.V.C.R. du 26 mai.

(4) - P.V.C.R., 28 mai 1925.

(5) - La note du 28 est à AFW I 4, et seulement évoquée au P.V.C.R. du 29. "Neuflyze, Mallet et Dervillier, et bien entendu Rothschild, l'ont approuvée sans réserve. Félix Vernes et Laederich redoutent, non sans raison, des déclarations trop nettes", C.XIV, 28 mai.

(6) - Le compte-rendu par Wendel a malheureusement disparu de ses archives.

(7) - C.XIV, 2 juin 1925.

(8) - Selon l'expression des délégués qui disent leur déception en Conseil, P.V.C.R., 2 juin 1925.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(9) - Note verbale du 4 juin, AFW I 4, et son résumé dans P.V.C.R., 5 juin 1925.

(10) - C.XIV, 8 juin.

(11) - C.XIV, 8 juin et P.V.C.R., 9 juin 1925 : la cordialité du ton paraît avoir agréablement étonné les délégués, à en croire leur récit devant le Conseil réuni pour les entendre.

(12) - Wendel note lui-même : "Cela peut se discuter". En effet.

(13) - Caillaux - qui ne consacre qu'une page dans ses Mémoires à son passage rue de Rivoli, - y écrit à ce propos : "Prenant position dès que je rentrai au Louvre contre ces dangereuses chimères (les solutions socialistes) réclamant une augmentation de 3 à 4 milliards d'impôts, je perdis presque immédiatement l'appui de la gauche avancée, tandis que l'arrêt de la Haute Cour qui, malgré l'amnistie pesait sur l'opinion parlementaire, me mettait dans l'impossibilité de rallier autour de moi une majorité nationale" (p. 214). C'est sommaire.

(14) - C.XIV, 8 juin 1925.

(15) - Fabre-Luce, Caillaux, op. cit., pp. 217-218.

(16) - P.V. de la commission des Finances, archives de la Chambre, 10 juin 1925, pp. 152 et ss. En réponse à Léon Blum, Caillaux refuse en même temps un "moratoire", une consolidation forcée qui "détraquerait tout dans ce pays".

(17) - Le texte du discours est recueilli dans : Joseph Caillaux, Ma Doctrine, Paris, 1926, pp. 260-268. "Le discours n'a pas été ce qu'on pouvait espérer", note Wendel, C.XIV, 19 juin.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(18) - Selon Georges Suarez, De Poincaré à Poincaré, p. 17, Caillaux aurait même rédigé un texte dans ce sens avec l'intention de le présenter au Conseil le 18 juin.

(19) - "Des semaines décisives pour nos finances publiques", Le Journal, 18 juin, p. 1.

(20) - Suarez, op. cit., pp. 18-19, rapporte aussi la scène en termes voisins. Aupetit, de qui il tient à coup sûr le récit, y a figure très digne.

(21) - C.XIV, 19 juin 1925.

(22) - Selon Georges Bonnet, op. cit., p. 73, Caillaux aurait accru l'hostilité de Finaly en déclarant un jour, au cours d'un déjeuner chez Larue : "Ce juif hongrois n'a rien à dire. Un jour, je lui ferai regagner son ghetto" - propos qui fut rapporté aussitôt à Finaly et par lui à Painlevé qui, désolé, dit à Bonnet : "Je ne connais vraiment qu'un seul banquier à Paris. Voilà que mon ministre des Finances vient de me brouiller avec lui..."

(23) - C.XIV, 19 juin. Wendel ne donne pas la source de son information. Suarez et Raymond Philippe parlent seulement d'un "personnage considérable", d'une "haute personnalité financière". Beau de Loménie, qui évoque ces épisodes en détail (Dynasties, T.IV, pp. 130-135), fait de Finaly un bouc émissaire chargé de détourner des "grands habiles" la colère populaire. "Il était commode de pouvoir se réserver quelques têtes de turc, destinées à symboliser les malaises de la finance contre lesquelles on affectait de lutter". C'est bien systématique.

(24) - Exposé détaillé de Robineau au Conseil, P.V.C.R., 22 juin et C.XIV, 22 juin 1925. Le projet prévoit aussi l'obligation de posséder une certaine proportion de valeurs d'Etat sous peine de payer un taux plus élevé sur les successions : seul point qui, aux yeux de Wendel, "peut se défendre".

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(25) - "Ce plan contient l'association de deux mesures également graves : une suspension des paiements de l'Etat, un saut dans l'inflation" (C.R. des délégués au Conseil, P.V.C.R., 23 juin).

(26) - "J'ai laissé cette fois à Rothschild le plus lourd de la discussion et suis obligé de reconnaître qu'il n'a pas toujours été très heureux dans la forme : parfois trop vif, puis ensuite trop aimable, toujours trop long" (Ibid.)

(27) - C.XIV, 22 juin, et P.V.C.R., 23 juin.

(28) - Information donnée par Robineau au Conseil, P.V.C.R., 22 juin.

(29) - "C'est rue Laffitte, non à la Banque," juge Wendel, "que se fait tout le travail sérieux". C.XIV, 24 juin. Le P.V.C.R. du 25 juin ne fait qu'une brève mention de ces entretiens.

(30) - P.V. de la commission des Finances, p. 55, archives de la Chambre, 24 juin 1925. Caillaux déclare : "J'offrirai / au public / un type d'emprunt à taux réduit, c'est entendu - une des grosses erreurs qui aient été commises en ces dernières années, une erreur qu'aucun financier de race n'aurait commise, ç'a été de faire des taux majorés qui ont inquiété le public au lieu de le satisfaire - mais ce type comportera certains avantages..." Léon Blum défend vigoureusement le principe de la consolidation forcée. Caillaux réplique qu'il y viendra seulement dans un deuxième temps, si l'emprunt forcé échoue. Et c'est alors à Bokanowski de s'indigner.

(31) - Société Générale, Comptoir d'Escompte, Crédit Lyonnais étaient en tout cas fort hostiles au projet Finaly, d'après Philippe (p. 78), et très favorables au plafond unique. Sur leurs motivations possibles, voir en mars 1924.

(32) - C.XIV, 24 juin.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(33) - Il s'agit bien d'un marché, comme le montre le P.C.V.R. du 25 juin. Le Conseil accordera les 6 milliards "sous les réserves suivantes..." Suit la mention de l'emprunt, de son émission immédiate, de la création du troisième plafond.

(34) - Le Figaro, 27 juin. Cf. le texte de la loi du 27 juin qui sortira du vote du Parlement dans Lachapelle, le Crédit public, pp. 253-254.

(35) - Le commentaire du Bulletin quotidien est significatif (N° 143, 25 juin, p. A 8 et n° 144, 26 juin, p. A 4 et A 5). Certes l'emprunt à garantie de change n'est qu'un "expédient" auquel a conduit la "politique des partis" des mois écoulés - mais c'est sûrement le moins mauvais. Nalèche écrira en octobre, après le semi-échec de l'emprunt : "Il paraît que Caillaux n'en voulait pas du tout. La combinaison était de préparation très ancienne et, chose curieuse, c'était le Président de la République qui y poussait avec le plus d'énergie. Caillaux avait déclaré à Maroni lui-même que jamais il ne le proposerait et cependant il a cédé..." (E.N.-P.L., 8 octobre 1925). Propos qui confirme les hésitations, les allers et retours analysés plus haut.

(36) - La forme de cette lettre de Robineau à Caillaux du 26 juin paraît avoir été modifiée une nouvelle fois avant d'être envoyée, mais elle parle d'application simultanée de la convention et du plan (P.V.C.R., 30 juin).

(37) - C.XIV, 27 juin 1925.

(38) - Georges Suarez, De Poincaré à Poincaré, p. 9.

(39) - "J'ai foi que le pays comprendra qu'on veut le faire sortir du régime d'illusions qui depuis... 1919, si vous voulez jusqu'en 1924, s'est si longuement prolongé (...) Qu'on lui dise la vérité, qu'on l'engage à se dégager du marécage..." J.Q., Débats, 2ème séance du 26 juin, p. 2939, 1ère col.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

(40) - Ibid., p. 2947, col. 1 et 2.

(41) - Outre le texte de la loi du 27 juin, Lachapelle donne le décret du 4 juillet 1925 de l'emprunt, et l'appel de Caillaux à la T.S.F., le 19 juillet, jour de l'ouverture de l'émission (Crédit public, T. II, p. 254-256.)

(42) - "Le silence du Cartel" et "La Fin d'un paradoxe", Le Temps, lundi 29 et dimanche 28 juin. Romier, dans le Figaro, parle de la "bienheureuse concentration". Le reste de la presse est à vrai dire moins catégorique. Notamment François-Poncet (qui s'est abstenu) dans l'Avenir du 28 juin, Buré dans l'Eclair du 29 juin. Les Débats reflètent bien l'état d'esprit de Wendel en écrivant : "Le Cartel se disloque, au moins provisoirement. Les socialistes et leurs alliés, dans un effort immense pour gêner le gouvernement, ont rallié 200 voix en faveur d'une politique de désorganisation révolutionnaire. Ils espéraient que les abstentions des modérés mettraient le ministère dans une situation difficile. Il est certain que les modérés se trouvaient devant un problème délicat. S'ils s'étaient abstenus en masse, M. Painlevé n'aurait pas jugé sa majorité suffisante" (28 juin).

(43) - C.XIV, 30 juin 1925.

(44) - C.XIV, 9 juillet 1925.

(45) - C.XIV, 30 juin. Selon Raymond Philippe, op. cit., pp. 81-83, il y eut encore un grave accrochage entre Caillaux et Robineau fin juin. Lazard Frères ayant appris une baisse brutale sur le franc à New York, un soir, n'obtint pas du fonctionnaire chargé à la Banque des questions de change qu'il intervînt sur le marché et dut faire appel à Caillaux directement. Philippe affirme avoir assisté à une semonce téléphonique de Caillaux à Robineau : "Je me résigne à me passer d'une collaboration que vous me refusez". Ceci ne concorde guère avec le refus de la démission de Robineau par Caillaux. Peut-être l'épisode est-il antérieur au vote de juin, peut-être l'hostilité de Philippe envers la Banque lui a-t-il fait dramatiser le heurt de Caillaux et de Robineau.

.../...

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

Dans leur numéro du 5 juillet, les Ecoutes affirment bien que Wendel avait dit à Maginot "avoir demandé la tête de Robineau", mais c'était faux. "Je n'ai pas demandé la tête de Robineau, auquel je ne veux pas de mal", écrit Wendel, mais il est bien certain que tant qu'il sera là, le gouverneur de la Banque de France sera un très petit garçon vis-à-vis de son collègue de la Banque d'Angleterre".

Il avait seulement affirmé à Maginot qu'il était impossible au Cartel d'atteindre Robineau, embarqué sur la même galère, C.XIV, 9 juill.

(46) - C.XIV, 30 juin 1925, lettres de Caillaux et de Robineau, 30 juin 1925, A.N., F 30, 1432, et P.V.C.R., même date. Le lendemain, Wendel va spécialement à la Banque pour veiller à ce que le procès-verbal de la séance du Conseil soit rédigé de telle façon que la Banque n'ait pas l'air d'avoir avancé les 6 milliards "vu l'article 2 de la loi de Finances", mais en raison d'un accord librement consenti dont l'article 2 implique la ratification préalable par le Parlement (C.XIV, 1er juillet 1925).

(47) - Georges Suarez, De Poincaré à Poincaré, p. 27. Dans des bonnes feuilles parues dans la Revue de Paris, Suarez avait attribué ce rôle à Maginot qui protesta vigoureusement (L'Echo de Paris). Suarez insiste beaucoup sur de nouvelles hésitations de Caillaux à cette occasion, mais n'indique pas ses sources : son hostilité systématique au ministre des Finances ne permet pas qu'on le croie sur parole.

(48) - Pierre Bertrand, Le Quotidien, 13 juillet 1925.

(49) - Edouard Soulier, L'Echo de Paris, 14 juillet.

(50) - L'Avenir, 13 juillet.

(51) - Wendel soupçonne le député Michel Missoffe d'en être l'auteur.

(52) - C.XIV, 9 juillet 1925.

(53) - C.XIV, 27 juin 1925.

IVe PARTIE - SECTION 3 du CHAPITRE I

- Notes (1) - Projet d'article rédigé par François de Wendel pour être signé par son cousin Guy, "Fourquoi j'ai voté les projets financiers du gouvernement", 2 juillet 1925 (AFW I 4). Cf. aussi dans le même sens l'article signé par lui-même dans l'Impartial du 3 juillet.
- (2) - FW à Leroy, de Jeandelize, 3 juillet 1925, AFW-III 34 (4).
- (3) - C.XIV, 12 juillet 1925.
- (4) - Il est réélu le 19 juillet sans concurrent par 2944 voix sur 3191 votants et 5171 inscrits, ce qui lui paraît un résultat honorable (C.XIV, 20 juillet). "Les gens sont habitués à ma tête et, pour l'instant du moins, me considèrent comme leur homme sans trop se préoccuper de ma nuance".
- (5) - C.XIV, 21 juillet 1925. Lachapelle confirme le "concours actif des grandes associations économiques". Vers le même moment, l'archevêque de Paris, la Fédération protestante et le grand Rabbín de France adressent des "appels vibrants" à leurs ouailles en faveur de l'emprunt (Le Crédit Public, T.II, p. 257).
- (6) - C.XIV, 15 août 1925, FW à Louis Marin, 10 août 1925, AFW III 35 (5), et comptes-rendus Est Républicain, Impartial de l'Est, et surtout Eclair de l'Est, plus détaillé, 14 août 1925.
- (7) - C.XIV, 20 août. Nalèche écrit le 28 août à Lebaudy : "Le grand argentier considère son appel (...) comme manqué. Il est très nerveux et excité" (E.N.-F.L.). Cf. aussi, pour l'inquiétude grandissante de Wendel, FW à Edme Sommier, 19 août 1925, AFW III 35 (5) : " / Mon attitude de juillet / ne veut pas dire que j'aie la moindre confiance dans les hommes qui composent / le ministère / et je reste bien convaincu que l'ère des bâtisses n'est pas close".
- (8) - Lachapelle, Le Crédit public, T.II, pp. 257-58, et les Finances de la IIIe République, p. 134.

IVe PARTIE - Chap. I, Section 3

(9) - Op. cit., p. 83. Philippe est très favorable à Caillaux, affirmant "qu'il tenait trop énergiquement à la ligne financière qu'il estimait sage pour la modifier au gré des nécessités politiques". Le compliment, on l'a vu en mai et juin, n'est guère mérité.

(10) - C.XIV, 20 août 1925.

(11) - C.XIV, 25 septembre 1925. La grève des employés de banque déclenchée fin juillet dans différents établissements de crédit a pu aussi aggraver les choses (P.V.C.R., 13 août 1925 et C.XIV, 20 août). A noter que la livre s'équilibre, pendant toute cette période, entre 103 et 104 francs.

(12) - LM 73 ("Crises de la Fédération") : il s'agit du nommé Delacroix-Petit, directeur de laiterie à Aibes, dans le Nord. Il versait une cotisation de 20 F chaque année depuis 1922.

(13) - Voir l'analyse des négociations que donne Fabre-Luce, Caillaux, pp. 224-226, et surtout le récit détaillé de Lucien Lamoureux, rapporteur général du budget, membre de la délégation, Mes Souvenirs, (inédits), exemplaire manuscrit, pp. 781 à 822.

(14) - Fabre-Luce, p. 225, qui fait un mérite à Caillaux d'avoir refusé, comme les banquiers l'y poussent, de suivre "la voie suivie par l'Allemagne qui emprunte plus qu'elle ne paie". On peut replacer l'épisode dans l'histoire du contrôle des banques américaines par le gouvernement fédéral grâce à la communication de Denise Artaud, "Le gouvernement des Etats-Unis et le contrôle des emprunts européens, 1921-1929", Bulletin de la Société d'Histoire moderne, 1972, n° 3, pp. 17 à 26.

(15) - Lettre Jacques de Neuflize à Robineau (qui l'a envoyé en mission spéciale aux Etats-Unis) sur un entretien de Los Angeles avec Strong, 19 février 1926, Archives de la Banque Neuflize, AN, 44 A Q, Dossier 18.

(16) - "Washington ne semble pas jusqu'à présent marcher sur des roulettes", écrit Nalèche, "et je me demande si Joseph ne va pas s'embarquer sans avoir rien pu mettre dans son sac" (E.N.-P.L., 28 septembre 1925). Wendel apprend les mauvaises nouvelles le 2 octobre (C.XIV).

(17) - Louis Marin à FW, 6 octobre 1925, pour réclamer un entretien urgent (AFW II 3) et note rédigée par Delage, qui sert d'intermédiaire, et recopiée par Wendel lui-même (AFW I 4).

(18) - Note Delage.

(19) - E.N.-P.L., 16 octobre 1925.

(20) - Le Matin, 16 octobre, grand article de première page. Le Bulletin quotidien critique vivement à propos de cette campagne la consolidation forcée et prône des emprunts indirects (n° 237, 16 oct. pp. A 1 à A 3 quater). Cf. aussi le Matin des 20 et 23 octobre. Les articles ne sont pas signés.

(21) - Note Marin-Delage citée.

(22) - P.V.C.R., 8 octobre, lettre Robineau à Painlevé, P.V.C.R., 15 octobre, C.XIV, 15 octobre et 25 octobre.

(23) - P.V.C.R., 19 octobre, et C.XIV, même date.

(24) - Fabre-Luce, p. 222.

(25) - E.N.-P.L., 28 août 1925.

(26) - C.XIV, 16 octobre.

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(27) - Lettre à une amie anonyme datée seulement "samedi soir", qu'on peut restituer au 17 octobre 1925, papiers Albert Aupetit. Ce texte montre bien quelle est la détresse du malheureux gouverneur (chez qui Wendel voit seulement "un excellent comédien"), au surplus accablé par un drame personnel, l'agonie d'un être proche. "Lundi j'entre dans une semaine dont chaque heure sera une lutte (...) Quelle dure peine d'être partie agissante dans un tel drame ! (...) Tout ce que vous dites, je le ressens avec la même intensité, la même souffrance, et je n'ai personne à qui le confier..."

(28) - Le 16 juillet 1936, Vincent Auriol lut des extraits de la lettre de révocation de Robineau que Caillaux avait alors préparée : "Vous avez donné hier soir une nouvelle preuve de vos sentiments d'hostilité contre le gouvernement dont je fais partie. Il est inadmissible que la Banque de France, quand il s'agit de la défense de notre monnaie ou de questions politiques importantes, ne fasse pas passer l'intérêt général avant ses préférences. Je vous notifie qu'à partir de ce jour je charge mes services d'assurer cette défense et que je me résigne à me passer de la collaboration que vous me refusez".

Auriol datait cette lettre à tort de juin 1926, date où Caillaux put enfin révoquer Robineau. Caillaux rétablit la vérité et Wendel, lui-même dans l'erreur, voulut alors appuyer Auriol. Il avait ignoré que Caillaux avait été si loin, en 1925 déjà, dans ses projets (J.O., Sénat, 16 juillet 1936, pp. 1957 et ss.). L'anecdote est racontée et éclairée dans Candidate du 13 août 1936, Wendel ayant remis une note à Gaxotte à ce propos (double à AFW I 4).

Robineau écrit de son côté dans sa lettre citée du 17 octobre 1925 : "Les jours qui viennent sont pleins d'inconnu pour moi. Les violences de Cail/laux/ peuvent s'exercer avec brutalité devant les discussions de ses idées : la situation est dramatique, le sort du pays est en jeu".

(29) - De cette incertitude de Caillaux sur la politique nécessaire témoigne surabondamment son audition devant la Commission des Finances de la Chambre, le 13 octobre. Comme on lui demande ce qu'il compte faire pour diminuer le "flottant", il répond : "Je ne peux vous donner aucune précision étant donné que je ne suis pas moi-même fixé". Et il se contente de répéter : "Je ne resterai pas dans une situation faite d'expédients. Je tiens à ce que l'Etat puisse vivre de façon indépendante de la finance..." Certes - mais comment ? Caillaux 1925, thauumatarge financier, est un mythe. (P.V. de la Commission des Finances, 13 octobre 1925, p. 30 et p. 150, archives de la Chambre).

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(30) - L'impôt sur le revenu serait porté de 8 à 10 % (Lachapelle, Crédit public, T.II, p. 259). Ce projet reste d'ailleurs pour le moment à l'état d'ébauche. Caillaux le publia post mortem dans le numéro du 10 novembre 1925 de la Revue politique et parlementaire (pp. 171-196). Suarez reproduit le compte-rendu du Conseil du 23 dans le Matin.

(31) - Une analyse dans Lachapelle, Le Crédit public, T.II, pp. 259-260. Caillaux reprend dans son discours de Château-sur-Loire, en octobre, sa condamnation de l'impôt sur le capital et de la consolidation (Ma Doctrine, p. 279).

(32) - "On peut compter", écrit Nalèche le 16 octobre, "que le jour où il le pourra, /Finaly/ jouera quelque pied de cochon au ministre". (E.N.-P.L.).

(33) - Suarez évoque les bruits selon lesquels Monzie serait le "manager de la dislocation" (op. cit. p. 56). Bonnefous rapporte la même rumeur, p. 96, sans donner ses sources. Est-ce d'après Suarez ? Suarez affirme que les rumeurs concernant Finaly sont fausses, répandues par la seule maliginité de Caillaux - mais l'auteur est peu sûr, comme on a vu.

(34) - C.XIV, 29 octobre 1925.

(35) - Depuis quelques semaines, affirme Fabre-Luce, Caillaux fait surveiller Finaly qui d'ailleurs le lui rend bien ("Mes limiers font moins de bruit que les siens" dit le banquier en souriant) (Caillaux, p. 229).

(36) - Fainlevé confirme à la Commission des Finances de la Chambre, le 6 novembre, que ces poursuites, qui n'étaient en fait, précise-t-il, qu'une simple "information financière", n'ont rien donné (P.V. de la Commission, Archives de la Chambre).

(37) - Depuis plusieurs jours, la presse cartelliste, l'Oeuvre, le Quotidien, réclamaient le départ de Caillaux et un nouveau cabinet plus marqué à gauche. "Décidément" constatait Pierre Bertrand, "M. Caillaux n'a pas changé avec les événements... Son programme de redressement ne

.../...

IVe PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

peut être voté ni par les socialistes, ni même par les radicaux-socialistes qui se sont prononcés à Nice" (Le Quotidien, 27 octobre).

(38) - FW à Félix Vernes, 20 octobre 1925, AFW III 35 (5).

(39) - C.XIV, 3 novembre 1925.

IVe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE II

- Notes (1) - C'est Bonnet lui-même qui propose cette combinaison à Painlevé, se refusant à prendre les finances à part entière. Il voulait que la solidarité du président du Conseil avec lui fût complète, et qu'il ne pût être renversé sans que le gouvernement le fût avec lui. Raisonnement pertinent, comme la suite, sous Briand, avec sa kyrielle de ministres successifs le prouva bien (Georges Bonnet, Vingt ans de Vie diplomatique, 1918-1936, de Clemenceau à Daladier, pp. 96-98 et interview Georges Bonnet, 21 juin 1971). On ne trouve malheureusement rien d'utile sur cette brève gestion dans les papiers de Painlevé (AN, 313 AF).
- (2) - De longs passages de l'exposé des motifs sont cités dans Lachapelle, Le Crédit public, T.II, pp. 261-263.
- (3) - C.XIV, 9 novembre 1925.
- (4) - "Il / a parlé, je dois le dire, d'une façon charmante mais de nature à démoraliser tout le monde... Je suis intervenu trois fois et d'une façon assez décisive", C.XIV, 3 novembre 1925.
- (5) - FW à Louis Marin, 23 novembre 1925 (AFW II 3).
- (6) - C.XIV, 4 novembre 1925.
- (7) - C.XIV, 24 novembre 1925.
- (8) - Dîner avec la rédaction des Débats, même date.
- (9) - C.XIV, 29 octobre 1925.
- (10) - C.XIV, 4 novembre 1925.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(11) - Dès la séance du 5 novembre 1925, où le Conseil affirme son refus de toute inflation, Wendel croit percevoir que son collègue Montigny juge la position intenable. Et en effet elle ne fut pas tenue (C.XIV, 5 novembre 1925.).

(12) - Daniel Goldey, op. cit., pp. 160-161, explique bien le raisonnement, seulement implicite chez Wendel, qui met d'ailleurs 24 heures à s'y rallier, à l'unisson de Rothschild (C.XIV, 19 et 20 novembre 1925.).

(13) - C.XIV, 5 et 7 novembre 1925, P.V.C.R., 5 novembre 1925. Des notes de travail manuscrites de Robineau, qui paraissent dater du lundi 2 ou du mardi 3, d'après le texte, évoquent la même politique sous une forme interrogative : "Les délégués devront-ils déclarer / au président du Conseil / qu'il ne leur appartient pas de donner au gouvernement les directives d'une politique financière ?"... (Papiers Albert Aupetit).

(14) - C.XIV, 9 novembre. Cette dernière prétention est ainsi commentée par Wendel : "C'est complètement fou et revient hypocritement à la création du plafond unique".

(15) - Vingt ans de Vie politique, op. cit., pp. 101-102 et interview citée. Bonnet, dans son livre, place à tort la réunion le mardi 10, pour la beauté de l'anecdote. Il aurait demandé à Robineau de convoquer les régents dès le samedi. "Vous n'y pensez pas ! C'est aujourd'hui samedi, tous ces messieurs sont partis à la chasse ou à la pêche. Je n'en trouverai pas un seul à Paris... - Alors, convoquez-les pour lundi matin". Robineau leva les bras au ciel : "Ces gens-là ne rentrent jamais avant le lundi après-midi. - Nous les verrons donc mardi matin", fis-je d'un ton résigné". Wendel revint d'urgence de Hayange dans la nuit du dimanche au lundi et se concentra le matin à 9 heures, avant l'audience, avec Rothschild, Laederich, Cordier, Neufelize et Félix Vernes.

(16) - C.XIV, 9 novembre. Les deux milliards et demi se réduisent à 1 milliard et demi dans les jours suivants...

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(17) - La fonction n'existe pas. Il s'agit de Rothschild, dans le souvenir de Georges Bonnet (interview du 21 juin 1971).

(18) - Georges Bonnet, p. 102 et interview : il rit ensuite beaucoup avec Painlevé de cette étrange et quasi-muette consultation...

(19) - C.XIV, 9 novembre 1925. Le P.V.C.R. du 12 novembre n'évoque l'entretien qu'en termes vagues : "Il est bien difficile d'exposer dans un compte-rendu exact les phases de cet entretien au cours duquel des conversations diverses ont été échangées; on ne peut qu'en retracer brièvement la physionomie (...) Les délégués (...) se sont scrupuleusement abstenus d'entrer dans la discussion des projets du gouvernement".

(20) - Bonnet en narre longuement les péripéties dans ses mémoires, et comment il fit en vain appel à l'arbitrage de Herriot.

(21) - J.O., 20 novembre, Bonnet, pp. 107-108, qui raconte l'entretien Painlevé-Blum en coulisses, et C.XIV, 20 novembre.

(22) - Ce point de vue est confirmé par lettre de Robineau approuvée le lendemain par le Conseil de la Banque, P.V.C.R., 21 novembre, 2ème séance extraordinaire. Bonnet ne se souvient pas d'avoir connu la rencontre.

(23) - C.XIV, 20 novembre.

(24) - C.XIV, 24 novembre et P.V.C.R., 23 et 24 novembre, qui insiste sur le "cas de force majeure" devant lequel le Conseil s'incline non sans répugnance. Wendel trouve durant ces journées Robineau très mou, lui reproche de n'avoir pas soutenu avec assez d'énergie le choix du parallélisme des augmentations des avances et de la circulation et il conclut : "Robineau et Ernest-Picard sont au fond inféodés à la radicaillerie".

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Note)

(25) - C.XIV, 31 décembre 1925. "Nous sommes encore en plein reflux devant une Allemagne qui se redresse".

(26) - C.XIV, 10 mars 1926. Réflexion rétrospective au moment du dernier replâtrage, avec Péret.

(27) - C.XIV, 3 décembre 1925.

(28) - Cordier à Loucheur, 29 novembre 1925 (Papiers Louis Loucheur, Carton 5, dossiers 10-11).

(29) - C.XIV, 16 décembre 1925.

(30) - Notes de Loucheur sur ses entretiens avec Robineau et Aupetit (12 décembre), Raymond Philippe (13 décembre), Ernest-Picard (14 déc.) Seub Jacob, syndic des agents de Change, est hésitant (Papiers Loucheur, Carton 4, dossier 2).

(31) - Lachapelle, Le Crédit public, T.II, pp. 264-265.

(32) - P.V.C.R., 5 décembre 1925.

(33) - C.XIV, 5 décembre 1925.

(34) - C.XIV, 4 décembre 1925. Wendel précise : "malgré une hésitation feinte ou réelle - c'est un malin - de Louis Marin".

(35) - Le 1er décembre, au cours d'une visite à Loucheur, Vernes, Laederich et Cordier lui ont demandé de gager les nouvelles avances au moyen des produits des douanes et des tabacs. Mais ni Rothschild ni Robineau qui étaient présents ne se sont associés à cette suggestion, et au surplus il ne s'agissait pas d'impôts nouveaux (C.XIV, 3 décembre 1925).

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(36) - Ibid.

(37) - Cf. les textes que donne Jèze, "Chronique financière", R.S.L.F. 1926, n° 1, pp. 123-134.

(38) - Bonnefous, p. 116.

(39) - C.XIV, 6 mars 1926, et sur une campagne d'explication nécessaire dans le public modéré, Wendel à Marin, 10 mars 1926, Dossier Marin, AFW II 3.

(40) - C.XIV, 10 mars 1926.

(41) - C.XIV, 18 mars 1926.

(42) - C.XIV, 27 mars 1926. Il s'agit d'un grand déjeuner organisé par Grosclaude. Robineau est là, dont Wendel se méfie. La conversation languit, personne ne voulant se découvrir : "Péret gentil, mais pas très expansif de tempérament. Moi aimable pour le ministre, mais sur la réserve...". Puis ce bref dialogue qui règle la question : "Grosclaude (...) a cherché, à la fin du repas, à installer une discussion politique en relatant une visite à Marin où celui-ci lui aurait dit qu'il ne croyait pas à un ministère Herriot en cas de chute du ministère Briand. J'ai immédiatement pris position et dit : "Moi non plus", ce qui a déclenché Péret qui a dit quelques mots tendant à faire apparaître le spectre d'un ministère présidé par le personnage en question. J'ai aussitôt coupé assez sèchement en disant qu'il ne fallait pas essayer de nous intimider par ce moyen, la France pouvant difficilement accepter comme chef, vis-à-vis du monde, l'homme des faux bilans. Cela a jeté un froid et l'on est passé à autre chose... Le gouverneur n'a rien dit !..."

(43) - Les projets Péret élèvent à 2 % la taxe sur le chiffre d'affaires, établie antérieurement à 1,3 % et instituent une "taxe civique" applicable à tous les revenus, même à ceux qui, inférieurs à 7000 francs par an, échappaient à l'impôt général.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(44) - C.XIV, 1er avril 1926.

(45) - C.XIV, 16 février 1926.

(46) - Lh 73, "Les Crises de la Fédération".

(47) - C.XIV, 25 mars 1926.

(48) - C.XIV, passim et surtout 14 février et 1er avril 1926.

(49) - Georges Bonnet, par exemple, n'avait eu nullement le sentiment que la solidarité n'ait pas été parfaite, à cette époque, entre Robineau d'un côté, Wendel et Rothschild de l'autre (interview, 21 juin 1971).

(50) - Sur le "briandisme" affiché du nonce Ceretti - qui est en fin de mission - cf. le texte de ses voeux au Président de la République, le 1er janvier 1926, où il célèbre "l'oeuvre magnifique de Locarno", in René Hémond, les Catholiques, le Communisme et les Crises, 1929-1939, p. 42.

(51) - C.XIV, 6 mars. En revanche, les 31 mars et 1er avril, Guy de Wendel, tout en regrettant le vote précédent, marque la nécessité pour le groupe "d'être conséquent avec lui-même" en maintenant son hostilité.

(52) - C.XIV, 1er avril 1926.

Ive PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE II

Notes (1) - 28 avril 1926 (387 voix contre 152).

(2) - Voir le graphique du cours de la livre dans Sauvy, T.I, p. 79.

(3) - "La Défense du Franc", La Nation, n° 17, 8 mai 1926, pp. 385-386. L'article est aussi publié dans l'Impartial de l'Est. Wendel y revient sur ses idées familières et justifie son opposition en analysant l'histoire financière des deux années écoulées autour du thème suivant : "Alors que des trois problèmes qui dominent notre situation monétaire : situation de la trésorerie, équilibre budgétaire, amortissement de la dette, c'est le premier qui est le plus préoccupant, les gouvernements se sont obstinés à ne considérer que les deux derniers... Nous attendons, mes amis et moi, pour voter avec le gouvernement, sinon qu'il soit composé d'hommes de notre opinion, du moins d'hommes qui consentent à voir le problème tel qu'il est et fassent le nécessaire pour rétablir la confiance".

(4) - L'Opinion, 16 janvier 1926, cité par André Netter, La Banque de France entre les deux guerres, inédit, exemplaire dactylographié, chap. II, p. 182.

(5) - P.V.C.R., 20 avril 1926.

(6) - De longs extraits du rapport de Parmentier sont cités par Lachapelle, Credit Public, II, pp. 269-270. Le rapport sera invoqué par la suite par Robineau au profit de sa thèse, dans la réunion du 15 mai (P.V.C.R., 17 mai).

(7) - Le Drame financier de 1924-28, op. cit., pp. 95-106. Wendel confirme bien le rôle-clé de Philippe : C.XIV, mai-juin 1925, passim : "Un juif levantin, intelligent mais très primaire" (20 mai 1925). "Philippe, de la maison Lazard, conduit le bal, alors qu'en 1924, c'est Picard qui menait la danse. Et Dieu sait où ce Philippe va nous mener..." (27 mai).

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(8) - Raymond Philippe, pp. 38-39.

(9) - "La Défense du Franc", art. cité, 8 mai 1926.

(10) - "To a frenchman, the gold reserves are always for ornament, not use. The French gold (...) might just as well plug the teeth of the public for any use of it..." in "The French franc : a reply to comments on "An open letter", The Nation, 16 janvier 1926, cité dans Goldey, p. 225. Dans cette "Lettre ouverte à M. le Ministre des Finances (quel qu'il soit)" publiée à grand fracas dans l'Information du 9 janvier, Keynes avait écrit notamment : "Comment stabiliser le change du franc ? C'est moins difficile qu'on ne le suppose. La balance commerciale de la France est fortement en sa faveur. Le niveau actuel des prix intérieurs encourage les exportations et décourage les importations. La réserve métallique de la Banque de France vaut, au cours du change actuel, près de 40 % de la circulation fiduciaire. Il serait suffisant, je pense, que la Banque de France déclarât que, pendant deux années au moins, elle fournira du change dollars et du franc et qu'elle sera prête, au besoin, à utiliser son or dans ce but (...) Pour que le projet réussisse, il faudrait simplement que l'on eut foi dans l'engagement de la Banque. Grâce à cette base stable, vous pourriez emprunter suffisamment pour traverser la période transitoire sans nouvelle inflation..." (cité par Netter, op. cit., chap. II, pp. 181-182).

(11) - La seule chronique un peu détaillée qui en ait été publiée jusqu'ici est celle de Raymond Philippe, vigoureuse mais partielle.

(12) - Témoignant dans le procès engagé contre la Banque de Paris et des Pays-Bas par un de ses anciens employés nommé Durnérin, Robineau avait déclaré avoir donné, au début de mai 1924, dans les derniers soubresauts de la bourrasque, des ordres d'opérations en Extrême-Orient dont Lazard n'avait pas été prévenu. Philippe s'en indigne rétrospectivement dans une lettre (signée Lazard Frères) datée du 26 mars, adressée à Robineau, qui reprend le détail des opérations et conclut : "Nous croyons vous avoir démontré suffisamment que cette nouvelle preuve de vos sentiments réels à notre égard, due au hasard d'un procès banal, justifie vis-à-vis des membres du Conseil de régence pour qui nous avons la plus

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

haute estime et que nous considérons comme absolument étrangers à de tels agissements, l'attitude de réserve que nous avons dû adopter et l'impossibilité où nous sommes de collaborer avec les dirigeants actuels de la Banque". Dans sa longue réponse du 29 mars (probablement rédigée par Aupetit), Robineau donne ses justifications techniques et théoriques (responsabilité première de la Banque de France) sur un ton également sec (Correspondance aux Papiers Albert Aupetit). Philippe ne l'évoque pas dans son livre.

(13) - Télégramme Th. W. Lamont, Paris, à Morgan, New York, 28 avril 1926 (Lamont Papers, Series IV B, 172-28, Diaries and Papers, avril 1926) "If approached the ministry (Finance) will say that many private bankers and industrialists opposed to return to gold standard, while men like Rothschild still want franc at 19,3 U.S. cents". Au lendemain même de son arrivée à Paris, Lamont note : "Rothschild and the Banque de France opposed to any great schemes for continental stabilization plan". (14 avril, Diary TWL, ibid.)

(14) - Entretien Péret-Lamont (celui-ci très réticent), 3 mai 1924, Lamont Papers, Series IV B, 172-29).

(15) - Echange de lettres du 6 mai, Péret à Robineau et Robineau à Péret, AFW I 4 et P.V.C.R., séance du 5 mai et deux séances du 6.

(16) - Raoul Péret à Robineau, le 11 mai 1926, AFW I 4 et P.V.C.R. 1ère séance extraordinaire du 11 mai.

(17) - C.XIV, 11 mai 1925.

(18) - Robineau à Péret, AFW I 4, et P.V.C.R., 2ème séance extraordinaire du 11 mai.

(19) - Wendel cite aussi, à tort semble-t-il, Mallet, en sus de la liste donnée par Philippe et le P.V.C.R. du 17 mai.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(20) - Philippe, p. 97 et P.V.C.R. 17 mai. Les deux comptes-rendus se complètent sans contradiction.

(21) - P.V.C.R., même date.

(22) - C.XIV, 17 mai. Beau de Loménie évoque ce déjeuner sans citer sa source, le situe à Cocherel et y fait à tort participer François de Wendel (responsabilités, p. 210).

(23) - On se souvient que Doumergue avait déjà présidé une réunion du même style, en mars 1924. Un compte-rendu détaillé dactylographié (7 p.) est donné en annexe au P.V.C.R. du 20 mai.

(24) - C.XIV, 19 mai 1926.

(25) - Intervention de Robineau, annexe au P.V.C.R., 19 mai, p. 3. Strong dit la position ferme qui est la sienne dès le 14 mai à Lamont, à Londres (tel. Lamont à Morgan N.Y., Lamont Papers, series IV B, 172-30).

(26) - Les papiers Lamont ne laissent, en particulier, aucun doute sur cette attitude (cf. notamment télégramme Leffingwell à Lamont, 7 mai 1926 : "Mellon et le sous-secrétaire d'Etat Gérard Winston ont dit qu'ils espèrent que nous ne consentirons aucun prêt aux Français avant que ceux-ci ne ratifient l'accord sur les dettes", et Lamont et Harjes à Morgan, 8 mai 1926). Péret semble avoir déduit de rapports de Bérenger que les crédits seraient accordés dès la signature des accords - et non après leur ratification. Il n'est détrompé que vers le 10 et espère encore, comme on va voir (T.W.L. et Harjes à Morgan, 10 mai, Ibid. series IV B, 172-30). Pour une première analyse synthétique du jeu des forces du côté américain, cf. Denise Artaud, "Le gouvernement des Etats-Unis et le Contrôle des emprunts européens, 1921-1929", Bulletin de la Société d'Histoire moderne, 1972, n° 3, pp. 17-26, qui écrit, d'après les comptes-rendus de Strong, que les régents ont considéré ce dernier "comme un sauveur".

(27) - Rapport de Jacques de Neuflize à Robineau sur son entretien de Los Angeles avec Strong, 19 février 1926, Archives de la Banque Neuflize, AN 44 AQ 18.

(28) - P.V.C.R., 19 mai, p. 4.

IVE PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(29) - Ibid. p. 5. Wendel trouve Rothschild "long et un peu confus" (C.XIV, 19 mai).

(30) - "Il /n'est/, à cet égard, que de suivre l'exemple anglais". P.V.C.R., p. 5. D'après ce procès-verbal bien conforme, Wendel dit ne pas méconnaître "les difficultés auxquelles se heurtera l'industrie française le jour où l'inflation sera définitivement enrayée : réduction de la consommation intérieure, fermeture des débouchés extérieurs, crise de production à coup sûr, crise de chômage peut-être. Mais il estime que ce sont là difficultés dont on doit triompher, tandis que l'inflation, qui au delà d'un certain degré entraîne la paralysie générale de la production, et provoque des troubles sociaux, constitue pour l'industrie et pour le pays tout entier un danger infiniment plus grave, qu'il faut conjurer à tout prix (...) Il faut (...) faire une politique nettement déflationniste, et prendre résolument son parti, comme on l'a fait en Angleterre, des difficultés, des souffrances même qu'une telle politique impose momentanément au pays".

(31) - C.XIV, 19 mai 1926.

(32) - C.XIV, 20 mai. Toute la presse rapporte que le Conseil a été très animé (Bulletin Quotidien, 21 mai).

(33) - Seule mention dans les Cahiers de cette source, qui intrigue.

(34) - C.XIV, 21 mai.

(35) - Wendel s'en indigne en marge de son exemplaire de la lettre (AFW I 4).

(36) - Péret à Robineau, 20 mai 1926, AFW I 4 et P.V.C.R., 2ème séance extraordinaire, même date.

(37) - Philippe, p. 99.

(38) - C.XIV, 20 mai 1926.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(39) - Les Papiers Lamont confirment qu'à ce moment le State Department, la Federal Reserve Bank, la Banque Morgan et même la Banque Dillon Read & Co. qu'on a sollicitée ensuite, sont décidées fermement à ne permettre ou n'accorder aucun crédit dans la situation actuelle (deux télégrammes Harjes à Morgan Grenfell, Londres, pour T.W. Lamont, 21 mai, Series IV B 172-30 et Series VIII 244-10, "Europe 1926").

(40) - Wendel note en marge, sur sa copie de la lettre : "Euphémisme, on n'a pas voulu opposer de refus à l'Elysée" (sur le fonds Morgan).

(41) - AFW I 4, et P.V.C.R., 20 mai 1926.

(42) - Briand à Robineau, AFW I 4 et P.V.C.R., 21 mai. La biographie de Briand par Suarez n'apporte rien sur son action dans le domaine financier à cette époque.

(43) - AFW I 4, et P.V.C.R., 21 mai, qui ne donnent pas de détails sur les délibérations du Conseil.

(44) - Raymond Philippe, pp. 99-100. Il parle aussi de "l'accord verbal conclu entre le gouvernement et M. Robineau" (p. 102).

(45) - "M. Briand a manifesté le désir de causer avec quelques régents industriels", dit le P.V.C.R. du 27 mai à ce propos.

(46) - "Cordier à plat devant le ministre. Ce gros homme, qui a de l'intelligence et un certain bon sens, n'a aucun caractère" (C.XIV, 21 mai).

(47) - C.XIV, 21 mai.

(48) - Robineau à Féret, 8 juin 1926, au P.V.C.R. même date. Féret prend acte de la lettre, 8 juin 1926, P.V.C.R. du 10.

IVE PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(49) - H.H. Harjes, Paris, à Lamont, New York, 22 juin 1926, Papiers Lamont, Series II, 113-5 (Morgan, Harjes & Co.)926) : "Parmentier says it is perfectly disgraceful the way the Bank of France let down Raoul Péret..."

(50) - Sous la signature de Pierre Lainé. Dans une colonne voisine, Pierre Bertrand s'avance moins et écrit : "Le complet accord n'est pas encore réalisé. Ni le gouverneur, ni les régents ne voulaient entendre à rien. Ils n'ont cédé qu'en désespoir de cause et autant que l'on puisse savoir, insuffisamment..." Mais le journal salue néanmoins la victoire du gouvernement sur "l'opposition de droite personnifiée dans le Conseil de régence et le gouverneur de la Banque".

(51) - Le texte est donné en annexe au C.XIV, 22 mai; et reproduit intégralement dans P.V.C.R., 27 mai : le Conseil, ce jour-là "confirme son plein accord sur la déclaration faite par M. de Wendel".

(52) - Le Matin, 22 mai. Toute la presse, sauf l'article cité de Pierre Lainé, reflète cette prudence.

(53) - C.XIV, 21 mai 1925.

(54) - C.XIV, 22 mai 1926.

(55) - C.XIV, 25 mai 1926.

(56) - C.XIV, 8 juin 1926.

(57) - Texte cité.

(58) - Notamment dans une lettre du 22 juin qui n'a pas été retrouvée et dont Philippe donne seulement ce fragment : "Dans l'hypothèse où, contre toute attente, les engagements pris ne pourraient être tenus par suite du refus de la Banque de France (...), nous demanderions à être relevés de notre mission". Mais c'est la nature de ces engagements qui est en cause, et que la brève citation ne précise pas.

1^{re} PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(59) - "qui l'a évidemment pris", note Wendel au crayon en marge de son exemplaire...

(60) - AFW I 4, et P.V.C.R., 7 juin 1926. Philippe, dans son livre, ne donne de cette lettre, qui l'aurait naturellement gêné, que trois lignes sans importance.

(61) - C.XIV, 3 juin 1926.

(62) - Wendel, qui ne pose nulle part cette question chronologique - et pour cause, puisqu'il ne date pas avec précision les débuts de l'opération - note simplement, le 20 mai, à propos de la hausse du franc : "Intervention ou crainte d'intervention".

(63) - C.XIV, 21 mai 1926.

(64) - C.XIV, 25 mai. "Briand serait franc-maçon et c'est la maçonnerie qui le soutiendrait en ce moment. C'est son fidèle Peycelon, franc-maçon notaire, qui l'aurait fait "réveiller" à la veille des élections de 1924. Il sommeillait depuis de longues années" (confidences de Lucien Romier à Wendel). Wendel écrit aussi le 21 mai : "Avant de sortir de chez Briand, je me suis assez vivement plaint à lui, en tête-à-tête, de la campagne menée contre nous par son entourage, Peycelon, etc... J'ai fait ressortir tout ce que nous faisions pour la chose publique, tant à Paris qu'en Lorraine, et réclamé le droit de me payer le luxe d'une opinion indépendante. Il a naturellement fait le bon apôtre, en termes courtois d'ailleurs, mais quelle bande de ...!"

(65) - Raymond Philippe, p. 102.

(66) - Harjes à Lamont, lettre du 22 juin citée sur un entretien avec Farmentier, Papiers Lamont, Series II, 113-5.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

- (67) - Bulletin Quotidien, 21 mai, p. A 2. Il parle encore de "l'écrasante responsabilité qu'assumeraient devant l'opinion ceux qui exigeraient que l'on jetât dans la fournaise les dernières réserves sans opérer le redressement général nécessaire ou mieux, pour ne pas avoir à opérer ce redressement..."
- (68) - L'Avenir, 22 mai.
- (69) - La Journée Industrielle, 22 mai.
- (70) - Gustave Téry, L'Oeuvre, 22 mai.
- (71) - Cité dans Philippe, pp. 102-103. Pour avoir une idée de la force du mythe, cf. encore les extraits donnés pour toutes les années 1924-28 par Marguerite Perrot, La Monnaie et l'Opinion publique..., pp. 117-124.
- (72) - C.XIV, 20 mai.
- (73) - Assemblée du 22 juin 1926, texte publié dans le Réveil Economique du 30 juin 1926, cité par M. Perrot, p. 118.
- (74) - C.XIV, 27 mai 1926.
- (75) - "Romier devient de plus en plus un leader de la grande presse" (C.XIV, 25 mai 1926).
- (76) - Pierre Bertrand, le Quotidien, 6 juin 1926.
- (77) - Wendel "donne un abattage" à Nalèche à ce propos, et convoque Maroni (C.XIV, 10 juin 1926).

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(78) - Le B. Q. réplique d'ailleurs sur-le-champ à Maroni : "Nous croyons quant à nous qu'on ne peut espérer des interventions boursières autre chose que des améliorations passagères et combien coûteuses si l'action technique n'est pas préparée, accompagnée ou promptement suivie par des réformes profondes..." (7 juin, n° 127, A 1).

(79) - Philippe, p. 103. Cf. la revue de presse du B. Q., 7 juin 1926. L'Oeuvre du 7 juin laisse entendre que les Américains font pression sur le franc pour accélérer la ratification des accords de Washington. Les articles de Hyacinthe Filouze dans le Sans-Fil sont particulièrement virulents.

(80) - C.XIV, 8 juin 1926. Wendel situe par erreur le discours à Lyon.

(81) - Cité élogieusement par le B. Q., n° 128, 8 juin 1926, p. A 2 bis.

(82) - A noter que Harjes aurait marqué début juin qu'à présent Morgan accepterait de faire les crédits nécessaires, mais à condition que la Banque donne sa signature. C'est du moins le gouvernement ou Lazard qui l'affirment (C.XIV, 3 juin 1926). Mais l'examen des Papiers Lamont fait juger la véracité de cette information tout-à-fait douteuse et renvoie à la thèse de Denise Artaud sur la cohésion des Américains.

(83) - On vient d'apprendre la capitulation d'Abd-el-Krim. "On pouvait croire", écrit Wendel, "qu'elle/ provoquerait des enthousiasmes... Le Cartel hait la victoire. On en est venu immédiatement à la question financière".

(84) - On observe pourtant que Wendel est mieux suivi quand il pousse à voter pour que quand il engage à voter contre, et ceci conduit à considérer avec prudence le jugement qu'il porte à cette occasion sur son propre rôle.

(85) - C.XIV, 27 mai 1926. "Vote sage, à première vue. Politique. Cela peut se discuter".

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(86) - C.XIV, 1er juin 1926.

(87) - J.O., Débats de la Chambre, 1er juin, p. 2309, 1ère col.

(88) - Ibid., p. 2310, 1ère col.

(89) - C.XIV, 27 mai 1926.

(90) - "Le gouvernement appuyé par un vote de confiance à la Chambre des Députés a manifesté son intention de poursuivre une politique de salut financier..." AFW I 4, et P.V.C.R., 2 juin 1926.

(91) - C.XIV, 3 juin, et note manuscrite de Wendel en marge de son exemplaire de la lettre Péret du 2 juin, AFW I 4.

(92) - Il n'en fait d'ailleurs pas dans ses cahiers l'explicite théorie.

(93) - Raoul Péret à Robineau, 2, 4, 5 et 7 juin 1926, AFW I 4 et P.V.C.R.

(94) - Le 2 juin (C.XIV, 3 juin, et P.V.C.R., 2 juin).

(95) - P.V.C.R., 7 juin 1926, 1ère séance extraordinaire.

(96) - Robineau à Péret, 3 juin, AFW I 4 et P.V.C.R. même date. A la séance du 3 juin, tous les régents et les trois censeurs, individuellement consultés, sont unanimes (P.V.C.R.).

(97) - C.XIV, 15 juin 1926.

IVe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(98) - La note officielle qui fut publiée à la place de la lettre mettait davantage encore l'accent sur la responsabilité de la Banque de France dans le départ de Péret.

(99) - Texte complet dans Lachapelle, Crédit Public, T.II, pp. 272-273.

IVe PARTIE - SECTION 1 du CHAPITRE III

- (1) - Philippe, pp. 104-105. Moreau confirme l'influence de Philippe, Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France, Paris, 1954, 3 juillet 1926, p. 14; de même que Charles Rist, "Notice biographique", Revue d'Economie politique, nov.-déc. 1955, p. 997.
- (2) - Le Times aurait recommandé aux Français un tel Comité des experts dès le 12 novembre 1924 (Frayssinet, op. cit., p. 76).
- (3) - Note Moret du 25 mai 1926, AN, F 30, 1410, dossier "Comité des experts".
- (4) - Peyerimhoff a laissé quelques notes-souvenirs publiées après sa mort, "Au Comité des experts de 1926", Revue des Deux Mondes, 1er février 1959, pp. 530-534.
- (5) - AN, F 30, 1410.
- (6) - Peyerimhoff montre Raymond Philippe "jeune, dynamique et un peu excité", son influence favorisée par son expérience de cambiste (article cité).
- (7) - Le Comité Mascuraud avait en vain fait pression pour qu'Alfred Hirsch, président de sa commission des finances, fût nommé parmi les experts : signe d'un déclin (Lettre du 1er juin 1926, AN, F 30, 1410). Pas de représentation non plus du Comité des Forges. Octave Homberg dit avoir refusé d'en être, jugeant ses membres "de second plan, falots et sans véritable autorité, à commencer par le président qui est un homme extrêmement respectable et sympathique, mais qui n'a pas d'idées et qui manque à la fois de la largeur de vues et du cran nécessaires pour donner vie à un pareil organe". Homberg déplore aussi qu'on n'ait pas mis de parlementaires dans le Comité qui décidément est "fait pour gâcher une idée féconde" (Lettre manuscrite à Herriot, 30 mai 1925, Papiers Herriot, dossier 12).
- (8) - Histoire économique, op. cit., pp. 68 et 72-76.

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(9) - C'est aussi, en face, l'interprétation de Charles Rist, "Notice biographique", p. 998.

(10) - Audition de Raoul Péret par la Commission des Finances de la Chambre, 3 juin 1926, p. 129 (archives de la Chambre).

(11) - C.XIV, 4 juin 1926. "Nous allons visiblement à un conflit avec le gouvernement, et ce qui est plus dangereux, avec le Comité des experts (Sergent, etc...) qu'il a créé il y a quelque temps".

(12) - Briand et Péret se prévalent en effet de cette opinion exprimée "à l'unanimité moins deux voix" par le Comité, pour faire une nouvelle fois pression sur Robineau, le 5 juin, et Ernest-Picard confirme le fait devant les régents le même jour (P.V.C.R. de cette date, exposés du Gouverneur et d'Ernest-Picard).

(13) - Le Comité paraît y renoncer finalement, au moins à court terme. Le rapport dit : "L'usage, en première ligne, de l'encaisse métallique de la Banque de France soulève des objections" (Rapport du Comité des experts, Imprimerie Nationale, 3 juillet 1926, p. 44).

(14) - Une bonne analyse dans Goldey, op. cit. et de nombreux détails d'atmosphère, au reste toujours peu sûrs, dans Suarez, De Poincaré à Poincaré, op. cit., passim.

(15) - La formule est de Suarez dans son Poincaré.

(16) - Selon une confidence de Marin à Wendel, Romier serait venu lui demander d'entrer dans la combinaison d'Herriot "dans le but louable de la faire échouer". Lefebvre du Préy affirme au contraire que Herriot, Bokanowski, Pietri, Romier et même Champetier de Ribes auraient préparé leur combinaison depuis quelque temps, souhaitant tous le succès - version que Wendel juge "plus vraisemblable" (C.XIV, 21 juin). Suarez insiste en sens inverse sur l'improvisation.

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(17) - Cité dans Bonnefous, p. 145, et dans Suarez, p. 67.

(18) - Selon Suarez - qui donne une version particulière de l'entretien Romier-Marin - celui-ci aurait eu en face de Romier une attitude inverse de celle de Wendel. Romier consultant Marin aurait reçu cette réponse : "Pas d'hésitation, acceptez en principe. C'est la première fissure vers une combinaison d'Union nationale. Prenons acte..." Il y aurait là une grave divergence tactique entre Wendel et Marin mais Suarez est une source très incertaine.

(19) - C.XIV, 19 juin 1926. Robineau s'empresse de rapporter ces propos à Wendel : "Le gouverneur m'aurait défendu et dit que je ne faisais pas de politique à la Banque. Ceci est exact /?/ Mais le gouverneur m'a-t-il défendu ? Vernes ne m'a pas caché qu'il m'avait beaucoup desservi auprès de Péret il y a quelque temps". (Cf. Le Cri de Paris du 20 juin qui rend compte du dialogue Wendel-Bokanowski sous le titre "Les Faussaires". Wendel en juge les termes inexacts. "Comme on n'était que trois au moment de notre entretien, je la trouve mauvaise !")

(20) - Charles Daniélou affirme même que Caillaux en sortit la liste de sa poche et qu'elle fut acceptée pour l'essentiel, (Dans l'Intimité de Marianne, Paris, 1945, p. 331).

(21) - C.XIV, 24 juin 1926.

(22) - Lettre d'Aupetit au nouveau gouverneur Moreau, 28 juin 1926 : "A la réflexion (...) je ne saurais, en dépit de mon droit, forcer votre confiance et je crois plus conforme à ma dignité de me retirer volontairement" (Papiers Aupetit). Cf. aussi Moreau pp. 7 et 9-10.

(23) - Dans le même journal, Georges Boris donne un son de cloche voisin et c'est l'interprétation que proposent aussi les petits journaux. Cf. Aux Ecoutes du 4 juillet : "M. Robineau est victime de la rancœur de la Banque Lazard... On accusait M. Robineau d'avoir, avec la Banque de Paris, réuni des fonds de presse, 10 à 12 millions, qu'il aurait employés dans un but politique..." Même point de vue dans la Volonté. En revanche, à gauche, l'Oeuvre (Téry) et l'Ere Nouvelle sont beaucoup plus dubitatifs.

(24) - Le Temps du 28 dément vivement le Quotidien sur ce point.

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(25) - Dix ans plus tard, Caillaux commente en ces termes sa décision, à la tribune du Sénat : "Si j'ai jugé à propos, reprenant pour l'avant-dernière fois le portefeuille de ministre des Finances, de me séparer de M. Robineau par une opération un peu sommaire, j'en conviens, mais qu'il est dans mon tempérament de faire, je ne vois pas que j'aie de justifications à donner : peut-être le nombre des constructions éparses dans toute la France et les projets de constructions nouvelles qui s'élèveraient à 1 milliard 800 millions de francs seraient-ils une explication amplement suffisante de la part d'un ministre qui n'aime pas voir gaspiller les deniers publics" (J.O., Sénat, séance du 23 juillet 1936).

(26) - C.XIV, 28 juin. Suarez montre la droite déchaînée par l'événement, dont "le groupe Marin ressent profondément la portée", mais il le donne comme un motif de l'hostilité future de Wendel au cabinet, ce qui est un contre-sens (De Poincaré à Poincaré, p. 162). Surtout par inimitié pour Caillaux, Suarez défend avec émotion la figure de Robineau. "L'homme sur qui avaient pesé pendant des années tant de charges écrasantes, qui avait gardé à la France, avec une fidélité jalouse, son unique trésor, s'en allait maintenant, le coeur ravagé, les reins brisés... Il mourut quelques mois après" (p. 161). On trouve une réplique de qualité médiocre dans le petit livre de R. de Marmande inspiré et préfacé par Caillaux, Dans la fourmilière politique, 1928, 126 p.

(27) - Marmande, op. cit., p. 44.

(28) - J.O., 29 juin, p. 2560, col. 1 et 2.

(29) - Chaumeix, pour les Débats, dit à Wendel approuver cette attitude d'expectative (C.XIV, 26 juin).

(30) - Suarez, p. 162 : "Malgré l'action personnelle de Wendel et de Marin, trente-quatre membres de l'Entente se déclarent fidèles au gouvernement Briand-Caillaux".

(31) - C.XIV, 26 juin.

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(32) - C.XIV, 17 juin.

(33) - C.XIV, 18 juin 1926.

(34) - "Attitude médiocre de Robineau et de Picard qui essayent, comme toujours, de manoeuvrer le Conseil et de lui faire endosser toutes les responsabilités", C.XIV, 21 juin 1926. Aucun détail dans le P.V.C.R. du même jour qui se contente de mentionner un "échange de vues".

(35) - Rapport cité et notes manuscrites de François de Wendel, 8 p., AFW I 4.

(36) - Le 3 juin, François Pietri prévoyait pourtant, en Commission des Finances, que le conflit entre Banque de France d'un côté, experts et gouvernement de l'autre, se nouerait d'abord sur cette question : "Nous avons été victimes, dans ce pays, de la chimère persistante de la revalorisation progressive. Il nous a semblé qu'en particulier du côté de la Banque de France, il y avait une tendance très nette à la vouloir à tout prix (...) Nous voudrions savoir si dans ces milieux, on a abandonné ce que nous croyons être l'illusion de la revalorisation". La réponse de Raoul Péret est évasive (P.V. de la Commission, archives de la Chambre, Audition Raoul Péret, p. 168-169).

(37) - Cette défense de la fiscalité directe peut paraître surprenante chez Wendel, et sembler même rejoindre les critiques faites au sein du Comité par Gaston Jèze qui refusa de s'associer au chapitre du rapport sur la fiscalité (Chap. V, note 1, p. 21). Mais le vrai débat politique, qui n'est pas abordé par Wendel, concerne le niveau des abattements à la base et le taux de progressivité. Il a dit d'ailleurs que celui-ci doit être modéré, et qu'il faut faire rentrer les "petites cotes" malgré les "tentations de la démagogie électorale."

(38) - Notes FW citées. Les interlocuteurs discutent ensuite longuement des conséquences techniques d'un moratorium au cas où la Banque refuserait les avances demandées. Les théories de Rothschild sont développées dans deux notes de Paul Goutte, son homme de confiance, datées du 30 juin

.../...

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

et du 2 juillet 1926 (AFW I 4 et Papiers Aupetit, 10 et 5 p. dactyl.). On y trouve pour la première fois élaborée une charge violente contre la stabilisation proposée par les experts : "Un homme a de la furonculose aux jambes. Au lieu de lui appliquer un traitement général, on lui fait l'amputation des jambes. C'est l'opération que le gouvernement propose..."

(39) - C.XIV, 22 juin.

(40) - Charles Rist, "Notice biographique", citée, p. 998. Il précise : "C'était en particulier M. Edouard de Rothschild, considéré par les régents comme une grande autorité, qui défendait cette thèse absurde..." A rapprocher de ce que Parmentier disait à Harjes le 21 juin au soir, sur le ressentiment des experts envers la Banque et sa "malheureuse attitude" : "Parmentier dit que (...) des hommes comme Sergent, Simon, Masson et le professeur Rist sont furieux, que Picard est désespérant (quite hopeless) et en somme que rien de vraiment constructif ne peut être fait tant que le gouverneur et le secrétaire général n'auront pas été limogés" (Lettre du 22 juin citée, Papiers Lamont, Series II, 113-5). En ce sens, même si Wendel ne l'éprouve pas comme telle, la décision de révocation prise par Caillaux le 26 juin est un succès pour les experts - conformément à l'analyse de Raymond Philippe.

(41) - Cf. le rapport, passim, et notamment p. 44 et 53.

(42) - Fabre-Luce, Caillaux, op. cit., p. 234. Rist affirme au contraire que Caillaux était "résolu d'avance" à accepter le rapport ("Notice" citée, p. 998).

(43) - Bien qu'il ne l'évoque pas dans ses notes.

(44) - Leclerc, deuxième sous-gouverneur, remplace Ernest-Picard comme premier sous-gouverneur, et Rist Leclerc. D'après Rist, le chapitre du rapport sur la stabilisation ne faisait que reproduire l'exposé qu'il avait fait sur ce point au Comité ("Notice biographique", p. 998). Il avait publiquement exposé ses thèses dans La Déflation en pratique, Paris, 1924, et ensuite dans plusieurs articles de la Revue d'Economie politique (notamment "Chronique de la stabilisation monétaire", 1925, p. 1082 et p. 1268, et 1926, p. 118.)

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 1 (Notes)

(45) - Moreau, pp. 11-12. Il évoque aussi de faux bruits sur une imaginaire rencontre secrète à Antibes entre lui-même et ses deux homologues anglais et américain, et ajoute : "Il faut reconnaître que / la campagne / est singulièrement favorisée par les imprudences de M. Jacques Duboin, sous-secrétaire d'Etat aux Finances. On me rapporte que les membres de son cabinet voient beaucoup de journalistes, sans toujours peser la portée de leurs bavardages".

(46) - Une longue et utile analyse critique du texte du rapport dans Frayssinet, op. cit., pp. 89-136.

(47) - C.XIV, 5 juillet 1926. C'est moi qui souligne. "Vu le Conseil de Rothschild : MM. Germain-Martin, Goutte et Peschaud. Ces gens, très posés cependant, sont formels".

I^{ve} PARTIE - SECTION 2 du CHAPITRE III

(1) - J.O. Débats, 6 juillet, pp. 2730-2736; Lachapelle, Crédit Public, p. 279; Bonnefous, T.IV, pp. 149-150.

(2) - C.XIV, 6 juillet. "Caillaux crut devoir terminer / son discours / en récitant le vers fameux de Verlaine condamnant l'inaction : "Je suis l'empire à la fin de la décadence, qui regarde passer les grands barbares blancs... Ni vouloir, ni pouvoir mourir un peu..." Et il conclut en s'écriant : "Nous pourrons, nous voudrons" en répétant ces mots avec volubilité et en les ponctuant de coups de poing si furieux sur la tribune que la Chambre fut prise d'une sorte de fou-rire qui détruisit l'effet excellent jusqu'alors obtenu" (G. Bonnet, Vingt ans de Vie politique, pp. 115-116, et J.O., p. 2736 col. 1).

(3) - Rapport du Comité des experts, p. 6.

(4) - C.XIV, 7 juillet 1926.

(5) - Peut-être est-on tenté d'accuser par trop la logique de ce parallèle. Wendel lui-même ne s'y livre jamais dans ses cahiers.

(6) - "On s'est efforcé de le faire renoncer à certaines formules. Comme le dit fort sagement Rothschild, les modérés se nuisent, en s'appropriant par esprit démagogique les programmes de leurs adversaires..." (C.XIV, 8 juillet).

(7) - Wendel note même cette précision que les agents de l'ambassade américaine seraient un nommé Bénard et H. Coulomb, frère du directeur de l'Agence économique et financière (?).

(8) - C.XIV, 9 juillet 1926. Wendel y revient en avril 1927 dans une conversation mondaine avec Mrs. Bliss, femme d'un diplomate américain : "Je lui ai dit qu'en juillet dernier la cavalerie de St Georges (américaine) avait donné d'une façon exagérée - ce qui l'a fait un peu sursauter - et elle a pratiquement juré que son gouvernement n'y était pour rien ! Je me suis borné à répondre que je ne savais pas d'où venait l'argent, mais que tout ce que je pouvais dire, c'est qu'il était bien

.../...

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

là... Je me rappelle l'impossibilité où Rothschild et moi étions de faire passer le moindre article..." (C.XV, 9 avril 1927).

(9) - L'action de Moreau sur la presse par les soins de Maurice Mignon est avérée, grâce à son journal (passim), au moins pour la période suivante. Elle est très probable dès ce moment. Au 6 juillet, Moreau écrit seulement : "MM. Mignon et Abel Henry viennent me voir. La presse est toujours bonne".

(10) - Confidences de Jacob, syndic des agents de change, à Wendel, C.XIV, 24 mai 1926. "Finally a bien pu, au moment de sa toute puissance, arriver à culbuter /Caillaux/ mais /celui-ci/ n'est pas homme à n'avoir pas profité de son passage aux Finances pour se documenter, et Finally serait parti, "intimidé" pour Fise! Caillaux pourtant reproche encore vivement, le 13 juillet, devant Moreau, à la Banque de Paris ses agissements contre lui - se félicitant en même temps du soutien de Lazard Frères et de la Société Générale (Moreau, p. 26).

(11) - Les noms de Finally et de Homberg restent aujourd'hui encore associés, dans le souvenir des vieux "boursiers", comme les deux grands "animateurs" de la corbeille dans ces années 20 (cf. "Feu la Bourse de Papa", enquête collective, Le Monde, 10 juillet 1971).

(12) - AN, F 30, 1410, dossier "Comité des experts" et Octave Homberg, Les Coulisses de l'Histoire, Souvenirs 1898-1928, Paris, 1938, p. 256.

(13) - C.XIV, 6 juillet 1926. Dans ses souvenirs, Homberg écrit après coup avec plus de modération : "Je n'aurais pu (...) me rallier entièrement aux conclusions des experts; celles-ci furent sages, sans doute, mais elles avaient le tort, à mon sens, de comporter, pour appuyer la stabilisation, le recours à un emprunt extérieur qui eut été à la fois très onéreux et quelque peu humiliant. Je pensais que nous pourrions effectuer nous-mêmes le redressement et ce fut aussi l'avis de Poincaré". Homberg "gomme" ainsi son opposition aux accords de Washington en limitant ses critiques rétrospectivement à l'hypothèse d'un nouvel emprunt. Cet ouvrage de vieillesse n'est d'ailleurs pas sûr, entaché sur cette période de diverses confusions (par exemple entre le ministère Herriot de 1924 et la tentative Herriot de 1926, ou entre les deux batailles du franc de mars-avril 1924 et mai 1926, entre les différents gouvernements Poincaré, etc. : cf. pp. 256-260).

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(14) - Wendel ajoute même : "Il ne faudrait tout de même pas se laisser glisser à un ministère Blum. C'est ce qu'est venu me dire ce soir Tardieu qui était un peu à la recherche de nouvelles pour son discours. Blum a tout dit !..." C.XIV, 7 juillet.

(15) - J.O., Débats de la Chambre, 7 juillet 1926, pp. 2771-2782, et Bonnefous, T.IV, pp. 151-152. Fabre-Luce a noté cette approbation éphémère de Blum par la droite : "Les bien-pensants ont deux ennemis : l'Etat et l'Etranger. Pour une fois ce socialiste les en félicite. Il demande que le gouvernement ne recoure en aucun cas à de nouvelles émissions de la Banque. Même gagés, des billets sont des billets ! Quant à l'emprunt extérieur, c'est la servitude ! A ces mots, des murmures flatteurs courent dans les travées. On se pâme devant une telle orthodoxie. Nul doute. Blum est dans la tradition et c'est Caillaux qui fait le révolutionnaire..." (Caillaux, p. 237).

(16) - Fabre-Luce, Caillaux, p. 241.

(17) - "Instinctivement, tous se sont groupés autour de Marin, qui est en réalité le vrai chef de l'opposition", écrit Wendel avec un peu d'optimisme, au sortir du déjeuner des droites du 8 juillet (C.XIV).

(18) - De Poincaré à Poincaré, p. 118. Suarez, si hostile à Caillaux, l'est naturellement à ses partisans qu'il s'efforce de ridiculiser en ces termes : "Parmi eux, Fournier-Sarlovèze surnommé Bouton-Fleuri en souvenir du gardénia inodore qui complète ses élégances de compère de revue (...), le général de Saint-Just célèbre pour ses tirs à blanc dans les feux de peloton..." (p. 162).

(19) - Revue de presse du B.Q., 12 et 19 juillet.

(20) - Fabre-Luce, Caillaux, p. 241.

(21) - Lucien Romier, le Figaro, 12 juillet.

(22) - Cf. Moreau qui croit, avec son ami Mignon, à l'échec (9 juillet 1926, p. 20).

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(23) - C.XIV, 9 juillet 1926.

(24) - C.XIV, 9 juillet 1926.

(25) - Moreau, p. 24. Il s'en félicite car les achats de blé auraient affaibli encore le change du franc. Louis-Dreyfus se met à la disposition de Moreau pour acheter de la livre et du dollar sans éveiller l'attention du public.

(26) - C.XIV, 9 juillet 1926.

(27) - C.XIV, 12 juillet.

(28) - Fabre-Luce, Caillaux, p. 246.

(29) - Ce n'est pas vrai pour le 12 juillet, mais pour le 8 et le 9.

(30) - Suarez, op. cit. pp. 174-175.

(31) - Par exemple le Grand Echo du Nord, du 3 juillet.

(32) - Moreau, 13 juillet, p. 26.

(33) - C.XIV, 3 juillet.

(34) - C.XIV, 15 juillet. Wendel ajoute avec satisfaction : "Loucheur s'est dit d'accord en tous points avec moi (...) Il est assez amusant de penser que deux ans après le 11 mai des gens comme Loucheur en sont à venir nous chercher..."

(35) - Dont Moreau félicite chaudement Caillaux (p. 25). La lettre de Churchill à Caillaux, datée du 12 juillet, est donnée dans Herriot, Jadis, T.II, pp. 244-245.

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(36) - Louis Marin termine son discours, le 17, sur ces mots : "Si nous confions les pleins pouvoirs à quelqu'un, ce ne serait pas à vous, M. Caillaux" (J.O. Débats, p. 2973, 3ème col.).

(37) - Wendel écrit entre parenthèses : "pas français".

(38) - C.XIV, 16 juillet 1926.

(39) - Caillaux, p. 239. Suarez (p. 182) rejoint d'abord Fabre-Luce : "Pourquoi l'opposition aux pleins pouvoirs, dans une période où chacun aspirait à l'autorité, fut-elle si vive ? Question de personne pour les uns et de conscience pour les autres. Marin et ses amis eussent accordé à un autre que Caillaux l'autorité nécessaire dans un moment de crise". Mais son système d'hostilité à Caillaux l'égare lorsqu'il attribue l'origine de cette répugnance au renvoi de Robineau, qui aurait montré "de quelles aveugles violences Caillaux était capable avec des pouvoirs limités". Car l'affaire Robineau était déjà lointaine et aurait dû, s'il était vrai, peser déjà - et davantage le 10 juillet.

(40) - Soit 60 voix, parmi lesquelles seulement 5 ont changé d'attitude. Au premier vote, il y avait 32 voix contre, 7 abstentions et 3 congés, au second 33, 3 et 6. Les changements sont donc négligeables.

(41) Le b.Q. du 19 juillet (p. A 4 bis) note pourtant que les 48 radicaux qui ont suivi Herriot restent minoritaires dans leur groupe, et il ajoute : "Aussi maint commentateur" - malgré les bruits renouvelés de scission à l'U.R.D. - "est-il d'avis que le vrai vainqueur (...) c'est M. Louis Marin et que c'est à lui qu'aurait dû faire appel le Président de la République..." Émile Buré, à l'Avenir, et Jules Vêran, à l'Echo de Paris, réagissent de même.

(42) - Des détails parfois non concordants sur cet épisode et sur la dernière tentative Herriot dans Suarez, Poincaré..., et Marcel Chaminade, l'Expérience financière de M. Poincaré, Paris, 1927, p. 1 à 11 (beaucoup plus sévère pour Herriot.)

I^{Ve} PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(43) - C.XIV, 18 juillet 1926.

(44) - Ibid.

(45) - Gaëtan Sanvoisin, "Les élections et la Menace allemande, l'Oeuvre de Louis Marin", La Revue hebdomadaire, 27 février 1932, p. 487. Marin aurait spécifiquement demandé à Poincaré s'il serait prêt, au cas où Herriot, comme probable, serait renversé - et aurait obtenu un oui sans ambiguïté.

(46) - "Cet imbécile de Doumergue" (C.XIV, 19 juillet 1926).

(47) - Ibid. et confirmation chez Moreau qui déjeune avec les régents (sans Wendel) par qui "l'attitude de la Chambre des députés serait très sévèrement appréciée" (p. 33).

(48) - Moreau, p. 33,

(49) - Cf. la lettre de Moreau à Monzie, 21 juillet, P.V.C.R. du même jour. D'après Moreau, Rothschild, le 19, "après une résistance fort vive", aurait "fini par se ranger à mon opinion" (p. 33). Pourtant Wendel montre Rothschild à la pointe de l'opposition à la lettre de Caillaux. La contradiction n'est peut-être qu'apparente, si l'opposition maximale de Rothschild qu'évoque Moreau a porté sur le principe de l'inflation et s'il s'est replié ensuite sur une hostilité à l'idée que l'inflation fût dissimulée - rejoignant sur ce point le gouverneur.

(50) - Notamment Colrat, ami de Poincaré et Dariac, tous deux républicains de gauche, et Loucheur (Bonnetous, T.IV, p. 161). Wendel écrit avec irritation "qu'ils ont perdu ce qui pouvait leur rester de considération - ce n'était pas beaucoup", en entrant dans le cabinet (C.XIV, 21 juillet).

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(51) - Le 1er août, de retour en Lorraine, Wendel constatera : "Les gens se rendent assez peu compte de ce qui s'est passé depuis quinze jours. Ils savent seulement qu'ils ont été affolés et se sont précipités sur les caisses d'épargne comme aux premiers jours de la mobilisation" (C.XIV).

(52) - Moreau, p. 37, P.V.C.R. 21 juillet, et Wendel, C.XIV : copie de la lettre aux Papiers Herriot, dossier 12. Wendel la trouve "assez rude" et note : "Si Monzie avait relevé le gant, c'était le conflit avec le Conseil général !"

(53) - "On pourrait, à première vue, être porté à croire que la Banque a enfin un gouverneur conscient de ses droits et soucieux de ses responsabilités. En relisant attentivement la deuxième lettre de Moreau, et en réfléchissant à la façon dont elle a été écrite, on est amené à penser que, nommé par Caillaux, ennemi de Monzie, le gouverneur ne cherchait pas à faciliter les choses à ce dernier... Enfin, tout est bien qui finit bien..." (C.XIV, 22 juillet).

(54) - Moreau, 21 juillet, p. 37, qui se dit "félicité par la plupart des régents, parmi lesquels MM. de Rothschild et de Wendel".

(55) - Allant dîner chez Ledoyen, après le vote, avec Tardieu, Désiré Ferry, Achille-Fould et Missoffe, Wendel traverse la manifestation. Il observe que les quelques milliers de personnes qui conspuent Herriot n'ont pas l'air bien redoutables" (C.XIV, 21 juillet).

(56) - J.O., 21 juillet, p. 3014, 3e col. et 3015, 1ère col.

(57) - C.XIV, 21 juillet.

(58) - C.XIV, 21 juillet.

(59) - Evoquant cette journée, Beau de Loménie, emporté par sa passion, exagère comme toujours la cohésion des "grands habiles" et des "hommes du gros argent" et le machiavélisme de leur "orchestration". L'excès tue sa démonstration. Voici à propos de cette nouvelle convention un exemple de déformation des faits en conséquence de son parti pris : Il s'indigne d'abord de la lettre de Moreau, "parfaitement choquante",

.../...

IVe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

menaçant l'Etat de la cessation des paiements dûs par celui-ci, "si" résume en termes vagues Beau de Loménie - "des dispositions n'étaient pas prises d'urgence par le gouvernement" et s'indigne aussi que Moreau, dans son journal, ait noté sans la moindre gêne l'approbation donnée par Rothschild et Wendel à ce texte (p.235-236). Puis, deux pages plus loin, il évoque le vote de la convention qui suit la chute d'Herriot et commente : "La facilité d'une pareille opération révèle combien avait été hypocrite et malhonnête la menace de la suspension de paiements qu'avait lancée la veille le gouverneur de la Banque". Mais il se trouve que l'auteur a tout à fait omis de dire que ces fameuses "dispositions" réclamées du gouvernement consistaient précisément et exclusivement dans le vote de cette convention et que ce fut la menace de suspension des paiements qui avait rendu possible "pareille opération..." Rien d'hypocrite ou malhonnête sur ce point. - Quant au problème de la politique du pire menée par une partie de la droite, c'est naturellement une autre affaire.

(60) - C.XIV, 22 juillet 1926.

CINQUIEME PARTIE

=====

Ve PARTIE - Chapitre I - Section I

Notes (1) - C. XIV, 25 juillet 1926.

(2) - C. XV, 31 décembre 1926.

(3) - L'expression est d'Albert Thibaudet dans le livre qui porte ce titre : les princes lorrains, Paris, 1924.

(4) - C. XIV, 25 juillet 1926.

(5) - "Que s'est-il passé ? Je l'ignore. Marin ne m'a pas donné signe de vie depuis notre conversation. Il a échappé à l'ami dont la fermeté lui a épargné une grosse faiblesse, dimanche dernier /son entrée éventuelle dans un cabinet Herriot/, agacé peut-être par les entrefilets des journaux de gauche qui disent qu'il n'est qu'un jouet entre mes mains"... (ibid).

(6) - Projet de lettre à Marin non envoyée, 26 juillet 1926 (AFW II 3). Dès le surlendemain, Marin rapporte à Wendel que, dans le Cabinet, il se serait rapidement formé deux clans, "l'un suivant Poincaré avec Barthou, Leygues, Marin, Tardieu, Sarraut et, ce qui est plus surprenant, Fallières et Ferrier ; l'autre, manœuvré par Briand et comprenant Rainlév, Herriot et Caillaux /ce dernier nom est un lapsus calami/... Bokanowski flottant" (C. XIV, 26 juillet).

(7) - C. XIV, 27 juillet 1926.

(8) - Caillaux avait préparé Moreau au concours de l'Inspection des Finances entre 1893 et 1896.

(9) - Moreau, 26 et 27 juillet, pp. 45-47. La scène du 26 est décrite avec une pittoresque froideur. Rist évoque ainsi l'affrontement : "M. de Rothschild (...) se précipita dans le cabinet du nouveau gouverneur pour lui dire que la Banque devait reprendre sans limite le reescompte des bons du Trésor..." (Note biographique, p. 1 000; Rist fonde en une seule l'entrevue du 27 et celle du 26 qui lui fut seulement racontée par Moreau).

(10) - Rist, p. 1 000, qui commente : "Ce propos m'est resté dans la mémoire comme le témoignage du souci unique du président du Conseil qui était de concilier le Parlement."

(11) - D'après Moreau, il avait lui-même proposé cette solution intermédiaire dès l'entrevue du 26. Rothschild affirme au contraire à Wendel qu'il a failli qu'il fasse une "violente intervention" (Moreau parle d'une "longue dissertation") pour que le gouverneur se plie à ce moyen terme. (C. XIV, 27 juillet).

(12) - C. XIV Ibid.. Le 24, Moreau entend dire que Bokanowski, ministre du Commerce et de l'Industrie, aurait tenté, de son côté, d'amener les industriels du Nord - par l'intermédiaire d'Eugène Matton, gros industriel de Tourcoing - à "consentir au Trésor un prêt de 4 milliards qui, représenté par du papier croisé, serait réescompté par la Banque de France". Et Moreau commente : "Si tel est le cas, cette demande de M. Bokanowski démontrerait le désarroi du gouvernement qui paraît n'avoir ni plan ni doctrine" (Moreau, 29 juillet, p. 50).

(13) - C. XIV, 4 août 1926.

(14) - Le détail de ces mesures est donné par Lachapelle, Le Crédit public, t. II, p. 294-295.

(15) - Rist, p. 1 000-1 001.

(16) - Moreau, 30 juillet, p. 55.

(17) - En dépit des silences de Moreau, il semble bien que Charles Rist ait joué le rôle majeur dans la rédaction de la loi.

(18) - Moret assistera en tiers pendant longtemps à toutes les entrevues entre Poincaré et le gouverneur (Moreau, p. 54).

(19) - Cf. Nalèche, 3 août : "Poincaré revient à toutes les solutions de l'avant-dernier ministère après avoir pris dans son cabinet les principaux démolisseurs du plan préconisé. Voici les experts qui reparaissent et voici que l'on va sans doute reconnaître les accords de Washington" (E.N.-P.L.).

(20) - Moreau, 3 août 1926, p. 59.

(21) - "Au Comité des Experts de 1926", article cité. Peyerimhoff vit là Poincaré "ce qu'il fut partout ailleurs : laborieux, consciencieux, méfiant, désagréable (...). Il accepta d'un seul coup toutes les propositions des experts /sauf sur les dettes/, mais il se garda de le dire et d'en parler... Je ne sais ce qu'il fit avec Sergent. Les douze autres travailleurs ne connurent que son silence."

(22) - Moreau, 5 août, p. 62.

(23) - Charles Rist, "Note biographique", p. 1000.

(24) - Texte dans Moreau, p. 62, note 1.

(25) - C. XIV, 5 août 1926 et Moreau, même date, p. 64. Wendel développe les mêmes idées devant son groupe au sortir de la Banque. Il ajoute : "Le gouverneur n'était pas trop content. Au fond c'est lui qui a dû refiler à Poincaré ce projet qui ne fait que reprendre le système des experts, dont il est l'un des auteurs". Ceci n'est pas faux. Moreau, quant à lui, note simplement : "M. de Wendel critique sévèrement le projet, déclarant que c'est de l'inflation".

(26) - C'est Moret qui dit que Poincaré pense Lautier inspiré par Finaly, dont l'attitude est alors peu claire. Charles Rist est du même avis (Moreau, 9 août, p. 68-69, 18 août, p. 72-73, et 20 août, p. 75, et Charles Rist, "Note biographique", p. 1001).

Lautier a fait ajouter notamment à l'article 3 un amendement contraignant la Banque, à chaque diminution de son stock de devises, à faire rentrer un chiffre de billets correspondant pour se rapprocher d'autant du plafond en sus duquel ils auront été émis. Rist explique clairement pourquoi, grâce à un heureux hasard technique, les amendements Lautier ne gênèrent finalement pas du tout, malgré les craintes de Moreau, les opérations ultérieures ("La loi du 7 août 1926 et le mécanisme de la stabilisation monétaire", Revue d'économie politique, janv.-fév. 1928, repris dans Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires, Paris, 1933, pp. 82-102; voir surtout p. 91-92 et 97).

(27) - "Note biographique", p. 1001-1002.

(28) - Ibid., p. 998.

(29) - Cité sans indication de source par Pierre Miquel, Poincaré, 1961, 638 p., p. 549. Miquel donne un bon aperçu des thèses en présence et de l'attitude de Poincaré (p. 549-569, passim). Une fois de plus, Rothschild

veut faire lancer un de ses chers emprunts de consolidation (sur le détail des décisions prises à cet égard, voir Lachapelle, Crédit Public II, p. 311 à 325).

(30) - le 11 août, le gouverneur affirme au Conseil qu'il n'est pas question pour l'instant d'acheter des devises dans les conditions prévues par la loi (C. XIV, 11 août 1926).

(31) - J.O., Débats du Sénat, 3 août, p. 1459, col. 1.

(32) - Lettre de Dwight Morrow à R.C. Leffingwell, chez Morgan New York, 30 août 1926, évoquant les espoirs nourris par lui "trois semaines plus tôt" (Papiers Morrow, Amherst College, Dossier Morgan J.P. and C°, 1920-1926).

(33) - C. XIV, 5 août 1926.

(34) - Moreau, 6 août, p. 66.

(35) - Sur le point de vue des stabilisateurs, autour de Moreau, en août, cf. le memorandum de Strong, "Program of Stabilization of the Franc", 19 août, que cite Stephen V.O. Clarke, Central Bank Cooperation 1924-1931, New-York, 1967, p. 112.

(36) - C. XIV, 6 août. Homberg, d'après ses Mémoires, serait, comme on a vu, favorable à la stabilisation, mais restera hostile aux crédits extérieurs (Les coulisses de l'histoire, op. cit., p. 256 et sq).

(37) - D'après Hutin (Moreau, 5 août p. 64).

(38) - Ibid., 6 août, p. 67.

(39) - Ibid., propos de Tardieu.

(40) - C. XIV, 6 août 1926.

(41) - Lettre de Morrow du 30 août citée plus haut.

(42) - C. XIV, 6 août 1926.

(43) - C. XIV, 3 août "/Bokanowski/ est intelligent, mais pas franc et pas précis. A vrai dire, très juif, dans la plus mauvaise acception du terme".

(44) - Moreau, p. 44.

(45) - Rapporté par Laederich à Moreau (Moreau, 30 juillet p. 54) et confirmé par Bokanowski lui-même, le 4 août (p. 61).

(46) - Moreau, 5 août, p. 64.

(47) - Moreau, 6 août, p. 66.

(48) - Moreau, 7 août, p. 67.

(49) - 3 à 400 000 francs. "Ce dernier renseignement m'a été donné comme certain par L.D. /Louis Dubois ?/ qui est bien placé pour être renseigné" (C. XIV, 5 août 1926).

(50) - Moreau, 8 août, p. 68.

(51) - Propos de Du Buit, chef de cabinet de Poincaré, au sous-gouverneur ieclerc, rapporté à Moreau (18 août, p. 73) et confirmation de la bouche de Rothschild lui-même (19 août, p. 74). Selon Du Buit, Poincaré recevrait aussi souvent Robineau et Aupetit.

(52) - Wendel y revient le 12 août, au début des vacances parlementaires. "Je m'efforce de faire voir /Poincaré/ par Rothschild, et de faire qu'il ne soit pas trop mal conseillé" (C. XIV).

(53) - Rist, "Note", p. 1000 : "M. Poincaré avait au sein du Conseil de Régence deux amis extrêmement actifs : l'un M. François de Wendel, l'un des principaux chefs modérés à la Chambre, et l'autre M. de Rothschild" (cf. aussi p. 1002).

(54) - C. XIV, 6 août 1926.

(55) - Moreau écrit, le 18 août : "J'ai tout fait pour montrer à Poincaré qu'il n'avait pas de collaborateur plus loyal que moi et je croyais y être parvenu, mais Du Buit a dit à Leclerc que le président du Conseil montrait une grande animosité contre la Banque de France, dont il louait constamment l'ancien gouvernement et qu'il critiquait âprement le Comité des Experts et ceux qui en avaient fait partie. Quel homme insaisissable !" (Moreau, p. 73).

(56) - "The feeling in Paris in informed circles now is that nobody knows what Poincaré will do" (quant à la ratification). Lettre de D.W. Morrow à Leffingwell du 30 août citée - confirmée par une autre correspondance du même datée du 7 septembre.

(57) - C. XIV, 24-28 août 1926.

(58) - Moreau, 25 août, p. 78, qui note : "En relatant à Rist ce revirement, je lui montre combien il convient d'être prudent avec le Conseil de Régence".

(59) - Rist dit à Moreau avec dépit, le 30 octobre encore : "/Poincaré/ (...) n'agit que d'après les conseils que lui donnent M. Bokanowski et la Banque Rothschild" (Moreau, p. 150).

(60) - C. XIV, 1er septembre 1926. L'allusion n'est pas claire. S'agirait-il de Morrow ? Celui-ci n'évoque pas, dans sa correspondance citée, d'entrevue avec Seydoux - et au demeurant semble d'ordinaire plus prudent.

(61) - Cf Moreau, 25 août, p. 83.

(62) - C. XIV, 2 septembre.

(63) - C. XIV, 1er septembre.

(64) - Selon sa propre expression, dans une conversation ultérieure avec le gouverneur (Moreau, 16 septembre, p. 104). D'après ces mêmes propos "seule la Banque Morgan serait restée correcte dans cette affaire".

(65) - C. XIV, 2 septembre, lettre de Wendel à Rothschild du 4 septembre (AFW III 35 (51)), et Moreau, 3 septembre, p. 94, qui rapporte, avec d'autres

precisions, un récit de la visite fait par Wendel à Vernes, puis transmis à lui-même, récit dont la teneur confirmera la décision du gouverneur de ne pas acheter de devises dans l'immédiat. Il est significatif de l'incertitude où demeurent les combattants - et les observateurs- qu'au cours d'un bref passage à Paris, début septembre, Nalèche puisse observer : "D'une façon générale, on ne croit pas à la stabilisation actuelle pour l'automne ou la fin de l'année" (E.N. - P.L., 14 septembre 1926).

(66) - Moreau, 5 septembre, p. 97.

(67) - Moreau, 25 août, p. 84.

(68) - Motivation donnée à Wendel, le 2 septembre (C. XIV).

(69) - Moreau, visite à Rothschild, 4 septembre, p. 95.

(70) - Note spéciale de Wendel sur la séance extraordinaire du 8 septembre, APW I 4.

(71) - Ibid.

(72) - Le gouverneur, ^{vague} dès le 25 août, avec roincaré, mais sans conclure, le problème de l'affectation qu'il y aura lieu de donner aux bénéfices provenant de la réévaluation de l'encaisse-or (Moreau, p. 84).

(73) - Moreau, 4 septembre, p. 95-96.

(74) - C. XIV, 8 septembre.

(75) - Il note avec satisfaction : "... Rapidement, j'obtiens une approbation unanime. Tout le monde est très aimable pour moi, y compris M. de Wendel lui-même."

(76) - C. XIV, 8 septembre, et F.V.C.R., même date, qui ne donne aucune précision sur la discussion.

(77) - Moreau, 5 septembre, p. 96.

(78) - C. XIV, 8 septembre 1926, et presque dans les mêmes termes, note citée, AFW I 4.

(79) - C. XIV, 2 septembre 1926.

(80) - Remarque faite après coup, par Wendel, dans sa note citée, in fine.

(81) - Sur les discussions qui ont marqué l'élaboration de la convention, cf Moreau du 25 août au 16 septembre, p. 84 à 107, passim.

(82) - Il est significatif, comme le fait remarquer André Netter dans son travail inédit cité, que Rist ne le mentionne même pas dans ses souvenirs.

(83) - Moreau, 9 septembre, p. 100.

(84) - P.V.C.R., 16 septembre 1928. Moreau ne mentionne pas cette lettre dans son journal. Elle devait le gêner puisque, en décembre, il intervient sans consulter le Conseil. Wendel, de son côté, apprécie la portée limitée du texte en écrivant : "Cette lettre n'est pas mal mais, ainsi que je l'ai fait observer, elle ne constitue pas un engagement pour le gouvernement, c'est une opération gratuite de la banque."

(85) - Voici le récit des deux principaux protagonistes, qui donnent les détails de l'incident du 16 septembre, et dont le rapprochement est curieux :

Moreau : "Je suis l'objet d'une violente apostrophe de M. de Wendel. M. de Wendel, dont l'hostilité à mon égard n'est pas douteuse, me déclare qu'il ne peut approuver ce texte et demande qu'on en renvoie l'examen à une séance ultérieure, pour permettre à M. de Rothschild, malade, de prendre part à la délibération. Je réponds à M. de Wendel que je ne reconnais pas la compétence de M. de Rothschild, mais qu'il m'est impossible de diviser les régents en ^{deux} catégories : ceux dont la présence est utile, et ceux dont l'opinion ne compte pas. Si la proposition de M. de Wendel est acceptée, je me refuserai, dans l'avenir, à mettre un projet quelconque en délibération quand tous les regents ne seront pas présents. M. de Wendel demande une suspension de séance pour relire le texte du projet à tête reposée. Je la lui accorde. Au bout de cinq minutes, la séance est reprise. M. de Wendel reconnaît que les intérêts de la Banque ont été sauvegardés et déclare qu'il votera avec ses collègues, pour la convention. L'incident est clos et je me suis pas fâché d'avoir donné une leçon à M. de Wendel" (p. 105-107).

Wendel : "/J'ai eu/ une escarmouche avec le gouverneur. Goutte, qui avait demandé à me voir, m'ayant dit que Rothschild aimerait bien voir le texte avant qu'il ne soit ratifié, j'ai essayé de faire remettre la décision à demain ou après-demain, faisant valoir qu'il était fâché que Rothschild ne l'ait pas vue, et que d'ailleurs il était un peu léger de nous demander de ratifier en une demi-heure des textes que nous n'avions pas lus etc. etc. Le gouverneur ne s'est pas laissé faire. Il a fait ressortir qu'on ne pouvait suspendre une décision en raison de l'absence d'un régent déterminé... puis proposé assez adroitement de remettre la séance à 5 heures, pour me donner le temps de lire la convention. Cela ne faisait naturellement pas l'affaire des chers collègues, qui n'avaient qu'une hâte : regagner le plus vite possible leurs petites occupations. Je me suis contenté de dix minutes pour revoir un texte qui n'est pas bien méchant (...) Le seul bénéfice de cette discussion a été d'obtenir que, dorénavant, le Conseil discuterait les conventions sur texte posé sous les yeux de chacun, et non pas sur la seule audition d'une lecture... une petite révolution..."

le P.V.C.R., comme d'ordinaire est plus que pudique sur l'épisode : quasi muet.

Ve PARTIE - Chapitre I - Section II

Notes (1) - Histoire économique de la France entre les deux guerres, op. cit., p. 87. Cf. aussi, à un niveau très inférieur, Beau de Loménie : "La Banque de France force la main à Poincaré" p. 255-256. Jacques Chastenet, Raymond Poincaré, semble impliquer la même chose (p. 272).

(2) - Dès la fin d'août Rist et Quesnay disent à Benjamin Strong, chef de la Federal Reserve Bank, leur conviction qu'il faut stabiliser immédiatement (Papiers Strong conservés à la F.R.B. à New-York, note sur un entretien Strong-Rist du 26 août, citée par Gregory C. Schmid, The politics of financial instability : France 1924-1926, Ph. D., Columbia, 1968, p. 181 - University microphones Inc, Ann Harbor n° 69-9215). Sur le siège que fait Rist du gouverneur, cf. Moreau, 7, 18 et 19 octobre 1926. Rist finit même par prendre sur lui de faire acheter un peu de livres par le Service des Changes que l'on vient de mettre en place. "Je me fâche pour de bon", écrit Moreau, "et je donne l'impression à M. Rist et Verdier /chef du Service des Changes/ que j'entends être obéi. M. Rist est un excellent collaborateur, très intelligent, remarquablement instruit et tout à fait sûr, mais il est un peu l'esclave des livres qu'il a écrits et des conférences qu'il a faites quand il était professeur à la Faculté de Droit. Persuadé de l'excellence de sa doctrine, il veut les appliquer coûte que coûte" (17 octobre 1926). Rist lui-même est silencieux sur ses démêlés avec Moreau et rappelle seulement (Note biographique", p. 1005): "Je pensais personnellement que le cours de 140 F à la livre était tout ce que nous pouvions attendre sans risque économique..." (En réalité plutôt 160-170, d'après une note Quesnay qui date du milieu d'août, qui est conservée dans les papiers Strong, et que résume G.C. Schmid, P. 204-205). ~~Du coup cet écrit de Rist parlant de "nos objections"~~ a pu contribuer à renforcer, dans la littérature sur le sujet, l'idée fautive de Moreau assiégeant Poincaré. Il écrit aussi qu'à un moment donné Poincaré "promit à Moreau" qu'il arrêterait la hausse du franc "quand on serait aux environs de 125 francs la livre sterling". Ceci est peut-être reconstruit après coup, car Moreau n'en parle pas - sûrement déformé.

(3) - Jacques Rueff, préface à Moreau, p. VIII-IX et Charles Rist, p. 1005. Tous deux jugent que cette intervention de Jouhaux a été le "facteur décisif" dans l'évolution de Poincaré.

(4) - Poincaré à Moreau, 18 novembre, P.V.C.R.

(5) - "A l'heure actuelle, le Trésor possède un stock de devises qui suffit à couvrir ses besoins pour une période très prolongée, et par ailleurs, il ne dispose plus dorénavant des excédents de placement des bons de la Défense Nationale, qui, comme vous le savez, appartiennent à la Caisse d'amortissement. Il s'ensuit qu'il n'a plus de raisons théoriques de continuer ses achats de changes et que d'autre part il ne pourrait plus le faire sans difficultés. J'ajoute, dans le même sens, que la période dans laquelle nous allons entrer ne comportera pas comme celle qui s'achève, de rentrées fiscales massives susceptibles de faciliter l'action de la Trésorerie". (P.V.C.R.)

(6) - Comme le remarque finement André Netter (p. 106).

(7) - Moreau, 5 septembre, p. 94. la chaîne est un peu détournée. D'après ce récit, Poincaré aurait donné à Wendel une date négative : "Pas de ratification avant mars 1927", et un chiffre : revalorisation jusqu'au cours de 135. Il est surprenant que Wendel n'ait pas noté ces précisions s'il les a bien reçues. Mais elles ne contredisent pas l'esprit général de l'entretien. Moreau ajoute ce blâme en commentaire : "Les intérêts des petits rentiers semblent seuls préoccuper le président du Conseil. Il n'accorde pour le moment aucune attention aux intérêts de l'industrie et du commerce, ni à la balance des comptes, ni aux charges fiscales".

(8) - "La loi du 7 août 1926 et son rôle dans l'assainissement financier de la France", Revue d'économie politique, janvier-février 1928, p. 9.

(9) - Moreau, 23 novembre 1926.

(10) - Moreau, 30 septembre, n. 118.

(11) - Selon l'expression de Moreau, p. 146.

(12) - Le texte, comme celui des lettres de Poincaré, est au P.V.C.R., 25 septembre, 7 et 14 octobre.

(13) - Wendel ayant fait modifier, dans la première lettre, un passage où Moreau "laissait entendre qu'il n'y avait rien à faire sans une masse de manoeuvre suffisante" et dont Félix Vernes avait fait remarquer qu'il

pourrait impliquer que le Conseil se ralliait au plan des experts, et ayant parlé sur un ton charriant encore l'amertume récente et qu'il reconnaît lui-même n'avoir "peut-être pas été très aimable", Moreau se contente d'écrire sèchement de son côté : "M. de Wendel a eu aujourd'hui une attitude désagréable. Nous n'y avons pas pris garde" (Wendel, C. XV, 23 septembre, Moreau même date, p. 110).

(14) - Le gouverneur est laconique sur ce Conseil dans son journal, reconnaît seulement n'avoir pu examiner la question qu'en hâte. Wendel écrit : "La somme de 10 millions de dollars demandée par Poincaré pour "corriger les pointes au cours d'une même Bourse" paraissait minime. Le gouverneur insistait. Rothschild n'en a pas moins crié casse-cou avec vigueur. J'ai également souligné le danger d'une intervention qui permettait à tout le monde de jouer à coup sûr, au cours d'une même bourse. L'affaire a été remise à jeudi prochain. Mais vraiment nos adversaires ne désarment pas".

(15) - C. XV, 25 novembre. "Les regents", écrit le gouverneur, "adoptent à l'unanimité le texte de la réponse à M. Poincaré. Ils me font même des compliments pour sa rédaction" (Moreau, 25 novembre p. 168). Le texte de la lettre est au R.V.C.R. même date.

(16) - C. XV, 9 octobre.

(17) - C. XV, 25 septembre.

(18) - Wendel lui-même, un peu plus tard, note la différence, sans en paraître trop affecté.

(19) - "Nous ne serions pas loin de nous entendre, si M. de Rothschild ne rejetait pas à une échéance lointaine la stabilisation, pour la faire précéder d'une revalorisation du franc, qui est évidemment désirable, mais à condition qu'elle soit modérée" (30 septembre, p. 118). Voir aussi le 6 octobre, p. 122 et le 28 septembre, p. 116. "Je vois M. de Rothschild. Assez longue conversation générale. Ses idées sont vagues et présentent un mélange curieux de connaissances professionnelles précieuses et d'incompréhensions extraordinaires..." On relève que dès le 30 août, Dwight Morrow écrivait : "The officials of the Bank seem able, clear and courageous (...) The appointment of the governor was quite unacceptable to some of the Regents. He has however handled the situation with tact and firmness and is getting stronger every day with his Regents" (lettre à R.C. Leffingwell citée, archives Morrow).

(20) - C. XIV, 16 septembre 1926.

(21) - C'est à peu près la version que recueille Moreau de la bouche de l'ancien ministre belge Delacroix, le 23 septembre (Moreau, p. 110). Briand donne deux ans plus tard un résumé bien conforme de Thoiry à la Commission des Affaires étrangères, 23 novembre 1928, p. v. de la Commission, p. 9-11 (archives de la Chambre).

(22) - Selon un propos de Marin à Wendel. "Cela paraît bien gros" note tout de même Wendel (*ibid.*). La plus récente mise au point sur Thoiry est dans Jon Jacobson, Locarno diplomacy, Germany and the West 1925-1929, Princeton, 1972, p. 84-90.

(23) - C. XIV, 16 septembre 1926 : au cours d'un déjeuner chez Voisin, avec Lambert-Ribot, sur l'initiative de Wendel lui-même.

(24) - "Je n'avais pas vu /Thomas/ depuis qu'il avait quitté la Chambre, et avais gardé bon souvenir de son attitude au moment des interpellations Barthe. Je n'ai pas manqué de le lui rappeler". Wendel ajoute encore ceci, qui est intéressant pour l'itinéraire d'Albert Thomas : "Il rentrerait volontiers dans la politique. Il aurait accepté d'entrer dans le cabinet Poincaré. Il ne veut pas être réduit à une opposition systématique derrière un Blum quelconque. Il est prêt à entrer dans une combinaison d'Union nationale. Il ne dit pas qu'il n'est plus socialiste, mais il est "national". Je lui ai dit que dans ces conditions nous devrions arriver à nous entendre. Meste à savoir dans quelle mesure il est revenu de certaines illusions, ou plutôt dans quelle mesure il pourra de dégager de l'emprise du parti" (C. XV, 7 octobre 1926).

(25) - C. XV, 22 septembre 1926.

(26) - C. XV, 26 septembre, Eclair de l'Est, 27 septembre, pour un compte-rendu détaillé, et mention notamment dans Le Matin et L'Echo de Paris. Wendel reçoit des compliments en Lorraine. "les gens sont contents de savoir que la métallurgie ne nourrit pas de noirs desseins..." (C. XV, 30 septembre). Il écrit d'autre part : "Mon discours pourrait bien occasionner quelques difficultés à Lambert, qui va précisément rencontrer les Allemands à Bruxelles, cette semaine, en vue de faire aboutir les négociations. Mais on ne peut toujours se taire, et cela finit pas devenir exaspérant d'être présenté comme un des plus chauds partisans d'un rapprochement franco-allemand, alors que Dieu sait, je considère la chose comme la plus vaine qu'on puisse imaginer..."

(27) - La Saarbrucker Zeitung, notamment : lettre de Wendel à un de ses directeurs, Prêcheur, qui lui a communiqué la coupure, 2 octobre 1926, AFW III 35 (5), et C. XVI, 2 octobre. "Le /journal/ me fait dire qu'une nouvelle guerre est inévitable, ce qui est d'une bonne foi toute germanique, car je n'ai rien dit de semblable. Il est possible - et il est même certain - que je pense qu'au train où vont les choses, nous allons tout droit à un nouveau conflit. Mais je me suis bien gardé de l'exprimer." (C. XV, 2 octobre)

(28) - Notamment une rixe franco-allemande à Gemersheim : un officier français ayant tué un Allemand dans la bagarre, on évacue le régiment. Wendel s'en indigne (C. XV, 1er octobre).

(29) - Des détails dans Moreau, 20 août, p. 116, et une allusion au rôle de Marin, dans C. XIV, 1er septembre 1926.

(30) - Voyant Moreau le 27, Poincaré lui affirme bien qu'à Thoiry "Briand a écouté Stresemann, mais ne lui a rien proposé" - ce qui paraît d'ailleurs faux - mais il se dit disposé à permettre l'évacuation anticipée contre "la mobilisation simultanée et complète des obligations Dawes". Il précise toutefois que "si des négociations franco-allemandes s'engageaient concernant l'évacuation de la Rhénanie et de la Sarre contre paiement d'argent par l'Allemagne, c'est lui-même qui les conduirait, et non Briand" (Moreau, 25 septembre, p. 111). Deux mois plus tard, le vent ayant tourné, Poincaré dira - c'est assez lui - à Henri Simoud, de l'Echo de Paris, que Briand, à Thoiry, a "dépassé ses instructions"... (Jacobson, op. cit., p. 102-103).

(31) - Rothschild évoque la question le même jour, 3 octobre, avec Moreau et avec Wendel (Moreau, p. 122 et Wendel, C. XV).

(32) - Le texte est dans Le Temps du 19 au soir, daté du 20.

(33) - Le Figaro, 20 octobre 1926.

(34) - Communiqué dans ce sens de Bokanowski, ministre du Commerce, à la suite d'une démarche auprès de lui de Peyerimhoff, Duchemin, Fougère et Laederich, dans la Journée Industrielle de Gignoux, 21 octobre, et explications embarrassées du P.V. du même jour. "Convient-il de cacher", écrit-il, "que /les industriels/ furent l'objet d'une pression des plus vives, pression qui consista non seulement à leur apprendre que les repré-

sentants les plus qualifiés de tous les autres pays avaient déjà donné leur signature, mais encore, si nous sommes bien informés, à leur faire entrevoir, à l'heure où nous traversons les pires difficultés financières /c'est-à-dire au début de l'été/ qu'en cas de refus, nous n'aurions plus à compter sur l'aide de la finance britannique?..". Au surplus, ils ont indiqué leurs réserves dans un texte complémentaire. Enfin, Fougère, président de l'Association nationale d'expansion économique, donne des explications voisines dans une interview au Gaulois (numero du 22 octobre).

(35) - C. XV, 19 octobre 1926.

(36) - Article de Gauvain, Les Débats, 21 octobre 1926.

(37) - Comme en témoigne, par exemple, la délibération solennelle prise par la Chambre de Commerce de Limoges en faveur de la revalorisation par étapes (discours de son président Boudet et délibérations sont reproduits intégralement dans le B.Q. du 15 novembre 1926, p. A. 12 à A. 14).

(38) - Wendel se rend au Comité mascaraud pour y soutenir Octave Homberg qui y parle le 22 novembre contre la ratification : "Nous formions, Homberg, Dubois et moi, un trio assez curieux de coalisés (...) et il va de soi que Washington et Londres ont passé un mauvais quart d'heure". Mais Homberg n'est pas un allié très sûr et la livre étant brusquement tombée à 128 de la veille, il ne cache pas, au grand regret de Wendel, qu'il est partisan d'une stabilisation très rapide. ("Était-ce le théoricien qui paraît, ou le financier lancé dans trente-six affaires, et redoutant certaines oscillations de la devise ?"... "/Il/ parle bien (ce n'est pas cependant un orateur-né). Mais combien nerveux !".) Wendel se réjouit de constater que le public de commerçants reste sur une grande réserve quand on parle de stabilisation. Il l'aurait cru plus ému par la "dégringolade des cours" et plus sensible par intérêt aux arguments des stabilisateurs (C. XV, 22 novembre).

(39) - C. XV, 6 octobre 1926.

(40) - C. XV, 9 octobre 1926 (11 heures du matin). L'Echo de Paris évoque l'entretien, dans son numero du 18 octobre.

(41) - Ibid.

Ve PARTIE - Chapitre I - Section III

Notes (1) - La livre est déjà à 145 F le 12 novembre, atteindra 134 le 19.

(2) - Jean-Baptiste Duroselle, Histoire diplomatique de 1919 à nos jours, 4e éd., p. 102.

(3) - "Le loyalisme du parti radical ne paraît pas devoir aller jusqu'à la ratification", note Wendel dès le 18 octobre. "Alors je pense que Poincaré, qui était si ferme l'autre jour, a commencé à préparer l'opinion à quelques retards. Je n'y vois pas d'inconvénient..." (C.XV). Dès le lendemain du Congrès, Marcel Lüttin, de L'Echo de Paris, ne croit plus que Poincaré pourra faire ratifier les accords par le Parlement (Moreau, 16 octobre, p. 133).

(4) - Moreau, introduction au chapitre V, p. 146.

(5) - A l'Assemblée générale du Comité républicain du Commerce et de l'Industrie, 15 novembre.

(6) - B.Q., 16 novembre, p. A.5. Cf. le discours d'Emile Mireaux, directeur de la S.R.I.E. qui édite le Bulletin, au Congrès annuel de l'Union des Intérêts économiques, le 16 novembre. Elle est d'un "revalorisateur modéré". Il faudra stabiliser un jour, mais beaucoup plus tard, personne ne peut encore dire quand.

(7) - Respectivement dans le Journal d'Alsace-Lorraine, du 10 novembre et dans la Dépêche de Toulouse du 9. Jèze appuie sa démonstration sur deux faits principaux ; d'une part l'existence d'une grosse dette flottante est un obstacle à la stabilisation ; d'autre part elle nécessiterait des emprunts extérieurs auxquels l'opinion est très hostile. Comme on voit, ces deux objections disparaîtront peu à peu dans les 18 mois suivants (articles cités dans le B.Q., ibid.)

(8) - C. XV, 18 novembre 1926.

(9) - C. XV, 19 novembre 1926.

(10) - la Nation, 15 novembre 1926.

(11) - L'article est reproduit pour l'essentiel, dans les Débats du 12 novembre.

(12) - B.Q., 15 novembre, p. A.5-A.6.

(13) - "Merriot, tends ton échine à la trique !" s'écrie l'Humanité du 14 novembre.

(14) - "Langage intolérable, réquisitoire le plus violent, le plus haineux, le plus méprisable aussi qui ait été prononcé contre la politique (...) radicale", écrit Pierre Bertrand dans Le Quotidien du 15 novembre. Même son de cloche dans la Volonté (L.O. Frossard) et dans l'Ère Nouvelle (Georges Ponsot). Au contraire, à droite, Le Temps, les Débats et l'intransigeant approuve Marin.

(15) - Bonnefous, t. IV, p. 185.

(16) - C. XV, 13 novembre 1926. "Il aurait mieux fait d'en parler à son vieil ami".

(17) - C. XV, 29 novembre. Mandel tient le fait de Tardieu et vient voir Wendel spécialement pour le mettre au courant.

(18) - Au Conseil du 8 octobre, ce dialogue est rapporté par Marin à Wendel, et c'est une source plus sûre que dans le cas précédent. (C. XV, 9 octobre) "Tardieu/ trouve probablement qu'on n'a pas fait assez de faux bilans comme cela (...) un sale public..."

(19) - C. XV, 25 novembre.

(20) - C. XV, 7 décembre.

(21) - C. XV, 25 novembre.

(22) - loi du 31 mars 1922.

(23) - C. XV, 25 novembre. C'est lui-même qui souligne.

(24) - C. XV, 9 décembre. Curieusement, Moreau ne mentionne pas dans son journal cette conversation pourtant importante. Peut-être fut-il plus évasif que ne le crut Wendel. Rien au P.V.C.R., naturellement.

(25) - R. Philippe, Le drame financier de 1926-28, p. 126.

(26) - Moreau, 20 décembre, p. 182.

(27) - Wilfrid Baumgartner, interview, 16 novembre 1975.

(28) - En dehors de la très brève conversation officieuse du 9 décembre Moreau le reconnaît lui-même : "Malgré que je ne sois pas autorisé à intervenir par le Conseil général, je prends une décision que je considère d'intérêt public" (Ibid.).

(29) - Tout le récit paraît une fable : "Le Conseil de Régence (...) fut réuni en toute hâte chez le Baron de Rothschild, un compte-rendu rédigé à l'usage de M. Poincaré et, dans la nuit, une conférence eut lieu au ministère des Finances. Sur les vives instances des régents, qui ne dissimulaient pas la gravité du péril, le président du Conseil consentit enfin à autoriser la mise en vigueur de la Convention du 16 septembre entre l'Etat et la Banque (...). Le lendemain, le représentant de la Banque de France put déclarer en Bourse qu'il était vendeur et acheteur, à un cours fixé, de n'importe quelle quantité de devises. La situation était sauvée..." Marcel Chaminade, L'expérience financière de M. Poincaré, Paris, juin 1927, p. 116-117 repris dans Pierre Mendès-France, L'oeuvre financière du gouvernement Poincaré, Paris, 1928, p. 57-58. Peut-être faut-il voir là une des origines de la légende, si tenace, montrant Moreau et ses régents assiégeant Poincaré depuis plusieurs mois pour qu'il consente à l'intervention.

(30) - C. XV, 21 octobre.

(31) - Moreau, novembre, passim, et notamment le 25 : "Je fais venir M. Mignon" (il est chargé des "relations publiques" de la Banque et on a déjà évoqué sa personnalité à propos de l'affaire de Briey), "je lui expose les raisons que j'ai de croire qu'une campagne est en préparation,

m'accusant de restreindre les crédits de la Banque à l'économie nationale. Je lui explique que nous ne faisons rien de pareil, que nous prenons tout le papier bancaire, c'est-à-dire statutaire qui nous est présenté, et que nous refusons, comme la loi le prescrit, le papier de commandite et le papier de cavalerie" (p. 167).

(32) - Cf. la lettre adressée à ce sujet par Poincaré à Duisson, président de la ligue, où il promettait un assainissement rapide. Le texte en était donné dans Le Quotidien du 15 octobre. Laederich s'en était beaucoup ému (Moreau, 16 octobre, p. 132).

(33) - Moreau, 17 novembre, p. 161-162.

(34) - C. XV, 26 novembre.

(35) - C. XV, ibid, et Moreau, 26 novembre, p. 165.

(36) - Moreau, 26 novembre, p. 168. Le Baron Davillier lui tient un propos similaire : "Selon lui/, lorsque je suis arrivé à la Banque, le Conseil ne m'était pas favorable. Il a complètement changé d'opinion à l'heure actuelle, il a parfaitement confiance en moi". La part faite de la courtoisie, le changement de climat est incontestable.

(37) - Moreau, 11 décembre, p. 177.

(38) - Moreau, 14 décembre, p. 178. Le texte du rapport - sans les phrases aimables - est au P.V.C.C. du 16 décembre, devant lequel Wendel le relit (p. 298 à 316 du registre).

(39) - C. XV, 14 décembre et Moreau, même date : "Wendel/ suggère d'élever l'annuité budgétaire destinée à l'amortissement des immeubles, en portant dans les frais généraux le montant du loyer de chaque succursale, de 4 à 5 % du capital engagé. L'indemnité budgétaire passera ainsi de 40 à 50 millions. De cette façon, les amortissements que nous ferons par voie de prélèvements directs sur le compte "Profits et pertes" seront moins élevés. J'appuie la suggestion de M. de Wendel, qui est adoptée".

(40) - Le 23 décembre, il inspire un article de son ami Rutin, de l'Echo de Paris, "démentant une stabilisation prochaine et expliquant que la Banque

de France a voulu seulement briser la spéculation à la hausse du franc, et empêcher le développement de la crise économique qui aurait infailliblement suivi la revalorisation trop rapide de notre monnaie" (p. 188), article qui est d'ailleurs interprète comme un "communiqué officiel annonçant la revalorisation du franc" ce qui fit "tomber la banque d'un danger dans l'autre" (Ibid., 28 décembre, p. 189)

(41) - C. XV, 25 décembre.

(42) - C. XV, 7 décembre et Bonnefous, p. 184.

(43) - Moreau, 23 décembre, p. 187.

(44) - L'Impartial de l'Est, 1er janvier. Le résumé des propos de Wendel a été fait par lui-même, sous le titre "Stabilisation, revalorisation". Il est reproduit dans L'Information, de Paris, début janvier. Brève évocation dans C. XV, 27 décembre : "J'ai montré que le franc à cinq sous valait mieux que le franc à deux sous, et laisse espérer que, sauf accident de politique intérieure ou extérieure, la livre se maintiendrait un certain temps autour de 120 F. J'ai toutefois combattu la stabilisation. Les gens paraissaient contents". Il est significatif que Wendel n'évoque pas l'événement dans son bilan de fin d'année : il ne lui accorde pas une importance de premier plan (C. XV, 31 décembre).

VI PARTIE - Chapitre I - Section IV

- Notes (1) - C. XV, 26 janvier 1927. Le 15 février, Poincaré tient d'ailleurs des propos équivalents en séance publique. Le 16 mars, il déclare encore : "Tout ce que je puis dire, sans rien indiquer ni sur la date d'une stabilisation légale, ni sur le cours, ni sur les conditions, c'est que je crois nécessaire de faire effort pour maintenir, pendant une période nécessairement prolongée, les cours actuels" (cité par Chastenot, t. V, p. 160).
- (2) - Sur l'atmosphère difficile, faite de mutuelle incompréhension, qui entoure ces négociations, et sur leurs aspects techniques, cf. Stephen V.O. Clarke, Central Bank cooperation, 1924-1931, op. cit., p. 115 sq.
- (3) - C. XV, 17 février 1927.
- (4) - J.O., Débats de la Chambre, 24 février 1927, p. 518-520. Poincaré revient sur la question, en réponse à Vincent Auriol, le 8 mars (J.O., p. 749-758). Note de Wendel : "Les gauches essaient de se poser en défenseurs de la patrie qui ne ratifieront sous aucun prétexte. L'accord Péret-Churchill et l'accord Mellon-Bérenger datent cependant de leur règne !" (C. XV).
- (5) - Moreau, 14 avril 1927, p. 286.
- (6) - C. XV, 14 avril et P.V.C.B., même date, qui donne le détail de l'opération envisagée.
- (7) - C. XV, 28 avril. "Il semble bien que dans tout cela, ce soit l'influence de Rist qui se fait sentir au gouvernement de la Banque, et ce professeur est peut-être bien assez dangereux..."
- (8) - Moreau, 27 avril, p. 292.
- (9) - C. XV, 10 mai 1927.
- (10) - Wendel à Moreau, 30 avril 1927, AFW I 4, copie.

(11) - Les arguments de Moreau sont longuement développés dans une note de six pages dactyl. adressée par lui, pour mémoire, à Wendel, le 7 mai (AFW I 4 et résume au P.V.C.R. du 5 mai).

(12) - Moreau, 5 mai, p. 502 et C XV, même date. Conclusion de Wendel : "En somme débat important qui aura, je crois, des conséquences favorables." Conclusion de Moreau : "M. de Wendel me répond faiblement, et il demande que le ministère des Finances soit mis au courant de notre argumentation. Il se rallie d'ailleurs au vote unanime du Conseil qui maintient ses décisions des 14 et 21 avril. L'incident est clos."

(13) - Moreau, Ibid.

(14) - la Vie financière, 2 mai 1927, qui donne le texte intégral du discours.

(15) - Moreau, 29 avril, p. 295, qui ajoute le lendemain que l'initiative de Rothschild est sévèrement commentée dans divers milieux. Le Bulletin Quotidien du 2 juin cite des extraits du discours, "très commenté" mais sans prendre parti lui-même (n° 99, p.A.7 et A.8).

(16) - Il le dit à Moreau, 12 mai, p. 509.

(17) - C. XV, 30 avril.

(18) - "Au train dont on achète des devises à la Banque, une revalorisation deviendra impossible, en raison des pertes qu'elle imposerait à la Banque ou au Trésor" (C. XV, 30 avril).

(19) - Moreau, 27 avril, p. 292 et 29 avril p. 295. L'incident de la radio reste assez obscur.

(20) - C. XV, 28 avril.

(21) - Et d'abord Rothschild : "Lui/ qui s'était, ces temps derniers, montré plus tiède sur cette question que les autres banquiers, par crainte d'accidents politiques qu'entraînerait une nouvelle suppression de l'exportation,

m'a vivement soutenu, impressionné je crois par mon affirmation que la fuite des capitaux et l'obligation de fermer les frontières étaient la meilleure défense que nous ayons contre les retours politiques qu'il redoute".

Dans un article consacré aux "Maladies monétaires de l'entre-deux guerres", (Politique aujourd'hui, novembre 1971, p. 3-19), Jean Bouvier pose la question suivante, qui touche de près à l'aspect politique des choses : "Comment se fait-il que la spéculation ait pu librement faire rage aux dépens du franc, pendant des années, d'abord en janvier-mars 1924 (...) puis en 1925-26 (...) alors qu'une loi de (...) 1918, aux dispositions apparemment précises, interdisait l'exportation des capitaux français ?" (p. 10).

A quoi l'ouvrage déjà cité de Henry Germain-Martin fournit les éléments d'une réponse : il s'agissait de limitation et de contrôle plutôt que d'interdiction, selon un système qui laissait bien des trous entre ses mailles. Soit que l'administration fût incapable d'empêcher bon nombre de mouvements de fonds accomplis en fraude (prescrivant la fermeture des bureaux de change clandestins au début de mai 1926, le ministre des Finances confirmait officiellement leur existence...), soit aussi qu'ait fleuri une vigoureuse "fraude légale". Henry Germain-Martin évoque l'existence d'une véritable "joute juridique" entre les banques et le Comité de Contrôle : depuis l'instauration de la loi du 3 avril 1918, et pendant tout le temps où la réglementation est restée en vigueur, les banques se sont ingénies à la tourner légalement, "soit pour leurs propres opérations, soit pour celles de leurs clients". Et cet auteur ajoute (p. 206) : "Lorsque la fraude devenait trop intense, une loi, un décret, un arrêté venaient arrêter l'activité des banques ou des particuliers en ce sens. L'esprit juridique de ceux qui voulaient exporter des capitaux était mis alors de nouveau à l'épreuve ; de nouvelles opérations étaient recherchées qui ne tomberaient pas sous le coup de la réglementation..." Il faut souligner en particulier que jusqu'en mars 1924, les sociétés exportatrices ont été laissées libres de ne pas rapatrier les avoirs constitués en échange des marchandises exportées, et que les banques ont bénéficié de leur côté pour leurs opérations propres d'un régime de faveur qui a contribué à faciliter les fraudes (cf. les exemples donnés par Vincent Aurioi à la Chambre le 1er avril 1926).

En somme le système de contrôle a pu jouer un rôle de frein ou de régularisation non négligeable. Il était, c'est bien clair, en l'absence d'une surveillance policière rigoureuse et impitoyable peu compatible avec le régime politique, incapable d'endiguer les vagues de fond.

(22) - A la fois directement et indirectement. Non seulement les intérêts sont diminués, mais, par suite de "l'inflation gagee" à laquelle se livre

la Banque, l'argent est plus facile et le papier de commerce devient de plus en plus rare au réescompte (Moreau, 9 mai, p. 305). Le gouverneur obtient, un peu plus tard, de Poincaré, la promesse d'une indemnité forfaitaire de 4 millions environ par trimestre, compensation de la diminution des bénéfices qui résulte pour elle de l'achat de devises (Moreau et C. XV, 19 mai, P.V.C.R., 19 mai).

(23) - Les bons à un mois ont été supprimés en décembre 1928, ceux à trois et six mois en janvier 1927. Les bons à un an vont l'être en juin 1929.

(24) - C. XV, 29 avril, Moreau même date, p. 293-294 et P.V.C.R. même date, détaillé et bien conforme.

(25) - Moreau, 6 mai, p. 305. "Les spéculateurs à la hausse du franc(...) pensent jouer d'autant plus sûrement qu'ils se fondent sur le sentiment personnel du président du Conseil. Mais nous résisterons".

(26) - P.V.C.R., 5 mai, et C. XV, même date. Moreau n'évoque pas la question à propos de ce Conseil.

(27) - Cf diverses démarches vaines de Caillaux auprès de Moreau dans les mois qui précèdent. Les deux hommes ne semblent pas avoir évoqué la question (Moreau, passim).

(28) - la remarque est un peu plus tardive, du 31 mai (C. XV). Wendel y revient le 21 juillet.

(29) - C. XV, 12 mai.

(30) - Moreau, 16 mai, p. 312-313. Tout l'entretien, très vivant, vaudrait d'être cité.

(31) - Cf. le dessin de Sennep qui date de la même époque et représente Poincaré en sphinx d'Egypte.

(32) - Cf. ce télégramme de Russell C. Leffingwell à New York, à Thomas Lamont, à Paris, à la date du 12 juillet 1927 : "Votre/dépêche/ 84978 a été une surprise. Rist /Lors de son voyage récent à New York/ paraissait

en faveur d'une stabilisation immédiate. C'est un choc de découvrir que Moreau pense autrement. Si Moreau a les positions que vous décrivez, alors c'est à tort qu'on blâme Poincaré car on ne peut certainement pas attendre de lui qu'il stabilise le franc si son conseiller officiel en matière monétaire hésite...". Leffingwell s'en prend ensuite à l'idée du remboursement des avances. (Papiers T. W. Lamont, Série II : 105-12, ("Leffingwell 1926-28").

(33) - C. XV, 4 juin 1927. "Je n'ai pas pris position contre l'emprunt, mais je n'ai pas caché que la situation actuelle me paraissait artificielle, par suite malsaine, et que plus tôt l'on appliquerait le remède classique qu'était le retour à la liberté des capitaux, mieux cela vaudrait...." L'atmosphère s'assombrissant, l'emprunt à 6 % émis en juillet, sera, en effet, un demi-échec, et ne rapportera que 4 milliards.

(34) - Moreau, p. 336, 2 juin et p. 344, 11 juin.

(35) - C. XV, 19 juin 1927. Vers le même moment, Wendel donne à Marin pour La Nation un article défendant la liberté d'exportation des capitaux, et constate avec mécontentement, et sans bien comprendre pourquoi, que - malgré un rappel où il marque quelque humeur (FW à Marin, 31 juillet 1927, AFW III 35 (6) - Marin le garde sous le coude. (C. XV, 10 août: Le texte n'en est pas aux AFW).

Ve PARTIE - Chapitre II - Section I

Notes (1) - Nalèche prend fréquemment les devants, et consulte Wendel avant de laisser passer tel ou tel article concernant la métallurgie (Dossier Débats, AFW II 5, passim).

(2) - Cf. en particulier C. X, 10 et 30 août 1919, 24 janvier 1920, et pour un résumé de ces divers reproches la lettre de FW à Nalèche du 9 août 1926 (AFW II 5).

(3) - Lettre balancée de Nalèche répondant à des reproches de Wendel - qui lui avait donné en exemple l'attitude de Fertinax -, 16 septembre 1924. "Je suis beaucoup moins sévère que vous pour la politique de Bernus (...) Rejeter le plan Dawes ? Alors renier la signature de Poincaré pour l'institution des experts ?... Où cela nous eut-il menés ? Remarquer que je ne défends pas Herriot. J'ai été le premier à dire que c'était une vessie gonflée..." (AFW II 5). Cf. aussi C. XIII, 20 août 1924.

(4) - Nouvelle lettre de Nalèche après reproches : "Nous avons seulement voulu montrer comment se présentait le front de combat, sans vouloir du tout présenter Briand comme le sauveur", 27 décembre 1925, AFW II 5, et deux lettres "d'orientation" de FW à Nalèche pour réclamer plus d'hostilité à Briand, 9 janvier et 10 mars 1926 (Ibid).

(4 bis) - Maroni touche 25 %, mais à charge de "régler les dépenses de ce compartiment" (la page financière). C'est là son salaire. (Après son départ le pourcentage net sur les recettes de publicité - reste d'un pourcentage brut variant de 10 à 25 % - sera partagé entre son successeur Decrais et Nalèche lui-même). Aucun pourcentage en revanche n'est perçu sur les subventions de Wendel et de Lebaudy, bien que déguisées elles-mêmes sous le nom de "frais de publicité" (Note FW sur une visite de Silvan, administrateur du journal, 25 octobre 1925, AFW II 19).

(5) - C. XIV, 10 juin et 9 juillet 1926.

(6) - Sur Nalèche, interview Antonin de Mun, 20 janv. 1972, et ce qu'en écrit Pierre Miquel dans le "Journal des Débats et la paix de Versailles",

art. cité, qui utilise le discours de G. Pichat à l'Académie des Sciences morales et politiques, 8 décembre 1947, et a signalé le premier la richesse de la correspondance de Nalèche à Lebaudy - où se peint bien le caractère. Une photo très vivante de Nalèche à son bureau, dans la salle de rédaction, dans Alfred Pereire, "Le Journal des Débats", Paris, 1924 : l'oeil rond, rieur, clair.

(7) - Un signe menu : Nalèche commence presque toujours ses lettres par "Mon cher François" et les clôt par ses sentiments "d'affection". Mais Wendel invariablement ait "Cher ami" et termine assez sèchement "Bien cordialement à vous".

(8) - Nombreux échos dans ses lettres à Lebaudy, 1921-1922, passim.

(9) - Pereire, op. cit., p. 156.

(10) - Comme/antemoigne sa correspondance avec Lebaudy, passim.

(11) - Lettre manuscrite, 12 septembre 1922 (AKW II 5).

(12) - Lettre manuscrite, 11 août 1924, ibid. Autres lettres d'intérêt moindre 7 février et 4 septembre 1925.

(13) - Pertinax rapporte avoir entendu Nalèche railler la variabilité de Brinon. "Il va à Berlin et m'envoie un article inspiré par les Allemands. Il revient par Genève et la prose que je reçois de lui est genevoise." (Les Fossoyeurs, t. II, New York, 1943, p. 121, Note 1.)

(14) - "Nous aurions grand besoin que vous soyiez à Paris. Je vous dirais que notre ami Chaumeix fait depuis trois jours de grands efforts pour nous entraîner derrière Briand au vote de scrutin d'arrondissement (...) J'ai pu jusqu'ici maintenir Nalèche qui tente chaque jour de vous joindre par téléphone pour libérer sa conscience..." (8 janvier 1926, ibid.) On voit le ton par ces extraits.

(15) - Lettres manuscrites, 2, 10 et 30 octobre 1926. "J'ai fait complètement admettre /à Nalèche/ mon point de vue, c'est-à-dire que vous deviez être le pivot de toute combinaison nouvelle pour les Débats..." Le 7 décembre

Brinon écrit encore, au retour d'un voyage en Allemagne, sachant faire plaisir : "Malheureusement Briand ne connaît que les formules de pacifisme et je crains que toutes les concessions qu'il va faire ne paraissent pour les Allemands que des cadeaux faits sur des emprunts anglais ou autres." Il ajoute toutefois cette phrase où l'on peut apercevoir le germe de son évolution ultérieure, après ses déceptions : "Cependant je crois que le règlement /Franco-allemand/ doit être essayé durant que nous avons encore certaines positions importantes et permettez-moi de vous le dire avec toute mon amitié, je crois que ce sont les hommes comme vous qui devraient essayer de le diriger..." (*Ibid*).

(16) - C.R. adressé par Guy de Wendel à François sur une visite de Brinon, 26 juin 1927, qui se plaint de la faveur nouvelle accordée à Chaumeix, et destinée à le laisser, lui Brinon, sur "la seule réputation de demurer l'homme des Wendel". ("Evidemment une tare !" s'exclame FW en marge), et réponse de celui-ci, 2 juillet. "Brinon est un gentil garçon que nous aimions bien, dans lequel nous avons confiance et qui nous a rendu certains services (...) Mais son (...) gros défaut est à mon avis d'être extrêmement influençable et de trop changer d'opinion selon le hasard des circonstances. Le hasard l'ayant mis sur mon chemin à des moments où les circonstances m'avaient donné raison, j'ai eu le plaisir de le voir adopter ma manière de voir, mais si flatté que j'en fusse, je n'en ai pas moins tiré certaines conclusions..." (AFW II 5).

(17) - Probablement (détenant des actions antérieures à 1935) : Banque de l'Indochine (299 au porteur), Banque Nationale de Crédit (50), Comptoir National d'Escompte (298 au porteur), B.U.P. (299 au porteur), Banque Industrielle de Chine (50), Crédit Lyonnais (299 au porteur) ; chiffres donnés dans une note de FW pour Rothschild, 26 mars 1938, AFW II 19.

(18) - Note historique de FW, 8 avril 1935, AFW II 19.

(19) - Nalèche, en août, rappelle à Lebaudy que les affaires ne sont "pas brillantes", et il parle de son "collier de misères" qui l'attend à Paris pour son retour, "de misères, tu peux le dire" (E.N.-P.L. 22 et 29 août 1926).

(20) - Lettre manuscrite, double à AFW II 5, 9 août 1926. Wendel a seulement un peu adouci la présentation de son geste avec ce propos liminaire : "La politique et l'amitié sont choses fort différentes et on peut être très bons amis sans être politiquement d'accord, comme aussi se détester cordialement tout en appartenant au même parti. Ceci dit..."

(21) - Il en fait part en effet ~~ex~~ces termes à Lebaudy et précise : "... Il m'annonce que la livre est à 150 et qu'elle ne manquera pas d'aller au-dessous. Je lui ai répondu très aimablement du reste, car il avait commencé par mettre à part la vieille affection qui nous unissait, mais je lui/dit que tout en faisant les vœux les plus sincères pour que la politique modérée réussisse - car après il n'y avait plus rien - je ne pouvais partager son optimisme." (E.N.-P.L., 22 août 1926).

(22) - Lettre à Lebaudy citée.

(23) - Nalèche à FW, 12 août 1926, AFW II 5.

(24) - E.N.-P.L., 22 août 1926.

(25) - Sur l'origine de cette fortune (le grand-père de Patenôtre, James Elverson, est un self-made man, magnat de la presse américaine), voir Jean-Claude Broustra, Le Combat de Raymond Patenôtre, Paris, 1969, p. 17-18.

(26) - E.N.-P.L., 5 et 22 août, 14 et 21 septembre 1926. Nalèche escompte que son ami Duchemin, qui vogue sur le même yacht, en Méditerranée, que Patenôtre, saura persuader celui-ci. Sur les hésitations et même "l'incohérence" de la politique de presse de Raymond Patenôtre de 1925 à la guerre, cf. la communication d'Alfred Kupferman au colloque de Nanterre sur "Presse et politique", 31 mars 1975.

(27) - E.N.-P.L., 22 août, et annotation manuscrite de FW sur le C.R. cité de son cousin Guy en marge des propos de Brinon évoquant l'évolution de Nalèche "grâce à lui" : "surtout grâce à la carence des Lazard !", et C. XII, 2 novembre 1926.

(28) - E.N.-P.L., 5 octobre 1926.

(29) - "Pendant que j'étais à Paris, j'ai réussi à arranger les choses pour nous de façon à pouvoir attendre les décisions l'/atenôtre/ qui doivent être prises entre le 15 septembre et le 10 octobre. Nalèche attribue alors les hésitations de Patenôtre à "une discorde avec la belle-mère" (E.N.-P.L., 4 septembre).

(30) - Brouillon de lettre non envoyée pour confirmer que Wendel n'assistera pas au prochain Conseil des Débats, 8 octobre 1926 (AFW II 5).

(31) - Nalèche l'annonce à mots couverts à Wendel par une lettre du 11 octobre (AFW II 5).

(32) - C. XV, 18 octobre 1926.

(32 bis) - On note qu'après son retour au Conseil, le 17 novembre, Wendel reproche à Nalèche de l'avoir présenté comme "personnifiant le groupe qui est disposé à faire l'augmentation de capital des Débats. A vous entendre, on aurait pu croire que c'était moi qui étais intervenu auprès des Rothschild, avais discuté avec eux des conditions d'une entrée possible aux Débats et qu'enfin j'étais porteur de leur adhésion complète au projet qui a été envisagé..." (lettre du 18 novembre avec réponse un peu gênée de Nalèche du 21, AFW II 5).

(33) - Brinon à Wendel, 30 octobre 1926, AFW II 5.

(34) - Wendel évoque à ce propos la laderie des Lazard. "Ils ont, ces jours derniers, voyant que le journal allait leur échapper, offert la forte somme..." Trop tard : "l'étoile de Maroni a pâli et on a compris que l'ami François avait peut-être raison..." C. XV, 2 novembre. Cf aussi la lettre de Brinon : "Maroni prétendait que si on changeait d'orientation, il était au moins convenable d'entendre les propositions de son groupe. Nalèche a tenu bon et il était après coup tout soulagé..."

(35) - 21 novembre 1926, AFW II 5.

(36) - Aux Ecoutes, 28 novembre 1926, p. 12. La feuille annonce en même temps, à tort que Wendel et Rothschild auraient déjà acheté le journal et qu'ils l'auraient payé huit millions. Rothschild a négocié par l'intermédiaire de Peschaud, secrétaire général des Grands Réseaux de Chemins de fer. Il est à noter que Maroni rentrera peu après par la fenêtre, mais son influence réduite à très peu de chose. Il sera définitivement évincé au printemps 1929.

(37) - F. Sauvage-Jourdan, "Le rapport du Comité des experts et la revalorisation du franc", R.L.F., nov.-déc. 1926, n° 6, p. 1289. "Ceux qui nous parlent de la revalorisation complète opérée par les États-Unis après la guerre de Sécession (Journal des Débats du 15 décembre 1926 dans la "Chronique financière" qui, on le sait, n'est plus dirigée par Maroni /c'est moi qui souligne/), et qui croient triompher de ce fait que la

dépréciation de la monnaie américaine avait atteint un moment, disent-ils, 66 %, se rendent-ils compte qu' au cours de 125 F la livre, la dépréciation du franc est encore de 80 %? Et ne savent-ils pas que cette revalorisation, commencée en 1805, n'a abouti qu'en 1879, après 14 ans, et qu'elle a entraîné pendant toute cette période une crise économique continue d'une gravité extrême ?..."

(38) - lettre de Nalèche à FW annonçant la visite, 6 décembre 1926 et C. XV, 9 décembre.

(39) - C. XVI, 1er et surtout 2 mai 1928 (conversation avec Nalèche) : "Nalèche se plaint de /Brinon/ qu'il nous accuse d'avoir gâté. C'est un peu vrai, mais au moment où les Débats étaient entraînés par le courant caillautiste et briandiste, on se raccrochait à ce qu'on pouvait (...) l'avenir de Brinou aux Débats paraît barré."

(40) - wendel l'autorise à être "à cheval" sur les Débats et le Figaro de Coty et il lui accorde ce satisfecit dès juin 1927 : "Après avoir longtemps hésité et s'être laissé beaucoup influencer par Briand, Chamneix paraît avoir opté pour ma politique. Conviction ? Intérêt ? Un peu de tout probablement. Quoi qu'il en soit, c'est un talent et il est très certain qu'il a pris aux Débats l'avantage sur Fernand de Brinou que nous avions, pendant un moment, considéré comme le successeur éventuel de Nalèche..." (C. XV, 18 juin 1927). Brinou va en vain se plaindre à Guy de Wendel le 26 juin (C.A. cité).

(41) - Les trois frères font 440 000 F et leur cousin Raoul Baguenault de Richesse 60 000.

(42) - Détails organisés par accord entre Wendel, Lebaudy et Robert Dreyfus représentant la maison Rothschild, en juillet 1928 (lettre de Dreyfus à Wendel, 12 juillet, et réponse, 13 juillet, ARW II 5), et entretien antérieur Wendel-Lebaudy, C. XVI, 1er mars 1928.

(43) - Le capital est désormais de 4 008 000 F, divisé en 55 400 actions de 120 F chacune. Jusqu'en 1932, sur 35 400 titres, Pierre Lebaudy en possède 5 025, les Wendel 4 650, le groupe Nalèche-Vialatte-Chamneix prête-nom des Rothschild 3 600, la famille Vauréal-Nalèche 1 845, soit à eux tous 15 718 (à peu près la moitié : 16 701), ce qui correspond, compte tenu du privilège de certaines actions, dites A, donnant droit chacune à six voix, à 65 798 voix pour une majorité absolue de 47 550 (ARW II 20).

(44) - Maroni lui-même ignore l'issue : le 14 mai 1927, il déclare à Moreau que "MM. de Rothschild et de Wendel n'ont pas donné suite à leur projet d'acheter le Journal. Les Débats ont été renfloués par leurs anciens actionnaires" (Moreau, p. 311) : efficacité du secret Rothschild (dont Pierre Albert ne signale l'entrée aux Débats, par intermédiaire, qu'en octobre 1952).

(45) - Note FW sur une visite de Nalèche, 17 janvier 1927, APW II 5, C. XV, même date et 13 mai 1927.

(46) - Wendel pense à Germain-Martin, pour faire plaisir aux Rothschild, à qui ce dernier est très lié. Mais ce sera finalement Jean Decrais qui sera choisi. Il y aura un administrateur du journal désormais, pour veiller au budget.

(47) - C. XV, 15 mai 1927.

Ve PARTIE - Chapitre II - Section II

Notes (1) - Bonnefous, t. IV, p. 201-202.

(2) - La mort inopinée du sénateur Jean de Bertier en septembre.

(3) - "Ce que j'écrivais au lendemain des élections sur les risques que le scrutin actuel me faisait courir, à Guy et à moi, reste toujours vrai. Un double échec serait une secousse dont il vaut mieux éliminer le risque" (C. XV, 19 octobre).

(4) - "Déchet à Lyon, où Merriot a fait le Cartel, et à Paris où Millerand est battu. De Selves, le président du Sénat, a échoué dans le Tarn-et-Garonne. C'est fâcheux, car il ne faut pas oublier que c'est lui qui, le premier, a démasqué Caillaux au moment des affaires du Congo, en 1911" (C. XV, 10 janvier 1928).

(5) - C. XV, 16 novembre 1926. François-Poncet n'a pas gardé souvenir de l'épisode, mais les propos de Poincaré lui paraissent "très vraisemblables" : "Poincaré était, comme moi, un "républicain". Mais pas Wendel..." (Interview, 14 avril 1972).

(6) - C. XV, 11 février 1927. Poincaré confirme lui-même cette intention à Wendel un peu plus tard (C. XV, 14 mars).

(7) - C. XV, 27 mars 1927.

(8) - Récit de Marin à Wendel, 11 février 1927.

(9) - Lettre de Guiter à Louis Marin, 5 mars 1927, L.M. 73. Il dit avoir passé "une semaine un peu difficile".

(10) - C. XV, 24 février.

(11) - C. XV, Noël 1926.

(12) - C'est au moins ce qu'affirme Marin (C. XV, 19 janvier 1927).

(13) - Jon Jacobson, Locarno diplomacy, op. cit., p. 101-102, qui utilise les dépêches de l'ambassadeur allemand Hoesch à Stresemann rapportant des confidences "ultra-secrètes" faites à lui par Berthelot.

(14) - Commentaires de presse et dépêche de Hoesch cités dans Jacobson, op. cit., p. 103.

(15) - Briand avait été très attaqué, dans la presse modérée, sur la question de la rive gauche du Rhin, au cours des jours précédents. A noter qu'il avait déjà été entendu par la Commission le 23 novembre précédent, mais qu'on avait surtout parlé de l'Italie et de l'Extrême-Orient.

(16) - Sur la séance du 19 janvier, cf archives de la Chambre des Députés, procès-verbal sténographié de la Commission, 19 janvier, note dactyl. de Wendel, 5 p., AFW I, qui résume bien l'essentiel, et C. XV, même date.

(17) - Madelin rappelle le discours de Stresemann, à Genève, après Thoiry. (p.v. p. 105, et note Wendel).

(18) - P.V. de la Commission, p. 120 et p. 5. Plus loin Briand ajoute même : "J'ai trop souvent recherché des buts que des considérations de politique intérieure m'ont fait manquer, pour ne pas me rendre compte que déjà dans cette affaire il y a un degré de sabotage terriblement grave" (p. 215).

(19) - "J'ai encaissé cela sans sourciller, mais avais bien envie de lui rappeler ma visite du mois d'octobre..." (C.XV, 14 mars).

(20) - "Cela m'a peut-être évité de me faire "emboîter". L'accueil fait à Nicolle - un membre du groupe - "qui, un peu lourdement peut-être, a essayé de dire des choses sensées, tendrait à le faire croire". C. XV, 4-5-6 mars. Nicolle avait défendu la nécessité d'un "bénéfice légitime", J.O., 2e séance du 4 mars, p. 656-657.

(21) - J.O., p. 736. Le projet est adopté par 500 voix contre 32.

(22) - C. XV, 3, 4, 5 mars 1927. L'épisode nous vaut ce portrait de Paul-Boncour : "Paul Boncour a fait un discours assez creux. Les grands ancêtres, ceux qui avaient du talent - car il en a beaucoup - devaient

un peu parler comme lui, je parle de ceux qui se piquaient d'être d'une culture supérieure. Beaucoup de luxe dans l'expression, beaucoup de gestes, impression en somme très nette de cabotinage. Il n'en est pas moins vrai que le mysticisme vague des idées, la teinte philosophique du discours, son style fleuri, correspondent assez exactement à ce que le Français moyen aime à entendre et appelle de l'éloquence. Les députés ont beaucoup applaudi sur tous les bancs, sans se rendre très bien compte qu'ils applaudissaient des absurdités..."

(23) - Cité par Arthur Huc (Pierre et Paul), co-directeur de la Dépêche de Toulouse, article du 27 février 1927, repris dans Hommes et doctrines, Paris, 1935, p. 302.

(24) - Cf. Moreau, 9 mai, p. 305.

(25) - On avait Bien parlé, dès février, pour un résultat voisin, d'une éventuelle prorogation de la Chambre jusqu'en 1930, mais l'idée s'en était ensuite estompée, par crainte, probablement, du mécontentement populaire.

(26) - Cf. Moreau, 9 mai, p. 305. Conversation avec Rothschild, et 13 mai, p. 310.

(27) - C. XV, 10 mai.

(28) - Moreau, 16 mai, p. 313.

(29) - Moreau, 23 mai, p. 321.

(30) - Divers interlocuteurs, dont son ami Maurice Rignon, ont d'ailleurs déconseillé à Moreau, ce qui est significatif, de préconiser ouvertement la dissolution : il risquerait de s'attirer de "profondes inimitiés" (11 mai, p. 307). Peu après la Pentecôte, Moreau renonce à cette idée dans l'immédiat, pour avoir constaté chez lui, dans la Vienne, le grand mécontentement des campagnes devant l'accroissement des impôts : "Il faut donner aux esprits le temps de se calmer" (7 juin, p. 338).

(31) - C. XV, 1er juillet.

(32) - C. XV, 9 juillet.

(33) - C. XV, 11 juin 1927.

(34) - Cité dans Bonnefous, IV, p. 221.

(35) - C. XV, 9 juillet 1927 : "Blum fulmine, Boncour, plus académique, démontre qu'il faut avant tout sauver la République, et sort pour cela, avec un certain cynisme, des chiffres faux sur les circonscriptions rurales..."

(36) - Bonnefous, t. IV, p. 222 et C. XV, 11 février.

(37) - Il l'affirme aux trois députés de Meurthe-et-Moselle : warren, Ferry et Wendel, le 14 février (C. XV).

(38) - Propos tenus par Sarraut à Etienne de Valèche et rapportés par lui, E.N.-P.L., 4 février 1927. Cette lettre a été connue de Bonnefous, qui en donne des extraits, t. IV, P. 222.

(39) - C. XV, 14 février.

(40) - Jean Baudouin à Marin, 19 juin 1927 et à Guiter, 24 juin 1927 : "Triste situation, bien décourageante pour nos militants. J'espère qu'ils tiendront quand même..." (L.M. 75).

(41) - Motion à Edouard Soulier, vice-président, 22 juin 1927. Des lettres similaires, en juin, de l'Ardèche, de l'Algérie, etc. (L.M. 75).

(42) - C. XV, 3 juin. "Je lui ai été très désagréable visiblement, quand je lui ai dit que si le scrutin d'arrondissement passait, nous nous désintéresserions du sort du ministère..."

(43) - Par exemple dès les premiers votes, Maurice de Rothschild, le mal élu de 1924. Wendel écrit : "Je l'ai "enguirlandé". C'est vraiment le dernier des mufles" (C. XV, 1er juillet). Maurice de Rothschild était non-inscrit.

(44) - C. XV, 9 juillet 1927.

(45) - Pour une chronique détaillée du débat, Bonnefous, t. IV, p. 221-227.

(46) - C. XV, 7 juillet.

(47) - "La bataille a été menée avec beaucoup de discipline par nos hommes et avec beaucoup de talent par nos orateurs : Bonnefous, Le Douarec, Reibel, l'abbé Bergey, et avant tout Blaisot ont été remarquables."

(48) - L.M. 73, "Crises de la Fédération".

(49) - Cité par Bonnefous, t. IV, p. 222.

(50) - Jean Guiter à Louis Marin, 12 juillet 1927, L.M. 73. "Ce sont ceux, il faut le reconnaître, qui vous ont toujours montré le plus de dévouement dans l'opposition."

(51) - Copie de la lettre datée du 8 juillet est donnée à Marin par Guiter (ibid). Paul Reynaud ajoute : "En ce qui concerne la démission de M. Marin, elle serait tardive. Maintenant les jeux sont faits, la réforme sera votée. Sa démission aurait pour double effet de briser en deux tronçons son groupe, qui a été remarquablement homogène jusqu'ici, d'apparaître à l'opinion publique comme un geste de dépit, et d'ouvrir une crise ministérielle qui permettra à M. Poincaré de dénoncer les modérés comme coupables du gâchis dans lequel nous retomberions. Tout cela, sans avoir évité l'arrondissement..."

(52) - C. XV, 9 juillet. Une brève visite à Joëuf, le 10 juillet, pour une fête d'anciens combattants, le confirme dans cette dernière opinion, et le persuade "que le public ne comprend rien à ce qui se passe, et qu'il faut être très prudent".

(53) - Le "Conseil de guerre" du 7 juillet comprend ces cinq hommes (C.XV, 7 juillet).

(54) - "Ce qui ne veut pas dire qu'elle n'aurait pas été donnée si Marin avait pu être atteint..." (C. XV, 5 juillet).

(55) - Ibid.

(56) - Ergaste (Edouard Soulier) "Nos chefs : François de Wendel", La Nation, 12 novembre 1927, p. 1101.

(57) - "Le directeur de conscience", La Lumière, n° 11, 23 juillet 1927 : "inspirateur" de son groupe, Wendel a poussé Marin à rester dans le Cabinet. "Marin a obéi, la mort dans l'âme."

(58) - C. XV, 6 juillet.

(59) - Lettre du 12 juillet citée, L.M. 73. D'autre part Guiter cloue au pilori les députés du Bloc national qui ont voté pour le scrutin d'arrondissement, et contre la majorité des amendements modérés : Au groupe de la Gauche républicaine démocratique présidé par Flandin : Baréty, Grinda, Ricolfi, députés des Alpes Maritimes, Régis et Vidal (bouches-du-Rhône) ; parmi les Républicains de gauche : Sibille, président, Dignac, Petsche, Georges-Leygues, Puech, Saumande ; à la gauche indépendante de Le Trocquer : Colrat et Boyer ; enfin, chez les non-inscrits : Henry Paté, Tardieu, Maurice de Rothschild (lettre à Marin, 16 juillet 1927, ibid.)

(60) - C. XV, 11 juillet.

(61) - C. XV, 13 juillet.

(62) - C. XV, 11 juillet.

Ve PARTIE - Chapitre II - Section III

Notes (1) - C. XV, 13 juillet 1927.

(2) - "La Banque, après avoir obtenu les dérogations légales, vendra au comptant des livres et des dollars qu'elle rachètera à terme aux banques seulement, de façon à permettre à ces dernières de placer à court terme, à l'étranger une partie de leurs disponibilités..." Moreau, 15 juillet, p. 371.

(3) - C. XV, 21 juillet et Moreau, même date, p. 375.

(4) - C. XV, ibid. "Au fond, nous sommes joués et Poincaré avec nous, par Moreau, Rist... et peut-être Caillaux."

(5) - C. XVI, 7-8 septembre 1927.

(6) - C. XV, 10 août et C. XVI, 7-8 septembre.

(7) - C. XVI, 30 août-4 septembre. Voici le ton de ce qu'il écrit du drapeau d'Ehrenbreitstein : "Brusquement, après Oberlahnstein, s'est dressé devant nous, resplendissant, sous le soleil de midi qui l'éclairait en plein, barrant le Rhin, le dominant d'une manière splendide, Ehrenbreitstein, et au-dessus de la citadelle, en haut d'un grand mât, un pavillon français éclatant, tendu par le vent d'Est, se détachant sur le ciel bleu. Et pas un simple mouchoir, un beau drapeau, ni trop long, ni trop court, proportionné au paysage, aux couleurs vives, glorieux, admirable ! Cela m'a donné je l'avoue, un choc formidable, beaucoup plus violent que tout ce que j'aurais pu prévoir..." (1er septembre). Le père de François de Wendel avait été enfermé comme otage par les Allemands dans la citadelle, en 1870, pendant de longs mois.

(8) - Marin croyait encore la dissolution probable à cette date (C. XVI, 26-28 septembre 1927).

(9) - "Il a très courageusement marché avec moi depuis six mois." (C. XV, 16 novembre 1926.

(10) - Wendel ne le spécifie pas, mais cela paraît assez clair d'après l'entrevue Wendel-Peyerimhoff du 16 novembre.

(11) - G. XV, 16 novembre 1926.

(12) - C. XV, 29 novembre 1926. "/Peyerimhoff/ reconnaît que l'événement lui donne tort au point de vue financier, mais il "coupe" dans les bilans de Locarno, Thoiry, l'Alliance à trois avec l'Allemagne - et dire qu'il est cependant très intelligent ! " Wendel rend compte à Billiet de sa visite à Peyerimhoff par cette lettre admirablement sybilline, et qu'il faut toute la précision des Cahiers pour interpréter :

"Mon cher Sénateur,

J'ai fait la visite que je vous avais dit avoir l'intention de faire et pense qu'elle aura une suite favorable.

Quelles que soient les divergences de vue sur certains points, on m'a assuré que l'on remplissait et remplirait ses engagements avec vous, avec qui on n'avait d'ailleurs pas l'intention de rompre.

Je vous serais reconnaissant de me faire savoir à l'occasion si la situation est restée ce qu'elle était au commencement du mois dernier, car je suis resté provisoirement sur la position que je vous ai indiquée, position que je ne désire pas conserver plus longtemps que cela sera nécessaire."

(1er décembre 1926, AFW III 35 (5)).

(13) - La visite est du 8 octobre (C. XVI, 10 octobre).

(14) - Wendel est intervenu auprès du beau-frère de Perrier du Larsan, Subervielle (C. XVI, 10 octobre). Perrier du Larsan empêchera Mandel, le 22 avril, de passer au premier tour, en obtenant 3 625 voix contre 6 370 à Mandel, pour une majorité absolue de 7 836 voix et Mandel n'obtiendra que 40 voix de majorité au second tour, contre le radical modéré Teyssier (cf. Paul Coblentz, Georges Mandel, Paris, 1946, p. 148-154).

(15) - André François-Poncet, interview, 14 avril 1972, qui jugeait Marin, "l'adlatus de Wendel", un "esprit brocillon et étroit". Le destin malicieux a pourtant voulu qu'il lui succédât à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, et dût donc faire son éloge.

Pour François-Poncet, Rollet-Maine était une "nullité" que Marin menait à sa guise.

(16) - C. XVI, 10 novembre 1927. Wendel juge que Rollet "n'est pas méchant" mais que "c'est un gaffeur". François-Poncet en son absence sera aisément réélu au premier tour.

(17) - Wendel convoque Billiet, le 17 octobre, pour lui parler du "cas Mandel" et du "cas Reynaud".

(18) - Sur l'antagonisme entre Kerillis et l'U.I.E., on trouve un rapport intéressant dans les archives de la Préfecture de Police (BA 344, Dossier Kerillis, août 1927, 20 p. dactyl.). On prête à Kerillis les propos suivants : "L'U.I.E. n'a aucune organisation électorale, n'entreprend aucun travail préparatoire (...) Acheter des députés pour le compte des grandes compagnies, voilà, en somme, toute l'affaire. Quant aux principes, Billiet n'en a pas." Kerillis exploiterait habilement le mécontentement de Millerand après son échec aux élections sénatoriales. Le rapport ajoute enfin que Marin serait une des seules personnalités importantes qui, à droite, soutienne Kerillis. Celui-ci est membre de la Fédération.

(19) - C. XVI, 1er juillet 1927. "Visite de Kerillis, de l'Echo de Paris, très ému de la soi-disant campagne que je mènerais contre son action (...) Je l'ai rassuré et lui ai dit que si je lui avais reproché certains articles dans lesquels, sous prétexte de galvaniser les énergies, il démolissait les gens qu'il prétend soutenir, je n'en étais pas moins heureux de le voir agir, et c'est la vérité. L'homme a de l'allant et il y a moyen d'en tirer parti..."

(20) - Le rôle de Peyerimhoff est confirmé par une lettre d'Edouard de Warren à Louis Marin, datée du 6 septembre 1927 (L.M. 257). Autre signe de cette influence : quand Warren veut qu'on décourage Teitgen de se présenter contre lui, il demande à Marin de faire faire pression par Peyerimhoff sur le parti démocrate populaire (Ibid).

(21) - C. XVI, 17 novembre. Le Bulletin bi-mensuel du Redressement Français est muet sur cette rencontre (2ème année, n° 2 et 5 du 15 novembre et 1er décembre).

(22) - D'après les Documents Politiques de novembre 1926, p. 427, cité par Richard F. Huisel, Ernest Mercier, french technocrat, University of California Press, 1967, p. 66 : la source est plus douteuse que cet auteur ne paraît le croire. Une note de police du 17 décembre 1927 dit de son côté "plus de 50 millions" pour cette époque (A.N., F 7, 13240).

(23) - C. XIV, 31 mai 1926. "Après avoir fait quelques écoles, ce groupe semble revenir un peu vers nous, et comme il a des ressources, l'entrevue offrait quelque intérêt. Marin a, je dois le dire, su trouver le ton qui convenait pour parler à ces industriels, financiers etc (...) Mercier a été fort aimable."

(24) - Propos tenus à Grandclément, secrétaire du Redressement Français. Cf la dispute survenue, dès le printemps 1926, avec le comte de Fels à propos de deux articles sur le Redressement Français, publiés par celui-ci dans la Revue de Paris les 1er mai et 15 juin 1926, et jugés trop réactionnaires par Mercier (Kuisel, p. 74-75). A la suite de quoi Mercier a expulsé Fels et Germain-Martin.

(25) - Note du 9 avril 1927, à propos du premier Congrès du R.F. qui se tient ce même mois (A.N., F 7, 15240, dossier "Redressement français").

(26) - "Que veut-il, où va-t-il ? se demandait-on à gauche et à droite" (note de police du 9 novembre 1927). Le R.F. n'aurait pris parti qu'en octobre (note du 20 octobre, A.N., F 7, 13240).

(27) - Cf C. XV, 30 décembre 1926, à propos de la démission de Thyssen du Comité bayrisch : "Un geste peut-être maladroit du point de vue allemand mais qui devrait éclairer tous les jobards de Peyerimhoff et autres qui se sont prêtés à la combinaison." Wendel, malgré les instances de bayrisch, s'est naturellement refusé à participer à l'entreprise (pour des détails sur cette dernière, voire la communication de Jacques Bariéty citée à la Société d'Histoire moderne et Fernand L'Huillier, Dialogues franco-allemands, Strasbourg, 1971).

(28) - Cf cette note de police du 17 décembre 1927 : "Si MM. Mercier et Cacaud ont arrêté en cours de route leur trop rapide évolution à gauche, c'est qu'ils ont craint, au dernier moment, que le Comité des Forges et le consortium des Compagnies d'Assurances ne puissent prendre ombre de cette trop rapide transformation (...) Les rapports entre U.I.E. et R.F. ne sont plus aussi tendus." (A.N., F 7, 15240).

(29) - "Il n'a trop osé contester", précise Wendel, "que les hommes du centre gauche - gauche radicale n'étaient pas sûrs et qu'en cas de résultat électoral mauvais, ou simplement douteux, on était à peu près certain de les voir passer à l'ennemi. Mais /Il/ a affirmé sa foi dans le bon sens populaire ?" En somme : "Une parlotte sans grand intérêt, permettant la collaboration sans engagement précis."

(30) - C. XIV, 7 décembre 1927. L'absence de tout lien organique entre le Comité des Forges et le Redressement Français, et l'aide accordée individuellement par certains dirigeants métallurgistes, sont confirmées par le témoignage de Lambert-Ribot, dans une lettre à Kuisel du 2 décembre 1966 (op. cit., p. 68).

(31) - Nombreux éditoriaux de Coty, dans Le Figaro, contre Mercier, 7, 8, 17, 18, 21, 23, 30 novembre et 1er décembre 1927, et notes de police contemporaines, A.N., F 7, 13240. Coty écrit le 1er décembre : "On connaît maintenant le vrai visage du Redressement Français. C'est une machine politique habilement montée (...) pour détourner les bonnes intentions, les compétences, les énergies, les concours de toutes sortes qui pourraient contribuer à une action féconde et tirer la France des difficultés où l'ont plongée les ploutocrates démagogues." Pour des détails sur la polémique, Kuisel, op. cit., p. 75-76.

(32) - C. XV, 18 mai, 18 juin et 25 juin 1927.

(33) - Sur rapport du Sénateur Henri Cosnier (cf. le pamphlet de Louis Tatzarus, Un ami du peuple, M. Coty, Paris, 1929, p. 131-142: Tatzarus, journaliste lié à Georges Valois, était un ancien "poulain" de Gaston Calmette au Figaro et n'y avait pas supporté l'arrivée de François Coty).

(34) - Cf. par exemple 7 et 14 janvier, 3 mars et 10 mars, 14 et 18 avril. Les citations de Coty portent, en général, sur le "peril communiste". Celle du 10 mars concerne "la sauvegarde de la race" contre les "naturalisations en masse".

(35) - C. XVI, 10 octobre et 24 novembre 1927.

(36) - C. XVI, 4 février 1928.

(37) - Noskowski, ancien fonctionnaire des Affaires Etrangères, qui signait Charinade, avait publié, en juin 1927, un pamphlet à succès contre le président du Conseil intitulé "L'expérience financière de M. Poincaré" (Paris, 205 p.) où il reprochait à Poincaré d'être un "stabilisateur honteux" et le traitait "d'entrepreneur d'illuminations destiné à être tué par la confiance." (p. 159) Il y louait chaleureusement Moreau et préconisait une stabilisation à 160 F tout en écrivant : "Pourra-t-on maintenir la stabilisation ? Ce régime agonisant de petits bourgeois

radicaux, rongés de socialisme, ce régime déjà profondément corrodé par le venin étatiste, pourra-t-il conserver la monnaie qu'on lui aura donnée ?" (p. 184). Cf les commentaires de Pierre Miquel, Poincaré, p. 588-589. Wendel note avec inquiétude que Chaminade "serait originaire de Berlin" - et il commente en ces termes pour un ami son "étude assez séduisante" : "M. Chaminade a raison lorsqu'il reproche à M. Poincaré de ne pas être logique avec lui-même et de ne pas pousser jusqu'au bout les conséquences de son système. Mais au lieu de conclure, comme il devrait le faire, que M. Poincaré ayant tout de même obtenu des résultats formidables devait persévérer dans la ligne où il s'est engagé, M. Chaminade vient vous dire : "Ce système n'était pas le bon, le bon système était au fond celui de M. Caillaux qui avait pour objet de stabiliser, autrement dit de faire banqueroute au taux de 175 F la livre, et dont le premier résultat a été de mettre la livre à 250." "Je ne le suivrai pas sur ce terrain." (FW à Robert de Pourtalès, 29 octobre 1927, AFW III 35 (6).

(38) - C. XVI, 25 février - 24 mars 1926. Sur l'entreprise de L'Ami du Peuple et ses succès éphémères, cf. Raymond Manevy, Histoire de la presse, 1914-1939, Paris, 1945, p. 216-221, et Alfred Kupferman, François Coty journaliste et homme politique, thèse 3e cycle dactyl., Paris, 1965, p. 130-162.

(39) - C. XVI, 29 mai 1928. La Nation du 5 mai salue avec sympathie la parution du journal de Coty (p. 412).

(40) - C. XVI, 2 février : "Conversation avec Mazerand. Il est évidemment de l'espèce la plus médiocre des parlementaires, un vrai républicain de gauche, ainsi nommé parce qu'il n'est ni à droite ni à gauche, qu'il n'a guère que des appétits qui le poussent à gauche, alors que son instinct de conservation le retient un peu à droite..."

(41) - L'expression est de Louis Marin, au discours de clôture du 10 décembre (cité par Édouard Bonnefous, t. IV, p. 237).

(42) - C. XV, 13 juillet 1927.

(43) - C. XV, 19 décembre 1927, 1er, 7, 12, 14, 19, 20 janvier 1928. Longwy seulement est en dehors de l'accord.

(44) - C. XVI, 1er février 1928.

(45) - Dès le 1er janvier, Wendel résume l'attitude de Marin en Meurthe-et-Moselle : "Marin n'a pas trop osé contester ce que je disais, mais au fond, il n'est pas trop chaud pour l'entente. Il deteste Mazerand, a un bon candidat contre Fringant, croit Warren moins menacé qu'il ne l'est et n'est

pas fâche de laisser un peu en difficultés l'ami Ferry, dont l'attitude l'agace depuis longtemps..." (C.XVI). Plusieurs fois, avant le 22 avril, surtout entre les deux tours, Marin pousse L'Eclair de l'Est à s'en prendre à belles dents à Mazerand, pour soutenir Turckheim. Or, L'Eclair vit, pour l'essentiel, des deniers de Wendel. Celui-ci, furieux du "double jeu" de son vieil ami Marin, coupe, pour un temps, les vivres au journal et ses relations se tendent avec Marin (C. XVI, 26 avril).

(46) - C. XVI, 22 février 1928.

(47) - C. XVI, 21 janvier 1928.

Ve PARTIE - Chapitre III - Section I

- Notes (1) - C'est l'opinion qu'exprime Dwight Morrow dans une note au President Coolidge du 21 juin 1927 (Papiers Morrow, dossier "French debt settlement 1927-1929", Amherst Library).
- (2) - Il concluait dans les mêmes termes un entretien avec Rothschild, le 20 octobre précédent, à propos de la stabilisation et de "l'assainissement de la situation financière par la banqueroute" : "que celle-ci doive être faite partiellement à un moment donné, c'est possible. Mais premièrement, il faut la faire la moins complète que possible ; deuxièmement, il faut être certain, après en avoir fait une première, de ne pas être obligé d'en faire une seconde" (C. XVI).
- (3) - Compte-rendu publié dans l'Impartial de l'Est du 25 décembre. Il est rédigé par Wendel lui-même.
- (4) - C. XVI, 22 décembre 1927.
- (5) - "Pendant ces deux années", écrit Charles Rist, "jamais le problème de la stabilisation du franc ne fut évoqué au cours des séances du Conseil de régence." ("Notice /auto/biographique", Revue d'Economie politique, 1955, p. 1000). Elle le fut cependant souvent dans les couloirs...
- (6) - Il s'agit du virement au compte d'amortissement statutaire d'une somme de 155 millions provenant des bénéfices réalisés sur les opérations de change de 1924, pour la défense du franc. Wendel ne mentionne pas la question, mais Moreau écrit : "Seul M. de Wendel fait à cette mesure des objections, d'ailleurs erronées. Il prétend que nous accordons à M. Poincaré ce que nous avons refusé à M. Loucheur, c'est-à-dire de verser ces 155 millions au Trésor. Je montre facilement à M. de Wendel qu'il est dans l'erreur, car M. Loucheur demandait cette somme pour couvrir les besoins du Trésor, et M. Poincaré va la consacrer à l'amortissement des avances à l'Etat, c'est-à-dire à l'amélioration du bilan de la Banque de France" (22 décembre, p. 457) Pas de mention du débat au P.V.C.R.
- (7) - Moreau, 22 décembre 1927, p. 458 et Wendel, C. XVI, même date.

(8) - Récit de Wendel : Moreau n'évoque pas cet argument pourtant important. Il le comprend peut-être sous cette remarque : "/M. de Wendel/ ajoute plusieurs critiques non fondées à mon projet."

(9) - "M. de Wendel déclare que la loi du 30 avril 1928 met obstacle à des opérations que, en temps normal, les banques de la place effectueraient tout naturellement. Il ne saurait, pour sa part, s'associer à une mesure qui ne pourrait que contribuer à masquer les mauvais effets du maintien en vigueur de cette loi." Et son abstention est spécifiée (P.V.E.R., 22 décembre).

(10) - "M. de Wendel a prononcé un discours politique à Nancy (sic). Il a préconisé l'ajournement de la stabilisation légale, et une certaine revalorisation de la monnaie, pour faire baisser le coût de la vie et empêcher la hausse des salaires. Ce discours explique l'attitude de M. de Wendel au dernier Conseil général et démontre que le mandat de député devrait être incompatible avec les fonctions de régent de la Banque de France..." (24 décembre 1927, p. 459).

(11) - P.V.C.R., 22 décembre 1927.

(12) - Moreau, 16 décembre 1927, p. 453 et 20 décembre, p. 456.

(13) - C. XVI, 19 janvier 1928. Et dès le 28 décembre : "la presse mène un train d'enfer sur mon pauvre petit discours de Briey." La Nation, naturellement, l'évoque avec beaucoup de faveur (P. Rossillion, 14 janvier 1928).

(14) - Un exemple significatif : l'Agence Economique et Financière a commenté sur un ton assez neutre, et presque approuvateur, le 27 décembre, le discours de Briey. Le lendemain, le rédacteur, qui a dû être sermoné, croit nécessaire d'y revenir en ces termes : "Des spécialistes particulièrement attentifs du marché nous faisaient remarquer que le rappel, dans nos feuilles d'hier matin, du discours de M. de Wendel à Briey, n'était sans doute pas complètement étranger à la réserve du marché. Nous avons commenté brièvement ce discours, en faisant remarquer qu'il procédait de préoccupations purement théoriques et abstraites et en ajoutant qu'il fallait compter sur nos facultés de rapide adaptation et qu'en produisant davantage et plus vite on remédierait aux dangers signalés par le régent de la Banque de France. C'est assez dire qu'informateurs objectifs et impartiaux, comme toujours, nous avons rapidement relaté le discours de Briey, mais que nous

étions loin cependant d'accorder créance aux vues revalorisatrices de M. de Wendel, qui, dans son discours, se montrait d'ailleurs un revalorisateur assez hésitant et assez embarrassé. Cette position peu confortable sera évidemment de plus en plus celle des derniers tenants de la revalorisation, débordés non seulement par les faits et nécessités économiques, mais par l'exemple pratique des nations voisines qui ont dû quitter le terrain mouvant de la recherche dangereuse des revalorisations pour le sol ferme - s'il est moins riant - de la stabilisation." (Dossier FW, A.R.F.)

(15) - Wendel dans ses notes est très sévère, naturellement, pour ce qu'il appelle "la démagogie intense" de Tardieu. "Les ministres radicaux eux-mêmes ne la suivent pas ; il est très dur pour les compagnies." Bref, s'il est vrai que "il avait réussi dans son ministère jusqu'à présent", il est maintenant "tout à fait à côté". C. XVI, 29 janvier 1928.

(16) - Jacques Bainville "La fable du Béron qui finit par stabiliser à deux sous", La Liberté, 13 janvier 1928. On relève aussi, à la suite de Briey, deux grands articles de commentaires louangeurs dans La Volonté d'Aimé Néric, des 27 et 28 décembre, sous la plume de Joseph Dubois.

(17) - Moreau, p. 468-69. Il revient plusieurs fois sur ce point début janvier.

(18) - Sur les données juridiques du problème, cf. Henry Germain-Martin, la réglementation de l'exportation des capitaux et de l'importation des valeurs mobilières, thèse de Droit, Paris, 1926, 222 p. Dans son bilan traditionnel du 31 décembre, Wendel mettait au passif de l'année écoulée, immédiatement après le rétablissement du scrutin d'arrondissement, le fait qu'il n'ait pu "vaincre l'entêtement du gouverneur pour l'exportation des capitaux". Aussi, le 12 janvier, salue-t-il joyeusement le succès (C. XVI).

(19) - Moreau, 10 et 11 janvier 1928, p. 471. Le B.Q. du 10 janvier laisse prévoir la mesure et la défend chaleureusement (n° 7, p. A.1 - 2).

(20) - Moreau, 29 décembre 1927, p. 462.

(21) - Moreau, 7 janvier, p. 469.

(22) - Moreau, 8 janvier, p. 470.

(23) - Reproduite pour l'essentiel dans La Nation du 28 janvier.

(24) - Cf. Débats du 23 janvier, l'article cité qui évoque longuement le cas de la Belgique. Moreau note dès le 5 novembre : "Longue conversation avec Mesnay, qui reconnaît que les résultats de la stabilisation belge lui ont causé une grande déception (p. 418)."

(25) - Coup de téléphone de Moret à Moreau, 26 janvier 1928, Moreau, p. 482.

(26) - C. XVI, 24-27 janvier 1928.

(27) - Moreau, 26 janvier 1928, p. 482. Wendel n'évoque pas la pétition dans ses notes.

(28) - "La fable du Héron..." article cité, La Liberté, 15 janvier 1928.

(29) - "M. Poincaré (...) me dit (...) que les revalorisateurs, M. Doumergue en tête, voudraient laisser tomber la livre à 100 francs. Je réponds que ce serait une folie. M. Moret m'appuie vigoureusement. Le président du Conseil conclut en disant qu'il croit que nous avons raison. En somme excellente conversation" (Moreau, 10 janvier, p. 470).

(30) - Propos de Marin à Wendel dans le train (C. XVI, 29 janvier 1928). "Tête de certains ! Bokanowski, Painlevé et autres." Autre bon signe : "Merriot, qui s'est rendu compte que politiquement l'affaire ne valait rien, a deserté le camp des stabilisateurs." La nouvelle est, en fait, assez fantaisiste.

(31) - L'oeuvre financière et économique du gouvernement, discours prononcé à la Chambre des députés par M. Raymond Poincaré les 2 et 3 février 1928, Paris, 1928, p. 150-159.

(32) - Moreau, 3 février 1928, p. 487.

(33) - Cf. notamment Gignoux, La Journée Industrielle, qui croit pouvoir resumer : "Pas de stabilisation en-dessous des cours actuels et pas de stabilisation avant les élections."

(34) - Blaisot parle du "discours lumineux, puissant, ordonné et savamment documenté... exposé magnifique... magistral." (La Nation, 18 février, p. 88).

(35) - C. XVI, 2 et 3 février.

(36) - Pierre du Clain, La Lumière, n° 39, 4 février 1928. "M. Marin et M. de Wendel gardent M. Poincaré, comme ils le désiraient, et s'en rejouissent. Ils ont sans doute leurs raisons." Et du même, n° 42, 20 février : "M. de Wendel, inspirateur du groupe Marin, fait moins de bruit que ses amis : il agit en silence, comme du temps où en sa qualité de regent de la Banque de France, il passait, avec le baron Edouard de Rothschild, le lacet à M. Herriot."

(37) - Le texte en est publié, exceptionnellement, au Journal Officiel, dans une "partie non officielle".

(38) - Profession de foi et numéro spécial de L'Impartial de l'Est (rédigé par Wendel), 14 avril 1928. Il y revient longuement sur le problème des "avances occultes" et des faux bilans, et consacre un article à dénoncer le "mensonge du mur d'argent".

(39) - Le radical, principal adversaire serait "un grand orateur d'estalinet" mais peu considéré car il aurait tenu antérieurement une "maison" à Mourmelon ! (C. XVI, 5-6 avril 1928).

(40) - Cf L'Avenir, 30 mars 1928 (Roger Giron) et le Matin, 18 avril, qui prévoit que Wendel sera réélu, dès le premier tour, "à une énorme majorité" (coupures de presse à A.N., F 7, 15256).

(41) - Inscrits 10 099, votants 10 845, Wendel 5 543, Claihe 2 410, Peroux (S.F.I.O.) 580, Thouvenin (i.O.) 251, Larue - un ancien employé de la maison : 57.

(42) - C'est l'épilogue de l'affaire créée par la candidature d'Adrien de Turckheim à Laneville. Turckheim arrive cependant en tête, et Wendel-très mécontent, comme on a vu, de l'attitude de Marin en l'occurrence - écrit : "Conséquence : rejet à gauche de Mazerand, qui aura besoin, pour arriver, des voix radicales-socialistes. Une belle manœuvre !" (C. XVI, 21 avril)

(43) - Wendel s'inquiète cependant de voir deux communistes élus à Mayange et à Rosselle avec une très faible majorité dans les deux cas, mais pour l'ensemble du pays il note les heureuses conséquences que la stratégie communiste entraîne pour son parti. (C. XVI, 30 avril).

(44) - François Goguel, La politique des partis sous la Troisième République, Paris, 1946, p. 323-324.

(45) - Après les pourparlers de mai, il y aura seulement 103 députés inscrits au groupe de l'U.R.D., mais 22 iront au nouveau petit groupe **très Voisin**, de l'Action démocratique et sociale.

(46) - C. XVI, 30 avril : "La Seine a voté d'une façon extraordinaire. Un succès sans précédent. En province, résultats plus variés : gros déchet en Bretagne et en Alsace-Lorraine, où la politique anti-cléricale jointe à la naturalisation d'un tas d'Allemands ont donné ce qu'on pouvait prévoir..." Herriot note simplement dans ses mémoires : "Ces élections furent une défaite pour notre parti" (Jadis, II, p. 264).

(47) - Moreau, 1er mai, p. 547.

Ve PARTIE - Chapitre III - Section II

Notes (1) - Moreau peut estimer, à juste titre, y avoir lui-même contribué. Le 25 avril, entre les deux tours, il a remis à Sarraut, sur la demande de Poincaré, une somme de 500 000 F en billets de banque, destinée à aider les candidats gouvernementaux au deuxième tour (p. 543).

(2) - Moreau, 16 mai 1928, p. 563.

(3) - Moreau, 24 mai, p. 569 et Wendel, C. XVI, même jour.

(4) - Moreau, 31 mai, p. 573.

(5) - Il en parle dès le lendemain, 1er juin, à Abel Henry, du Petit Journal, et probablement à Mutin, de L'Écho de Paris (p. 576). Et dans les jours suivants à Joseph-Élie Bois, du Petit Parisien, Stéphane Lauzanne du Matin, Coulon de l'Agence économique et financière... et tous les autres (cf. notamment 5 juin, p. 578).

(6) - C. XVI, 24 mai. Confirmation après coup par Poincaré à Marin. (C. XVI, 10 juin).

(7) - Le Petit Parisien, 29 mai.

(8) - C. XVI, Éclair de l'Est, 22 mai et extrait dans la Nation du 2 juin, p. 517. "Au lendemain même d'élections où l'expérience Poincaré a été plébiscitée (...) je ne peux pas croire qu'alors que le cours de la vie en France est en dessous du cours des changes et que, depuis des mois, on viole ceux-ci pour les empêcher de baisser et de se mettre au niveau du cours de la vie, on prendra bénévolement, et sans y être absolument obligé, une mesure qui fera fatalement monter le cours des changes, rompra l'équilibre des prix actuels, remettra en question une roue de choses que l'on espérait avoir réglées et provoquera, par la-même, force réclamations. Il ne faut pas se faire d'illusions, le "coût" de la vie, qui est actuellement sensiblement inférieur à celui de l'étranger, se rapprochera graduellement de celui-ci. Mais mieux vaut, à mon avis, au point de vue de la tranquillité générale et de la bonne atmosphère morale le ce pays aboutir

à ce résultat avec un franc amélioré que d'y parvenir par des augmentations simultanées ou alternées des prix et des salaires, dont un passé récent nous a fait mesurer les inconvénients."

(9) - Wendel à Edouard Soulier, qui lui a demandé conseil, 17 mai 1928, AFW III 35 (6) et C. XVI, 23, 26, 29, 30 mai et 5 juin 1928.

(10) - Il y reviant en ces termes, un an avant sa mort, dans une note du 2 avril 1948, critiquant un article de Jacques Chastenet paru le 1er mars 1948 dans la Revue des Deux Mondes sous le titre : "Poincaré, sauveur du franc" : "Que se passait-il en somme ? Londres vendait à Paris de bonnes livres bien gagées, comme doit l'être un billet de banque, et Paris payait ces livres, ainsi que j'avais craint avec le baron de Rothschild qu'on le fit dès le début d'août 1926, avec des billets créés pour cet objet, qui n'étaient en réalité que du papier à cigarettes dont le seul gage étaient les livres créées en échange. Que serait-il arrivé si la Banque d'Angleterre s'était livrée au même petit jeu ? Il m'a toujours semblé que si, au lieu de laisser à Londres les livres ainsi achetées en les prêtant à intérêt à la place de Londres qui les revendait aussitôt contre des francs, on avait obligé les Anglais à livrer les livres achetées et même peut-être converti en or à la Banque de France tout ou partie de celles-ci, le jeu dont on souffrait se serait trouvé singulièrement entravé. J'ai, en diverses circonstances, en appelant "chevaux de bois" l'opération mentionnée plus haut, attiré l'attention des uns et des autres, et de M. Poincaré lui-même, sur le danger couru. Je ne me suis jamais bien rendu compte pourquoi l'on n'avait pas voulu m'entendre et a préféré résoudre la difficulté en stabilisant le franc en juin 1928" (A.F.F. I 4).

Dans sa "Note sur l'urgence de la réforme monétaire", datée du 5 juin 1928 (29 p. dactyl. A.N., F 30, 2553), et rédigée en collaboration par Wilfrid Baumgartner et Jean-Jacques Bizot (interview Baumgartner, 16 nov. 1973), Moret évoque l'argument en y donnant cette réponse, qui est politique, et pas tout à fait convaincante : "Pourquoi la Banque de France ne s'efforcerait-elle pas de mettre fin à la spéculation/ en transformant elle-même en or effectif les dollars ou les livres qu'elle a acquis depuis 18 mois ? Il est facile de répondre qu'elle l'a essayé et que, dans ce but, elle avait entrepris des achats d'or à New-York et à Londres. Sur ce dernier marché, l'aisance monétaire s'était immédiatement réduite, au point de causer les plus vives inquiétudes à la Banque d'Angleterre. Devant les protestations de celle-ci, qui fit grief à la Banque de France de troubler le libre jeu du marché de Londres, et pour ne point créer un conflit très grave avec l'Institut d'émission britannique, les achats d'or à Londres durent être abandonnés. Cet incident montre l'impuissance de la Banque de France à se défendre contre les offres de devises..." (p. 12-13)

La question fut évoquée par Emmanuel Evain, député U.R.D. de la Seine, le 24 juin, à la Chambre et Poincaré n'y répliqua pas. Moreau évoque en termes voisins, pour le rejeter, la "transformation éventuelle des devises en or" dans sa lettre du 7 juin à Poincaré : "C'est un moyen dont il a été usé, vous le savez, aussi largement qu'il était possible, mais qui ne peut être employé sans ménagements. la Banque de France ne pourrait, pour le moment, aller au-delà de ce qui était fait, sans s'exposer à jeter le trouble sur les marchés monétaires étrangers et à soulever des protestations dont elle ne pourrait se refuser à tenir compte, aussi longtemps du moins qu'en contrepartie des achats d'or contre devises auxquels elle procède, elle ne pourra se déclarer prête à exporter à son tour de l'or contre des francs, si la demande lui en est faite" (F.V.C.A., 7 juin 1928).

(11) - C. XVI, 25 mai 1928. "Rothschild (...) a été évidemment très chambré ces jours-ci par son entourage et a paru ravi de trouver enfin quelqu'un qui ne voulait pas stabiliser. Je lui ai refait mon discours de Conflans" - et 26 mai : "Assisté à une discussion très vive entre Edouard et son homme de confiance (Goutte) qui nous avait lu un factum assez médiocre en faveur de la stabilisation. Cela sentait l'inspiration de la rue de la Vrillière. Problème mal posé, traité en financier pur, alors que la question touche à tout. J'ai calmé Edouard et soutenu ma thèse..."

(12) - C. XVI, 30 mai. "Je n'y vois pas grand inconvénient. Ceci dit je ne comprends pas que le Gaulois use de procédés pareils." Cf Le Gaulois, 30 mai 1928, "On entretient avec M. de Wendel - le député de la Meurthe-et-Moselle nous parle de la stabilisation, il ne la croit pas prochaine et nous en expose les inconvénients." la pseudo-interview, qui occupe toute une colonne de première page, n'est qu'un denarquage assez habile de Conflans.

(13) - Moreau, 31 mai, p. 574. A le lire, Moreau ne semble pas révéler ce jour-là au Conseil la "question de confiance" qu'il a posée le matin même à Poincaré.

(14) - Au début de mai 1927, la Banque de France avait institué ce type d'opération, à l'instigation de Carriquel, successeur de Verdier, et grâce à une autorisation spéciale des finances, pour tenter d'alléger le stock des devises. Afin de dériver vers l'extérieur, au moins partiellement, le courant des capitaux résultant de conversions de devises en francs, il s'agit que la Banque vende au comptant, au cours du jour, des livres qu'elle s'engage à racheter un mois plus tard légèrement moins cher - la différence, le "report" représentant un intérêt voisin de 1, 50 % par an. L'établissement qui fait la contrepartie peut placer ses livres à

Londres, où il obtient un rendement compris entre 3,50 et 4 %. Son bénéfice est ainsi de l'ordre de 2 à 2,5 %. Dans la mesure où ce rapport est supérieur au rendement net des dépôts chez le Trésor, compte tenu de l'impôt cédulaire de 18 % qui les frappe, les banques ont avantage à accepter les propositions de l'Institut d'émission.

A la fin de l'année, 15 millions de livres et 24 millions de dollars ont été placés pour une équivalence de 2 400 millions de francs. Debut 1928, le mouvement s'est accéléré jusqu'à 10 milliards de francs fin avril.

(15) - C. XVI, 31 mai et Moreau, même date, p. 574. Wendel ne signale pas que Rothschild soit sorti en claquant la porte et son départ n'a peut-être pas eu la signification de bouderie que semble lui prêter Moreau.

(16) - Wendel est bien d'accord sur ce point avec Moreau qui écrit : "Nonobstant ce départ /de Rothschild/, je continue à insister auprès du Conseil général sur les dangers de la politique que nous poursuivons actuellement. J'obtiens finalement l'adhésion des regents à l'attitude énergique que je propose de prendre en face du gouvernement. Après le Conseil, nous discutons encore, et je sens qu'il y a, parmi les régents, une forte majorité en faveur de la stabilisation." Et le 21 juin Vogüé lui affirme qu'à part "les deux dissidents" tout le Conseil est acquis à la stabilisation (p. 590).

Le P.V.C.R. du 31 mai mentionne seulement un "échange de vues", dont le gouverneur "tire la conclusion en constatant que le Conseil est unanime à considérer qu'un pareil état de choses ne saurait se prolonger sans inconvénients graves, et qu'il pourra y avoir lieu de dénoncer la convention du 16 septembre 1926 à la date du 30 juin prochain".

(17) - C. XVI, 6 juin. "Un éclat avec moi au Conseil pourrait lui permettre de se tirer de la difficulté où il se trouve. Je me déroberai" C. XVI, 6 juin "Autant jouer l'absentéisme... encore que ce ne soit pas très dans ma manière." (14 juin)

(18) - Il le mentionne les jeudis 7 et 14 juin. Le 21 il écrit : "aujourd'hui encore, MM. de Wendel et de Rothschild n'assistent pas au Conseil général. Cette abstention est d'autant plus incorrecte que M. de Wendel fait à la Chambre une propagande acharnée contre notre politique (p. 590)." Et il y revient encore à propos de la séance extraordinaire du 23 : "/Cette/ abstention volontaire est sévèrement jugée" (p. 592).

(19) - Texte au P.V.C.R., séance du 7 juin 1928.

(20) - Moreau, 7 juin, p. 580.

(21) - "S'ils veulent en prendre un autre, je céderai la place avec reconnaissance !" (C. XVI, 8 juin).

(22) - Il a reproduit toutefois, mais sans commentaires, dans son numéro 123 du 31 mai (p. A.9 et A.10), l'essentiel du discours de Briey.

(23) - Le Sénateur Pasquet signe, au Petit Journal, une série d'articles rédigés à la Banque (Moreau, 8 juin, p. 581).

(24) - la Journée Industrielle, 2, 5, 6 juin 1928.

(25) - la Liberté, 4 juin 1928. (A propos du discours stabilisateur prononcé par Tardieu à Belfort le 3 juin) et "l'heure de la stabilisation", le Petit Parisien, 6 juin.

(26) - C. XVI, 5 juin. Lnecht sortait de chez Moreau. L'article de Lauzanne, dans le numéro du 6 juin du Matin, enregistre les objections de Wendel à l'argumentation de Moreau, souligne les dangers de l'inflation gérée et conclut en laissant la parole à Poincaré.

(27) - Par exemple l'Opinion financière et politique (directeur Albert Germain) du 22 juillet 1928, après le vote, qui consacre à Wendel son article de tête, très louangeur, sous le titre "Gloria victis".

(28) - C. XVI, 26 mai 1928.

(29) - C. XVI, 31 mai 1928.

(30) - "Le gouvernement est acculé à la stabilisation, mais cette stabilisation n'est pas la nôtre..." écrit Léon Blum dans le Populaire du 6 juin.

(31) - C'est au moins ce que Wendel sous-entend : "Les socialistes, qui sont des malins, déclarent (...) partout qu'ils ne sont plus pour la stabilisation, sous prétexte que les conditions préalables ne peuvent être remplies par un gouvernement bourgeois. C'est assez symptomatique." Cf l'interpellation de Vincent Auriol, J.O., Débats de la Chambre, séance du 16 juin 1928, qui annonce l'abstention des socialistes le 24 juin.

(32) - Moreau, 2 juin, p. 577. Aucune trace de ces hésitations d'Herriot dans Jadis, ni dans la biographie de Soulié.

(33) - Cf. les Ecoutes, 2 juin 1928. Ce jour-là, la feuille titre : "La stabilisation aux calendes" à cause de l'attitude radicale. Et c'est en effet, pour les stabilisateurs, le creux de la vague (Moreau).

(34) - Moreau, 31 mai, p. 575. "Briand (...) n'y entend rien en matière financière", note-t-il ailleurs (13 juin, p. 584).

(35) - Moreau dit le 6 juin qu'il ne lui reste plus à vaincre que la résistance de Marin (p. 599). Daladier, président du Parti radical, s'affirme, le 9, dans une interview à Fernand de Brinon pour l'Information, partisan résolu de la stabilisation. "L'occasion /de revaloriser/, dit-il, si elle a existé, est passée."

(36) - "M. Marin fait de la démagogie", écrit Moreau le 2 juin, "il raconte partout que les stabilisateurs veulent favoriser la Haute Banque, tandis que lui et ses amis entendent sauvegarder les intérêts des humbles et des petits" (p. 577).

(37) - "Celui que les partisans de la stabilisation-banqueroute considèrent comme leur homme..." Nation, 5 mars 1928, p. 205.

(38) - Sous le titre général : "l'Etat honnête homme contre l'Etat escroc", 19 mai, p. 467-68, "Vers l'assainissement monétaire définitif" et 26 mai, p. 495, "Une caisse pour les rentiers !". Au cours du mois de juin, Rossillion ne modérera d'ailleurs guère son ton.

(39) - "J'ai excusé la Nation, en faisant valoir que toute la presse étant stabilisatrice, il ne fallait pas trop reprocher une attitude un peu extrémiste à l'un des seuls journaux qui avaient assez d'influence pour soutenir la thèse adverse, puis après avoir expliqué la complication de questions où interviennent les facteurs les plus divers, j'ai développé les arguments que j'avais présentés à Comfians et chez Poincaré. J'ai eu un gros succès qui n'a pas été sans être assez commenté dans les milieux financiers." (C. XVI, 30 mai 1928).

(40) - C. XVI, 31 mai. "Je lui ai cependant dit qu'au cas où la stabilisation serait provoquée par une tornade résultant d'un essai de revalorisa-

tion, il faudrait rester sur le bateau." A ce moment, Wendel ne désespère donc pas que Poincaré puisse essayer le plan de Conflans.

(41) - Cité par Pierre Miquel, Poincaré, p. 591, sans indication de source.

(42) - "Le rêve serait la guerre, mais cela paraît un gros morceau à décrocher. Il faudra probablement se contenter des Colonies..." C. XVI, 1er mai 1926. Le même jour, Warren écrit à Marin : "Ne te laisse pas coller un ministère de troisième ordre (...) François est de mon avis (...) Painlevé pourrait te laisser la place. Le moral de l'armée en serait remonté" (L.N. 257).

(43) - C. XVI, 31 mai 1926, et Wendel à Louis Marin, le 7 mai 1928, APW II 5: "J'ai eu l'idée en voyant Schumann (sic) hier qu'il serait peut-être le ministre du Travail indiqué. C'est le garçon le plus intelligent de toute la représentation de l'Alsace et de la Lorraine ; il s'intéresse beaucoup aux questions sociales, se trouve politiquement sur la frontière des démocrates et de notre groupe, et l'on peut faire valoir que tout en donnant satisfaction dans une certaine mesure aux modérés, sa nomination serait de nature, étant donnée sa situation dans nos provinces, à apaiser beaucoup le malaise alsacien-lorrain." Il est à noter au reste que Schuman était plus proche, représentant la Moselle, de Guy de Wendel que de François, qui le mentionne très rarement dans ses cahiers.

(44) - On raconta début juin, que si Poincaré se retirait, Loucheur serait chargé de l'opération de stabilisation. (Moreau, 2 juin, p. 577).

(45) - Seule fiche de consolation : l'Alsacien Alfred Oberkirch, député U.R.D., devient sous-secrétaire d'Etat chargé de l'Hygiène.

(46) - Au moins les trois vice-présidences pourvues ce jour-là : Pierre-Etienne Flandin, républicain de gauche, est élu quelques jours plus tard quatrième vice-président.

(47) - Moreau, 5 juin : "/Aux dires de Malvy/, la manoeuvre maladroite de /Franklin-Bouillon/ va nuire à l'Union nationale et faire nommer un bureau entièrement composé de gens de gauche..." et 6 juin : "M. Mutin /de l'Eclaireur de Paris/ se plaint de la sottise des droites qui ont trouvé le moyen de se faire exclure du bureau de la Chambre" (p. 579).

(48) - C. XVI, 5 juin 1928.

(49) - Moreau est optimiste ce jour-là : "Toute la presse marche avec entrain en faveur de la stabilisation et la campagne poursuivie dans les couloirs de la Chambre par mes amis porte ses fruits. Il me revient de divers côtés que M. Poincaré redoute de me voir donner ma démission et qu'il s'oriente vers la stabilisation..." (p. 579).

(50) - C. XVI, 6 juin 1928.

(51) - Ibid.

(52) - Jacques Chastelet, Raymond Poincaré, Paris, 1948, n'en dit rien. Pierre Miquel note brièvement que Poincaré menace de partir avec Marin (Poincaré, p. 571).

(53) - C'est la conviction de Marin, C. XVI, 7 juin.

(54) - Moreau, 8 juin, p. 581.

(55) - Témoignage de Jacques Rueff, chargé dans l'été 1926 d'un rapport sur le meilleur niveau de la livre, préface à Moreau, p. IX.

(56) - Expression de Poincaré lui-même dans un entretien avec Wendel, C. XVI, 20 juin.

(57) - Moreau, 8 juin 1928, p. 581. (Cette exclamation est absente, comme le fait remarquer André Metter, de la publication du texte faite du vivant de Moreau, dans la Revue des Deux Mondes, de mars-avril 1957).

(58) - Ibid., 9 juin, p. 582.

(59) - C. XVI, 7 juin 1928.

(60) - "Blaisot, qui s'est, comme à l'habitude, montré fin et prudent, a particulièrement insisté." Le même jour, Grosclaude, ami de Wendel et

"vieux courtier de presse et de politique", l'invite à déjeuner avec Moret dans l'espoir, bien vain, d'un rapprochement. Wendel écrit de façon significative : "Moret a ouvertement déclaré que la décision de Poincaré était prise et que Marin était le maître de l'heure. J'ai riposté en disant que les responsabilités ne se déplaçaient pas comme cela et qu'elles incombent au président et au gouverneur..."

(61) - Moreau écrit en effet le 9 juin : "M. Talabard" - son informateur parlementaire - "me dit que l'opposition de M. Marin est inspirée par M. de Wendel, de Rothschild, et Albert Kahn" (p. 582).

(62) - Note citée, A.N., F 50, 2555.

(63) - Récit de Marin à Wendel, C. XVI, 9 juin, et récit de Loucheur à Moreau, 13 juin, p. 584.

(64) - C. XVI, ibid.

(65) - C. XVI, ibid., et Moreau, 9 juin, (16 h 50), p. 582.

(66) - le Matin du lundi 11 déclare que tout est encore suspendu, mais dans l'Echo de Paris du même jour, Marcel Lurin annonce déjà que Marin s'est incliné.

(67) - C. XVI, 9 juin.

(68) - Répétant que la stabilisation était une faute, Marin lui a dit aussi que "son ami Tardieu" réclamerait bientôt la succession. "Je suis tellement de votre avis", a répliqué Poincaré, "que je lui ai dit ce matin en entrant au Conseil des ministres : je crois que votre heure est arrivée. - C'est encore trop tôt, m'a-t-il répondu..." Wendel commente : "C'est tout de même un drôle de public !"

(69) - C. XVI, 10-11 juin.

(70) - C. XVI, 20 juin.

(71) - C. XVI, 21 juin 1928.

(72) - C. XVI, 24 juin 1928. Le texte complet du discours a été édité chez Berger-Levrault, sous le titre la Réforme monétaire, Paris, 1928, 188 p.

(73) - Racine, Iphigénie, Acte I, scène I, cité par Robert Lacour-Gayet, op. cit., p. 257.

(74) - Jean Bouvier, Un siècle de Banque française, Paris, 1973, p. 172 (voir aussi p. 76-77).

(75) - la Liberté, 25 juin 1928.

(76) - "Stabilisation", 7 p. dactyl., A.F.W. I 4. La note est datée seulement au crayon "1928" et elle est antérieure au vote.

(77) - Cf. Sauvy, t. I, p. 96-97, et le graphique de la page 79. L'auteur ne se prononce pas catégoriquement sur la question.

(78) - Ibid., p. 97-98.

(79) - François Bobrie et Pierre Gaston, L'opinion et les groupes de pression face à la politique financière et monétaire de Poincaré 1926-1928, mémoire de maîtrise, Paris-Vincennes, 1970, micro-éditions de l'AUDIR 75.944.4 (la citation est p. 64). Ces auteurs posent dans le même esprit que "les groupes de pression pouvaient à leur gré briser ou restaurer le climat de confiance, orienter la spéculation, conditionner par conséquent toute politique financière". Ce qui est évidemment caricatural.

(80) - On a parfois affirmé à gauche, à l'époque, que Wendel et Rothschild auraient agi pour le bénéfice des actionnaires de la Banque de France. Ainsi fait la lumière qui écrit en lettres grasses dans son numéro du 9 juin 1928 : "Une revalorisation partielle du franc procurerait à la Banque de France un bénéfice de 3 milliards 300 millions aux frais de la Nation. On comprend donc que MM. de Rothschild et de Wendel, nommés regents par les gros actionnaires de la Banque de France, très gros actionnaires eux-mêmes, soient revalorisateurs". Mais l'honnêteté de Georges Boris le conduit peu après à reconnaître que ses calculs ne sont pas fondés techniquement (la lumière, 23 juin 1928, p. 2). Et l'on a vu que Wendel a marqué

à plusieurs reprises que si les gouverneurs gardaient le souci - après tout légitime - de la prospérité financière de leur établissement (mais c'est Moreau qui est stabilisateur), lui-même y attachait fort peu d'importance et qu'en tout cas cet aspect de la question n'aurait jamais pu être déterminant à ses yeux.

(81) - Bobrie et Gaston, Ibid., p. 166. Ils^{ne} donnent pas la date de la citation du Journal des Finances. Cf. dans le même sens la Lumière du 30 juin 1928 : "M. de Wendel n'est pas communiste. M. de Wendel est intelligent. Il a cependant voté contre la stabilisation. Pourquoi ? Serait-ce comme on l'assure que grand industriel M. de Wendel eût désiré qu'une crise vint "nettoyer" la petite industrie ?..."

(82) - Cf. la Bouilleries, op. cit., p. 24-25. En raison de la crise financière du moment, l'intérêt est de 7 %, ce qui est un taux assez élevé pour des obligations. En octobre 1929, les Petits-Fils lanceront un nouvel emprunt de 200 millions à 5 %, et remboursable en 40 ans.

(83) - Ibid., p. 24.

(84) - Ibid., p. 40-41.

(85) - Cf. Henri Dieben, Des ententes de maîtres de forges au Plan Schuman, op. cit., n. 22-229.

(86) - On se souvient au reste qu'en novembre 1926 le bruit avait couru au contraire que Wendel jouait secrètement la hausse de la livre à terme : incon séquence des rumeurs...

(87) - FW au docteur Giry, 29 juillet 1928, AFW III 35 (6).

SIXIEME PARTIE

=====

Vie PARTIE - Chapitre I - Introduction

Notes (1) - Interview Philippe Serre, 23 octobre 1971.

(2) - Venu de ma montagne, Mémoires, t. I, Paris, 1960, p. 272.

(3) - L'Ere Nouvelle, 25 juillet 1929. Cf. aussi la réaction de Jean de Pange citée plus bas, et les remarques approbatives de François Le Grix dans sa Revue hebdomadaire, n° 50, 27 juillet 1929, p. 490-491 : "Qu'un magnat d'une industrie formidable réussisse à se faire entendre, que dis-je? à se faire écouter avec attention par les socialistes, n'est-ce pas merveille?"

(4) - "Monsieur de Wendel, féodal". La Volonté, 27 juillet 1929.

(5) - "Question posée à MM. de Wendel, Louis Marin, Reibel, Mandel et Bouillon", L'Echo de Paris, 8 juillet.

(6) - C. XVII, 25 juin. La rumeur est rapportée à Wendel par Roncelle, député U.R.D. de la Moselle.

VI e PARTIE - Section I du chapitre I

- Notes (1) - Exactement 400 millions pour les stocks cédés en août 1919, plus une créance assimilée de 7 millions née de deux contrats de 1920 sur des matériels de chemin de fer et de machines-outils.
- (2) - Henry Bérenger "L'accord de Washington sur les dettes de guerre de la France", Revue politique et parlementaire, 10 janvier 1929, article repris dans La question des dettes, Paris, 1933, 307 p. (sur les stocks, voir p. 55 et 75). Cf aussi les mémoires de Robert Lacour-Gayet, qui était attaché financier à Washington depuis 1924 et assura la continuité de la négociation "Le problème de la dette française envers les Etats-Unis, après la première guerre mondiale (1917-1932)", Revue d'histoire diplomatique, 1961, p. 10-24.
- (3) - Pour des explications plus détaillées, voir notamment Lachapelle II, p. 389, Lucien Petit, Histoire des Finances extérieures de la France, le règlement des dettes interalliées 1919-1929, Paris, 1937, 718 p., et surtout Etienne Weill-Raynal, III, p. 305 sqq, les réparations allemandes et la France.
- (4) - Chambre des Députés, projets de loi n° 602 et n° 603.
- (5) - Comme le fait remarquer Briand, dans une allocution prononcée le 27 août au quai d'Orsay (Victor Margueritte, Aristide Briand, Paris, 1932, pp. 298-299, cité par Weill-Raynal, III, p. 405).
- (6) - C XVI, 28 août 1928. "Ce n'est pas cela qui empêchera l'Anschluss de se faire dès que nous aurons quitté le Rhin et peut-être avant".
- (7) - Ibid.
- (8) - C XVII, 2 novembre, et procès-verbal spécial de François de Wendel, sous forme de projet d'article, AFW I 4. Wendel résume aussi sa position pour Marin (2 novembre 1928, AFW II 3, "Conversation de MM. FW et R. avec M. M", 4 p. dactyl.).
- (9) - Doctrine resumée par lui dans une note personnelle, comme il aimait à faire (la note qui a 6 pages dactylographiées et est corrigée de sa main, n'est pas datée, mais on peut, d'après divers détails, la situer en novembre ou début décembre).
- Une question préalable concerne la nécessité même, juridique, de la ratification par les Chambres. Car on murmure, un moment, que Poincaré songe à se dérober, et à ratifier par décret : sans prétendre juger le point de droit, Wendel doute fort "que le ministère Poincaré-Briand puisse

déclarer inutile l'approbation des accords par le Parlement, alors que les ministères Briand-Péret et Briand-Caillaux en avaient jugé autrement et que, par ailleurs, il semble avoir admis sa nécessité par la réimpression à la Chambre, en juillet dernier, des projets de ratification déposés.. Il doit être possible d'ailleurs, "de faire remarquer au gouvernement qu'il n'évitera pas, quoi qu'il fasse, un grand débat ou la question de confiance sera posée.." (note citée p. 1).

(10) - Revue de Paris, 15 mai 1929, repris dans le recueil posthume de Jacques Seydoux, De Versailles au Plan Young publié par Jacques Arnavon et Etienne de Felcourt, Paris, 1952, pp. 217-255.

(11) - Cf les propos tenus au Congrès de l'Association nationale d'expansion économique, à la fin de 1929, et la satisfaction en particulier de Lambert-Ribot, rapporteur pour la métallurgie, devant les réductions de prestations en nature prévues par le plan Young (Le Temps, supplément 2, 9, 16 décembre 1929, cité par Weill-Raynal, III, p. 486).

(12) - Note citée sur l'entrevue Wendel-Rothschild-Moreau, le 2 nov. 1928,

(13) - Ibid.

(14) - Projet d'article cité, p. 5.

(15) - C XVII, 2 novembre. Cf. aussi, sous une autre forme : "nous ne voyons pas pourquoi, sous prétexte qu'il y a, comme le disait fort bien ces jours derniers le Président Coolidge, du fait de la distance, chez le peuple américain une incompréhension fort excusable, mais à peu près complète des choses de l'Europe, nous devrions nous incliner devant cette incompréhension et nous imaginer que cette attitude nous assurera la bonne volonté ultérieure de nos créanciers ! Le peuple américain sera aussi loin de nous et aussi incompréhensif de notre situation demain qu'hier..." (projet d'article p.4).

Sur cette mutuelle incompréhension, la conférence un peu naïve, mais significative, faite devant une mission de la YmCâA, le 18 août 1927, par Adrien Dariac, député républicain de gauche de l'Orne, ancien ministre (... brièvement : sept jours en deux fois), les dettes interalliées et l'opinion américaine, Paris, Dubois et Bauer, 1927, 59 p. Voici les dernières lignes : "L'obstacle, si c'est, Mesdames et Messieurs, une mutuelle incompréhension, on peut dire que, le 21 mai 1927, cet obstacle s'est effondré dans le tourbillon d'air qui soulèverait au-dessus des trop longues routes de la mer l'avion blanc de Lindberg. Quand, dix, cent, mille aéroplanes auront suivi ce nouveau chemin, l'Amérique connaîtra la France, la France connaîtra l'Amérique et, ce jour-là, j'en ai la ferme conviction, le problème des dettes sera résolu".

(16) - Projet d'article cité, p. 5. Cf. aussi sur ce point, et sur les aléas de la mobilisation, Seydoux, op. cit., p. 225.

(17) - Projet d'article, p. 2.

(18) - Wendel défend en effet déjà cette même thèse - payer la dette commerciale - dans une lettre à Louis Marin du 21 février 1927 (parce qu'on parlait alors de verser des acomptes sur la dette politique), AFW II 5

(19) - Projet d'article, p. 5.

(20) - Sources citées, passim. On remarque que dans un petit livre paru au début de 1927, Les dettes interalliées, Paris, 177 p., François-Marsal, très hostile à la ratification, évoque déjà en détail le problème des stocks en affirmant, contre l'opinion commune (et tout en préférant une nouvelle négociation), qu'il est tout à fait envisageable de payer les stocks : "le chiffre /de 400 millions de dollars/ n'effraie que ceux qui ont oublié l'histoire française de l'après-guerre. N'avons-nous pas fait face en 1920, au règlement de l'emprunt anglo-français de 500 millions de dollars, soit pour notre part 250 millions de dollars (...) ? Etions-nous à cette époque plus riches qu'aujourd'hui ? Non, que je sache. On peut donc, à la rigueur, accumuler /à l'échéance/ les devises nécessaires à une liquidation de cette nature..."

VI-e PARTIE - Section 2 du Chapitre I

- Notes (1) - CXVII, 30 octobre 1928. C'est Rothschild qui "amorce", peu après, l'important entretien du 2 novembre avec Moreau. Robert de Rothschild, le 7 février 1929, confirme à Wendel que "la maison a des sympathies anglaises" mais "qu'elle ne fait aucun fond sur les Etats-Unis".
- (2) - C XVI, 26 mai 1926.
- (3) - C XVII, 6 novembre 1928.
- (4) - Ibid.
- (5) - C XVII, 9 novembre 1928.
- (6) - C XVII, 10 novembre 1928.
- (7) - Il faut préciser seulement que Louis Marin avait accru l'hostilité des radicaux à son égard en faisant organiser par l'Union Républicaine et les "groupements républicains nationaux", un grand meeting de protestation contre le "coup de force d'Angers".
- (8) - C XVII, 10 novembre 1928.
- (9) - C XVII, 12 novembre 1928.
- (10) - Il est à noter que, complètement sourd, Bonnefous ne risque pas d'être très gênant pour Poincaré, ni pour l'U.R.D., une liaison très riche avec le pouvoir... Oberkirch reste sous-secrétaire d'Etat.
- (11) - C XVII, 24 octobre.
- (12) - C XVII, 6 décembre 1928.
- (13) - C XVII, 31 décembre 1928. "/Poincaré/ sera probablement aussi amené à contresigner malgré lui l'évacuation de la Rhénanie. On s'apercevra, je le répète une fois de plus, ce jour-là, qu'on a préparé la guerre. Nous n'avons pas fini de lutter".
- (14) - Procès-verbal officiel de la Conférence d'Alsace-Lorraine, Paris, tome 1, 1916, p. 281 et sqq.
- (15) - J.O. Debats de la Chambre, 24 janvier 1929, p. 218-219. A l'annonce que l'auteur du rapport est Wendel, l'officiel consigne : "vifs applaudissements à l'extrême-gauche, à gauche et sur divers bancs. Mouvements divers. M. Camille Blaisot : Jamais il n'a été autant applaudi par vous ! (on rit)".

(16) - "(...) J'ai déclaré, en mettant les pieds dans le plat que la question religieuse était la question principale, et que le mal venait des fonctionnaires et de la crainte qu'avait le clergé de voir entamer son influence" ((XVII, 7 février 1929). Il développe en effet cette thèse que "pour (...) la grande masse des habitants d'Alsace-Lorraine l'autonomie n'est que la traduction du mécontentement /du clergé/ chez des gens que l'on égare et à qui l'on a fait croire que l'autonomie était le seul moyen de sauvegarder leurs libertés religieuses". Cf J.O. Débats, 7 février 1929, pp. 419-421.

(17) - Félicitations chaleureuses de Louis Marin évoquant les nombreux échos recueillis et les bénéfices à escompter (9 février 1929, AFW II 3).

(18) - C XVII, 8 février 1929.

(19) - E. Bonnefous, IV, p. 309, Pierre Miquel, Poincaré, et C XVII, 28-29 décembre. "Bruits de départ de Poincaré auxquels je croisrais si cet homme avait l'âme dictatoriale, car il aurait le pays pour lui contre le Parlement, mais auxquels je ne crois pas, étant donné le tempérament parlementaire du président".

(20) - C XVII, 11 janvier 1929 (à propos de l'interpellation des gauches menée par Daladier) : "Il est obligé, parce que patriote, de s'appuyer sur les nationaux de droite, mais navré de se séparer des gens de gauche qu'il méprise parce qu'il les sait souvent malpropres (mon expérience parlementaire me permet d'affirmer que s'il y a des brebis galeuses partout, le gros du troupeau est à gauche)". Dans le même temps, Wendel relève goulûment les bruits ou historiettes hostiles à Poincaré. Par exemple, le 2 février, à propos du très long discours sur l'Alsace qu'il juge "interminable et maladroït", il note "un mot authentique assez drôle : à la suspension de séance, un collègue somnolent se penche vers son voisin et demande : "A-t-il fini ?" - "Non, dit l'autre, il change de lame !".

(21) - C XVII, 7 mars 1929.

(22) - Cf. notamment les articles d'André Chéradame.

(23) - C XVII, séance du jeudi 26 mars 1929.

(24) - C XVII, 5 décembre, reproches ultérieurs de Wendel à Marin (à propos d'un soutien éventuel aux Anciens Combattants de la Banque de France), 19 février 1929, AFW II 3, et la Nation du 1er décembre 1928, pp. 1129-1131 "Point d'action sans directives, la majorité à la Chambre" : "On s'étonne que le choix si grave d'experts indépendants reste si longtemps en suspens et qu'on n'ait ouvertement pensé qu'à un seul : M. Moreau. Quand MM. Robineau, Ernest-Picard et Aupetit furent jetés grossièrement dehors par

M. Caillaux parce qu'ils n'étaient pas des instruments assez dociles, M. Moreau, arrivé déjà par le Cabinet du député de Mamers, fut nommé gouverneur de la Banque de France par l'auteur du ambicon pour exécuter, non pas les plans de ce dernier - car celui-ci avait suffisamment montré qu'il n'en avait aucun - mais ses volontés, fussent-elles contradictoires et désastreuses. Auteur prépondérant du plan des experts, dont la faiblesse et le péril furent une des clauses du désastre de juillet 1926, M. Moreau a montré là son peu de valeur technique et de valeur politique ; un naufrageur de premier ordre (...). Voilà (...) un partisan acharné, aveugle, obstiné de la ratification telle quelle des accords sur les soi-disant dettes, des emprunts extérieurs, etc., qu'on veut charger d'une négociation où il faudrait, certes, une autre mentalité que la mentalité caillautiste et que celle dont a fait preuve jusqu'ici le gouverneur de la Banque".

(25) - "Angoisse du pays", La Nation, 8 décembre 1928.

(26) - Yvon Delbos, "Légitime défense", La Dépêche de Toulouse, 26 janvier 1929. Cf aussi le commentaire d'Edouard Herriot, "Demi-tour à droite !" dans Le Petit Méridional de Montpellier, 27 janvier 1929 "Personne jusqu'à présent n'a critiqué avec autant de vivacité la politique du ministère d'Union Nationale".

(27) - Louis Marin, article cité.

(28) - Yvon Delbos, article cité.

(29) - "Le petit Rossillon continue de dire des bêtises" (wandel à Marin, 12 février 1929, ANW II 3).

(30) - Fin janvier, Guiter reçoit de Henri Becquart, membre influent de la Fédération à Lille et futur député, président du Comité F.R. de la première circonscription de Lille, deux lettres successivement envoyées où, au nom de l'unité, il blâme l'action de Marin et écrit : "Je regrette la politique hargneuse et la guerre à coups d'épingle menées contre le Président du Conseil par La Nation, et qui finira, je le crains, par provoquer une scission dans la majorité nationale" (Lettre de Guiter à Marin, 2 février 1929, IM. 73).

(31) - "Bonnefous m'a dit que le Président, qui n'est pas venu à la Chambre et a laissé à Barthou toute la charge du débat, avait déclaré qu'il ne paraîtrait pas, en ajoutant : "que ceux qui ont voulu le retour à l'arrondissement se débrouillent !" Il oublie qu'il a signé le projet de loi demandant son rétablissement comme Président du Conseil".
C XVII, 19 février 1929.

(32) - Ibid. Le 26 février, Marin-en voie de guérison - affirme à Wendel que Poincaré cherchait à tomber sur la réforme judiciaire. Le renseignement est loin d'être sûr - mais tout à fait propre à renforcer rétrospectivement la satisfaction de Wendel.

(33) - C XVII, 7 mars 1929.

(34) - Wendel tente ensuite, en commission, le 22 février, d'obtenir que l'âge d'entrée dans les noviciats soit fixé à 14 ans au lieu de 16. Il est battu à une voix. "Tous les universitaires de gauche, François-Albert, Bastid, Berthod, etc. rivalisent de mauvaise foi (...) J'ai fait ressortir que, du moment que pour des raisons d'ordre patriotique certains collègues faisaient, dans cette question des missions, abstraction de leurs conceptions politiques et religieuses et admettaient l'utilité des missions, il fallait permettre à celles-ci de se recruter" (C XVII, 22 février et p.v. de la Commission, même date, archives de la Chambre). "C'est comme si l'on prétendait interdire aux fils d'instituteurs de se vouer à l'enseignement dès 14 ans ! Il n'y aurait plus qu'à fermer les écoles normales. (C XVII, 12 mars).

(35) "La commercialisation est un leurre" a-t-il ajouté de sa main, en marge de sa note -article dactylographié qui date de la fin de 1928. Et cette mention ultérieure doit dater du printemps 1929.

(36) - Cf. Bérenger, La question des dettes, op. cit., pp. 1 à 12 et pp.46-48.

(37) - C XVII, 6 mars 1929.

(38) - Louis Dubois, Les Accords français de Washington et de Londres et le plan Dawes, mise au point, Paris, U.I.E., 16, place de la Madeleine, janv. 1929, 122 p. La brochure est imprimée par sa propre maison, Prieur, Dubois et C^o, Puteaux-s/Seine. Louis Dubois avait déjà publié en octobre 1926, éditée alors par la Fédération Républicaine, une brochure contre la ratification (Dettes interalliées : Les accords de Londres et de Washington, 32 p.), et il avait interpellé Poincaré à ce sujet le 24 février 1927.

(39) - C XVII, 7 mars 1929.

(40) - 31 mai, 1er, 3, 4, 5 juin.

(41) - C XVII, 5 juin 1929.

(42) - E XVII, 3 juin 1929. Le texte porte seulement "L.R.". Mais l'identification ne fait guère de doute.

(43) - C XVII, 25 juin 1929.

(44) - C XVII, 28 juin 1929.

(45) - Selon le titre d'un livre ultérieur de Chéradame, Paris, 1931.

(46) - C XVII, 4 mai 1929. Rossignol affirme aussi que le gouvernement se serait engagé à verser aux Anglais 400 millions de dollars s'il payait aux Etats-Unis les 400 millions des stocks. "Haute fantaisie", juge Wendel. "Cette dette commerciale n'a pu être assimilée à la dette de guerre anglaise - dette politique". C'est pourtant Rossignol qui a raison.

(47) - Bulletin mensuel de la Confédération Nationale des Anciens Combattants et victimes de la guerre, juin-juillet 1929, n° 5, p. 5. Principaux orateurs : Hubert Monnier, Jean Goy (Bulletin quotidien, 15 mai, p. A.10). Le 26 mai, Poincaré se rend à Bordeaux devant le 10ème Congrès National de l'Union des Combattants et laisse entendre, parmi beaucoup de fleurs, que cet appel risque bien de ne pas être entendu. Malgré cet effort, la Confédération n'en publie pas moins, une semaine plus tard, un nouveau communiqué annonçant une "action énergique" contre la ratification (Journal des Débats, 5 juin 1929).

VI-^a PARTIE - Section III du Chapitre I

Notes (1) - C XVII, 11 avril 1929. Conversation avec Herbette, ambassadeur à Bruxelles, C XVII, 13 avril 1929.

(2) - Le texte du rapport est un peu ambigu sur cette question.

(3) - C'est toute la question du "droit de report" (Weill-Raynal, III, pp. 463-467 et pp. 473-475).

(4) - C XVII, 28-31 mai 1929.

(5) - C XVII, 16 mai 1929.

(6) - C XVII, 28-31 mai.

(7) - "La Chambre (...) regrette (...) que le gouvernement ait laissé à ses délégués au Comité des experts la liberté de proposer que la transaction porte sur la part due à la France et à la Belgique pour la reconstruction des régions dévastées, champ de bataille commun à toutes les nations, alors qu'en équité comme en droit, les versements de l'Allemagne devraient être affectés par priorité à leur réparation intégrale - déclare que les réductions transactionnelles devraient au contraire avoir pour objet les communes dépenses nées de la guerre et par conséquent porter sur le règlement général des dettes et créances entre alliés...".

(8) - L'Oeuvre, 25 mai. Cf aussi La Victoire du même jour qui montre Auriol un peu/conciliant.

plus

(9) C XVII, 28-31 mai. D'après le communiqué officiel de l'U.R.D., ses mandataires sont chargés"... 1°/ de protester contre toute évacuation anticipée de la Rhénanie, 2°/ d'affirmer le maintien de sa doctrine, de n'accepter aucune ratification des accords Neillon-Bérenger et Churchill-Caillaux sans modification et aucune nouvelle diminution sur le solde déjà amoindri des réparations solennellement promises par le traité de Versailles ; 3°/ de s'opposer, pour le moment, à toute discussion à la Chambre sur les réparations et les dettes interalliées..." (cité par Renaudel, J.O. Débats, 4 juin 1929, p. 1891). Cf aussi Gaetan Sanvoisin, "La responsabilité présente des modérés", Revue hebdomadaire n° 33, 17 août 1929, p. 354 qui souligne la fermeté des décisions prises ce jour-là.

(10) - P.V. de la Commission des affaires étrangères, archives de la Chambre, 29 mai 1929, p. 20. Dubois dit de son côté : "Je ne voudrais pas qu'on puisse dire que mon groupe est disposé à ratifier les accords, lorsque les travaux des experts lui auront été soumis. Il est décidé au

contraire à ne pas ratifier. Nous ne sommes pas liés par les décisions des experts et nous conservons notre liberté entière" (Ibid, p. 18).

(11) - C XVII, 28-31 mai. "On nous a fait des déclarations de ce genre" ai-je dit, "pour les délais d'occupation de la Rhénanie. On ne nous y prendra pas deux fois".

(12) - Débats, 31 mai, 1er juin et 4 juin. Editoriaux de Chaumeix non signés. "Un groupe de la Chambre, l'U.R.D., a eu la franchise de donner son avis ; il l'a même donné en temps utile avant les décisions prises" (1er juin). Il dit la même chose, sous sa signature, dans Le Figaro du 31 mai.

(13) - "Les faux départs" (Le Temps du 30 au soir, daté 31.) "C'est un peu vif !" note Wendel. "Serions-nous plus parlementaires que Le Temps ?" se demande Chaumeix dans les Débats du 4 juin.

(14) - L'Ami du Peuple, 31 mai 1929, qui écrit sous l'intitulé "Maladresse" que la manifestation du groupe Marin est dépourvue à la fois "d'esprit politique, de mesure et d'opportunité".

(15) - L'Ere Nouvelle, 30 mai. Cf aussi Le Quotidien du même jour qui affirme que le groupe Marin est "unanime et résolu" et "qu'il maintiendra sa doctrine, quelles que soient les conséquences du scrutin".

(16) - C XVII, 28-31 mai.

(17) - C'est l'occasion pour Poincaré de mettre fin à des bruits renaissants de ratification immédiate par décret en affirmant "qu'un débat de grande ampleur doit avoir lieu avant qu'aucune mesure ne soit prise". J.O. p. 1892.

(18) - La Victoire du 30 mai, par exemple, ne lui accorde pas 200 voix.

(19) - Le Matin du 31 mai pose la question en ces propres termes.

(20) - Action Française, 10 juin.

(21) - Cf. son article dans L'Echo de Paris du 3 juin où il formule le vœu que le Congrès soit l'occasion de concilier les deux tendances, dont "l'opposition fait naître tant d'espérances chez les adversaires de tout poil du cabinet" et qu'on trouve une formule qui permette à la Fédération "d'apporter tout entière, sous une forme ou sous une autre, son concours à M. Poincaré et d'éviter au pays une grave crise de gouvernement".

(22) - C XVII, 8 juin 1929. "C'est peut-être sévère, mais je crois, juste..".

(23) - Compte-rendu des Débats, lundi 10 juin 1929.

(24) - Le Temps, 10 juin 1929, p. 6. (dépêche d'un envoyé spécial)

Quant à Raymond Cartier, dans L'Echo de Paris du 9 juin, il est naturellement enthousiaste, écrivant : "Notre ami, en rejoignant sa place, est l'objet d'une manifestation de sympathie de tout le congrès". Cf aussi les explications de Kerillis dans L'Echo de Paris du 12 juin : "Pourquoi j'ai défendu, à Rouen, la thèse de la ratification des dettes interalliées".

(25) - Les Débats, ibid. L'éditorial Chaumeix non signé commente d'autre part en première page : "M. de Wendel est intervenu avec grand succès (...) dans la discussion de Rouen et en quelques paroles calmes et fermes il a remis les choses au point...". Le Bulletin quotidien transcrit de façon plus vague : "Ce qui ressort du débat, c'est que nous sommes tous d'accord pour penser que, sous une forme ou sous une autre, la France doit avoir la certitude, si elle ratifie, qu'elle ne paiera jamais plus à ses créanciers qu'elle ne recevra de ses débiteurs". (10 juin 1929, p. A.3).

(26) - P.V. sténographié, archives de la Chambre. Pour l'ensemble des débats sur la ratification, cf. Lucian Petit, op. cit., pp. 359-372.

(27) - C XVII, 27 juin. "Briand disait en sortant : "Courteline étant mort, Poincaré est le dernier des humoristes..." On ne se fiche pas en effet, plus élégamment du monde". Georges Courteline est mort le 24 juin précédent.

(28) - L'Echo de Paris, 19 juin (Article de Jean Hutin).

(29) - C XII, 19 juin.

(30) - C XVII, 25 juin.

(31) - Dès son Congrès national, tenu à Brest du 18 au 21 mai, - une semaine après la grande manifestation Rossignol de la salle Wagram - l'Union fédérale avait publié une motion très nuancée, disant "se refuser à admettre, d'une part que les intérêts français puissent être sacrifiés, et d'autre part que ce problème, sous son double aspect (dettes interalliées et dettes des réparations) puisse être exploité dans des desseins contraires à l'entente internationale..." (Bulletin mensuel de la Confédération Nationale, n° 5 de juin-juillet 1929, p. 3).

(32) - J.O., Débats de la Chambre, 25 juin.

(33) - Tract de protestation de l'U.N.C. et annonce de la réunion Salle Wagram, L.M. 113, et la presse des 23 et 24 juin. Le seul incident majeur survint quand un manifestant fait sauter d'un coup de canne le chapeau de Jean Chiappe, préfet de police, qui devant un drapeau, ne se découvrait pas assez vite à son gré.

(34) - Une dernière audition de Poincaré en commission a lieu le 28 juin, mais tout est déjà dit.

(35) - Il est à noter que les Débats approuvent pourtant l'initiative dans deux éditoriaux : "La Chambre et ses censeurs", 30 juin et "Après le refus des Etats-Unis", 1er juillet.

(36) - C XVII, 27 juin.

(37) - Chaumeix le montre clairement dans Le Figaro du 4 juillet : "Ou le texte voté par le Parlement contiendra une réserve formelle mettant la France à l'abri de toute réclamation dépassant les versements de l'Allemagne, et en ce cas les Etats-Unis qui ne veulent aucune relation entre les dettes et les réparations, n'accepteront pas, ou le texte sera acceptable par les Etats-Unis, et en ce cas il n'aura aucune valeur de sauvegarde, et c'est ce que la nation ne veut pas". Dans Le Soir de la veille, Georges Bonnet soutient au contraire la possibilité de réserves.

Il est significatif que lorsqu'au même moment, et pendant quelques jours, se répand à nouveau le bruit d'une ratification par décret - fondée sur une consultation des professeurs de droit Jèze, Ducloux et Barthélemy qui l'admettent, certains députés de droite, notamment à l'U.R.D., ne sont pas très défavorables à cette solution, qui leur permettrait d'échapper à l'alternative cruelle, et à leurs responsabilités.

(38) - la République, 2 juillet. Sur la campagne de Paul Reynaud, à l'Alliance Démocratique, pour la ratification, cf. ses mémoires, tome I, Venu de ma montagne, Paris, 1960, pp. 262-275.

(39) C XVII, 10 juillet. Dès le 5 juillet, l'U.R.D. avait pris officiellement la décision de laisser à ses membres leur entière liberté de vote (B.v., 5-7-29, p. A.5).

(40) - Le Temps, 12 juillet, qui écrit que "de l'avis de plusieurs membres de l'U.R.D., les trois quarts au moins de l'effectif du groupe sont désormais ralliés à la ratification".

(41) - C XVII, 10 juillet. Au même moment, Paul Reynaud est délégué par son groupe, l'Action Démocratique et Sociale, par 15 voix contre 10 à Charles Heibel, adversaire de la ratification (Reynaud, op. cit. p. 268).

(42) - C XVII, 12 juillet. Une réunion à laquelle Warren convoque les membres du groupe ce même jour à 14 h.15 (L.N. 115) ne peut que prendre acte des oppositions irréductibles. Dans sa convocation, Warren insiste sur la nécessité pour chacun de voter et pour le cas d'absence, même momentanée, il réclame à chacun de lui indiquer s'il est "en principe

pour ou contre la ratification", mais aussi si, "en cas de question de confiance, il est résolu à voter pour le gouvernement de toute façon". On ne possède pas les réponses reçues, qui auraient été intéressantes pour le rapprochement éventuel des deux réactions. Les votes ultérieurs répondent, en tout cas, à la deuxième question.

(43) - Echo de Paris, 16 juillet 1929.

(44) - Bulletin quotidien, revue de presse, 17 juillet 1929, p. A.3, et Le Matin du même jour, qui déclare que le débat est "virtuellement fini".

(45) - Détail du scrutin dans Le Temps du 18 juillet.

(46) - C XVII, 16 juillet 1929.

(47) - C XVII, 17-18 juillet 1929.

(48) - J.O. Débats de la Chambre, pp. 2720-2723. Dans son journal, Jean de Pange relève le dernier argument de Wendel - risque de vassalité - et le commente en disant : "Qui sait si ce n'est pas là ce qui donnera aux nations européennes le sentiment de leur solidarité et les poussera à se fédérer ?" (Tome I, 22 juillet, p. 184-185).

(49) - J.O. pp. 2723-2726.

(50) - C XVII, 21 juillet 1929.

(51) - Le commentaire de L'ERE Nouvelle du 21 juillet reflète bien cette opinion. Après le discours de Wendel, "on devait logiquement avoir une crise ministérielle", mais "l'homme de Locarno est un admirable éveillé de scrupules" et il a renversé le courant...

(52) - J.O. Débats, pp. 2721 et 2725. La Lumière fait un sort au "je le savais" de Briand (n° 116, 27 juillet 1929).

(53) - Détail du vote, Le Temps, 22 juillet : la comparaison avec le vote sur la motion Dubois, au début des débats, est un peu compliquée par de menus chassés-croisés.

(54) - Lautier a commencé cette évolution en s'abstenant sur la motion Dubois le 18 juillet, et en écrivant dans L'Homme libre à ce propos (17 juillet) : "Où a-t-on donc vu que le parti radical fût anti-ratificateur ?" (sous sa plume, un mois plus tôt). Et le 21, il est des 15 radicaux qui votent pour la ratification. Avec cet étrange commentaire (ibid. 22 juillet) : "La ratification, avec toutes ses conséquences, est la victoire morale du parti radical-socialiste... Qu'il la garde et la préserve contre toutes les arguties..." Il est vrai que l'éditorial

des Debats du 4 juin, contrairement à l'impression de Wendel au même moment, disait de lui l'autier ratificateur, acharné seulement contre la procédure des décrets.

On peut noter que Lautier a réputation d'être un homme d'argent. Une note de police du 24 décembre 1928 affirme qu'il avait été chargé, à l'époque, d'un "budget de publicité" par la grande métallurgie, mais que "les bénéficiaires habituels avaient été peu satisfaits". Lautier "étouffe" et ne "distribue que quand il ne peut faire autrement". (AN, F 7, 12842).

Il est à remarquer enfin que Wendel dîne le 29 juin avec Lautier chez une amie. Il le trouve "très en verve et très aimable" sans dire toutefois le contenu de la conversation.

(55) - Louis Marin et les derniers fidèles apparaissent bien devant l'opinion comme les grands vaincus de l'aventure. Cf l'article d'Emile Kahn dans Le Populaire du 20 juillet, sous le titre "Le Réprouvé" - il s'agit de Marin - que Paul Reynaud cite avec complaisance parce qu'il écrit : "Son plus grand supplice fut le discours de M. Paul Reynaud. Le voilà donc le successeur, le nouveau chef de la majorité ! Le voilà, jeune, sûr de lui, fleuri dans sa parole, souriant à sa fortune. Et toute la droite l'acclame !" (Mémoires, I, p. 273).

(56) - Action Française, 1er juin 1929.

(57) - C XVII, 31 juillet. "Il n'a, en attendant, qu'à rester comme maintenant, à cheval sur Le Figaro et Les Débats". Chammeix consacre tout son éditorial du 21 juillet au soir (Debats daté du 22) à l'intervention de Wendel, et ne ménage pas l'encens : "La nature et la portée de l'opération à laquelle le gouvernement convie la nation ont été bien définies à la tribune, avec une lumineuse netteté, par M. François de Wendel. Brusquement la Chambre, qui vit depuis huit jours accablée par des démonstrations diverses, des rumeurs et des légendes, a vu l'ensemble du problème. Elle a compris. Elle a été émue, elle a fait à M. de Wendel un grand succès. Si le vote avait eu lieu à ce moment, le résultat n'était pas douteux et les accords étaient repoussés. M. Briand a jugé la situation dangereuse pour lui, il s'est employé à remonter le courant dont il sentait la force. On ne peut pas dire qu'il ait été conciliant, ni qu'il ait apporté dans la discussion l'esprit de Genève à l'usage intérieur. Mais en recourant à tous ses moyens oratoires, il a fini par ramener, l'espace d'une heure de scrutin, les voix dont il avait besoin. C'est peut-être tout ce qu'il souhaitait. Le vote en faveur du gouvernement a été acquis. La thèse du gouvernement n'en a pas moins été ruinée dans l'esprit de la Chambre".

Et Chammeix ajoute même ceci, qui est assez piquant : "Ces idées (...)

sont trop proches /pardi !/ de celles que nous avons défendues contre tant de contradicteurs péremptoires et coalisés pour que nous ne nous réjouissons pas deux fois de l'accueil si favorable fait au discours de M. de Wendel..."

(58) - C XVII, 26 juillet 1929.

(59) - Cf par exemple La Journée Industrielle du 6 juillet : "Voilà le problème des dettes transformé ouvertement en problème de majorité. Il ne doit pas y avoir beaucoup de cas aussi remarquables de déformation professionnelle. Par le fait d'hommes dont rien, à coup sûr, ne permet de soupçonner le patriotisme, une des questions les plus importantes, sinon la plus importante qui, depuis la guerre, ait engagé l'avenir matériel du pays, se débat dans une atmosphère artificielle de compétition et de manœuvres politiques. C'est là un spectacle inadmissible et absurde..."

A quoi semble répondre Chaumeix dans Le Figaro du 9 juillet : "La véritable intrigue, c'est celle qui consiste à vouloir audacieusement transformer les représentants de la politique nationale en instrument d'une liquidation internationale..."

(60) - Séance du 19 juillet 1929, dans la soirée.

(61) - En dehors des Débats, on relève toutefois dans L'Avenir du 29 juin, un article de "Senatus" et dans la Victoire du 15 juillet, un autre de Charles Lallemand de l'Académie des Sciences, qui vont dans le même sens. La Banque avancerait les devises, et on la rembourserait plus tard, après un emprunt intérieur. Lallemand est associé à l'entreprise Chéradame du Français Réaliste.

(62) - C XVII, 28 juin.

(63) - C XVII, 25 juin.

(64) - B.Q. 8 juillet, p. A. 1.5 "Si /La majorité/ se divise, elle abdique. Et ceux qui l'auront divisée n'auront même pas la satisfaction d'obtenir l'un quelconque des résultats auxquels ils visent. Avec ou sans eux les accords seront ratifiés. Avec ou sans eux, le plan Young sera adopté". Et le Bulletin donne désormais beaucoup de place aux articles de Kerillis et de Gignoux qui, à droite, défendent la même thèse. Cf aussi sa satisfaction après le vote (22 juillet, p. A 1.2).

Quant au discours du 20 juillet, le Bulletin en rend compte dans ces termes neutres mais respectueux : "Plutôt que de nous engager pour soixante deux ans et de tomber ainsi en tutelle, payons les stocks au moyen de nos accumulations de devises et d'un emprunt qui, il est vrai,

restreindrait les moyens d'action de notre industrie, opine M. François de Wendel, qui ne croit pas à des représailles commerciales non plus qu'à des risques pour notre change ou pour notre crédit. Et telle fut l'impression produite par lui que M. Briand s'empresse de la combattre en rappelant toutes les raisons de ratifier, loyalement et sans arrière pensée".

(65) - "La grosse métallurgie contre la paix. Le Français de Wendel et l'Allemand Thyssen mènent de chaque côté du Rhin une violente campagne parallèle contre la politique d'entente internationale", la lumière, n° 114, 15 juillet 1929, p. 1 (photographies de Wendel et Thyssen en pendants).

(66) - Réunion houleuse du Conseil d'administration de la Confédération le 18 juillet 1929 (Bulletin cité, p. 5).

(67) - J.C. Debats, séance du 20 juillet, p. 2774.

(68) - C XVII, 21 juillet.

(69) - C XVII, 29 juillet.

(70) - C XVII, 27 juillet.

(71) - C XVII, 21 juillet.

(72) - C XVII, 12 et 16 juillet.

(73) - Cf. l'exemple cité de Margaine.

(74) - C XVII, 21 juillet 1929.

VIe PARTIE - Chapitre II - Section I

Notes (1) - Maurice Privat, Les heures d'André Tardieu et la crise des partis, Paris, 1950, P. 19-26.

(2) Par exemple l'historien américain Rudolph Binion, dans Defeated leaders, the political fate of Caillaux, Jouvenel and Tardieu, New-York, 1960. Cet auteur fait agir "de concert" Tardieu et Wendel, et exagère beaucoup leur accord ultérieur, écrivant que désormais "the two were notoriously in touch" (p. 291 et 392-13).

(3) - Sur le rôle de Dubarry, cf Privat, p. 18, et la Volonté, septembre-décembre, passim. Ainsi et par exemple, le 5 décembre, à propos d'un article de Bernus : "Le ton de M. Bernus (...) est le ton normal qu'emploie M. de Wendel depuis plusieurs mois lorsqu'il commente les actes et les paroles de M. Aristide Briand. Les vieux lecteurs des Débats déploreront sans doute que l'esprit de parti et de haine personnelle remplace désormais aux Débats l'esprit critique de jadis..." Wendel avait tancé vertement Bernus - dont il se méfiait beaucoup depuis son attitude de 1924 et son conflit avec Pierre de Lacretelle - à la suite d'un article paru en septembre dans la Revue de Paris. A la suite de quoi Bernus rectifie sa position et rejoint la ligne de Wendel (AFW II 5). On n'étonnerait guère Wendel en lui apprenant que la Volonté est subventionnée par l'Allemagne : voir à ce propos Jacques Bariety "L'appareil de presse de Jacques Caillaux et l'argent allemand 1920-1952", R.H. avril-juin 1972, p. 375-406 (cf surtout p. 385-390).

(4) - F.W. à Nalèche, 13 août. Cf aussi la lettre suivante, datée du 29 septembre : "A l'exception d'un article de Chaumeix et de quelques articles d'Albert-Petit, ce qui a paru dans les Débats ne valait pas grand chose. J'espère que maintenant que les vacances sont finies, le journal saura un peu plus ce qu'il veut..." (AFW II 5).

(5) - C. XVII, 29 août. Wendel écrivait dès le 12 août : "On esquisse toujours la grande idée des radicaux, un rapprochement avec l'Allemagne (à qui on rendra le Rhin) pour faire la nique aux Anglais ! Lorsqu'on aura bien mécontenté ceux-ci, qu'ils soient travailistes ou conservateurs, et affranchi l'Allemagne, on verra ce que rapportent ces flirts avec la Germanie. Les événements s'enchaînent implacablement" (Ibid). Enfin ce commentaire sur la mort de Stresemann, début octobre : "...L'Europe

VIe PARTIE - Chapitre II - Section I

se lamente. Briand va probablement prendre le deuil ! A en croire les résultats, Stresemann devait être un homme remarquable. Je ne crois pas à vrai dire que sa mort empêche l'Allemagne de récolter la moisson qu'il a préparée (C. XVII, 4 octobre 1929).

(6) - Lettre d'orientation à Nalèche citée, 15 août 1929 (AFW II 5).

(7) - C'est ce qui ressort dès le 29 juillet d'une lettre adressée de Hayange à Warren : "Qu'on le souhaite ou non, M. Briand est le Président du Conseil indiqué, pour ne pas dire inévitable (...) Nous ne devons (...) pas perdre de vue que le but des gauches est de faire évacuer la Rhénanie par un ministère de droite, c'est un jeu auquel nous n'avons aucune raison de nous prêter." (ArW III 35 (7). Même son de cloche dans une lettre à Marin du même jour, AFW II 5).

(8) - Lettre citée à Nalèche du 15 août : "Le ministère Briand ne survivra pas à l'évacuation (...). Les modérés naïfs qui ont voté la ratification des dettes et n'ont pas voulu se rendre compte que celle-ci impliquait l'évacuation de la Rhénanie ne voudront pas prendre la responsabilité de cet abandon, et je n'ai pas besoin de vous dire que ce n'est pas sur moi qu'il faudra compter pour empêcher la chute..."

(9) - C. XVIII, 23 octobre. "Le résultat me paraît cependant bon et de nature à arrêter sinon l'évacuation de la Rhénanie, du moins celle de la Sarre..."

(10) - Privat, p. 22.

(11) - C'est l'analyse de Wendel, qui n'est pas le seul à la faire. "Blum en voulant trop bien faire a, je crois, perdu le Cabinet. Désireux de faire sauver celui-ci par les droites, il a réclamé la discussion immédiate de l'interpellation sur l'évacuation de la Rhénanie en déclarant que son groupe voterait contre le gouvernement non parce qu'il évacuait, mais parce que gouvernement de droite ! Immédiatement clameurs à droite dans notre groupe en particulier... Une heure avant 45 députés s'étaient prononcés contre l'évacuation. Nos bons modérés étaient affolés de voter avec les socialistes..." C. XVIII, 22 octobre.

(12) - En juillet, 84 ont voté pour le gouvernement Poincaré dans l'affaire des dettes et 16 contre. A présent, 85 contre 15 (à noter toutefois que parmi ceux-ci ne se retrouvent que 9 des 16 précédents. 6 autres ont

ont fait un va-et-vient) Cf. Le Temps, 22 juillet et 22 octobre pour les dénombrements.

(13) - C XVIII, 23 octobre 1929.

(14) - Les quelques lettres de Wendel conservées dans les Papiers Tardieu (A N, 324 A P 18 et A P 118), datant de 1927 et de 1935, sont de pure courtoisie, et en somme fort distantes.

(15) - C. XVI, 4 mai 1928.

(16) - C. XV, 3 juin 1927.

(17) - C. XVII, 22 octobre 1928.

(18) - En juillet 1932, au moment de la Conférence de Lausanne, Wendel écrit : "On ne sait pas où on va... Pendant ce temps, le chef de l'ancienne majorité est parti pour les Dolomites avec Mademoiselle /Ici le nom d'une actrice connue/. Il paraît qu'un citoyen ayant une autre idée des nécessités du moment lui aurait assez brutalement dit son fait tandis qu'il dînait avec sa dulcinée et un ami dans un hôtel de Lyon où il faisait étape" (C.XX, 4 juillet 1932).

(19) - Du coup les adversaires ironisent en Lorraine sur les contradictions des "maringouins". (Cf. la Démocratie de l'Est, organe local du PDP, 20 novembre 1929). Wendel reconnaît : "Nous n'avons évidemment pas tout ce que nous voulions. Notre vote du 23 octobre /contre Briand/ était un vote de principe, celui d'aujourd'hui n'est qu'un vote politique et qui dit politique dit compromis." C. XVIII, 9 novembre.

(20) - Ibid.

(21) - Le Temps, 9 février 1930. Un seul U.R.D. vote contre.

(22) - C. XIX, 4 décembre 1930.

(23) - C. XIX, 5 décembre 1930.

- (24) - C. VIII, 9 février 1917. Wendel reproche alors à Laval un "chantage ignoble" à l'occasion du débat sur les mutineries (4 juin 1917).
- (25) - René Rémond, La droite en France, 3e ed. 1968, t.I, p. 225, note 17.
- (26) - C. XIX, 8 juillet 1931. "Le petit Laval est populaire" (27 juillet).
- (27) - FW à Georges Mandel et FW à André Chaumeix, 24 janvier 1931, AFW III 36 (8). "Certains s'imaginent que la politique de concentration est plus facile aujourd'hui qu'hier. J'estime que depuis l'évacuation de la Rhénanie, certains différends favorables à la concentration se sont atténués et qu'elle est plus impossible que jamais..."
- (28) - Lettre de F.W. à Émile Buré publiée anonymement par celui-ci dans l'Ordre du 16 mars 1932 sous le titre "Clarté d'abord". Critiqué pour avoir trop mollement soutenu le projet, Buré s'en défend. Wendel n'avait pas prévu que la lettre serait publiée (C.XX, 18 mars 1932). Il précise : "Seules les dernières élections, faites sous le signe du franc à 4 sous, ont constitué une exception à la règle... Il est possible qu'en mettant le franc à un sou, on obtienne à nouveau un résultat analogue à celui de 1928 ; mais vous pensez probablement avec moi que c'est cher..."
- (29) - Pour une analyse détaillée du projet Mandel et ses péripéties, cf. George Sherwood, Georges Mandel and the Third Republic, op. cit. p. 118-128. Après l'échec au Sénat, Mandel tente en vain d'obtenir un nouveau vote favorable à la Chambre en mars. Sur les réactions de Wendel, C. XIX, 14 novembre 1931, C. XX, 19 décembre 1931, 28 janvier, 18 et 24 mars 1932.
- (30) - C. XX, 21 février et 20 avril 1932.
- (31) - Le 16 mars 1923, Marin étant invité à un dîner rue de Clichy, Wendel note : "L'ami Marin avait consenti pour la première fois à ne pas venir à un dîner de ce genre en veston bleu et nous avait honorés de son habit de vice-Président /de la Chambre/" (C. XII).
- (32) - Cf L. Dumont-wilden, Louis Marin, Paris, 1936, 34 p. et Pierre Renouvin, Discours prononcé le 27 avril 1907 à l'occasion de l'inauguration de la place Louis-Marin à Paris au nom de l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, imprimerie de l'Institut, 1907, p. 3.

et enfin Madame Louis Marin, interviews. Marin fit le voyage d'Asie en compagnie de son ami Georges Ducrocq.

(53) - Cité par Georges Hazerand, discours, Quatre-vingtième anniversaire du Président Louis Marin, Paris-Strasbourg, 1954, p. 51.

(54) - Marin se targue de ce chiffre dans une longue lettre de justification et d'explications (15 pages dactylographiées). Ecrite de Bagnoles-de-l'Orne à Wendel le 27 juillet 1938, et qui fournit, comme on le dira plus loin, de précieux renseignements (AMW II 3) - mais comme on le verra pour la Nation, le total est peut-être un peu soufflé : une note /de Guiter ?/ qui date de la même époque (1937 probablement) relève : "Le ministre de l'Intérieur déclare 1°) que nous avons des gens partout, 2°) que nous avons un tiers des départements où nous vivons, un tiers où nous sommes organisés théoriquement, un tiers où nous n'avons rien". (1 à 81).

(55) - Sur Edouard de Warren, des renseignements à partir de certains papiers personnels dans Noëlie Gauthier, Edouard de Warren député de Nancy de 1919 à 1922, mémoire de maîtrise, Nancy, 1968, 145 p. dactyl., et surtout son abondante correspondance avec Marin (AM 257) qui serait précieuse pour une étude politique locale, et où se peint l'homme honnête, fidèle - et fort jaloux de demeurer toujours l'ami le plus proche et le principal confident. Il avait connu Marin au collège de la Malgrange, près de Nancy. Ses lettres commencent d'ordinaire par l'antititre "Vieux frère" ou même "Vieux lapin". Désiré Ferry se plaint beaucoup que Warren soit toujours entre Marin et lui (dossier Ferry, AM 258).

(56) - Victor Ferret à Louis Marin, 25 décembre 1929 : il lui conseille de s'effacer un moment (AM 73 "Crises de la Fédération").

(57) - Dans le cours d'un article très favorable à Marin, Gaëtan Sanvoisin observe : "Il est dépourvu du don d'exposition et de concision ; mais il supplée à ce défaut - qu'il reconnaît - par une abondance de documentation et une verve robuste" ("Les élections et la menace allemande, l'oeuvre de Louis Marin", La Revue hebdomadaire, 27 février 1922, p. 422).

(58) - Interview Geoffroy de Montautembert, 11 octobre 1973. Louis Dumat, député U.M.R. de Paris de 1928 à 1932, m'a confirmé que la popularité de Marin était plus grande auprès des militants qu'auprès des parlementaires (Interview, Nantes, 3 août 1973).

(39) - Wendel lui-même observe en avril 1930, après un accrochage entre Tardieu et Marin portant sur la création d'une Commission des spéculations : "Mon vieil ami a été absurde, sacrifiant tout au désir (car c'est au fond cela qui le faisait agir plus que son instinct soi-disant démagogique) de rester pour les gauches le grand redresseur de torts où qu'ils soient, alors qu'un vieux parlementaire comme lui ne peut ignorer que jamais une Commission des Marchés n'a abouti à quoi que ce soit" (C. XVIII, 11 avril 1930).

(40) - Ici encore on peut citer Berl, ironique : "L'histoire n'a pas connu, depuis Robespierre, une vertu si totale. On se rappelle qu'à la Commission d'Enquête sur l'affaire Oustric/ M. Moret lui-même prenait sous les lorgnons de M. Marin un franc air de crapule. En vain le malheureux balbutiait : "Gouverneur de la Banque de France, directeur du Mouvement général des Fonds... Monsieur Poincaré... Pas de fortune... 3000 francs de dépenses par mois... Ma femme, mes enfants... La dignité de mon existence..." M. Marin regardait le sillage et ne daignait rien voir, que sur la surface de l'onde la vertu déficiente de M. Moret, lequel aurait pu, aurait du, aurait du pouvoir, aurait pu devoir, brei aussi loin de l'honnêteté absolue que M. Briand du patriotisme absolu." (Op. cit., p. 32-33).

(41) - Bertrand de Jouvenel, "Hommage à Louis Marin", La Voix, 1er décembre 1929, p. 5.

(42) - On trouve dans les Débats, début décembre 1929, une polémique sur la discipline des groupes. Louis Marin y réplique au nom "de la conscience qui primera toujours le nombre", à des propos du pasteur Soulier pour qui "le président d'un groupe aliéné en tant qu'il accepte cette charge, sa liberté et devient une résultante, l'expression même de la collectivité" (cf l'Eclair de l'Est, 10 déc. 1929).

(43) - Nombreuses lettres de Guiter à Louis Marin sur l'atmosphère du 36 rue de Varenne, du 15 au 18 novembre, "Tristes jours", et nombreuses correspondances d'approbation et de critiques à Marin, novembre 1929, (LH 73).

(44) - Echo de Paris, passim, 18 novembre 1929 (réplique de Chaumeix inspirée par Wendel, les Débats, 19 novembre). Un écho significatif dans les Ecoutes du 24 novembre : certains membres du groupe reprocheraient à Marin d'être trop influencé par Wendel : "Des industriels si puissants sont dominés par leurs intérêts et on ne sait pas où ils vous mènent."

Cf. aussi ce commentaire de Wendel : "Les gens s'agitent autour de celui que Kerillis appelle avec beaucoup d'exagération le chef d'orchestre invisible, mais qui cependant fait donner le "la" dans les Débats avec une continuité qui commence à porter ses fruits..." C.XVIII, 4 nov. 1929. L'action de Kerillis à cette occasion est replacée dans la ligne de son activité de plusieurs années par Olivier Gaudry, Henri de Kerillis, mémoire I.E.P. (notamment p. 36-37 : l'Echo de Paris publie le 23 novembre une lettre du baron d'Huart dénonçant "tous ces magnats de l'Est qui se moquent de Kerillis et se contentent de corrompre électeurs et élus...")

(45) - C. XVIII, 29 octobre 1925 (cf aussi 24-25 octobre).

(46) - C. XVIII, 12 novembre 1929 ; "Nous sommes d'avis de pousser à la rupture, mais préférons débaucher les autres plutôt que de nous retirer noblement".

(47) - Cf. Débats, 12 et 29 novembre 1929. Défendent notamment Marin le Petit Bleu, "Les difficultés de M. Marin" 17-18 novembre 1929, l'Ami du Peuple de Coty, 18 et 27 novembre et La Croix, 20 novembre 1929. Parmi les adversaires se distinguent, outre Kerillis dans l'Echo de Paris, Urbain Falaize dans Havre-Eclair (16, 17, 19 et 23 novembre 1929).

(48) - C. XVIII, 20 novembre 1929. Marin enregistre cependant en novembre et décembre plusieurs démissions au groupe parlementaire : Henri Anriol de la Haute-Garonne, Louis Nicolle du Nord et surtout Amidieu du Clos de Meurthe-et-Moselle - et au début de 1930, Péchin, Cautru et des Rotours (lettres de démission, IM 73).

(49) - C.XVIII, 14 et 17 janvier 1930.

(50) - Voir l'Echo de Paris, 11 février 1930.

(51) - Déclaration G. Bonnefous, Le Petit Bleu, 14 janvier 1930.

(52) - Brouillon d'un discours de rupture par Louis Marin et note de celui-ci sur la réunion décisive du 14 : "Nous avons appuyé /la proposition Bonnefous-Cautru/ et nous l'avons votée tandis que la plupart des partisans primitifs la rejetaient (...) parce qu'ils en voyaient le danger pour eux-mêmes" (IM 73).

(53) - Guiter à Louis Marin, 21 décembre 1929 et 3 janvier 1930 : Guiter lance l'appel des cotisations de 1930 et s'effraye du flux des protestations et démissions (M 73).

(54) - Ibid, 3 et 6 janvier.

(55) - C. XVIII, 17 et 18 mai 1930. Il est à noter pourtant qu'à l'occasion du Congrès parviennent de nouvelles démissions protestant contre l'hostilité de Marin envers Tardieu. Les lettres témoignent de l'audience trouvée en province par les articles de l'Echo de Paris et de la popularité momentanée de Tardieu dans ce public (M 73).

(56) - L'Impartial de l'Est, 24 mai 1930, (article signé E. Chabanier mais rédigé par Wendel).

(57) - C. XVIII, 22 octobre et C. XIX, 3 novembre 1930.

(58) - Fw à Warren (?), 25 octobre 1930, AFW III 35 (7). Sur cet épisode, la création du P.N.R.S. en octobre 1930 et sur son maigre succès cf Jean Philippet, Les Jeunesses Patriotes et Pierre Taittinger, 1924-1940, Mémoire I.E.P., multig., Paris, 1967, p. 75-77, qui marque bien l'hostilité de Louis Marin à l'entreprise.

(59) - C. XVIII, 17-18 mai 1930. Cf aussi C. XIX, 3 novembre 1930. Cette hostilité de Wendel contre Kerillis montre ce que vaut l'affirmation de telle note de police disant que le premier fournit régulièrement au second de la documentation - reçue de Louis Marin - pour nourrir ses campagnes (PP 2100-1839, dossier Echo de Paris, 22 mai 1931). Wendel ajoute que Finally aussi soutiendrait Taittinger, sa politique ayant toujours été "de donner de l'argent à tous les hommes politiques susceptibles d'en accepter, de manière à être du côté du manche, quoiqu'il arrive" (lettre du 25 octobre 1930 citée).

(60) - Echo de Paris, passim.

(61) - Discours rapporté dans l'Echo de Paris, 9 juillet 1931, avec comme sous-titre "le cas Wendel" (sauf la mention du Duc de Bourgogne, qui est dans C.XX, 8 juillet 1931).

(62) - Ibid.

Vie PARTIE - Chapitre II - Section II

- Notes (1) - André Siegfried, Tableau des partis en France, Paris, 1930, p.182-185.
- (2) - Gaëtan Sanvoisin, article cité, p. 355.
- (3) - La similitude est remarquable avec l'expression de Sanvoisin.
- (4) - C. XVII, 25 juin et 21 juillet. Le 10 juillet, à propos de l'offensive au groupe contre Marin, il flétrit "le procédé de nos boursiers (car ce n'est que cela)".
- (5) - Editorial Chaumeix non signé, 10 juin 1929.
- (6) - L'expression est de l'Ère Nouvelle, 30 juillet 1929.
- (7) - Lettre à Louis Marin, 29 juillet 1929, L.M.113.
- (8) - "Bien que je n'appartienne plus au parti et que je me sois même détaché du régime" (2 août 1929, L.M. 115).
- (9) - Jean Baudouin à Jean Guiter, depuis Louviers, 21 août 1929 (L.M. 73) Baudouin sera bientôt élu vice-président de la Fédération.
- (10) - Jules Monges à Jean Guiter, de Marseille, 16 septembre 1929 (L.M. 73). Sur les propositions faites par tous les correspondants pour l'avenir du parti et le maintien de son unité, voir plus loin.
- (11) - L'Echo de Paris, 6 juillet. Après le vote évoquant la signature des dettes italiennes par Mussolini, Kerillis écrit : "Mussolini préservait le moral de la nation. Ni M. Charles Maurras, ni M. de Wendel, ni M. Daladier, ni M. Léon Blum, ni M. Cachin, étroitement associés pour un jour dans le même effort, ne paraissent avoir songé au moral de la nation !" ("Vision mélancolique sur le champ de bataille", 22 juillet).

(12) - F.W. à Ch. Mascart, à Croissy (Seine-et-Oise), 2 août 1929, AFW III 35 (7).

(13) - Par exemple C.I, 25 décembre 1907 : "la messe de minuit m'impressionne toujours. J'étais très religieux il y a quinze ans et il en reste quelque chose. Mon indifférence actuelle ne va pas jusqu'à la négation. C'est le "que sais-je ?" de Montaigne". Et aussi C III, 18 mars 1912 (à propos de la foi profonde de sa femme manifestée lors d'une opération) : "les mécréants comme moi sont moins bien armés".

(14) - "Maman avait une telle peur de l'emprise /des Jésuites/ que nous y avons, mon frère et moi, pour ainsi dire passé pour la forme et que nous n'avons jamais été, par la confession ni autrement, très soumis à leur influence." (C. XIV, 5 septembre 1926).

(15) - Cf. Emmanuel Beri, la politique et les partis, op. cit., p. 51.

(16) - C. XIX, 9 mai 1931 : "la bêtise des ultraclericaux". Geoffroy de Montalembert, gendre de Wendel, confirme à quel point cet épisode avait marqué son beau-père, et sa rancune durable. (Interview, 11 octobre 1975).

(17) - FW à Louis Narin, 9 août 1924, AFW III 54 (4). Il s'agit de déconseiller l'organisation à Nancy d'une réunion de protestation contre l'introduction de lois laïques en Alsace-Lorraine. "Autant il me paraissait intéressant que des députés et sénateurs de l'Intérieur viennent protester en Alsace-Lorraine contre le manquement à la parole donnée par le Maréchal Foch et le Président Poincaré, autant des réunions de protestation dans les départements de l'intérieur me paraissent inopportunes."

(18) - A propos d'une visite au Père Janvier, O.P. : "Il voudrait que l'on profite du coup de barre à droite donné par la papauté en Italie pour obtenir qu'elle ralentisse le glissement à gauche du clergé français. Il voudrait que les groupements industriels montrent le danger au Pape... Plus facile à dire qu'à faire." (C. XVII, 17 avril 1929).

(19) - C. XVIII, 27 mai 1930 et C. XXII, 9 avril 1934.

(20) - C. XVI, 28 octobre 1927. Cf. aussi au 9 janvier 1927, à propos de l'opposition des P.D.P. à la candidature de Guy de Wendel au Sénat : "Ces gens-là sont fous".

(21) - Cf, sur ce double danger tel que ressenti par wendel, ce récit significatif d'un dîner où il rencontre Mgr Verdier, archevêque de Paris, en 1934. "Son Eminence interrogeant beaucoup, moi assez offensif et pas fâché de pouvoir dire mon opinion sur l'Eglise en France et en Europe depuis quinze ans. Il y a évidemment un gros changement dans les hautes sphères ecclésiastiques. On se rend compte que la politique briandiste a échoué. On ne veut plus avouer qu'on avait partie liée avec les démocrates-populaires et l'on n'est pas bien sûr que la politique ultra-sociale du jeune clergé donne de brillants résultats. L'archevêque a conclu avec beaucoup de sagesse que l'action de l'Eglise devait être avant tout une action morale - et c'était fort bien dit" (C. XXII, 18 juin 1934).

(22) - René Rémond, La droite en France, 3^{ed.}, notamment p. 204-205. Fernand Corcos, Catéchisme des Partis politiques, Paris, 1927, donne le programme de la Fédération, assez flou, pour 1928 (p. 33 à 40).

(23) - Deux lettres de Guiter à Marin datées des 8 et 9 juillet, et cette note amère de Marin annexée : "Marsal a réuni tous les vice-présidents chez lui, à son propre domicile, alors qu'il avait fait toujours partie de l'Alliance Démocratique, et d'autre part que sa Fédération du Massif Central ne s'est affiliée à la F.R. que dans des conditions tout à fait incertaines. Il n'a jamais apporté aucune force au parti et c'est nous, au contraire, qui l'avons mis en lumière" (L.M. 73).

François-Marsal gardait, de son côté, rancune à Marin de son attitude à la Chambre, en 1920, à propos des négociations de Spa (Souvenirs inédits cités).

(24) - Il existe entre Kerillis et lui une antipathie active. On se souvient qu'en juillet 1927 déjà, Kerillis était venu se plaindre à Wendel d'une campagne supposée de celui-ci contre lui - et qu'il n'en avait reçu de démenti qu'accompagné de mises en garde agacées (C. XVI, 1er juillet 1927). Les origines de l'antagonisme sont peu claires : impétuosité de Kerillis, docilité insuffisante aux injonctions ? Incompatibilité d'humeur en tout cas.

Par delà Kerillis, qu'il rabaisse volontiers au rôle d'instrument, wendel vise en fait son patron, Henry Simond, dont il s'était naguère rapproché, mais à qui il ne pardonne pas son attitude de juillet 1926 et de la suite, et dont il méprise les motivations. "/Ti/ a mis en exploitation la patrie, l'autel et l'armée... et les trahit tous (...) lorsque cela peut profiter à son escarcelle..." (C. XVII, 9 juillet 1929). A présent, Simond chercherait, par l'intermédiaire de son "agent"

Kerillis, à organiser le "torpillage" du groupe Marin. Au nom de qui, dans l'esprit de Wendel, et pour quoi gagner ? L'argent américain ? Et lui seulement ? Ce n'est pas clair.

(25) - Cf. les propos de Marin un peu embarrassés dans sa lettre citée plus haut en réponse au pasteur Soulier qui lui reprochait de ne pas se rallier à la majorité et de ne pas accepter d'aliéner sa liberté pour le temps où il demeurerait président, de se faire "une résultante, l'expression même de cette collectivité". Marin réplique : "Chez nous, conformément aux principes du parlementarisme, la conscience primera toujours le nombre /8/. Il y a des groupes dont l'idéal est de choisir comme président des soliveaux ou des paillassons : aucun ne peut, à celui qui le représente imposer le risque de renier, sous prétexte du nombre, ses idées et celles de son parti" (lettre au directeur du Journal des Débats, reproduit dans l'Eclair de l'Est, 10 décembre 1929).

(26) - Bertrand de Jouvenel, "hommage à Louis Marin", La Voix, 1er décembre 1929.

(27) - Emmanuel Beri, La politique et les partis, op. cit., p. 51. Il ajoute "... que M. de Kerillis soutient par ses quêtes et par ses ligues".

(28) - Ibid., p. 36-37. Aujourd'hui encore, à l'extrême-droite, dans la ligne de sa thèse très simpliste, Beau de Lomenie écrit : "Depuis ses débuts, /Louis Marin/ avait été l'agent, l'instrument de Wendel qui subventionnaient son parti pour le neutraliser, pour désarmer les éventuelles revendications des petites gens" (Les Responsabilités des dynasties bourgeoises, t.V, de Hitler à Pétain, Paris, 1973, p. 132; cf. aussi p. 266).

(29) - C. XIV, 23 juillet 1926 "...et que, comme ami, il trouvera difficilement un homme plus désintéressé que son vieux colistier..."

(30) - Gaëtan Sanvoisin, article cité, La Revue hebdomadaire, 27 février 1932, p. 492.

(31) - En décembre 1911, Wendel note après une visite de Marin rue de Clichy : "On lui reproche un peu dans le monde parlementaire d'être un emballé, de trop disperser une très belle intelligence, etc. etc.... Ce n'est pas tout à fait faux, mais il est très plaisant néanmoins et je le crois sûr". (C III, 25 décembre 1911).

(32) - Cité par Pierre Renouvin, Discours..., p. 5. La première citation est tirée de Gaëtan Sanvoisin, p. 476, la deuxième de l'opuscule commémoratif Quatre-vingtième anniversaire du Président Louis Marin, Paris-Strasbourg, 1954. On trouve aussi le reflet de ces sentiments dans Louis Marin, Regards sur la Lorraine, Paris, 1966, 216 p. (ouvrage publié par Madame Louis Marin d'après les notes de son mari).

(33) - Georges Bonnet, interview, 21 juin 1971, qui observait que le fait que Wendel ne songeait guère, visiblement, à postuler un portefeuille ministériel, bénéficiait à ces relations.

(34) - C. XI, 17 octobre 1934, et délibérations du Conseil Général, même date.

(35) - Cf. cette note caractéristique de Wendel, le 22 octobre 1924 :
"Fait rectifier mon vote de vendredi sur l'amendement Marin relatif au vote par procuration. Mon excellent ami a la marotte du vote personnel. Je le crois, moi, impraticable dans une Chambre de 600 membres et de nature à exclure de la Chambre tout ce qui n'est pas politicien de carrière. Marin m'ayant fait voter pour son amendement" /de l'inconvénient de la procuration- "j'ai, pour le ménager, demandé que l'on me porte comme m'étant abstenu..." (C. XIII).

(36) - Petit incident significatif : Désiré Ferry, ministre de la Santé Publique, député lorrain, ancien fidèle de Marin rallié à Tardieu, ayant provoqué une visite de celui-ci pour le 29 juin, Marin et Warren refusent d'être présents, estimant cette manifestation intolérable (il s'agit de parler de "l'outillage économique") 48 heures avant l'évacuation de Mayence. Wendel s'entremet, va voir Tardieu, lui apportant "non une sommation mais une combinaison", et obtient que le Président du Conseil remette sa visite à un mois contre la promesse d'une présence de Marin. "Sur l'expression d'un doute formulé par Tardieu, je l'ai assuré que je saurais bien faire pour lui ce que j'avais fait pour Caillaux en 1925 et j'ai narré l'incident. Je ne lui ai d'ailleurs pas caché que je le considérais comme responsable de la dislocation du groupe Marin inutilement poursuivie par ses prédécesseurs, et que si nous le soutenions néanmoins, cela ne pouvait nous conduire à approuver sa politique extérieure et cela encore moins à Nancy qu'ailleurs..." C. XVIII, 18 juin 1930 (et aussi 31 mai, 7, 14, 20 juin). Finalement Marin, "sanglier entêté", ne vient pas lors de la visite, les 26 et 27 juillet, à la grande fureur de Wendel et au mécontentement de Tardieu (Ibid.).

(37) - C. XVI, 7 octobre 1927. La veille, comme pour confirmer Wendel, Warren écrivait à Marin : "J'attends avec impatience ta conversation avec François : elle est sûrement de conséquence (...) C'est toute l'action politique d'après les élections qui en dépend..." (LM 257). Wendel écrit encore à Warren, le 4 septembre 1930 : "J'ai secondé et je continuerai de secondar Marin, mais je demande à causer et ne peut accepter le système qui consiste à vous demander d'intervenir auprès de moi pour régler certaines questions, au lieu de m'aborder directement". (AFW III 35 (7)).

(38) - C. XI, 3 décembre 1921.

(39) - Louis Marin écrit le 15 mars ¹⁹²⁹ à l'administration des Postes : "Etant donné le fonctionnement actuel du téléphone, je pense, après expérience que le seul moyen de se débarrasser d'un instrument aussi mal géré en France, c'est de ne pas s'en servir ; je vous demande de bien vouloir supprimer mon abonnement à son expiration." (cité par Madame Louis Marin, dans Louis Marin, 1871-1900, homme d'Etat, philosophe et savant, Paris, 1973). Cf aussi Warren à Marin, 10 juillet 1934 : "Je suis furieux. Voici deux fois que je me casse le nez chez toi ! (...) Tu es bien embêtant, comme dit François, avec ton manque de téléphone" (LM 257) et confirmation de cet étonnement irrité de Wendel (C.XVIII, 7 juin 1930).

(40)-C.XX, 21 janvier 1932 (à propos du discours de Marin dans le débat d'investiture de Laval). A rapprocher de C.XVI, 12 décembre 1927 (Banquet de la Fédération républicaine) : "Marin, monté sur une table - et parfaitement naturel je dois dire sur ce socle où je regrette qu'un statuaire n'ait pu le crayonner - a fait un grand discours, heurté, touffu comme toujours, mais plein de flamme. Il parle n'importe comment mais il a du fluide, il entraîne son public fût-il d'un niveau déjà relevé et plutôt réservé comme celui d'hier."

(41) - C. XX, 7 février 1932.

(42) - Voici encore un texte qui, un jour plus pessimiste, exprime une opinion peu différente : "J'aime sa simplicité, son enthousiasme, son ardent patriotisme, son désintéressement, mais quelle que soit mon admiration pour sa facilité, son intelligence, j'ai depuis longtemps perçu les trous de son organisation, son manque d'esprit pratique malgré sa clarté d'esprit, son penchant à abandonner les questions avant de les avoir fait aboutir". C. XIV, 30 août 1925.

VIe PARTIE - Chapitre II - Section III

- Notes (1) - Déposition de Mascuraud à la Commission d'enquête Renaudel (partie non publiée des auditions, archives de la Chambre des députés, XIIIe législature, carton 49).
- (2) - Jean Guiter, né en 1897, grand blessé de guerre, diplômé après la victoire de l'Ecole libre des Sciences politiques, est entré à la Fédération, après un bref stage dans une banque, en 1922 ou 23 et en est devenu secrétaire général le 17 juin 1925, le jour même où Marin accédait à la présidence (biographie à LM 75).
- (3) - Warren qui mentionne ces mensualités au détour d'une lettre à Louis Marin, ne dit pas combien de ses collègues y consentent (11 janvier 1930, LM 257).
- (4) - Note de 1938 (?), LM 81.
- (5) - Lettre de Jean Guiter à Louis Marin du 24 août 1926 accompagnant un rapport au trésorier du parti Jules Pervet (LM 75).
- (6) - Note Guiter de 1937 (?), LM 81.
- (7) - Pierre Albert "La Presse française de 1871 à 1940", in Bellanger, Godechot, Guiral, Terron, Histoire générale de la presse française, Paris, 1972, p. 547.
- (8) - La B.N. ne possède la collection qu'à partir du n° 8 du 1er juillet 1925. Cette année-là, le journal est encore bimensuel.
- (9) - Il le rappelle à Wendel dans sa longue lettre envoyée de Bagnolles-de-l'Orne le 27 juillet 1938 et citée plus haut (AFW II 3).
- (10) - Exactement 11 756 : d'après un compte qui est à LM 81. Sur ce chiffre il faut compter 2 493 abonnés gratuits (dont 521 "presse" et 1972 "personnalités"). Fin octobre le tirage n'était que de 9068 mais la différence s'explique par une augmentation des services gratuits. D'après la lettre Louis Marin du 27 juillet 1938 (p. 8), le tirage atteindrait à ce moment 61 000 exemplaires ! Mais la hausse serait si considérable qu'on a peine à ne pas croire à une faute de frappe (à moins qu'il s'agisse du tirage mensuel).

(11) - Marin se plaint toutefois (Ibid) que si la radio et la presse de gauche et d'extrême-droite citent abondamment la Nation pour approuver ou critiquer, la presse de droite "l'ignore à peu près totalement".

(12) - Ibid, p. 7.

(13) - Louis Marin affirme avoir ainsi donné 1 500 articles "médités et soignés" dans la Nation entre 1924 et 1938, qui "lui ont coûté très cher sur ses propres deniers". Le chiffre de 1 500 - sans qu'on ait fait le décompte exact - paraît très forcé, Marin n'écrivant pas toutes les semaines. Marin précise : "Quand je fais un article à Paris-Soir sur sa demande instante, il m'est payé 1 000 F le surlendemain, dans un journal de gauche, 500 F. Dans quelques rares journaux de droite, 200 ou 150 ou 100 ; dans les autres, rien du tout..." (p. 5).

(14) - Le Canard Enchaîné constitue au moins une autre exception. A la veille de la guerre, la Nation contient 3 ou 4 pages d'annonces.

(15) - Lettre de Bagnoles de l'Orne p. 2.

(16) - On ne possède pas ici de données numériques précises. On a le chiffre de dépenses de 752 237 F pour 1937 - mais non le total du déficit (ibid, p. 6). Une allusion de Louis Marin dans le même document et le rapport de Guiter à Prévot du 24 août 1926 (Ln 75) montrent que depuis le 1er mai 1925 la comptabilité de la Nation est séparée de celle du secrétariat général, mais aussi qu'à cette même date on avait décidé de consacrer tout ou partie du montant des abonnements aux dépenses de fonctionnement du secrétariat - dans un but comptable peu clair. Pour l'exercice allant du 1er août 1925 au 31 juillet 1926, la rue de Varenne a touché de ce fait 15 967 F, soit 7,6 % de ses recettes (rapport de Guiter à Prévot).

(17) - Cf. cette lettre caractéristique de Wendel à Marin datée du 13 août 1927 : "Cher ami, je vous envoie ci-joint, en l'absence des personnalités que vous savez, la somme demandée, mais ne peut m'empêcher de rappeler que rien n'exaspère les hommes d'affaires comme le désordre, et que c'est du pur désordre que d'en être réduit à envoyer un S.O.S. six heures avant une échéance, alors qu'ainsi que le dit votre lettre, le motif de la difficulté devant laquelle on se trouve est vieux de 2 à 3 mois... Aucun de nous ne croit que la Nation peut vivre par ses propres moyens mais une affaire, qu'elle soit bonne ou mauvaise, doit avoir son compte".

bilité en ordre et des incidents comme celui d'aujourd'hui révèlent qu'il n'en est rien..." (Marin ayant apparemment protesté, Wendel lui réécrit cependant le lendemain : "Merci de votre poulet. Vous savez que les grognards ont toujours grogné... mais c'étaient tout de même les Grognards." (AFW II 3).

(18) - "Vous me laisserez dire que des organisations peuvent être gérées de la façon la plus honnête sans que celle-ci soit la plus économique et je citerai comme exemple l'armée dont les officiers ne sont pour ainsi dire pas payés, dont les services sont gérés avec la plus scrupuleuse économie, et dont on peut bien dire cependant que l'on arrive à y faire le maximum de dépenses pour un minimum d'effet utile..." R.W. à Georges Ducrocq, 24 mai 1927, (AFW II 3).

(19) - Note Wendel du 11 août 1937, et lettre à Marin du 14 août 1937 (AFW II 5): "Le mieux serait évidemment d'avoir d'une part un quotidien à sa disposition et de pouvoir d'autre part continuer à faire le "catéchisme" aux militants. Mais la chose n'est pas possible, il faut choisir et j'ai tout de même l'impression qu'entre l'intérêt d'avoir à sa disposition un quotidien qui est resté l'organe des militaires et des catholiques non dévoyés et le bénéfice qu'on peut retirer de la distribution de la Nation, il n'y a pas d'équivalent..." Mais la décision est remise à l'automne et rien ne vient. Dans sa lettre-plaidoyer de juillet 1938, Louis Marin exclut radicalement un tel système.

(20) - Comptes électoraux, LM 81. Certaines récapitulations sont à faire avec prudence. Dans le cas de 1936, l'U.I.E. a distribué de surcroît 1 004 000 F directement aux candidats FR, ce qui ramène en fait au chiffre de 1928. Mais il est à noter que certaines sommes électorales ayant été remises à partir de juillet 1934, en 1935 et jusqu'en janvier 1936, il n'est versé que 1 169 000 F au chaud de la bataille.

(21) - Interview Louis Dumat, Nantes, 5 août 1973.

(22) - Lettre de Bagnoles-de-l'Orne citée p. 3.

(23) - Ibid.

(24) - Association simple selon la loi de 1901, la FR ne pouvait recevoir de dons et legs (interview René Russier).

(25) - Exemples de lettres de ce type en janvier 1936, janvier 1937 et mars 1938, à LM 81, pour réclamer "une sympathie agissante". Guiter projette de l'envoyer à tout le Bottin Mondain (lettre à Marin, 26 janvier 1938).

(26) - Interview René Russier, et interview Marcel Dubois de la Rue, collecteur de fonds de la FR (5 novembre 1971).

(27) - Rapport Guiter à Prévot du 24 août 1926, LM 75.

(28) - La note Guiter citée de 1937 (?) observe : "Pour le budget /de fonctionnement/ nous arrivons à 355 000 F de cotisations et 350 000 F de dépenses environ. Mais il faut remarquer que dans les années qui suivent les élections, les cotisations sont moins fortes et nous n'arriverons guère qu'à 150 000 permanents au maximum. Avec les réserves, nous aurons de quoi étaler jusqu'en juin, et c'est là que commenceront les difficultés".

(29) - Deux lettres de Guiter à Marin, 20 et 24 août 1929 (LM 113 et 75). Il s'agit comme on verra de la suspension momentanée de cette allocation. On apprend aussi qu'au 1er août 1925, la Ligue /Républicaine/ Nationale /de Millierand avait promis de donner 8 000 F par mois - mais cesse ces versements à 19 000 F seulement (rapport de Guiter à Prévot, 24 août 1926, LM 81).

(30) - Copie d'une lettre de Louis Marin à Ernest Billiet, 27 août 1927 (AFW II 3).

(31) - Lettre "S.O.S." de Marin du 31 mai 1937 et copie d'une lettre de Billiet à Rossillion annonçant que cette somme resterait fixe malgré l'augmentation des dépenses - l'U.I.E. désormais n'imprimant plus elle-même le journal.

(32) - LM 81. On atteint ce chiffre en considérant la distinction faite dans les comptes entre "sommes versées par la Fédération républicaine" (227 000 F) et celles dites "affectations spéciales" (1 664 000 F). D'après d'autres indications, il semble que ceci concerne les sommes distribuées par la FR mais avec une répartition convenue entre elle et l'U.I.E.. Encore est-il possible qu'une partie des 227 000 F vienne aussi de l'U.I.E..

(33) - Chiffre également seulement probable et qui est un maximum pour des raisons voisines : sur 805 000 F, 610 000 sont répartis en deux lignes "550 000 F reçus de M. Marin" et "60 000 F reçus de M. Marin par M. Russier", qui peuvent n'être pas entièrement U.I.E.. Le reste est identifié comme de source différente. On verra que cette année-là les fonds secrets de Tardieu viennent à la rescousse.

(34) - Subventions accordées dans la période qui va de juillet 1934 à août 1936 : 1 441 000 F dont venant de l'U.I.E. ("compte L/ouis/ B/illiet/") 1 092 000 F. Encore faudrait-il en fait augmenter le pourcentage si l'on considère que cette année-là 1 004 000 F ont été remis directement, comme on l'a noté plus haut, par l'U.I.E. à des candidats FR. Si l'on réintègre ce chiffre dans le total, le pourcentage de l'U.I.E. sur l'ensemble monte à 86 %.

(35) - Cf par exemple Louis Marin, "le Centre", la Nation, 16 mars 1929 : "Pourquoi les partis modérés n'arrivent-ils pas à se grouper tous alors que d'une part entre eux et les autres le fossé est profond, alors que d'autre part des nuances imperceptibles et souvent inavouées les distinguent ?" Sur le même thème Edouard de Warren (au nom de l'U.R.D.), "Vers une nouvelle Ecole dirigeante" (réponse au comte de Fels), la Revue de Paris, 1er mai 1931.

(36) - Lettres de Guiter à Marin citées plus haut : "Monsieur E.B. a complètement suspendu, malgré ses promesses à M. F. de W., le versement de ses mensualités de 10 000 F à la Fédération républicaine. Il y a là une situation qui, sans être préoccupante pour l'instant, devrait faire l'objet, à mon sens, dès la rentrée de novembre, de nouvelles et très pressantes négociations." 20 août 1928 (LM 113). Nouvelle allusion dans une lettre du 24 août (LM 73).

(37) - On peut le vérifier dans le cas du Comité des Forges, grâce au budget inséré chaque année dans le P.V.C.D.C.F. - et Robert Pinot s'en est expliqué avec clarté ~~renvoyé~~ à la Commission d'enquête Renaudel de 1924-25 : "Lors des dernières élections, un certain nombre d'amis à moi, ont fait appel à mon amitié et à la connaissance que j'ai de leurs intérêts. Ils m'ont demandé si je voulais bien leur servir d'intermédiaire entre eux et les groupements économiques. Je l'ai fait (...) Le Comité des Forges en tant que groupement professionnel n'a rien versé (...) Ce n'est pas ~~des~~ qualités que je l'ai fait. J'ai agi comme si je vous rencontrais dans la rue et que les bras chargés de paquets, vous me demandiez d'appeler une auto..." (p. 176 et 179). Peyerimhoff dit procéder de même pour les Houillères (comme Rouziers

pour les armateurs et Duchemin pour les industries chimiques.) Dans le cas des chemins de fer il y a un intermédiaire supplémentaire : le bureau de "l'Association des actionnaires et obligataires des chemins de fer français", créée vers 1910 (audition Peschaud, p. 150 sq.) et la même distinction est faite à l'U.I.E. où le trésorier ne gère qu'un mince budget de fonctionnement et où Billiet a seul la haute main sur l'essentiel (divers témoignages le confirment à la Commission, notamment celui de Le Poullen, trésorier adjoint de l'U.I.E. (p. 92-102) qui déclare : "Une ligue ne peut avoir vraiment d'activité que si un seul homme s'en occupe, suivant la maxime : "Agir est le fait d'un seul".")

(38) - Cf. notamment la déposition de Peyerimhoff, ibid, p. 190.

(39) - FW à Lambert-Ribot, 30 décembre 1930, AFW III 35 (7). Wendel revient directement à la charge dans un entretien avec Billiet, le 28 février 1931 : "Je pense que /Les campagnes en faveur de la concentration, vont/ cesser. Billiet s'est plaint de l'inexistence de l'Alliance démocratique. Alors pourquoi en fait-il le pivot de son système ?" (C. XIX).

(40) - Sur la lettre S.O.S. du 31 mai 1937, où Marin proteste parce que l'aide de l'U.I.E. pour la Nation ne suit pas la hausse des prix, on lit cette mention de Wendel : "Vu P/eyerimhoff/ et L/ambert-Ribot/, fait le nécessaire" (AFW II 3).

(41) - C.XIX, 24 octobre 1931 (en présence de Tixier, du Midi, Tirard, le ménage Pasquier et Jean Schaeider).

(42) - FW écrivait dès le 21 mai 1932 à Lambert-Ribot : "Nous n'avons aucun motif pour nous laisser trahir comme nous l'avons été pendant les élections par M. Billiet et comme nous le sommes quotidiennement encore par l'Avenir. Il y a là une question qui devra faire l'objet d'une très prochaine discussion au Comité des Forges, car je suis pour ma part parfaitement décidé à suspendre toute subvention de presse, si celle-ci doit servir à l'entretien d'un journal dont l'intérêt est nul, et qui n'a d'autre lecteur que ceux qui le reçoivent gratuitement..." (AFW III 36 (8)). Cf une entrevue avec Tardieu, 18 décembre 1932 : "Tardieu ne veut plus entendre parler de Billiet, je crois qu'il n'a pas tort, mais par qui le remplacer ? Il sera, au train où vont les choses, plus facile d'ici à deux mois de grouper pour une action commune les forces de conservation sociale, mais encore faut-il un agent de coordination, surtout d'exécution". Et au 15 février 1933, : " /Billiet/ n'a cessé de nous trahir

depuis un an, et il a fini par dégoûter tout le monde..." (C. XXI).

(43) - "Nous continuons à le soutenir... faute, il faut le reconnaître, de savoir par qui ou quoi nous le remplacerions" (C. XXI, 23 février 1933).

(44) - L'Avenir disparaît sous cette forme en avril 1933 (Pierre Albert, op. cit., p. 545).

(45) - Renseignement recueilli après les élections de 1932, de la bouche du général Serrigny (C. XXI, 10 octobre et 15 novembre 1933).

(46) - G.XX, 31 mars 1932 (pour les assureurs, les électriciens et Peyerimhoff). Wendel rapporte en même temps qu'il vient d'en apprendre "une bien bonne" sur Peyerimhoff qui lui paraît éclairer ses positions : "Petsche le sous-secrétaire d'Etat à la présidence du Conseil, m'a dit qu'il avait été franc-maçon et de la même loge que Maginot. Cela explique bien des choses et même le déjeuner Maginot de l'automne dernier qui m'avait un peu surpris. Marin l'ignorait." Il est à noter que quelques années plus tard, Bernard Serampuy /François Goguel/ tâchant d'évaluer les liens entre grand patronat et partis politiques de gauche, est beaucoup plus modeste, écrivant : "Je n'ignore pas sans doute que tel ou tel député radical peut être au service de groupements patronaux ; je sais également que le parti de la rue de Valois est en liaison avec des organismes comme le Comité des Assurances. Pour le premier cas, il s'agit de relations individuelles, et dans le second, de contacts avec une organisation plus financière que patronale." Si l'on en croit Wendel, cette appréciation serait trop étroite (Bernard Serampuy, "Le comportement politique du patronat français", Esprit, 1er février 1938, p. 658-659).

(47) - On peut évoquer à ce propos les critiques sévères énoncées quatre ans plus tard par Louis Renault qui reproche à l'U.I.E. son "état de passivité résigné" (note du 23 septembre 1936, citée par Patrick Fridenson, Histoire des Usines Renault, tome I, Naissance de la grande entreprise, 1898-1939, Paris, 1972, p. 259).

(48) - Cf. aussi dans la même ligne la lettre de reproches à Emile Duré, déjà citée, ("Clarté d'abord", l'Ordre, 16 mars 1932). Duré du coup va prendre Billiet pour cible, écrivant un peu plus tard : "M. Billiet va-t-à gauche. Il a cassé beaucoup d'oeufs, il ne fera pas d'omelette" (l'Ordre, 19 mai 1932).

(49) - C. XX, 24 mars 1932 , L'Intransigeant et la liberté, à droite, "trahissent" aussi.

(50) - Louis Marin, dans sa lettre du 27 juillet 1938, a cette phrase sybilline : "la Nation est fortement soutenue par deux amitiés, dont l'une est exclusivement personnelle, et sans foi en nos idées, bien au contraire" (p. 6). L'un des deux noms est assurément celui de Wendel - mais le second correspond bien à Peyerimhoff. Quelques phrases de la correspondance adressée à Marin par Warren - qui lui aussi, on l'a noté, était camarade de collège des précédents (cf Noëlle Gauthier, mémoire de maîtrise cité et Mme Louis Marin, interviews) le font penser : "Je suis inquiet de l'état des esprits, du côté subventions pour la Nation (...), je voudrais parler un peu net à Henry /de Peyerimhoff/ mais il faut qu'au préalable nous en parlions" (22 novembre 1932). Puis : "J'ai vu longuement Henry..., je vais voir François : il faut faire marcher ces féodaux !" (1er décembre 1932). Et enfin : "Je ne puis faire marcher Henry qu'après avoir montré en réglant l'affaire du bail que nous ne sommes pas des gourdes... Je ne sais ce que François te dit, mais d'après ce qu'il me dit, il n'est pas encore très bien disposé..." (19 décembre 1932, M 257).

(51) - Comme l'a noté Pierre Albert de son côté (op.cit., p. 347).

(52) - Wendel règle les loyers arriérés de la rue de Varenne pendant l'occupation (lettre du syndic, 30 mai 1941, ARW II 3 - mais cela n'a plus de portée politique).

(53) - "Considérant pour ma part (...) que je ne saurais puiser à tous propos dans une caisse qui ne m'appartient pas, j'interviens le plus souvent à titre personnel... Cela m'oblige à me maintenir dans des limites plus étroites que ne semble le soupçonner notre ami Laederich". FW, lettre du 28 mars 1933 à un correspondant non identifié, peut-être Guiter, ARW III 36 (9).

(54) - Interviews René Mussier et Marcel Dubois de la rue. René Mussier se rappelle un déjeuner pittoresque avec l'industriel Charles Gervais, "préparé" pour une quête proche.

(55) - Lettre FW du 28 mars 1933.

(56) - C.XX, 31 mars 1932. Les nombreuses citations de Coty insérées en

encadré dans la Nation en 1928-29 et 30 disent la reconnaissance de Louis Marin...

(57) - C. XIV, 14 janvier 1926. La conférence a lieu chez d'Amboix de Larbont.

(58) - "Compte R.G." : 119 000 F sur les 1 169 000 F distribués par la Fédération (in 81). En 1932 on trouve aussi mention manuscrite du nom de Gastambide comme ayant déjà fourni quelque chose.

(59) - "L'une est morte, la seconde a failli, il y a quelques jours, par une exigence bizarre de ses sous-ordres, se brouiller définitivement ; la troisième vivra longtemps et mon amitié le désire sans souci de toute autre considération..." (Louis Marin à RW, lettre du 27 juillet 1930 citée, p. 4). Faut-il compter François Coty dans la liste (ce serait le numéro 1) ? Gastambide pourrait être le second.

(60) - Ceci paraît un peu excessif d'après les comptes recapitulatifs de la période électorale ; mais Marin, pour enrouvoir, assombrît un peu le tableau - et l'essentiel est qu'en effet il ne pourrait boucler son budget sans soutien nouveau.

(61) - C. XX, 31 mars et 1er avril, et 7 avril 1932.

(62) - Comptes pour 1932 : Tardieu donne pour le 2e tour 100.000 F le 3 mai et 50.000 le 6, mais rien n'est indiqué pour le 1er tour, et il est possible que dans les deux lignes "550.000 reçus de M. Marin" et "60.000 F reçus de M. Marin par M. Russier", il y ait déjà des fonds Tardieu (pour atteindre le total de 805.000 F, il faut ajouter "35.000 F reçus de M. Mahieu" (ministre de l'Intérieur) et "10.000 F reçus de M. Marin" (2e tour)).

(63) - Cf cette remarque de Wendel à propos d'un dîner chez lui rue de Clichy, auquel il a convié ses collègues à l'occasion d'un congrès de la Fédération Républicaine : "Le faste des salons second Empire intimide plus mes collègues que les appartements du second étage. C'est trop différent de leurs intérieurs" (C.XVI, 10 décembre 1927).

(64) - Commentaires, 28 avril 1929.

(65) - Discours cité rapporté dans l'Echo de Paris du 9 juillet 1931 "Le cas Wendel".

Vie PARTIE- Chapitre III- Section I

Notes (1) - Elizabeth R. Cameron, Prologue to Appeasement, A Study in French

Foreign Policy, Washington D.C., 1942, p. 152. Du côté des pamphlets - dont s'inspirent souvent ensuite des auteurs plus sérieux - cf aussi Augustin Hamon, Les maîtres de la France, t. II, 1937, les opuscules de René Rodiano, etc...

(2) - Ceci n'exclut pas que Pinot ou Lambert-Ribot aient pu, au nom de la rue de Madrid, avoir des antennes ici ou là.

(3) - Cf cette trace unique d'une intervention de Wendel à la Journée Industrielle, dans une lettre à Pinot du 28 septembre 1922 : "La Journée Industrielle a fait paraître au sujet d'un accord entre la métallurgie allemande et les Métallurgistes français un article tout à fait inadmissible de la part d'un Journal ayant des relations aussi étroites que la Journée Industrielle, non seulement avec les Métallurgistes, mais avec le Comité des Forges, et je vous demanderai de bien vouloir donner une sérieuse semonce à son directeur." (AFW III 34 (5)).

(4) - Nalèche témoigne à plusieurs reprises dans ses lettres à Lebaudy de cette hostilité manifestée aux Wendel par Bernard-Précy - qui n'est chassé du journal qu'en 1932, pour être bientôt remplacé par Gignoux (Pierre Albert, op. cit., p. 494). Gignoux, ensuite, est plus prudent, mais jamais proche des Wendel.

(5) - C. XII, 5 décembre 1923.

(6) - A.G. du 28 octobre 1925, in La Vie Financière du 30 (AN, 65 Aq, U 551).

(7) - C. XVI, 24 mars et 4 avril 1928.

(8) - "Vu Peyerimhoff. Il m'a donné son accord pour l'affaire du Temps mais trouve le prix élevé. Il est entendu que si de Fels et moi levons l'option, on nous reprendra ce qu'il faudra (les Houillères feraient 3 à 4 millions)." (C. XVI, 7 juillet)

(9) - Première mention en 1929 : conversation avec Edouard de Rothschild à ce propos (pas de détails) C. XVII, 24 mars 1929.

(10) - C.XVII, 25 avril 1929.

(11) - Francine Amaury ne mentionne pas l'épisode dans sa thèse sur le Petit Parisien.

(12) - Wendel dit 1 270, Millienne (voir plus bas) 1 269 : les 2 500 actions de capital existent depuis la réorganisation de la société en 1929. A côté d'elles, 2 200 actions de jouissance.

(13) - C. XVII, 2-3, 4 et 18 mai 1929.

(14) - Wendel ne mentionne pas cette précaution dans son journal, mais elle paraît authentifiée par la lettre de Mill publiée ultérieurement par René Millienne dans la Tribune des fonctionnaires (à l'intérieur d'un article de R/Obert/ L/acoste/, le 2 décembre 1955) où Mill admet n'être qu'un prête-nom. Confirmation à peu près de l'opération, des chiffres et du secret longtemps gardé dans le Journal de Jean de Pange qui écrit le 12 février 1955, et c'est pour lui à cette date une révélation : "Lizard raconte que Louis Mill disposait fictivement de 1 269 actions du Temps qui lui assuraient la majorité - payées 24 millions - et qui en fait appartenaient à Wendel et Peyerimhoff. Ecoeurement que cause le capitalisme moderne. Peut-on empêcher ces grandes concentrations de capitaux de mettre la main sur les journaux ?" (II, p. 255). Entre temps les incidents résultant de la mort de Mill ont levé le voile.

(15) - Selon les termes employés par Wendel lui-même, beaucoup plus tard dans une lettre du 4 mars 1946 à Victor Goedorp, ancien journaliste au Temps et auteur d'un livre intitulé : Figures du "Temps", qui lui avait donné en lecture un second manuscrit (AFW II 2). Il s'assure aussi naturellement que la métallurgie ne sera pas trop maltraitée par le Temps...

(16) - Albert Beuve-Méry dit qu'on le murmura à l'époque (Conférence aux Ambassadeurs du 24 mai 1950, Du "Temps" au "Monde" ou la presse et l'argent; Paris, 1956, p. 13). Wendel n'en fait pas mention.

(17) - C. XVI, 24 mai 1928 : "S'il veut faire 6 à 8 millions, on lui devra déjà grande reconnaissance !"

(18) - Cf. les souvenirs de P.B. Gheusi, homme de presse et de coulisses, qui rapporte une conversation avec Poincaré, qu'il situe, sans précision autre, vers la mi-1929. Poincaré lui dit que Coty a offert 25 millions, mais ajoute : "Il veut être le maître absolu - c'est impossible." Gheusi : "Peyerimhoff et l'Union des Mines s'en occupent". Poincaré "Ah oui ! les économistes. Mais ce sont de bons français, un peu réactionnaires peut-être". Le ton sonne assez juste. (Pierre Barthélémy Gheusi, Cinquante ans de Paris, Mémoires d'un témoin (1889-1938), t I, p. 461).

(19) - Il note seulement qu'au moment du débat sur les dettes "il trouve un peu vif" que le Temps attaque Marin et les siens (C. XVII, 28-31 mai 1929)

(20) - on relève seulement sa participation à la réunion de groupe acheteur le 30 novembre 1929 au Comité des Forges pour désigner Joseph Barthélémy comme son délégué au Conseil de Surveillance, C. XVIII, 30 novembre. "J'ai fait écarter d'Ormesson (Wladimir) trop locarniste (sa visite à Berlin en décembre m'a puissamment donné raison, note ultérieure) de même que d'autres écartaient J. Bardoux trop militant. On a finalement désigné J.B., l'ancien député du Gers... à défaut de candidat plus approprié. On a retardé momentanément le choix d'un deuxième mandataire. André Siegfried, dont le nom a été prononcé, est d'un protestantisme bien rigide..." Une seconde rencontre des mêmes, rue de Madrid, le 30 mai 1930, pour entendre Louis Mill parler de ses projets (Mill veut faire passer le journal de 10 ou 12 pages au lieu de 6 à 8 ; Wendel n'est pas chaud, mais cède tout en écrivant : "Le journal est bien assez em... comme cela, et c'est dur d'immobiliser 5 millions pour qu'il le soit encore plus !" (C. XVIII) Et une troisième le 1^{er} décembre 1930 : "Le journal perd de l'argent depuis la gestion de Louis Mill. Il est en régression (...). Circonstances atténuantes : il marche à fond contre la combinaison Steeg..." (C. XIX).

(21) - Le dossier Temps de la préfecture de police ne contient malheureusement rien de notable avant juillet 1931.

(22) - Cf. notamment Charles Dulot, la Lumière, 30 janvier 1932, le récit de la conférence très chahutée de Jacques Chastenot à l'Ecole de la Paix de Louise Weiss, dans l'amphithéâtre Richelieu de la Sorbonne, avec l'intervention de Milliennne, le 30 janvier 1933 (long compte-rendu dans l'Information Sociale de Dulot, 2 février 1933), le nouveau témoignage de René Milliennne cité par Robert Lacoste, Tribune des fonctionnaires,

25 novembre et 2 décembre 1933, et C.H. Vicard, Le mythe de la démocratie (le règne de la presse), Paris, 1933, p. 57. Comme Dulot et Millienne furent congédiés après la crise d'octobre et décembre 1931, il faut tâcher de recouper leur témoignage. Une note de police évoque leur "cabale" contre la nouvelle direction (APP 2100 488, 9 décembre 1931). Cf aussi Beuve-Méry, conférence citée.

(23) - Cf. Dulot, La lumière, article cité.

(24) - Commentaire de Wendel à ce propos : "La transformation de la société en société anonyme est souhaitable, mais moins aimée à réaliser qu'on pourrait le supposer. Nous avons à payer Hébrard, et s'il est facile d'imposer à un gérant largement rémunéré de prendre la suite de Mill, il est plus délicat et à mon avis impossible de distraire une partie des bénéfices d'une société pour solder les arrangements d'un groupe vis-à-vis d'un tiers comme Hébrard..." (C.XIX, 8 octobre 1931).

(25) - Réponse FW à Doumer (polie et dilatoire), 5 septembre 1931, AFW III 36 (8), et C. XIX, 5 et 10 septembre 1931.

(26) - Le soutien de Doumer à Julia est relevé par les Renseignements Généraux. Laval agirait dans le même sens. (APP, 2100 488, Dossier Temps, 30 septembre 1931). Cette note des R.G. présente Julia comme le favori à cette date. Il est vrai qu'une autre note antérieure ne lui accordait aucune chance (9 septembre).

(27) - FW à Tardieu, 5 septembre 1931 (AFW III 36 (8)).

(28) - APP 2100-488, 18 juillet 1931. Le 4 septembre, immédiatement après la mort de Mill, les R.G. donnent deux solutions : 1°) Barthélemy, 2°) Julien Poirier, directeur administratif, Maurice Reclus, directeur politique.

(29) - FW à Lambert-Ribot, 1er septembre 1931, AFW III 36 (8) : "M. Reclus (...) semble jouir à la fois de la sympathie et de la considération générales. Mais j'avoue que je ne le connais que peu et que je me laisse plutôt guider par des on-dit et aussi par le désir d'écarter d'autres candidatures..."

(30) - C. XIX, 24 septembre 1931.

(31) - A noter que Jean de Pange écrit le 21 juin 1932 : " Wendel ayant acheté le Temps..." (Journal, t. II, p. 125 : à propos de renseignements reçus de Philippe Serre sur l'éventualité d'un journal rival fondé par Julot et Millienne). Dans la même ligne, une réponse de FW à un prénommé Jean, qui est de son monde, montre que celui-ci partage la même illusion (AFW III 36 (8)).

(32) - On n'a malheureusement pas retrouvé dans ses archives le dossier Temps qui devait y exister.

(33) - FW à Max Herment du Comité des Assurances, 1er septembre 1938, AFW III 37 (10). (A propos du désir exprimé par Fels et soutenu par Wendel de voir sa Revue de Paris aidée par les groupes représentés au Temps, chacun souscrivant 200 ou 300 abonnements).

(34) - C. XVII, 6 mai 1929.

(35) - C. XIX, 8 novembre 1931.

(36) - C. XVII, 23 mars 1929, 6 avril 1929 et C. XIX, 10 septembre 1931 "Vu Edouard de Rothschild à qui Julia ne plaît pas".

(37) - C. XIX, 8 octobre 1931.

(38) - C. XIX, 20 octobre 1931.

(39) - C. XIX, 8, 10 septembre et 8 octobre 1931. Wendel écrit à Goedorp en 1946 (lettre citée) qu'il ne se rappelle pas "si le Comité des Mouillères a jamais possédé des actions du Temps" - elles seraient en tout cas antérieures à 1929.

(40) - Lettre du secrétariat de Humbert de Wendel à Geoffroy de Montalembert, 25 janvier 1950, (ARWII 8, dossier Montalembert).

(41) - C. XIX, 10 septembre. "Theodore Laurent, pousse évidemment par Brizon, du Crédit du Nord - la finance ! - est pour Julia". (Cf. aussi au 8 octobre).

(42) - Lettre à Goedorp citée.

(43) - APP, 2100-488, 30 septembre 1931, note citée.

(44) - Celui-ci aurait montré beaucoup d'hésitations (Ibid).

(45) - C. XIX, 8 octobre 1931. Le 30 septembre, la note de police citée disait que sur les 5 groupes (?) possédant le journal, 3 soutiendraient Reclus, avec l'appui des missions protestantes influentes au journal (Wendel ne parle pas de celles-ci), 2 autres Julia.

(46) - Aux Ecoutes prétend à tort (24 octobre, p. 6) que c'est Wendel qui a barré Romier avec cet argument terrible : "Pouvons-nous oublier que M. Lucien Romier fut pendant quelques heures le ministre du Trésor de M. Herriot ? Cet homme est un cartelliste ! Il est l'ami de M. Léon Blum et de Daladier !" Note de Wendel en marge de son exemplaire : "Inexact, je n'ai rien dit. J'ai laissé comprendre qu'entre Reclus et Romier, le choix était délicat..."

(47) - Témoignage de Millienne, cité par Vicard, op. cit., p. 57, et C. XIX, 25 octobre, bien conforme.

(48) - Wladimir d'Urnesson évoque cette influence dominante de Peyerimhoff supérieure à celle de Wendel, comme explication de son propre retour au journal peu après le début du règne Chastenet-Mireaux (lettre à l'auteur, 16 avril 1972).

(49) - C. XIX, 14 novembre 1931 et dans la même ligne cette lettre à J. Puech du 3 octobre 1931 : "Je n'exerce pas et d'ailleurs je ne désire pas exercer sur le Temps la prépondérance que l'on croit. Le Temps est et doit rester un journal officieux dont la destinée est de défendre, à condition qu'ils ne soient pas trop avancés, les gouvernements dont les doctrines sont évidemment plus variables que les miennes, et je n'ai pas la prétention de lui faire faire la politique que je crois la meilleure. Je ne peux que rechercher, avec les autres personnes qui s'occupent de ce journal, la formule la plus susceptible de lui conserver son caractère, tout en sauvegardant à peu près son indépendance" (ARW III 37 (8)). Cf. aussi lettre à Victor Goedorp qui demande un secours. 23 avril 1940, (ARW III 37 (11)).

(50) - Interview de Jacques Chastenet, 29 mai 1971.

(51) - Dès le lendemain des élections de 1932, Wendel intervient auprès de la direction du Temps, par l'intermédiaire de Lambert-Ribot, pour protester contre "l'abus de la Tribune Libre" dans le journal : "un journal d'opinion - c'est d'ailleurs l'avis de beaucoup de nos amis - ne doit pas avoir de Tribune Libre ; mais s'il en a une, elle ne doit être ouverte qu'à des gens étrangers au journal, et c'est l'organisation de l'anarchie que d'y laisser exposer successivement, par des rédacteurs attitrés de la Maison, les opinions les plus contraires (...). Nos deux directeurs ont, depuis quelque temps, fait un effort considérable pour réorganiser le journal ; le moment me paraît venu de lui/ un minimum de doctrine..." Wendel affirme cependant dans la même lettre qu'il reste fidèle à sa ligne générale (FW à Lambert-Ribot, 21 mai 1932, AFW III 36 (8)).

(52) - Une note de police, datée du 14 mars 1932, est intéressante, parce qu'elle évoque à juste titre les dissentiments qui existent entre Wendel et Peyerimhoff, mais en exagère la portée pratique au journal. Il y a accord, explique-t-elle, entre les deux Comités, sur l'indépendance à laisser au Temps en politique étrangère, mais désaccord sur l'intérieur. Les Houillères voudraient que le Temps, en liaison avec Tardieu, gardât la tradition Hébrard "en ménageant les hommes politiques susceptibles d'être demain à la tête du gouvernement". Les Forges souhaitent au contraire une offensive très violente aux prochaines élections contre les leaders des partis de gauche... (APF, Dossier Temps, 2100-488).

(53) - Le gouvernement lui-même est mal informé, car la police s'y trompe. Le 18 décembre 1933, une note affirme que "le Comité des Forges a racheté à la Société des Houillères toutes les actions qu'elle possédait" et qu'il serait à présent détenteur de 80 % des actions. C'est tout à fait contradictoire avec les affirmations ultérieures qu'on a citées de Wendel et qui paraissent sincères.

(54) - Lettre sans signature du 5 décembre à Hébrard, à en-tête du 7, rue de Madrid, et évoquant un entretien récent de ce dernier avec Lambert-Ribot, et l'article de Robert Lacoste cité.

(55) - AN, 65 AQ, U 351.

(56) - Cf. dès le 24 octobre, l'Humanité : "Le Temps, c'est de l'argent. Les Comités des Forges et des Houillères ont désigné le directeur du Journal libre".

(56 bis) - Dans ses mémoires parus après la rédaction de ces pages (Quatre fois vingt ans, Paris, 1974, 556 p), Jacques Chastenet n'apprend à peu près rien de neuf sur l'épisode. Il confirme avoir reçu l'appui chaud de Peyerimhoff, auquel s'est joint celui de son ami de longue date Max Hermant, président du Comité central des Assurances. Il répète d'autre part ce qu'il m'a affirmé en 1971 quant à l'absence d'intervention de Wendel auprès de lui, par la suite (pp. 180-183).

Vie PARTIE - Chapitre III - Section II

Notes (1) - A l'Eclair de l'Est qui bat de l'aile en 1925, Wendel donne à cette date un premier soutien financier important et vient encore plusieurs fois, par la suite, à la rescousse. Le journal survit jusqu'à la guerre avec un tirage de 30 000 exemplaires en 1939. A l'Impartial de l'Est, les tractations avec la famille Hinzelin entreprises dès avant la guerre, n'ont abouti qu'en juillet 1921, à la constitution d'une nouvelle société où Wendel et Matin ont une influence dominante. Mais le journal décline malgré les sommes engouffrées (Wendel y a dépensé 1,5 million entre 1921 et 1930, lettre à D. Ferry, 10 mai 1929, AFW III 35 (7)) et il y liquide ses intérêts à la fin de 1932 (C. XX, 7 novembre 1932). Désiré Ferry tente alors de ranimer le titre, mais celui-ci disparaît définitivement en 1937 (cf. Pierre Albert, op. cit., p. 614). A noter enfin que dans cette circonscription, Wendel fait vivre un petit hebdomadaire électoral, l'Avenir de la Vallée de l'Orne, jusqu'en juin 1933, date à laquelle, passant au Sénat, il le laisse mourir.

(2) - Dans le cadre d'une enquête sur "les maîtres de l'opinion" Georges Charensol donne en 1932 ce croquis de la maison de la rue des Prêtres Saint-Germain l'Auxerrois : "Elle est curieuse non seulement par la puissante tradition qui y règne, mais à cause aussi de l'aspect de ces lieux où passèrent tant de figures légendaires, et où, depuis elles, rien n'a changé ; l'antique escalier de bois, la salle de rédaction, les minuscules cagibis où se retirent les collaborateurs pour travailler sont exactement ce qu'ils étaient il y a deux siècles et les blessures des murs se dissimulent derrière d'innombrables gravures anciennes qui constituent une vivante histoire de la presse française." Une interview de Nalèche dans le même article apporte peu de choses : "Notre but n'est pas de plaire à un vaste public mais de satisfaire le public cultivé." En effet. (Les Nouvelles Littéraires, 25 juin 1932).

(3) - Diverses lettres d'admonestation sur des points de détail ou de doctrine (AFW II 5). Le journal lui a semblé un peu mou contre les accords de la Haye et la ratification du plan Young : "Je me permets", écrit-il à Nalèche le 15 août, "d'attirer votre attention sur les derniers numéros des Débats où l'absence de Chaumeix a été caractérisée par une réapparition des jérémiades chères aux bons bourgeois qui aiment mieux déplorer que prévoir..." et le 31, à Chaumeix : "Que se passe-t-il aux Débats ? Je n'y trouve que de la guimauve..."

(4) - C. XVI, 29 mai 1928, lettre de FW à EN le 27 mai 1928 et réponse

résignée du même, 29 mai : "Je prendrai le premier tournant pour sortir /du syndicat/ même si, je crois, mon initiative paralyse la folle initiative qu'il allait prendre /contre Coty/..." (AFW II 5) la démission est effective en juillet, et Wendel se réjouit que sa pression sur Nalèche soit restée secrète, (puisque même ignorée des Écoutes). Il ne tient pas à "ameuter la presse contre lui". C. XVI, 9 juillet et C. XVII, 20 septembre 1928.

(5) - 11 mai 1928, "Les Débats vont mieux, mais coûtent toujours" (C. XVI)
24 mai 1929 : "Le journal marche mieux" (C. XVII).

(6) - Oraison funèbre par Wendel : "Un garçon droit et sûr. Une perte pour les Débats dont il avait entrepris la réorganisation avec Ghaumeix et moi". Pour l'histoire aussi, cette mort est une perte, mettant fin à la si précieuse correspondance de Nalèche.

(7) - Note FW à Edouard de Rothschild, 19 mai 1930, AFW II 5, et C.XVII même date.

(8) - C. XIX, 13 Février 1931 : "Au fond, tout le monde voudrait que l'on dise "amen" à tout. J'ai déclaré que le Temps était là pour cela et que si le journal pouvait observer une certaine réserve dans sa chronique financière, il ne pouvait approuver en troisième et quatrième page ce qu'il critiquait et continuerait à critiquer âprement en première page..."

(9) - Cf note Nalèche sur les finances du journal, 5 p. dactyl., décembre 1927 et réponse de FW : "Je crois comme vous qu'il y a beaucoup à faire du côté de la publicité financière..." (AFW II 5). mais les clients se sont effarouchés...

(10) - C. XIX, 28 février : "Il n'y a pas de raison que les Houillères ne fassent rien alors que nous intervenons si souvent dans des affaires qui cependant ne nous intéressent pas du tout..."

(11) - Jean de Pange, apportant aux Débats un article de Lyautey, est ainsi sollicité par Nalèche et s'en étonne un peu : "Vous qui vivez dans un milieu très relevé, ne pourriez-vous pas me trouver un commanditaire pour 5 à 6 millions ?" (25 mai 1931, t. II, p. 36).

(12) - Pour des détails sur cette affaire, voir aussi, avec prudence, le Crapouillot, n° 35, novembre 1956, "Grandeur et décadence de François Coty" (p. 38-45) et surtout Alfred Kupferman, François Coty journaliste et homme politique, thèse de 3e cycle, dactyl, 327 p., Paris, 1965, passim.

(13) - La première réaction est significative, très favorable : Il dit à Nalèche "qu'en accueillant à bras ouverts cette bienfaitrice" (C. XIX, 23 octobre 1951).

(14) - Sur sa biographie, le témoignage de Christiane Coty, sa fille, dans Kupferman, p. 18.

(15) - Notes manuscrites FW sur sa "visite rue L.", AFW II 20, et C. XX, 19 décembre 1951. "Très contents de la tenue du journal, / Les Rothschild/ recommandent la prudence et m'engagent à dénicher ce que veut être Le Baron ou les gens qui la poussent. Ils feront d'ailleurs ce que je voudrai ". Wendel y revient cependant quelques jours plus tard en écrivant : "Ed. de R. et Goutte (...) me recommandent la prudence... - sans cependant offrir des concours supplémentaires de nature à diminuer l'intérêt de l'intervention de l'ex-Madame Coty" C. XX, 25 décembre 1951.

(16) - C. XX, 19 et 25 décembre 1951 : "Seul le souvenir de son fils mort récemment, qui y collaborait activement, le rapproche du journal."

(17) - FW à Nalèche, 25 décembre 1951.

(18) - C. XX, 15 décembre 1951. "A-t-elle un but ? Elle affirme que non et a l'air sincère. Veut-elle se rapprocher d'un milieu sympathique à des idées en somme assez voisines de celles de son ex-mari et cependant indépendant de celui-ci ? C'est possible..."

(19) - Lettre à Nalèche citée : "Il s'est borné à me dire qu'il ne saurait accepter un mandat impératif, ce à quoi j'ai répondu que j'en étais convaincu, mais qu'au-dessus du Conseil il y avait la majorité des actionnaires et qu'à un moment donné, celle-ci était maîtresse. J'ajouterai (...) que Duchemin ne m'a pas caché qu'il n'était pas entièrement d'accord avec notre politique, ce que je savais déjà, et qu'il n'était pas absolument nécessaire de me répéter au cours de notre conversation" (AFW II 20).

(20) - "Un homme d'une cinquantaine d'années se présentant assez bien..."

(21) - C. XX, Noël 1931.

(22) - Les actions C peuvent être au porteur, les actions B sont forcément nominatives.

(23) - 77 416 au groupe, 40 000 à Madame Le Baron, et 31 802 au "flottant" des petits porteurs partiellement inconnus, soit un total de 149 218 donnant une majorité absolue de 74 609. Madame Le Baron propose d'acheter les actions nouvelles à 170 F avec prime sur le nominal qui est de 120 F, d'où le chiffre de 40 000. (Note FW, 17 décembre 1931, AFW II 20).

(24) - Ibid.

(25) - Soit dans le même ordre, 29 836, 40 000, 17 692 voix, un total de 87 518, une majorité absolue de 43 759. Il suffirait à Madame Le Baron de trouver 3 759 actions dans le "flottant" pour se rendre maîtresse du journal. (Ibid.).

(26) - C. XX, 25 décembre 1931.

(27) - Toujours en 1935 : 39352, 40 000, 20 506 voix, un total de 99858, une majorité de 49 929.

(28) - Note manuscrite Wendel, AFW II 20.

(29) - FW à André Chaumeix, 9 janvier 1932, AFW II 20.

(30) - Léon Cotnaréanu à François de Wendel, 19 janvier 1932, AFW II 20.

(31) - En effet, si Mme Le Baron pouvait faire acheter par le syndicat toutes les actions du flottant (ou même seulement une grande partie d'entre elles), étant donné la répartition proportionnelle prévue, elle transformerait sa majorité relative en majorité absolue. Wendel n'explicite pas ce raisonnement, soit qu'il lui ait échappé, soit qu'il l'ait jugé

invraisemblable, étant donné la fidélité de nombreux petits porteurs, soit plutôt qu'il n'ait pas éprouvé le besoin de le coucher par écrit.

(32) - "la réaction /de mes amis/ a été celle que j'attendais. On m'a dit : nous sommes entre amis, nous travaillons d'accord parce que nous sommes entre amis et que nous pensons de même sur la plupart des points. Il n'y a pas d'intérêt à aliéner notre indépendance et à nous obliger par contrat. Si jamais il y avait désaccord, l'existence d'un contrat ne ferait qu'aggraver les difficultés au lieu de les apaiser" (FW à Cotnaréanu, 21 janvier 1932, AFW II 20).

(33) - Texte soumis à Cotnaréanu le 29 janvier 1932 (AFW II 20). Seule concession mineure de Wendel: il acceptera de limiter à 50 % une possibilité de rachat qu'il avait prévue avant cette conversation pouvoir être totale (correction manuscrite sur son double), expliquant un peu plus tard : "Je reconnais volontiers qu'ayant fait un gros effort initial, Madame L. B. ne /veuille/ pas voir réduire sa minorité relative par la souscription intégrale par nos groupes des tranches restant à appeler, d'où l'idée de limiter notre droit de reprise à 50 %, ce qui ne modifie pas les positions acquises" (Lettre à Cotnaréanu, 5 février 1932, AFW II 20).

(34) - Lettres FW à Raoul Baguenault de Puchesse et à Nalèche, 29 janvier 1932, AFW II 20, et C. XX, même date : "N^e visite de M. Cotnaréanu. Paris vaut bien une messe ! Je crois que nous allons aboutir et que je vais avoir raison de ce roumain mâtiné de juif dont il est assez difficile de déterminer les mobiles. Il est aimable, mais long..."

(35) - Cotnaréanu à FW, 3 février 1932, pièces jointes (AFW II 20).

(36) - FW à Cotnaréanu, 5 février 1932 (AFW II 20).

(37) - Actes sur papier timbré signé par les partis, exemplaire de Wendel, AFW II 20.

(38) - Les 40 000 actions seront payées au pair à 120 F, et non comme prévu d'abord avec une prime de 50 F sur le nominal les menant à 170 F. Cotnaréanu écrit à ce propos significativement : "Je saisis l'occasion pour vous donner l'explication que je vous dois : c'est moi qui avais pris l'initiative de proposer le paiement d'une prime sur le nominal de l'action, lorsqu'on avait envisagé la remise d'un nombre d'actions qui

donnait la majorité /relative/ à Madame Le Baron. Cette possibilité de majorité se trouvant écartée, et afin de lui faire accepter entièrement les termes de vos propositions, j'ai suggéré à Madame Le Baron de revenir simplement au prix de l'émission au pair". (L.C. à FW, 17 février 1933, AFW II 20).

(39) - C. XX, 18 février 1933.

(40) - Lettre de Mme Lebaudy jointe à la convention du 23, AFW II 20.

(41) - On fête l'accord le 1er mars au cours d'un déjeuner chez Mme Le Baron. Wendel note à ce propos : "Reste à voir la réaction de Coty, lorsqu'il saura que son ex-épouse entre au Conseil du journal. Il faudrait, et je l'ai dit à Mme L. B., éviter d'avoir un éclat avant les élections" (C.XX). Mais en fait Coty est déjà trop touché pour que sa réaction soit inquiétante.

Vie PARTIE - Chapitre III - Section III

Notes (1) - Wendel reconnaît lui-même tristement "l'indifférence de l'opinion" C. XVIII, 22 mars 1930.

(2) - Et le plan Young lui-même, globalement, est voté par 545 voix contre 40. Wendel vote contre dans les deux cas. Il a un peu hésité en craignant des représailles sur Frédéric-Henri et Hamn : "Je me suis demandé s'il ne vaudrait pas mieux m'abstenir que de me livrer à un affrontement de principe sans conséquences pratiques puisque le vote était acquis. J'ai finalement considéré qu'il valait mieux ne pas céder devant les attaques et qu'avec les Allemands surtout une attitude ferme était plus de nature à vous assurer leur respect qu'une capitulation partielle (et puis le coeur a des raisons)." C. XVIII, 30 mars 1930.

(3) - C. XVIII, 22 mars 1930.

(4) - Cf. des propos tenus à Michel Nissoffe au même moment, explicitant la position de Wendel : "Desir de sauvegarder ma position personnelle dans la question du plan Young, mais aussi de ne pas renverser Tardieu. Intransigeance au contraire pour la question de la Sarre..." (C. XVIII, 21 mars).

(5) - Discours à l'inauguration du monument aux morts de Mont Saint-Martin, 26 septembre 1926, AFW I 1 et C. XV. L'Entente internationale de l'Acier naît difficilement le 30 septembre.

(6) - Le groupement est fondé par le général Maugas : on l'appelle parfois au quai d'Orsay "groupement Maugas".

(7) - Laurent est président du Conseil de surveillance des Forges et Aciéries de Dilling. Sur l'attitude des milieux sidérurgistes, on trouve selon des renseignements sûrs, du moins quelques pistes de recherche dans le Crapouillot, "La vérité de la Sarre" /1934/.

(8) - Cf. pour des détails géographiques, Robert Capot-Key, La région industrielle sarroise, Paris. 1954, p. 276.

(9) - Pour des détails juridiques, cf. la thèse de Georges Passe, Le plébiscite de la Sarre, Paris, 1935, et Sarah Wambaugh, The Saar Plebiscite, Cambridge Mass, 1940.

(10) - Cf. Weill-Raynal, t. III, p. 522, et papiers de Stresemann, t. III.

(11) - Première réunion le 26 septembre. Le dossier ^{est à} AE Z 929-38 (cf. aussi sous commission des mines, 38 B).

(12) - Le Populaire, 15 janvier 1935, p. I (non reproduit dans l'Oeuvre de Léon Blum). Blum ajoute : "Si le plebiscite de janvier a lieu dans des conditions si périlleuses pour la paix, c'est leur fait et c'est leur faute". Cf. aussi Jacques Kayser, la lumière, 26 janvier 1935 : "Il faut rappeler les thèses de nos nationalistes sur la Sarre pour en mesurer la stupidité", et Weill-Raynal, p. 523, III.

(13) - La note adressée à la sous commission des Mines, le 26 octobre, par le Comité des Forges, n'évoque pas la question des sociétés franco-allemandes, sinon par une très vague allusion (AE Z 929 38 B, p.153-178), et les procès-verbaux de la Commission de direction portent trace de l'opposition Laurent-Wendel, de la façon voilée qui y est habituelle (PVCDGF, 21 novembre 1929, p. 3 : "Il reste bien entendu, quelle que soit l'opinion des uns et des autres sur l'amodiation éventuelle des mines de la Sarre, tous les intéressés seront, en cas d'amodiation, appelés à y participer"...)

(14) - Devant le groupe de l'Est de l'Association des Anciens élèves de l'Ecole des Mines qu'il reçoit à Mayange, le 29 septembre (C. XVIII). Il précise toutefois que si la capitulation se faisait tout de même, il n'admettrait pas qu'on laisse aux Allemands les avantages politiques et en plus le bénéfice d'une frontière économique ouverte du côté de la France. "J'ai réclamé la barrière douanière, s'il devait y avoir barrière politique. Tout ce qu'on pourra faire, c'est de réserver un régime spécial pour les sociétés à capitaux en majorité français engagés dans la Sarre."

(15) - Gauvain dans les Débats, novembre 1929 (repris dans Jacques Kayser, article cité).

(16) - Theodore Laurent demande audience à Briand, au nom du groupement

des Français... dès le 18 septembre 1929 (Lettre à AE Z 929-39, dossier général, p. 144-145).

(17) - Il est à noter que cette solution avait déjà été évoquée pendant les conversations de La Haye (cf note AE pour B/erthelot/, 3 octobre 1929, AE Z 929-38 B et dossier général, passim).

(18) - La thèse est exposée à la sous commission des mines par le général Maugas le 1er octobre, et développée par Théodore Laurent lui-même le 10 octobre (Ibid, p. 93-97). Il observe généreusement que certes "des industriels français ne partagent pas son avis sur la participation", mais qu' "il ne voit pas d'inconvénient à ce qu'ils en profitent et se fournissent dans ces exploitations, et ils auront ainsi encore une meilleure garantie qu'avec des mines devenant fiscales allemandes" (p. 94). Chacun des deux camps continue à plaider sa cause en octobre et novembre auprès de la sous-commission, à coups de notes successives.

(19) - C. XVIII, 8 octobre 1929.

(20) - Compte-rendus de la Chambre de Commerce de Meurthe-et-Moselle pour 1929, séance du 8 octobre, p. 257-259, et lettre de Théodore Laurent rectificative au compte-rendu, séance du 12 novembre, p. 291-292 (Archives de la Chambre de Commerce).

(21) - "L'industrie minière et métallurgique de la Moselle et la question de la Sarre", exposé de M. H. W., président de la Chambre de Commerce de Metz, et du même "Les houillères lorraines et la question sarroise", 15 et 6 p. dactyl., AE Z 929 38, p. 26 à 46. Ces notes se bornent à souhaiter des aménagements douaniers au profit des entreprises françaises de Sarre, en cas de fermeture de la frontière entre Sarre et France. H. W. est entendu par la sous commission des Mines le 1er octobre (ibid.. p. 77-79).

(22) - CR, 8 octobre, p. 259-261, et pour la citation, C. XVIII, même date.

(23) - CR, p. 261-265 : le vœu proclame toutefois en introduction préférer à tout le statu quo, et lettre de Laurent citée, p. 291-92, protestant contre une formulation élaborée après son départ et qui peut paraître exclure sa solution. Le vœu est enregistré par la sous-commission des Mines de la Commission interministérielle ad hoc (AE Z 929 38, .., 80-81).

(24) - C. XVIII, 18 avril et 8 mai 1930. Wendel lui en veut beaucoup.

(25) - Cf. Peyerimhoff "Sarre et Moselle", 18 p. dactyl., (Souvenirs inédits cités). Sarre et Moselle a été remise en 1919 aux houillères sinistrées du Nord et du Pas-de-Calais à valoir sur les dommages de guerre. La bande de Carlsbrunn apportait "700 hectares puissamment minéralisés qui doubleraient sans effort l'exploitation de notre grande fosse" (p. 6). On constate qu'au moment de La Haye Peyerimhoff a rappelé à l'oucheur l'importance de Sarre et Moselle et de Moselle et suggéré même qu'on tâche d'obtenir "la cession pure et simple à la France de ces deux enclaves qui ne doivent guère représenter plus d'un millier d'hectares". Et il précise dans une lettre manuscrite à Corbin, accompagnant un double de la première : "Je serais surpris que dans l'hypothèse d'un règlement amiable, les Allemands tiennent tête sur cette question de peu d'importance pour le gisement sarrois dont les réserves sont très considérables et qui en présente au contraire beaucoup pour les demi-désertés du charbon que le démiurge a fait de nous..." (AE Z 929-39, dossier général, vol. I, p. 22 à 24).

(26) - Voir note de Wendel ci-dessous.

(27) - Le Creusot participerait pour une consommation de 75 000 tonnes de charbons gras et 75 000 tonnes de charbons flambants, et en avise le groupement Maugas, qui se hâte de répercuter la nouvelle à la sous-commission interministérielle des Mines (24 novembre 1929, AE Z 929-38, p. 213). Au même moment, une note des Relations Commerciales à Berthelot, datée du 25 novembre, note que le groupe Maugas "développe très favorablement" son entreprise. "La participation française qui ne semblait pas devoir atteindre 4 millions de tonnes, paraît aujourd'hui dépasser 6 millions, c'est-à-dire la moitié de la production du bassin". (Ibid., 929-39, dossier général, vol. 2, p. 151).

(28) - "On serait trop heureux dans certains milieux d'opposer l'industriel à l'homme politique (...). Il est très peu probable que /les Allemands/ acceptent un découpage des houillères fiscales en faveur de sociétés soi-disant internationales. Pourquoi nous diminuer, alors que nous avons dans cette affaire une attitude à laquelle tout le monde rend hommage ?" (C. XVIII, 11 avril 1931. C'est l'ami Serruys qui presse les Wendel de s'engager).

(29) - Commentaires, fin octobre 1929.

(30) - Il s'en plaint à Tardieu et lui déclare que Briand se conduit "comme un saligaud" en racontant cela partout. Seul intérêt en Sarre : l'amodiation de Grande-Rosselle "qui devrait au contraire nous rendre favorables à toute espèce de négociations..." Wendel précise ailleurs à ce propos : "Les Allemands sont évidemment prêts à reconnaître les amodiations et nous bénéficierons automatiquement des dispositions prises pour Sarre et Moselle" (11 avril).

(31) - C. XVIII, 7 et 25 novembre 1929.

(32) - Note personnelle sur la Sarre, 13 décembre 1929.

(33) - Ibid.

(34) - Conclusion d'une longue conversation avec Sainte-Claire Deville, un ancien camarade de l'Ecole des Mines, directeur administratif des Mines de la Sarre (C. XVIII, 8-10 mai 1930). Wendel s'inquiète de l'influence sur Fernot d'Arthur Fontaine, "socialisant", qui mène les négociations sur les mines.

(35) - Cf. Jean de Pange, Journal, 5 juin 1930, (p. 304-305) : "François de Wendel (...) admet la prolongation du régime actuel dans la Sarre avec union douanière à la France". Il ajoute : "la Boulaye lui demande s'il ne craint pas que l'autonomisme sarrois soit contagieux pour l'Alsace-Lorraine" - mais l'argument ne paraît pas toucher Wendel qui ne le cite nulle part (même argument dans la bouche de Paul Bastid, Jean de Pange, 19 juin 1934, III, p. 97).

(36) Lettre FW à Désiré Ferry, 4 mai 1930, AFW III 35 (7).

(37) - C. XVIII, 14 mai. "Accueil quelconque, pas désagréable mais air fatigué et ennuyé."

(38) - Propos tenus, notamment le 20 mai 1930, à un dîner devant Paul Reynaud "assez affirmatif dans le bon sens" et Grodclaude, "qui est une bonne gazette" (C. XVIII).

(39) - Lettre de directives à Nalèche du 29 septembre 1929, du 2 novembre 1929 et du 13 juin 1930.

(40) - Chaumeix écrit par exemple dans le Figaro le 14 mai 1930 : "L'opinion française est lasse des réclamations renouvelées, plus lasse encore des sacrifices. Le régime de la Sarre est réglé jusqu'en 1935. A cette époque un plébiscite décidera de l'avenir. Des prophètes assurent qu'il ne nous sera pas favorable. Que savent-ils de ce qui sera dans cinq ans ? Que savent-ils des événements qui peuvent se produire ? N'abandonnons pas la Sarre." (cf. aussi au 21 avril).

(41) - Boissard, chef de cabinet de Laval, le confirme plus tard à Jean de Pange (Journal, 23 novembre 1934, III p. 162). Le communiqué explicatif de Pernot (L'Echo de Paris, 10 juillet 1930) reste beaucoup plus vague.

(42) - AE Z 929 39, dossier général, passim (cf. notamment l'entretien entre Georges Pernot, ministre des Travaux publics, président de la délégation française et son homologue von Simson, 9 avril 1930, vol. 3, p. 198-202).

(43) - Dès la mi-décembre, Peyerimhoff a retiré d'un déjeuner avec von Simson des impressions pessimistes sur l'attitude future du gouvernement allemand en face de la suggestion Theodore Laurent (propos rapportés par Norize, membre français de la Commission de gouvernement du territoire de la Sarre, 12 décembre 1929, AE Z 929 39, dossier général, vol. 2, p. 249). Von Noesch, ambassadeur d'Allemagne, exprime au même moment des réticences sur les négociations (note du 16 décembre, ibid, p. 255). Un aide-mémoire négatif est présenté par von Simson, le 21 janvier (ibid, vol. 3, p. 46 à 54).

(44) - Reichberg avait publié dans la Victoire du 5 février 1930 un article qui proposait création d'une société des mines sarroises dont la propriété serait répartie en trois tiers (industrie lourde française, industrie lourde allemande, etats prussien et bavarois). Inde irae. Cf. l'analyse de l'échec que donne James Donnadieu, "un infructueux essai de collaboration franco-allemande en Sarre", RPP, 10 septembre 1930 (il paraît bien informé) et dans le même sens l'article de Frédéric Ecard, sénateur du Bas-Rhin, "l'aspect économique du problème sarrois" RPP, 10 novembre 1930, p. 169-184.

(45) - Jon Jacobson, Locarno diplomacy, op. cit., p. 129-130, montrant textes à l'appui que la Wilhelmstrasse n'a jamais pris Reichberg au sérieux (il utilise Eberhard von Vietsch, Arnold Reichberg und das Problem der politischen West-Orientierung Deutschlands nach dem n° 1 Weltkrieg, Coblenz, 1958, 270 p.)

(46) - Cité dans une dépêche de l'ambassade de France à Berlin, 2 août 1930 (AE Sarre, Z 929-39, dossier général).

(47) - C. XVIII, 18 août 1930.

(48) - "La vérité de ce que je dis depuis des années finit tout simplement par crever les yeux et (...) le pays commence enfin à s'inquiéter" (Ibid).

(49) - C. XVIII, 19 septembre 1930. Il est à noter qu'aux yeux de Wendel cette évolution justifie son soutien à Tardieu. "Toutes les bêtises susceptibles d'être faites pour l'instant en matière de politique extérieure l'ont été. Inutile de combler la gauche de joie en renversant le Cabinet et en lui permettant de reprendre l'Intérieur..." (C. XIX, 14 novembre 1930)

(50) - C. XIX, 25 mars 1931.

(51) - L'homme est en plein déclin physique, atteint d'urémie. A la Chambre, Wendel le peint "affaîssé, somnolent à côté de son président du Conseil, véritable loque humaine" (C.XIX, 27 juin 1931).

(52) - C. XIX, 7 juillet 1931. Cf aussi C. XX, 2 décembre 1931 (propos similaires tenus à Bailby).

(53) - C. XIX, 10 juillet 1931.

(54) - C. XIX, 13 juillet 1931.

(55) - C. XIX, 12 novembre 1931.

(56) - "Le retour de Londres", Les Débats, 25 juillet 1931 (cf. aussi le 26, ibid., "M. Laval aurait la tête bien peu solide (...) s'il s'imaginait qu'il va réussir en 7 jours ce que la politique de M. Briand a gâché en 7 ans...")

(57) - "Dieu veuille que ce soit la fin d'un règne qui a lourdement pesé sur les destinées du pays..." (C. XIX, 17 novembre 1931).

(58) - C XX, 28 novembre (à propos d'une réunion pacifiste chahuté au Trocadéro, le 27).

(59) - C.XX, 31 décembre 1931.

(60) - La loi est votée à l'unanimité des 479 présents (Le Temps, 13 mars 1932). Xavier Vallat a exprimé les sentiments qu'éprouve Wendel, et pris la même attitude.

(61) - C. XX, 12 mars 1932, et pour un jugement global, l'article de l'Impartial de l'Est du même jour, signé Chabanier, mais dont la fin est reprise telle quelle dans une lettre de RW à celui-ci, datée du 8 mars (AFW III 56 (8)). "Briand disparaît au moment où la vanité de son oeuvre apparaît aux moins clairvoyants (...) Son erreur (...) a été de se laisser un peu enivrer par l'eucens de Genève, et surtout de croire à la théorie des deux Allemagne : l'Allemagne républicaine et l'Allemagne impériale (...) Il n'y a qu'une Allemagne au milieu de laquelle s'agitent comme partout ailleurs des partis dont les tendances s'opposent, mais qui est unanime contre les ennemis communs : la Pologne et la France."

Vie PARTIE - Chapitre IV - Section I

- Notes (1) - "Les adhérents Croix de Feu, candides et crédules (...), eux qui luttèrent contre la ploutocratie, savaient-ils, ces petits employés misérables, ces exploités, ces Français moyens, que M. de Wendel, l'un des inspirateurs de leur mouvement qu'il finançait, puissant maître de forges et représentant typique des deux cent familles, était porteur de la carte n° 13 des Croix-de-Feu ?" (Maurice Thorez, Fils du peuple, Paris, 1937, p. 120-121). Cf aussi l'Humanité, 1934-1939, passim, et note annexe de Jean-Maurice Hermann, rédacteur au Populaire, à Paul Chopine, Six ans chez les Croix de Feu, Paris, 1935, p. 174. Démenti dans la Libre Parole du 1er août 1935 (cité par Chopine, p. 155).
- (2) - Voir les remarques de Serge Bonnet sur "chiffres clés et chiffres ronds" dans le littérature communiste, notamment lorraine (op. cit. p. 400).
- (3) - Cf l'analyse de François Goguel, La politique des partis, t. II, p. 341-344.
- (4) - FW à Lambert-Ribot, 21 mai 1932, AFW III 36 (8).
- (5) - C. XX, 2 mai 1932.
- (6) - FW à Lambert-Ribot, 21 mai 1932.
- (7) - A.D., M.M., 3 M 94, rapport du préfet du 18 avril 1932.
- (8) - 1er tour, Wendel 4 311 voix, Serre 4 255, Louis (S.F.I.O.) 319, Semat (P.C.) 257, Drion (divers) 128, La situation est redressée de justesse pour le second tour; Wendel 4 934 voix, élu, Serre 4 393, Semat 44.
- (9) - D'après Jean de Pange racontant une visite de Philippe Serre chez lui : "Serre considère Wendel comme remarquablement intelligent, mais se demande si son nationalisme n'est pas uniquement dicté par l'intérêt. Je lui affirme le contraire." Journal, 21 juin 1932, II, p. 125.
- (10) - Interview de Philippe Serre, 23 octobre 1971.

(11) - C. XX, 22 mai 1932.

(12) - Ibid. Wendel est persuadé que l'entourage de Briand a beaucoup soutenu Philippe Serre... Il évoque d'autre part une visite qu'il a faite à l'évêque de Nancy entre les deux tours et qui lui paraît avoir porté ses fruits.

(13) - L'entourage de Marin dément qu'il songe à aller "s'enterrer" au Sénat (APP, 31 410, dossier Marin, 3 août 1932).

(14) - Propos cités de Philippe Serre à Jean de Pange : "Wendel/ a failli être battu. Pourtant on dit qu'il ne veut pas prendre au Sénat la place laissée vacante par Lebrun, parce qu'il a la passion de la politique...", Journal, II, p. 125 (22 juin).

(15) - Il faut faire une part à une certaine fatigue physique. Cf. C. XX, 22 juin : "Visite Dr Laubry : tension 15/7. Le second chiffre n'est pas fameux. A suivre. Il m'a tout en me trouvant d'ailleurs assez bien, conseillé d'aller au Luxembourg puisqu'on m'offre d'y remplacer Lebrun... un pied dans la tombe..." Décision prise le 7 juillet.

(16) - Wendel avait d'abord cru qu'il serait organisé une élection partielle. Mais finalement le siège de Lebrun est pourvu à l'occasion du renouvellement triennal qui concerne la Meurthe-et-Moselle. Wendel a fait liste officieuse avec Louis Michel et Mazerand. La majorité absolue étant de 572 voix, Michel en obtient 887 et Wendel 656. Mazerand est battu au second tour par Gaston Rogé. Le 2 avril 1933, Philippe Serre est élu triomphalement au siège resté vacant par 5 847 voix contre 2 701 à Lorentz, candidat soutenu par Wendel.

(17) - "La victoire d'avril 1914 a été la plus grande joie de ma vie, la Chambre a éclairé celle-ci pendant près de 19 ans..." Réflexions mélancoliques au moment de quitter définitivement la Chambre, C. XXI, 28 juin 1932.

(18) - "Maison lugubre", C. XXI, 11 avril 1933, et interview de Geoffroy de Montalembert, octobre 1970.

(19) - Cf. Grosdidier de Matons, t. II, p. 373-382, et C. XX, 19 mai 1932 : "Humbert est assez démoralisé. Il est certain que si de ce côté la situation

ne se dégage pas, il n'y a pas pour moi à hésiter. Il faut aller au Sénat et m'alléger par là du côté politique...". Dès le 31 décembre 1931, il écrivait : "Toute l'ingéniosité des uns et des autres doit s'employer à trouver le moyen de durer plus que la crise. Je mentirais si je ne disais pas que nous comptons bien y arriver. Mais cela nécessite évidemment aussi bien dans nos affaires personnelles que dans celles de la Maison des aménagements auxquels nous ne sommes pas habitués". (C. XX).

(20) - Peschaud, l'homme des Rothschild, pour les Chemins de Fer, est absent pour un motif que Wendel évoque sans le dire (C. XX, 15 juin 1932).

(21) - "J'ai achevé de désoler tous ces braves gens en leur montrant qu'il n'y avait pas à espérer trouver chez les modérés la majorité de rechange nécessaire pour voter la réduction des traitements des fonctionnaires..." (Ibid).

(22) - Entretien avec Tardieu, C. XX, 18 décembre 1932.

(23) - C. XX, 10 juillet 1932.

(24) - P.V. analytique à la Commission des Affaires étrangères, archives de la Chambre, 9 décembre 1932, p. 1). Wendel dit notamment, dans sa ligne de toujours : "Nous nous trouvons en présence de trois systèmes, 1°) la solution américaine : payer, 2°) la solution anglaise : payer sous réserves, 3°) la solution de l'opinion publique française : ne pas payer plus que l'on a reçu. Or nous n'avons rien reçu ! (...) M. Moutet a dit : c'est le meilleur moment pour refuser. Je ne le crois pas ; il n'est pas bon" - fidélité à juillet 29... - "mais plus nous attendrons, plus le moment sera mal choisi".

(25) - C. XXI, 7 mars 1933.

(26) - C. XXI, 13 novembre 1933.

(27) - Notamment E.N.-P.L., 24 décembre 1924 : "F. de W. après m'avoir dit toutes sortes de sottises à propos de Mussolini..."

(28) - Cf. Pierre Milza, L'Italie fasciste devant l'opinion française 1920 - 1940, Paris, 1967, p. 258.

(29) - Camille Cavalier, qui est, sur ce point, dans les mêmes sentiments que Wendel, écrit dans une lettre du 23 février 1926 : "Depuis l'arrivée de Mussolini au pouvoir, je suis devenu un mussoliniste. Mes collègues de l'industrie métallurgique et notamment la rue de Madrid ont haussé les épaules..." (cité par Carol Kent, Camille Cavalier, Pont-à-Mousson, an industrialist of the Third Republic, thèse dactyl. citée, p. 326.

(30) - C. XX, 19 novembre 1932 (à propos du livre d'Emile Ludwig sur le Duce).

(31) - Dossier Taittinger, AKW II 10. Lettre manuscrite de demande d'appui par Taittinger, 9 avril 1928, réponse, et correspondance ultérieure.

(32) - Cf. notamment Philippe Rudaux, Les Croix de Feu et le P.S.F., Paris, 1967, (favorable) p. 45-47 et Plumyène et Lasier, Les fascismes français 1923-1963, Paris 1963, p. 50-51.

(33) - C. XX. Cette courte mention : "Visite du Colonel de la Rocque /sic/ (Croix de Feu, 14, rue de Marignan). Il commence certainement à y avoir de l'inquiétude dans le pays". On remarque la faute d'orthographe sur le nom de la Rocque.

(34) - Emile Buré "L'Heure des Croix de Feu - qu'ils aident désormais Pierre Laval et Marcel Régnier à sauver le Franc", L'Ordre, 15 juin 1935. Buré ajoute : "Evidemment le colonel de la Rocque est méfiant. On lui avait dit, sans doute, que François de Wendel, dont la Maison n'a pas fabriqué de canons depuis la bataille de Wagram, et qui même à cette heure où les usines de guerre sont en pleine activité, souffre de chômage, et aurait ainsi peut-être intérêt à une certaine dévaluation des monnaies, était nationaliste et déflationniste par intérêt. Je serais heureux s'il avait maintenant une toute autre opinion de /lui/..." Wendel confirme la scène avec moins de détails. (C. XXIII, 22 mai 1935.)

(35) - A propos d'une affiche communiste placardée à Paris pour le 14 juillet 1935 et où il est dit que "le Comte de la Rocque était commandité par l'homme qui avait empêché le bombardement du bassin de Briey". Commentaire : "Ce n'est en somme pas plus vrai que la légende sur Briey, mes rapports personnels avec la Rocque et son action sur lui étant pratiquement nuls" (C. XXIII, 12 juillet 1935).

(36) - Cf. Richard F. Kuisel, Ernest Mercier French technocrat, op. cit.

VIe PARTIE - Chapitre IV - Section I

Selon lui, s'il est vrai que Mercier s'inscrivit aux Croix de Feu le 15 décembre 1933, il n'y eut aucun rôle notable et n'apporta aucun subside (pp. 110-111). La thèse du rôle important de Mercier est notamment dans Willard, Aspects du fascisme, p. 209.

(37) - Au même moment la police insiste sur les difficultés financières personnelles de Guy de Wendel, auxquelles elle est très attentive, notant que la famille pourrait en être affaiblie (APP, dossier Wendel 62 738, nombreuses notes 1934-1935, et dossier François de Wendel, 42398). On observe toutefois que ces notes présentent à plusieurs reprises Guy comme le frère de François - ce qui montre avec quelle prudence il faut les utiliser. Guy de Wendel a démissionné de la gérance en juillet 1932 et il quitte bientôt la présidence du Conseil général de la Moselle.

(38) - C. XXI, 5 février 1934.

(39) - C. XXII, 22 mars 1934. Cf. aussi, pour l'Ordre, C.XXIII, 21 mars 1935, 4 mai 1935 (Mercier "arroserait" le journal) et C.XXIV, 8 mai 1936 : Jacques Epstein, directeur administratif de l'Ordre, dit ce jour-là à Wendel que le journal a reçu 500.000 F de Doumergue en 1934.

(40) - C.XXII, 6 août 1934 : "On craint que le journal ne passe à gauche. J'ai confessé mon impécuniosité(..). Nous devons nous dire que l'ensemble des trois frères Wendel est atteint et qu'il faut être prudents..."

(41) - Il faut peut-être voir un signe déformé de ces intentions offensives déçues dans les notes de police qui affirment à tort, le 28 septembre 1932, que Mme Le Baron "a réussi à se procurer un assez important paquet d'actions de la société qui exploite le Journal des Débats, en plein accord avec M. de Nalèche", ajoutant : "Depuis quelques jours son conseiller financier M. Léon Cotnaréanu lui conseille de les vendre à un nouveau groupe qui désirerait transformer les Débats en un grand quotidien du matin, mais M. de Nalèche est décidé à s'opposer à cette transformation". Une autre note du 3 octobre 1932 précise "que Mme Le Baron prétend qu'elle possède maintenant la majorité des actions et que le groupe Wendel-Lebaudy-Nalèche combattrait ses projets de vente" (APP 2100-402, dossier Débats). Il était en fait naturellement impossible, étant donné les chiffres étudiés plus haut, que Mme Le Baron ait pu acquérir sous main la majorité. Il est vrai que sur la question des Débats, les Renseignements Généraux

sont particulièrement mal informés, source donc plus que douteuse. Quand on peut vérifier leurs dires, on constate qu'ils tombent presque toujours à côté (par exemple une note du 27 mars 1935 dit que François de Wendel aurait proposé à Mme Le Baon, ex-Coty, de lui acheter toutes ses actions (APF 42 398, Dossier François de Wendel), une autre du 25 mai 1934, que cet achat aurait eu lieu (APF 2100-402) : pure fantaisie. Le 15 février 1935, on lit que la famille du prince Murat aurait pris une importante participation au journal (*ibid*) : c'est également faux. Et ainsi de suite...

(42) - Pour des détails sur l'opération du Figaro, cf Kupfermann, op. cit.

(43) - Lettre RW à Chaumeix, 28 décembre 1935 (AFW II 19) qui espère encore que Cotnaréanu veut essayer d'augmenter ses avantages, mais croit impossible de le satisfaire, et C. XXI, 18 et 29 janvier : triste confirmation.

(44) - Dépenses et déficit en milliers de francs, 1930 : 3 943 et 950, 1931 : 3 994 et 1 106, 1932 : 4 049 et 1 406, 1933 : 4 105 et 1 447. (Note du journal pour la séance de son Conseil du 24 janvier 1934, datée de la main de Wendel, AFW II 19).

(45) - Note rétrospective de Wendel sur la situation du journal, 8 avril 1935, AFW II 19.

(46) - "la formule Wendel -R.- Lebaudy est une formule paresseuse qui ne durera pas indéfiniment (...) J'ai conseillé la recherche de subventions plus nombreuses et moins importantes que les nôtres (25 000 à 50 000 F) C'est une erreur de laisser s'ancrer l'idée que les Débats sont à moi et qu'il n'y a pas à s'en occuper..." (C. XXII, 14 février), Cf. aussi note RW sur le Conseil du 18 avril 1934, AFW II 19 : "Nalèche ne veut pas comprendre qu'un journal d'opinion ne peut pas espérer recruter des fonds comme un journal d'information auquel les sociétés industrielles et autres peuvent avoir intérêt à apporter de l'argent pour des raisons corporatives. Dans le cas des Débats, c'est avant tout l'opinion politique qui compte, et non pas seulement les intérêts économiques. J'ai fini par dire que l'on agissait comme si l'on comptait que le jour où la caisse sera vide, ce qui sera le cas le 1er septembre, je continuerais à boucher le trou. J'ai déclaré que la chose n'était pas possible, et que la quête devait être faite avant le 14 juillet."

(47) - Remarque faite sous cette forme à propos du Conseil du 18 octobre 1935 (C. XXI).

(48) - 1934 : dépenses, 3 890, déficit, 1 215 (en milliers de francs).

(49) - Le groupe qu'il anime (Wendel, Lebaudy, Rothschild) fournit 750 000 F en 1934 (note FW du 5 mars 1935) et déjà le 29 octobre Wendel a versé 80 000 F à valoir sur 1935... (note de son secrétaire Delage, ibid). Rothschild maintient aussi son soutien pour 1934 (C. XXII, 14 février 1934). Cf aussi une lettre de Chaumeix s.d. /mi-octobre/ au même dossier Débats.

(50) - "L'opinion est encore trop peu alertée et d'autre part les événements vont vite" C. XXII, 1er septembre 1935.

(51) - Edouard Soulier à FW, lettre manuscrite, 18 août 1935 et refus de FW à Edouard Soulier, qui revient en vain à la charge par une nouvelle lettre du 5 septembre (AFW II 12). Sur les intentions de Soulier associé à Jacques Bardoux, deux notes de police des 20 et 21 septembre 1935 qui marquent beaucoup de scepticisme en raison de l'impopularité de Tardieu à droite (sauf à l'Alliance démocratique). PP BA 1586, dossier Tardieu.

(52) - Lettre dilatoire de FW à Maurice Olivier-Demwavrin, qui travaille avec Bucard, 26 avril 1935, AFW III 36 (9) et C. XXII, 1er septembre 1935 sur la visite de Bucard accompagné du même Olivier-Demwavrin.

(53) - Cf. Arnaud Jacomet, Marcel Bucard et le mouvement franciste 1935-1940, Mémoire de Maîtrise, Nanterre, 219 p. dactyl., p. 22. Le manifeste du "socialisme national" paraît en décembre.

(54) - Cf. Max Gallo, Cinquième Colonne, 1930-1940, Paris, 1970, 555p., livre écrit à partir de sa thèse, polycopiée, 1908, "Contribution à l'étude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste dans l'immédiat avant-guerre (1935-39)". Il donne p. 219-220 une lettre adressée à Rome par Amedeo Landini, chargé des travaux de corruption, qui écrit à propos de Bucard : "Je n'ai pas une très haute opinion de son courage politique après les coups qu'il supporta de M. de Wendel du Comité des Forges, mais il a été un excellent soldat pendant la guerre et il est entouré de quelques centaines de têtes chaudes capables de conduire les masses : chose toujours utile quoiqu'on dise" (pas de date donnée) : d'après les archives italiennes microfilmées aux Archives nationales de Washington.

(55) - C. XX, 22 décembre 1932. "Le temps ne tardera pas où le pays réclamera autre chose : la situation financière s'aggrave en effet rapidement..."

(56) - Une note de police datée du 5 octobre 1933, dit que Paul Reynaud aurait cherché à rapprocher Tardieu et Marin en faisant intervenir Wendel - mais en vain, Marin étant irréductible (PP BA 1586, Dossier Tardieu) Wendel n'en fait pas mention - mais en tout cas n'a pas dû être chaud.

(57) - C. XX, 15 décembre 1932.

(58) - C. XXI, 9 juin 1933. "Pas de confiance sans Union nationale. Bouisson n'en a pas convenu. J'en ai profité pour lui glisser que le chef du gouvernement national devrait probablement être de gauche et qu'il n'est pas exclu qu'on ait recours à lui..." Wendel organise alors un grand dîner en son honneur. Convives : M. et Mme Duca, duc et duchesse de Brissac, princesse d'Arenberg (Estissac), marquis et marquise de la Ferrounays, comte et comtesse Stanislas de Castellane, M. et Mme Jacques Bainville, Lambert-Ribot, Chaumeix, comte et comtesse de Luppé, Mandel, comtesse Madeleine de Bryas, comtesse de Ganay. "Bouisson a fait preuve d'un certain courage en venant dîner avec tous ces réactionnaires ! Il a été aimable, mais ne paraissait pas aussi à son aise que je l'aurais cru. Sa femme n'avait pas pu venir..." Wendel en reparle à la fin de l'année : "Mon idée a fait son chemin..." (30 novembre) et va dire à Bouisson au surlendemain du 6 février 1934 que son heure lui paraît approcher et qu'il lui prêterait volontiers son concours à cette occasion..." (C. XXI, 8 février 1934).

(59) - A verser au dossier de l'affaire : d'après notamment Pétin, de Basse-Indre, des interventions ministérielles se seraient produites au début de 1933 auprès de la Caisse syndicale des Forges pour la dissuader de demander le remboursement des Bons du Crédit municipal de Bayonne : Dalinier, Georges Bonnet plus Boyer, du comptoir d'Escompte. D'après des confidences de Paul Baudouin, deux ministres et six députés auraient prié la Banque d'Indochine de souscrire un paquet de bons. Enfin "tout le monde ne serait pas blanc dans le monde des Assurances." (C. XXI, 11, 22 et 28 janvier 1934).

(60) - C. XXI, 28 janvier 1934 : "Mandel (...) croit que Lebrun va charger Daladier de former le Cabinet malgré tout ce que cela peut présenter de dangereux au point de vue extérieur. Mieux vaudrait probablement merriot dont le nom seul provoquerait des émeutes dans Paris : elles clarifieraient la situation..."

(61) - C. XXI, 9 janvier 1934.

(62) - C. XXI, 1er et 5 février 1934. Lescouvé dit le 6 février au soir à Wendel que ces relations seraient imaginaires (Ibid).

(63) - "... autour de qui? Il serait bon de le savoir dès maintenant, mais le fait est qu'on ne s'en doute pas et c'est même ce qui rend les mesures préparatoires difficiles à prendre..." (C. XXI, 5 février, conversation avec Epstein, de l'Ordre).

(64) - Jean de Pange, Journal, 6 février 1934, III, p. 27-28. Il s'agit d'un dîner chez Mme Halphen (Valéry, Lescouvé, Abel Bonnard, Jacques Bainville, etc...).

(65) - C. XXI, 7 février 1934.

(66) - C. XXI, 9 février 1934. A une cérémonie d'anciens combattants, fin avril, Wendel félicite - et remercie implicitement - les auditeurs pour l'arrivée de Doumergue, tout en les engageant à "tourner à nouveau selon la tradition les yeux vers l'extérieur" (Réunion de fanion à la section d'AMC d'Avril, 29 avril 1934, APW I (1)).

(67) - Banquet des médaillés militaires de Briey, 10 juin 1934, APW I 1 (même son de cloche le 29 avril à Avril).

(68) - C. XXII, 22 février 1934 (conversation avec Weygand dont Wendel note : "Il/ n'est pas - je l'ai souvent dit - le futur dictateur. Sa tâche de généralissime l'absorbe et il ne saurait désirer autre chose...")

Vie PARTIE - Chapitre IV - Section II

Notes (1) - C. XIX, 29 janvier 1931. "Mon mandat a été renouvelé pour cinq ans sans encombre. Personne n'a eu l'air de se demander si la loi votée l'an dernier autorisait ma réélection !... Comme le disait je ne sais quel Anglais, "ce qu'il y a de bon dans votre pays et le diffère du mien, c'est que lorsque le Parlement vote des lois stupides, on ne les observe pas, tandis que chez nous on les applique..." Le compliment, comme on voit, est ambigu !

(2) - Le dossier juridique de l'affaire est à ABF, dossier FW, avec une note sur le parti qu'ont pris Moreau au début de 1929, et d'autre part Moret et son sous-gouverneur Fournier en décembre 1930 et janvier 1931. La loi stipule pourtant en son article 88 § III : "sont (...) incompatibles avec le mandat législatif les fonctions de directeur, administrateur, membre du Conseil de Surveillance, gérant ou représentant dans des sociétés, entreprises et établissements jouissant à titre spécial, sous forme de garantie d'intérêt, de subventions ou autres équivalents, d'avantages assurés par l'Etat." Et au § IV : "A dater de la promulgation de la présente loi, il est interdit à tout sénateur ou député d'accepter, au cours de son mandat, un titre ou une fonction l'attachant, dans des conditions analogues à celles indiquées dans le § III, à une société par actions ayant exclusivement un objet financier et faisant publiquement appel à l'épargne et au crédit, sous peine d'être déclaré démissionnaire d'office." Le doyen Lyon-Caen dit, sans être formel, qu'on peut estimer que le § III régit la Banque de France "à raison du privilège d'émission des billets de banque et des avantages divers qui lui sont accordés par l'Etat", et dans ce cas l'incompatibilité est immédiate. Mais à la Banque on décide que le doute pouvant subsister, le § III ne s'appliquera pas rue de la Vrillière. D'ailleurs "en admettant que M. de Wendel tombât sous le coup de l'incompatibilité établie par le paragraphe /III/, ce n'est pas à la Banque qu'il appartiendrait de soulever la question, mais à la Chambre des Députés..." Le doyen Lyon-Caen dit d'autre part que le paragraphe IV doit s'appliquer à la Banque à coup sûr. Mais celle-ci décide en 1930-31 que la formulation particulière de ce paragraphe au début permet de penser "que M. de Wendel étant régent avant sa réélection de député, l'incompatibilité relative se trouve levée et qu'il peut valablement être réélu régent..." Et le tour est joué.

(3) - C. XX, 25 août et 17 septembre 1932. On observe que malgré cette critique, Wendel vote la conversion et blâme le discours de Marin, qui "manquait de tenue : tout en toutant un peu à tout, Marin ne poursuivait à vrai dire qu'un but : flatter la clientèle "petits rentiers" des

modérés, et présentée sous cette forme l'opposition au projet manquait de base et prenait un caractère exagérément démagogique..." wendel cependant conclut, sans s'expliquer : "J'ai voté pour le projet, Marin a voté contre, et il a bien fait". A-t-il jugé qu'en tant que régent il ne pouvait pas paraître jouer la politique du pire ? Pour une analyse critique du projet rejoignant les objections de Wendel, Georges La Chapelle, Les Finances de la IIIe République, Paris, 1937, p. 190-191.

(4) - C. XX, 24 novembre 1932. "Silence du gouverneur : la consigne est de ronfler."

(5) - C. XXI, 3 février 1933.

(6) - Lettre à Edouard de Rothschild du 5 février 1933, AFW III 36 (9).

(7) - Ibid.

(8) - PVCR, 6 février 1933. Wendel avait craint qu'il faille faire des concessions limitées, l'opinion publique étant mal informée et pouvant accuser la Banque de faire de la politique, mais il se réjouit que ses collègues ne les aient pas cru nécessaires - "ayant mangé du lion" C. XXI 8 février 1933.

(9) - Au Conseil du 16 juin 1933, Wendel apprend que le gouvernement se serait du coup tourné vers la Nederlandsche Bank pour lui emprunter quelques millions et précise indigné : "celle-ci ne serait qu'un paravent : le prêteur serait Mannheimer... L'Allemagne, si ruinée, prête à la France !" Il ajoute cependant en surcharge ultérieure : "Plus ou moins exact, M. est devenu un financier hollandais..."

(10) - Cf. le tableau des cours moyens mensuels de la livre à Paris dans les années 30 que donne Sauvy, Histoire économique de la France entre les deux guerres, op. cit., t. II, p. 489.

(11) - C. XXI, 20 juillet 1933.

(12) - Cf. Sauvy, t. II, p. 584.

(13) - PVCR, 1er septembre 1933, et C. XXI, 24 août et 1er septembre.

(14) - Le jeudi 14 septembre, Wendel constate que les sorties d'or dépassent les entrées de 88 millions, et que le bilan ne porte "qu'une diminution de 7 à 8 millions, juste ce qu'il faut pour accuser le coup comme je l'avais - le gouvernement l'a rappelé - demandé l'autre jour" (C. XXI).

(15) - C. XXI, 28 septembre 1933.

(16) - Cette dernière formulation est un peu plus tardive, elle date de la nouvelle alerte de la fin de l'été 1934 (C. XXII, 23 août 1934).

(17) - "Ce que je note soigneusement au cas où /Ils/ nous attireraient un jour des désagréments..." C. XXI, 28 septembre 1933.

(18) - C'est ainsi que le 26 octobre, le Conseil consulté par le gouverneur est unanime à réclamer la publication des chiffres exacts au 27 octobre, "ce à quoi", précise Wendel, "le gouverneur s'est d'autant plus volontiers déclaré prêt que Georges Bonnet, interrogé par lui et désireux de faciliter la tâche du ministre des Finances qu'il entend bien rester, a paraît-il opiné dans le même sens..." C. XXI, 26 octobre 1933. Dans le bilan précédent, les sorties réelles de 1 072 millions sont encore réduites de 150 millions rendus par le Crédit Lyonnais; mais Moret affirme que ceux-ci l'ont été "pour des raisons personnelles à cet établissement et non à la demande de la Banque."

(19) - C. XXI, 23 novembre.

(20) - Pour l'intervention de Wendel, C. XXI, 4 décembre 1933, et pour sa déception, 7 décembre. Cf. aussi l'Eclair de l'Est, 6 décembre.

(21) - C. XXI, 14 décembre 1933. La livre vaut en moyenne 83,56 F en décembre 1933, 81,28 en janvier 1934 et 77,79 en février (cf. Sauvy, t. II, p. 489).

(22) - Cf. François Goguel, op. cit., t. II, p. 23.

(23) - Le public de la Fédération Républicaine marque une certaine réticence à voir Flandin, "tombeur" de Doumergue, le remplacer. Marin reçoit de nombreuses lettres de blâme accompagnées parfois de démissions pour avoir accepté de rester ministre d'Etat avec Flandin (L.M. 100, avec un rapport alarme de Guiter). Justification de Blaisot dans la Nation du 17 novembre 1934 : "Union Nationale quand même".

(24) - A noter que Wendel doit intervenir à nouveau pour que l'on ne regonfle pas à nouveau le Compte Y (C. XXII, 23 août 1934).

Vie PARTIE - Chapitre IV - Section III

Notes (1) - "Vu Laval qui m'a vivement engagé à pousser à la chute la plus rapide possible du ministère /Herriot/. Il sera remplacé par un ministère plus mauvais encore mais il faut y passer et plus on attendra, plus on retardera le rétablissement indispensable. C'est absolument mon avis et d'ailleurs aussi celui de Marin et Mandel... "C. XX, 16 novembre 1932.)

(2) - C. XXI, 30 mars 1933.

(3) - Daladier est lié à l'ingénieur Carrier, chef des Prix de Revient à Hayange, - camarade de guerre - et Wendel espère que Daladier est par lui mieux informé que les autres hommes politiques de gauche (C. XXI, 11 avril).

(4) - Propos tenus par Wendel au soir même du 6 février 1934 - et Pange commente pour sa part : "Observation très juste. Ce qui choque chez Poincaré, c'est l'état d'^{est}esprit petit-bourgeois qui contient tous les préjugés nationalistes et autres" (Jean de Pange, Journal, t. III, p. 28).

(5) - C. XXI, 11 avril 1933. "L'homme m'a écouté avec sympathie et même à un certain moment avec une certaine émotion."

(6) - "Pour ce qui est de l'Allemagne, /Daladier/ a discuté avec moi le temps nécessaire pour qu'elle soit prête. Gamelin dit 4 ans, Weygand 2 à 3. J'ai soutenu 18 mois. Il m'a, pour terminer, parlé de la Russie et demandé ce que j'en pensais. J'ai répondu : un mirage. Rien à espérer, étant donnée l'existence de la Pologne qui ^{est}un "fait" de 55 millions d'habitants. Nous n'avons qu'une chose à faire : soutenir nos alliés..." Wendel déjeune ensuite avec Chaumeix qui approuve son initiative. "/Daladier/ prend de bonnes résolutions mais il a de la peine à s'y tenir..." (Ibid).

(7) - Sur l'opposition assez générale de la droite au Pacte à quatre (Marin, Franklin-Bouillon, Fabry), Charles A. Micaud, The French Right and Nazi Germany, 1933-39, New-York, 1943, p. 27. L'hostilité de Wendel au Pacte à quatre fait juger assurément sans fondement les affirmations d'une note de police le concernant, datée du 23 juin : elle fait état de dissensions entre Henry Simond, directeur de l'Echo de Paris et "quelques-uns de ses commanditaires", notamment "le Comité des Forges et la Famille de Wendel" qui auraient manifesté l'intention de lui retirer leur concours

"estimant qu'une politique nationaliste trop accentuée ne peut à l'heure actuelle donner de résultats" (PP 2100-1839, Dossier Echo de Paris). L'opinion de Wendel et de Simond s'explique, comme on a vu, tout à fait autrement.

(8) - Le Matin, 22 novembre 1933. "Il paraît que ce serait Marlio et quelques autres industriels qui auraient inspiré Brinon qui ne sévit généralement que dans l'Information (C.XXI, 23 novembre 1933).

(9) - Micand, op. cit., p. 29.

(10) - Le Temps, 17 décembre 1933, article signé XXX.

(11) - Aux Ecoutes, notamment fin décembre : "MM. de Wendel et Cie chargent M. Chastenot d'une mission qui peut avoir les plus graves conséquences et mettre la France en état d'infériorité. Les Français ne savent pas qui les gouvernent. Ce sont des Comités occultes, ce sont des ploutocrates, ce sont des défenseurs d'intérêts particuliers..." (cité par le Cri du Jour, 30 décembre 1933). L'Action Française parle seulement du Comité des Forges.

(12) - Note de police du 18 décembre 1933 : "On prétend dans les milieux de presse que cette entrevue a eu lieu à la demande du Comité des Forges pour trouver un terrain d'entente à propos des importants intérêts que ce dernier possède en Sarre..." (APP, Dossier Temps, 2 100-488). Dès le 18 octobre, une autre note rapportait une rumeur voisine : "Le Comité des Forges aurait fait savoir à Louis Thomas, rédacteur en chef du Jour, qu'il était disposé, le cas échéant, à apporter son concours financier à M. Leon Bailby, si celui-ci voulait entreprendre dans le Jour une campagne en faveur d'un rapprochement avec l'Allemagne." (PP 82 000-2 254 Dossier Comité des Forges).

(13) - C. XXI, 22 décembre 1933.

(14) - C. XXI, 23 novembre 1933.

(15) - C. XXI, 22 décembre 1933. A noter que cet intérêt nouveau pour la S.D.N., considéré non plus comme moyen de réviser les traités mais de maintenir le statu quo se retrouve ailleurs à droite: Cf. Micand, p. 28.

qui cite Gignoux : "C'est maintenant que la S.D.N. a peut-être son plus grand rôle à jouer" (Journée Industrielle, 15 octobre 1933).

(16) - Discours au déjeuner des sous-officiers de réserve de l'arrondissement de Briey, à Jondreville, le 14 janvier 1934 (AFW I 1). "La S.D.N. nous a coûté très cher (...) mais enfin tout arrive ! (...) De germanophile /elle/ est devenue francophile. C'est à ce moment qu'on prétend nous inviter à ne plus nous en servir. Pacte à quatre ! Conversation à deux ! Ce serait d'une naïveté qui passe la permission. Je suis heureux que le gouvernement l'ait compris."

(17) - C. XXI, 30 mars 1933. Wendel n'en sera pas moins déçu - ce n'est pas la dernière fois - par la faible réaction de la France. "Il faudrait savoir profiter de cette heure favorable. C'est l'avis du subtil Mandel que j'ai vu tout à l'heure. Il dit qu'en-dehors du mouvement de réaction provoqué par l'antisémitisme de Hitler dans les milieux de gauche, il y règne un violent mécontentement causé par la façon dont ont été bafoués les socialistes allemands. Il voudrait, ainsi que Marin, qu'une protestation soit lancée à travers le monde par le gouvernement français au nom de la liberté (le texte qu'il m'a montré manque d'allure). Herriot serait, paraît-il, d'accord. On a vu Daladier samedi... et puis rien n'est venu. J'ai naturellement approuvé l'idée et même indiqué qu'elle devrait se concrétiser par une ouverture de crédits en faveur des réfugiés... Mais je comprends que Daladier réfléchisse un peu. Ce serait drôle de retourner protéger les Juifs à Mayence, mais il faudrait pour cela qu'il se passe bien des choses. L'Europe qui a froidement laissé égorger des centaines de milliers de Russes se laissera-t-elle entraîner par les Juifs de Londres et de New-York aidés de quelques politiques français ? Cela paraît douteux, mais nous n'en devrions pas moins trouver le moyen de profiter de ce qui se passe pour liquider la Conférence du Désarmement, balancer la Conférence des Quatre et reprendre le meilleur dans la Sarre..."

(18) - C. XXI, 20 novembre 1933 (chasse à Ferrières des 18 et 19 novembre).

(19) - C. XXII, 20 février 1934. "Le Matin publiait il y a quelques jours en manchette le mot de Xavier Vallat répondant à Léon Blum : "Vous avez entendu la voix d'Israël. Vous avez entendu la voix de Moscou. Vous allez entendre la voix de la France." Cette manchette a fait comprendre à beaucoup de Juifs le danger qu'ils couraient, ce qui n'est pas un mal. Il faut canaliser leur inquiétude, mais éviter le renouvellement de pareils incidents..."

(20) - C. XXII, 20 février. Présents : Edouard, Robert et Guy de Rothschild, ainsi que leur homme de confiance, René Meyer, qui approuve particulièrement les propos de Wendel, et Drouillet, successeur de Peschaud aux chemins de fer.

(21) - Le dossier complet de l'affaire est à AfW 33, 34, 35 et 36, avec notamment une note de la maison sur le litige, 23 février 1933, une consultation du professeur Edgard Allix, de la Faculté de Droit, datée du 20 juillet 1932 et une note confidentielle du même avec conseils pour la tactique de même jour. Une lettre de FW à André François-Poncet du 5 août 1932 résume clairement une affaire très compliquée en expliquant ainsi les prétentions nouvelles du fisc allemand : "/Il/ prétend nous taxer 1°) A l'impôt corporatif (Körperschaftsteuer) et cela non pas seulement sur la base du bénéfice commercial que pourrait normalement réaliser une maison allemande achetant et revendant ses fers, mais en évaluant arbitrairement le bénéfice total correspondant à l'écart entre le prix de revient présumé en usine française et le produit effectif de la vente réalisée en Allemagne, 2°) à l'impôt sur le capital (Vermögenssteuer) en frappant non seulement le capital correspondant au dépôt de consignation entreposé en Allemagne, mais aussi une part du capital d'exploitation situé en France correspondant à la proportion du chiffre d'affaires réalisé en Allemagne." L'article 26 de la convention de commerce franco-allemande du 17 août 1927 semble interdire une interprétation aussi extensive. (AFW III 36 (8)). Du côté allemand les pièces du litige sont aux archives de l'Auswärtiges Amt, Rechtsabteilung V A, St. 9, Einkommen, Vermögen und Körperschaft Frankreich, Bd 1 et 2 : notamment, pour 1932, une note verbale de l'ambassadeur du 9 août, reprenant les arguments présentés par les Wendel le 5, et diverses correspondances d'août et septembre.

(22) - Note FW sur la situation du litige au 15 juillet 1933, destinée à Guy de Wendel qui doit rencontrer Daladier à Vichy (AfW 33).

(23) - Tel que donné par lettre du 11 juillet 1933 au fonctionnaire compétent du ministère, le Vortragender Legationsrat Uehl. (Archives de l'Auswärtiges Amt, dossier cité).

(24) - Voici le passage concerné : "Il a justifié ce désir /que Koester intervint/ en se référant à la position des propriétaires du groupe de Wendel, les frères Humbert et François (le Sénateur) et à leur influence sur les autorités françaises. En même temps, il m'a informé que les frères de Wendel, dans le cas de l'impossibilité d'un accord à l'amiable, appelleraient à l'aide le gouvernement français, en particulier le président du Conseil Daladier, leur ami, pour obtenir que les autorités allemandes se penchent sur le problème."

(25) - Koester à Dehl, 11 juillet 1933 : "mehr Verständnis des genannten Konzerns für Deutschland in politischen Fragen hervorzurufen".

(26) - C. XXI, 1er mai et 2 mai 1933. Deux entretiens de Pastor avec Koester le premier en présence de Roeckerath, avocat allemand des Wendel.

(27) - Le télégramme est au dossier de l'Auswärtiges Amt, daté du 2 mai, 15 h 10.

(28) - Il aurait publié récemment deux articles favorables à von Papen. C. XXI, 2 mai 1933. Koester écrit seulement à propos de ces entretiens avoir expliqué à Pastor "que l'attitude des frères de Wendel à l'égard de l'Allemagne, leur influence sur la presse française, etc. etc..." ne justifiaient pas une attitude bienveillante, et il ajoute : "il serait trop long de rentrer dans le détail des discussions avec Pastor" (lettre du 11 juillet citée).

(29) - Cf. Charles A. Micaud, op. cit.

(30) - C. XXI, 2 mai.

(31) - C. XXI, 4 mai.

(32) - Il fait revenir son cousin Guy de Wendel à la charge quand celui-ci rencontre Daladier à Vichy durant l'été (Lettre FW à Guy citée, 13 juillet 1933, AHW 33).

(33) - C. XXI, 23 mai. François voit Léger immédiatement après Daladier et Humbert lui demande audience à son tour le 24, pour lui apporter une note explicative qu'il a rédigée sur l'affaire.

(34) - "J'ai narré à Daladier l'incident du Temps. Je lui ai également fait observer - en passant - ce qui l'a fait sourire, que si l'on pouvait, malgré la suite des événements, ne pas partager mon point de vue à l'égard de l'Allemagne, on était obligé de reconnaître que mon attitude était

au moins désintéressée..." C. XXI, 25 mai. Visite à Georges Bonnet, ministre des Finances, le 6 juin, "très aimable, mais visiblement pas au courant..." (Ibid).

(35) - Comme le notait le professeur Allix pour déconseiller la voie judiciaire, dès juillet 1933 (note confidentielle citée, AHW 33).

(36) - C. XXI, 6 juin 1933.

(37) - Note 29 août 1933, AHW 33, et télégramme n° 241 de l'Auswärtiges Amt à Koester, daté du 9 mai.

(38) - C. XXI, 20 juin: "Les Allemands exigent le paiement de deux millions de marks et que le solde soit "weiterhingestendet". Que veut dire weiterhin ? On ne sait pas." C. XXI, 30 juillet : "Nous paierons jusqu'au dernier pfennig!"

(39) - Traduction de la lettre du Finanzamt, AHW 33.

(40) - Echange de notes verbales entre l'ambassade de France à Berlin et l'Auswärtiges Amt, 24 juillet et 11 août, archives de la Rechtsabteilung et copie du procès-verbal de la prise de contact, daté de Berlin, le 9 novembre 1933, AHW 33.

(41) - Les Wendel ont encore l'occasion de s'inquiéter par la suite de voir que le Parlement français ne se décide pas à ratifier la convention (FW à Baudoin-Bugnet, député du Doubs, pour solliciter son aide, 17 novembre 1935, ARWIII 56 (9) et lettre FW à Marcel Paul de Pont-à-Mousson sur ses inquiétudes, 4 décembre, ibid). Devant ces délais, la maison finit par signer un accord particulier avec le Finanzamt de Cologne, le 20 mars 1936, qui fixe le total des impôts en litige à 2 500 048 Marks, desquels viennent en déduction les 2 millions versés en 1933 : solution satisfaisante (Traduction de l'accord du 20 mars 1936 et note de la gérance du 8 avril 1936, AHW 33).

(41 bis) - C. XXI, 1er mai 1933.

(42) - "Marin paraît assez satisfait de Barthou en matière de politique extérieure. Doumergue aura d'ailleurs une action bienfaisante..." C. XXII, 13 février 1934.

(43) - Le gouvernement allemand n'aurait pas renoncé pourtant par la suite à tenter d'utiliser toutes les faiblesses des Wendel, si l'on en croit cette note de police du 25 mai 1935, à traiter avec les réserves ordinaires : "Un administrateur de la société allemande Gutum de Düsseldorf cherche à se procurer des titres de créances endossés par M. Guy de Wendel. On croit savoir qu'il agit selon des instructions qui lui ont été données par sa société qui désirerait avoir un moyen de pression sur les Petits Fils pour lui faciliter le règlement de questions restées en litige dans la Sarre avec celle-ci". (APP 62 738, Dossier Wendel).

(44) - Cf. cette remarque de Warren à Marin dans une lettre du 16 juillet 1934 : "Paul de Reyerimhoff dit qu'Henry est découragé de ses amis allemands, et reporte son affection sur les Anglais. qu'il soit donc avant tout français !" (LM 257).

(45) - Cf. ces réflexions un peu antérieures au 6 février, à propos d'un débat au Sénat : "Jouvenel (...) est pour les accords directs entre grandes puissances (le pacte à 4 en particulier). C'est très bien, mais si elles ne veulent - et c'est bien le cas depuis 15 ans - en aucun cas prendre des engagements directs vis-à-vis de nous, où cela mène-t-il ? On est bien forcé de se contenter du concours de la petite Entente dont les membres sont évidemment un peu tapeurs, mais cependant solidaires avec nous" (C. XXI; 16 janvier 1934).

(46) - C. XXII, 7 juin 1934. "visite de Chastenot du Temps retour d'Angleterre. Les hautes sphères nous reviennent un peu. On commence à réaliser le danger allemand".

(47) - Cf. sa réaction après le grand discours où Barthou définit la politique de la France devant la Conférence du Désarmement, le 30 mai 1934 : Il "salue" le "magistral discours". "Jamais, je crois, la France n'avait encore aussi bien dit leur fait à l'Angleterre et à l'Allemagne. Cela fera crier mais on s'en trouvera bien..." La mort de Barthou dans l'attentat de Marseille lui paraît, dans ces conditions, "une catastrophe de grande portée..." (C. XXII, 9 octobre 1934).

SEPTIEME PARTIE

=====

VIIe PARTIE - Introduction du Chap. I.

Notes (1) - J.O. Débats de la Chambre, 7 juin 1935, p. 1805

(2) - Ibid. p. 1804. Pendant tout le premier semestre de 1935, la Lumière mène une campagne permanente et fort rude contre Wendel sur le même thème. L'argumentation est à compléter par d'autres articles de la presse de gauche (par exemple : "Une Bastille à prendre, la Banque de France", Les Cahiers des Droits de l'Homme, 15 juillet 1935, et Jacques Kayser, "Entre de Wendel et le Front Populaire", l'Oeuvre, 9 juin 1935; ou encore le pamphlet de Francis Delaisi, La Banque de France aux mains des 200 Familles, Paris 1936. Cf. enfin les débats sur la nationalisation en juillet 1936 et les arguments repris et développés dans A. Dauphin-Meunier, La Banque de France, Paris 1937, pp. 190 et 194).

(3) - L'expression est de Jacques Kayser, article cité.

(4) - Dauphin-Meunier, d'après Delaisi, p. 190.

(5) - Delaisi, op. cit. p. 8.

(6) - "En mai 1935, la Banque de France organisa la fuite des capitaux parce qu'il fallait, à ce moment là, imposer la politique de déflation dont M. de Wendel s'était fait le protagoniste dans l'un de ses discours", Joanny Berlioz, Séance du 16 juillet 1936, J.O., Débats de la Chambre p. 1963.

(7) - Delaisi, op. cit. p. 8.

(8) - Le Populaire, 25 mai 1935, reproduit dans L'Oeuvre de Léon Blum (1934-1937), Paris, 1964, pp. 62-63. Voir aussi 23 et 26 mai, ibid., pp. 61-62 et p. 64, l'article de Marcel Bidoux dans le même sens, le Populaire, 24 mai, et la réponse du bulletin quotidien, 26 mai, pp. A 12 et A 13.

(9) - Léon Blum, J.O. Débats de la Chambre, 28 mai 1935, p. 1675.
Et on annonce au même moment, très logiquement, une proposition de loi socialiste pour la nationalisation de la Banque de France.

(10) - Delaisi, op. cit. p. 9.

(11) - Dauphin-Meunier, op. cit., p. 193. Toute cette analyse est reprise après la guerre par Action, l'hebdomadaire communiste de Kriegel-Valrimont dans sa polémique contre les Wendel, 30 mars 1945.

(12) - Delaisi, op. cit. p. 10.

(13) - Le Canard Enchaîné, 12 juin 1935, article signé Dregerin - qui s'écrie : "Le mur d'argent en personne !" et se demande "si M. de Wendel ira se faire photographier avec ses collègues". Mais non ! "Autant dire qu'il ne serait plus occulte" Dans ce même numéro, un écho affirme que Wendel se serait débarrassé de Piétri - qui a vainement tenté de résoudre la crise entre Bouisson et Laval - grâce à une manoeuvre de Bourse... Et les fameux encadrés des deux côtés de la page sous le bec des canards portent : " En somme un cabinet"... "de Hauts Fourneaux !"

VIIe PARTIE - Section I du Chap. I.

- Notes (1) - Pour un exposé général de cette politique, cf. notamment Flandin, Discours, Le Ministère Flandin, novembre 1934-mai 1935, Paris, 1937, 253 p. avec une importante préface récapitulative et justificative; Lachapelle, Finances... 1937, p. 204-207 (sévère au nom de la théorie de la déflation). A partir de 1945, les auteurs s'accordent pour regretter qu'on n'ait pas choisi la dévaluation Reynaud (Goguel, La Politique des Partis p. 32-35 et surtout Alfred Sauvy, p. 94-110 (op. cit.), particulièrement sévère.) Il faut noter que d'après Flandin lui-même, ses archives ont malheureusement pour l'essentiel disparu pendant la guerre (audition du 4 juillet 1946, C.E. 1933-45, annexes T. I, p. 133).
- (2) - Lettre de Germain-Martin à Flandin, datée du 5 mars 1935, et rappelant son analyse de décembre 1934, citée dans Germain-Martin, Le Problème financier 1930-1936, Paris, 1936, p. 319.
- (3) - Flandin, Discours, 27 novembre 1934, p. 49 - qui ajoute cette réserve assez mystérieuse : "Compte tenu des écarts qui, pour certaines productions ou rémunérations, ont toujours séparé les prix français et les prix étrangers..." Cf. aussi la déclaration de Germain-Martin, le 27 décembre : "Les prix français sont maintenant au niveau des prix mondiaux" (A. Sauvy, op. cit. p. 95).
- (4) - Discours du 27 novembre cité, p. 48, et préface p. 26 et ss.
- (5) - Flandin, Interview à André Foucault expliquant l'ensemble de son plan, Candida, 4 janvier 1935.
- (6) - Discours, préface, p. 28-29. Flandin ajoute que l'abaissement du taux d'intérêt, permettant éventuellement une nouvelle conversion, faciliterait à terme l'équilibre budgétaire par diminution du service de la dette publique : 2,5 milliards, calcule-t-il. Il résume en d'autres termes dans son discours du 25 janvier 1935 à la Chambre, son argumentation : "J'ai dit (...) que la déflation (...) était probablement terminée; que les salaires avaient été comprimés au maximum, que les adaptations industrielles, commerciales ou agricoles avaient été faites, Mais il y a une déflation qui n'a pas été faite, et c'est celle-là que nous entendons poursuivre (...) : je veux dire l'abaissement du taux de l'intérêt" (Discours, p. 111-112). On trouve une analyse détaillée et claire du plan dans les Chroniques financières de Frédéric Jenny, dans la R.P.P. (janvier 1935, p. 150-160 et février 1935, p. 360-369).

(7) - Flandin semble l'avoir lu - il le cite (Discours, p. 136)

(8) - Paul Reynaud, Mémoires, passim.

(9) - Germain-Martin, tout en rendant hommage "à ce milieu très respectable, d'un dévouement certain à l'intérêt public à la France" déplore que "les régents actuels soient des personnes qui représentent des intérêts professionnels des organisations collectives" mais à qui "il manque cependant la pratique des traditions bancaires" (Le problème financier... op. cit., p. 388. A noter toutefois que dans ses souvenirs inédits (Histoire de mon temps et d'une vie), Germain-Martin est plus sévère pour les régents et notamment pour Rothschild.

(10) - "Si c'est par orthodoxie financière que les régents de la Banque de France ont fait échouer, en janvier et en février 1935, la politique que mon gouvernement voulait faire, je pense qu'après expérience de la politique de déflation suivie par M. Laval et la politique de reflation suivie par M. Blum, ils regrettent peut-être (...) aujourd'hui d'avoir refusé à mon gouvernement les moyens de sa politique..." (Discours, préface, p. 35).

(11) - Le Temps annonce la nouvelle dans son numéro du 2 au soir et daté du 3, et donne en même temps les grandes lignes du projet, précisé dans la presse du 3 et du 4. A noter que le Bulletin Quotidien du 3, tout en se montrant louangeur en termes encore vagues sur l'esprit général de la manœuvre, exprime d'emblée sa réticence quant à l'éventualité d'un réescompte massif de Bons du Trésor par la Banque (3 juin 1935, A 2). C'est la même attitude qu'adoptent en termes voisins les autres journaux modérés, notamment le Temps, la Journée industrielle de Gignoux et le Journal dans leurs numéros du 4 janvier (Cf. B.Q. du 4 janvier, revue de presse, p. A 4-A 6).

(12) - Germain-Martin, Souvenirs inédits, p. 46.

(13) - Comme Flandin l'écrit lui-même, Discours, préface p. 34.

(14) - Interview de Pierre-Etienne Bréguet, petit-fils de Flandin et confident de son grand père, 15 janvier 1973, et de Henry Deroy, 13 janvier et 7 février 1973.

(15) - Lors de son installation, le 3 janvier, Tannery se réfère explicitement à la Convention du 23 juin 1928 qui "clôt définitivement le compte des avances temporaires de la Banque à l'Etat" (B.Q., 4 janvier 1935, p. A 10 et texte intégral de son allocution, 1' Information, 4 janvier 1935).

(16) - Germain-Martin, La Politique économique et financière de la France de 1930 à juin 1935, Paris /1945/ p. 20. Germain-Martin cite aussi Henri Deroy parmi les inspireurs, mais celui-ci s'en défend (Interview cité).

(17) - Selon les termes mêmes de Flandin à la Chambre, le 25 janvier (Discours, p. 102).

(18) - Sauvy insiste beaucoup de son côté sur le mythe néfaste, au cours de ces années, de la déthésaurisation comme remède (op. cit. II, passim).

(19) - Notes de Wendel sur une visite à Paul Baudouin, directeur de la Banque de l'Indochine, le 14 janvier 1935, AFW I 4 "Lorsque /M. Tannery/ a conçu son opération d'escompte de 5 milliards de Bons du Trésor, il s'imaginait trouver facilement ces cinq milliards au compte de dépôts des établissements de crédit à la Banque; il s'est rendu compte en arrivant qu'un bon tiers, sinon les 2/5^{èmes} de la somme lui manquaient..."

(20) - FW à Jacques Chastenet, 4 janvier 1935, AFW III 36(9).

(21) - Il est à noter que dans le Journal des Finances du 11 janvier 1935 Gaston Jèze, qui fut le conseiller de Herriot au moment du Cartel, reprend le même argument : "Entre les mains d'un gouvernement imprudent, la combinaison serait fatale".

(22) - Lettre de mise en garde à Louis Marin, 3 janvier 1935, AFW II 3.

(23) - C.XXII, 7 janvier 1935, "On compte par ailleurs (...) que toutes ces belles opérations provoqueront une hausse de la Bourse et rendront une conversion possible ! J'ai témoigné quelque scepticisme et dit à Flandin qui me demandait ce que je ferais à sa place que la remise en circulation de l'or ferait infiniment plus pour rendre la confiance que tout ce dont il est question..."

(24) - Formulation donnée à ces propos quand rapportés à Baudouin, note citée. Cf. aussi C.XXII, 8 juin 1935.

(25) - C.XXII, 8 janvier 1935.

(26) - "Question de mesure", fait remarquer Frédéric Jenny dans la R.P.P. (art. cité, janvier 1935, p. 155) puisqu'il est par nature impossible de distinguer les bons "émis en anticipation des recettes budgétaires" - dont le réescompte est légitime - et les bons placés "pour couvrir une insuffisance définitive de son budget ou des besoins permanents du Trésor" dont le réescompte "régénèrerait en un moyen indirect pour l'Etat d'obtenir des avances à terme incertain de la banque d'émission, donc un simple procédé d'inflation". Jenny marque dès lors comme indispensable "le respect absolu de la liberté de la Banque en ce qui concerne sa politique de l'escompte".

(27) - Lettre de mise en garde à Marin, citée plus haut, 3 janvier 1935. "La politique de réescompte des Bons du Trésor a été inaugurée pendant la guerre et elle a permis de régler momentanément certaines difficultés sans entraîner une trop grande dépréciation du franc, parce que l'Angleterre nous prêtait son crédit et que, pratiquement, tous nos achats à l'extérieur se faisaient dans une monnaie autre que la nôtre. Il a suffi qu'après la guerre cet appui nous soit retiré, pour que cette politique nous conduise à la catastrophe (...) Si l'on doit faire la politique de M. Paul Reynaud, il n'y a qu'à l'appeler au pouvoir, ou l'un quelconque des fameux experts de 1926 que les gouvernements s'obstinent à consulter malgré que les événements n'aient cessé de leur donner tort...". Et lettre à Georges Mandel, même date. Wendel y évoque le retour à une "politique de folie" dont "le passé a permis d'apprécier les inéluctables conséquences. Ai-je besoin, ajoute-t-il, d'engager l'ami que vous êtes à y rester aussi étranger que possible ?" AFW III, 36 (9).

(28) - Cf. Sherwood, Georges Mandel and the Third Republic, p. 162.

(29) - C.XXII, 9 janvier 1935.

(30) - Wendel la croit d'ailleurs, de toute façon, inopportune avant le plébiscite sur la Sarre.

(31) - C. XXII, 9 janvier 1935. Dès le 5 janvier, Decrais donne à Je suis partout un article très critique en page financière.

(32) - F.W. à Chastenot, 4 janvier 1935, AFW III, 36 (9).

(33) - Ainsi les Débats orchestrent-ils l'inquiétude de Wendel quant à l'usage futur du nouveau mécanisme : " Au moment où il innove, le gouvernement doit prendre toutes précautions pour que sa politique ne devienne pas dans l'avenir, et en d'autres mains que les siennes, un instrument périlleux..." (6 janvier). Il est à noter aussi que le E.Q. continue dans le courant de janvier - sur intervention de Wendel - à répudier une intervention directe de la Banque de France et une pression politique sur elle (21 janvier, p. A 6 bis, 23 janvier, p. A 2).

(34) - Pierre Rossillion, "La Banque de France et l'Etat", la Nation, 12 janvier 1935 "On a choisi la facilité".

(35) - C.XXII, 18 janvier. C'est un déjeuner chez Bunau-Varilla "/II/a atteint 80 ans. C'est un phénomène de jeunesse et de santé. Le synthol ! Je me suis efforcé de le convaincre de la nocivité des projets Flandin en matière financière. L'affirmation de mon identité de vue avec Edouard l'a impressionné..."

(36) - "Ces facilités - pourvu qu'elles ne constituent pas une inflation camouflée, etc..." (Marcel Hutin, l'Echo de Paris, 3 janvier 1935).

(37) - René Laederich est mort en 1932 : "Il était un des rares qui fussent à certaines heures capables d'un peu de résistance et j'avais en lui une confiance qu'il me rendait certainement. Je savais qu'à lui, comme à trop d'industriels, il ne fallait pas demander de se montrer beaucoup en première ligne, mais le cas échéant on pouvait espérer le trouver" (C.XX, 19 mars 1932); et Félix Vernes en juillet 1934 : "J'avais de l'amitié pour Félix et il me la rendait. C'était avec Ed. de R. un des seuls régents auxquels je pouvais parler librement et je n'oublierai jamais le conseil qu'il m'a donné en mars 1925 d'aller voir Robineau et de le prévenir de ma démission possible..." (C.XXII, 15 juillet 1934). Gaston Cordier est mort en 1934 et Jean Balsan en novembre 1930.

(38) - "Moi qui avais appuyé sa candidature à la Banque pour y augmenter le nombre des hommes de caractère !" C.XXI, 26 janvier 1933.

(39) - "Le Gouverneur /Moret/ n'a pas contesté que c'était ouvrir la porte à la finance la plus internationale qui soit, car il n'ignore pas plus que moi le rôle joué par la Banque Lazard que dirigeait alors un certain Philippe, au printemps 1926. Mais c'est évidemment la plus grosse "maison" de la place, et faute de n'avoir pas su - ce que Moret n'aurait pas, je crois, vu d'un mauvais oeil - rechercher une personnalité extra-bancaire comme par exemple un Luquet ou un Rist, Rothschild se voit amené à subir un coreligionnaire qui ne le séduit pas beaucoup, et les banquiers protestants un banquier plus gros qu'eux..." C.XXII, 7 septembre 1934.

(40) - C.XXII, 18 février 1935. David-Weill soutiendra en effet Tannery (cf. notamment P.V.C.R., 28 février).

(41) - Georges Boris, "Le Mur d'Argent, M. de Rothschild part en guerre", La Lumière, n° 404, 2 février 1935.

(42) - PP 100-003, Dossier Moret. Moret contribuerait à monter les régents. Tannery aurait réussi provisoirement à faire suspendre les démissions (note du 4 janvier 1935). Paradoxalement une autre note du même jour affirme, peu vraisemblable, que le Comité des Forges aurait donné instruction en sens inverse aux "journaux qu'il subventionne" de soutenir la nouvelle politique financière - à telle enseigne que Frédéric Jenny, du Temps, et Jacques Bainville "qui s'était toujours opposé à une augmentation de la circulation fiduciaire" se seraient concertés pour examiner ce qu'ils pourraient faire pour n'être pas infidèles à eux-mêmes... (P.P. 82.000-2.254, Dossier Comité des Forges). Cf. aussi le Charivari, 12 janvier, et Alfred Fabre-Luce "Mouvements à la Banque de France" l'Europe nouvelle, même date. Commentaire de Boris dans l'article cité ci-dessus : "On se demande pourquoi le gouvernement ne laisse pas M. de Rothschild donner sa démission de régent. Quel risque y a-t-il ? On ne voit tout de même pas les fascistes descendant place de la Concorde pour protester contre le départ de M. de Rothschild. On n' imagine même pas qu'ils osent bouger pour M. de Wendel".

(43) - Lors d'un déjeuner avec Wendel, le 7 janvier, C.XXII.

(44) - C.XXII, 9 janvier 1935.

(45) - Wendel se réjouit d'entendre Paul Baudouin, qui est très lié à Tannery, lui dire qu'il considère cette résolution comme "très probable" (note citée). Henry Derooy juge rétrospectivement que Wendel avait raison et compare l'évolution attendue de Tannery avec celle des gouverneurs d'Algérie dans les années 50 qui, après peu de temps, "viraient leur cutie" (Interview). Et on trouve dans les souvenirs inédits de Germain-Martin (Histoire de mon Temps et d'une Vie) l'expression de sa déception : "M. Tannery était un homme de caractère entier qui se prenait pour un financier de grande valeur et s'accordait une multitude de connaissances qui étaient bien souvent plus superficielles que réelles. Une fois nommé, au lieu de soutenir fermement la politique de réduction du taux d'intérêt, (...) il se plaça du côté des régents pour montrer beaucoup de réserve..."

(46) - Germain-Martin, ibid. p. 139.

(47) - P.C.V.R., 10 janvier, et C.XXII, même date.

(48) - Wendel note que "le bilan du 4 janvier porte déjà fortement la marque des nouvelles méthodes financières". Il donne à preuve "l'augmentation de l'escompte du début du mois alors qu'au lendemain de l'échéance de décembre, il devrait diminuer" (C.XXII, 10 janvier 1935). Mais si on se reporte au P.V.C.R. du même jour p. 36, on constate qu'en réalité le portefeuille des effets escomptés revient, à la suite de l'échéance de fin d'année, de 4.003 à 3.320 millions de francs. Distraction ?

(49) - Cf. en particulier Germain-Martin qui insiste sur l'évolution de la nature du crédit "Si actuellement la Banque d'émission avait la prétention de ne pas accepter par principe la signature de l'Etat présentée par un tiers, il n'y aurait pas de plus grave atteinte portée non seulement au crédit de l'Etat, mais au crédit en général. C'est un devoir pour le Ministre des Finances que d'appeler l'attention du Conseil de Régence sur ce point et je prends personnellement la responsabilité d'une pareille attitude..." Mais dans le même temps, il s'efforce de distinguer, tant bien que mal, l'opération projetée "du mécanisme du compte d'avances de la Banque à l'Etat, que stigmatisait avec raison en 1926 et 1928 M. Poincaré..." J.O., Débats de la Chambre, séance du 25 janvier, p. 221. Cf. aussi l'expression des motifs de la loi insistant sur la nécessaire collaboration de la Banque d'émission, B.Q., 25 janvier, p. A 4.

(50) - Paroles effacées de l'Officiel : J.O., Débats du Sénat, 29 janvier p. 63-64, et C.XXII, même date.

(51) - Cette motivation est seulement implicite dans ses notes.

(52) - Ce raisonnement n'est pas explicite dans les Cahiers.

(53) - J.O., Débats du Sénat, 29 janvier 1935, p. 56-57.

(54) - C.XXII, 31 janvier 1935. Publiquement, dans son rapport fort vague, Tannery ne souffle pas mot du projet (Cf. le rapport dans le CR de l'A.G., imprimé par la Banque ABF, 72 pages). Le B.Q. s'étonne de ce silence et qu'on ne trouve pas trace dans le texte d'aucune intention de modifier en quoi que ce soit les méthodes et l'attitude de la Banque (31 janvier, p. A 1).

(55) - P.V.C.R. 14 février (comme toujours elliptique sur les débats) et C.XXII, même date.

(56) - Article de Marcel Hutin, l'Echo de Paris, 13 février. Wendel s'en plaint ouvertement à Germain-Martin le 14 : "J'ai /insisté/ pour qu'on ne continue pas à exciter la presse. Il y a des choses qui ne se discutent pas sur la place publique et les commentaires des journaux inspirés sont pour beaucoup dans les difficultés que rencontre le gouvernement" (C.XXII).

(57) - "Je /leur/ ai rappelé que la chronique financière des Débats n'était pas affermée par la rue de la Vrillière et que, si M. Tannery avait pu convaincre M. Flandin de l'intérêt qu'il y avait, suivant les rentrées des Caisses d'Epargne, à faire alternativement soutenir le marché par la Caisse des Dépôts et Consignations et la Banque d'émission, je n'étais pas encore arrivé à cette conception de l'usage de la presse à papier..." (C.XXIII, 7 mars 1935).

(58) - C.XXII, 14 février 1935.

(59) - C.XXII, 15 février 1935.

(60) - P.E. Flandin, Discours, p. 148. Marcel Déat évoque ensuite à son tour de "sombres bagarres avec les puissances bancaires" (J.O. Débats de la Chambre)

(61) - C.XXII, 16 février 1935.

(62) - "Le moindre mal", La Lumière, 16 février 1935.

(63) - C.XXII, 1er février 1935.

(64) - C.XXII, 14 février 1935.

(65) - Audition de Germain-Martin, 23 janvier 1935, P.V. de la Commission des Finances, vol. 33, p. 156, Arch. de la Chambre. Le ministre dit ailleurs : "Je ne critique pas la Banque de France : elle rendit de grands services au pays. J'avoue qu'il me serait agréable, dans l'intérêt de mon pays, de la voir comprendre les vicissitudes du crédit moderne pour aider de toutes ses forces à alléger la situation" (p. 69). Lasteyrie, ce jour-là, se fait l'avocat de la thèse adverse : "Vous avez, par des négociations avec la Banque de France, amené celle-ci" - pas encore... - "à changer sa politique et à ouvrir très large les écluses qui jusqu'à présent étaient à peine entr'ouvertes. S'il n'y a pas forcément de linflation dans votre projet, il y a néanmoins une augmentation certaine des avances que la Banque va faire à l'Etat". (Ibid)

(66) - Il en a le jour-même confirmation par Tannery et, le lendemain, par Baudouin qui le tient lui-même de Wilfrid Baumgartner, directeur du mouvement des fonds (ibid. 14 et 15 février).

(67) - C.XXII, 14 février.

(68) - C.XXII, 10 février.

(69) - Frédéric Jenny, Chronique financière citée, R.P.P., 10 février 1935, p. 363.

Vile PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(70) - Audition de Germain-Martin, 23 janvier 1935, P.V. de la Commission des Finances, Arch. de la Chambre (vol. 33). Le ministre s'était déclaré d'accord avec l'idée d'une "ligne nouvelle spéciale au bilan". A noter qu'en lisant le P.V.C.R. du 14 février, on constate avec étonnement que Tannery aurait présenté déjà en conseil ce même projet le 14 février, parlant lui-même déjà d'un régime spécial d'avances sur effets publics (P.V.C.R.). On ne comprendrait plus, à s'en tenir à ce document, la façon dont Wendel présente son rôle et sa notion "transactionnelle". Mais une phrase de ses notes ultérieures donne la clé du mystère (CXXII, 21 février). Après sa victoire, Wendel propose "dans un sentiment d'apaisement" que soit revu le P.V. du 14, qui, écrit-il, "du fait de la différence entre le texte proposé par Tannery et celui auquel nous nous sommes arrêtés, soulignerait par trop le revers du gouverneur". Touchante attention, mais qui confirme la prudence avec laquelle on doit utiliser le P.V.C.R., dont on a souvent constaté à quel point on y arrondissait les angles, quitte à prendre de grandes libertés avec la réalité des discussions. En voici un cas extrême !

(71) - Le trafic consisterait, pour des intermédiaires, à souscrire à des effets publics dans le dessein préconçu de se faire consentir sur ces valeurs des avances et de recommencer ensuite, avec les sommes ainsi empruntées, la même opération une ou plusieurs fois (cf. F. Jenny, "Chronique financière", R.P.P., p. 582-83.)

(72) - C.XXII, 15 février. Dans ce cas, il faudra bien "laisser chacun faire à sa guise" - mais "voter avec inscription au procès-verbal..."

(73)-C.XXII, 19 février.

(74) - Note Wendel : "Visite à M. Fournier, sous-gouverneur de la Banque de France, 18 février 1935". AFW I 4.

(75) - P.V.C.R., 21 février (Wendel obtient que la limite soit fixée sur le champ à 2,5 milliards) et C.XXII, même date. Sur le mécanisme technique de ces nouvelles "avances à 30 jours sur effets publics" et leur fonctionnement jusqu'au printemps 1938, (avec un graphique montrant leur évolution) Wilbert Guenser, Le Marché monétaire français et son contrôle par la Banque de France, Thèse de Droit, Nancy, 1938, p. 290-306.

VIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 1 (Notes)

(76) - "C'est la paix ou tout au moins l'armistice" C.XXII, 21 février. Au conseil du 28 février, nouvel accrochage pourtant entre Tannery d'un côté, Rothschild et Wendel de l'autre. Ceux-ci obtiennent que le taux des nouvelles avances reste très légèrement supérieur au taux de l'es-compte (2,5/8èmes contre 2,5 %). "Tannery a cédé et il a montré une fois de plus que son but était de modeler le taux de la Banque de France sur celui de la Caisse des Dépôts de façon qu'elle puisse se substituer à celle-ci lorsqu'elle ne disposera pas des ressources nécessaires pour soutenir le marché..." C.XXII, 28 février 1935, et P.C.V.R. même date. Le Gouverneur n'est soutenu que par David-Weill. Le même débat avait eu lieu, moins tendu, mais avec une issue semblable, le 21 février (P.V.C.R.).

(77) - On retrouve ici la controverse sur la déthésaurisation. Ni Wendel ni les dévaluateurs ne la croient possible dans le système Flamin - et leur opposition publique la rend encore moins probable, naturellement. Cf. à ce propos ce qu'écrit Bertrand de Jouvenel : "Je me souviens d'être allé en Belgique au moment de la dévaluation Van Zeeland qui se place en 1935, et j'ai été frappé que l'on me rendit la monnaie en billets souvent moisés. En ayant demandé la cause à un commerçant, il me dit : "ce fait marque le retour à la prospérité, car ils ont été thésaurisés pendant des années et aujourd'hui ils ressortent étant donné qu'il y a un mouvement de hausse des prix. Ils ont intérêt à s'employer. Je vous paie en billets moisés : voyez-là l'image du retour à la prospérité..." (L'Economie mondiale au XXème siècle, 1944, p. 242). Cf. aussi l'interview de Van Zeeland par Jouvenel, L'Ordre, 15 juin 1935, et pour les réactions de Wendel à l'expérience belge, les citations données plus bas de son discours à la Chambre de Commerce de Nancy, le 8 mai 1935.

(78) - Les longs commentaires du B.Q. (22 février 1935, p. A1-A3) sont très significatifs, compte tenu du ton feutré qui y est ordinaire. On lit d'abord que le Conseil de régence a adopté les mesures proposées par le gouverneur - c'est-à-dire, peut-on croire, le cabinet. Mais l'article montre ensuite les limites étroites de l'aide financière consentie, puis ajoute : "L'intervention /de la Banque/ appaîtra (...) d'un point de vue moral, comme le signe frappant de la volonté qu'elle a de participer dans tous les domaines de sa compétence au redressement de l'économie française. Sur cette volonté (...) le Conseil de la Banque s'est trouvé unanime : dans l'opinion publique l'impression obtenue sera d'autant meilleure". Puis l'essentiel : "On voudrait que des manifestations de déception inopportune ne l'atténuent pas..."

(79) - Interview Henri Deroy.

(80) - Ibid.

(81) - Flandin ne semble pas avoir eu le soutien enthousiaste des inspecteurs des finances placés aux postes-clefs. Deroy et Baumgartner, se concertant le 10 janvier, marquent beaucoup de réticences devant les efforts du président du conseil pour que le Crédit Foncier convertisse, comme le fait la Caisse des Dépôts, et même pendant la période d'inconvertibilité prévue par les contrats, les prêts aux départements et aux communes consentis précédemment à un taux élevé (note Henri Deroy sur l'entretien). A la mi-février, la Caisse des Dépôts elle-même, "eu égard à la baisse des rentes", freine à son tour de toutes ses forces (ibid.).

VIIe PARTIE - Section II du Chapitre I

Notes

(1) - Le Canard enchaîné, par exemple, s'amuse et s'étonne de voir "la guerre déclarée par M. de Wendel à M. Pierre-Etienne Flandin" et précise : "Ca ne date pas, à vrai dire, d'hier mais les choses se gâtent de plus en plus. M. de Wendel, qui a réuni ces jours-ci ses employés parlementaires, leur a passé le mot d'ordre financier : il faut que le 15 mars au plus tard, le cabinet soit par terre. M. P.E. Flandin aux prises avec le grand capital, on aura tout vu, nous vous le disons (...)
Bref du spectacle à l'affiche !" (13 février 1935).

(2) - Il s'agit du discours du 15 février, cité plus haut.

(3) - C.XXII, 21 février 1935. Wendel précise qu'il a mesuré cela le 10 novembre précédent au déjeuner Bourgeois ("le premier que Flandin absorbait comme président du Conseil").

(4) - C.XXIII, 4 mars 1935. Cf. aussi les propos tenus par lui aux représentants des grands intérêts, réunis chez Lambert-Ribot le 7 mars : "J'ai souligné/ de qu'il y avait à la fois d'exagéré (ma situation ne le justifie pas) et d'inconvenant (c'est en somme moi qui leur ai apporté la solution transactionnelle) à me prendre comme tête de turc comme il le fait..." C.XXIII, 7 mars.

(5) - Il s'agit d'un discours prononcé à Lyon où Flandin a ces phrases assez surprenantes : "Je sais, Messieurs, que je m'expose aux critiques tendancieuses de ceux qui affirment qu'une politique de crédit libérale est une politique d'inflation. Est-il besoin vraiment de marquer l'absurdité d'une pareille accusation alors que la réserve d'or de la Banque de France pourrait gager une circulation double de celle qui existe ? Actuellement, laisser l'or s'accumuler dans les caves de l'institut d'émission, c'est priver le pays de tout le pouvoir d'achat auquel l'or accumulé aurait pu servir de base, c'est organiser la dépression économique. En période de crise, il est, pour la Banque d'émission, un devoir qui prime tous les autres, c'est de donner à l'économie du pays les moyens d'achat susceptibles de la revigorer..." (Discours, p. 180). Au cours d'un déjeuner chez Pierre de Brissac, - où figurent notamment Paul Morand et André Chaumeix - Wendel a rencontré Baumgartner qui "ne cachait pas l'ahurissement provoqué par le discours de Lyon", et "les insanités financières" qu'il contenait.

(6) - C.J. Gignoux, La Journée Industrielle, 12 mars 1935.

(7) - C.XXIII, 21 mars 1935: "Flandin n'est pas franc. Il ne vous regarde que rarement en face, mais il a été assez aimable parlant de tout assez délibérément..."

(8) - C.XXIII, 7 mars 1935.

(9) - C.XXII, 28 juin 1934. Wendel rencontre Reynaud chez la comtesse de Portes, le soir même du grand discours qu'a prononcé celui-ci et que Wendel juge "brillant mais fâcheux". Le 9 janvier 1935, Wendel, à propos d'un dîner où sont Mandel, Philippe Barrès et Chaumeix, note : "La présence de la comtesse de Portes, née Rebuffel, qu'on dit en très bons termes avec Paul Reynaud, le dévaluateur, a rendu assez amusante les discussions sur le franc qui n'ont, naturellement, pas manqué de se produire..." (C.XXII). Wendel voit Paul Reynaud et cause longuement avec lui le 17 février 1935 (dîner chez Maurice de Rothschild) et il dîne encore avec lui, le 21 février, en l'appelant "l'homme du franc à trois sous" et en précisant : "Inutile de dire que nous n'étions pas d'accord, mais Flandin nous raccommodeait !" (C.XXII). Sur les souvenirs conservés par Reynaud lui-même de ces discussions, voir plus loin.

(10) - Discours sur ce sujet au Comice agricole de Tantonville, 22 juillet 1934 (Compte-rendu rédigé par Wendel lui-même, AFW I 1).

(11) - Débats, 3 septembre 1934, cité par Marguerite Perrot (op. cit.; p. 398).

(12) - "Un Discours de M. François de Wendel à la Fédération républicaine", Nice, le 12 avril 1935, supplément du Bulletin Quotidien, du 25 avril 1935, 9 pages dactyl. Wendel cite à l'appui de sa thèse les propos qu'il avait tenus à Poincaré à la veille de la stabilisation légale et au lendemain des élections de 1928, faisant ressortir "que si on stabilisait le franc, sur la base de la livre à 125 F., chiffre correspondant à la stabilisation de fait depuis plusieurs mois, mais inférieur au pouvoir d'achat du franc que j'estimais correspondre à un cours de la livre de 100 F., le prix de toutes choses ne tarderait pas à monter. La stabilisation eut lieu en juin. Quelques mois, pour ne pas dire quelques semaines après, tous les prix montaient et plus particulièrement ceux des salaires. Les salariés de toutes catégories qui,

VILLE PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

tant que la valeur du franc avait varié, s'étaient, dans l'incertitude du lendemain, contentés d'exiger des majorations de salaires - en somme inférieures à la dépréciation du franc - avaient fait une règle de trois et exigeaient le coefficient 5 et même plus".

On voit aisément après coup que, comme Wendel le dit lui-même dans le même rapport à propos de l'Angleterre, "comparaison n'est pas raison". Wendel saute ici à pied joint sur une différence essentielle. En 1935, les prix français sont, comme on sait, supérieurs de 20 % environs aux prix anglais (cf. graphique dans Sauvy, II, p. 401), ce qui n'était pas le cas en 1928. Wendel n'évoque nulle part l'argument clef du coup de fouet que "l'alignement" donnerait à nos exportations.

(13) - "Les conditions de cet emprunt de conversion devraient - c'est une idée que j'indique en passant - s'inspirer de ce qui a fait le succès prodigieux de l'emprunt-or, ou plus exactement à garantie de change 4 % 1925, dont c'est bien le lieu de rappeler ici qu'il a été un peu le fait du groupe Marin dont les membres apportaient, en dehors de tout esprit de parti, le 26 juin 1925, à M. Caillaux, les voix qui lui manquaient sur sa gauche..."

(14) - Rapport cité p. 8.

(15) - Wendel souhaite cette prolongation du mandat "d'abord parce que la Chambre actuelle, complètement amorphe depuis que le 6 février lui a cassé les reins, serait plus souple qu'une Chambre nouvelle, ensuite parce qu'il y a des choses qu'on ne peut pas demander à des députés six mois avant leur réélection: L'héroïsme n'est pas de règle au Parlement..." (C.XXIII, 7 mars 1935).

(16) - C.XXIII, 7 mars : "Ernest Mercier lui-même, le plus flandiniste du lot, parce que le plus radical, s'est rallié très nettement au programme..."

(17) - Exposé fait devant la Chambre de Commerce de Nancy, le 8 mai 1935, compte-rendu par Wendel lui-même, 5 p. dactyl., AFW I 1. Il y développe à nouveau l'idée que la dévaluation "conduit à la révolution" : "J'ai déclaré que je savais bien, comme industriel, tout le bénéfice qu'on pourrait en attendre, mais que l'ajustement d'un bilan de fin d'année n'était pas la fin de tout..." Et il aborde le cas de la dévaluation belge de Van Zeeland, omise par lui à Nice parce que trop récente,

VIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 2 (Notes)

avec cette prévision que la suite démentira de façon éclatante : "Je serais bien étonné que le résultat fût favorable. Les prix montent déjà, le mécontentement est général", et il ajoute : "Tout le monde sait d'ailleurs que la dévalorisation belge n'a pas été faite pour des raisons de trésorerie ni dans l'intérêt général, mais pour sauver les grandes banques engagées dans toutes les affaires industrielles belges. Etant donné l'inter-pénétration de la banque, de la finance et de la politique en Belgique, on a pu imposer à celle-ci le sacrifice de sa monnaie sans rencontrer de trop vives résistances. On en voit pas la France dévaluant sa monnaie pour sauver éventuellement le Crédit Lyonnais ou la Société Générale qui d'ailleurs ne sont pas le moins du monde placés, vis-à-vis de l'industrie française, dans la même situation que les grandes banques belges vis-à-vis de leur industrie nationale..." (C.R. de Wendel, p. 3). Sur le succès rapide de l'opération belge, cf. Sauvy II, pp. 105-106.

On note qu'elle fournit à Wendel l'occasion de relever avec gourmandise une rumeur hostile à Flandin : "On enregistre", écrit-il, "du 30 mars au 12 avril, une entrée d'or belge de 1.300 millions, suivie également d'une sortie d'or vers la Belgique de 1.595 millions. Pour un coup d'accordéon, il est de taille ! Et ces chiffres éclairent singulièrement ce qu'on dit des spéculations qui ont accompagné la visite de M. Theunis /président du Conseil belge démissionnaire / à M. Flandin. Il y a des gens qu'on devrait pendre. A rapprocher de tout ceci un mot d'Hector Pétin /de Basse-Indre / qui laisse rêveur. Je sais bien qu'il brode volontiers, mais il y a cependant des choses qu'on n'invente pas. Le nouveau président du Conseil, Van Zeeland, qui est son collègue dans nos affaires de boîtes en Belgique, lui a dit avoir la preuve de la participation de Flandin dans les manœuvres qui ont entraîné la dévaluation du Belga. Il était probablement de mèche avec la Banque Lazare, dont le nom ainsi que celui de son directeur sont sur toutes les lèvres. Nous n'aurions jamais dû laisser entrer, sous la forme de David-Weill, ces internationaux à la Banque de France..." (C.XXIII, 10 avril 1935).

(18)- Frédéric Jenny, "Monnaie, Crédit et Budget", Le Temps du 15 avril 1935. Cf. aussi naturellement les Débats, même date, le Bulletin Quotidien, même date, pp. A5 et A6, 17 mars p. A4 et 1er mai p. A5-6; et C.J. Gignoux "Propos d'urgence", la Journée industrielle, 13 avril 1935. Cf. enfin la Revue des Deux-Mondes, 1er juin (petit dossier de presse à AFW I 1). Nalèche fait plaisir à Wendel en lui téléphonant un mot du correspondant du Populaire à Nice à celui des Débats "qui montre, dit Wendel, l'avantage qu'il y a à s'astreindre à parler sans papier : "Ton patron, a-t-il dit, je le déteste, tu sais, mais c'est un grand bon-homme". Si j'avais plus ou moins lu, il aurait déclaré que mon laïus était l'oeuvre d'un secrétaire..." C.XXIII, 29 avril 1935.

(19) - La Lumière, 20 avril 1935, longue analyse non signée. Le journal de Boris lance en même temps une campagne annexe sur le thème (encadré spécial ibid.) "M. F. de Wendel condamne l'abus du crédit... mais il le pratique". Et il affirme : "Il y a actuellement (et depuis quelque temps déjà) en circulation plusieurs dizaines de milliers de traites tirées à plus d'un an d'échéance par un établissement de Wendel sur un autre établissement de Wendel. Ce ne sont pas des effets commerciaux, et nous laissons à M. François de Wendel le soin d'établir une distinction entre ces traites et ce qu'il appelle l'abus du crédit, ou le crédit fictif, ou le crédit tout court. Il y a plus : pour faciliter le placement et, bien entendu, pour abaisser le taux d'intérêt, il a été précisé que ces traites sont assurées de réescompte à tout moment par la Banque de France (dont M. de Wendel est régent). Contraste scandaleux : va-t-on rappeler M. de Wendel à la pudeur"? (Cf. aussi les numéros des 27 avril 18 mai, 8 et 15 juin). Marcel Déat reprend ses attaques en juin à la Tribune de la Chambre. Wendel se fait alors confirmer par Tannery, le 20 juin, que la Banque n'a jamais fait pour la "maison" "que ce qu'elle faisait pour tout le monde". Il l'affirme devant l'assemblée des Petits-Fils, le 22 : "Jamais la Banque de France ne nous a garanti de renouvellements pour deux ans. Si en dernier lieu, elle nous a consenti un crédit de campagne de 9 mois qui se trouve d'ailleurs ramené à zéro depuis le 25 avril, si elle nous a jadis continué à Briey, pendant plusieurs années, un crédit assez faible d'ailleurs (4 à 10 millions), cela n'a jamais été sans engagement" (C.XXIII, 22 juin 1935). Etant donné la surface des Wendel, on est prêt à croire et quoiqu'il en soit de la technique que la présence de François au conseil de Régence n'était pas nécessaire pour qu'ils soient bien traités par la Banque de France.

(20) - "Henry de Jouvenel et Philippe, l'ancien commis des Lazard, qui cependant ne m'aime pas, le disaient il y a quelques jours à Beauvau(?) et je le constate par les lettres que je reçois..." En revanche les adversaires retrouvent une cible familière. Raymond Patenôtre, dévaluateur éminent, ne songe-t-il pas à Wendel quand il s'en prend dans son Petit Journal (31 mai 1935) à ces "grands féodaux", à ces "spéculateurs internationaux", leur reprochant de chercher à "ruiner les petites gens" par la déflation qui leur permettrait d'éliminer directement la concurrence des grandes industries ? (Cité par Jean de Pange, III, p. 259).

(21) - Production nationale, juin 1935, cité par M. Perrot, pp. 227 et 230.

(22) - Delaisi, p. 8. Sans spécifier la date, le texte implique janvier ou février. Cet auteur commet d'autres erreurs. Il fait de Wendel "l'un des vice-présidents de l'Alliance démocratique".

(23) - C.XXII, 7 janvier 1935.

(24) - A noter que Wendel est précisément exaucé par Flandin un peu plus tard sur ce point - mais au moment où une telle mesure apparaît tout à fait insuffisante.

(25) - Ceci ressort à la fois des écrits ultérieurs, tout prudents qu'ils soient, et d'une rencontre de Wendel avec Germain-Martin, le 18 avril : "Il m'a beaucoup félicité de mon discours /de Nice/ qu'il trouve utile pour éclairer l'opinion et a paru en adopter les thèses. J'ai cru comprendre qu'il était en opposition avec la politique de "facilité" de Flandin" (C.XXIII).

(26) - Cité dans Germain-Martin, Le Problème financier 1930-1936, op. cit. p. 319-320. La lettre accompagnait les études de Haguénin et Baumgartner.

(27) - Interview Henri Deroy, d'après ses notes de l'époque. Le déjeuner réunit le baron Brincard pour le Crédit Lyonnais, Simon de la Société Générale, Boyer du C.N.E.P., P.A. Buisson de la B.N.C.I.

(28) - Notes d'Henri Deroy, conversations avec Tannery, Fournier et Baumgartner, 20 et 21 mars 1935. Le 25, Deroy refuse à Baumgartner l'escompte par la Caisse de 700 millions de Bons du Trésor pour assurer la fin du mois, et lui consent seulement une avance à une semaine... (Ibid., 25 et 26 mars).

(29) - On ne peut guère penser, malgré le problème de date, qu'il ait fait allusion au discours de janvier au Sénat, - qui ne traite strictement que des rapports de la Banque et de l'Etat et pas du tout de politique générale.

(30) - Delaisi, p. 8, et Dauphin-Meunier, p. 191.

(31) - Paul Reynaud, Mémoires, T. I, Venu de ma Montagne, p. 402.

VIIe PARTIE - Section 3 du Chapitre I

Notes (1) - J.O. Débats de la Chambre, 7 juin 1935, p. 1804.

(2) - Alfred Fabre-Luce, Le Secret de la République, p. 92.

(3) - Déposition de Germain-Martin devant la Commission des Finances, 29 mai 1935, P.V. Archives de la Chambre. Sur la malignité de la spéculation étrangère, il donne ces précisions, qui provoquent une vive émotion chez les commissaires : "On a détourné des compagnies de navigation françaises les passagers qui avaient pris les billets, en leur disant que Paris était livré au communisme et que tout était à feu et à sang. Les journaux avaient des manchettes qui se détachaient avec des couleurs autres que celles de la composition du journal. Elles disaient : Le gouvernement français est démissionnaire".

(4) - Cf. Petit Journal, et notamment le 9 mai les "10 questions" de Patenôtre à ses contradicteurs.

(5) - C.XXIII, 16 mai 1935.

(6) - A la veille encore des élections, Wendel aurait exprimé à ses amis, et notamment à Marin, son mécontentement, purement politique cette fois, de voir Flandin accepter des accords de l'Alliance Démocratique avec Herriot, accords destinés à faire perdre à la Fédération, au profit des radicaux, un certain nombre de municipalités (P.P. 62.738, Dossier Wendel. 26 avril 1935).

(7) - C.XXIII, 22 mai. Je Suis Partout du 1er juin donne, (p. 1), une analyse assez exacte de la position de Wendel : "En dépit de ses préférences personnelles, en dépit même du conflit qui l'avait opposé à la présidence du Conseil à propos de l'escompte des Bons du Trésor, M. de Wendel a soutenu jusqu'au bout M. Flandin, et c'est là un des paradoxes de cette semaine où toutes les questions ont été posées confusément et à contre-sens, embrouillées par les questions de personnes".

(8) - C.XXIII, 24 mai. L'entretien éveille beaucoup de curiosité. Wendel confirme son attitude à Germain-Martin. Dans l'antichambre de Flandin, il trouve Herriot, ministre d'Etat, qu'il s'efforce d'alarmer : il ne lui avait pas parlé depuis 1925...

(9) - Tannery transmet l'appel à l'aide à Wendel qui commente : "Il a bien fait tout ce qu'il fallait pour ne pas l'avoir". Mais... (C.XXIII, 16 mai 1935).

(10) - Ibid.

(11) - C.XXIII, 21 mai 1935.

(12) - Communiqué de Louis Marin disant son "entière adhésion" à la politique de Flandin : "Le ministre d'Etat a renouvelé au président du Conseil la ferme opinion que la formule des pleins pouvoirs lui paraissait seule capable de parer à la situation". Débats, 28 mai.

(13) - Propos tenus par Louis Marin, le 12 juin, à Jacques Debu-Bridel, et rapportés par celui-ci (L'Agonie de la IIIe République, Paris 1948, p. 313) : "Puisque Bouisson n'a pas réussi, je regrette Flandin. Oui... Oui... Il n'a pas de chance. Mais la seule fois où il fut courageux, où il fit acte d'autorité, il est renversé !... La seule fois !"

(14) - C.XXIII, 21 mai 1935.

(15) - Cf. l'opinion du Temps, des Débats, de l'Ami du Peuple, de l'Intransigeant, du Bulletin Quotidien. Exceptions : le Jour (Léon Bailby) et la Presse (Jean Rosay).

(16) - Cf. par exemple La Lumière du 25 mai qui titre : "Les Républicains ne céderont pas à l'ultimatum des banques!"

(17) - Texte de la Lettre au P.V.C.R. 23 mai 1935.

(18) - C.XXIII, 23 mai 1935.

(19) - P.V.C.R., 23 mai.

VIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(20) - Notes détaillées de Deroy sur l'entretien du 3 mai : dès cette date l'accord est général sur l'urgence des pleins pouvoirs. Germain-Martin seul est encore un peu réticent, parce qu'inquiet, à juste titre, du Parlement. (Archives Deroy).

(21) - C.XXIII, 16 mai 1935.

(22) - Ibid.

(23) - CXXIII, 23 mai.

(24) - Cf. le dîner des Débats du 28 mai, auquel assiste Jean de Pange : "François de Wendel est entouré. Il dit que la Banque de France a assez d'or pour rembourser les billets, mais comment rétablir la confiance dans le pays ? On parle d'arrêter Patenôtre et Paul Reynaud qui sont à la tête des dévaluateurs. G. de la Rochefoucauld veut les pendre, etc...!" (Journal III, pp. 257-258).

(25) - Georges Boris, "Un coup monté, la singulière inertie de la Banque de France", qui précise un "coup monté dans tous ses détails", La Lumière, 1er juin 1935.

(26) - Comme il est indiqué plus haut, le taux de l'escompte est relevé de 2,5 à 3 % le 23 mai, à 4 % le 25 et à 6 % le 28. (Cf. P.V.C.R. à ces dates).

(27) - P.V.C.R., 23 mai 1935. Tannery dit : "Sans doute peut-on considérer qu'une pareille mesure ne présente pas, d'un point de vue purement technique, un caractère d'urgence absolu, puisqu'on n'a pas encore constaté de progression marquée des escomptes. Mais du point de vue moral, elle paraît s'imposer dès maintenant comme une manifestation de la ferme volonté de la Banque de mettre au-dessus de toute atteinte la défense du franc".

(28) - En commission, le 29 mai, Germain-Martin donne les chiffres suivants pour les sorties d'or : 23 mai, 600 millions; 24, 910; 25 (matinée du samedi) 500; 27, 1.200; 28, 1.100; 29, 1.500. (Archives de la Chambre vol. n° 38).

(29) - C.XXIII, 23 mai.

(30) - C.XXIII, 12 juillet 1935.

(31) - J.O. Débats de la Chambre, et déposition du président du Conseil et du ministre devant la commission des Finances, 29 mai. (La première est recueillie exceptionnellement à l'Hôtel Matignon.) Voici le seul paragraphe consacré par Flandin, dans son discours du 30 mai, au contenu des pleins pouvoirs demandés : "Chacun peut tous les jours le constater, le train de vie des collectivités publiques dépasse encore les possibilités de la nation. Un nouvel ajustement reste inéluctable. Que vous fassiez ou non la dévaluation, vous y serez conduits de la même manière, vous ferez les mêmes sacrifices de déflation budgétaire. Il est temps que cet effort budgétaire soit réalisé définitivement". (Discours, p. 242).

(32) - C.XXIII, 22 mai. C'est moi qui souligne. Cf. les regrets similaires de Blaisot, dans la Nation du 1er juin 1936, p. 410.

(33) - C.XXIII, 31 mai. Cf. aussi : "Lasteyrie, Denais et Blaisot ont bien parlé dans le même sens que moi, mais le député moyen n'était pas à la page, il en était encore à la politique de parti ou de clocher..." (Ibid. 28 mai)

(34) - Détail du vote, Le Temps, 1er juin 1935.

(35) - Je suis partout, 1er juin, article cité.

(36) - Delaisi, op. cit. p. 9. Peut-être est-il informé par Caillaux qui est campé par lui, comme on a vu, en républicain irréductible.

(37) - C.XXIII, 31 mai 1935.

(38) - C.XXIII, 4 juin 1935.

(39) - C.XXIII, 30 mars 1935.

VIIe PARTIE - Chap. I, Sect. 3 (Notes)

(40) - Pierre du Clain, La Lumière, 25 mai.

(41) - C.XXIII, 6 juin 1935.

(42) - Cf. P.V.C.R., 13 et 20 juin 1935. Il est à noter que le 28 mai, la campagne du Petit Journal est couronnée par un article signé conjointement de Patenôtre, Paul Reynaud et Marcel Déat, intitulé "La Dévaluation est en marche", et résumant les arguments.

(43) - C.XXIII, 6 juin 1935.

(44) - "On prétend dans les couloirs du Sénat que MM. de Wendel et Désiré Ferry font pression sur M. Louis Marin, pour qu'il donne sa démission de ministre d'Etat, en raison de la présence de M. Georges Bonnet dans le cabinet" (Note de police, PP. 31410, Dossier Louis Marin).

(45) - Wendel parle de son orthodoxie financière (qui toutefois "ne peut faire oublier ses rapports avec la Société Spéciale Financière (Lévy-Dubois)") (C.XXIII, 8 juin).

(46) - La Lumière appelle Blaisot "l'oeil de M. de Wendel" au gouvernement (15 juin).

(47) - C.XXIII, 14 juin 1935. "Au conseil des ministres de ce jour, d'après Paganon, on aurait prévu 5 milliards d'économies, conversion non comprise.."

(48) - Wendel voit Gignoux, dès le 18 juin, surlendemain de sa nomination. "C'est un bon choix, mais ceux de Dautry et Rueff, le second surtout, sont moins rassurants..."

(49) - C.XXIII, 29 juin 1935.

VIIe PARTIE - Introduction du Chapitre II

Notes

(1) - J.O., Débats de la Chambre, 7 juin 1935, p. 1811. A droite, Pierre de Pressac, dans la R.P.P. se contente d'observer, analysant les atouts du cabinet, que "M. de Wendel ne le voit pas d'un mauvais oeil" (10 juillet 1935, p. 127).

(2) - La Lumière, 8 juin 1935. Le 15, le journal note sur quatre colonnes : "Il faut abattre cette Bastille ; le Conseil de Régence de la Banque de France - le duumvirat Wendel Rothschild" Et un dessin d'Henri Monier montre deux Wendel devant leurs établissements et un énorme canon avec ce bref dialogue : " - Longue portée ? - Oui... pouvoirs étendus !" La campagne de cet hebdomadaire continue ensuite pendant plus d'un mois. Le 6 juillet, Monier montre François de Wendel lisant son journal et s'écriant, indigné, "Nationaliser les armements ? Pourquoi pas la Banque de France, pendant qu'ils y sont !" Le 13 juillet, sur l'air de la Carmagnole : "Ah ! Ça ira, ça ira, ça ira, tous les régents on les aura !". Et le 20, sur trois colonnes, Georges Boris titre : "MM. de Wendel et Rothschild commandent. M. Laval obéit et exécute un plan de déflation inique et désastreux".

(3) - C.XXIII, 13 juin et 11 juillet 1935. Wendel fait passer quelques idées à Laval, par son chef de cabinet Olivier de Sardan.

(4) - A l'exclusion cependant de la dette flottante (Cf. pour des détails Sauvy, II, p. 155).

(5) - C.XXIII, 4 juillet.

(6) - Lettre de Wendel à Louis Marin, 15 juillet 1935, AFW II 3.

(7) - Visites à Mandel et à Blaisot, C.XXIII, et lettre à Marin citée - où Wendel précise que Marin devrait soutenir vigoureusement Herriot "sous cette seule réserve que s'il brandit le spectre de sa démission, on ne le suive pas jusque-là, et lui laisse s'il persiste, le dam de la dislocation du ministère..."

(8) - C.XXIII, 17 juillet 1935.

(9) - Cf. au C.XXIII, 18 juillet : "Banque de France, pas trop de récriminations contre les décrets-lois. Tout le monde - David-Weill compris - professe un grand loyalisme à l'égard de Laval et on n'est pas assez en confiance pour prononcer des paroles qui ferait soupçonner le contraire."

(10) - F.W. à Chastenot, 8 août 1935, AFW III 36 (9). "/Laval/ a compris qu'il fallait procéder par dose massive et il a eu raison..."
Suivent les réserves sur les rentes.

(11) - Eclair de l'Est, 22 juillet 1935

(12) - Cf. l'atmosphère du retour de vacances, ainsi décrite : "Il est certain que, du côté conservateur - au sens très large du mot - on est d'une passivité navrante. Je vais voir ce qu'on peut faire mais ne vois pas trop bien quoi. Ernest Mercier, qui est venu me voir (...) et qui est un des plus allant n'a aucun plan précis. Edouard de Rothschild que j'ai trouvé assez anxieux, paraissait plus soucieux de se garer que de soutenir Laval... Et ce dernier qu'après tout il s'agit d'appuyer ne m'a pas donné signe de vie depuis deux mois " (C.XXIII, 26 septembre 1935)
Il ne le verra que le 14 novembre.

(13) - Wendel nomme Mannheimer, Finaly, et Dieterding, C.XXIII, 12 nov.
Cf. sa longue analyse à huis-clos, devant le Conseil national de la Fédération républicaine, le 27 novembre 1935 (AFW I 4).

(14) - Exposé du 27 novembre à la Fédération cité .

(15) - F.W. à Nalèche, 12 novembre 1935, AF II 19. (Deux autres lettres impératives à Decrais (15 novembre) et à Chaumeix (22 novembre)). Wendel fait en même temps communiquer à Laval son Discours de Nice, qui a gardé "une certaine actualité", pense-t-il (F.W. à Olivier de Sardan, chef de Cabinet, 16 novembre 1935, A.F.W. III 36 (9)).

(16) - Commentaires généraux de Wendel au Comice agricole de Briey, 9 décembre 1935 (AFW I 1).

VIIe PARTIE - Section I du Chapitre II

Notes (1) - C.XIX, 12 novembre 1931.

(2) - C.XXII, 26 novembre 1934. "La rencontre à la porte de son cabinet de Jean Goy, le député de la Seine, dont l'entretien avec Hitler, rapporté en première page du Matin a fait scandale ces jours-ci, n'est pas faite pour atténuer cette impression..."

(3) - Quand Wendel se rend en Sarre, le 1er mai 1934, et qu'il trouve les villages pavoisés aux couleurs allemandes ou hitlériennes, à l'occasion de la fête du pays qui tombe ce jour-là, il observe : "Jamais vainqueurs ne se seront laissé bafouer comme nous le faisons dans ce pays. Il faut avoir une foi robuste pour espérer un plébiscite favorable au statu quo en 1935 ! Et cependant le dernier mot n'est pas dit. Les difficultés qu'Hitler a avec les catholiques, la situation du mark peuvent donner lieu à des surprises..." C.XXII, 1er mai 1934.

(4) - C.XXII, 23 et 24 mars 1934.

(5) - Jean de Pange, Journal, 31 janvier 1934, III, p. 23. Pange voit Peyerimhoff "blasé, alangui, trop intelligent, plein de doute (...) sur l'issue" (p. 37). Le 5 décembre, Peyerimhoff lui confirme qu'il a en vain essayé pendant dix ans d'internationaliser les mines de la Sarre, "la vraie solution" pour Pange. A présent il est trop tard ! (5 décembre 1934, III, p. 167).

(6) - C.XXII, 10 mai 1934, et P.V.C.D., C.F., 12 octobre, p. 5-7, qui prend acte d'une divergence d'opinion très nette entre les membres, sans préciser autrement.

(7) - C.XXII, 9 et 12 juillet, 16 octobre 1934.

(8) - C.XXII, 16 octobre (Wendel date par erreur la réunion du 16) et P.V.C.D. C.F., 15 octobre.

(9) - Wendel écrit le 28 août 1934 à Gignoux, directeur de la Journée industrielle, pour le mettre en garde contre l'attitude de la Chambre de Commerce et lui affirmer "à titre officieux" que la très grande majorité des membres du Comité des Forges la blâment (AFW III, 36 (9)).

(10) - C.XXII, 12 juillet 1934.

(11) - C.XXII, 9 juillet. Il est à noter qu'Humbert semble avoir évolué depuis un an, à mesure que l'échéance approchait. En juillet 1933, Jean de Pange l'avait trouvé, à Brouchettièrre, très proche de son frère François : "Il n'approuve pas l'idée du président de la Chambre de Commerce franco-sarroise que, même si la Sarre retourne au Reich, on puisse lui reconnaître un traitement de faveur pour le commerce franco-sarrois. Il estime que ce serait une duperie. Il fait l'éloge de la politique de la force, dans des termes bien différents de ceux qu'il employait il y a 30 ans" (Journal, 30 juillet 1933, II, p. 324). Humbert ne mentionne donc pas alors, semble-t-il, la solution intermédiaire des contingents.

(12) - C.XXII, 16 octobre 1934. Il n'y a pas "un grand tournoi" au Comité des Forges, autour de la note Lambert-Ribot : "Théodore Laurent qui, uniquement préoccupé de ses intérêts en Sarre, soutient des points de vue bien peu français, pensait probablement que ses demandes dans les différents ministères auraient plus de poids que le papier du Comité des Forges, et je me disais, de mon côté, que le nécessaire en sens inverse avait été fait par moi, l'autre jour, auprès de Doumergue".

(13) - "Il ne m'a pas caché qu'on" (évidemment Barthou) voulait négocier pour la Sarre avant le plébiscite et qu'il avait plaisir à m'entendre dire que c'était absurde" C.XXII, 2 octobre 1934.

(14) - Sur les idées de Jean de Pange, cf. son livre Ce qu'il faut savoir de la Sarre, Paris 1934, et sur leur élaboration son Journal, notamment Tome II pour 1933, pp. 284-5, 323, 374, 383-4, 386-7, 390-92, 394, 395, 400 et Tome III (1934-36) pp. 12, 17-18, 57, 161-62, 167.

(15) - C.XXII, 7 septembre (l'idée inspire une note remise par Barthou à la S.D.N. début septembre) et 26 novembre 1934.

(16) - C.XXII, 26 novembre 1934. Laval a, sur sa table, un mémoire où ces "stupidités" sont développées tout au long.

(17) - C.XXII, 4 décembre. On a lié l'amodiation de Grande Rosselle à celle consentie à Sarre-et-Moselle. Le 27 décembre, Wendel remet à Marchandeau, ministre du Commerce, et à Laval, une note rédigée par Humbert sur le futur régime douanier de la Sarre en cas de retour à l'Allemagne.

(18) - C.XXII, 3 décembre. "Laval a reçu hier von Ribbentrop, l'agent de Hitler. Tout cela fait mauvaise impression (...) Il faut protester avant que tout le mal ne soit fait".

(19) - C.XXII, 4 décembre.

(20) - C.XXII, 3 décembre.

(21) - C.XXII, ibid. et 2 décembre : ce jour-là Wendel pousse vivement Marcel Bourgeois, venu le consulter, à favoriser la publication de Mein Kampf, en réplique à l'incident Jean Goy, et "la vague de pacifisme bëlant qu'il avait provoquée".

(22) - Documents on German Foreign Policy, Série C, vol. III, p. 307, 7 novembre 1934.

(23) - Journal des Débats, 8 et 11 janvier 1935, et Haïm Shamir "Le Plébiscite de la Sarre et l'Opinion publique en France", RHMC, janvier-mars 1970, pp. 104-111.

(24) - C.XXII, 5 janvier. 1935. Cf. aussi FW au Pasteur Soulier, 6 janvier 1935 (AFW III, 36 (9)).

(25) - Shamir, art. cité, p. 105.

(26) - C.XXII, 9 décembre 1934.

(27) - C.XXII, 15 janvier 1935. Il est à noter qu'au moment où s'engage la grande querelle financière avec Flandin, l'événement ne pousse guère Wendel à se montrer conciliant... Le 27 juin, quand les accords sur la Sarre viennent devant le Sénat pour ratification, Wendel s'en prend encore au rapport "aussi redondant que lamentable de Le Trocquer" avec ce commentaire significatif : "Si veule que soit le Sénat, il en était choqué. Laval est un heureux homme, il est certain qu'on n'aurait pas accepté des mains de Briand des accords aussi médiocres sans faire entendre quelques sérieuses protestations..."

(28) - Débats, 16 janvier, le Temps, 16-17 janvier, cités par Shamir, p. 109.

(29) - Canard Enchaîné, 16 janvier 1935 : la caricature est d'Henri Monier, en première page.

(30) - Cf. Jean de Pange, après le plébiscite, 16 janvier 1935 : "Oui, au fond, personne ne voulait du statu quo dans la Sarre, ni les industriels à cause de la concurrence, ni l'Etat à cause de l'encouragement aux autonomistes..." Journal, III, p. 191 .

(31) - Cf. son analyse de la grande séance du 20 mars au Sénat, où Flandin défend sa politique "Hitler doit bien rire" (C.XXII).

(32) - C.XXII, 30 mars 1935 (V. plus haut).

(33) - Micaud, op. cit. p. 45.

(34) - Cf. par exemple C.XIX, 29 mai 1931.

(35) - C.XXII, 31 décembre 1934.

(36) - Cf. Pierre Milza, L'Italie fasciste devant l'Opinion française 1920-1940, pp. 196-209.

(37) - Audition de Pierre Laval et de François Pietri (ministre de la Marine) devant les commissions des Affaires étrangères et de la Marine réunies, 26 juin 1935, P.V. p. 102-103, Archives du Sénat. Laval dit ailleurs : "On a dit de la France qu'elle avait laissé à l'Italie les mains libres, je peux vous dire que j'ai laissé à la France les mains nettes" (p. 84). Wendel est absent ce jour-là, retenu par une réception d'industriels italiens en Lorraine.

(38) - Cf. Wendel : "Laval /est/gêné par les intrigues de ses ministres, tous, sauf Marin et Paganon, plus ou moins anglophiles" (C.XXIII, 25 septembre 1935).

(39) - Cf. C.XXIII, 31 août 1935.

(40) - Episode significatif : à une chasse à Voisins, chez le vieux comte de Fels, tout le monde "bat froid" à l'ambassadeur d'Angleterre, Sir Clerk (C.XXIII) 13 novembre 1935).

(41) - C.XXIII, 3 octobre 1935.

(42) - FW à Nalèche, 13 septembre 1935, AFW II, 19 (à propos d'un article de Bernus sur un discours de Laval).

(43) - FW à Dastarac, journaliste lorrain, 5 septembre 1935, AFW III, 36 (9). On retrouve le même thème dans les Débats, au cours des premiers jours de septembre.

(44) - C.XXIII, 2 octobre.

(45) - C.XXIII, 3 octobre.

(46) - C.XXIII, 8 octobre.

VIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(47) - Cf. les commentaires de Wendel après la comparution de Laval devant la commission des Affaires étrangères du Sénat ("Accueil très sympathique, sauf intervention tendancieuse de Plaisant. Le président Bérenger, très favorable à Laval et à l'Italie").

(48) - Propos tenus à Mandel, 30 octobre 1935.

(49) - C.XXIII, 14 novembre 1935.

(50) - C.XXIII, 19 décembre 1935.

(51) - C.XXIII, 26 décembre 1935. Ce jour-là, Wendel rencontre chez Maurice de Rothschild Henri de Kerillis, qu'il n'a pas revu depuis plusieurs années, et leurs conflits anciens. "Il s'est montré très aimable, mais vaticinant beaucoup. Assez d'accord avec moi sur le fond des choses et par suite favorable à l'Italie, il voyait tout en noir : chute de Mussolini dans un avenir rapproché, celle de Laval pour demain. J'ai pris nettement le contre-pied de ce qu'il disait sur ce dernier point, d'abord parce que je ne voulais pas nuire à Laval en donnant à un homme comme Maurice, qui dispose quand même de quelques voix, l'impression qu'il était perdu et qu'on pouvait impunément l'abandonner, ensuite parce que, tout en reconnaissant que la situation parlementaire du cabinet est détestable, je crois que nous sommes à une de ces heures assez rares où le pays réel - comme dit l'Action française - en impose au pays légal..."

(52) - Allocution à la réunion des sous-officiers de réserve du Bassin de Briey, Tucquegnieux, 26 janvier 1936 (AFW I 1).

(53) - La Politique des Partis... II, pp. 152-153.

(54) - Pour une analyse plus détaillée des positions de Mandel, Sherwood, pp. 173-174. Wendel voit Mandel le 23 août, le 31 août, le 18 octobre, le 30 octobre, le 21 novembre, le 2 décembre, le 18 décembre, le 13 janvier chez Maurice de Rothschild, et enfin longuement le 21 février (C.XXIII et C.XXIV). A noter qu'un certain désaccord se greffe sur celui de politique étrangère - mais au fond secondaire - à propos du débat sur les ligues : "Mandel se main/tient/ dans l'orthodoxie parlementaire, moi /Je soutiens/ que du moment que les gouvernements n'assuraient pas l'ordre, il ne fallait pas qu'ils s'étonnent qu'on le fasse à leur place..." (21 novembre).

(55) - C.XXIII, 24 janvier 1936.

(56) - C.XXIV, 9 mars 1936.

(57) - C.XXIV, 5 février 1936.

(58) - C.XXIII, 13 janvier 1936.

(59) - Sherwood, op. cit. pp. 176-177.

(60) - C.XXIII, 5 février 1936. On relève dans le même cahier, dès le 13 décembre : "Le baron Edouard, auquel j'avais glissé un mot, il y a quelque temps, sur le développement de l'antisémitisme, a fait savoir /à Mandel/ qu'il n'était pas souhaitable qu'il soit président du conseil en ce moment..."

(61) - C'est toutefois Mandel qui prend l'initiative de faire demander Wendel : "Je l'avais intentionnellement laissé un peu tomber depuis notre déjeuner du début de janvier" L'entretien dure une heure trois quarts (C.XXIV, 21 février 1936).

(62) - Wendel parle plus haut de "ministère Sarraut-Stavisky".

(63) - Georges Wormser nie catégoriquement, d'après ses souvenirs, que Mandel ait pronostiqué une victoire de la gauche ("Ce fut la seule fois qu'il s'égara dans son diagnostic électoral", Georges Mandel, l'Homme politique, Paris 1967, pp. 202-203). Mais Francisque Varenne dit le contraire (Georges Mandel, mon patron, Paris, 1947, p. 147) et Sherwood le suit avec prudence, en donnant bonne part à l'analyse de politique intérieure dans l'attitude de Mandel, (p. 177).

(64) - C.XXIV, 21 février 1936.

VIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 1 (Notes)

(65) - Cf. ses réactions négatives aux exposés de Flandin, devant la commission des Affaires étrangères du Sénat, les 14 et 28 février 1936 (C.XXIV). Il semble que, considérant le pacte inefficace au-dehors, Wendel consent à prendre en compte les aspects intérieurs.

(66) - C.XXIV, 14 février 1936 : "Je sais bien qu'on célèbre les mérites de l'aviation russe qui s'installerait en Bohême..." Mais : "On ne s'allie pas avec un pays de 200 millions d'habitants pour disposer de quelques avions..."

(67) - C.XXIV, 28 février 1936.

(68) - Cf. par exemple le discours de Xavier Vallat, à la Chambre, le 18 février 1936 (J.O., Débats de la Chambre, p. 455, et Charles Maurras L'Action Française, 17 février, cité par Micaud, p. 78).

(69) - C.XXIV, 28 février 1936.

(70) - C.XXIV, 9 mars 1936.

(71) - C.XXIV, 14 mars 1936 : "Sarraud, pas plus que les autres ministres n'a contesté mes dires, mais il m'a demandé ce que je ferais à sa place. J'ai répondu que ma visite n'était pas celle de l'homme politique et n'avait qu'un objet limité : protester contre les sanctions industrielles, dont la France serait la première victime. J'ai laissé entendre que les sanctions financières émanant de la Cité de Londres, seraient plus efficaces, mais en faisant force réserves, sous prétexte que ce n'était pas ma partie. L'homme m'a paru complètement désorienté..."

(72) - C.XXIV, 9 mars 1936. On sait que les archives du Sénat ne contiennent pas malheureusement les procès-verbaux de la commission des Affaires étrangères, qui ont été égarés.

(73) - Sur cet état d'esprit électoral, cf. les citations que donne Micaud, p. 80.

(74) - C.XXIV, 12 mars 1936.

(75) - "La faute de la Chambre était une folie, la faute du Sénat, et spécialement de M. Millerand, est un crime" (A.F. cité par Micaud, p.104).

(76) - A en croire le témoignage ultérieur d'Albert Sarraut, toutefois, l'attitude "résistante" de Marin, "patriote inflexible et jamais vacillant", pendant la crise de mars, aurait pourtant constitué "une exception très honorable" parmi la droite (C.E. 33-45, 3 février 1948, annexe III, p. 603). Marin, qui est membre de la commission, dit lui-même avoir "violemment pris parti" pour la fermeté.

(77) - "J'ai eu la patience de ne pas le dire" C.XXIV, 12 mars 1936.

(78) - Ibidem. Chaumeix réagit toutefois comme Wendel. Sur l'attitude hostile à la ratification de la majorité des modérés, Micaud, pp.67-84. Wendel écrit, le 16 mars, une lettre de blâme à Meyer, directeur de l'Eclair de l'Est, qui a cru bon, malgré une mise en garde téléphonique de Wendel, de publier en première page (16 mars) un article de Rémy Anselin, article "omnibus" destiné à toute la presse modérée de province et attaquant la ratification du pacte (16 mars, AFW III, 37 (10)).

(79) - C.XXIV, 14 mars 1936. Cf. aussi FW à son gendre Geoffroy de Montalembert, 30 juin 1939, AFW I, 6, accompagnant un extrait de ses notes de mars 1936. "Je n'ai jamais pris position au point de vue militaire. Je considérais bien, comme la plupart des gens que j'ai rencontrés alors, qu'ayant constamment cédé à l'Allemagne quand nous étions incontestablement les plus forts, il était assez risqué, alors que nous n'étions prêts ni moralement ni matériellement et que l'Angleterre ne nous soutenait pas, de nous lancer dans une aventure dont l'issue paraissait douteuse, mais j'estimais que c'était à l'Etat-major, seul informé de la situation relative des forces en présence, à décider de notre action.

J'étais en revanche, - et je le suis encore aujourd'hui - très convaincu que des sanctions économiques contre l'Allemagne ne rimait à rien et que lorsqu'un pays est tributaire d'un autre, comme nous le sommes de l'Allemagne pour certains produits, c'était faire une opération de dupes que de l'attaquer sur un terrain où nous étions manifestement en infériorité.

.../...

Le fait de l'avoir dit ne saurait faire retomber sur moi une responsabilité qui appartenait au premier chef aux militaires et en dernière analyse au Gouvernement."

(80) - C. XXIV, 18 mars 1936, et Débats, 19 mars, " Le retour à Paris" /de Flandin qui négociait à Londres/. Le ton de l'article est très anti-anglais, chose exceptionnelle chez Wendel, et il se termine ainsi : "Conclusion : le premier devoir du gouvernement est de rentrer à Paris, le second est de mettre fin immédiatement aux sanctions prises contre l'Italie, par égard pour la S.D.N. et l'Angleterre, qui se moquent de nous. Le troisième est d'attendre les événements hors de Genève et de la S.D.N. Nous verrons bien dans l'avenir si nous devons y retourner ou non".

(81) - C. XXIV, 9 avril 1936.

(82) - C. XXIV, 18 mars 1936. Cf. aussi les explications de Wendel au déjeuner du conseil de révision à Briey, le 30 mars, (Eclair de l'Est et C.XXIV) : "Il est certain qu'au point de vue politique intérieure, mon geste a été heureux et a paralysé les attaques des gauchards qui accusent volontiers les hommes de droite de pactiser avec Hitler."

VIIe PARTIE - Section II du Chapitre II

Notes (1) - C.XXIV, 27 février 1936.

(2) - Réunion chez Duchemin pour y entendre Weygand, C.XXIV, 19 mars 1936. Autres présents : Mercier, Max Hermant (Assurances) et Marcel Bourgeois, secrétaire général de la C.G.P.F.

(3) - La brochure de Gustave Hervé, C'est Pétain qu'il nous faut, est parue depuis un an (avril 1935).

(4) - "Beaucoup de visites. L'approche des élections me vaut les demandes les plus saugrenues. Je note celle d'André Arnyvelde, un journaliste qui, venant me demander de lui avancer la forte somme pour une échéance très prochaine, a cru bon de me rappeler - ce que je n'ignore tout de même pas - que j'étais l'homme le plus attaqué de France. J'ai répondu que je n'y pouvais rien et que, ne me sentant pas morveux et ne fabriquant même pas des canons, comme on l'écrit partout, les attaques m'étaient assez indifférentes, puis l'ai poliment éconduit. Suite à prévoir..."

(5) - C.XXIV, 25 et 27 mars. Wendel avait longuement tenté auparavant de pousser dans la bataille deux autres candidats locaux à meilleure chance.

(6) - Cf. la brochure anonyme (du Père Bernardot ?) Pourquoi le journal Sept a été supprimé, S.L.N.D., 59 p. dactyl. voir pp. 6 à 23 (la fin de Sept est d'août 1937, mais la querelle culmine en juillet 35), René Rémond (avec la collaboration d'Aline Coutrot) Les Catholiques, le Communisme et les Crises 1929-1939, Paris, 1960 (le chapitre "Briand, l'Allemagne et les "Marchands de Canons", 1931-1935", pp.41 à 90) et enfin Aline Coutrot, un Courant de la Pensée catholique. L'Hebdomadaire Sept (mars 1934-août 1937), Paris, 1961.

(7) - "Arms and the Men", réédition spéciale de l'article de mars 1934 (p. 53-57 et 113-126) copyright Time-Fortune Corporation, Doubleday, Doran and co. inc., Garden City, New York, 1934, 59 p. En voici un extrait :

The François de Wendel of the present day is a Pooh-Bah; his

.../...

connections and directorships would fill a dozen of these pages. He is among other things a director not only of the French but of the German De Wendel companies. But that coincidence does not set forth his true qualities of being a Pooh-Bah. Is François de Wendel, President of the Comité des Forges, faced with a financial problem ? Then let him consult François de Wendel, Regent of the Banque de France. Is he in need of political support ? François de Wendel, Member of the Chamber of Deputies for Meurthe-et-Moselle, intimate and supporter of André Tardieu, one-time controller of some sixty deputies, is the man for him to see. Does this or the other piece of news need to be "interpreted" ? He cannot do better than consult that powerful journalist François de Wendel, who owns a majority interest in Le Journal des Débats, is the head of the group that in October, 1931 (jointly with the Comité des Houillères, the coal cartel), purchased the semiofficial newspaper of the French government, Le Temps, controls the Journée Industrielle, and is a power in the management of La Matin and L'Echo de Paris. Yet for all the illustriousness of this multi-sided man, the newspapers of France almost never mention his name. He does not like publicity." P. 41-42.

(8) - Dossier de l'affaire aux Archives Maurice de Wendel, avec note de celui-ci du 9 mars 1937, coupure du Detroit News du 4 juin 1935, et des photos des cinémas annonçant le film. L'auteur en est André Bernheim, il est édité par Topical Films, et il a passé au Criterion, à New York, du 13 au 29 décembre 1934.

(9) - Cf. l'Humanité, 16, 18, 20, 23, 25, 27 février et 4, 5, 7, 8, 10, 11, 15 mars ("De Wendel a un bon estomac - qui supporte minerai, acier et houille - il a mangé la moitié de la Lorraine - sans pour cela avoir attrapé une indigestion...", 17, 19, 20, 21 mars "De Wendel, Croix de feu n° 13, fournit à Hitler le minerai lorrain", 22, 24 mars "Le Croix de Feu n° 13 arme Hitler !" Reproduction d'une lettre de Paul Elbel, député radical, président du Comité économique de la S.D.N. à Saraut, réclamant qu'on réduise la moyenne mensuelle de minerai livré à l'Allemagne, 26, 31 mars 1936 : le journal appelle toujours Wendel le "Croix de Feu n° 13" et affirme qu'obligation serait faite aux membres de la direction et aux contre-maitres de la maison de Wendel d'adhérer aux Croix de Feu (L. Sampaix, 10 mars).

(10) - Série de 17 articles signés P. Mars, notamment "Les Responsables vivent et continuent" (1er mai), "Une Tradition de Famille" (3 mai), "M. de Wendel fait du chantage" (6 mai), "Croix de Feu et Croix gammées" (8 mai) et l'article de Jacques Duclos, daté du 15 avril, qu'il reproduit dans ses Mémoires, III, Paris 1969, pp. 138-139 : "M. de Kerillis, subventionné par M. de Wendel, Carte Croix de Feu n° 13, qui fournit le minerai de fer lorrain à Hitler...", et, après le tract de réplique, : "Touché Wendel !" de Vaillant-Couturier (25 avril).

(11) - Articles de Jean Galtier-Boissière, "L'Anti-France : la nouvelle Féodalité", Vendredi, 21, 28 février, 6, 13 et 20 mars (" I.M. François de Wendel, un Roi de France nouveau style", " II. M. de Wendel et le Malthusianisme économique", "III. M. de Wendel et l'Esprit de famille" (Humbert à Londres pendant la guerre), "M. de Wendel et l'Après-guerre" (Débats et Temps), "IV. M. de Wendel et la Banque de France". Francis Delaisi y revient un peu plus tard sur le "Bilan" financier de la "politique de Wendel" (Texte reproduit dans le Progrès Lorrain du 17 mai 1936 - auquel Wendel réplique par une mise au point dans l'avenir lorrain , 4 juin 1936 "Le Bilan de la Confiance"),

(12) - La Flèche de Paris, édition spéciale, 1er février 1936, pp. 1 et 4. Des adversaires ont retrouvé dans le Temps du 28 février 1935, à la fin d'un article qui se voulait très élogieux, cette phrase très maladroite qui leur permet de s'en donner à coeur joie : "A une époque où, dans le pays, ce sont les caractères qui manquent le plus, M. François de Wendel est une personnalité : même lorsqu'il semble défendre ses intérêts économiques, il a su donner à leur défense le prestige d'une politique générale orientant les destinées françaises..." !

(13) - La Lumière, 11 avril (relevé par M.F. Toinet, Georges Boris, op. cit.). Les cinq autres "candidats fùhrers" sont Laval, Tardieu, La Rocque, Taittinger et Kerillis.

(14) - Louis Marin évoque après la guerre ces accusations en ces termes : "Je voudrais rappeler qu'au moment des élections de 1936, ces industriels incriminés au cours de la période électorale ont tous dit que c'était le gouvernement qui leur avait conseillé de livrer de l'acier en échange du coke de la Ruhr. Le corps électoral a été sévère envers eux, mais ils ont fait peser une lourde responsabilité sur certains membres du gouvernement..." (C.E. 1933-45, Déposition Germain-Martin, annexes T. III p. 711).

VIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 2 (Notes)

(15) - Note de police , 4 mars 1936, P.P. 42.398, Dossier François de Wendel.

(16) - Par exemple celui-ci, distribué le 29 avril 1936 dans la banlieue Ouest : " MON CHER JACQUES BONHOMME,

N'écoute pas les méchants qui te déconseillent la lecture du TEMPS, de l'ECHO DE PARIS, etc...

Ce sont d'excellents journaux.

Ils impriment tout ce que "je leur demande" et font le silence sur ce que "tu ne dois pas savoir".

Continue à les lire.

Et le jour venu, tu iras docilement à la boucherie, car j'ai besoin de ta peau, mon cher Jacques Bonhomme.

DE WENDEL & Cie

Commanditaires du TEMPS, des DEBATS, de L'ECHO DE PARIS (journal de l'Etat-major) - et par l'intermédiaire des Banques - du JOURNAL (Darblay, des Moulins de Corbeil et FINALY, de la Banque de Paris et des Pays-Bas)- du MATIN (BUNAU-VARILLA, panamiste) - de PARIS-MIDI et de PARIS-SOIR (M. Jean PROUVOST, des Textiles de Roubaix-Tourcoing, etc..., etc... " (AFW)

(17) - Galtier-Boissière, article cité, 21 février 1936.

(18) - Ibid., 13 mars.

(19) - Wendel obtient des répliques de certains journaux modérés, la Journée Industrielle, 1er avril 1936, la Liberté, 9 avril 1936 : "Il est faux que des Français aient armé l'Allemagne" et l'Echo de Paris, 16 avril. François de Wendel fait montrer que, pour grossir l'augmentation des chiffres d'exportation du minerai, on omet de mentionner que les statistiques incluent depuis 1935 (février) les exportations vers la Sarre (FW à Geoffroy de Montalembert, 1er avril 1936, AFW I 7 et 6 avril AFW III 37 (10)).

(20) - "Le Comité des Forges répond" P.P. 82.000-2.254, note du 24 avril 1936, qui donne le texte de l'affiche. Deux ou trois jours plus tard, l'Humanité poursuit la polémique avec une nouvelle affiche : "Enfin le Comité des Forges avoue" qui conclue : "Ceux qui arment Hitler sont les mêmes qui, diviseurs des Français arment les ligues factieuses, créent la panique financière, font fuir l'or, et à leur tête M. de Wendel, Croix de Feu n° 13 !" (Ibid., note du 29 avril). Wendel lui-même commente ainsi l'initiative du Comité des Forges : "Je ne m'y suis pas opposé, mais reste sceptique quant à l'effet produit. Je reconnais qu'il y a cependant quelque chose à faire : les gens les plus modérés finissent par être influencés par ce qu'ils lisent, ou entendent de tous côtés. Ce que les gens sont bêtes !" C.XXIV, 23 avril 1936. Faudrait-il traîner les journaux en justice ? "Jallu, que nous avons consulté il y a 15 jours, ne nous a pas caché que la 10ème Chambre qui juge les affaires de presse ne faisait que ce que voulait le gouvernement et que le jury devant lequel ma qualité de parlementaire entraînerait peut-être l'affaire n'était guère plus sûr. Alors ?..." (C.XXIV, 25 avril). Au dossier des justifications, cf. enfin le discours prononcé par Humbert de Wendel, le 3 juin 1936, "à l'occasion de la réception aux usines d'Hayange des membres du Congrès national des Avocats de France" (3 pages imprimées, AFW).

(21) - Ce tract en réponse, rédigé en français et en allemand, est intitulé : "Aux Employés et Ouvriers des Mines et usines d'Hayange, de Moyeuvre et de Joeuf". On y lit notamment :

" 1° MM. de Wendel ne sont pas des marchands de canons.

La Maison de Wendel ne fait et n'a jamais fait ni canons, ni mitrailleuses, ni même de plaques de blindage.

(...) Il lui arrive, comme aux autres usines, de livrer aux Ministères de la Défense Nationale quelques tonnages dans les produits courants qu'elle fabrique (tôles, ronds et carrés, fers et poutrelles), mais ces tonnages n'ont jamais dépassé 2 à 3 % de sa production totale. Si cela suffit pour être classé comme industrie de guerre, on peut dire qu'à ce compte tout le monde travaille pour la guerre, non seulement les industries de toute nature, mais même les vignerons et les agriculteurs qui fournissent à l'Intendance Militaire, le vin, le blé et les pommes de terre; car il n'est aucun produit d'usage courant qui ne soit nécessaire aux besoins d'une armée en temps de paix comme en temps de guerre. (...)

2° Ce n'est pas par le minerai lorrain que s'est fait le réarmement

L'Allemagne, Sarre comprise, a produit, en 1935, 18.106.000 tonnes de métal; le fer contenu dans le minerai lorrain fourni à l'Allemagne ne représente que 11 % de ce tonnage; (...)

.../...

La Maison de Wendel elle-même, qui a réalisé en 1935 10% de l'extraction française de minerai, n'a livré que 7,7 % des exportations françaises de minerai en Allemagne, ce qui correspond à 0,85 % de la production allemande de métal.

L'Allemagne a trouvé sur son propre territoire ou dans des pays autres que la France 89 % de ses besoins de fer, de même qu'elle a reçu de la Russie soviétique 68 % et des possessions britanniques 32 % de ses importations de manganèse indispensables aux fabrications de guerre. Elle ne serait gênée en rien dans son réarmement par la suppression des exportations de minerai lorrain, minerai phosphoreux, alors qu'elle reçoit de Suède et d'ailleurs des minerais plus riches et plus purs, normalement utilisés pour les fabrications de guerre.

La suppression des exportations de minerai lorrain, qu'il appartiendrait au gouvernement de décréter, s'il voulait en prendre la responsabilité, se traduirait immédiatement par des chômages importants dans le bassin minier.

D'autre part, l'Allemagne fournit 45 % du coke nécessaire aux usines lorraines; la suspension des livraisons de coke allemand aurait pour conséquence, comme en 1923, l'arrêt de la moitié des fourneaux lorrains, d'où nouveaux chômages plus graves encore (...) " (AFW I 6).

(22) - C.XXIV, 14 mai 1936. Cf. aussi au 22 mai : "A la Banque comme partout, beaucoup de flottement. Tout le monde est inquiet, déconcerté, se réserve en attendant de quoi sera fait demain", et le 28 : "Edouard voit l'avenir en noir et parle beaucoup de s'en aller /de la Banque/ J'attends les événements et ne dis rien..."

(23) - Sur cette question rendue importante par l'apparition des grèves et des occupations d'usines dans l'intervalle, cf. les indications données au Colloque sur Léon Blum, Chef de gouvernement 1936-37 (Actes 1967, pp. 96-97). François Goguel voit seulement un "formalisme juridique" à l'origine de la solution adoptée, suivant en cela les explications de Blum lui-même à Riom (Oeuvres, 1940-45, pp. 237-238).

(24) - C.XXIV, 6 mai 1936.

(25) - C.XXIV, 6 mai 1936. Déjeuner de Wendel avec Nalèche, Decrais et André Meyer.

(26) - On l'apprend à l'issue du susdit déjeuner.

(27) - C.XXIV, 22 mai 1936.

(28) - Cf. les remarques de Philippe Serre au Colloque Léon Blum, p.105 : "A Joeuf, aux usines de Wendel, il y avait un seul syndicat : un syndicat C.G.T. animé par un ouvrier licencié, Georges Receveur. J'ai assisté à des réunions syndicales. Elles groupaient quatre personnes..." Sur les grèves chez Wendel, quelques brèves indications dans Grosdidier de Matons, T. II.

(29) - Wendel note seulement le 29 mai que les syndicats ont envoyé leur cahier de revendication "modèle omnibus", et le 5 juin que les listes d'adhésion à la C.G.T. circulent.

(30) - Sur l'évolution des esprits dans le patronat et le passage des responsabilités au niveau de la C.G.P.F., cf. Duchemin, L'Organisation syndicale patronale en France, Paris, 1940, p. 255-258.

(31) - C.XXIV, 6 juin 1936.

(32) - C.XXIV, 8 juin 1936.

(33) - C.XXIV, 9 juin 1936. Dès le 8 juin, Marin se dit "étonné du peu de résistance des patrons" (Ibid.)

(34) - C.XXX, 20 novembre 1941 (à propos des menaces qui pèsent alors sur l'U.I.N.M.).

(35) - Cf. à ce propos les déclarations de Léon Blum à Riom, Oeuvres, 1940-45, p. 263-264. "Des témoins viennent dire : Non ! Ce n'était rien, avec un tout petit peu de poigne, on en serait venu à bout. Mais ce langage, je l'affirme, personne ne l'a tenu le 6 juin /à la Chambre/ Personne n'est venu me dire : Il faut user de la force (...) Personne n'a osé monté à la Tribune pour dire : Que devient le droit de propriété ? Il faut avant tout que force reste à la loi et au droit de propriété."

(36) - "Le patronat devant les grèves : que pouvait-on faire ?" L'Ordre, 27 juin 1936, p. 1-2. L'article n'est pas évoqué dans les Cahiers, mais on le trouve à AFW I 2, et Wendel a mentionné en marge qu'il était l'auteur. C'est au reste bien son style. Il écrit par ailleurs : "Ce n'est pas aux parlementaires qui, enfermés le 6 février 1934 au Palais Bourbon, tremblaient de peur et cela, alors qu'ils n'étaient menacés ni dans leurs intérêts, ni dans leurs habitations ni dans leurs familles, et que leurs personnes mêmes étaient protégées ce soir-là par toutes les forces de police, qu'il appartient de critiquer des gens qui étaient menacés non seulement dans leurs personnes et dans leurs biens mais encore dans leurs familles et dans les intérêts extrêmement étendus qui leur étaient confiés." Et, au petit patronat, il répond que, s'il est menacé à plus court terme que le grand, faute de facilités de trésorerie, son sort dépend en fait de celui que le grand patronat aura su ménager pour les uns et pour les autres.

(37) - Cf. dès le 10 juin (C.XXIV) "Les ouvriers, malgré les engagements formels du gouvernement et des représentants de la C.G.T. (...) prétendent se faire payer les jours de grève ! Flottement dans le grand patronat. Duchemin flanche. J'ai dit formellement à Lambert-Ribot qu'on ne pouvait céder non seulement pour les raisons de principe habituelles, mais aussi parce que le petit patronat, dont le soutien est indispensable, ne le pardonnerait pas : il a été très choqué et, bien que ce soit vraiment injuste, le Parlement avec lui, du peu de résistance des patrons dimanche dernier. Si on cale, ce sera la déroute complète".

(38) - C.XXIV, juin-juillet, passim.

(39) - Cf. pour la vision des grèves par Wendel les Débats du 2 juillet 1936, "Les grèves en Lorraine" : article rédigé par lui, (manuscrits AFW I 2) qui se termine ainsi : "Lorsqu'on a (...) parcouru en auto les routes de ce pays de Lorraine, où 25.000 hommes dont un tiers d'étrangers au moins sont en grève, exposés à toutes les excitations qui peuvent leur venir de l'intérieur et de l'extérieur et qu'on a pu constater que la voie publique était vierge de tout service d'ordre, que, sur un parcours de 30 kms en plein pays d'usines, on n'a pas rencontré un gendarme, un garde mobile, on se demande s'il existe encore un gouvernement..." Et encore : "A Paris, les services publics ont tenu. Est-on sûr qu'il en sera de même ici ? Et si l'accident se produit, a-t-on mesuré ce que cela représentera pour l'idée française dans nos provinces recouvrées ?"

(40) - Oraison "funèbre" de Tannery par Wendel : "L'homme a du tempérament et plus de courage que beaucoup (...) Ceci dit, je suis obligé de reconnaître que ce qui lui arrive est dans l'ordre des choses et que, s'il est déplorable de voir la Banque de France changer de gouverneur tous les six mois, le remplacement décidé par Vincent Auriol de Tannery par Labeyrie est moins choquant que celui de Moret par Tannery aux beaux jours du ministère Flandin..." C.XXIV, 7 juin 1936.

(41) - C.XXIV, 10 juillet 1936.

(42) - Pour un bon résumé des reproches de la gauche, cf. le Rapport de René Brunet à la Chambre (Doc. parlementaires, n° 664.)

(43) - A. Dauphin-Meunier, La Banque de France, op. cit. p. 208, note 1.

(44) - Note s. d. AFW I 4.

(45) - Allusion aux campagnes de 1935 évoquées plus haut - notamment celle de La Lumière. Dans une note personnelle, datée de 1936, "La Banque de France" 6 pages dactyl. AFW I 4, Wendel précise et nuance : "Il est possible que des régents aient profité de leur situation pour agir auprès du gouverneur. Mais, sauf dans le cas de l'intervention de M. Dervillé qui a - et cela d'accord peut-être avec le gouvernement de l'époque mais certainement en dehors du Conseil général - obtenu de M. Robineau, en décembre 1924, de mobiliser certaines réserves de la Banque pour dégager la Banque de Paris et des Pays-Bas, dont il était président, de sa position sur les rentes, je n'en ai jamais eu connaissance..."

(46) - J.O. Débats du Sénat, 23 juillet 1936, pp. 808-809.

(47) - Cf. notamment le Temps (cité dans Bonnefous, VI, p. 25) et le long article "Contre une Banque d'Etat" consacré au discours par Charles Maurras, dans l'Action française, 25 juillet 1936 : "Il faut dire aux bons citoyens : Attention ! Les vérités d'expérience énoncées par M. François de Wendel ne sont pas discutables. Inspirez-vous-en ou bien résignez-vous à faire place nette au profit des petits juivailleurs que l'étatisme individualisme met en excellente posture pour s'engraisser de vos ossements !" "

(48) - C.XXIV, 28 juillet 1936.

(49) - Labeyrie dit s'inquiéter des "graves conséquences de la publication sur le crédit public" mais "MM. Mallet et de Rothschild estiment que les membres du Conseil ont non seulement le droit mais le devoir de protester contre les accusations dont ils ont été l'objet et de faire connaître les appréhensions que leur cause le changement apporté au régime de la Banque..." (P.V.C.R., 30 juillet).

(50) - Matin, Jour, Echo de Paris, Débats, etc... Le texte de la déclaration est reproduit dans Léon Blum, Chef de Gouvernement, op. cit. pp. 191-192. Cf. la réplique de Vincent Auriol, Dauphin-Meunier, op. cit. pp. 224-226 (rédigée par Baumgartner ? C.XXIV, 4 août 1936).

(51) - P.V.C.R., 13 août 1936, et C.XXIV, même date "Une séance assez misérable". Quatre régents seulement sont présents.

VIIe PARTIE - Section 3 du Chapitre II

- Notes (1) - Jean de Margerie à Nalèche, 20 août 1936, lettre transmise à Wendel, AFW II 19. Margerie a vu aussi Tardieu à Menton, rapportant de sa visite "la plus décevante des impressions", car, pour lui, "en dépit des derniers événements, il n'y a rien à faire pour l'instant".
- (2) - C.XXIV, 9 juin. "Les Croix de Feu veillent, dit-on... On ne s'en douterait pas..." et 10 juillet.
- (3) - C.XXIV, 7 septembre 1936.
- (4) - Sur le rôle de Pierre Pucheu au P.S.F., voir plus loin.
- (5) - C.XXIV, 26 septembre 1936. Au 28 juillet, cette autre mention de Doriot, sybilline : "/ Au dîner des Débats / F. de Croisset a raconté son dîner avec Doriot et un député de droite que je connais bien, H/übert/ de M/ontaigu/ J'ai feint l'ignorance, mais quelle erreur de se compromettre avec des gens qui ne vous apportent que des indis-crétions..."
- (6) - Une note de police du 14 septembre 1936 attribue le durcissement de la C.G.P.F. (à propos de l'intransigeance des patrons textiles du Nord) à Wendel, Peyerimhoff et Nicolle - mais ajoute à ces trois noms celui de Duchemin...(P.P. Dossier Temps, 2100-488).
- (7) - Cf. le discours d'adieu de Duchemin, le 9 octobre 1936, qui évoque le combat en termes voilés (Organisation syndicale patronale en France, op. cit. pp. 272-273).
- (8) - Cf. Ehrmann, p. 43. A rapprocher des projets nourris au même moment par Louis Renault qui rêve d'une organisation patronale enfin "musclée" et efficace (Note Renault du 23 septembre 1936, citée par Patrick Fridenson, Histoire des Usines Renault, T.I, op. cit. pp.255-260).

(9) - Au Procès de Riom (Léon Blum, Oeuvre 1910-1945, p. 284).

(10) - Commentaires significatifs à la réunion de médaillés militaires de Briey, le 18 octobre 1936 (AFW I 1), notamment : "Ainsi que le disait M. Caillaux, les dévaluateurs ne sont que des déflationnistes, mais la dévaluation est un peu ce que l'impôt indirect est à l'impôt direct, elle est plus facile à faire avaler au patient et le fait que j'ai vu des officiers, furieux des 10 % Laval, enchantés de se les voir restituer et ne pas avoir l'air de s'apercevoir que le même jour on les estampait de 35 %, le démontre suffisamment".

(11) - C.XXIV, 5 septembre.

(12) - C.XXIV, 16, 23 août. "/~Il/ mène dans toute l'Europe une campagne de non-intervention, tandis qu'il favorise le front populaire espagnol par tous les moyens". Wendel dénonce ailleurs (8 août) l'action "de Cot, Monnet et autres bolchevisants".

(13) - C.XXIV, 24 août. "Thorez paraît freiner". Cf. aussi 12 août : analyse optimiste de Marin.

(14) - C.XXIV, 12 août. Le 5 septembre, Wendel, comme il l'avait fait en juin, range ses papiers à Hayange "en prévision d'une occupation", écrivant : "Ce qui est (...) mélancolique, c'est de voir, du fait de quelques énergumènes, remis en question tout ce qui m'a passionné pendant ma vie : le retour de l'Alsace-Lorraine à la France, l'avenir de ma vieille Maison..."

(15) - C. XXIV, 12 août 1936.

(16) - Notamment auprès de Drouillet, Ernest Mercier, Louis Marin...

(17) - C.XXIV, 3 décembre, avec cette note ultérieure datée d'avril 1937 : "On a couru, cette nuit-là, un véritable danger. Marin m'a confirmé depuis que Daladier avait pris toutes les dispositions voulues pour empêcher les conjurés de s'emparer des ministères et de Paris; il en a été avisé personnellement sous le sceau du secret."

(18) - Le Temps des 14 et 15 novembre, et pour le Comité des Forges P.V.C.D. C.F., 19 novembre 1936, p. 2. La lettre de Gignoux est reproduite dans les Actes du Colloque Blum cité, pp. 193-194.

(19) - C.XXIV, 19 novembre. Présents notamment : Vicairé, Petiet, René Fould, Lambert-Ribot et du Castel. Entrevue "de pure forme". Léon Blum "courtois et même aimable n'a pas essayé de contester mes dires (...)" il s'est borné à garantir la bonne foi de Spinasse ?? La seule chose à retenir de l'entretien est la figure symptomatique de Moch, que cela agaçait visiblement de voir laisser sans réponse nos affirmations. En somme, notre lettre a porté".

(20) - C.XXIV, 27 novembre.

(21) - C.XXV, 28 décembre.

(22) - Le Figaro, samedi 6 février, col. 1.

(23) - Sur les sentiments de Wladimir d'Ormesson lui-même à l'époque, cf. ses souvenirs, Les vraies Confidences, Paris, 1962, pp. 225-227.

(24) - C.XXIV, 7 février. Encore que Wendel n'ait peut-être pas dit que les lois étaient "justes en soi". Il s'agit d'un dîner chez Madame de Coudekerque, en présence de François Piétri. "L'ambassadeur soutenait que Blum était un nouveau Disraëli et que l'Exposition 37 serait pour lui l'apothéose, tandis que j'opinais pour une culbute assez rapide. Il a été convenu que le 1er septembre, un déjeuner serait offert par celui de nous deux auquel les événements auraient donné tort..." Les propos de Wendel sont à rapprocher de ceux tenus par lui devant les médaillés militaires de Briey, le 18 octobre précédant (AFW I 1).

(25) - C.XXV, 23 juin 1937.

(26) - Propos tenus par Paul Morane, jeune député des Côtes-du-Nord, à Antoinette Piétri, et rapportés à Wendel par celle-ci "qui est un peu Saint-Jean Bouche-d'or". "J'ai répondu qu'il y a longtemps qu'on me l'avait annoncé, mais qu'en attendant je prenais de l'âge" C.XXV, 8 mars 1937.

Vile PARTIE - Chap. II, Sect. 3 (Notes)

(27) - Cf. Philippe Machefer "Le P.S.F. et le Front de la Liberté, 1936-1937", R.H.M.C., janvier-mars 1970, pp. 112-126, qui donne un bon tableau des divisions de la droite.

(28) - 25 d'entre eux, affirme une note de police du 18 août 1936. Ce serait l'origine des vraies hostilités (PP. 31410, dossier Louis Marin). Xavier Vallat confirme cette tentative, dénoncée par lui à l'époque (Choc du 13 août) dans Le Nez de Cléopâtre, Souvenir d'un Homme de droite - 1918-1945, Paris, 1957, p. 139. Mais dès le 27 août, Guiter a le sentiment que La Roque ne réussira pas à constituer son groupe (Note du 27 août 1936, L.M. 81).

(29) - C.XXV, 3 décembre 1936.

(30) - C.XXV, 9 février 1937.

(31) - Cf. l'anecdote rapportée par Louis Marin à l'Abbé Desgranges, député du Morbihan, non inscrit, mais proche de la Fédération. Quelques jours avant les élections de 1936, La Roque aurait envoyé un messenger à Marin, en Meurthe et Moselle pour lui demander l'engagement écrit de ne plus faire parti d'un ministère d'union nationale ou de concentration. Marin, ahuri, explique à son interlocuteur qu'il ne lui fut pas possible de refuser son concours à Poincaré et à Doumergue, Les gens l'auraient lapidé. Il lui rappelle les périls que courait alors la France. Le messenger est convaincu. Il baisse la tête :

" - Je vais aller expliquer cela à mon chef, dit-il en remportant son papier.

- Ah non ! réplique Marin. Je vous ai expliqué tout cela pour vous mais au Colonel de La Roque, je réponds simplement : M... "

Et l'Abbé, qui n'aime pas La Roque, conclut : "C'est bien le meilleur discours qu'ait fait Marin" (Journal d'un Prêtre-Député, 1936-1940, Paris, 1960, 17 mars 1937, p. 104)

(32) - D'après une note de police, Peyerimhoff aurait fait demander à La Roque, fin novembre, si l'on pourrait compter sur le concours des membres du P.S.F., en cas d'agitation sociale du P.C., et La Roque répondant par l'intermédiaire de Mermoz, se serait montré très réticent, ne voulant pas faire figure de défenseur des groupements patronaux (PP 3.848, Dossier Peyerimhoff, 27 novembre 1936).

(33) - L.M. 88. "Rapports avec le P.S.F." (Réactions diverses de militants transmises par Guiter à Marin).

(34) - CXXIV, 10 février 1936 et les réflexions semblables de l'Abbé Desgranges qui annonce que le P.S.F. va déclencher "une cascade d'échecs électoraux" parce que "dans la plupart des circonscriptions, sauf les rares où une personnalité d'opposition est solidement assis sur une majorité confortable et fidèle, le P.S.F., en raison de son activité, du nombre de ses adeptes et de l'abondance de ses ressources, primera les autres candidats de l'opposition. C'est lui qui restera en face du candidat des gauches et lui offrira la cible la plus large et la plus commode. Le candidat "Croix de Feu" aura les plus nombreuses chances d'être battu" (op. cit. 23 avril 1937, pp. 114-115).

(35) - C.XXV, 19 février 1937. "Il faut se concerter avant d'agir. La Roque en est convenu. Mais dans quelle mesure le fera-t-il ? Il n'est pas beaucoup plus facile à saisir que le Président de la Fédération républicaine !"

(36) - C.XXV, 3 mars 1937.

(37) - C.XXV, 19 mars 1937.

(38) - Machefer, art. cité, p. 116. ("La plus immorale des coalitions," note amèrement le Bulletin d'information du P.S.F., "a groupé contre nous les monarchistes, les "modérés" de la Fédération Républicaine et de l'Alliance démocratique, la franc-maçonnerie, le parti socialiste, le parti communiste et jusqu'au président départemental de l'U.N.C.") Wendel - qui a insisté pour le désistement - écrit de son côté : "La Roque comprendra-t-il la leçon et réalisera-t-il que, sur le plan parlementaire, son action ne peut que provoquer des catastrophes ? Je crains que non..." C.XXIV, 20 avril.

(39) - "Marin n'est nullement préoccupé. Il estime que le P.S.F. se sera effondré dans trois mois" (Desgranges, op. cit., 27 avril 1937, p. 115).

(40) - Avec le squelettique parti républicain national et social de Taittinger (Quelques lettres de Guiter à L.M. 88).

(41) - Abbé Desgranges, op. cit. 14 mai 1937, p. 117.

(42) - P.P., BA pr.341, Dossier Doriot, note du 4 mai 1937.

(43) - Ibid. 8 septembre 1936. Doriot aurait fait connaître la nouvelle à quelques collaborateurs immédiats.

(44) - A verser au même dossier, cette autre note de police datée du 28 mai 1937 : "M. Désiré Ferry disait à certains de ses amis que, pendant les pourparlers qui ont précédé la cession de la Liberté à M. Doriot, il a connu quelques noms de gros bailleurs de fonds du PPF. Et il citait un groupe de grands lainiers du Nord, et la maison Violet Frères (Byrrh) de Thuis (Py. O.) M. Ferry croyait savoir que d'autres importants souscripteurs - appartenant par exemple à la métallurgie - étaient acquis, eux aussi, à M. Doriot, mais ceux-là, il ne pouvait pas les citer car il n'avait pas la preuve de leurs générosités envers le P.P.F. (Ibid.)

(45) - C.XXII, 7 juin 1934 et 7 février 1935.

(46) - PP. BA pr. 341, Dossier Doriot, 3 juillet 1937.

(47) - Cf. Dieter Wolf, Doriot, Trad. fr., Paris, 1969, pp. 207-216.

(48) - C.XXV, 22 octobre 1937.

VIIe PARTIE - Section 4 du Chapitre II

Notes (1) - Sauvy, op. cit. II, pp. 255-256.

(2) - Il s'abstient (J.O. Débats du Sénat, 10 mars 1937) "Tous nos braves sénateurs étaient terrorisés par l'idée de ne pas voter un emprunt de Défense nationale (la Défense a bon dos !)" (C.XXV, même date).

(3) - "La Politique financière", article anonyme rédigé par Wendel, Les Débats, 13 mars 1937 (coupure avec note manuscrite en marge AFW I 2).

(4) - C.XXV, 23 juin.

(5) - Dès le 14 janvier (C.XXIV), Wendel notait, après une visite à Rothschild, : " Edouard croit le franc perdu et j'ai, une fois de plus, recueilli l'impression que la Maison R., qui a longtemps lutté pour défendre la monnaie, a abandonné la partie et se contente de prendre des positions dans le sens de son intérêt."

(6) - C.XXV, 23 juin 1937.

(7) - Le Temps, numéro daté du 16 juin, en dernières nouvelles et C.XXV 15 juin. Cf. aussi au 4 juillet : "Je suis très convaincu que le Fonds d'Egalisation des Changes a, depuis des mois, empêché le pays de réaliser la situation monétaire et qu'il a été pour beaucoup dans l'absence de préparation du public aux événements qui se déroulent. Jamais, sans le voile qu'il constituait, dix milliards d'or n'aurait pu sortir de France sans réaction aucune..."

(8) - Ainsi l'Abbé Desgranges qui est parmi ces hésitants et qui consigne : "Longue causerie avec François de Wendel qui m'expose avec une grande clarté l'état lamentable de la monnaie et de la Trésorerie (depuis lundi dernier, le Fonds d'égalisation des Changes est épuisé, et on manque de liquidités pour faire la fin de ce mois)"(op. cit. 20 juin 1937, p. 131).

- (9) - "Nous rentrons dans le cycle 1924-26", C.XXV, 28 juin 1937.
- (10) - Les Débats, 6 juillet 1937, "Les Comptes fantastiques des faillies", éditorial inspiré par Wendel.
- (11) - C.XXV, 30 juin 1937.
- (12) - Cf. Sauvy, II, pp. 261-263.
- (13) - C.XXV, 10 juillet. Bonnet, qui espère visiblement pouvoir constituer bientôt lui-même un ministère, réserve à Wendel un accueil très chaleureux. Il est très bref sur sa gestion dans ses mémoires cités, Vingt Ans de Vie politique (pp. 266-268).
- (14) - Sauvy II, p. 262.
- (15) - FW à Chastenet, 20 juillet 1937 : "L'expérience actuelle ne peut qu'échouer et elle échouera certainement dans un délai plus ou moins court. Ce à quoi il faudra veiller c'est qu'elle soit attribuée à ses causes véritables, ou autrement dit au climat politique actuel" (AFW III 37 (10))
- (16) - L'Eclair de l'Est, 19 juillet 1937 et lettre à Chastenet citée.
- (17) - Cf. C.XXV, 12 septembre et 9 octobre : "Si l'on discerne une certaine inquiétude chez quelques uns, on ne voit rien d'analogue, - aujourd'hui où le franc est à deux sous depuis plus de 15 jours - à ce qu'on a connu en 1926, lorsqu'il est tombé à ce taux pendant 24 heures seulement".
- (18) - Les suites d'une opération bénigne (hernie inguinale) sont compliquées par une congestion - dont Wendel renvoie d'ailleurs la faute à Blum : "Le personnel de la clinique s'est montré très complaisant, mais comment veut-on que des malades soient bien suivis, alors que, du fait des 40 heures, des congés payés, etc... etc... ils sont obligés de passer de mains en mains. Je n'ai pas eu affaire à moins de dix infirmières !" C.XXV, 9 août 1937.

(19) - Scrutin du 10 octobre 1937, suffrages exprimés : 5.165;
Serre : 2.702 voix, élu; Wendel : 2225; Yvon (P.C.) 238.

(20) - Action Française, 12 octobre 1937.

(21) - C. XXV, 13 octobre 1937. "Les naturalisations ont fait le reste".

(22) - C.XXV, 12 octobre 1937.

(23) - Désormais (art. 35 des Statuts) les actions au porteur auront une voix et les actions nominatives, inscrites depuis 5 ans au moins au nom des mêmes actionnaires, auront deux voix. Celles-ci sont la grande majorité (Société anonyme du "Journal des Débats" fondée le 30 décembre 1892, Statuts, 16 pages, sd /1936 ?/)

(24) - Voici quelle est l'opération : le capital de 8.200.320 francs est réduit d'environ 90 %, puis augmenté à 2.500.000 frs par intégration des sommes versées par le "groupe" en 1934 et celles qui le seront en 1935, soit un million cinq cent mille francs. Le capital est divisé en 25.000 actions de 100 F. Voici la liste des principaux actionnaires en mars 1938, qui permet de juger que la menace Cotnareanu est définitivement levée (les actions Rothschild sont réparties entre Nalèche, Chaumeix et Viallate qui sont des prête-noms) :

Actionnaires :

Nalèche et Vauréal	3.462
Chaumeix	1.947
Viallate	3.692
Wendel	7.600
Mme Lebaudy	4.170
Mme Cotnareanu	2.031

Puis, dispersés (actions toutes antérieures à 1933) :

Comptoir National d'Escompte	298
B.U.P.	299
Crédit Lyonnais	299
Banque de l'Indochine	299
Banque Industrielle de Chine	50
Banque Nationale de Crédit	50
Divers actionnaires	603
Actions dans le public non identifiées :	200.

.../...

VIIe PARTIE - Chap. II, Sect. 4 (notes)

(Note du secrétaire de Wendel sur des renseignements recueillis auprès de Silvan, administrateur du journal, 24 mars 1938, AFW II 19).

A propos de cette opérations, les Renseignements généraux témoignent, une fois de plus, à quel point ils sont mal renseignés - affirmant qu'une bonne partie des actions nouvelles sont attribuées "à divers créanciers, notamment Madame Cotnareanu..." (Note du 24 avril 1936, PP 2.100-402, Dossier Débats)

(25) - C.XXII, 2 octobre 1934 (Visite à Youmergue) et 16 et 26 novembre 1934 (Laval). Le résultat chiffré de ces visites n'est pas connu, mais assurément limité.

(26) - Note Silvan, du 15 janvier 1937, AFW II 19.

(27) - Note Silvan, 16 mars 1938.

(28) - FW à Nalèche, 13 juin 1935, AFW II 19, et C.XXIII, 12 juillet 1935.

(29) - Lettre FW de compte-rendu à Nalèche sur une visite rue Laffitte, 6 avril 1938 (AFW II 19). Rothschild est très critique contre le journal et continue plus par amitié pour Wendel que par sentiment d'utilité. L'argent Rothschild semble ensuite s'être maintenu au même bas étiage.

(30) - C.XXIII, 12 juillet 1935.

(31) - C.XXIII, 12 novembre 1935.

(32) - C.XXIII, 19 octobre, 1er novembre, 18 décembre 1935.

(33) - Le montant exact de cette aide - "Publicité financière" - n'apparaît pas au dossier.

(34) - C.XXV, 15 janvier 1937. Lettre de Nalèche annonçant l'échec, 17 janvier ("Encore une fois autant pour les crosses !") et réponse FW à Nalèche, 18 janvier "La proposition des groupes dont vous m'avez

.../...

Vile PARTIE - Chap. II, Sect. 4 (Notes)

parlé était inacceptable et je ne pense pas que vous ayez été étonné qu'étant donné les efforts faits par mes amis et moi depuis de nombreuses années, nous refusions de livrer les clefs de la maison. J'ajoute que le simple fait d'exiger la majorité, alors que j'ai 23 ans de vie publique derrière moi, pendant lesquels tout le monde a pu juger mon attitude, prouve bien qu'on voulait me "rouler". " AFW II 19.

(35) - Nalèche à FW, 4 février 1937. Le texte est allusif, mais paraît bien s'appliquer à Hennessy.

(36) - C.XXV, 15 février. Note sur un entretien avec Hennessy, 15 février 1937 : "Hennessy a exposé un certain nombre d'idées fumeuses sur la réforme de la constitution, le désarmement, la création d'une compagnie générale métallurgique englobant les usines du monde entier et supprimant la concurrence, etc...(...) J'ai déclaré que je serais très disposé, s'il le désirait, à mettre les Débats à sa disposition pour la défense de tel ou tel point de vue sur lequel nous serions d'accord mais que j'étais certain qu'il trouverait naturel qu'ayant la majorité, je la conserve (...) Je pense que l'affaire est classée".

(37) - Wendel décrit un peu plus tard "une petite conjuration des poignards contre notre brave Nalèche qui tue évidemment les Débats sous lui". On parle de Philippe Barrès pour le remplacer (C.XXVI, 22 nov. 1938)

(38) - C.XXIV, 22 septembre 1936.

(39) - "Note sur l'Idée directrice de la Réforme" par Chaumeix, fin 1936 (AFW II 19) et lettre de Chaumeix à FW, 28 septembre.

(40) - FW à Nalèche, donnant en détail son avis sur le journal en 4 pages, 18 novembre 1936 (à rapprocher d'une lettre de Mme Lebaudy, trouvant "déplorable" la nouvelle présentation du journal) AFW II 19. Deux autres lettres du même au même, du 1er décembre critiquant la petitesse des nouveaux caractères et du 7 décembre plus sévère encore, - et note manuscrite de Chaumeix datée du même jour. Le journal conserve six pages deux fois par semaine.

(41) - FW à Nalèche, 13 janvier 1937.

(42) - C.XXV, 17 février 1937.

(43) - Une note de police du 29 avril 1935 affirmait sans fondement que Le Comité des Forges était un des principaux actionnaires des Débats : il n'en possède pas une seule action en réalité (PP 2.100-402, dossier Débats)

(44) - Note anonyme du 5 juillet 1938, AFW II 19. Le journal avait d'autre part reçu des houillères des sommes beaucoup plus modestes de 30.000 frs en 1931, 50.000 en 1932, 45.000 en 1933, 25.000 en 1934, 25.000 en 1935, 30.000 en 1936. En 1937, les Houillères ne donnent plus d'argent, en déclarant que la moitié de la subvention des Forges est de leur fait. En 1938, les Forges donnent d'abord seulement 120.000 frs et le journal tente en vain sa chance aux Houillères. Note de FW en marge : "Vu L/ambert/-R/ibot/ qui versera 120.000 frs de plus en 1938, - mais laisser le Comité des Houillères tranquille;" Il ne souhaite visiblement pas que Peyerimhoff touche de trop près aux Débats.

(45) - Lettre FW à Marcel Bourgeois, secrétaire général de la C.G.P.F., 17 janvier 1939, et réponse de Bourgeois, même date (AFW II 19). Le Comité des Assurances fait aussi un geste; le montant reste indéterminé.

(46) - FW à Nalèche, 23 juin 1938. Il faut citer de longs extraits de cette lettre qui jette un éclairage intéressant sur les finances de la presse.

"...La première chose à faire serait de toucher les organisations qui, suivant une pratique bien connue, aussi bien des Chancelleries que des affaires, subventionnent tel ou tel rédacteur d'un journal, au lieu de subventionner le journal lui-même. Je ne parlerai pas des Chancelleries - je ne vous apprendrai rien sur la question - mais dirai par exemple que les plaidoyers en faveur de l'armement français qui se font par la plume de La Bruyère, et qui sont certainement ce que les Débats publient de plus tendancieux du point de vue économique, justifieraient des démarches tant auprès de la Caisse syndicale des constructeurs de navires que des sociétés de construction comme Penhoët et autres. On pourrait toucher également les Raffineurs, les sucriers, l'Etain, l'électricité, les minotiers, les Chambres de Commerce de certains ports, sans parler des Banques et des établissements de crédit.

Je ne dis pas que toutes ces démarches doivent et même puissent être faites par vous, mais il en est certainement quelques unes pour lesquelles l'intervention d'une personnalité comme la vôtre est indispensable. Vous n'êtes pas seulement le directeur d'un grand journal du soir, jouissant d'une haute considération et qui ne partage qu'avec le Temps

.../...

l'avantage de posséder une page financière capable de rivaliser avec les publications spéciales. Vous êtes encore le Président du Syndicat de la Presse. Je ne peux pas croire que des organes comme le Comptoir d'Escompte, la Société Générale, le Crédit Lyonnais, la Banque de Paris, l'Union Parisienne, le Crédit Industriel et Commercial, sans parler des banques particulières, ne soient pas sensibles à une démarche, et ce n'est pas à moi qu'il faut raconter que ces établissements ne font rien pour la presse.

Il est toutefois bien évident que ces demandes ne pourront avoir tout leur effet que si on pratique dans le journal une politique déterminée et qu'on se décide, comme je l'ai demandé souvent, à ne pas défendre les gens sans qu'ils fassent jamais rien pour vous. Il y a évidemment des positions que le journal ne saurait prendre, mais il est toujours facile de ne rien dire sur certaines questions et il est probable que certains silences caractérisés seraient de nature à faire réfléchir ceux dont la bourse ne s'ouvre qu'en faveur des gens qui les attaquent..."

(47) - Wendel en fait la remarque, le 24 janvier 1938, au moment où les amis du journal fêtent l'entrée de Nalèche à l'Institut (C.XXVI).

(48) - Un rapport de police sur le tirage de la presse française (PP BA 1713) daté d'octobre 1938 donne un tirage de 18.000 à ce moment.

(49) - Note FW sur le Conseil du 18 janvier 1939, AFW II 19.

(50) - Note FW sur le Conseil du 15 juin 1938, (AFW II 19). Les versements des Wendel, de 800.000 frs en 1936, réduits à 175.000 frs en 1937, remontent à 450.000 frs en 1938... (Note secrétariat, 18 mars 1939, ibid.)

(51) - Cf. les analyses fines et prudentes de Geoffroy de la Bouillerie, op. cit. pp. 71-72 et le graphique qu'il donne, cf. C.XXIII, 31 décembre 1935 : "Du côté affaires, année médiocre, tout au plus égale à 1934..."

(52) - Ibid., la Bouillerie et le bilan de Wendel, 31 décembre 1937 : "La situation financière de la maison s'est améliorée, mais là encore travail ingrat" (C.XXV)

(53) - La Bouillerie, pp. 79-80.

VIIe PARTIE - Section I du Chapitre III

- Notes (1) - Il en dresse ce bilan affligé : "Mon opération de juillet et ma campagne malheureuse du Conseil général m'ont interdit tout effort utile pendant le deuxième semestre et le fait est que je n'ai pas été beaucoup plus heureux dans le premier : on a beaucoup tourné autour de moi de différents côtés, mais cela n'a abouti à rien d'utile et de sérieux. Ce n'est vraiment pas la peine d'être aussi attaqué pour être aussi peu efficace..." (C.XXV, 31 décembre 1937).
- (2) - Cf. l'indignation de Pierre de Pressac, à propos de ces affiches, dans la chronique politique de la R.P.P., 10 avril 1938, p. 109.
- (3) - Lettre de Jacques Reboul à Wendel, 26 mars 1938.
- (4) - Georges Monnet tient des propos significatifs à Geoffroy de Montalembert (C.XXVI, 12 mars).
- (5) - Cf. par exemple Georges Lefranc, Histoire du Front Populaire, Paris 1965, p. 272, qui évoque l'hostilité de Flandin et de Caillaux, et ajoute : "François de Wendel, Sénateur, dont l'autorité était grande à droite, fit connaître lui aussi son hostilité. Intervention qui équivalait à un veto". Cf. aussi les propos de Jean Gacon, au nom du Parti communiste, à l'émission "Léon Blum", Dossiers de l'Ecran, O.R.T.F., 1971, "François de Wendel retint Marin par les basques"; et Jules Moch, Rencontres avec Léon Blum, Paris, 1970, p. 241 : "Louis Marin serait tenté de s'y rallier / au projet /, mais François de Wendel, farouche adversaire de Léon Blum, freine son ardeur."
- (6) - Accueil de Wendel à la Commission des Finances par son Président Joseph Caillaux, 16 février 1938, P.V. de la Commission, p. 36, Archives du Sénat.
- (7) - Malheureusement les procès-verbaux de la Commission des Affaires étrangères, on l'a dit, ont disparu des Archives du Sénat.
- (8) - C.XXV, 29 décembre 1937, et Le Matin du même jour.

(9) - C.XXVI, 9 février 1938. Wendel reprend exactement la même analyse au Banquet des Médailleurs militaires à Briey, le 8 mai 1938, - en expliquant l'abstention de l'Italie devant l'Anschluss par la faute des Français et des Anglais (C.R. par Wendel lui-même, 12 p. dactyl. AFW I 1).

(10) - C.XXVI, 8 février et 9 mars 1938 (Conversations Wendel-Mandel).

(11) - Déjeuner de Wendel au Sénat avec ses collègues Laval, Reibel et Fleurot. "Laval dont la politique vis-à-vis de l'Italie est en passe de triompher - était/assez en train et causait/très librement, trop librement même, car il reste toujours désireux d'une entente avec l'Allemagne, et certains de ses propos heurtaient visiblement Fleurot - sans parler de moi-même qui ne digère pas beaucoup plus facilement l'affirmation que, le cas échéant, on laissera tomber les Tchécoslovaques que je ne supportais jadis celle qu'on laisserait tomber les Polonais..." C.XXVI, 28 février. Cet état d'esprit, très offensif et assez amer, de Laval se retrouve dans ses interventions à la Commission des Finances du Sénat en 1938-39, quand celle-ci touche indirectement à la politique étrangère (P.V. de la Commission, Archives du Sénat, passim). Voir aussi ce qu'en écrit Alfred Mallet, Pierre Laval, T. I, Paris 1954, pp.127-134.

(12) - Un signe, si besoin en est, que Wendel vit toujours sur le schéma "Cartel-Poincaré" : quand Blum, dix jours plus tard, le 23 mars, vient présenter ses projets financiers devant la Commission des Finances du Sénat, très hostile, et notamment l'octroi d'une première dotation à la Caisse de la Défense Nationale, récemment instituée sous la présidence du Général Nollet, Wendel soulève le premier le problème du réescompte par la Banque de France des Bons à créer par la Caisse. Blum répond qu'il sera possible "comme pour tous les autres Bons". Alors Wendel : "Lorsqu'on a accordé cette faveur à tous les autres Bons, beaucoup de personnes ont pensé que c'était une possibilité d'augmenter la circulation de la Banque d'une façon considérable..." (P.V. de la commission, Archives du Sénat, p. 124), et sans le dire alors, il partage exactement l'opinion de son collègue J.L. Dumesnil - exprimée après le départ de Blum : "Si la courtoisie n'était pas une obligation au sein de la Commission, quand M. Blum a dit tout-à-l'heure que l'emprunt n'était pas possible, je lui eusse répondu : "L'emprunt réussira si vous quittez le pouvoir, un autre réussira ce que vous ne pouvez faire". " (Ibid., p.131).

(13) - Cf. CXXVI, 9 mars : "L'heure n'en est pas encore venue, mais il semble bien qu'au point où on en est, seul un ministère Pétain pourrait provoquer le choc psychologique voulu dans le pays. Mais peut-on l'envisager d'un point de vue parlementaire ? " Et 17 mars : "Lebrun songerait à un président du Conseil étranger au Parlement, qui ne serait pas le Maréchal Pétain, le seul possible cependant, semble-t-il". Remarque similaire au 8 avril. L'idée est dans l'air à droite (cf. les articles de Henry Bordeaux dans l'Echo de Paris du 13 mars, et de François Le Grix, dans la Revue Hebdomadaire du 2 avril, qui parle du "glorieux vieillard": cité par Micaud, op. cit. p. 147).

(14) - C.XXVI, 28 mars.

(15) - C.XXVI, 12 mars 1938.

(16) - Témoignage de Blum, à la C.E., 1933-1945, 30 juillet 1947, Annexes, tome I, p. 253.

(17) - Cf. les explications de Flandin à la Tribune, le 17 mars, J.O. Débats de la Chambre, p. 840-43, et ses justifications ultérieures, Politique française, Paris, 1947, p. 240, note I. Des détails sur l'attitude des droites dans Alexandre Werth, France and Munich, 2ème. éd. 1969, pp. 125-127.

(18) - Georges Lefranc, (op. cit. p. 272) se fondant notamment sur le témoignage de Blumel, qui avait consulté les communistes, écrit : "On tenait pour certain qu'ils auraient participé au gouvernement d'Unité Nationale, s'il s'était constitué alors". On retire une impression un peu différente des Mémoires de Jacques Duclos, qui écrit que Paul Reynaud rendit le gouvernement impossible "du fait qu'il voulait y faire figurer Louis Marin, président d'un groupe parlementaire comprenant un défenseur des Cagoullards, Xavier Vallat" (Mémoires, II, p. 284) Qu'eût-il dit d'un Wendel ! Mais comment parler d'Union Nationale sans ministre venu de la Fédération.?

(19) - Cf. l'éditorial du Temps, 13 mars : " L'avènement de la paix entre Français ne servirait de rien s'il ne s'accompagnait d'un renversement total de la politique qui nous a amenés où nous en sommes".

(20) - Cf. encore les explications de Wendel à Mandel, le 20 mai : "J'ai dit (...) que je n'avais pas à être pris comme responsable du refus de Marin de faire l'union avec Blum. (Je n'ai pas caché que si j'avais cru que celle-ci allait se faire, je l'aurais combattue, mais je n'ai pas eu à bouger)" (C.XXVI)

(21) - Jacques Debu-Bridel, L'Agonie de la IIIème République, op. cit. Debu-Bridel appartient alors à la Fédération Républicaine.

(22) - Témoignage Léon Blum, C.E. 1933-1945, p. 253. Il faut observer toutefois que Blum a pu exagérer en parlant de "l'accueil très chaleureux" reçu par lui dans ses tête-à-tête, car outre Marin et Baréty, pour l'Alliance des radicaux de gauche, il cite Flandin comme ayant "promis d'agir auprès de son groupe" en faveur du projet, ce qui paraît, au vu des autres documents, fort surprenant. Quand, plus tard, devant les mêmes instances, après la mort de Léon Blum, Dhers, historien et membre de la Commission, accuse Flandin à ce propos, constatant son attitude place Colbert, de "flottement de pensée", Flandin dément catégoriquement avoir eu aucune conversation avec Blum à ce moment-là. (13 février 1951, C.E. IX, pp. 2595-96). Le doute peut rejaillir sur Marin.

(23) - C.XXVI, 12 mars 1938. Il est vrai qu'on pourrait encore discuter cette certitude. L'Abbé Desgranges, qui doit être assez représentatif, réagit ainsi au projet : "Je me suis tenu en dehors des pourparlers où il s'agissait cependant de rebâtir le pont de la concorde. Pourquoi ? Cette grand guimbarde ministérielle, formée des éléments les plus disparates, gravirait-elle ces pentes abruptes ? Je ne le pense pas. Et puis j'éprouve une répugnance instinctive, insurmontable, à introduire dans le gouvernement de mon pays les agents de Staline, un des tyrans les plus abjects qu'ait connus le monde (Journal, op. cit. 12 mars 1938, p.197).

Ville PARTIE - Section 2 du Chapitre III

Notes (1) - Après une conversation avec Guy de Wendel, l'Abbé Desgranges ajoute ce trait : "Le Sénateur V., si bon garçon cependant, a fait sa cour aux Wendel en se moquant de Champetier" qui va à l'Eglise avec un gros livre de messe. Lui n'a pas de livre, mais il prie Dieu de tout son cœur" (sic). Je lui fais observer qu'on peut également prier avec une grande sincérité bien que muni d'un paroissien, et que cette marque de dévotion me désobligerait seulement si elle faisait contraste avec une vie privée peu ou moins chrétienne, ce qui n'était pas le cas pour Champetier, au contraire. Tout le monde s'est empressé de le reconnaître, mais j'ai pris sur le vif l'animosité que les hommes de droite éprouvent à l'égard des catholiques sociaux." (op. cit. pp.209-210)

(2) - C.XXVI, 13 avril. "J'aurais, pour des raisons politiques, voté pour le ministère s'il avait couru le moindre danger, parce qu'il fallait avant tout confirmer la défaite de Blum. Mais étant donné qu'on ne courait aucun risque à cet égard, j'estimais, pour des raisons politiques également, ne pas avoir à endosser la responsabilité des actes d'un ministère où mes amis et moi ne sommes pas représentés et dont à vrai dire aucun membre ne m'inspire confiance..." L'Abbé Desgranges, constatant qu'il n'y a qu'une seule voix contre, suppose à tort que ce doit être celle de François de Wendel (op. cit. p. 210). En fait, après vérification, le J.O. corrige ses chiffres en supprimant cette unique opposition. (J.O. Débats du Sénat, séance du 13 avril 1938, p. 562).

(3) - C.XXVI, 11 avril 1938.

(4) - Lettre FW à Jean Decrais, pour orienter son article de commentaires dans les Débats, 5 mai 1938, et lettre à Nalèche, même date; "Le fait que la dévaluation qu'on impose aujourd'hui est conforme aux vues de la maison que vous savez / Lazard / ne saurait nous empêcher de dire ce qui doit être dit". Seule réserve : "Il faut peut-être éviter d'attaquer directement M. Paul Reynaud, et ce n'est pas très difficile - puisqu'il est ministre de la Justice..." (AFW II 19).

(5) - La "désolidarisation" éventuelle de la piastre du franc, qui toucherait les affaires Wendel au Laos, -Mandel étant ministre des Colonies.

Ville PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(6) - "Il a eu l'air de croire qu'elle n'émanait pas de Blum, mais de Dormoy et de Vencent Auriol qui m'ont succédé chez lui et auxquels il a communiqué mon refus d'intervenir auprès de Marin..."

(7) - "Je n'ai pas caché - le mot était peut-être un peu vif - qu'on avait affaire à une bande de "crétins". Je dois dire que mon interlocuteur n'a pas réagi".

(8) - C.XXVI, 20 mai 1938.

(9) - Georges Bonnet, interview, 21 juin 1971.

(10) - A Bayon. Le discours est reproduit en partie dans le Matin du 25 août, le Temps et les Débats du 26, et finalement dans la Nation du 3 septembre, p. 568, sous le titre : "Evitons désordre et paresse pour éviter la dévaluation" !

(11) - Cf. Le Réveil ouvrier, organe des syndicats en Meurthe et Moselle.

(12) - En présence de Wendel, devant la Commission des Finances du Sénat le 19 mars 1939 (P.V. de la Commission, Archives du Sénat, carton n° 161).

(13) - Cf. pour la presse modérée, le Jour, l'Echo de Paris, le Temps, l'Epoque, le Journal, le Matin, etc... (Geneviève Valette et Jacques Bouillon, Munich, 1938, Paris, 1964, p. 95).

(14) - C.XXVI, 1er juin 1936. "J'ai aussi (...) fait ressortir qu'alors qu'en France nous attribuions tous à l'heureuse action de Neville Chamberlain vis-à-vis de l'Allemagne la détente de ces jours derniers, beaucoup disaient à Londres que celle-ci était la conséquence de la ferme attitude à Londres des ministres français qui avaient affirmé que la France respecterait les engagements pris. Ce n'est pas le moment de dire le contraire à la Fédération".

(15) - C.XXVI, 10-14 juillet. "Mais pour quand ? François-Poncet /-que Wendel n'a pas pu voir/ est, paraît-il, assez noir et redoute le prochain mois d'août. Ses collaborateurs semblent moins immédiatement inquiets. - Ce n'est pas que Berlin donne l'impression d'une ville où on va sonner le tocsin, L'Allemand de la rue m'a paru l'Allemand de toujours, avec cependant un nivellement social..."

(16) - C.XXVI, 22 juillet. "Pourquoi la France s'est-elle mise dans la situation de ne pouvoir s'en passer sans danger mortel ? Pourquoi l'Angleterre n'a-t-elle voulu réaliser le besoin qu'elle avait elle-même du concours français que le jour où notre pays se trouvait singulièrement affaibli au point de vue militaire, par rapport à l'Allemagne, et à moitié ruinée au point de vue financier ? Comprendra qui voudra ! C'est l'histoire d'hier... du sabotage de la victoire..." Cf. ses réflexions au 15 septembre, quand Chamberlain est à Berchtesgaden : "Si son effort n'est pas couronné de succès, c'est l'Angleterre engagée avec nous dans l'aventure, et cela encore est très satisfaisant..."

(17) - C'est l'impression qu'il retire par exemple d'une chasse chez les Sommier, à Vaux le Vicomte, le 8 septembre, où il trouve un public assez défaitiste, remarquant : "Malheureusement, dans ces affaires qui ne sont que nationales, on continue à incliner du côté où vous portent vos idées politiques au lieu de ne considérer que l'avenir du pays " C.XXVI, 8 septembre 1938.

(18) - C.XXVI, 9 septembre 1938. Pour l'état d'esprit de Monzie, bien conforme, cf. ses carnets, ci-devant, Paris, 1941, 295 p. Le 9 septembre, il n'évoque pas Wendel, mais une vive controverse avec Emile Buré, très favorable aux Tchèques.

(19) - Cf. les propos tenus à Wendel par La Boulaye, prédécesseur de Georges Bonnet à l'Ambassade de France à Washington. "Il reconnaît que ce geste d'abandon nous coûtera cher dans 7 à 8 ans ! mais ajoute que de toutes façons on devait en arriver là ! Un briandiste impénitent !" C.XXVI, 20 septembre.

(20) - FW à Hector Pétin, 31 août 1938, AFW III 37 (10).

(21) - C.XXVI, 31 août 1938, et l'hommage public rendu quelques mois plus tôt à Briey : "Voici que cette fois l'Angleterre a "touché" comme Premier ministre un réaliste qui a compris la vanité des illusions carressées (...) depuis la guerre et (...) a enfin compris le danger allemand, renversé la vapeur..." (Banquet des Médailles militaires de Briey, 8 mai 1938, discours cité, AFW I 1).

(22) - C.XXVI, 15 septembre 1938. Au moment de la visite de Chamberlain à Berchtesgaden : /"Il"/ est très capable de céder /"à Hitler"/ beaucoup plus qu'il ne serait désirable pour l'avenir..."

(23) - C.XXVI, 22 septembre.

(24) - C.XXVI, 29 septembre.

(25) - Le Populaire, 20 septembre 1938, repris dans l'Oeuvre - 1937-1940 p. 221.

(26) - C.XXVI, 20 septembre 1938. "En Angleterre, je lis sous la plume de Churchill, d'Archibald Sinclair, des articles que je signerais" (2 octobre).

(27) - "Je le répète à qui veut l'entendre" C.XXVII, 7 décembre 1938.

(28) - C.XXVI, 5 octobre 1938.

(29) - Approuvant l'article de Blum, le 20 septembre, Wendel précise : "Il est le dernier, après nous avoir amené là, à avoir le droit d'écrire cela..."

(30) - C.XXVI, 2 octobre 1938.

(31) - C.XXVI, 30 septembre.

(32) - Liste des 21 délégués dans les Débats du 29 septembre.

(33) - C.XXVI, 30 septembre. "Une démarche in extremis, que Marin voit cependant sans plaisir assimilée par le Jour à la campagne par trop pacifiste de Flandin". (Cf. article de Léon Bailby, Le Jour, 29 sept.)

(34) - C.XXVI, 23 juillet 1938 et 14 septembre 1938. Il blâme Stéphane Lauzanne qui "monte en épingle les justes griefs des Sudètes contre les Tchèques. Il prêche en faveur d'un plébiscite peut-être inévitable, mais gros de conséquences" (cf. l'article de Lauzanne, ce même 14 septembre, rappelant les arguments "juridiques" de Joseph Barthélemy sur la caducité du traité franco-tchécoslovaque de 1924. Au reste l'affaire des Sudètes est un problème intérieur de la Tchécoslovaquie; "La France ne peut renier un des principes de son histoire : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes". (Cité dans Valette et Bouillon, op. cit. p. 145). Cf. enfin, sur le rapprochement de Bunau-Varilla et de l'Allemagne depuis la fin des années 20, la communication de Jacques Bariéty, au Colloque "Presse et Politique" de Paris X - Nanterre, 31 mars 1973 (Actes à paraître).

(35) - C.XXVI, 9 et 16 février, et 7 mai 1938.

(36) - Divers ragots de police sur cette révolution de palais : François-Edmond Blanc, détenteur de la majorité des actions du journal, aurait mis H. Simond dehors, peut-être sur pression du Quai d'Orsay, exploitant les conséquences d'un accident d'auto qui risquait d'entraîner pour Blanc une accusation d'homicide par imprudence - à moins que ce dernier ait été simplement mécontent du déficit croissant (PP. 2.100-1839, Dossier Echo de Paris, notes des 10, 11 et 12 mai 1937). Les mêmes sources affirment que dès juillet 1937 Marin aurait souhaité racheter l'Echo de Paris pour en faire l'organe de la Fédération républicaine (note du 16 juillet) et qu'à l'automne, il aurait même demandé à Wendel de subventionner le journal à cette fin (20 nov. 1937).

Bailby annonce la fusion dans le Jour du 25 mars 1938. La police dit que Madame Cotnareanu aurait mis 1.500.000 frs à la disposition de Bailby pour faire l'opération - mais on sait ce que vaut cette source (Ibid., 23 mars 1938).

VIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 2 (Notes)

(37) - Dans ses éditoriaux de la première quinzaine de septembre, Bailby insiste avec une vivacité croissante sur les rigueurs exercées par les Tchèques sur leurs minorités allemandes contre lesquelles Prague "se serait acharné à des persécutions indignes d'un peuple civilisé" (10 septembre). Il prône la neutralisation des territoires contestés, (9 septembre), puis de la Tchécoslovaquie toute entière (14 septembre) : il reproche à Benès de n'avoir pas tenu les promesses qu'il aurait faites en 1919 à Versailles de bâtir la Tchécoslovaquie comme une Suisse perfectionnée (même jour).

(38) - C.XXVI, 14 septembre 1938. Attitude inadmissible de la part d'un journal qui "personnifie à peu près seul dans la presse du matin l'opinion de 30 % des Français..." Wendel ajoute : "Bailby s'est défendu en disant que c'était Gamelin lui-même qui lui aurait dit qu'on n'était pas prêt, qu'il fallait gagner du temps. L'opinion se retourne en ce moment. Nous allons vers des ministères plus modérés qui feront ce qu'il faut. Il ne m'a pas convaincu..." Le Jour du 19 septembre publie en première page, 1ère colonne, cet article du Général Duchêne : "Faute d'avoir l'armée de sa politique, il faut avoir la politique de son armée.."

(39) - Le Jour est un peu plus sévère envers l'Allemagne à partir du 16 et, dans son numéro du 20 septembre, il affirme que la France se battra avec la même ardeur qu'en 1914 si Hitler refuse les solutions pacifiques à la crise fixées à Londres. C'est peut-être là ce qu'Alexandre Werth appelle "les brefs moments d'hésitation /de Bailby/ à la perspective de l'immense victoire de l'Allemagne qu'elle allait remporter sans verser une goutte de sang" (France and Munich, p. 229)

(40) - Micaud, op. cit. p. 174.

(41) - A noter que dès le 18 septembre, Bailby parle de "prendre du champ comme l'a fait Joffre avec son recul stratégique sur la Marne d'où il a lancé une victorieuse offensive", et laisse percevoir sa préférence : "La France se croit-elle obligée à une assistance qu'elle n'a promise que dans certaines conditions et qui ne sont pas remplies ? (...) La France et l'Angleterre sauront-elles établir leur alliance sur des bases assez fortes pour opérer sur Prague d'abord une pression énergique en vue d'un sacrifice consenti à l'amiable, évitant ainsi la guerre où la Russie rêve de nous engager pour nous jeter dans la Révolution ? "

(42) - "Parlant des relations avec la France, le Chancelier a dit : l'Alsace-Lorraine n'existe plus pour nous", Le Jour, 27 septembre. Cf. aussi le Matin et C.XXVI, même date.

(43) - "Il a, d'autre part, accolé ces jours-ci les noms de Marin et de Flandin d'une manière déplaisante..." C.XXVI, 30 septembre.

(44) - "Ce que je trouve tout naturel d'ailleurs (...), mais je l'ai arrêté net en lui disant que, si je ne devais pas pouvoir lui dire ce que je pensais, je n'avais qu'à m'en aller; la conversation a repris ensuite sur un ton normal". C.XXVI, 30 septembre 1938.

(45) - Les Débats, septembre, passim. Le 25 septembre, Chaumeix écrit dans son éditorial anonyme que "Hitler a été saisi par un esprit de démence". Mais cette violence de ton est rare.

(46) - Le 30 septembre, Wendel s'entend avec Chaumeix pour "laisser les choses se décanter et (...) mettre le Front Populaire en face de ses responsabilités..." (C.XXVI).

(47) - Débats, 1er octobre 1938. La différence de ton avec le Matin et Le Jour qui, au même moment, proclament haut leur satisfaction, est ici marquée.

(48) - L'Epoque, 1er décembre 1938.

(49) - Sur le mécontentement de l'U.R.D. et de Marin à ce propos, note de police du 30 mai 1936 (PP. 31410, Dossier Louis Marin).

(50) - Dans cette brochure, le centre proposait aux candidats de dire à leurs adversaires socialistes : "Vous aviez le pouvoir, tout le pouvoir, qu'avez-vous fait contre les trusts, les 200 familles, les spéculateurs ? Vous avez été la providence des spéculateurs à qui vous avez offert deux dévaluations. Vous avez donné, en mars 1937, 40 % de primes aux exportateurs de capitaux. Vous avez laissé de magnifiques combines aux banques qui plaçaient vos emprunts. Vous avez permis à

.../...

M. de Wendel d'exporter en six mois en Allemagne 27 millions de quintaux de minerai de fer lorrain. Vous avez nationalisé "au prix fort" certains marchands de canon... Les 200 familles vous doivent des remerciements". Wendel avait prié, par lettre du 21 septembre 1937, le Général de Castelnau de dire son mécontentement "aux milieux qui gravitent autour de l'Epoque" et protesté auprès de Kerillis, le 24, en précisant que la Maison n'a expédié que 80.000 tonnes - 800.000 quintaux - dans la période considérée et en rappelant ses arguments habituels sur l'échange minerai-coke. Kerillis réplique en disant ses regrets, en promettant une rectification, mais en ajoutant : "Je suis étonné, Monsieur le Sénateur, que vous ayez pu croire un instant que vous ne trouveriez pas de mon côté la meilleure volonté pour réparer le tort qui a pu vous être causé " (27 septembre 1937, AFW II 5).

(51) - Le Temps, mardi 29 novembre, et longue réplique de Kerillis, Le Temps, 9 décembre: "Je continue de toutes mes forces à combattre le communisme et je combats aussi de toutes mes forces l'hitlérisme et ceux qui, dans les journées décisives de septembre, ont fait, par leur défaitisme, le jeu de l'étranger..." On n'est pas très loin de Wendel, comme on le voit, vigueur en plus.

(52) - AFW II 5.

(53) - Brouillon de lettre du 5 décembre, avec annotations manuscrites de Louis Marin, non envoyée; et lettre manuscrite de Wendel du 10 décembre (AFW II 5).

(54) - J.O. Débats de la Chambre des Députés, 13 janvier, pp. 30 à 35. Kerillis ne reprend pas non plus ses attaques contre Wendel dans le livre qu'il signe peu après avec Raymond Cartier : Laissons-nous démembrer la France ? Paris 1939, 253 p.

(55) - Lettre manuscrite de Geoffroy de Montalembert à François de Wendel, 13 janvier 1939 (AFW II 5) relatant une conversation avec Kerillis dans les couloirs de la Chambre. Montalembert trouve un "polémiste buté" : "Il vous en veut parce qu'il considère que vous l'avez toujours barré, parce que vous avez des mines en Allemagne, parce que votre presse lui est hostile (...) Quant au Temps, il semblait insinuer que M. de Peyerimhoff et vous, cela ne faisait qu'un".

(56) - Note du 10 décembre cité, indiquant que Lambert-Ribot a vu Kerillis.

(57) - C.XXVI, 7 décembre et note manuscrite du 10 décembre citée, avec cette phrase un peu ambiguë : "J'ai pensé d'abord répondre à Kerillis puis, sachant que Mercier avait donné 500.000 frs à l'Epoque, j'ai pensé avec L/ambert/_R/ibot/_ qu'il fallait causer..."

(58) - Cf. le livre du dorioteiste collaborateur Georges Champeaux, La Croisade des Démocraties, T. II, Paris 1943, p. 324, qui reprend une liste donnée par Paul Allard dans Les Provocateurs à la Guerre, Paris 1942, pp. 86 à 92, et fondée sur le témoignage de Me Jean Gautier, ancien démarcheur de Kerillis. Champeaux lui-même fait le rapprochement avec l'article de Kerillis du 1er décembre 1938 contre Wendel, et en tire la preuve d'un ralliement, après Munich, des puissances d'argent au parti de la guerre...

VIIe PARTIE - Section 3 du Chapitre III

Notes (1) - Cf. les critiques de son gendre Montalembert, qui lui reproche une excessive modération.

(2) - Le 11 février 1939, Wendel note qu'il se refuse à voir Bonnet dont il blâme, comme on verra, "la politique de rapprochement franco-allemand". Pourquoi ? "/Je suis/ fidèle à ma politique habituelle (qui résulte de ce que je suis obligé de sauvegarder les intérêts de la Maison, tout en restant dans ma ligne)/donc/ j'ai préféré éviter un entretien où j'aurais pu me trouver coincé" (C.XXVII).

(3) - Note FW pour Paul Reynaud, ministre des Finances, 13 juin 1939, AFW I 6.

(4) - Visites à ce propos à Paul Reynaud, le 19 juin 1939, et Monzie, ministre des Travaux Publics, le 31 juillet, tout deux favorables à l'opération (C.XXVII). Paul Reynaud n'a pas dit - je ne le lui reproche pas, car ç'eut été une rodomontade - que le gouvernement français n'admettrait pas que l'on touche à des intérêts en Allemagne ! (Voir traité de Versailles). Mais je ne peux ignorer qu'en 1913, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris avait tôt fait d'aller faire des représentations au Quai d'Orsay dès qu'on se permettait de molester en quoi que ce soit les propriétaires de concessions allemandes en France". La guerre suspendra le projet de vente d'Henri-Robert.

(5) - Cf. aussi les attaques de l'Humanité en août 1939.

(6) - C.XXVII, 30 novembre 1938.

(7) - C.XXVII, 19 décembre (chasse à Ferrières) "Paul Reynaud a certainement mis les Rothschild dans son jeu."

(8) - C.XXVI, 15 novembre. "Il reste évidemment dans l'idée que je fais la pluie et le beau temps au groupe Marin et désirait savoir si celui-ci voterait ses décrets".

(9) - C.XXVII, 25 novembre.

(10) - Cf. au 13 mars 1939, après un dîner avec lui chez les Gabriel de Mun (C.XXVII) : "L'homme est vraiment assez peu agréable. Il ne vous regarde jamais en face. Il paraît plein de lui-même et cela lui fait perdre le bénéfice d'une sympathie qui irait volontiers à un ministre tout de même très supérieur à ses prédécesseurs."

(11) - C.XXVI, 1er novembre 1938.

(12) - C.XXVI, 15 novembre 1938, (position expliquée à Paul Reynaud) et 22 novembre (à la Fédération Républicaine).

(13) - "Un impôt arbitraire et inquisitorial qui n'est qu'une brimade à l'égard d'un petit nombre de citoyen et n'est d'ailleurs accepté que pour cela (...), un impôt qui ne rapporte rien, sensiblement moins d'un milliard et demi, chiffre de 1936, dont 50 % ont été payés par moins de 9.000 contribuables, soit 0,52 % des assujettis, 68 % par 30.000 à peine, et 83 % par 100.000 environ (...), un impôt destructeur de toute initiative". Texte du discours, AFW I 1, repris par Frédéric Jenny "Vérités élémentaires", Le Temps, 21 novembre 1938.

(14) - P.V. de la Commission des Finances, séance du 1er janvier 1939, p. 202 (Archives du Sénat).

(15) - Pierre Pucheu, Ma Vie, Paris, 1948, p. 140; Dieter Wolf, DORIOT, p. 280 et ss.; et sur l'attitude de La Liberté, A. Werth, France and Munich, p. 230.

(16) - Ma Vie, ibid. Il est à noter que, si l'on en croit Carcopino, qui avait lui-même flairé la chose en voyant Ciano à Rome, le Quai d'Orsay - nommé Jean Marx, directeur du service des Oeuvres à l'étranger - aurait su, dès l'été 1937, Doriot subventionné par l'Italie (Souvenirs de sept ans, Paris, 1953, pp. 30-32).

Ville 14111 - (Maj. III, Sect. 3 (Notes))

(17) - Voici le compte-rendu que Wendel donne de ces deux dernières entrevues avec Doriot :

1° - 24 novembre 1938, chez Pucheu. Outre les avis sur l'argent italien, Wendel précise à Doriot sa manière de voir quant à la conjoncture : "Intransigeance en matière coloniale. Réserve jusqu'à nouvel ordre vis-à-vis du gouvernement actuel / le ralliement de fait interviendra un mois plus tard, après l'échec de la grève de 30/. Inconvénients, tant au point de vue intérieur que du point de vue extérieur, d'une politique antisémite dont nous avons mesuré les inconvénients, lors de l'affaire Dreyfus, etc... (...) Doriot a critiqué d'une façon assez pertinente la forme sinon le fond des décrets relatifs au travail. Ils font, d'après lui, le jeu des socialistes et des communistes qui relèvent la tête alors qu'on aurait pu, il y a un mois, dissoudre le parti communiste..." (C.XXVII).

2° - Entrevue du 11 mai, au siège du P.P.F. en présence de Barbé (*ibid*). Doriot a envoyé le matin à Wendel un émissaire, H. Clément, pour dire son désir de se disculper : "Je lui ai rappelé que je l'avais mis en garde, le 24 novembre dernier, sur le danger que cela pouvait représenter et dit que quelque bonne que soit l'utilisation d'un argent, on ne pouvait se désintéresser de sa provenance, etc... D'où le malaise qui s'est manifesté chez ses collaborateurs et chez certains de ceux qui s'intéressaient à son mouvement. J'ai cité des chiffres - signalé ce qui se disait au Quai d'Orsay. D. m'a longuement répondu. Ce qui m'a paru le plus pertinent, c'est la modicité des soi-disant besoins mensuels de son organisation. S'il dit vrai, ceux-ci devraient pouvoir être facilement couverts en France (200.000 frs). Ce qui m'a moins bien impressionné, c'est d'abord que, suivant la formule communiste, il n'a pas osé s'entretenir seul avec moi et a invité un de ses collaborateurs, M. Barbé, à assister à l'entretien. Ensuite que tout le monde paraît connaître, autour de Doriot, le montant des subventions consenties par tel ou tel industriel ..." On se persuade, à lire ces lignes, que Wendel ne pourrait guère faire cette démarche s'il ne faisait pas partie de ces derniers, au moins jusqu'à ce jour.

Wendel déjeune encore, le 6 juillet 1939, avec Popelin, propagandiste du P.P.F., chez Fabre-Luce.

Les versements italiens ne peuvent pas, aujourd'hui, être mis en doute (cf. notamment le Journal politique, 1937-1939 du Comte Ciano, au 2 septembre 1937) p. 23) et l'ensemble de l'argumentation de Dieter Wolf, Doriot, pp. 212-213. Pour les subventions reçues des milieux patronaux français, cet auteur cite un rapport du Commissaire Boscher (Dossier 622/568/120 DST) daté du 31 juillet 1945, mais ne donne pas la sidérurgie parmi les secteurs fournissant des bailleurs de fonds.

(18) - Témoignage sur les difficultés financières du P.P.F. : au printemps, les P.T.T. suspendent ses lignes de téléphone, les factures étant impayées (note du 8 mai 1939, PP BA pr. 337, Dossier "P.P.F.")

(19) - C.XXVII, 11 février 1939.

(20) - Il se dit spécifiquement "encore moins d'accord" avec Bonnet qu'avec l'autre camp (ibid.)

(21) - C.XXVII, 21 février 1939.

(22) - C.XXVII, 20 janvier 1939. "J'ai (...) noté une fois de plus que son entourage desservait tout ce qui est modéré". On note que Wendel est très attentif au Sénat à tous les rapports reçus sur le réarmement - et voudrait que l'on fasse de Mandel un ministre de l'Air ou de l'Armement. Il le dit à Palewski, directeur du Cabinet de Reynaud (26 janv. 39).

(23) - C.XXVII, 7 décembre 1938.

(24) - La Nation, 18 février 1939.

(25) - Kerillis dira notamment le 18 mars à la Chambre, en évoquant les "forces obscures qui travaillent contre la France" : M. Louis Marin a eu le courage, dans deux articles successifs de la Nation, d'accuser des industriels puissants d'essayer de peser sur la politique française.. "Wendel peut se sentir ici directement visé : chose imitante.

(26) - C.XXVII, 21 février 1939.

(27) - A noter que le 2 mars Wendel se réjouit de l'élection à la Papauté du Cardinal Pacelli : "Pacelli passant pour aimer beaucoup la France, cela paraît un échec pour Mussolini" Analyse discutable.

(28) - Wendel le dit lui-même à Bonnet. Bien qu'il n'ait pas souhaité le rencontrer, il le voit chez André Meyer, de Lazard, par suite d'un quiproquo : il avait compris que l'hôte serait Reynaud... (C.XXVII, 28 février 1939).

(29) - "/On/ se désintéresserait de l'Europe centrale et ne songerait plus qu'à son Empire, c'est le mot à la mode. Bismarck avait déjà trouvé cela en 1881, quand il nous avait aiguillés sur la Tunisie !" (Déjeuner avec André Meyer, C.XXVII, 3 février 1939).

(30) - Après un délai de réaction : "L'Angleterre et la France ne bougent pas. Quelques jérémiades de Chamberlain à la Chambre des Communes et c'est tout !" (C.XXVII, 15 mars, jour de l'invasion). "Chamberlain s'est enfin décidé à prononcer quelques paroles fermes à la Chambre des Communes" (18 mars). "Il n'est pas douteux que les Anglais ont repris depuis un an une grande confiance en eux-mêmes" (5 juillet).

(31) - Allocution au Congrès des Médaillés militaires de Meurthe-et-Moselle, à Damelevières, 4 juin 1939 (AFW I 1).

(32) - Débats, 15 mars 1939 (cité dans Valette et Bouillon, p. 239).

(33) - Dîner chez Maurice de Rothschild. "Le Duc s'est montré assez pacifiste et a dit que l'on pouvait s'entendre... Mais là j'ai courtoisement mais très catégoriquement, et à la grande joie des Français qui étaient là, Bourbon-Busset, Palewski, Fabre-Luce, Mme G. de la Roche-foucauld, etc..., pris le contre-pied et dit qu'il n'y avait pas $\frac{1}{2}$ penny à céder aux Allemands, que cela ne servait à rien, etc... etc... mes théories habituelles. Tout cela en un anglais de troisième qualité mais sans trop bafouiller tout de même. Le Duc était assez éberlué - mais il l'a pris du bon côté..." C.XXVII, 25 juin 1939.

(34) - Allocution de Damelevières, citée. Il formule cependant cette réserve importante : "Encore faut-il être certain que l'amitié russe ne nous fera pas perdre l'amitié polonaise et que le concours de l'armée russe ne nous privera pas de celui de l'armée de Pologne (...) Nous ne saurions renoncer à ses 60 divisions qui ont été organisées, dressées, je n'ose pas dire armées par nos soins, dans le seul but de disposer d'une armée russe dont on ne sait pas grand-chose sinon que son pouvoir offensif est très limité et qu'il n'existe même pas de routes ou de voies ferrées pour l'amener à la frontière". Or on sait que c'est précisément sur la question polonaise qu'échoueront les négociations anglo-franco-soviétiques de l'été...

VIIe PARTIE - Chap. III, Sect. 3 (Notes)

(35) - C.XXVII, 29 août 1939.

(36) - C.XXVII, 1er septembre 1939.

VIIe PARTIE - Section 1 du Chapitre IV

Notes (1) - C.XXIX, 13 juin 1940 (Tours).

(2) - C.XXIX, 14 juin (Fondettes près de Tours). "Si /les Anglais succumbent/, nous ne serons pas seuls à faire les frais de l'aventure. S'ils résistent, nous bénéficierons de leur succès".

(3) - Celle-ci "fait bondir" Wendel, C.XXIX, 23 juin. En octobre suivant, il évoque en ces termes, à propos de Barnaud attaqué par la presse de Paris, et de l'entrevue de Montoire, sa propre opposition immédiate à l'armistice : "Ce qui se passe est la conséquence logique d'un armistice dont je me demande si l'inspecteur Barnaud (;..) est toujours aussi partisan qu'il l'était à Nantes, le 15 juin chez Mainguy, alors que je lui annonçais tout ce qui est arrivé - et cassais dans un mouvement un peu vif mon verre sur la table en discutant de l'armistice" (C.XXIX, 25 octobre 1940).

(4) - Tous deux figurent dans la majorité. Sur le vote positif de Geoffroy de Montalembert, cette remarque ultérieure à propos d'une conversation avec Baudouin : "J'ai un peu interloqué l'ancien ministre des Affaires étrangères du Cabinet Paul Reynaud /sic : erroné/ et Pétain, lorsque j'ai dit que /Weygand/ était avec le Maréchal le grand responsable de l'armistice, et que cela provenait de la conviction qu'il avait que les Allemands seraient à Londres le 15 juillet ou le 1er août au plus tard. Dénégation de B. qui a prétendu que jamais W. n'avait rien dit de semblable dans les Conseils du gouvernement. J'ai répliqué en rappelant les déclarations qu'il avait faites à Geoffroy de Montalembert à ce moment-là et qui ont été pour beaucoup dans l'attitude différente de la mienne que G. a cru devoir adopter", C.XXXII, 6 janvier 1944.

(5) - C.XXIX, 9 août 1940.

(6) - "Le voilà /Hitler/ lancé 129 ans après, jour pour jour, dans l'aventure où a échoué l'Empereur. Bien savant qui pourrait dire où cela le conduira (...) Ce qui est certain c'est que l'on comprend moins que jamais l'attitude de Vichy" (C.XXX, 22 juin 1941) ; "on accorde tout aux Allemands pour se concilier leur bienveillance, on ne veut pas comprendre qu'avec eux c'est le do ut des (...), on rompt avec la Russie, - ce qu'il fallait faire il y a 20 ans - au moment où, pour la première

.../...

fois, elle se trouve jetée de notre côté..." Ibid. 2 juillet 1941.

(7) - Pierre Waline se souvient des sentiments que lui exprima Wendel au cours d'un voyage en train de Paris à Vichy : bien conformes (interview 1972).

(8) - C.XXX, 15 novembre 1941.

(9) - L'expression est du 31 décembre 1941 (C.XXX) mais l'idée est bien antérieure. Ehrmann rejoint cette idée en évoquant les illusions "des membres du groupe hétérogène qui voulaient devenir les porte-parole du patronat" (La Politique du Patronat français, op. cit. p. 66).

(10) - Léon Blum, A l'Echelle humaine, Œuvres complètes 1940-45, p. 414 (le livre est achevé en décembre 1941).

(11) - C.XXX, 1er novembre 1941. A rapprocher de cette remarque antérieure (1er voyage à Vichy) : "J'ai trouvé plus de foi patriotique chez les gens de gauche que chez les autres - foi évidemment plus fondée sur une certaine idéologie que sur le sentiment national - mais foi tout de même et foi indispensable pour mener à bien le bon combat". C.XXX, 28 mai 1941.

(12) - C.XXXI, 6-14 juin 1942.

(13) - Wendel, de passage à Lyon, y rend visite à Maurras, le 18 ou le 19 mai 1942. "J'ai fini par le trouver à la popote de l'Action française dans une salle reculée d'un petit bar où il finissait de dîner en compagnie de l'avocat Calzan et d'un personnage singulièrement médiocre dont la présence m'a gêné pendant l'heure et demie que dura notre entretien et qui n'était autre, je l'ai découvert en sortant... que le patron du bar ! J'ai trouvé un Maurras plus sombre que jamais et très buté. Des théories absurdes comme celle de souhaiter le débarquement des Allemands en Angleterre, pour qu'elle soit pour eux l'Espagne de 1809. Des développements sur l'unité française personnifiée par le Maréchal et enfin une confiance en Weygand que je n'ai pas cru devoir discuter devant des tiers. Toujours brillant, le Maître se trouve dans son exil à Lyon plus mûré que jamais par son infirmité... et c'est très fâcheux pour tout ce que l'A.F. représente de national ou de soi-disant national... / Son/ journal est aussi lamentable que les autres journaux de la zone libre" (C.XXX, 9-28 mai 1942).

(14) - C.XXX, 13 décembre 1941. Wendel ajoute : "et des plus indésirables.."

(15) - Entretien du 25 mai 1941, feuilles volantes adjointes au cahier XXX, in fine.

(16) - Dès août-septembre, Marquet et Laval reconnaissent en privé que la loi du 16 août a pour but "de faire disparaître la C.G.T. et surtout le Comité des Forges" (Pierre Nicolle, 50 mois d'Armistice, Paris, 1947, T. I, p. 63 et 68 : il s'agit du journal d'un "fonctionnaire" patronal à Vichy).

(17) - C.XXIX, 12 novembre 1940. Wendel marque à Laffond, secrétaire général de la Sidérurgie, qu'à ses yeux l'on "continue l'oeuvre du Front populaire" et que "cette lamentable décision" n'a "d'autre justification que la suppression simultanée de la C.G.T. " Un an plus tard, Emile Mireaux, ministre de l'Instruction publique à l'époque de la dissolution, affirme à Wendel que c'est Weygand qui, "remonté par qui ? - On ne sait pas, aurait accroché au Conseil des ministres la question de la dissolution du Comité des Forges et des Houillères". Commentaire : "J'ai le droit de me demander, après celle-là, comment j'ai pu - pour mes péchés d'ailleurs - rester président du Comité des Forges pendant plus de 22 ans ! " C.XXX, 27 décembre 1941.

(18) - Déclaration de Wendel à la dernière séance de la Commission de direction, PVCD, CF, 15 novembre 1940.

(19) - Cf. son discours au Banquet que lui offre l'ancienne Commission de direction du Comité des Forges, au Cercle Interallié, le 14 févr. 1941, 8 pages dactyl. AFW I 1.

(20) - Cahiers, passim et interview citée de Pierre Waline, sur deux conversations de 1941 avec Wendel dans le train Paris-Vichy. Wendel est seulement membre du nouveau CORSID que préside Aubrun, de chez Schneider. A noter que l'U.I.M.M. est épargnée.

(21) - Cf. Jean-Guy Mériot, Essai sur les Comités d'Organisation professionnelle, Paris, 1943, p. 336 (Le livre reste à un niveau assez théorique sinon abstrait); et Robert Aron, Histoire de Vichy, Paris, 1954, p. 245, qui évoque une lettre de protestation de Feyerimhoff mais écrit que le personnel dirigeant des trusts devait, en fait, dans la plupart des cas, conserver son influence. Dans le cas des Forges au moins, c'est tout-à-fait faux et il y a un renouvellement des leaders.

(22) - Suspendues un moment en novembre 1940, sur injonction de Laval, ces réunions reprennent peu après. Caillaux y est assidu. Elles constituent le pendant des mardis hebdomadaires pour les sénateurs de la zone libre (Cf. Jean-Noël Jeanneney, "Les Sénateurs et la Révolution nationale" Colloque FNSP des 6 et 7 mars 1970 sur Vichy et la Révolution nationale, Paris, 1970, 39 p. dactyl.) Wendel assiste à une seule réunion à Vichy (P.V. dressé par Gambiez, Archives du Sénat).

(23) - Interview Henri Derozy, 1973, et C.XXX, 1er août 1942.

(24) - C.XXIX, 28 octobre 1940. Chastenet reconnaît plus tard et "enfin", à Lyon, "l'erreur" qu'eût été un retour à Paris (C.XXX, mai 1941).

(25) - C.XXX, 7 janvier 1942. Le Temps aurait reçu du gouvernement, comme le Figaro, 200.000 frs par mois, (Philippe Amaury, Les deux premières Expériences du "Ministère de l'Information" en France, Paris, 1969, p. 637). Pour l'histoire du journal pendant cette période - de son contenu surtout -, cf. Alain Gérard Slama, "Un Quotidien républicain sous Vichy, le Temps (juin 1940-novembre 1942)" R.F.S.P., août 72, pp. 719-749.

(26) - C.XXXI, 12 août 1942 (à propos de la visite de Bonis, secrétaire général du Temps, à Lyon, qui, "complètement dégoûté", vient de démissionner. Bonis évoque un "accrochage" récent entre Chastenet et Laval. "Chastenet a dit qu'il ne demandait qu'à arrêter la publication (...) Laval s'est radouci. Il semble que Brisson au Figaro se défende mieux que Chastenet et Mireaux. Cela lui est d'ailleurs plus facile, le caractère traditionnellement officieux du Temps lui valant une surveillance que le Figaro, toujours plus indépendant dans le passé, n'appelle pas au même degré."

(27) - C.XXXI, 25 novembre 1942. "Je pensais qu'il y aurait beaucoup d'explications, de résistances, etc... L'affaire a été réglée en un tournemain. Cela n'aurait certainement pas été le cas il y a trois mois".

(27 bis) - Il est à noter que dans ses souvenirs Quatre fois vingt ans, parus après la frappe de ce chapitre (mai 1974), Chastenet attribue après coup au seul Mireaux (décédé en 1969) le désir de la publication hebdomadaire du Temps. Il écrit qu'après l'invasion de la zone sud "il /lui/ paraît indispensable de cesser la publication du journal", ajoutant : "Il me faut cependant convaincre mon collègue Mireaux" (p. 346). Même jeu déjà, même rejet de responsabilité à propos de l'effort pour revenir à Paris, après le 10 juillet 1940: "Baudouin et Mireaux me poussent à aller préparer le retour du journal dans la capitale. Je m'y refuse..." (p. 321).

Ville FA I - Chap. IV, Sect. 1 (Conte)

(28) - C.XXXI, 9 décembre 1942. Wendel insiste, fin décembre, auprès de Mireaux pour que malgré les pressions du gouvernement faisant suite "à des démarches ou tout au moins des entretiens plus ou moins inopportuns de Chastenet à Vichy", le journal ne réapparaisse pas. Il en est finalement décidé ainsi début janvier, Chastenet ayant refusé de signer le texte constituant la charte des journaux qui souhaitent continuer à paraître. (C. XXXI, 22 décembre 1942 et 3 janvier 1943).

(29) - A partir du 20 septembre (cf. avertissement aux lecteurs invoquant la nécessité des temps, Débats, 19 et 20 septembre 1939).

(30) - Pour éviter une augmentation de capital, on décide de donner à Jean Lebaudy, à titre gratuit, 2.500 actions provenant de divers actionnaires contre remise par lui des 240.000 frs destinés au journal. François de Wendel lui remet 951 actions sur les 7.584 qu'il possède en son nom propre ou au nom de la "Maison", Mme Pierre Lebaudy 523 et les autres "amis" - Edouard et Robert de Rothschild, Nalèche et Chaumeix - 926 (FW à Mme Pierre Lebaudy, 25 octobre 1939, lettre de l'administrateur Silvan, 2 novembre 1939, bulletin intérieur FW 6 novembre, et lettre FW à Edouard de Rothschild, 11 novembre 1939 avec réponse de celui-ci, 13 novembre, AFW II 19). Sur l'ensemble de l'opération et le sabotage envisagé par Wendel, note rédigée par lui, 13 septembre 1939 ("Situation du Journal des Débats"), 15 septembre (note pour la réunion du J.D. du 15 septembre), 16 septembre (C.R. du Conseil du 15 septembre) et enfin note sur le Conseil du 18 octobre, AFW II 19. Cf. aussi C.XXVIII, 13 et 15 septembre.

(31) - C.XXVIII, 17 octobre 1939 (Gaston Palewski, directeur du cabinet du ministre des Finances, convoque Wendel pour en parler) et 17 novembre (déjeuner avec Paul Reynaud chez Palewski : on ne fait qu'effleurer l'affaire).

(32) - "J'ajouterais que si le gouvernement revient à Paris, vous n'avez probablement pas de raison de continuer la publication à Clermont-Ferrand, et que d'autre part la publication du Journal des Débats à Paris, étant donné le régime imposé à la presse, serait sans intérêt aucun. Je pense que vous êtes suffisamment au courant de la situation ici pour ne pas avoir de doute à cet égard..." AFW II 20.

VILLE PARTIE - Chap. IV, Sect. 1 (notes)

(33) - Dans une note du 28 février 1941, Wendel évalue à 3 ou 4.000 exemplaires le tirage du Journal des Débats. "Le journal n'étant lu, en dehors des abonnés de Lyon et de Marseille, que par les gens de Vichy et de Clermont-Ferrand" (AFW II 20).

(34) - Carte postale "zone libre" FW à Nalèche, 2 décembre 1940 et note pour le même, 4 décembre, "M. François de Wendel n'a pas changé d'avis depuis sa lettre du 25 juillet où il conseillait à M. de Nalèche d'en suspendre la publication. Les conditions dans lesquelles /le journal/ paraît aujourd'hui ne sont pas de nature à modifier son opinion" (AFW II 20). Commentaires à C.XXIX, 28 novembre et 10 décembre 1940.

(35) - C.XXX, 9-28 mai 1941, et note rédigée d'accord avec Mme Lebaudy et André Chaumeix réclamant la suspension, AFW II 20.

(36) - C.XXX, 27 novembre 1941.

(37) - C.XXIX, 3 septembre 1940, et brochure "Attaques politiques contre les sociétés métallurgiques de la Moselle et la Maison de Wendel en particulier. Procès en diffamation contre le journal Action", Metz, 1944 15 pages; et enfin Sédillot, p. 363. Humbert et Maurice ont pu retourner une dernière fois à Hayange du 11 au 14 juillet 1940. Hermann Roechling leur a donné 48 heures pour quitter les lieux.

(38) - C.XXIX, 15 juillet 1940, et lettre de Boisanger, président de la délégation française pour les affaires économiques à la Commission de l'Armistice, 9 mai 1941, dans la brochure citée "Attaques politiques..." pp. 3-5.

(39) - C.XXX, 10 octobre 1941.

(40) - C.XXXI, 16 septembre 1942. Fin décembre, protestation officielle contre le démantèlement de Joeuf (ibid. 28 décembre 1942). Cf. au C.XXXII, 27 avril et 7 août 1943.

(41) - Il s'agit du moment où les Allemands souhaiteraient un accord amiable sur Joeuf. Wendel écrit : "/Humbert/a maintenu la position prise à la fin de septembre mais /il/ a cru devoir glisser à Lafond /secrétaire général de la Sidérurgie au ministère de la Production industrielle/ que, sans en faire l'objet d'une négociation, il devrait bien profiter de la circonstance pour lui faire rendre Henri et Philippe de Montremy (Fiancé de Berthilde de Wendel, fille de Maurice/ toujours prisonniers. Il a eu peut-être raison, mais je crains que quelles que soient les précautions prises pour qu'il n'y ait pas marchandage, cela ne fasse perdre à Henri le bénéfice moral d'une attitude très remarquée". Note ultérieure : "Affaire sans suite" C.XXXI, 26-29 octobre 1942.

(42) - "Ce ne serait vraiment pas cher" note Wendel amèrement, (C.XXIX, 19 septembre 1940). Les Wendel s'efforcent, sans grand succès, de faire démentir par la radio et la presse de Vichy.- A noter qu'ils se refusent même à reprendre des pourparlers entamés avant la guerre pour la vente de leur charbonnage de Hamm en Westphalie, (C.XXX, 30 août 1941.)

(43) - Jacques Freymond "Les Industriels allemands de l'acier et le Bassin lorrain (1940-1942)" R.H.M.C., janvier-mars 1972, pp. 27-44 (voir p. 36). L'article donne des indications intéressantes quant au primat de l'autorité politique en l'occurrence sur l'influence des industriels. D'autre part, Alan, S. Milward, The new Order and the French Economy, Oxford 1970, pp. 210-224, replace bien ces épisodes dans l'ensemble de la politique allemande en France occupée.

(44) - Des détails sur le processus de dépossession et sur les dommages subis dans Geoffroi de la Bouillerie, op. cit. pp. 92-104, et dans Sédillot, pp. 353-363. Hermann Roe-chling, nommé le 1er juillet 1940, "délégué général pour le fer et l'acier en Lorraine" voit échapper la Moselle à ses attributions par un arrêté de Goering, président du Conseil du Reich, du 31 janvier 1941. Pour Roechling la lutte n'est pas égale... Joeuf démantelé sera rendu in extremis à Wendel & Cie, en février 1944, au terme d'une négociation entre Roechling et le ministère de la Production industrielle. A cette date, c'est sans importance.

(45) - Intervention de l'avocat général Pierre Mounier, au nom de la France, audience du 7 février 1946, Procès de Nuremberg, éd. fr., Débats Nuremberg, 1947, pp. 101-102.

Ville Paillet - Chap. IV, Sect. 1 (notes)

(46) - C.XXXI, 30 août 1942. Et le 9 novembre, il évoque "la très belle lettre de protestation de Jeanneney et Herriot contre la dissolution où ils accusent le gouvernement de chercher la guerre avec l'Angleterre".

(47) - C.XXXI, 22-26 septembre. Au cours de la même visite, il a un fort accrochage avec Joseph Barthelemy, garde des Sceaux, qu'il va voir pour une affaire de nationalisation et qui finit par lui dire : "J'admets les bombardements des Anglais avec qui nous sommes presque en guerre, pas ceux des Américains !" (C'est Wendel qui souligne).

(48) - Wendel note "l'évolution symptomatique des esprits à l'U.I.M.M. (C.XXXI, 18 février 1943).

(49) - C.XXXII, 24 novembre 1943 (à propos de la lettre de Monzie au Maréchal réclamant la convocation des Chambres - évoquée et partiellement citée dans Robert Aron, Histoire de Vichy, pp. 635-636. Wendel n'y croit pas un instant : "Tous les hommes qui gouverneraient sous la botte allemande seraient brûlés").

(50) - C.XXXII, 10 avril 1943.

(51) - Dès le 14 mars 1941, notant que Peyerimhoff croyait que la lassitude des belligérants les conduirait à un compromis, Wendel observait : "La chose me paraît plus dans le tempérament de mon collègue des Houillères que dans celui du Fuhrer ou de M. Churchill..." (C.XXXI).

(52) - C.XXXI, 26 février 1943.

(53) - Pour une évocation détaillée de ces réunions et du rôle important qu'y joue Wendel, voir le journal de Jacques Bardoux, La Délivrance de Paris, séances secrètes et négociations clandestines, Paris 1958, 389 p. en particulier pp. 37, 68-69, 95, 99, 133-134, 193, 197, 216, 231-232, 255, 273-74, 289-91, 318, 329-333, 353-54, et d'autre part C.XXXI, C.XXXII et C.XXXIII, passim.

(54) - C.XXXII, 1er juillet 1943. Cf. ses réflexions caractéristiques sur le destin politique très menacé de François Valentin, directeur de la Légion jusqu'en 1942.

(55) - Bardoux, p. 377, qui n'en donne pas malheureusement le contenu.

(56) - "Je signale à de W. qu'on nous a demandé de donner une liste des hommes qui pourraient éventuellement servir de "conseillers" sinon de ministres du gouvernement provisoire. Je lui dis mon embarras devant la pénurie d'hommes (...) Pour la Production industrielle /il dit/ : "Je n'ai jamais été personnel et je crois avoir été désintéressé. Il me semble que moi et surtout mon frère, nous serions indiqués comme conseillers en cette matière..." (Bardoux, p. 328). Wendel n'en dit rien dans ses Cahiers, évoque seulement en termes vagues son espoir de jouer un rôle en tant que sénateur (C.XXXIII, 9 août 1944). La liste préparée par Bardoux et donnée par lui à La Noë en même temps que celle de Wendel, propose finalement pour la production industrielle 1° Ernest Mercier, 2° Wendel, 3° Maroger, 4° Farjon (p. 337).

VIIe PARTIE - Section 2 du Chapitre 4

Notes (1) - C.XXXIII, 6 et 8 novembre 1944. Sa candidature aurait été écartée "sur la déclaration faite par un certain nombre de socialistes qu'ils avaient vu /Wendel/ à Vichy en juillet 40 et sous prétexte qu'étant là, il aurait pu faire acte de présence". Wendel proteste mais trop tard.

(2) - C.XXXIII, octobre novembre 1945.

(3) - De la même façon Marin se refuse, en novembre 1946, à appuyer son nom pour le Conseil de la République (C.XXXIV, 25-27 novembre, 19 décembre 1946, 19 janvier 1947).

(4) - C.XXXIV, 27 novembre 44.

(5) - L'Humanité, 15 septembre 1944. Action écrit le 5 janvier : " En pleine occupation, le Comité des Forges a vendu la Lorraine aux Allemands. C'est avec le Maréchal Goering en personne que M. de Wendel a conclu cet accord (pour 15 ou 20 milliards de francs papier 1941)". Nouvelle vague d'attaques dans Action, (30 mars 1945 et ss.) "Nous ouvrons le dossier de Wendel" et la réponse très isolée de Maurice Schumann, dans l'Aube, 20 février, "A bas la Haine !" : "Pourquoi coller sur un nom la même étoile jaune que l'ennemi sur un enfant juif de six ans ? Pourquoi ne pas être implacables contre la royauté de l'argent et la régence du capitalisme, sans rétablir pour autant une sorte de racisme spirituel au détriment d'une, de dix ou de deux cents familles ? Si un traître s'appelle Wendel, châtiez-le parce qu'il est un traître. Si un héros s'appelle Wendel célébrez-le parce qu'il est un héros. Et par-dessus tout nationalisez les Forges comme les Houillères, les Assurances et le Crédit, non pas parce qu'ils appartiennent à tel ou tel baron, mais parce qu'il est juste que les grandes sources de la richesse nationale appartiennent à la Nation..."

(6) - Cité par Serge Bonnet, op. cit. p. 408. C'est moi qui souligne.

(7) - L'Humanité, condamnée en 1ère instance est relaxée en appel, au mois d'octobre 1945, pour un motif de procédure. Quant au procès contre Action, il sera remis d'année en année pour n'aboutir qu'en 1951 à une condamnation modeste de Kriegel-Valrimont et un de ses rédacteurs. à 12.000 frs d'amende chacun, 1 fr. de dommages-intérêts à chacune des quinze parties et trois insertions de l'arrêt. (Le Monde, 14 février 1951, Sédillot, p. 382 (qui cite seulement "trois insertions" et six frs de dommages-intérêts) et le dossier du procès aux archives d'Hayange avec les plaidoyers du Batonnier Charpentier).

(8) - Serge Bonnet, p. 408.

(9) - J.O., 28 décembre 1945, p. 8638, décision n° 591.

(10) - J.O., 3 janvier 1946, décision n° 591 bis. Louis Marin écrit à René Cassin : "...François de Wendel n'était pas à Vichy et n'y est pas venu. Il me l'a expliqué par la suite : "parce que sa présence à l'assemblée aurait pu paraître un acquiescement à l'Armistice" et qu'il y était hostile au plus haut point. En outre, je puis, avec force preuve à l'appui, vous affirmer ses multiples actes de résistance aux Allemands, notamment à Goering, son aide constante et essentielle aux prisonniers et aux Alsaciens-Lorrains déportés en zone Sud, sa résistance au gouvernement de Vichy qui l'a dépouillé de toutes ses fonctions et qu'il a traité comme il fallait, notamment en la personne du chef de l'Etat français. Il me l'a rapporté le jour même et j'en ai eu vérification" (31 décembre 1945, Annexe au Cahier XXXIV).

(11) - René Cassin à FW, 1er juin 1946, ibid. (Voir aussi Le Monde, 29 décembre 1945 et 1er janvier 1946).

(12) - Sur le développement du mythe, cf. encore les attaques ultérieures de René Poirot au Conseil de la République et la réplique de Geoffroy de Montalembert (J.O., Débats du C.R., séance du 30 juillet 1947).

(13) - "Cambriolage" naturellement, aux yeux de Wendel (C.XXXIII, 18 décembre 1944 à l'occasion du premier numéro du Monde) Cf. aussi sur le Temps et les espoirs de Chastenet, C.XXXIII, 13 janvier 1945, C.XXXIV, 10 avril, 16 juillet et 17 décembre 1946 et C.XXXVI, 15 juillet 1948.

(14) - Wendel se refuse à assister à l'enterrement de Nalèche, qu'il n'a pas revu (C.XXXV, 24 novembre 1947). Il ne pardonne pas d'autre part à Pierre de Chevigné d'avoir fait paraître son Matin dans les locaux de la rue des Prêtres.

(15) - C.XXXIV, 11 mars 46 et C.XXXIII, 30 novembre 1945 : "Ouvert sous le signe de la Victoire, ce cahier se termine sous le règne du brigandage et de la lâcheté..."

(16) - C.XXXIII, 24 octobre 1944. Le héros de la famille, le général Leclerc - qui a épousé Thérèse de Gargan cousine de François de Wendel - semble tomber d'accord avec cette analyse, lors d'un déjeuner rue de Clichy. "/Leclerc/ a défendu /de Gaulle/ en disant, non sans raison que la réaction socialo-communiste était la conséquence des sottises commises par le Maréchal et le fait qu'à Londres, de Gaulle n'avait pu rencontrer en fait de Français que ceux qui s'y trouvaient : des Juifs ou la clique d'extrême-gauche. Comme la plupart des gens qui ont vécu hors de France, il a de la peine à comprendre que les dissidents ont bien pu personnifier l'idée française pendant un certain nombre d'années, mais qu'ils représentaient une minorité trop faible pour prétendre domestiquer la France comme ils le font actuellement" C.XXXIII, 25 juin 1945.

(17) - Cf. ces réflexions du 9 octobre 1945, quand Wendel ne figure pas parmi les candidats modérés à la Constituante : "Je dois à la vérité d'indiquer que, si bizarre que puisse sembler dans la circonstance l'attitude de Marin vis-à-vis d'un ami auquel il doit tout de même beaucoup, c'est cependant à moi-même qu'il faut s'en prendre si la question de ma candidature ne s'est même pas posée (...) Il n'est peut-être pas inexact d'attribuer (...) cette réserve exagérée aux habitudes prises pendant l'occupation. J'ai systématiquement adopté, pendant les cinq années de servitude, une attitude hargneuse, passive, négative. Je n'ai rien fait. Mes seuls actes positifs ont été des refus. J'espérais retrouver une vie active au moment de la Libération. Les déceptions qui l'ont suivie m'ont fait retomber dans la passivité des années précédentes, dans une passivité qui était peut-être devenue une habitude (...) Est-ce l'effet de l'âge ? Je ne le crois pas. Ce qui est certain, c'est que si j'avais eu la ferme volonté d'être candidat, j'aurais bien su le dire à Marin..." C.XXXIII, 9 octobre 1945.

(18) - Le Monde du 26 novembre 1948, p. 2, évoque, sous la plume d'Alain Clément, correspondant à Francfort, des entretiens secrets qui, d'après des rumeurs courant dans les milieux socialistes, auraient eu lieu en Suisse, entre Wendel, Bidault et Adenauer, à propos des questions allemandes. C'est une fable (démenti de FW, Le Monde, 2 décembre 1948 : Wendel n'a jamais de sa vie vu Adenauer - ni même Bidault).

(19) - Des renseignements dans Ehrmann, op. cit., pp. 195-197.

(20) - C.XXXV, 4 juillet 1947.

(21) - Wendel redoute son ignorance des questions économiques et financières. (FW à Edouard de Rothschild, 5 février 1948, AFW III 37 (12))

(22) - On trouve dans Jacques Boudet, ed., Le Monde des Affaires en France de 1830 à nos Jours, Paris, 1952, p. 672, une belle photo prise de haut du cortège funèbre de François de Wendel.

CONCLUSION GENERALE

=====

CONCLUSIONNotes

(1) - Cité par Edmond Ruby et Jean Régnauld, Bazaine coupable ou victime ? A la lumière de documents nouveaux, préface du maréchal Juin, Paris, 1960, p. 2.

(2) - Le mot de haine n'est pas trop fort. "Pastor ne se rend pas compte", note Wendel après une conversation avec le directeur de ses établissements en Allemagne, "à quel point je déteste son pays". (C.XI, 4 novembre 1920).

(3) - Robert Marc /Alfred Fabre-Luce/ "François de Wendel", L'Assaut, 9 mai 1937.

(4) - "Il y a des saints au Paradis - ou du moins on l'affirme. Ils sont plus rares sur cette terre et si je connais des gens qui travaillent pour la gloire, ils ne constituent tout de même que des honorables exceptions. La masse ne fournit un effort que dans la mesure où elle y trouve son intérêt". (C.XVI, 9 novembre 1927).

(5) - "Lorsque chacun reste à sa place, les choses ne vont pas plus mal" (C.XV, 9 mars 1927).

(6) - F.W. au docteur J.L. Faure, qui lui a envoyé un projet d'impôt sur les dépenses, 14 août 1935, AFW III 36 (9). Il exprime souvent ce point de vue.

(7) - A propos de l'enterrement d'Hippolyte d'Huart à Longwy, sans fleurs ni couronnes, ni discours, avec "une simple messe basse" : "Sans faire d'extravagances, il est bon de laisser sentir au personnel d'une entreprise que le "patron" déplaçait "une certaine colonne d'air" et que ce n'est pas le premier venu qui disparaît. L'enterrement des pauvres, c'est bon pour les milliardaires de Paris..." (C.III, 27 février 1912).

(8) - C. XXXIII, 20 août 1944.

(9) - On mesure la différence avec tel important industriel de notre temps, personnage symbolique lui aussi, député ou sénateur depuis 22 ans, et qui cause une vive surprise en apparaissant un jour au Palais-Bourbon, et qui ne connaît pas l'emplacement de son banc, où il faut qu'un homme lise le guide...

(10) - "Je suis toujours surpris de l'incompréhension des choses politiques chez les hommes de l'industrie, et de la courte vue de ceux de la finance..." (C.XIV, 18 avril 1926).

(11) - Allocution FW en réponse à Théodore Laurent, au banquet offert au Cercle interallié par la Commission de Direction du Comité des Forges à son président à la suite de la dissolution du Comité des Forges, le 14 février 1941, AFW I 1.

(12) - Cf. cette remarque de Wendel à l'issue d'une visite au ministère de la Justice avec son cousin Louis de Gargan qui a des difficultés personnelles : "Mon commanditaire paraissait d'avis que cela pouvait être commode d'avoir un gérant député" (C.VIII, 13 juin 1917).

(13) - C. XVIII, 4 janvier 1930. A rapprocher de ces réflexions du 1er décembre 1912 déjà : "J'estime que si des gens comme nous ne peuvent pas s'offrir le luxe de dire ce qu'ils pensent, et de se présenter tels qu'ils sont, il n'y a plus à critiquer les pauvres hères à la conscience trop élastique!" (C.IV).

(14) - Robert Marc /Alfred Fabre-Luce/, "François de Wendel", article du 9 mai 1937 cité.

(15) - Cf. l'article de François Perroux, "Les Banques d'émission et l'Etat", Revue d'Economie politique, déc. 1944, pp. 485-498, qui analyse "l'histoire de la substitution au double caractère originaire privé et passif /des Banques d'émission/ d'un double caractère public et actif, dans un monde où les automatismes cèdent le pas au contrôle" (p. 486), et aussi les réflexions de synthèse de Jean Bouvier sur les rapports de la Banque et de l'Etat au XIXème siècle, Un Siècle de Banque française, Paris, 1973, pp. 169-178.

(16) - Jean Bouvier parle à juste titre des "trois pôles de la décision" (ibid. p. 169 et sq.).

(17) - Interview, 16 novembre 1973.

(18) - J.O., Débats du Sénat, séance du 29 janvier 1935.

(19) - J.O., Débats du Sénat, séance du 23 juillet 1936.

(20) - Wendel le fait remarquer lui-même dans une note de 1936, qui date d'après la réforme (6 p. dactyl., AFW I 4).

(21) - Audition du 19 janvier 1927, archives de la Chambre, p.v. sténographié de la Commission, p. 309.

(22) - Ce qui n'empêche pas Wendel de se refuser à voter, non sans démagogie, et malgré la hausse des prix, l'augmentation de l'indemnité parlementaire en mars 1920, avec ce commentaire : "Je ne me suis pas laissé attendrir par l'argument de camaraderie d'après lequel ma situation m'interdisait de m'opposer à l'amélioration de la situation très difficile (je le reconnais volontiers) de certains collègues, et j'ai voté contre" (C.XI, 24 mars 1920).

(23) - FW à Geistodt-Kiener, un correspondant d'Epinal, 2 février 1932, AFW III 36 (8).

(24) - Cf. cette remarque significative à propos des difficultés financières de l'Eclair de l'Est (lettre à Geistodt-Kiener citée) : "La vérité est que ce ne sont pas les métallurgistes auxquels on a à reprocher leur défaillance, mais bien aux gens de Nancy, Lunéville, Baccarat et autres lieux dont l'Eclair de l'Est est le journal et auxquels il appartenait de le soutenir comme ils le faisaient jadis alors que je faisais mes débuts dans la politique. Seulement il faudrait évidemment que quelqu'un fasse la quête, et le choix de ce quelqu'un n'eut pas indifférent. Tout ce que je peux dire c'est que si la sèbile est tenue par moi, on ne mettra rien dedans".

(25) - Cf. C.XI, 16 janvier 1921 : "L'arrivée de Dior aux affaires montre suffisamment que si j'avais voulu faire le nécessaire, j'étais en situation de prendre un portefeuille. Je l'ai dit à Humbert, et j'ai ajouté que je n'aurais accepté quelque chose que s'il s'était agi d'un poste me permettant d'intervenir dans les négociations d'Allemagne relatives au charbon..."

(26) - "Ça m'intéresserait, je l'avoue, d'être une fois ministre et de voir si je pourrais réaliser quelque chose" (C.XVIII, 27 mai 1930).

(27) - Un autre signe mineur, un autre hommage : la patience que peut montrer Wendel à solliciter les ministres pour des nominations ou des promotions dans la Légion d'Honneur au profit de ses collaborateurs ou de sa famille. La chose est très importante pour lui, et le succès n'est pas aisé. Arme petite mais précieuse aux mains du pouvoir politique...

S O U R C E S

=====

I. ARCHIVES ET TEMOIGNAGES

Ière PARTIE - PAPIERS WENDEL

=====

I. LES CAHIERS

François de Wendel entreprit de tenir son journal en novembre 1906 peu de temps après la mort de son père, au moment où il se trouva de ce fait principal gérant de la Maison et où ses responsabilités prirent une dimension brusquement élargie. Il fut fidèle à ses cahiers jusqu'à la veille de sa mort. La dernière mention porte la date du 5 janvier 1949, sur laquelle s'interrompt le Cahier n° 36.

Dans l'exemplaire dactylographié qu'il a légué à chacun de ses enfants est insérée la note suivante :

Aux Miens

Les mémoires que vous trouverez dans ce meuble ne sont pas faits pour être publiés et ce ne seraient que des extraits qui pourraient en être donnés si vous le jugez opportun.

Ecrits au jour le jour, enregistrant ma vie dans ce qu'elle pouvait avoir de futile aussi bien que d'intéressant, ils n'ont, jusqu'en 1914, été écrits qu'à titre de souvenirs personnels et j'y ai, dans le seul but de rappeler le passé, noté force détails insignifiants et laissé échapper maintes réflexions presque enfantines dans l'idée qu'ils ne seraient jamais lus que par vous. Puis la guerre est venue, ma situation s'est affirmée et il est certain que mes cahiers présentent par endroits un assez réel intérêt.

A ceux auxquels vous pourriez les communiquer comme à vous-mêmes d'ailleurs, je dirai seulement ce qui suit :

Ces mémoires ne sont pas une confession. Je n'y ai dit que ce que je voulais dire et me suis le plus souvent défendu d'y faire allusion à ma vie intime.

Je vais plus loin : je n'ai dans le domaine de la vie extérieure pas toujours noté tout ce que je savais et avais pu faire.

.../...

Je tiens cependant à souligner - et j'insiste sur ce point - que ces mémoires ne sont pas tendancieux. Les faits y sont relatés tels que je les ai connus, vus ou vécus, et si je n'y ai pas toujours exprimé toute ma pensée, je n'y ai jamais dit et cela rigoureusement que ce que je pensais.

F. de WENDEL
8.4.1939

Ainsi ai-je pu fonder d'abord ce travail sur la continuité de ces éphémérides qui s'étendent sans aucune lacune importante durant plus de 42 ans. Fil directeur dont le prix est inappréciable.

Voici la liste de ces Cahiers, dont la copie dactylographiée, reliée en deux ou plusieurs fascicules par Cahier, couvre environ 10.000 pages.

- Cahier n° 1 - 4 novembre 1906 - 14 avril 1908
 2 . 25 avril 1908 - 12 mai 1910
 3 . 15 mai 1910 - 27 mai 1912
 4 . 1er juin 1922 - 19 avril 1914
 5 . 21 avril 1914 - 28 février 1915
 6 . 1er mars 1915 - 24 décembre 1915
 7 . 25 décembre 1915 - 20 novembre 1916
 8 . 21 novembre 1916 - 10 août 1917
 9 . 12 août 1917 - 15 août 1918
 10 . 16 août 1918 - 19 mars 1920
 11 . 22 mars 1920 - 31 décembre 1921
 12 . 1er janvier 1922 - 31 décembre 1923
 13 . 6 janvier 1924 - 26 mai 1925
 14 . 28 mai 1925 - 19 septembre 1926
 15 . 22 septembre 1926 - 28 août 1927
 16 . 30 août 1927 - 30 août 1928
 17 . 31 août 1928 - 15 septembre 1929
 18 . 20 septembre 1929 - 2 novembre 1930
 19 . 3 novembre 1930 - 18 novembre 1931
 20 . 19 novembre 1931 - 23 janvier 1933
 21 . 25 janvier 1933 - 12 février 1934
 22 . 13 janvier 1934 - 26 février 1935
 23 . 3 mars 1935 - 5 février 1936
 24 . 6 février 1936 - 2 décembre 1936
 25 . 3 décembre 1936 - 10 janvier 1938
 26 . 11 janvier 1938 - 23 novembre 1938
 27 . 24 novembre 1938 - 1er septembre 1939

.../...

- Cahier n° 28 . 2 septembre 1939 - 2 mai 1940
29 . 3 mai 1940 - 4 mai 1941
30 . 9 mai 1941 - 11 avril 1942
31 . 14 avril 1942 - 29 mars 1943
32 . 2 avril 1943 - 5 août 1944
33 . 7 août 1944 - 30 novembre 1945
34 . 1er décembre 1945 - 4 mars 1947
35 . 6 mars 1947 - 31 mars 1948
36 . 4 avril 1948 - 5 janvier 1949.

II. LES ARCHIVES DE FRANÇOIS DE WENDEL A HAYANGE

On ne trouve pas à Hayange l'intégralité des papiers de François de Wendel. Une partie de ceux qu'avait dû conserver son secrétariat de Paris, et dont existe, au moins pour partie, un inventaire sommaire, ont disparu pour un motif inexpliqué, et les recherches qu'a menées pour moi Madame de Mitry à leur sujet n'ont pas abouti. On n'a pas retrouvé, en particulier, les "peluriers" de la correspondance envoyée de Paris, et il a dû exister divers dossiers concernant des personnalités qui se sont perdus.

Il n'en reste pas moins que la documentation touchant les activités politiques de François de Wendel a été dans sa grande majorité conservée et qu'elle est fort riche, comme on va en juger. J'ai pu y accéder sans restriction d'aucune sorte.

Elle se répartit en trois grandes masses.

A. Papiers personnels divers (AFW I)

Ils sont conservés à part, dans la salle des archives de la gérance, à Hayange, à l'intérieur d'un cartonnier, et ont été inventoriées et numérotées par mes soins.

1 - Discours, allocutions, toasts, etc... de François de Wendel.

(Quelques textes sont imprimés, qui ont été publiés ici ou là, et commodément rassemblés. La plupart sont dactylographiés, soit qu'ils aient été rédigés à l'avance, soit que FW les ait lui-même dictés après coup pour en garder trace ou à destination des journaux lorrains. La collection en paraît très complète).

4 - Banque de France et questions financières.

(Dossier très riche sur l'activité de FW comme régent : notes personnelles diverses de mise au point et de réflexion, documents multiples).

5 - Archives du "Groupe Lorrain", 1914-1918.

(Statuts, rapports, correspondance)

B. "Divers dossiers anciens" (AFW II)

Sous cet intitulé que donne un inventaire rédigé voici quelques années, sont regroupés 21 cartons contenant des dossiers de dates et de contenu très divers, dont beaucoup d'intérêt seulement technique, provenant du secrétariat de François de Wendel, et organisés selon un principe de classement qui n'est pas clair - probablement dans le désordre d'un déménagement. On a utilisé dans des proportions très variables les dossiers suivants, dont le titre est respecté, pris parmi d'autres dans les cartons suivants :

2 - Interpellation Barthe (1919) - La sidérurgie française et les réparations, pour parler avec les Allemands (1922-23) - Revue américaine Fortune.

3 - Amidieu du Clos. - Désiré Ferry. - Louis Marin (riche et important). - Fédération républicaine, 1938-1944. - Eclair de l'Est.

5 - Lambert-Arbot, 1941. - Henri de Kerillis. - Evêché de Nancy. - L'Humanité (attaques après la Libération). - Journal des Débats (1916-1925).

8 - Geoffroy de Montalembert.

10 - André Tardieu. - Pierre Taittinger. - Stabilisation, 1928.
- Notes sur le Sénat (FW rejeté de la Consultative, 1944).

11 - Rapport sur l'organisation des cultes en Alsace-Lorraine. - Coupures de presse, Le Lorrain. - Relevés des votes de FW, 1924-1928. - Impartial de l'Est (1933sq.).

12 - Albert Lebrun, 1935. - Pasteur Soulier. - Revue de Paris.

13 - Revue de Presse (Philippe Serre).

16 - Louis Dubois. - Léopold Pralon.

17 - Tapages et chantages sur la Maison. - Edouard de Warren (1934 sq.: peu de chose).

19 - Journal des Débats (1932-1939).

20 - Journal des Débats (Affaire Le Baron-Cotnareanu 1931-1933). - Journal des Débats (1940-1948). - Voyage de FW en Italie, juin 1930.

C. Dossiers techniques (AFW III)

Une autre série de dossiers de FW, numérotés 1 à 39, concerne presque exclusivement les problèmes industriels ou commerciaux de la Maison.

24 - Voyage de FW en Amérique, 1901 (Rapport uniquement technique sur la sidérurgie américaine).

Mais c'est ici que l'on trouve une source très importante :

34, 35, 36, 37 - Doubles ("pelures") des lettres de FW envoyées de Lorraine du 5 juillet 1920 au 29 novembre 1948, dans l'ordre chronologique (douze classeurs).

III - AUTRES ARCHIVES DES WENDEL

Elles sont conservées dans la même salle que les précédentes au château d'Hayange.

A. "Vieilles archives du château de Joeuf" (avant 1914)

Plusieurs cartons, inventoriés par Véronique de Montremy, qui contiennent quelques documents intéressant FW, et qu'elle a bien voulu me communiquer (lettres importantes de Humbert à François, 1910-1914).

B. Archives de Humbert de Wendel (AHW)

1) Papiers divers.

J'ai utilisé les cartons suivants :

1 - Lettres particulières de M. Henri de Wendel (1844-1906)

11 - Affaire "Fortune" (3 dossiers de correspondance relatifs à l'affaire Fortune, et au film Marchands de canons - Dealers in Death - 1934-1939, presse diverse à ce sujet).

13, 14 - Procès Action (après la Libération).

15 - Correspondance Humbert de Wendel-Robert Pinot (Londres-Paris, 1917-1918).

Dossier hors classement : "Documents relatifs aux organisations du Comité des Forges pendant la guerre et à ma mission à Londres".

2) Chambre de Commerce de Metz.

Humbert de Wendel la préside pendant l'entre-deux guerres.

7 et 8 - Question de la Sarre, 1929-1934.

3) Affaires allemandes.

21 - Hamm (1924 - Négociations avec les pouvoirs publics).

33, 35, 36, 37, 38 - Litige fiscal allemand (1927-1938),
Affaire de l'Umlage, accord sur les doubles impositions.

4) Divers.

66 - Approvisionnement en coke (1923). Discussion du contingent
de coke à la Commission des Réparations (1922)

72 - Accords de Wiesbaden, 1922, Occupation de la Ruhr.

C. Archives Maurice de Wendel

19 - L'affaire de Fortune. Procès Action.

20 - Journaux et coupures de presse relatifs à la Maison de Wendel
et à ses dirigeants. L'article nécrologique de Time sur FW et
correspondance rectificative.

D. Divers

20 - Revue de presse sur le décès de FW (janvier 1949).

IIème PARTIE - ARCHIVES PUBLIQUES

=====

I. ARCHIVES NATIONALES, SERIE F 7

(Ministère de l'Intérieur)

- 12842 (n° 13) Presse française subventionnée par l'étranger ou de grosses industries (le rôle de Niclausse dans l'interpellation Barthe).
- 12844 (N° 56) L'Impartial de l'Est, avril 1914.
- 12951 à 12961 Notes "Jean" sur la situation politique générale (1918 à 1936).
- 13002 - Rapports des préfets et commissaires spéciaux de Meurthe-et-Moselle, 1919-1929 (essentiellement sur syndicats et presse de gauche).
- 13027 - Rapports hebdomadaires des préfets de Meurthe-et-Moselle, (31 mars 1934-27 novembre 1934).
- 13037 - Rapports des préfets et commissaires spéciaux de Meurthe-et-Moselle (1931-1936).
- 13240 - Le Redressement français d'Ernest Mercier (1926-1929).
- 13256 - Elections législatives de 1928, Dossier Meurthe-et-Moselle (quelques coupures de presse).
- 13261 - Elections législatives de 1932, id. (insignifiant).

II. ARCHIVES NATIONALES, SERIE F 12
(Ministère du Commerce)

- 7672 Comité des Forges. Correspondance 1916-1918.
- 7681 Dossiers de documentation et d'information.
5 - Houille et fer 1916
6 - Bassin de Briey 1916
19 - Campagne contre le Comité des Forges.
- 7795 Notes et rapports adressés à M. Clémentel, 1918.
- 7839 6 - Rapport sur la liquidation des biens français en
Alsace-Lorraine.
7 - Entreprises françaises séquestrées en Allemagne et en
Alsace-Lorraine.
8 - Liquidation des biens ennemis en France.
- 7840 Séquestres. Rapports des Cours d'appel.
- 8756 Décorations, Légion d'honneur (dossiers d'Humbert et Maurice
de Wendel).

III. ARCHIVES NATIONALES, SERIE F 30
(Ministère des Finances)

- 1410 Crise de 1926, Comité des experts, Stabilisation du franc.
- 1432 Relations avec la Banque de France, notes et articles de journaux, 1925-1926.
- 1590 Contrôle téléphonique des banques françaises.
- 2350 Mesures pour rétablir la situation financière, mars 1924.
Conventions avec la Banque de France, 1924-26.
- 2351-52 Mesures exceptionnelles d'assainissement financier.
Projets, 1925-1926.
- 2353 Réforme monétaire, 1928.

IV - ARCHIVES DE LA GUERRE (AG)

Les documents consultés proviennent tous des fonds de la guerre 1914-1918, conservés au Château de Vincennes (Cf. pour les séries 15 N à 20 N, Jean Nicot, Philippe Schillinger et Josette Ficat, Inventaire sommaire des archives de la Guerre 1914-1918, Paris, 1972, 581 p.)

Fonds Clemenceau

6 N 101, Aéronautique, Activités aériennes ennemies en France, raids aériens français, 1917-1918 (dossier "Bombardements en France et en pays ennemi" : pour la correspondance Lyautey-Ernest Flandin de février 1917).

Section économique

7 N 876. Notes et études, août 1915-février 1917 (bombardements et objectifs.)

Grand Quartier Général

- Section de Cartographie

16 N 1136-7 (Notice sur les mines aux mains de l'ennemi).

- Correspondance expédiée par le 3ème Bureau

16 N 3017. Dossier 3, n° 16, pièces 15 et 51 (à propos du rapport Camille Cavallier)

Dossier 4, n° 17, pièces 35 bis et 37 bis (l'intervention d'Ernest Flandin).

- Travaux, études et notes

16 N 3058, 6 octobre 1916-28 avril 1917, dossier 4, (n° 11) pièces 107 et 116 (le plan de bombardements aériens).

Groupe des Armées de l'Est

- Aéronautique

18 N 367 à 372. Correspondance échangée avec le service
aéronautique. Comptes-rendus des opérations aériennes.

Ministère de l'Armement

10 N 29-31. Réunions des industriels.

V. ARCHIVES DU QUAI D'ORSAY (AE)

On a recueilli des informations dispersées dans les dossiers suivants:

Série guerre 1914-18

- Mesures prises en France à l'égard des sujets ennemis et en Allemagne, Autriche-Hongrie, à l'égard des Français, vol. 143 à 148 (de septembre 1914 à mai 1918).

Série A Paix

- Carton 1156.

Vol 178 et 179, Dossier 2, Fer, Bassin de Briey (déc. 1915-février 1919)

Vol. 180, Dossier 4. Régime économique de l'Alsace-Lorraine (1915-1918).

Série Z (après-guerre)

- Allemagne.

Z 22-2, vol. 47. Résumés de la presse allemande, janvier 1922-février 1925 (très lacunaire).

Z 35-5. Relations avec la France (décevant).

vol. 385, juillet 1919-14 mars 1922 (rien entre sept. 1920 et janvier 1922).

vol. 386, 15 mars 1922-30 septembre 1922

vol. 387, Octobre 1922-mars 1924.

Z 39-10. Réparations financières, dossier général.

vol. 470, 15 déc.-31 déc. 1921

vol 471, janvier 1922.

Z 43-5 Relations et conventions commerciales franco-allemandes.

vol. 522, mai 1919-déc. 1923 (le volume suivant 523 ne contient rien sur les négociations sidérurgiques de janvier-février 1924).

Z 47-3.4.5, vol. 539, Industrie métallurgique, 1918-1929.

Z 48-1.2.3.4., vol. 542, Mines, dossier général, juin 1918-mai 1922.

vol. 543, mines, charbon, juin 1918-mars 1925.

Z 48-5, vol. 544, Livraison de charbons au titre des réparations, Ruhr.

Ruhr

Z 959-44, vol. 1 à 40 (sondages vol. 4, 7, 11 et 15)

Pologne (Haute-Silésie)

Z 698-7, Dossier général

vol. 150, novembre 1920

vol. 151, 1er-14 décembre 1920

vol. 152, 15-31 décembre 1920

Z 698 7 C D E, Participations françaises.

vol 212, Dossier général, 1920-1924

vol. 213, Mines fiscales, 1920-1923

vol. 216, Mines privées allemandes, oct. 1920-février 1922

Etats-Unis

(décevant)

B 14-5, Emprunts de la France

vol. 214, sept. 1920-janvier 1922

vol. 215, fév. 1923-janvier 1928

B 14-7, 8, 9, 10, Emprunts divers.

vol. 224, 1918-1922

vol. 225, 1923-1929.

Europe 1918 sq. Série Sarre

Négociations sur la Sarre 1929-1930 (en instance d'ouverture).

Z 929-38, Négociations franco-allemandes, Commission inter-ministérielle.

Z 929-39, Id. Dossier général 7août 1929-30 avril 1930
(nombreuses dépêches de Morize).

Z 929-39 et 39 A, Id. Dossier général - mai 1930-nov. 1933.
Presse. Commission franco-allemande, P.V. des séances plénières.

Z 929-39 B, Sous-commission des Mines (présidée par Arthur Fontaine. P.V. de ses travaux).

Z 929-39 E Dossier du sous-secrétariat d'Etat à la présidence du Conseil et à l'Economie Nationale.

VI. ARCHIVES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

Elles sont divisées chronologiquement en deux groupes.

1) Archives versées aux Archives Nationales (AN C)

(Pour la 11ème législature 1914-1919)

- C 7722, Commission d'enquête sur le rôle et la situation de la métallurgie en France, présidée par Maurice Viollette (décevant, à peu près rien en dehors des procès-verbaux : or ceux qui concernent Briey ont tous été imprimés).
- C 7657 Commission du Commerce
- C 7736-7758, Commission des Marchés.
 - C.7736, Procès-verbaux des séances
 - C.7737, 3ème sous-commission, Artillerie, poudres et explosifs.
 - C.7739, Id.
 - C.7754, Marchés de charbons et marchés d'acier.
- C 7761 Commission des Mines (procès-verbaux des séances, correspondance de la Commission, régime des mines).

2) Archives conservées par l'Assemblée Nationale

(On les consulte au Palais-Bourbon).

- Commission des Assurances et de la Prévoyance sociale, 1920-1924.
- Commission des Finances (Wendel n'en fait pas partie. On a consulté cependant l'ensemble des procès-verbaux de 1924 à 1929 et pour 1935; ils apportent beaucoup sur les questions financières. Les auditions des ministres sont intégralement sténographiées).
- Commission des Affaires étrangères
(Procès-verbaux dépouillés de 1921 à 1933. Wendel y entre au début de 1924).

- Commission d'enquête sur les Fonds électoraux, 1924, présidée par Pierre Renaudel, XIIIe législature, cartons 48 à 53. (Une documentation utile. Correspondance de la Commission - et surtout les bonnes feuilles de plusieurs procès-verbaux d'auditions qu'on a finalement renoncé à publier : celle de Mascuraud est intéressante).

VII - ARCHIVES DU SENAT

Elles permettent de suivre l'activité de François de Wendel dans les commissions avec un grand manque, celui de la commission des Affaires étrangères, dont les procès-verbaux ont disparu (Wendel en fait partie de novembre 1934 à 1938).

- Un dossier biographique (maigre).
- Groupe interparlementaire des représentants des régions envahies, 1914-1918. (Lacunaire : rien entre novembre 1915 et septembre 1917).
- Commission des Mines, fév. 1932-fév. 1936 (les séances sont rares et les P.V. assez sommaires).
- Commission des Finances
 - 1916 (Comptes-rendus assez sommaires : pour l'affaire normande).
 - 1938-39. (Les procès-verbaux sont reliés en volumes pour 1938 et demeurent en vrac (carton n° 161) pour 1939. Ils sont détaillés et bien faits. Sténographie des auditions de ministres).

VIII - ARCHIVES DE LA PREFECTURE DE POLICE (APP)

Les Renseignements généraux concentrant leurs efforts et leur argent sur l'extrême-gauche et l'extrême-droite sont beaucoup moins bien informés sur les milieux de la droite modérée - qui leur sont par nature, au demeurant, malaisément accessibles. On a signalé en note de nombreuses indications fantaisistes, les informateurs cherchant probablement leur pâture dans les rumeurs incontrôlées de Bourse ou de salles de rédaction. Ils savent plus de choses sur les groupes parlementaires que sur la direction des journaux, et plus sur la direction des journaux que sur les activités politiques des industriels. Il y a là pourtant beaucoup à glâner, et il est de toutes façons fort intéressant de savoir quel type de renseignements les gouvernants recevaient de leurs services.

Pour l'entre-deux guerres, une partie des dossiers personnels sont déjà versés aux archives et directement accessibles. D'autres sont encore conservés dans les bureaux.

1) Archives directement accessibles (1972)

Série BA

- 1586, André Tardieu
- 1660, Etienne Clémentel
- 1695, Chassaing-Goyon
- 1713, Tirages des journaux, 1929, 1930, 1938.

Série BA pr.

- 39-40 Croix de Feu.
- 41 Ligues politiques
- 109 Activités des groupements politiques extrémistes.

- 200 Banque de France, 1936 sq. (liste des 200 familles, coupures de presse).
- 326-327 Croix de Feu.
- 329 PRNS, Taittinger.
- 337 P.P.F.
- 341 Jacques Doriot
- 344 Kerillis
- 347 U.R.D. (décevant : concerne en fait l'Alliance démocratique !).

2) Dossiers encore conservés dans les bureaux (1972).

La numérotation est ici d'origine.

Journaux

- 2100-468 Le Temps (Assez riche. Une intéressante étude sur la situation en mars 1917, bruits divers sur la crise de 1931, etc...)
- 2100-402 Journal des Débats (1932-1937 : beaucoup d'erreurs).
- 2100-1839 Echo de Paris.

Organisations

- 82000-2254 Comité des forges (1933-1938)

Personnalités

- 42398 (et 282576) François de Wendel (renseignements divers datant des années 30).
- 62738 (et 201760) De Wendel (François, Humbert, Guy, même période).
- 60708 Horace Finaly
- 81137 Octave Homberg
- 41851 Lambert-Ribot
- 53144 Théodore Laurent
- 31410 Louis Marin (pour les années 30).
- 100003 Clément Moret
- 69113 Ernest Moreau
- 3848 Henry de Peyerimhoff
- 8200-591 Schneider.

IX - ARCHIVES DEPARTEMENTALES DE MEURTHE-ET-MOSELLE
A NANCY (AMM)

Elles ne contiennent que peu d'éléments utiles pour ce qui touche à l'activité nationale de Wendel.

On a consulté :

- 1 M 603 Rapports des préfets de Meurthe-et-Moselle (1906-1935, très lacunaires).
- 1 M 604 Rapports du sous-préfet de Briey (1906-1935, très lacunaires).
- 1 M 635 IIIe République : Partis de droite, partis fascistes.
- 1 M 636 Partis réactionnaires et nationalistes (le dossier Croix de Feu manque malheureusement).
- 1 M 637 Partis républicains modérés (décevants).

- 3 M 72 Elections sénatoriales du 16 octobre 1932
- 3 M 90 Elections législatives, 26 avril - 10 mai 1914.
- 3 M 91 Elections législatives, novembre 1919
- 3 M 92 Elections législatives, 11 mai 1924
- 3 M 93 Elections législatives, avril 1928
- 3 M 94 Elections législatives de 1932 et 1933 (partielles)
- 3 M 95-96 Elections législatives, 26 avril et 3 mai 1936.

X - ARCHIVES DE L'ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DES MINES

- Relevé des notes de François de Wendel pendant sa scolarité.

XI- ARCHIVES DU MINISTERE ALLEMAND DES AFFAIRES ETRANGERES

Le guide commode, quoiqu'incomplet, est l'ouvrage de G. Kent,
A Catalog of files and microfilms of the German Foreign Ministry
Archives, 1920-1945.

J'ai utilisé divers documents trouvés par sondage dans les
séries suivantes :

1) Politisches Archiv

- Büro des Reichministers7 - Frankreich
Bd 1, 2, 3, 4 (1920-1923 : Kent I, p. 10)
- Innere Politik, Parlaments und Parteiwesen
Bd 8, 9, 10, 11 (Sondages. Kent I, p. 81)
- Geheimakten, Frankreich
Politische Beziehungen Frankreich-Deutschland
Bd 1, 2, 3 (1921-1934. Kent, I, p. 566)

2) Rechts Abteilung (Abteilung V M)

- Stev. 9. Einkommen, Vermögen und Körperschaft, Frankreich.
Bd 1, 2, 3.

IIIe PARTIE - ARCHIVES PRIVEES OU D'ORIGINE PRIVEE :
FIRMES ET ORGANISATIONS

=====

I - ARCHIVES DU COMITE DES FORGES

Elles sont en possession de la Chambre syndicale de la sidérurgie française, qui a succédé au Comité des Forges, dans ses meubles, rue de Madrid.

- Procès-verbaux de la Commission de direction du Comité des forges (P.V.C.D.C.F.) : dactylographiés et reliés en volumes.

(Ils rendent compte des séances avec une certaine discrétion quant aux affrontements, mais n'en sont pas moins précieux pour suivre les questions traitées, et fournissent un grand nombre de documents intéressants, notamment la correspondance échangée avec les pouvoirs publics).

II - ARCHIVES DU COMITE DES HOUILLERES DE FRANCE

Elles sont conservées aux Charbonnages de France (inventaire multigraphié, décembre 1972).

- Carton 28

Questions commerciales, loi sur la vente et la répartition du charbon, 1915-1916.

Dossier I - Organisation du marché charbonnier, crise du charbon...

Dossier II - Réactions au projet.

Dossier III - Discussion du projet de loi.

III - ARCHIVES DE LA BANQUE DE FRANCE (A.B.F.)

Trois sources utiles.

1) Procès-verbaux du Conseil des régents (environ deux grands volumes par année). Manuscrits, puis à partir de la fin des années 20 tapés à la machine (P.V.C.R.)

Bien qu'ils aient tendance à rendre compte des conflits de façon fort lénifiante, ils apportent beaucoup de documents et beaucoup d'informations complémentaires importantes pour qui possède d'autre part un fil conducteur.

2) Dossiers personnels des dirigeants de la Banque.

Ils contiennent des renseignements biographiques, des coupures de presse et parfois des correspondances utiles.

On a consulté systématiquement les dossiers des gouverneurs, sous-gouverneurs et régents à l'époque de Wendel - et utilisé spécialement les dossiers suivants :

- François de Wendel (assez nombreux articles, notes sur sa situation personnelle et le problème du cumul, échange de lettres avec les gouverneurs).
- Edouard de Rothschild (presse).
- Robineau
- Moreau
- Moret

3) "Chronologie Robineau"

Il s'agit d'un résumé d'activité établi par le gouverneur lui-même (10 p. dactyl.) à partir d'agendas personnels aujourd'hui égarés. Un double un peu plus sommaire s'en trouve dans les papiers de Clémentel et dans ceux d'Albert Aupôtit.

IV - ARCHIVES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE

=====

La Chambre conserve les procès-verbaux résumés de ses délibérations, qui ont été imprimés mais pour le seul usage de ses membres, et dont il n'a pas été fait, semble-t-il, de dépôt légal à la Bibliothèque Nationale.

V - ARCHIVES DE PONT-A-MOUSSON

Camille Cavallier, "self-made man" et patron de la Compagnie de Pont-à-Mousson, eut des rapports assez difficiles avec les Wendel jusqu'à la guerre (il fut l'un de ceux qui combattirent plus ou moins la candidature de FW en 1906 et 1910). Mais ces relations s'améliorèrent pendant et après la guerre, jusqu'à la mort de Cavallier survenue en juin 1926.

Au jour de cette disparition, après avoir parlé sur sa tombe, Wendel écrit : "Cavallier n'était pas précisément un ami. Il y avait entre nous quelques mauvais souvenirs de 1906 et surtout de 1910, mais si je n'estimais pas son caractère, j'appréciais son intelligence, son esprit d'entreprise, son entrain au travail. Il était certainement avec Dreux, /de Longwy/, et peut-être plus encore que Dreux, une des personnalités les plus représentatives de l'effort fait en Meurthe-et-Moselle (...) de 1890 à 1914" (C.XIV, 12 juin 1926).

Quant à Cavallier, il écrit dans une lettre privée en 1918 : "François de Wendel a des qualités brillantes, on lui reproche d'être un peu nerveux et on dit aussi un peu personnel" (CC à Paul Ziegler, 6 janvier 1918, PAM 19061).

Les dossiers de Cavallier apportent des informations complémentaires précieuses sur le monde de la métallurgie et ses rapports avec les pouvoirs publics et l'opinion : une grande partie en a été sauvée et est conservée, avec d'autres archives de la société, au Château d'Ars, à 2 kms de La Châtre, dans l'Indre. M. Roger Martin, président de la Compagnie de Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, a bien voulu m'en permettre l'accès.

Cette source a été pour la première fois inventoriée et utilisée

par Michael Rust, pour un Ph. D. de Princeton qui est en cours d'achèvement, et par Carol H. Kent, pour sa thèse de doctorat consacrée à Cavallier et soutenue à Oxford, St. Anthony's College en 1971 (voir la Bibliographie).

J'ai utilisé :

- 5413 Elections législatives de 1910. Briey et Nancy. M. Lebrun. M. de Wendel.
- 5414 Elections législatives de 1914. Correspondance CC. Lebrun, 1905-1914.
- 5415 Elections législatives de 1914.
- 6625 Raymond Poincaré.
- 6640 Hauts-fourneaux et aciéries de Caen (L'affaire de 1915-1916 : important).
- 6808 De Wendel, 1906-1924 (notes diverses).
- 7245 Comité des Forges, 1923-1926 (Notes et correspondance).
- 7246 Comité des Forges (correspondance 1917-1923, en particulier avec Pinot, C.R. de séances de la Commission de direction dictés par CC, notes diverses : le tout est important).
- 7360 Occupation de la Ruhr, 1921 et 1923.
- 7410 Comité des Forges, 1916-1919 (les attaques politiques).
- 19043 Marine-Homécourt. Théodore Laurent.
- 19056 De Wendel (Notes de renseignements divers, coupures de presse).
- 19061 Traité de Paix et ses suites. Politique franco-allemande.

En outre, j'ai effectué des sondages, pour des dates-clés, dans les volumes reliés des pelures de la correspondance de Cavallier, de 1916 à 1926, telle qu'inventoriée et utilisée par Carol Kent (n° 3021 à 3034 et 3081 à 3087 : pour le détail, cf. Carol Kent, pp. 425-426).

VI - ARCHIVES DE L'ASSOCIATION
DES PORTEURS DE VALEURS MOBILIERES

Il s'agit de coupures de presse et de comptes-rendus d'Assemblées générales. (Archives Nationales, archives d'entreprises, AN 65 AQ).

- K 35 Hauts fourneaux et aciéries de Caen.
- K 210 Schneider et Cie.
- L 2336 Mines et Forges de Normandie.
- U 351 Le Temps

VII - ARCHIVES DE LA BANQUE NEUFLIZE

(Archives Nationales, archives d'entreprises, AN 44 AQ).

Jean de Neuflize a été régent de la Banque de France de 1902 à 1928. Son fils Jacques de Neuflize a été chargé d'une mission auprès de Benjamin Strong aux Etats-Unis en 1926.

- 14 Banque de France, 1928-1932. Correspondance relative à la limite d'émission, 1925.
- 16 Correspondance de la Banque réfugiée à Bordeaux, 1914.
- 18 Voyage de Jacques de Neuflize aux Etats-Unis pour la Banque de France, janvier-février 1926.
- 21 Correspondance avec la Banque de France, 1914, 15, 16 et 19 (Participation de Jacques de Neuflize à la mission Homberg).

IVE PARTIE - PAPIERS PRIVES OU D'ORIGINE PRIVEE : PERSONNALITES

=====

I - CORRESPONDANCE D'ETIENNE DE NALÈCHE A PIERRE LEBAUDY

(A.N.-I.L.)

Pierre Miquel le premier avait signalé le grand intérêt de ces documents en les utilisant pour la période de discussion du Traité de Paix ("Le Journal des Débats et la Paix de Versailles", R.H., oct.-déc. 1964, pp. 379-414).

De 1916 à 1929, date de la mort accidentelle de Pierre Lebaudy, Etienne de Nalèche avait accoutumé d'écrire à peu près quotidiennement à son ami intime et commanditaire, avec une parfaite liberté de ton, en lui donnant les informations menues ou grandes qu'il avait récoltées - humées - durant la journée, et que la gravité de son journal l'avait dissuadé d'y insérer. Etant donné les rapports étroits de François de Wendel avec les Débats, il y a là une source exceptionnellement riche dans sa continuité, surtout pour l'air du temps et les bruits qui courent dans le monde des modérés parisiens. Volontiers badin et fort soucieux de ne paraître pas dupe, Nalèche n'est pas moins passionnément attentif à tous les climats de l'univers politique : donc sismographe exceptionnel.

La correspondance qui a été restituée à Nalèche après la mort de Lebaudy et que M. Antonin de Mun, neveu de Nalèche, a eu la grande obligeance de me laisser consulter, est extrêmement régulière jusqu'en 1923 - avec de grandes lacunes ensuite, peut-être parce que les deux hommes, malheureusement, se téléphonaient désormais trop souvent quand Lebaudy était à Paris, entre deux croisières sur son yacht La Résolue.

François de Wendel, dans ces pages, passe souvent.

II - PAPIERS LOUIS MARIN (AN 317 AP)

Ce fonds, confié par Madame Louis Marin aux Archives Nationales, département des archives privées, a apporté beaucoup à ce travail. Il contient non seulement les dossiers de Marin lui-même, mais aussi les archives, assez complètes apparemment, des bureaux parisiens de la Fédération, telles que tenues par les soins attentifs du secrétaire général Jean Guiter.

Il est en cours de classement : Madame Louis Marin a accepté néanmoins de me l'ouvrir sans restriction.

Le classement de ces 283 cartons et leur numérotation sont provisoires mais seront probablement conservés. Voici les plus importants, avec l'intitulé actuel.

Documentation sur les hommes politiques (surtout coupures de presse).

- 10 Briand
- 11-12 Caillaux
- 14 Herriot
- 15 Kerillis
- 18 Poincaré
- 19 Wendel (très peu de choses).

Activité politique de Louis Marin

- 47 Dévaluation (problèmes financiers, 1932-33, et quelques imprimés).
- 59 Correspondance reçue à Vichy : lettres de Wendel.

Fédération républicaine

- 70 Historique.
- 71 Locaux. 241 boulevard St.Germain, 36 rue de Varenne . Difficultés opposées à Louis Marin (problème de loyers).
- 72 Les incidents de la Fédération. Correspondance, documents (1936-39. Lettres de Guiter à L.M., renseignements sur la vie intérieure du parti.)

- 73 Les crises de la Fédération. Notes personnelles (1925-1931 : important. Nombreuses lettres de Guiter).
- 75 Doctrine, tactique, organisation. Notes personnelles (La F.R. avant 1924, les Jeunesses de la F.R., "Comités affiliés", la ligue Millerand).
- 76 Kerillis et divers (presse sur Kerillis, 1928 - le groupe des représentants des régions envahies, 1914-1915).
- 79 Propagande par les militants (lettres diverses de militants du parti).
- 81 Le Parti et les élections législatives (documents importants sur les finances élect- orales, 1928, 1932, 1936).
- 84 Historique du parti . (Coupures de presse, tableau récapitulatif. Le ministère Poincaré, 1926-28).
- 85 Groupe de la Fédération républicaine (à la Chambre) - tournées de propagande .
- 86 Les interventions de Louis Marin aux Congrès du parti.
- 87 Les Congrès (Imprimés et sténotypie. Quelques lettres et coupures).
- 88 La Fédération et les autres partis (accords et querelles)

Vie politique (surtout presse)

- 93 Bilan du Cartel des gauches.
- 94 Ministère Poincaré 1926-27
- 95, 96, 97. Ministère Doumergue.
- 98 Ministère Laval, 1935
- 99 Ministère Flandin, 1935
- 100 Ministère Blum, 1936, Décrets-lois, 1935.
- 113, 114. Lettres reçues par Louis Marin (dettes interalliées, 1929)
- 115, 116. Presse (Dettes interalliées).
- 117 Dettes interalliées (lettres reçues, presse 1925-1926).

Lorraine

- 221 à 223. Elections législatives en Lorraine (des éléments d'intérêt national).
- 246 Politique lorraine. Les partis. Correspondants. Documents.
- 255 à 259. Hommes politiques (...lorrains : un dossier Désiré Ferry, un gros dossier Edouard de Warren, secrétaire général du groupe à la Chambre jusqu'à sa défaite en 1932, avec une importante correspondance manuscrite adressée à Louis Marin, d'intérêt surtout local, mais apportant aussi d'utiles notations sur la vie parlementaire. Petit dossier de presse François de Wendel : articles nécrologiques.)

Versement supplémentaire d'octobre 1973 (entrée 2482)

- Journal de Louis Marin. Notes au jour le jour : juin 1940-1943.
- Loi militaire , ministère Flandin.
(Brouillon d'une lettre de démission de Louis Marin,
ministre d'Etat, s.d., février (?) 1935, non envoyée.)
- Affaire de Briey
(Dossier de presse. Rapports dactylographiés de militaires, concernant Briey, notamment du général Poline, commandant la IIe division à Nancy, au début de la guerre).

III - PAPIERS ALBERT THOMAS (AN 94 AP)

- 80 "Le Creusot" (Un dossier sur l'affaire des Hauts-Fourneaux de Normandie, 1915-1916).

IV - PAPIERS ALEXANDRE MILLERAND

I. Bibliothèque Nationale

Ceux des papiers Millerand qui sont déposés au Cabinet des Manuscrits de la Bibliothèque Nationale ne sont pas encore classés et inventoriés. La numérotation employée ci-dessous est donc provisoire et les titres sont fort vagues.

Constituant une masse considérable, riche pour la carrière de Millerand, ils ont apporté ici notamment des éléments intéressants sur 1914-15 et sur la politique à l'égard de l'Allemagne et de la Haute-Silésie pendant les 4 ans de présidence.

On a trouvé intérêt principalement aux cartons suivants :

La guerre

- n° 241 1914-1915 (les marchés de guerre)
- 337 1912 - 1914 à 1917 (attaques parlementaires de 1915. Réunions d'obus).
- 365 1914-1917
- 371 1917 (extraits des Cahiers du général Buat dont l'original est à la Bibliothèque de l'Institut).
- 306 et 388, 1914-15 et 1915-16 (riches dossiers sur le conflit avec la Commission de l'Armée en 1915. Notes sur le Creusot. Cf. aussi un dossier Charles Humbert à 367).
- Munitions, armement, 1912-1914 (Réunion des industriels, 1914, réunions d'obus).

La présidence Millerand

- Carton jaune (Dossiers diplomatiques).
- Classeur vert 1920-1922 (La Ruhr)
- Classeur vert 1920-1924 (La Ruhr 1920. Affaires étrangères).
- N° 517 Présidence de la République, 1920-24 (Notes sur des conversations du président, surtout affaires étrangères; quelques pièces sur la métallurgie)

Après le 11 mai

- 1924 (La crise présidentielle. Presse)
- n° 357 Ligue Républicaine Nationale (propagande, adhésions)
- 362 Id. (correspondance).
- Dossier jaune, Id. (correspondance, discours et rapports).

II. Quai d'Orsay

Il s'agit des dossiers diplomatiques de Millerand pendant son séjour à l'Elysée, qui m'ont été utiles pour les questions franco-allemandes et le rôle des industriels.

De nombreuses notes manuscrites qu'on peut attribuer à Vignon, secrétaire général adjoint, conseiller diplomatique du président.

Les papiers seront prochainement reliés en volumes. On se réfère à la numérotation de ceux-ci.

Dossier Réparations

- 24 16 novembre - 31 décembre 1922
- 25 janvier - avril 1923
- 26 1er mai - 10 juin 1923
- 27 11 - 30 juin 1923
- 28 1er - 20 juillet 1923
- 29 21 juillet - 10 août 1923
- 30 11 août - 15 septembre 1923
- 31 16 septembre - 31 octobre 1923
- 32 novembre 1923
- 33 décembre 1923
- 34 janvier 1924
- 35 1er février 1924 - 15 mars 1924
- 36 16 mars - 30 avril 1924.

Divers

- 2 Relations internationales (pièces concernant "la Campagne contre le franc" de 1924).
- 57 Haute Silésie, 1920-1924.

V - PAPIERS LOUIS LOUCHEUR

Ils ont été achetés en bloc par l'Institut Hoover à Stanford, Californie. Mais l'Institut d'Histoire des relations internationales de l'Université de Paris-I possède copie de l'essentiel sur microfilms (quelques pièces ayant été d'autre part publiées par Jacques de Launay : cf. la Bibliographie).

Carton 4, dossier 2 . Discussions sur la stabilisation du franc.
dossier 6-7. Projets financiers, fin 1925.

Carton 5, dossier 10-11 (autographes)
Lettres d'Albert Aupetit et Gaston Cordier.

Carton 7 - Accords de Wiesbaden.

VI - PAPIERS EDOUARD HERRIOT

Il s'agit du fonds conservé au Quai d'Orsay. Il concerne en principe les affaires étrangères, mais en réalité de nombreux documents sont de politique intérieure. Numéroté par dossiers.

- 4 Documents financiers 1924-25 (important).
- 6 Documents financiers, 1923-1932.
- 7 Documents financiers, 1924-26.
- 8 Documents politiques, 1924-25 (Une partie du dossier sur l'affaire de la Kohlensteuer).
- 9 Documents diplomatiques 1924-25 (fin du même dossier).
- 12 Documents politiques 1926-27.
- 18 Ministères de 1924-26. Finances (La note de Moüy du 27 juin 1924.)

VII - PAPIERS ETIENNE CLEMENTEL

J'ai pu consulter ces papiers lorsqu'ils étaient encore à Prompsat, près de Riom, dans la propriété de Clémentel et grâce à la bienveillance de Madame Barrelet-Clémentel, sa fille. Ils ont été versés depuis lors par elle aux archives départementales du Puy-de-Dôme et y sont en cours de classement.

On y trouve des éléments précieux pour la période où Clémentel a été ministre des finances dans le premier gouvernement Herriot entre juin 1924 et avril 1926. Ils concernent notamment ses rapports avec la Banque de France, et avec son président du Conseil.

Clémentel semble avoir commencé de refondre ses dossiers dans l'intention d'écrire un livre qu'il n'a pas pu mener à bien : d'où un certain désordre qui empêche de donner des indications plus précises de provenance, même provisoires. J'ai utilisé particulièrement les documents suivants :

- Notes justificatives diverses sur sa gestion et brouillon de l'intervention de mars 1928 au groupe sénatorial de la Gauche démocratique.
- Notes de diverses provenances sur la crise des changes (mars 1924).
- Correspondance Clémentel-Robineau (plusieurs lettres manuscrites du gouverneur).
- L'emprunt Clémentel de novembre 1924
- Notes sur les expédients de décembre 1924.
- Notes sur les rencontres parlementaires de février-mars 1925.
- Notes manuscrites de Clémentel sur plusieurs visites des régents en délégation (premiers mois de 1925).
- Correspondance Clémentel-Herriot.

- Infractions financières.
- "Les faits qui ont été, en dehors de l'impôt sur le revenu et du désaveu d'Herriot, à l'origine de ma démission" (juin 1925).
- Statistiques et rapports divers sur l'état de la Trésorerie, 1924-1925.
- Coupures de presse.

VIII - PAPIERS ALBERT AUPETIT

Secrétaire général de la Banque de France au moment de Robineau, Aupetit a joué un rôle important.

Il se peut que ses dossiers aient été partiellement égarés, mais quelques pièces intéressantes demeurent dans sa famille, notamment :

- Une correspondance entre Lazard et Robineau (26 et 29 mars 1926).
- Des notes manuscrites de Robineau (novembre 1925).
- Une lettre privée du même évoquant une conversation importante avec Rothschild et Wendel (s.d., 17 octobre 1925 ?).

IX - PAPIERS ANDRE TARDIEU

I. Papiers déposés aux Archives Nationales, Archives privées (324 AP)

L'inventaire sommaire vient d'en être achevé.

- 10 Correspondance de Tardieu avec FW, Menton, avril et août 1935.
- 118 Lettre de FW, 5 mai 1927 (échanges de simple courtoisie dont le ton confirme le peu d'intimité existant entre les deux hommes).

II. Papiers déposés au Quai d'Orsay

- 3ème versement, Carton 11. Dossier d'une controverse avec Louis Marin, 1932.

X - PAPIERS HENRI DEROY

Nommé à la tête de la Caisse des Dépôts et Consignations dans le mouvement de janvier 1935, Henri Derooy a pu observer de près les événements politico-financiers du premier semestre de cette année-là. Il a bien voulu me communiquer :

- Plusieurs notes rédigées par lui à l'époque et rendant compte de divers entretiens importants.
- Un dossier de presse de janvier 1935.

XI - PAPIERS DWIGHT W. MORROW

Membre de J.P. Morgan & Co., Dwight W. Morrow (1873-1931) a été par profession et par goût particulièrement attentif à l'évolution de la situation politique et financière de la France entre 1924 et 1928 (cf. Harold Nicolson, Dwight Morrow, Harcourt, 1935). Ses papiers sont conservés à l'Amherst College Library, (Massachussetts) et fournissent quelques renseignements utiles avec le regard d'un étranger.

J'ai utilisé les pièces suivantes :

Dossiers :

- French Finances 1926-27

Cable de Harjes et Carter à J.P. Morgan, 3 avril 1925.
Memorandum DWM "The nonsense in debt discussions" 16 août 1926.

- French debt settlement

Lettre DWM au Président Coolidge sur la situation financière française, 21 juin 1927.

- Morgan J.P. and Co. Cables 1920-26

Télégramme DWM, Jay et Carter à J.P. Morgan & Co.
(R.C. Leffingwell), 30 août 1926.
Télégrammes DWM à Leffingwell, 30 août et 7 septembre 1926.

- Morgan J.P. & Co. Cables 1927

Télégrammes DWM à Lamont et Leffingwell, 5, 6 et 10 mai 1927.
(Analyse du redressement Poincaré).

- Thomas W. Lamont, 1924-1926

Lettre de Th.W.L. à DWM, de Londres, 11 juillet 1924
(jugement sur l'action de Herriot).

XII - PAPIERS THOMAS W. LAMONT

Associé de la Banque Morgan, T.W.L. a été, comme Dwight Morrow, entre 1924 et 1928, un observateur des événements politiques et financiers en France où il est venu plusieurs fois.

Ses papiers sont conservés à la Baker Library, à Harvard.

- Series II - 113-5 Morgan, Harjes and Co., 1926
- Series IV B 172-28, 29 et 30. Diaries and papers April, May, June 1926
172-31 Diaries and papers, 1927.
- Series IV 103-12 Leffingwell Correspondance, 1926-28
- Series VIII 244-10 Europe, 1926.

Ve PARTIE - SOUVENIRS INEDITS

=====

François-Marsal

Ses souvenirs concernent son activité politique pendant la période 1919-1924, ils sont vivants et colorés.

- "Nos amis les Anglais. La Conférence de Spa, 1920" (15 pages dactyl.)
- "Paul Deschanel Président de la République. Georges Leygues" (9 p. dactyl.)
- "La séance secrète du Sénat du 28 mars 1922" (10 p. dactyl.)
- "La crise présidentielle et l'éviction de Millerand, 1923-24" (25 p. dactyl.)
- "Note adressée le 14 juin 1953 à M. Adrien Dansette" (à M. Hubert François-Marsal).

Germain-Martin

"Contribution à l'histoire nationale de la France. Histoire de mon temps et d'une vie (1890-1947)"

Souvenirs amplement développés et riches sur les gens et les choses. Dactylographié (A M. Henry Germain-Martin).

Lucien Lamoureux

Mes Souvenirs

Utiles pour la vie politique de l'entre-deux guerres, notamment les problèmes financiers de 1924-28, Lamoureux ayant été rapporteur général du budget.

(Un microfilm en est déposé à la BDIC, à Nanterre).

Henry de Peyerimhoff

Il s'agit de chapitres rédigés selon un plan organisé par sujets, dactylographiés. Deux d'entre eux ont été publiés dans la Revue des Deux Mondes (voir la Bibliographie). Rien malheureusement sur les problèmes de presse. J'ai utilisé :

- "L'organisation de la profession, le Comité des Houillères (53 p.)

- "Le Charbon" (27 p.)
- "Le Comité National d'études" (11 p.)
- "Sarre-et-Moselle" (18 p.)
- "Le Comité franco-allemand" (25 p.)

(à Madame Henry de Peyerimhoff)

Vie PARTIE - INTERVIEWS ET LETTRES A L'AUTEUR

=====

I. Interviews

Alexis Aron, ancien membre de la Commission de Direction du Comité des Forges, Paris, 24 novembre 1972.

Wilfrid Baumgartner, Paris, 16 novembre 1973.

Georges Bonnet, Paris, 21 juin 1971.

Jacques Chastenet, ancien directeur du Temps, Paris, 29 mai 1971.

Henri Deroy, Paris, 30 janvier et 7 février 1973.

Marcel Zubeis de la Rue, ancien "collecteur de fonds" pour la Fédération républicaine, Paris, 5 novembre 1971.

Louis Dumat, ancien député de Paris, membre du groupe Marin (1928-1932), Nantes, 3 août 1973.

André François-Poncet, Paris, 14 avril 1972.

Henry Germain-Martin, fils de Germain-Martin ministre des Finances, Paris, 23 mai 1973.

Geoffroy de Montalembert, gendre de François de Wendel, Paris, 11 octobre 1973.

Antonin de Mun, ancien rédacteur au Journal des Débats (vers 1930), Paris, 24 janvier 1972.

Marcel Ribière, ancien chef de cabinet de Poincaré, 29 avril 1971.

Roger Roux, président de la Société Normande de Métallurgie, Paris, 9 mai 1973.

René Russier, ancien secrétaire général adjoint de la Fédération républicaine, Paris, 3 avril 1971.

Philippe Serre, Paris, 23 octobre 1971.

II. Lettres à l'auteur

Duc de Brissac, 11 mai 1973

Jacques de Lacretelle, 22 avril 1971.

Etienne Moeneclaey, 14 juillet 1973.

Wladimir d'Ormesson, 15 avril 1972.

Jacques Rueff, 17 avril 1972.

II. PRESSE

LA PRESSE

I. Du côté des Quotidiens

Outre

- Le Journal Officiel, Débats parlementaires

J'ai utilisé abondamment trois sources majeures, durant toute la période (les trois collections complètes sont commodément conservées à la Fondation Nationale des Sciences politiques) :

- Le Temps, irremplaçable en particulier pour la chronique des événements parlementaires, l'analyse des votes et les commentaires;

- Le Journal des Débats, naturellement, en raison particulièrement de ses liens avec Wendel, de la place tenue dans son histoire;

Enfin, last but not least, trop peu utilisé jusqu'ici :

- Le Pulletin Quotidien de la Société d'études et d'informations économiques, 282, boulevard Saint-Germain. Inaugurant la pratique des "lettres confidentielles" ronéotypées, créé en 1920 à l'initiative de Robert Pinot sur capitaux fournis par diverses grandes entreprises, dirigé par André François-Poncet d'abord puis, à partir de 1924, par Emile Mireaux, tiré à 500 puis un millier d'exemplaires, le B.Q. était distribué chaque jour à l'heure du déjeuner, par cyclistes spéciaux, à toutes les personnalités du monde politique, industriel et financier, et était influent (cf. ce qu'en dit André FRANCOIS-PONCET, "Emile Mireaux", Annuaire de l'Association amicale des anciens Elèves de l'Ecole normale supérieure, 1971, pp. 32-41).

Le B.Q. n'était pas directement dans la main du Comité des Forges, comme on l'a affirmé souvent, encore moins de Wendel lui-même qui s'en plaint à diverses reprises. Mais il apporte le reflet des préoccupations du milieu où il évolue, de bien des réflexes collectifs moins adoucis que dans la grande presse, et ses analyses sont généralement d'excellente qualité. D'autre part les revues de presse commentées y sont abondantes, et nettement mieux faites que dans les quotidiens, fournissant ainsi une masse d'informations qu'il serait matériellement impossible d'aller quérir dans tout l'éventail de la presse.

J'ai dépouillé ces trois quotidiens, en particulier, pour tous les moments importants de l'action de François de Wendel.

J'ai procédé à des sondages, d'autre part, pour diverses époques, dans les journaux suivants :

- L'Humanité,
- Le Populaire,
- Le Quotidien,
- La Journée industrielle,
- Le Gaulois,
- L'Ordre,
- Le Jour-Echo de Paris,

Et pour les déclarations de Wendel dans son fief, chez les deux organes modérés de Lorraine :

- L'Impartial de l'Est,
- L'Eclair de l'Est.

Enfin :

- Le Bulletin Quotidien de la Presse étrangère (B.Q.P.E.), établi par le Quai d'Orsay et conservé à la B.D.I.C. m'a fourni des citations intéressantes pour la période 1919-1924.

II. Hebdomadaires et Revues

J'ai dépouillé entièrement :

- La Lumière de Georges Boris, adversaire politique résolu, observateur attentif et souvent lucide des rapports entre les milieux d'affaires et la politique (cf. la thèse de Marie-France TOINET citée dans la bibliographie);

et pour de longues périodes :

- Le Canard Enchaîné.

Sur l'autre bord,

- La Nation de Louis Marin est indispensable pour la vie de la Fédération républicaine.

- La Revue Politique et Parlementaire fournit les chroniques régulières précieuses, dans les années 30 en particulier, de Pierre de Pressac pour la vie politique et de Frédéric Jenny, le chroniqueur du Temps, pour la vie financière.

- La Revue de Science et de Législation financière donne les commentaires techniques de Gaston Jèze, tandis que

- La Revue d'Economie Politique reflète le point de vue de Charles Rist.

J'ai consulté enfin en diverses occurrences :

- L'Economiste Parlementaire,

- La Revue Universelle de Jacques Bainville,

- La Revue hebdomadaire de François Le Grix,

- La Revue des Deux Mondes,

- La Revue de Paris, d'André de Fels, qui était un ami des Wendel.

On trouvera mentionnés dans l'inventaire des sources d'archives divers dossiers de coupures de presse qui ont apporté un très utile complément.

III. BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie - arrêtée à l'automne 1974 - ne mentionne pas les ouvrages classiques ou notoires traitant directement ou indirectement l'histoire extérieure et intérieure de la IIIe République, notamment ceux de Beau de Loménie, Georges et Edouard Bonnefous, Jacques Chastenet, Georges Dupeux, Jean-Baptiste Duroselle, Claude Fohlen, François Goguel, Félix Ponteil, Pierre Renouvin, René Rémond, Théodore Zeldin - les emprunts précis qu'on y a faits étant mentionnés dans les notes.

Livres et articles sont classés par rapport à ce qu'ils ont apporté pour ce travail - et qui ne correspond pas toujours à leur thème principal.

I. Sur François de Wendel et les Siens

Pour la vie de la Maison au XXe siècle, il faut citer en tête :

- GROSDIDIER DE MATONS (Marcel), Histoire de la maison de Wendel, s. l., 1940, 455 p. dactyl. (travail minutieux suscité par Maurice de Wendel, prenant toujours le parti des chefs successifs de la Maison - mais qui donne beaucoup de renseignements utiles; voir un portrait de l'auteur, érudit local, dans DURAND (Paul), le Visage des nôtres, trente ans de petite histoire messine et lorraine, 1920-1950, Metz, 1953, pp. 62-63);

et ajouter :

- Deux Siècles de Métallurgie du Fer, Monographie de la Maison de Wendel, 1704-1927, s. l., 2 vol., 204 p. multig., (réalisation à usage purement familial, avec une abondante iconographie hors texte);

et aussi :

- WENDEL (Maurice de), Chapitre complémentaire à "l'Histoire de la maison de wendel" (celle de GROSDIDIER DE MATONS), 1953, 80 p. dactyl.

Dans le style des ouvrages commémoratifs :

- La Maison de Wendel, deux-cent cinquantienaire, Paris, 1954.

Et surtout :

- SEDILLOT (René), La Maison de Wendel de Mille sept cent quatre à nos Jours, Paris, 1958, 421 p. (l'historien "Maison", qui a beaucoup utilisé GROSIDIER DE MATONS, hagiographique).

Pour la période où François de Wendel commence sa carrière industrielle :

- GRANDET (Henry), Monographie d'un Etablissement métallurgique sis à la fois en France et en Allemagne, thèse de Droit, Chartres, 1909, 208 p. (par un membre de la famille).

Bref, mais très clair et précis :

- LA BOUILLERIE (Geoffroy de), La Maison de Wendel, Evolution économique depuis 1918, thèse F.N.S.P. (Th. 1154), Paris, 1953, 191 p. dactyl.

Les plaquettes nécrologiques des trois frères, avec articles et discours divers :

- François de Wendel, 1874-1949, Metz, 1949, 104 p.
- Humbert de Wendel, 1876-1954, Metz, 1956, 115 p.
- Maurice de Wendel, 1879-1961, Metz, 1961, 51 p.

Et aussi :

- Inauguration de la Stèle érigée à Joeuf à la mémoire de Monsieur François de Wendel, 1er octobre 1961, Nancy, 1963, 32 p.

et encore :

- Cinquantième Anniversaire de l'Entrée aux Forges d'Hayange de M. Albert Bosment, 1883-1933, Paris, 1934, 76 p.

Diverses brochures répandues par la Maison en réplique à des attaques :

- Réponse à l'article du Magazine américain "Fortune". Précisions sur la Société "Les Petits-Fils de François de Wendel et Cie" et ses dirigeants, s. l., avril 1934, 11 p. multig.
- Etude sur la Maison de Wendel et les Attaques dont elle fait l'objet, s. l., mars 1936, 34 p.
- Analyse critique des articles parus dans "Vendredi" en mars 1936, s. l., avril 1936, 12 p. multig.
- Procès en diffamation contre le Journal "Action", Metz, (Le Lorrain), 1945.

A signaler enfin :

- NICOLAY (Pierre-Xavier), Histoire d'Hayange, T. III, La Paroisse d'Hayange, Hayange, 1951, 444 p. (L'auteur était curé d'Hayange; les œuvres sociales et religieuses de la Maison);

et :

- ANNESER (Jules), Vautours sur la Lorraine dévoilés par leurs Archives secrètes, Le Lorrain, Metz, 1948, 120 p. (les déprédations allemandes pendant la Deuxième Guerre Mondiale).

II. Témoignages individuels :

Journaux ou Mémoires de contemporains

- ALOISI (baron Pompeo), Journal (25 juillet 1932-14 juin 1936), trad. de l'italien par Maurice VAUSSARD, Paris, 1957, XVI-393 p.

- BAGUENAUT DE PUCHESSE (Gustave), Un demi-siècle de Souvenirs, 1860-1914, Orléans, 1915, 247 p.

- BAQUET (Général), Souvenirs d'un Directeur de l'Artillerie : les Canons, les Munitions, novembre 1914-mai 1915, Paris, 1921, 187 p.

- BARLOUX (Jacques), La Délivrance de Paris, Séances secrètes et Négociations clandestines, Paris, 1958, 389 p. (sénateurs à la veille de la Libération).

- BONNET (Georges), Vingt ans de Vie politique 1918-1938, Paris, 1969, 287 p.

- BRISSAC (Duc de), En d'autres Temps, 1900-1939, Paris, 1972, 456 p. (le gendre d'Eugène Schneider).

- CARCOPINO (Jérôme), Souvenirs de sept ans, 1937-1944, Paris, 1953, 702 p.

- CERRUTI (Elizabeth), Je les ai tous connus, trad. de l'italien par B. de SAINT-MARCEAUX, Paris, 1950, 317 p. (Paris 1935-37, pp. 247-273 : la femme de l'ambassadeur italien, mondanités et diplomatie, assez naïf et superficiel).

- CHASTENET (Jacques), Quatre fois vingt ans, Paris, 1974, 556 p.

- CIANO (Comte Galeazzo), Journal politique 1937-38, trad. de l'italien, Paris, 1949, 331 p.

- CORNILLEAU (Robert), Du Bloc National au Front populaire, T. I, 1919-1924, Paris, 1939, 262 p. (L'un des fondateurs du P.D.F. Le tome II n'a pas paru).
- CORNILLEAU (Robert), De Waldeck-Rousseau à Poincaré, Chronique d'une génération 1898-1924, Paris, 1926, 352 p.
- DANIELOU (Charles), Dans l'Intimité de Marianne, Paris, 1945, 364 p.
- DAUDET (Léon), Député de Paris, 1919-1924, Paris, 1933, 319 p.
- DEBU-BRIDEL (Jacques), L'Agonie de la IIIème République, 1919-1939, Paris, 1948, 525 p. (L'auteur appartenait à la Fédération républicaine).
- DESGRANGES (Abbé Jean-Marie), Journal d'un Prêtre Député, 1936-1940, Paris, 1960, 399 p. (Evoque plusieurs fois l'activité parlementaire de Wendel).
- DUCHEMIN (René P.), "L'Accord Matignon, ce que j'ai vu et entendu", Revue de Paris, 1937, T.I, pp. 584-594.
- DUCLOS (Jacques), Mémoires, T.II, 1935-1939, Aux Jours ensoleillés du Front Populaire, Paris, 1969, 462 p.
- ECCARD (Frédéric), Le Livre de ma Vie, Strasbourg, 1951, 357 p. (Préface d'Albert Schweitzer).
- FLANDIN (Pierre-Etienne), Politique française 1919-1940, Paris, 1947, 467 p. (axé sur l'extérieur).
- GERMAIN (André), La Bourgeoisie qui brûle, Propos d'un Témoin (1890-1940), Paris, 1951, 301 p. (Le fils d'Henri Germain, fondateur du Crédit Lyonnais).
- GHEUSI (Pierre-Barthélémy), Cinquante ans de Paris, Mémoires d'un Témoin (1889-1938), 4 tomes, Paris, 1938-42, 505 p., 468 p., 426 p. et 425 p.

- HERRICK (Myron Timothy), Souvenirs recueillis par le Colonel T. Bentley Mott, trad. fr. Paris, 1929, 324 p. (Ambassadeur américain à Paris dans les années 20).
- HERRIOT (Edouard), Pourquoi je suis radical-socialiste, Paris, 1928, 185 p.
- HERRIOT (Edouard), Jadis, T. II, D'une Guerre à l'autre, Paris, 1952, 650 p.
- HOMBERG (Octave), Les Coulisses de l'Histoire, Souvenirs 1898-1928, Paris, 1938, 287 p.
- JOBERT (Aristide), Souvenirs d'un ex-Parlementaire (1914-1919), Paris 1933, 288 p. (Député socialiste de l'Yonne).
- JOFFRE (Maréchal Joseph), Mémoires, Paris, 1932, T. I, 443 p., T. II, 469 p.
- KESSLER (Harry), Les Cahiers du Comte Kessler, 1918-1937, trad. de l'allemand par Boris Simon, Paris, 1972, 311 p.
- LANIEL (Joseph), Jours de Gloire et jours cruels (1908-1958), Paris, 1971, 312 p.
- LAROCHE (Jules), Au Quai d'Orsay avec Briand et Poincaré, 1913-1926, Paris, 1957, 232 p.
- LAUTIER (Eugène), Choses vécues, Paris, 1937, 414 p.
- LEMERY (Henri), D'une République à l'autre, Souvenirs de la Mêlée politique 1894-1944, Paris, 1966, 343 p.
- LOUCHEUR (Louis), Carnets secrets 1908-1932, ed. Jacques de Launay, Bruxelles-Paris, 1962, 192 p.

- MESSIMY (Général Adolphe), Mes Souvenirs, Paris, 1937, 428 p.
- MOCH (Jules), Rencontres avec Léon Blum, Paris, 1970, 363 p.
- MONZIE (Anatole de), Ci-devant, Paris, 1941, 295 p.
- MOREAU (Emile), Souvenirs d'un Gouverneur de la Banque de France (1926-28), préface de Jacques Rueff, Paris, 1954, 625 p. (Capital pour la période concernée).
- MOTTE (Fernand), Souvenirs personnels d'un demi-siècle de Vie et de Pensée, 1886-1942, Lille, 1942, 155 p.
- NICOLLE (Pierre), Cinquante mois d'Armistice, Vichy, 2 juillet 1940-26 août 1944, Journal d'un Témoin, Paris, 1947, 2 vol., 533 et 544 p. (Par un "fonctionnaire" patronal).
- NOBLEMAIRE (Georges), Carnet de Route au Pays des Parlementaires, Paris, 1923, 423 p. (Un député "bleu horizon" d'esprit libre et de plume riche).
- ORMESSON (Wladimir d'), Les vraies Confidences, Paris, 1962, 273 p.
- PANGE (Jean de), Journal, T. I, 1927-1930, Paris, 1964, 374 p. T.II, 1931-1933, 1967, 415 p., T. III, 1934-36, 1970, 477 p. (Tout en étant d'une sensibilité fort différente de celle de Wendel, auquel ses conceptions sur la Sarre, notamment, l'opposent vivement en 1934, l'auteur évolue dans le même monde, et son journal fournit, au long des années, diverses indications fort utiles).
- PEYERIMHOFF (Henry de), "Au Comité des Experts de 1926", Revue des Deux Mondes, 1er février 1959, pp. 530-534.
- PHILIPPE (Raymond), Le Drame financier de 1924-26, Paris, 1931, 151 p. (Témoignage important d'un adversaire de Wendel, associé de la Banque Lazard).

- POINCARE (Raymond), Au Service de la France. Neuf Années de Souvenirs, T. IV à X, (1914-1918), Paris, 1927-1933, et T. XI, A la Recherche de la Paix, 1919, éd. Jacques Bariéty et Pierre Miquel, Paris, 1974, 505 p.
- POPELIN (Claude), Arènes politiques, Paris, 1974, 243 p.
- PUCHEU (Pierre), Ma Vie, Paris, 1948, 380 p.
- REIBEL (Charles), "Une grande Occasion manquée, le premier Drame de la Ruhr", Ecrits de Paris, mai 1949, pp. 24-31.
- REYNAUD (Paul), Mémoires, T. I, Venu de ma Montagne, Paris, 1960, 509 p., et T. II, Envers et contre Tous, Paris, 1963, 515 p.
- RIBOT (Alexandre), Journal et Correspondances inédits 1914-1922, publiés par le docteur AL. RIBOT, Paris, 1936, 309 p.
- RIST (Charles), "Notice biographique", Revue d'Economie politiques, nov.-déc. 1955, pp. 977-1045.
- SAUERWEIN (Jules), Trente Ans à la Une, Paris, 1962, 244 p.
- THOREZ (Maurice), Fils du Peuple, Paris, 1937, 221 p.
- VALLAT (Xavier), Le Nez de Cléopâtre. Souvenirs d'un Homme de Droite 1918-1945, préface de Charles Maurras, Paris, 1957, 311 p.
- VALOIS (Georges), L'Homme contre l'Argent. Souvenirs de 10 ans, 1918-1928, Paris, 1928, 383 p.
- WEISS (Louise), Mémoires d'une Européenne (1893-1939), 3 T., Paris, 1968, 1969 et 1970, 316 p., 359 p. et 270 p.

III. Les Hommes

Ouvrages ou articles biographiques évoquant des personnalités côtoyées par Wendel.

Il faut inscrire en tête le précieux Dictionnaire des Parlementaires qui en est à la lettre Q. (7 vol. parus, 1960 à 1972). Si les auteurs ont eu la fâcheuse idée, à partir de la lettre E, de ne plus donner aucune indication postérieure au 10 juillet 1940, on n'en est pas moins redevable à cette entreprise d'une quantité de renseignements précieux.

Les travaux suivants sont classés par ordre alphabétique de personnages :

- AUVRAY (Lucien) et POMMIER (Alexandre), Gustave Baguenault de Puchesse (1845-1922), Notices biographique et bibliographique, Orléans, 1924, 42 p. (Erudit collaborateur des Débats, habitué des "dîners Galliffet").
- COLTON (Joël), Léon Blum, trad. de l'anglais, Paris, 1967, 527 p.
- TOINET (Marie-France), Georges Boris (1888-1960), un Socialiste humaniste, thèse pour le doctorat de Science politique, Paris, 1969, 385 p. dactyl.
- HAMBURGER (Maurice), Léon Bourgeois, Paris, 1932, 269 p.
- MARGUERITTE (Victor), Aristide Briand, Paris, 1932, VIII-357 p.
- SUAREZ (Georges), Briand, 6 vol., Paris, 1938-1952.
- JACOMET (Arnaud), Marcel Bucard et le mouvement fasciste 1933-1940, Mémoire de maîtrise, Nanterre, 1971, 219 p. dactyl.
- FABRE-LUCE (Alfred), Caillaux, Paris, 1933, 287 p.

- BINION (Rudolph), Defeated Leaders. The political Fate of Caillaux, Jouvenel and Tardieu, New York, 1960, VIII-425 p.
- GRANDPIERRE (André), "Un grand Industriel et Economiste lorrain, Camille Cavallier", Mémoires de l'Académie nationale de Metz, 1965 (1963-64), pp. LVI à LXXV.
- KENT (Carol H.), Camille Cavallier and Pont-à-Mousson : an Industrialist of the Third Republic, thèse de doctorat, St. Antony's College, Oxford, 1972, 455 p. dactyl.
- ERMAN (Jean-François), Le Chanoine Henri-Dominique Collin, Sénateur de la Moselle, Notes et Souvenirs, Paris, 1924, 134 p.
- SADLER (Georges), "Le Chanoine Collin pendant la Guerre", in Pris sur le vif, Nancy, 1938, 95 p. (cf. pp. 45-76).
- Gabriel Cordier (1865-1934), Paris, 1934, 29 p.
- Robert Cornilleau, Souvenirs et Témoignages, Rennes, 1959, 250 p.
- LATZARUS (Louis), Un Ami du Peuple, M. Coty, Paris, 1929, 188 p. (Pamphlet par un ancien collaborateur).
- KUPFERMAN (Alfred), François Coty, Journaliste et Homme politique, thèse 3ème cycle, Sorbonne, 1965, 321 p. multig.
- MATHIEU (Jean-Luc), Essai sur Jacques Doriot et le Parti Populaire Français, thèse I.E.P., Paris, 1957, 360 p. dactyl.
- WOLFF (Dieter), Doriot, du Communisme à la Collaboration, trad. de l'allemand, Paris, 1969, 481 p. (L'édition allemande, Die Doriot-Bewegung, Stuttgart, 1967, 408 p., est plus complète que la traduction française).
- BARON (Jean-Jacques) et ANTERIOU (Jacques-Louis), Edouard Herriot au service de la République, Paris, 1957, 224 p.

- BESSEIGE (Henri), Herriot parmi nous, Paris, 1960, 395 p.
- SOULIE (Michel), La Vie politique d'Edouard Herriot, Paris, 1962, 626 p.
- LAPIE (Pierre-Olivier), Herriot, Paris, 1967, 345 p.
- JESSNER (Sabine), Edouard Herriot, Patriarch of the Republic, New York, 1974, 165 p.
- GAUDRY (Olivier), Henri de Kerillis, mémoire I.E.P., 1966, 217 p. dactyl.
- FRANCOIS-PONCET (André), DAUM (Léon) et al., Théodore Laurent (1863-1953). L'Industriel, l'Homme, Paris, 1955, 175 p.
- MAYEUR (Jean-Marie), Un Prêtre démocrate, l'Abbé Lemire 1853-1928, Thèse d'Etat, Paris, 1968, 688 p.
- POZZO DI BORGIO, La Rocque, Fantôme à vendre, Paris 1938, 207 p.
- VEUILLOT (François), La Rocque et son Parti comme je les ai vus, Paris, 1938, 95 p.
- LA ROCQUE (Edith et Gilles de), La Rocque tel qu'il était, Paris, 1962, 302 p. (Vu par ses enfants).
- MALLET (Alfred), Pierre Laval, 2 vol., Paris, 1954, 352 p. et 427 p.
- Lefebvre du Prey (Edmond), 1866-1955, s. d., Saint-Omer, 28 p.
- HOISINGTON (William Arch Jr.), A Businessman in Politics in France 1935-1955 : the Career of Jacques Lemaigre-Dubreuil, Ph. D. Stanford University, 1968 (University Microfilms, Ann Harbor Michigan 69-6197), 369 p. (L'auteur a eu communication d'archives familiales).

- COBLENTZ (Paul), Georges Mandel, Paris, 1946, 248-XXXVI p.
- VARENNE (Francisque), Mon Patron Georges Mandel, Paris, 1947, 232 p.
- WORMSER (Georges), Georges Mandel, l'Homme politique, Paris, 1967, 316p.
- SHERWOOD (John M.), Georges Mandel and the Third Republic, Stanford 1970, 393 p.
- SANVOISIN (Gaëtan), "Les Elections et la menace allemande, l'oeuvre de Louis Marin", La Revue hebdomadaire, 27 février 1932, pp. 473-493. (Un portrait coloré de Louis Marin).
- DUMONT-WILDEN (L.), Louis Marin, Paris, 1936, 34 p. (Panégyrique : quelques renseignements, des photos).
- Quatre-vingtième Anniversaire du Président Louis Marin, Paris-Strasbourg, 1954, 79 p. (Discours de Marin, Herriot, P.O. Lapis, et Georges Mazerand).
- RENOUVIN (Pierre), Discours prononcé le 25 avril 1967 à l'occasion de l'Inauguration de la place Louis-Marin à Paris, au nom de l'Académie des Sciences morales et politiques, Paris, 1967, 9 p.
- Louis Marin 1871-1960, Homme d'Etat, Philosophe et Savant par lui-même et ses contemporains, ouvrage réalisé par Mme Louis MARIN, Paris, 1973, 248 p. (Consacré surtout à la formation de Louis Marin, et à ses activités extraparlimentaires. Mme Marin annonce deux autres volumes).
- DUBLY (Henry-Louis), Vers un Ordre économique et social, Eugène Mathon 1860-1935, Paris, 1946, 349 p.
- Emile Mayrisch, Précurseur de la Construction de l'Europe, Lausanne, 1967, 65 p.
- BARIET (Jacques), "Le Rôle d'Emile Mayrisch entre les Sidérurgies allemandes et françaises après la Première Guerre Mondiale", Relations internationales, n° 1, mai 1974, pp. 123-134.

- TRIBOT-LESPIERE (J.), Ernest Mercier (1878-1955), une grande Destinée, Paris, 1956, 302 p.
- KUISEL (Richard F.), Ernest Mercier, French Technocrat, University of California Press, Berkeley et Los Angeles, 1967, 184 p.
- PERSIL (Raoul), Alexandre Millerand, Paris, 1949, 192 p. (par un de ses proches collaborateurs).
- GISCARD D'ESTAING (Edmond), "Notice sur M. Emile Moreau", Académie des Sciences coloniales, Actes, 1950, pp. 736-745.
- PICHAT (Georges), Discours, Séance publique annuelle de l'Académie des Sciences morales et politiques, 8 décembre 1947, 11 p. (Evocation d'Etienne de Nalèche, p. 6).
- NICOLSON (Sir Harold), Dwight Morrow, Londres, 1935, XV-432 p.
- ZEMB (J.), Témoin de son Temps : le Chanoine Eugène Müller. L'Alsace de 1861 à 1948, Paris, 1961, 164 p.
- CLAY (Sir Henry), Lord Norman, Londres, 1957, XI-495 p. (Montagu Norman gouverneur de la Banque d'Angleterre de 1920 à 1944).
- Hommage à Jean de Fange, l'Historien, le Français, le Chrétien, Paris, 1959, 130 p.
- BROUSTRA (Jean-Claude), Le Combat de Raymond Patenôtre, Paris, 1969, 208 p.
- FRANCOIS-PONCET (André), La Vie et l'Oeuvre de Robert Pinot, Paris, 1927, 356 p.
- THIBAUDET (Albert), Les Princes lorrains, Paris, 1924, XXIV-213 p. (Pour Poincaré).

- HANOTAUX (Gabriel), Raymond Poincaré, Paris, 1934, 95 p.
- FAYEN (Fernand), Raymond Poincaré chez lui, au Parlement, au Palais, Paris, 1936, 447 p.
- CHASTENET (Jacques) Raymond Poincaré, Paris, 1948, 317 p.
- MIQUEL (Pierre), Poincaré, Paris, 1961, 639 p.
- FRIDERSON (Patrick), Histoire des Usines Renault, T. I, Naissance de la grande Entreprise 1898-1939, Paris, 1972, 359 p. (Pour la personnalité de Louis Renault).
- CAUBOUÉ (Pierre), "Contribution à l'histoire de la Banque de France, Georges Robineau, 17ème gouverneur de la Banque de France, 1920-1926", Nouvelle Revue d'Economie européenne, août 1953, 8 p.
- BOUVIER (Jean), Les Rothschild, Paris, 2ème édition, 1967, 352 p.
- "Eugène Schneider", Revue de Métallurgie, mai 1943, pp. 156-160.
- ROY (Joseph-Antoine), Histoire de la Famille Schneider et du Creusot, Paris, 1962, 159 p.
- ROCHFORD (Robert), Robert Schuman, Paris, 1968, 384 p. (Très bref sur l'entre-deux-guerres).
- RAPHAEL (Gaston), Le Roi de la Ruhr : Hugo Stinnes, l'Homme, son Oeuvre, son Rôle, Paris, 1924, 207 p.
- CHANDLER (Lester Vernon), Benjamin Strong, Central Banker, Washington, 1958, X-495 p.
- PHILIPPET (Jean), Les Jeunesses patriotes et Pierre Taittinger 1924-1940, Mémoire I.E.P., Paris, 1967, 274-XIX p. multig.

- MISSOFFE (Michel), La Vie volontaire d'André Tardieu, Paris, 1930, 249 p.

- André Tardieu, 1876-1945, Paris, 1957, 215 p.

- Un grand Citoyen du Monde : Albert Thomas vivant, Société des Amis d'Albert Thomas, Genève, 1957, 338 p. (cf. surtout Pierre WALINE, "Albert Thomas et Robert Pinot", pp. 140-146).

- SCHAPER (Bertus Wellem), Albert Thomas, trente ans de Réformisme social, trad. fr., préface de Marius Moutet, Paris, 1960, XIV-381 p.

- ORMESSON (Olivier d'), François Valentin 1909-1961, Paris, 1964, 214 p. (Très bref sur l'entre-deux-guerres).

- GUCHET (Yves), "Georges Valois ou l'illusion fasciste", R.F.S.P., XV-6., déc. 1965, pp. 1111-1144.

- GAUTHIER (Noëlle), Edgard de Warren, Député de Nancy de 1919 à 1932, mémoire de maîtrise, Nancy, 1968, 145 p. dactyl. (Un exemplaire aux archives de Meurthe-et-Moselle).

- REMY (Jean-Robert et Gabriel), L'Abbé Wetterlé, XVI-257 p., Paris, 1932.

- BANKWITZ (Philip Charles Farwell), Maxime Weygand and civil-military Relations in modern France, Cambridge, Mass., 1967, XIII-445 p.

IV. Pamphlets

ou Ouvrages de Combat s'en prenant à la Sidérurgie,
et notamment à Wendel.

Par ordre chronologique :

- LAUNAY (Louis) et SENNAC (Jean), Les Relations internationales des Industries de Guerre, Paris, 1932, XX-364 p.
- LAUNAY (Louis) et LAUNAY (Lucien), La Sarre et les Marchands de Canons, Vaucresson, 1934, XVIII-VI-221 p.
- LAURENT (J.P.), Canons à vendre, l'Internationale Schneider, Paris, s. d. (1934), 62 p.
- MICRON (Georges), Les Puissances d'Argent et l'Émeute du 6 février, Paris, 1934, 32 p.
- TICARD (C.M.), Le Mythe de la Démocratie (le Règne de la Presse), Paris, 1934, 168 p.
- Arms and the Men, repris de Fortune de mars 1934, New York, 1934, 58 p.
- ENGELBRECHT (E.C.) et HANIGSEN (F.), Marchands de Mort. Essai sur l'Industrie internationale des Armes, trad. de Renaud de Jouvenel, Paris, 1934, 281 p. (S'en prend surtout à Schneider).
- MODIANO (René), La Presse pourrie aux Ordres du Capital, S.F.I.O., Paris, 1935, 116 p.
- MODIANO (René), Les Maîtres secrets de la Presse, S.F.I.O., Paris, 1936, 64 p. (Résume le précédent).
- SAMON (Augustin) et X. Y. Z., Les Maîtres de la France, 3 vol., Paris, 1936-37-38, 320 p., 379 p., 351 p.

- LAUNAY (Louis), De Wendel, Vaucresson, 1938, 123 p. (L'exemplaire de la B. N. a disparu mais on trouve l'ouvrage à la Bibliothèque de la Banque de France. N'apporte pas de nouveau).

- ALLARD (Paul), Les Provocateurs à la Guerre, Paris, 1941, IV-120 p.

V. Le Patronat dans la Cité

La seule synthèse est due à :

- EHRMANN (Henry), La Politique du Patronat français, 1936-1955, trad. de l'américain, Paris, 1959, 416 p. (L'édition en anglais, Organized Business in France, Princeton, 1957, comporte un appareil critique plus complet).

D'autre part :

- BOUDET (Jacques), éd., Le Monde des Affaires en France de 1830 à nos jours, Paris, 1952, 768 p.

- CAVALLIER (Camille), Notes économiques d'un Métallurgiste, Paris, 1921, IX-155 p.

- COURTHEOUX (Jean-Paul), "Les Pouvoirs économiques et sociaux dans un secteur industriel : la Sidérurgie", Revue d'Histoire économique et sociale, 1960, pp. 339-376. (Un intéressant effort de théorisation).

- BRADY (Robert), Business as a system of power, New York, Columbia University Press, 1943, XX-340 p.

- CARON (François), Histoire de l'exploitation d'un grand Réseau. La Compagnie des Chemins de Fer du Nord 1846-1937, Thèse d'Etat, Paris, La Haye, 1973, 619 p. (Pour l'histoire des négociations avec l'Etat en 1921 et 1933-37).

- CUREL (François de), Le Repas du Lion, pièce en cinq actes, Paris, 1898, 153 p. (L'auteur est un cousin de François de Wendel et la gloire littéraire de la famille. La pièce montre un héritier de maîtres de forges qui est tenté par le socialisme mais décide de retourner à l'industrie quand il découvre que "l'égoïsme qui produit est pour la masse laborieuse ce que la charité est pour le pauvre", et que "l'individualisme rachète sa férocité par la richesse de dons qu'il prodigue à l'humanité" (p. 117 et 119)).

- DELEFORTRIE-SOUBEYROUX (Nicole), Les Dirigeants de l'Industrie française, Paris, 1961, II-286 p.
- DETOEUF (Auguste), Passé, Présent, Avenir de l'Organisation professionnelle en France, Paris, 1946, 32 p. (Bref historique).
- DUCHEMIN (René), Organisation syndicale patronale en France, Paris, 1940, IX-331 p.
- GIGNOUX (Claude-Joseph), Patrons, soyez des Patrons, Paris, mai 1937, 48 p. (Appel à l'union et à la fermeté).
- GERMAIN-MARTIN (Louis), "Le Patronat français, sa situation, son évolution", Revue de Paris, T. XLIV, 15 avril 1937, pp. 764-784.
- GILLE (Bertrand), "Esquisse d'une histoire du syndicalisme patronal dans l'industrie sidérurgique française", Revue d'Histoire de la Sidérurgie, T. V, 1964, n° 3, juillet-septembre, p. 209-249 (Pour les origines jusqu'en 1870).
- GILLET (Marcel), Le Bassin houillier du Nord et du Pas-de-Calais de 1815 à 1914, Etude économique et sociale, thèse d'Etat, Lille, 1972, 783 p. multig.
- GIRAULT (René), "Pour un Portrait nouveau de l'Homme d'Affaires français vers 1914", R.H.M.C., juillet-septembre 1969, pp. 329-349.
- GIRAULT (René), Emprunts russes et Investissements français en Russie, 1887-1914, thèse d'Etat, Paris, 1973, 624 p.
- GIRAULT (René), "Le Milieu bancaire français face aux Relations internationales avant 1914", Relations internationales, T. I, mai 1974, pp. 27-37.
- LANDES (David), "French Business and the Businessman : a social and cultural analysis", in Edward EARLE, Modern France : Problems of the Third and Fourth Republics, Princeton, 1951, pp. 334-353.

- LAROQUE (Pierre), Les Rapports entre Patrons et Ouvriers, Paris, 1938, 431 p.
- MEYNAUD (Jean), Les Groupes de Pression en France, Paris, 1958, 372 p.
- MEYNAUD (Jean), Nouvelles études sur les Groupes de Pression en France, Paris, 1962, 448 p.
- MERIGOT (Jean-Guy), Essai sur les Comités d'Organisation professionnelle, Paris, 1943, XVI-602 p.
- PEYERIMHOFF (Henry de), "Le Programme patronal", Revue des Vivants, T. II, avril 1928, pp. 815-821. (Bref et assez creux).
- SERAMPUY (Bernard), alias François GOGUEL, "Le Comportement du Patronat français", Esprit, VI, février 1938, pp. 657-667.
- THOBIE (Jacques), Phares ottomans et Empunts turcs 1904-1961, un type de Règlement financier international dans le cadre des Traités, Paris, 1972, 218 p.
- THOBIE (Jacques), Les Intérêts économiques, financiers et politiques français dans la partie asiatique de l'Empire Ottoman de 1895 à 1914, thèse d'Etat, Lille, 1973, 3 vol.
- VERDURAND (A.), "L'Homme d'affaires et la France", (réponse à M. François Le Grix)", Revue hebdomadaire, 31 décembre 1927, pp. 611-619. (Réflexions du Directeur général de la Compagnie Air-Union).
- VILLEY (Etienne), L'Organisation professionnelle des Employeurs dans l'Industrie française, Etat, Activités, Tendances, Abbeville, 1923, XXIV-397 p.

VI. Wendel et la Presse.

La "bible" est :

- BELLANGER (Claude), GODECHOT (Jacques), GUIRAL (Pierre), et TERROU (Fernand), Histoire générale de la Presse française, T. III, 1871-1940, Paris, 688 p. (La grande majorité du livre est l'oeuvre de Pierre Albert).

D'autre part :

- ALBERT (Pierre), "Remarques sur l'histoire de la presse sous la IIIème République", Le Mouvement social, n° 53, oct.-déc. 1965, pp. 23-38.

- ALAURY (Francine), Histoire du plus grand Quotidien de la IIIème République, le "Petit Parisien" 1876-1944, T. I, La Société du "Petit Parisien", Entreprise de Presse, d'Editions et de Messageries, T. II, "Le Petit Parisien" Instrument de Propagande au service du Régime, Paris, 1972, 1354 p.

- AMAURY (Philippe), Les deux premières Expériences du Ministère de l'Information en France, Paris, 1969, VIII-875 p.

- BEUVE-MERY (Hubert), Du "Temps" au "Monde", ou la Presse et l'Argent, Paris, 1956, 19 p.

- BILLY (André) et Piot (Jean), Le Monde des Journaux, Tableau de la Presse française, Paris, 1924, 240 p.

- BORIS (Georges), "Les puissances d'argent et la presse" (Rapport au Congrès d'Amiens de la Ligue des Droits de l'Homme), Cahiers de la Ligue, 30 mai 1933.

- CHARENSOL (Georges), "Les maîtres de l'opinion", 28 articles sur les grands journaux français, Les Nouvelles littéraires, 2 avril au 15 octobre 1932 (notamment Le Temps, 9 avril, le Matin, 7 mai, l'Echo de Paris, 21 mai, le Journal des Débats, 25 juin).

- GOEDORF (Victor), Figures du "Temps", Paris, 1943, 319 p.
- FAUCHER (Jean-André) et JACQUEMART (Noël), Le quatrième Pouvoir. La Presse française de 1830 à 1960, Paris, 1968, 335 p.
- MANEVY (Raymond), Histoire de la Presse, 1914 à 1939, Paris, 1945, 360 p.
- MANEVY (Raymond), La Presse de la IIIème République, Paris, 1955, 255 p.
- MIQUEL (Pierre), "Le Journal des Débats et la Paix de Versailles", R.H., oct.-déc. 1964, pp. 379-414.
- PEREIRE (Alfred), Le "Journal des Débats politiques et littéraires" 1814-1914, Paris, 1924, XIX-263 p. (Iconographie).
- REMOND (René), "L'évolution du journal La Croix et son rôle auprès de l'opinion catholique (1919-1939)", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, 1958, n° 4.
- SLAMA (Alain-Gérard), "Un quotidien républicain sous Vichy, le Temps (juin 1940-novembre 1942)", R.F.S.P., août 1972, pp. 719-749.
- VALETTE (Geneviève) et BOUILLON (Jacques), Munich 1938, coll. "Kiosque", Paris, 1964, 306 p.

VII. La place de la Lorraine dans l'action nationale de François de Wendel.

A inscrire en tête :

- BONNET (Serge), Sociologie politique et religieuse de la Lorraine, thèse d'Etat, Paris, 1972, 514 p. (Essentiel : de nombreux retours en arrière; l'exemplaire dactylographié déposé à la Sorbonne contient une abondante bibliographie).

D'autre part :

- ALBERT (Pierre), "Pour une histoire de la presse de l'Est de la France", Bulletin de la Faculté des Lettres de Strasbourg, nov. 1965,

- BONNET (Serge), SANTINI (Charles), BARTHELEMY (Hubert), "La Presse du Pays-Haut de 1870 à 1914", Annales de l'Est, n° 1, 1965, pp. 61-94.

- BONNET (Serge), "La Presse du Pays-Haut de 1870 à nos jours", Bulletin de l'Association "Les Amis du Vieux Longwy", 1966, n° 1, pp. 21-28.

- Conseil général de Meurthe-et-Moselle, Délibérations (un volume par session, A peu près sans exception d'intérêt purement local. B.N. 8° L k 16 1158).

- FRANON (René), Le Mouvement ouvrier en Meurthe-et-Moselle sous la IIIème République, Lumières et Contrastes 1919-1920, Mémoire de maîtrise, Nancy, 1969, 93 p. multig. (Une analyse du Réveil Ouvrier).

- FREYMOND (Jacques), "Les Industriels allemands de l'acier et le bassin lorrain (1940-1942)", R.H.M.C., janvier-mars 1972, pp. 27-44.

- HABY (René), Les houillères lorraines et leurs régions, Paris, 1965, 783 p. et atlas.

- LEGER (Bernard), Les Opinions politiques des Provinces françaises, Paris, 1934, 268 p.

- MAYEUR (Jean-Marie), Autonomie et Politique en Alsace, La Constitution de 1911, Paris, 1970, 212 p.

- MILWARD (Alan S.), The New Order and the French Economy, Oxford, 1970, 320 p. (En particulier le chapitre VIII, "Iron ore", pp. 210-234 : les Allemands et la sidérurgie française pendant la IIème guerre mondiale).

- MOINE (Jean-Marie), Le Mouvement socialiste en Meurthe-et-Moselle sous la IIIème République, Mémoire de maîtrise, Nancy, oct. 1972, 241 p. multig.

- PANGE (Jean de), Les Meules de Dieu, Paris, 1951, 288 p. (Des souvenirs lorrains. Charles de Wendel).

- PRECHEUR (Claude), La Lorraine sidérurgique, thèse d'Etat, Paris, 1959, 632 p.

- PRESSAC (Pierre de), Les Forces historiques de la France : la Tradition dans l'orientation politique des Provinces, Paris, 1928, XII-324 p.

- ROTH (François), La Présidence de Lorraine dans l'Empire allemand 1870-1918, Antagonismes culturels et Développement industriel, thèse d'Etat, Nancy, 1973, 3 vol. , 1063 p. dactyl. (Important pour les débuts).

- SILVERMAN (Dan P.), Reluctant Union : Alsace-Lorraine and imperial Germany 1871-1918, University Park (Pa), 1972, VIII-262 p.

- VAUTRIN (T.), "Les élections législatives en Meurthe-et-Moselle, 1919-1928" et "... 1929-36"; Annales de l'Est, 1958, n° 1, pp. 83-125, et n° 3, pp. 219-258.

- VILLAIN (Madeleine), Les Grèves de 1936 en Meurthe-et-Moselle (vues du côté des grévistes), mémoire de maîtrise, Nancy, 1970, 98 p. dactyl.

VIII. La Guerre de 1914-18.A. Généralités : Mobilisation industrielle et financière et Vie politique.

- ANDERSON (Malcolm), "The Right and the social question in Parliament, 1905-1919", in The Right in France 1890-1919, Three Studies, ed. by David SHAPIRO, Londres, 1962, 144 p. (cf. pp. 85-134).
- BACCON (Jean-Paul), La Sidérurgie française (août 1914-décembre 1915), mémoire de maîtrise, Paris-I, 1971, 108 p. * annexés .
- CLEMENTEL (Etienne), La France et la Politique économique interalliée, Paris,-New Haven, 1931, 376 p.
- COURTEAULT (Paul), "L'Université de Bordeaux et la Guerre", Revue philomatique de Bordeaux, 1918, pp. 51-64.
- COURTEAULT (Paul), La Vie économique à Bordeaux pendant la Guerre, Paris, 1925, XII-99 p.
- FONTAINE (Arthur), L'Industrie française pendant la Guerre, Paris, 1930, XII-504 p.
- MAUFFRE (Jean-Claude), Un Aspect de la Mobilisation industrielle au cours de la Première Guerre Mondiale. La Fabrication des Obus en France, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1971, 215 p. (Fondé sur les archives du ministère de l'Armement; nombreux et utiles graphiques).
- MERMEIX (Gabriel TERRAIL), Au sein des Commissions, (Fragments d'Histoire 1914-19.., T. VII), Paris, 1924, 460 p.
- MILLERAND (Alexandre), La Guerre libératrice, Paris, 1918, 160 p.
- OLPHE-GALLIARD (Gabriel), Histoire économique et financière de la Guerre 1914-1918, Paris, 1925, 504 p.

- OLIVIER (M.), La Politique du Charbon 1914-1921, Paris, 1929, VI-302 p.
- PINOT (Robert), Le Comité des Forges de France au service de la Nation (août 1914-novembre 1918), Paris, 1919, 347 p. (Importante réplique aux attaques).
- REBOUL (Lieutenant-colonel Célestin Alexandre dit Raoul), Mobilisation industrielle, T. I, Les Fabrications de Guerre en France de 1914 à 1918, Paris, 1925, XVI-198 p.
- SARDIER (Georges), Le Ravitaillement en Charbon pendant la Guerre, Paris, 1920, 185 p.
- La Sidérurgie française 1864-1914, Paris, 1920, 626 p. (Publication du Comité des Forges).

B. Les Buts de Guerre de la France, et les projets pour la suite.

- Comité National d'Etudes, Statuts (1916), Liste des Membres, Tableau des Séances 1916-1924, Les Publications, les Projets, Paris, 45 rue d'Ulm, 1930, 40 p. (B.N. pièce 4° R 2247).
- Conférence d'Alsace-Lorraine, Procès-verbal officiel, T. I, Paris, 1917, 379 p. et T. II, Paris, 1919, 424 p.
- BRANDENBERGER (D.), La Presse parisienne et les Buts de Guerre de septembre 1916 à février 1917, D.E.S., Sorbonne, 1964, 120 p.
- DREYFUS (François), La Vie politique en Alsace, 1919-1936, Paris, 1969, 306 p. (Etudie la Conférence d'Alsace-Lorraine).
- RENOUVIN (Pierre), "Les buts de guerre du gouvernement français 1914-1918", R. H., janvier-mars 1966, pp. 1-38.

C. Les Sequestres et l'Affaire de Caen

- BRUNEAU (Louis), L'Allemagne en France, Enquêtes économiques, Paris, 1914, XII-343 p.

- CLUZEL (Louis), Rapport au nom de la Commission des Marchés et Spéculations sur les Sequestres des Biens des Ressortissants anciens ennemis et la Liquidation des Usines métallurgiques de Lorraine, Chambre des Députés, XIVe législature, session de 1928, doc. n° 577, 133 p.

- DAUDET (Léon), L'Avant-Guerre, Paris, 1914, XVI-312 p.

- ECCARD (Ferdéric), Biens et Intérêts français en Allemagne et en Alsace-Lorraine pendant la Guerre, préface du professeur Louis Renault, Paris, 1917, XII-376 p.

- LE CHATELIER (Louis), Métallurgie d'hier et de demain, Paris, 1917, 189 p. (Important pour Caen).

- LE CHATELIER (Robert), "Les Hauts-Fourneaux de Caen", Revue de la Métallurgie, février 1913, pp. 3-11.

- MERLIER (Richard), Le Sequestre des Biens alsaciens-lorrains en France pendant la Guerre 1914-1918, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1970, 142 p. (Une utile chronologie de la législation).

- PINOCHE (André), Le Sequestre et la Législation des Biens ennemis en France et en Allemagne, thèse de Droit, Bar-le-Duc, 1920, 190 p.

- POIDEVIN (Raymond), Les Relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914, thèse d'Etat, Paris, 1969, XIV-929 p.

- REULOS (Michel), "L'intérêt des décisions judiciaires civiles pour la connaissance de l'opinion publique et pour l'étude de quelques problèmes économiques (séquestres de guerre)", R.H.M.C., janvier-mars 1968, pp. 103-106.

- SCHERER (André) et GRUNEWALD (Jacques), L'Allemagne et les Problèmes de la Paix pendant la Première Guerre Mondiale, documents extraits des Archives de l'Office allemand des Affaires étrangères (août 1914-31 janvier 1917), Paris, 1962, LX-720 p. (Cf. Jacques BARIÉTY, "L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la Première Guerre Mondiale, à propos d'une publication récente", R. H., avril-juin 1965, pp. 369-392).

- TROIMAU (Edgar), Sequestres et sequestrés, T. II, Le Commerce avec l'ennemi, Paris, 1918, VI-326 p.

D. La Querelle de Briey

Le document capital est :

- Procès-verbaux de la Commission d'Enquête sur le rôle de la Métallurgie en France, réunis par Maurice Viollette, président, Chambre des Députés, Onzième législature, n° 6028 (annexe), Paris, 1919, T. I, Défense du Bassin de Briey, 1ère partie, 372 p., T. II, 2ème partie, 172 p., T. III, Bombardement du Bassin de Briey, 1ère partie, 98 p., T. IV, 2ème partie, 12 p.

D'autre part :

- Les Armées françaises dans la Grande Guerre, E.M. de l'Armée, Service Historique, 1922-1937, 106 vol. dont 24 de texte, 56 d'annexes et 26 de cartes.

- BERNARD (Philippe), "La stratégie aérienne pendant la 1ère Guerre mondiale", R.H.M.C., juillet-sept. 1969, pp. 350-375.

- BRUNEAU (Pierre), Le Rôle du Haut Commandement au point de vue économique de 1914 à 1921, Nancy-Paris-Strasbourg, 1924, 90 p.

- CROCHU (Commandant), "Considérations sur le bombardement aérien", Revue des Forces aériennes, juillet 1932, pp. 723-770.

- CONTAMINE (Henry), "Le Fer sur la Frontière", in Le Fer à travers les Ages, actes du Colloque international de Nancy (3-6 octobre 1955), Nancy, 1956, pp. 465-472.

- COUTROT (Aline), Un Courant de la Pensée catholique, l'hebdomadaire "Sept" (mars 1934-août 1937), Paris, 1961, 335 p. (La place de la querelle de Briey dans la mort du journal).
- ENGERAND (Fernand), L'Allemagne et le fer, les Frontières lorraines et la Force allemande, Paris, 1915, I-XI-312 p.
- ENGERAND (Fernand), Ce que l'Allemagne voulait. Ce que l'Allemagne aura. Le Minerai de Briey. La Houille de la Sarre, Paris, 1916, X-86 p.
- ENGERAND (Fernand), Le Secret de la frontière (1815-1871-1914), Paris, 1918, 600 p.
- ENGERAND (Fernand), Le fer sur une frontière, la Politique métallurgique de l'Etat allemand, Paris, 1919, 235 p.
- ENGERAND (Fernand), La bataille de la frontière (août 1914), Briey, Paris, 1920, XXIV-244 p.
- ENGERAND (Fernand) et MARQUET (Charles), A propos de notre Politique sidérurgique : un état dans l'Etat, Paris, s. d. (1920 ?), 40 p. (Reproduit divers articles parus entre mai et juillet 1920 dans l'Illustration économique et financière).
- FISCHER (Fritz), Les Buts de Guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918, trad. fr., préface de Jacques Droz, Paris, 1970, 654 p. (Cf. le C.R. de Pierre RENOUVIN, R.H., oct. déc. 1962).
- FRIEDENSBURG (Ferdinand), Kohle und Eisen im Weltkrieg und in dem Friedensschlüssen, Munich-Berlin, 1934, 332 p. (Bibliographie abondante).
- GATZKE (Hans W.), Germany's Drive to the west. A Study of western War Aims during the First World War, Baltimore, 1950, X-316 p.
- GUILLEMENEY (Colonel), "Le bombardement aérien des installations industrielles. Le blocus du Bassin de Briey", Revue des Forces aériennes, oct. 1930, pp. 1151-1190.

- L'Industrie en France occupée, ouvrage établi par le G.Q.G. allemand en 1916, trad. intégrale, Paris, 1923, XV-534 p.
- KRIEGER (Annie), Aux Origines du Communisme français 1914-1920, thèse d'Etat, Paris, 1964, 2 t., 997 p.
- LAFRANCOIS-ALBERT (Felix), Rapport sur l'Industrie minière en Meurthe-et-Moselle pendant les années 1914 à 1918, Nancy-Paris-Strasbourg, 1919, 50 p.
- HALLEBERG (Général Pierre), Un peu de Lumière sur les Batailles d'août-septembre 1914 : Charleroi, les Ardenes, la Lorraine, la retraite stratégique, la Marne, Paris, s. d. IV-71 p.
- MARTEL (René), L'Aviation française de Bombardement (des Origines au 11 novembre 1918), Paris, 1939, XX-417 p.
- GRILLIÈRE (Commandant), L'Aéronautique, Hier, demain, Paris, 1920, 292 p.
- PELLERONNI (Guy), Le Haut Commandement et la Conduite de la Guerre, thèse d'Etat, Lille, 1972, 3 vol., 1918 p. multig.
- Pourquoi le Journal "Sept" a été supprimé, s.l.n.d., 64 p.
- SCHOEN (René), Les Catholiques, le Communisme et les Crises (1919-1939), coll. "kiosque", Paris, 1960, 268 p.
- WERKSSER (Anaré), Un Homme vient au monde, T. IV, L'Interdiction de séjour, Paris, 1949, 519 p. (Cf. p. 288 et ss. : pour l'entrée de la légende en littérature).

IX. Politique étrangère

A. Wendel, le Comité des Forges et la Politique des Réparations dans les années 20.

- ARTAUD (Denise), "A propos de l'occupation de la Ruhr", R.H.M.C. T. XVII, janvier-mars 1970, pp. 1-21.

- ARTAUD (Denise), La Reconstruction de l'Europe 1919-1929, Dossiers Clio n° 64, 1973, 96 p.

- AUBOIN (Max), Les Prestations en nature de l'Allemagne et le Problème des Réparations, Paris, 1923, 220 p.

- BADIA (Gilbert), Histoire de l'Allemagne contemporaine, 1917-1962, T. I (1917-1933), T. II, 1933-1962, Paris, 1962, 343 p. et 400 p.

- BARDOUX (Jacques), Le Socialisme au Pouvoir. L'Expérience de 1924. Le Dialogue J. Ramsay Mac Donald-Edouard Herriot, Paris, 1930, 307 p.

- BARIETY (Jacques), "Sidérurgie, littérature, politique et journalisme : une famille luxembourgeoise, les Mayrisch, entre l'Allemagne et la France, après la Première Guerre Mondiale", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, XIVe série, 1969, n° 10.

- BARIETY (Jacques), "Le rôle de la minette dans la sidérurgie allemande et la restructuration de la sidérurgie allemande après le Traité de Versailles", Travaux et Recherches du Centre de Recherches sur les Relations internationales de l'Université de Metz, Metz, 1973, pp. 233-277.

- BARIETY (Jacques), "Les réparations allemandes, 1919-1924 : objet ou prétexte à une politique rhénane de la France", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, XVe série, 1973, n° 3, pp. 20-33.

- BARIETY (Jacques), "Industriels allemands et industriels français à l'époque de la République de Weimar", Revue d'Allemagne, T. IV, n° 2, avril-juin 1974, pp. 1-16.

- BAUMONT (Maurice), La grosse industrie allemande et le Charbon, Paris 1928, XV-754 p.
- BEAU DE LOMENIE (Emmanuel), Le Débat de ratification du Traité de Versailles à la Chambre des Députés et dans la Presse de 1919, Paris, 1945, 240 p.
- BERGMANN (Carl), Der Weg der Reparation, Francfort, 1926, 409 p., trad. anglaise, The History of Reparations, Londres, 1927, XX-333 p.
- BRELET (M.), La Crise de la Métallurgie, la Politique économique du Comité des Forges, Paris, 1923, X-217 p. (Assez riche).
- CALMETTE (Gaston), Recueil de Documents sur l'Histoire de la Question des Réparations (1919-5 mai 1921), Paris, s.d., CVI-540 p.
- CAMPBELL (F. Gregory), "The Struggle for Upper Silesia", The Journal of Modern History, sept. 1970, vol. 42, n° 3, pp. 361-385.
- La Chambre de Commerce de Metz 1815-1922, Metz, déc. 1922, VIII-104 p.
- Comité des Forges de France. Assemblées générales ordinaires annuelles. Rapports de la Commission de Direction.
- DIDIER (Camille), Un Danger national. L'Accord de Wiesbaden au point de vue de l'Industrie et des Sinistrés français, Paris, 1921, 83 p. (Brochure reproduisant des articles parus dans l'Usine).
- DUROSELLE (Jean-Baptiste), "Bilan et perspectives économiques de l'Europe", Colloque sur l'Europe en 1918, R.H.M.C., janvier-mars 1969, pp. 16-28.
- ERDMANN (Karl-Dietrich), Adenauer in der Rheinland Politik nach dem ersten Weltkrieg, Stuttgart, 1966, 386 p.

- FAGERBERG (Elliott Perrel), The "Anciens Combattants" and French Foreign Policy, thèse, Institut des Hautes Etudes internationales de Genève, 1966, 353 p. (Le chapitre XI, pp. 105-128, est consacré à l'action des anciens combattants dans le débat sur les dettes inter-alliées).
- FAVEZ (Jean-Claude), Le Reich devant l'Occupation franco-belge de la Ruhr en 1923, Genève, 1969, 409 p.
- FIEBAIN (Jacques), La Presse française et l'occupation de la Ruhr, D.E.S. Sorbonne, Paris (1953), 352 p. dactyl.
- GIRAULT (Gabriel), Le Comité des forges de France, étude monographique, thèse de Droit, Paris, 1922, 205 p. (Très favorable - et très sommaire).
- HALLGARTEN (George W.F.), Hitler, Reichswehr und Industrie, Zur Geschichte der Jahre 1918-1933, Frankfurt-sur-le Main, 1962, 139 p. (Documents inédits).
- IMBERT (Louis), Le Règlement des Réparations (1919-1933), thèse de Droit, Marseille, 1935, 309 p.
- JACOBSON (Jon), Locarno-Diplomacy, Princeton University Press, 1972, XII-420 p.
- KER (A.), Le Comité des forges et l'Occupation de la Ruhr, Paris, librairie de l'Humanité, juin 1923, 32 p.
- LAUFENBURGER (Henry), L'industrie sidérurgique de la Lorraine déannexée et la France, thèse de Droit, 1924, 251 p.
- LAURIBAR-MASSIP (Paul), Mensonges allemands, erreurs anglaises, la vérité historique sur l'Occupation de la Ruhr, Paris, 1964, 63 p.
- L'HUILLIER (Fernand), Dialogues franco-allemands, 1923-1933, Strasbourg-Gap-Paris, 1971, 176 p. (Autour du Comité Mayrisch).

- MARCESCHE (Henri), Le Charbon, Elément de Réparation et de Négociation dans le Traité de Versailles et les Accords qui ont suivi, thèse de Droit, Lorient, 1933, 288 p. (Méconnu et utile).

- MARCHAL (Jacques), Les Accords de Wiesbaden, 1921, mémoire de maîtrise, 1970, PARIS-I, 201 p. dactyl.

- MIQUEL (Pierre), La Paix de Versailles et l'Opinion publique française, thèse d'Etat, Paris, 1972, 610 p.

- RACINE (Nicole) et BODIN (Louis), Le Parti communiste français pendant l'entre-deux-guerres, Paris, 1972, 310 p. (Textes sur la Ruhr).

- RIEBEN (Henri), Des Ententes de Maîtres de Forges au Plan Schuman, Lausanne, 2ème éd., 1970, 557 p.

- RUGE (Wolfgang), Die Stellungnahme der Sowjetunion gegen die Besetzung der Ruhrgebiets, Berlin-Est, 1962, XV-198 p.

- SCHMIDT (Royal J.) Versailles and the Ruhr, Seedbed of World War II, La Haye, VI-310 p.

- SEYDOUX (Jacques), De Versailles au Plan Young, recueil d'articles publié par Jacques ARNAVON et Etienne de FELCOURT, Paris, 1932, XII-335 p.

- SFORZA (Comte Carlo), Les Frères ennemis (l'Europe d'après-guerre), Paris, 1933, 287 p.

- SOUTOU (Georges), Problème du Rétablissement des Relations économiques entre la France et l'Allemagne (1918-1920), Francia, vol. 2, Munich, 1974.

- TERSEN (Emile), "Le P.C.F. et l'occupation de la Ruhr en 1923", Cahiers du Communisme, février 1958, pp. 255-269, et mars 1958, pp. 446-469.

- WEILL-RAYNAL (Etienne), Les Réparations allemandes et la France, Paris, 1948, 3 vol., 705 p., 670 p. et 974 p. (naturellement indispensable).
- WENTZCKE (Paul), Ruhrkampf, Berlin, T. I 1930, XVI-490 p.; T. II, 1932, XIV-540 p.
- ZEVAES (Alexandre), Les Mines et la Nation, Paris, (1921), 264 p. (PLAIDOYER pour la nationalisation).
- ZIMMERMANN (Ludwig), Frankreichs Ruhrpolitik von Versailles bis zum Dawes Plan, publié par Walter Peter FUCHS, Göttingen, 1971, 299 p. (L'auteur a travaillé dans les archives françaises entre 1940 et 1944).

B. La Sarre

- CAPOT-REY (Robert), La Région industrielle sarroise, territoire de la Sarre et Bassin houiller de la Moselle, Etude géographique, Paris, 1934, X-637 p.
- Documents diplomatiques français, 1ère série, 1932-1934, 6 t. parus, Paris, 1964-1972.
- DONNADIEU (James), "Un infructueux Essai de Collaboration franco-allemande en Sarre", R.P.P., 10 sept. 1930, pp. 337-357.
- ECCARD (Frédéric), "L'aspect économique du problème sarrois", R.P.P., 10 novembre 1930, pp. 169-184.
- PANGE (Jean de), Ce qu'il faut savoir de la Sarre, Paris, 1934, 275 p.
- PASSE (Georges), Le Plébiscite de la Sarre, Paris, 1935, 275 p.
- SHAMIR (Haïm), "Le plébiscite de la Sarre et l'opinion publique en France", R.H.M.C., janvier-mars 1970, pp. 104-111.

- WAMBAUGH (Sarah), The Saar Plebiscite, Cambridge (Mass.), 1940, XV-489 p.

C. Les années 30

- ACKERMAN (Martin), Quelques Aspects de l'Opinion publique en France sur le problème allemand, thèse, Sorbonne, mars 1952, 352 p. dactyl.
- BECK (Yoram), La Droite nationaliste française, la Guerre et la Paix, 1933-1938, thèse de 3ème cycle, Paris-X Nanterre, 1973, 289 p. multig.
- CAMERON (Elizabeth R.), Prologue to Appeasement, a Study in French Foreign Policy, Washington, D.C., 1942, XI-228 p.
- GIRARDET (Raoul), "La Vision du monde extérieur dans la France des années 30", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, 1965, n° 5
- FLANDIN (Pierre-Etienne), Politique française 1919-1940, Paris, 1947, 467p.
- HORLING (Hans), L'Opinion française face à l'avènement d'Hitler au Pouvoir, mémoire D.E.S., I.E.P., Paris, 1969, 288 p. multig.
- LAURENS (Franklin D.), France and the italo-ethiopian Crisis 1934-1936, The Hague-Paris, 1967, 432 p.
- MICAUD (Charles A.), The French Right and Nazi Germany, 1933-1939, New York, 1943, 255 p., trad. fr. abrégée, La Droite devant l'Allemagne, Paris, 1945, 157 p.

- MILZA (Pierre), L'Italie fasciste devant l'Opinion française, 1940-1940, coll. "Kiosque", Paris, 1967, 264 p.

- PLKE (David Wingeate), Conjoncture, Propaganda and the Spanish Civil War, California Institute for International Studies, 1968, 317 p.

- SIMON (Yves), La Campagne d'Ethiopie et la Pensée politique française, Lille, 1936, 130 p.

X. Finances publiques

A. Généralités sur l'entre-deux-guerres

- ALEXANDRE (Jacques), Les grands Etablissements financiers et le Trésor Public, de 1919 à 1941, thèse de Droit, Toulouse, 1942, 271 p.

- ALLIX (Edgard), Traité élémentaire de Science des Finances et de Législation financière française, 5ème éd., Paris, 1927, XXXIX-1053 p.

- AUBOIN (Roger), Les vraies Questions monétaires à l'épreuve des Faits, Paris, 1973, 374 p.

- BETTELHEIM (Charles), Bilan de l'Economie française 1919-1946, Paris, 1947, 292 p.

- BOUVIER (Jean), "Réflexions sur le système bancaire en France (XIXe-XXe siècles)", Revue internationale d'Histoire de la Banque, T. I, 1967, repris dans Histoire économique et histoire sociale, Recherches sur le Capitalisme contemporain, Genève, 1968, pp. 173-177.

- BOUVIER (Jean), "Les Maladies monétaires de l'entre-deux-guerres", Politique aujourd'hui, novembre 1971, pp. 3-19.

- BOUVIER (Jean), Un Siècle de Banque française, Paris, 1973, 287 p.

- DAUPHIN-MEUNIER (Achille), La Banque 1919-1935, Paris, 1936, 301 p.

- DAUPHIN-MEUNIER (Achille), La Banque de France, Paris, 1936, 255 p.

- ERTUGRUL (Mehmet), Les Rapports du Trésor et de la Banque de France de 1914 à 1936-37, thèse de Droit, Paris, 1937, 168 p. (Très sommaire).

- GOGUEL (François), Le Rôle financier du Sénat français, Essai d'Histoire parlementaire, Paris, 1937, 263 p.

- JOUVENEL (Bertrand de), L'Economie mondiale au XXe siècle, Paris, 1944, VIII-296 p.
- LACHAPELLE (Georges), Les Finances de la IIIème République, Paris, 1937, 252 p.
- LAUFENBURGER (Henry), Les Banques françaises depuis 1914, Paris, 1940, 411 p.
- LEBEAU (Charles), La Banque de France, Paris, 1931, IV-360 p.
(Par un ancien chef de service à la Banque : statut et fonctionnement).
- NOGARO (Bertrand), La Monnaie et les Phénomènes monétaires contemporains, Paris, 1935, 442 p.
- PERROT (Marguerite), La Monnaie et l'Opinion publique en France et en Angleterre 1924-1936, Paris, 1955, 252 p. (Etude pionnière).
- PERROUX (François), "Les banques d'émission et l'Etat", Revue d'Economie politique, déc. 1944, pp. 485-498.
- POSE (Alfred), La Monnaie et ses Institutions, Paris, 1942, 2 T., 947 p.
- POTUT (Georges), La Banque de France, du Franc de germinal au Crédit contrôlé, Paris, 1961, 233 p.
- RAMON (Gabriel), L'Histoire de la Banque de France, Paris, 1929, 502 p.
- RIST (Charles), Essais sur quelques Problèmes économiques et monétaires, Paris, 1933, 501 p.
- SAUVY (Alfred), Histoire économique de la France entre les deux Guerres, T. I, 1918-1931, Paris, 1965, 566 p., T. II, 1931-1939, 1967, 627 p., T. III, Divers Sujets (avec la collaboration de Anita HIRSCH et d'autres auteurs : cf. en particulier "Les Banques" par Jean BOUVIER, pp. 204-233), 1972, 467 p. (Un guide essentiel).

- SEDILLOT (René), Le Drame des monnaies, Histoire contemporaines des Changes, Paris, 1937, VIII-245 p.
- WOLFE (Martin), The French Franc between the Wars, 1919-1939, New York, Columbia University Press, 1951, 229 p. (Rapide mais clair et bien informé).
- WOLFF (Robert), Economie et finances de la France, Passé et Avenir, New York, 1943, 321 p.

B. Du Cartel à la Stabilisation légale.

- ARTAUD (Denise), "Le gouvernement des Etats-Unis et le contrôle des emprunts européens 1921-1929", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, 1972, n° 3, pp. 17-26.
- BOBRIE (François) et GASTON (Pierre), L'opinion et les Groupes de pression face à la Politique financière et monétaire de Poincaré : 1926-1928, mémoire de maîtrise, Paris-VIII-Vincennes, 1970, 170 p. dactyl. (Sur microfiches AUDIR 73-944-4).
- CAILLAUX (Joseph), Ma Doctrine, Paris, 1926, 383 p. (Recueil de discours).
- CHAMINADE (Marcel), L'Expérience financière de Monsieur Poincaré, Paris, 1927, 206 p.
- CLARKE (Stephen V. O.), Central Bank Cooperation 1924-1931, New York (Federal Reserve Bank), 1967, 234 p.
- DULLES (Eleanor L.), The French Franc 1914-1928, New York, 1929, XXXVIII-570 p.

- FRAYSSINET (Pierre), La Politique monétaire de la France (1924-1928), thèse de Droit, Paris, 1928, IV-307 p. (Insiste surtout sur mars-avril 1924, puis sur l'expérience Poincaré).

- GERMAIN-MARTIN (Henry), La réglementation de l'Exportation des Capitaux et de l'Importation des Valeurs mobilières, thèse de Droit, 1926, 222 p.

- GERMAIN-MARTIN (Louis), Les Finances publiques de la France et la Fortune privée, Paris, 1925, 444 p.

- HAIG (Robert M.), The public Finances of post-War France, New York, Columbia University, 1929, XXVIII-463 p. (L'auteur a mené une enquête en France, et s'intéresse aux modalités de la décision).

- HOMBERG (Octave), Le Financier dans la Cité, Paris, 1926, 255 p.

- HOMBERG (Octave) éd., La Stabilité monétaire, actes de la deuxième semaine de la Monnaie, tenue du 9 au 14 mai 1927, 398 p. (Exposé par divers rapporteurs des thèses de la revalorisation et de la stabilisation, une grande majorité concluant pour la seconde solution).

- LACHAPELLE (Georges), Le Crédit Public, Paris, 1931, T. I, 1931, XIV-332 p., T. II, 1932, XXII-462 p.

- LACOUR-GAYET (Robert), Les Renaissances financières de la France, Paris, 1959, 255 p. (Pp. 217-241, "Raymond Poincaré et le redressement de 1928").

- MENDES-FRANCE (Pierre), L'Oeuvre financière du Gouvernement Poincaré, préface de Georges Bonnet, Paris, 1928, XI-320 p.

- MERMEIX (Gabriel TERRAIL), Histoire du Franc depuis le Commencement de ses Malheurs, Paris, 1926, 347 p.

- MIRBAUX (Emile) et LEGUEU (F.L.), Petite Histoire des Finances du Cartel, Paris, 1926, 64 p.
- MCGARO (Bertrand), Finances et Politique, Paris, 1927, VIII-223 p. (Recueil d'articles).
- PIETRI (François), La Querelle du Franc 1924-1928, Paris, 1929, 414 p. (Recueil d'articles).
- PIETRI (François), Le Financier, Paris, 1931, 133 p.
- Rapport du Comité des Experts, Paris, Imprimerie nationale, 1926, 54 p.
- RIST (Charles), La Déflation en pratique (Angleterre, Etats-Unis, France, Tchécoslovaquie), Paris, 1923, 172 p.
- ROGERS (James Harvey), The Process of Inflation in France (1914-1927), New York, Columbia University Press, 1929, XX-378 p.
- RUEFF (Jacques), Combats pour l'Ordre financier, Mémoires et Documents pour servir à l'Histoire du dernier demi-siècle, Paris, 1972, 480 p.
- SAUNIER (Jacques), La Collaboration des Banques et du Trésor, Paris, 1934, 279 p.
- SCHMID (Grégory Carl), The Politics of financial Instability, France, 1924-26, Ph. D., Columbia, 1968, 218 p. dactyl., University microfilms Inc., Ann Harbor Michigan n° 69-9215. (Etudie particulièrement l'évolution des députés de la gauche modérée qui, après avoir été élus du Cartel en sont venus à soutenir Poincaré et ont permis le renversement de la majorité).
- SCHNEIDER (Andrée), La Banque de France depuis 1914, thèse de Droit, Nancy, 1933, 197 p. (Très sommaire).
- THOMAS (Louis), Le Sauvetage du Franc, Paris, 1925, 317 p.

- LONDU (Raoul), La Politique de la Banque de France d'août 1926 au 25 juin 1928, thèse de Droit, Juvisy, 1929, 108 p. (Décevant).

- VALOIS (Georges), L'Etat, les Finances et la Monnaie, Etudes sur le Problème financier et monétaire de 1919 à 1925, Paris, 1925, XVIII-702 p.

C. L'Affaire des Dettes américaines

- BERENGER (Henry), La Question des Dettes, Paris, 1933, 306 p.

- CHERADAME (André), Sam , à votre tour, payez !, Paris, 1931, 256 p.

- DARIAC (Adrien), Les Dettes interalliées et l'Opinion américaine, Paris, 1927, 59 p.

- DUBOIS (Louis), Dettes interalliées : les Accords de Londres et de Washington, Paris, 1926, 32 p.

- DUBOIS (Louis), Les Accords français de Washington et de Londres et le Plan Dawes, mise au point, Paris, U.I.E., janv. 1929, 122 p.

- FRANCOIS-MARSAL (Frédéric), Les Dettes interalliées, Paris, 1927, 179 p.

- HOMBERG (Octave), La grande Injustice, la Question des Dettes interalliées, Paris, 1926, 79 p.

- LACOUR-GAYET (Robert), "Le problème de la dette française envers les Etats-Unis après la Première Guerre Mondiale (1917-1932), souvenirs d'un ancien attaché financier à Washington", Revue d'Histoire diplomatique, 1961, pp. 10-24.

- LE GRIX (François), "Le Débat sur les Dettes", Revue Hebdomadaire, 27 juillet 1929, pp. 482-498.

- MARIN (Louis) et THOMASSON (Colonel de), La question des Dettes interalliées, conférence au Comité national d'études sociales et politiques, Paris, 2 février 1925, 45 p.

- PETIT (Lucien), Histoire des Finances extérieures de la France, le Règlement des Dettes interalliées 1919-1929, Paris, 1937, 718 p.

- SANVOUSIN (Gaëtan), "La responsabilité présente des Modérés (histoire de deux mois)", Revue Hebdomadaire, 17 août 1929, pp. 351-360.

D. Autour de l'affrontement avec Flandin et de la Réforme de la Banque de France, 1935-1936.

- BORIS (Georges), "Reforming the Bank of France", Foreign Affairs, t. XV, 1936, pp. 155-164.

- FLANDIN (Pierre-Etienne), Discours. Le Ministère Flandin, novembre 1934-mai 1935, Paris, 1937, 252 p.

- GERMAIN-MARTIN (Louis), Le Problème financier 1930-1936, Paris, 1936, 434 p.

- GERMAIN-MARTIN (Louis), La Politique économique et financière de la France de 1930 à juin 1935, Paris, 1945, 31 p.

- GERMAIN-MARTIN (Louis), Le Problème de la Dévaluation du Franc en 1934, Paris, 1948, 31 p.

- GUENSR (Gilbert), Le Marché monétaire français et son Contrôle par la Banque de France, thèse de Droit, Paris, 1938, 359 p.

- LA TOUR DU PIN (M. de), La Presse de Droite contre la Dévaluation : sa Campagne contre Paul Reynaud, mémoire de maîtrise, Paris-I, 1972, 162-XLV p. (Chronologie utile et citations intéressantes).

- NATHAN (Roger) et DELOUVRIER (Paul), Politique économique de la France, cours I.E.P., 1948-49, 431 p.

- VAISSE (Maurice), "Le mythe de l'or en France : les aspects monétaires du New Deal vus par les Français", R.H.M.C., juillet-septembre 1969, pp. 462-479.

- WYNNE (William H.), "The French Franc, June 1928-February 1937", Journal of Political Economy, août 1937, pp. 484-516.

XI. Politique intérieure

A. Chroniques et Etudes diverses

(Classées selon la chronologie des sujets traités).

- HUC (Arthur), alias PIERRE ET PAUL, Hommes et Doctrines, Paris, 1935, 332 p. (Articles de 1920 à 1932; un portrait coloré et sévère de Millerand pp. 306-310).

- TARDE (Alfred de) et JOUVENEL (Robert de), La Politique d'Aujourd'hui, Paris, s.d. (1923), 346 p.

- KESSEL (Joseph) et SUAREZ (Georges), Au Camp des Vaincus ou la Critique du Onze Mai, Paris, 1924, 231 p.

- KESSEL (Joseph) et SUAREZ (Georges), Le Onze Mai, Paris, 1924, 220 p.

- MARCELLIN (Louis), Voyage autour de la Chambre du Cartel des Gauches, Paris, 1925, 327 p. (Par un journaliste de droite).

- MAENCE (Jean-Pierre), Histoire de dix ans 1927-1937, Paris, 1939, 380 p.

- SUAREZ (Georges), De Poincaré à Poincaré, Paris, 1928, XII-249 p.

- SUAREZ (Georges), Peu d'Hommes, trop d'Idees, Paris, 1928, 273 p.

- GOLDEY (David), The disintegration of the "Cartel des Gauches" and the Politics of French Government finances 1924-1928, thèse anglaise, 1962, 280 p. dactyl.

- PRIVAT (Laurice), Les Heures d'André Tardieu et la Crise des Partis, Paris, 1930, 270 p.

- REMOND (René), "Explications du 6 février", Politique, juillet-déc. 1959, pp. 218-230.

- SERRE (Charles), Rapport fait au nom de la Commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, Paris, 1951. Première partie, Les Evénements du 7 mars 1936, 167 p., Parties II, III, et IV, Documents sur la période 1936-1945, 547 p., Annexes (dépositions), 9 vol., 2891 p.

- PERTINAX (André GERAUD), Les Fossoyeurs, 2 vol., New York, 1943, 376 p. et 318 p.

- WERTH (Alexandre), The Destiny of France, Londres, 1937, 414 p. (Chronique 1932-1937).

- WERTH (Alexandre), France and Munich, 2ème éd., Londres, 1969, 445 p.

- LEFRANC (Georges), Histoire du Front Populaire, Paris, 1965, 501 p.

- Léon Blum, Chef de Gouvernement 1936-37, actes du colloque F.N.S.P. de mars 1965, Paris, 1967, 440 p.

- FABRE-LUCE (Alfred), Le Secret de la République, Paris, 1938, 241 p.

- KERILLIS (Henri de) et CARTIER(Raymond), Laisserons-nous démembrer la France ?, Paris, 1939, 253 p.

- CHAMPEAUX (Georges), La Croisade des Démocraties, T. I, Formation de la Coterie de la Guerre, Paris, 1941, XXXV-319 p., T. II, De l'Affaire tchèque au Revirement de la Cité, 1943, XXII-390 p.

- JEANNENEY (Jean-Noël), "Les Sénateurs et la Révolution nationale", rapport pour le colloque des 6 et 7 mars 1970. Le Gouvernement de Vichy et la Révolution Nationale, 1940-1942, Paris, F.N.S.P., 39 p. multig.

E. La Droite, la Fédération républicaine et les Ligues.

- BERL (Emmanuel), La Politique et les Partis, Paris, 1932, 232 p.
- BOMIER-LANDOWSKI (Alain), "Les groupes parlementaires de l'Assemblée nationale et de la Chambre des Députés de 1871 à 1940", in Guide de Sociologie électorale de GOGUEL (François) et DUFEUX (Georges), Paris, 1951, pp. 75-89.
- BONNARD (Abel), Les Modérés (Le Drame du Présent, T. I), Paris, 1936, 330 p.
- CHOPINE (Paul), Six ans chez les Croix-de-Feu, Paris, 1935, 192 p.
- CORCOS (Fernand), Catéchisme des Partis politiques, Paris, 1927, 303 p. et 2ème éd., 1932, 253 p. (Les programmes des partis).
- DELCROS (Xavier), Les Majorités de Reflux à la Chambre des Députés de 1918 à 1956, Paris, 1970, 144 p.
- FOURNOL (Etienne), Manuel de Politique française, Paris, 1933, 254 p.
- FREDERIX (Pierre), Etat des Forces en France, Paris, 1935, 217 p.
- GALLO (Max), Cinquième Colonne (1930-1940), Paris, 1970, 235 p., reprenant partiellement Contribution à l'étude des méthodes et des résultats de la propagande et de l'information de l'Italie fasciste (1933-1939), d'après les documents du Ministère de la Culture populaire, thèse de 3e cycle, Nice, 1968, 622 p. dactyl. (sur les relations Wendel-Bucard).
- GIRARDET (Raoul), "Pour une introduction à l'histoire du nationalisme français", R.F.S.P., sept. 1958, pp. 505-528.
- MACHEFER (Philippe), "Tardieu et La Rocque", Bulletin de la Société d'Histoire Moderne, 15ème série, 1973, n° 5, pp. 11-21.

- MACHEFER (Philippe), "L'Union des Droites, le P.S.F. et le Front de la Liberté, 1936-1937", R.H.M.C., janv.-mars 1970, pp. 112-126.

- MOHLER (Armin), Die französische Rechte, Munich, 1958, 86 p.

- OSGOOD (Samuel M.), French Royalism under the Third and Fourth Republics, La Haye, 1960, X-228 p.

- PLUMYENE (Jean) et LASIERRA (Raymond), Les Fascismes français 1923-1963, Paris, 1963, 319 p.

- REMOND (René), "Les Anciens Combattants et la Politique", R.F.S.P., T. V, avril-juin 1955, pp. 267-290.

- REMOND (René), La Droite en France, 3ème éd., 1968, 2 vol., 470 p. (Cf. la bibliographie, pp. 421 à 427).

- ROGGER (Hans) et WEBER (Eugen) éd., The European Right, a historical Profile, Berkeley (Calif.), 1965, VIII-589 p. (Cf. Eugen WEBER, "France" pp. 71-127).

- RUDAUX (Philippe), Les Croix-de-Feu et le P.S.F., Paris, 1967, 400 p.

- SIEGFRIED (André), Tableau des Partis en France, Paris, 1930, 247 p.

- THEWLIS (Harold M.), French authoritarian Movements of the Right 1924-1940, mémoire pour le M.A. de Columbia, 1952, 113 p. dactyl. (F.N.S.P. Micr. 14).

- WILLARD (Claude), "Quelques Aspects du Fascisme en France avant le 6 février 1934" (regroupé avec Jacques CHAMBAZ, Le Front Populaire pour le Pain, la Liberté et la Paix), Paris, 1961, 227 p.

C. L'Argent

- Procès-verbaux de la Commission d'enquête sur les conditions dans lesquelles le Comité de l'Union des Interêts économiques est intervenu dans la dernière campagne électorale ainsi que sur l'origine des fonds ayant servi à tous les partis en 1924, réunis au nom de la Commission par M. Pierre Renaudel, président de la Commission et par M. Delthil, rapporteur général, T. I, Les Compagnies d'assurances, les Compagnies de Chemins de fer, groupements économiques, Rapport n° 2098, annexe au P.V. de la séance du 19 novembre 1925, Paris, 224 p. (Le T. II n'a pas paru).

- KRAEHE (Rainer), Le Financement des Partis politiques, Paris, 1972, 126 p.

- LEWINSOHN (Richard), L'Argent dans la Politique, trad. de l'allemand, Paris, 1931, 333 p. (Cf. notamment pp. 225-247, "Le Parlementarisme français"; mêle trop souvent aux certitudes des hypothèses très aventurées).

- POLLOCK (James K.), Money and Politics abroad, New York, 1932, XVI-328 p. (En particulier chap. IV "France", pp. 279-322).

TABLE DES MATIERES

=====

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
Pages :		
<u>INTRODUCTION</u>	1	
<u>PREMIERE PARTIE : L'APPRENTISSAGE DES POUVOIRS ET DES MYTHES</u>	11	883
<u>Introduction : Le tardif billet d'entrée</u>	12	884
Réticences familiales (13) - Une vocation forte (16) - Aux aguets de la "grande politique", de loin (19) - Banque de France pour consolation (21).		
<u>Chapitre I : Peser sur la guerre ?</u>	23	893
<u>Section 1 - Bordeaux ou la simplicité du devoir</u> . .	24	893
Obus (24) - La Banque de plus près (25) - Un moment privilégié (28).		
<u>Section 2 - Paris ou la dispersion des pouvoirs</u> . .	32	898
Promouvoir Castelnau (33) - Députés et militaires (35) - Impuissance à la Banque (36).		
<u>Section 3 - Les buts de la guerre</u>	41	903
Rencontres pour l'avenir (41) - Au Comité national d'études (44) - L'avis du Comité des Forges (46) - Les va-et-vient de l'espoir(48).		
<u>Chapitre II : Wendel contre Creusot</u>	51	911
<u>Introduction</u>	52	910
<u>Section 1 - Le retour des soucis privés</u>	54	911
A la Commission des Marchés (54) - Le prix des charbons (56) - Un certain réalisme (60).		
<u>Section 2 - La Bataille des Séquestres</u>	62	919
Un antagonisme ancien qui s'avive (62) - Le problème des séquestres (65) - L'affaire de Normandie (67) - Les deux camps se renforcent (69) - Préliminaires (70) - Se battre sur chaque marche (73) - Le secret et le vacarme : succès tactique (76) - Défaite stratégique(80).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Section 3</u> - Le moindre mal	83	933
Le projet Clémentel (83) - Dernières manœuvres (87) - Bilan (88).		
<u>Chapitre III : La Querelle de Briey</u>	90	938
<u>Introduction</u> + Naissance d'une campagne	91	938
Trois courants (93) - L'interpellation Barthe et l'enquête Viollette (95).		
<u>Section 1</u> - Enjeu et stratégie	97	945
Briey : l'enjeu (97) - La guerre de mouvement (août 1914) (101) - Le repli initial (103) - Les premières semaines de la guerre (107) - Au temps des tranchées : une offensive de dégagement ? (109).		
<u>Section 2</u> - Les bombardements	112	955
Les bombardements souhaitables ?... (112) - ...efficaces ? (116) - Le Commandement sage-ment choisi (120) - Bilan provisoire (122)		
<u>Section 3</u> - La main de Wendel ?	123	962
Les pancartes de 1914 (123) - Le mystérieux maître de forges du G.Q.G. (124) - Les articles de Max Hirschiller dans le <u>Temps</u> et la Caisse de publicité du Comité des Forges (126) - La lettre du 7 mai 1916 (131). - Le plan de Blocus du sous-lieutenant Lejeune et les aviateurs punis (136) - Les faits et la rumeur (139).		
<u>DEUXIEME PARTIE : MATER L'ALLEMAGNE (1919-1924).</u> . . .	141	976
<u>Chapitre I : Pour la rigueur : espoirs déçus (1919-1922)</u>	148	981
<u>Section 1</u> - Une absence à Versailles	149	981
Eclatante prospérité de la Maison (149) - Une doctrine face à l'Allemagne (152) - L'armistice : premiers vains efforts (144) - Le Traité sans Wendel (155).		
<u>Section 2</u> - Briand gâche ses cartes	157	988
1920 : "petite croisade pour la Ruhr" (157) - L'espoir déçu du printemps et de l'automne 1921 (160) - Conciliation ? (164) - Sévir ! (168).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Chapitre 2 : Situation de François de Wendel</u> (1920-1922)	170	999
<u>Section 1</u> - Parlementaires et ministres	171	999
À la Chambre : l'isolement (171) - Les ministres : Briand, Loucheur, Millerand (174).		
<u>Section 2</u> - Au Comité des Forges : le pouvoir au dedans et l'influence au-dehors . .	177	1002
La place de Robert Pinot (178) - Tensions intestines permanentes... (182) - ...aggravées par la crise (184) - Le télégramme de Cannes : analyse d'une pression réussie (187) - En Haute-Silésie : les Forges à la remorque (191).		
<u>Chapitre III : La Ruhr</u>	196	1015
<u>Section 1</u> - Le choix de Poincaré (1922)	197	1015
Métallurgie : les querelles demeurent (197) - Poincaré (199) - Pour un diktat (200) - Wendel change ses priorités : la rive gauche plutôt que la Ruhr (205) - À bonne distance des gouvernants (207) - Bilan d'une influence (210).		
<u>Section 2</u> - L'occupation (1923)	212	1028
Aller jusqu'au bout (212) - Une démission d'Eugène Schneider mal comprise (215) - Contre une transaction (218) - Vers le succès : préparer la suite (220) - Après la fin de la résistance passive : nouvelles querelles de doctrine rue de Madrid (223) - Avances allemandes : méfiance toujours (228) - Les négociations avortées de février 1924 (229).		
<u>TROISIEME PARTIE : LE MUR D'ARGENT (1924-1925)</u> . . .	232	1046
<u>Chapitre I - Le Tournant de 1924 et la bataille de Mars</u>	233	1047
<u>Section 1</u> - Wendel et les régents	234	1047
La surprise de 1924 (224) - Le financement de la campagne électorale (235) - L'équilibre des pouvoirs à la Banque de France (237) - Le consensus financier (1919-1923) (241).		

	Texte	Notes
Section 2 - Mars 24	243	1051
----- La crise de mars 1924 et l'or de la Banque de France (243) - Découverte d'une puissance... (247) - ...et leçons d'une déception (251).		
<u>Chapitre II : Les faux bilans</u>	254	1059
Section 1 - Herriot honni	255	1059
----- Une diplomatie d'abandon (255) - Un grief personnel : l'affaire <u>de la Kohlensteuer</u> (258) - Armes politiques (261).		
Section 2 - Le front financier	264	1064
----- Fétiches financiers : la magie des plafonds (264) - Portée politique du mythe : oppositions et consensus (267) - Les adversaires s'installent (269) - Répit (271) - Le coup de théâtre (274).		
<u>Chapitre III : Herriot étranglé</u>	283	1077
Section 1 - Sursis	284	1077
----- Le lacet (284) - Le sursis surprenant (285) - Explications d'une provisoire longanimité (289) - Le rebondissement de mi-février (292) - 26 février : troisième assaut (296).		
Section 2 - Exécution	304	1084
----- Pour l'hallali (304) - Forcer la main des régents (306) - Mise à mort (308).		
<u>QUATRIEME PARTIE : MORT DU CARTEL (1925-1926)</u> . . .	314	1090
<u>Chapitre I : Caillaux ou la tentation du compromis</u> .	315	1091
Section 1 - Accepter Caillaux	316	1091
----- Le nouveau jeu de Wendel (317) - Obstacles : le nouveau cabinet (318) - L'insolence de Caillaux (320) - Caillaux devant le choix (323) - Première voie : l'orthodoxie des régents (324) - Deuxième voie : la consolidation forcée (326) - Troisième voie : le plafond unique (328) - Une visite à Caillaux : le marché en main (330) - Le terrain parlementaire (332).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Section 2 - La nouvelle majorité</u>	335	1097
----- Négociations : une base de départ (335) - Chez Caillaux : le régent et le député (338) - Le tourbillon final (340) - La victoire de Wendel et la majorité du 27 juin (344) - La confirmation de juillet (348).		
<u>Section 3 - La déception de l'automne</u>	351	1104
----- L'échec de l'emprunt et la désillusion de l'été (351) - La clientèle modérée (353) - Le voyage à Washington et la dégradation du climat (354) - Wendel sur la défensive (355) - Querelles à la Banque (357) - Chute de Caillaux et fin de l'expérience (359) - Leçon pour la suite (360).		
<u>Chapitre II - Le Ballet des Ministres et la Querelle de l'Or</u>	362	1110
<u>Section 1 - La politique du pire</u>	363	1110
----- Le cabinet Painlevé-Bonnet (363) - La nou- velle stratégie de Wendel, ou le refus coûte que coûte (365) - Les régents muets (367) - <u>Exeunt</u> Painlevé et Bonnet (370) - Briand et le passage de Loucheur (372) - L'épisode Paul Doumer (375) - Arrivée de Raoul Péret : l'U.R.D. "lâche" Wendel (373).		
<u>Section 2 - La querelle de l'or</u>	382	1116
----- La nouvelle crise des changes (mai 1926)(382) - Deux écoles et deux camps (382) - La Banque refuse son or (386) - Lazard contre les régents : l'équivoque du 21 mai...(392) - ...mensonges ou malentendu ? (395) - L'af- frontement dans la presse (399) - Le sens d'une trêve parlementaire (403) - Derniers soubresauts de Péret (405) - Réflexions sur un progrès (406).		
<u>Chapitre III - Vers le Port</u>	408	1128
<u>Section 1 - Le Comité des experts</u>	409	1128
----- Le Comité contre la Banque (409) - Vers le retour de Caillaux (411) - Caillaux révoque Robineau : portée d'un coup d'éclat (413) - Vains efforts des régents pour influencer les experts (416) - ...dont Caillaux adopte le rapport (418).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Section 2</u> - L'issue	422	1135
Plus de quartier (422) - Coalition contre Caillaux (425) - Les modérés divisés : un répit pour Caillaux (427) - Wendel à découvert (429) - La chute de Briand-Caillaux, avant-dernier obstacle (431) - Le cabinet Herriot : jusqu'au bord du gouffre (433) - Le 21 juillet (435) - Wendel vainqueur ? (438).		
<u>CINQUIEME PARTIE : LA STABILISATION POINCARÉ</u>	440	1143
<u>Chapitre I - Le 20 décembre</u>	441	1144
<u>Section 1</u> - Première défaite : la Banque achète de l'or	442	1144
Brève euphorie (442) - Première escarmouche : les souplesses de la doctrine (444) - La loi du 7 août (446) - On s'installe pour une guerre longue (449) - Le clivage passe à l'intérieur du Cabinet (451) - Poincaré écoute et se tait (454) - La Banque achètera de l'or : une étape vers la stabilisation (457) - Pourquoi Wendel a manqué ce coche (460).		
<u>Section 2</u> - Prudence de tous (septembre-novembre 1926)	464	1153
Une historiographie à rectifier (464) - Poincaré tâtonne et se couvre (465) - Climat plus doux à la Banque (467) - Briand, la stabilisation et l'Allemagne (468) - Nouvelle menace sur le front américain (471).		
<u>Section 3</u> - La stabilisation de fait	475	1159
La brusque chute de la livre (mi-novembre) dissocie ratification et stabilisation (475) - Wendel précise publiquement sa doctrine (477) - Echos : Wendel chef de file (480) - La Banque de France achète des devises (20 décembre 1926) (482) - Wendel passif : une deuxième occasion manquée (484) - Le vrai motif : ambiguïté de l'événement (486).		
<u>Section 4</u> - Le sursaut tardif	489	1164
L'affaire de l'or anglais (489) - Wendel et Rothschild : une campagne de printemps (491) - Pour la liberté d'exportation des capitaux (493) - La querelle culmine puis se calme (495) - Conclusion sur une action à contretemps (497).		

	Texte	Notes
<u>Chapitre II - Stratégies : Presse et Parlement . . .</u>	499	1169
<u>Section 1 - La prise en mains des Débats . . .</u>	500	1169
Wendel et les <u>Débats</u> : attachement et res- sentiment (500) - Nalèche, ses hommes et ses finances (502) - Fausse sortie de Wen- del (504) - Nalèche à résipiscence (506) - Une affaire Wendel-Rothschild (507).		
<u>Section 2 - Sur la défensive : politique étran- gère et scrutin d'arrondissement. .</u>	510	1176
Poincaré et sa droite : une stratégie pour Marin (510) - Briand toujours inquiétant (513) - Dissolution ? (516) - Débat sur le scrutin d'arrondissement (517) - Vers une défaite de l'U.R.D. (520) - L'arme su- prême... (522) - ...inemployée (523) - Le moindre mal ? (525).		
<u>Section 3 - Grandes manoeuvres électorales. . .</u>	527	1192
Un précédent : Billiet contre Peyerimhoff (529) - Ernest Mercier et le "Redressement français" (531) - François Coty (533) - Tactique lorraine (535).		
<u>Chapitre III - Le Franc Poincaré ou la Défaite des reva- lorisateurs.</u>	537	1189
<u>Section 1 - La dernière longueur</u>	538	1189
Moreau contre Wendel : répétition géné- rale (538) - L'incident du 22 décembre (540) - Un commentaire de Jacques Bainville (543) - la liberté d'exportation des capitaux (544) - Poincaré <u>cunctator</u> (545) - Les élec- tions d'avril 1928 (549).		
<u>Section 2 - Le triomphe de Poincaré</u>	552	1195
31 mai 1928 : Moreau joue son va-tout (552) - Presse, régents, industrie : la solitude de Wendel (553) - Chez Poincaré : province et Parlement (557) - Le repli de Louis Marin (560) - Le stratagème du Président (564) - Poincaré victorieux (569) - Et s'il n'en reste qu'un... (571).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>SIXIEME PARTIE : UNE PUISSANCE INSTALLEE</u>	576	1206
<u>Chapitre I : La Défaite sur les Dettes américaines .</u>	577	1207
<u>Introduction : Nouvel essor du mythe</u>	578	1207
<u>Section 1 - Le dossier</u>	589	1208
L'urgence du choix (582) - La doctrine de Wendel; fondements et modalités (584).		
<u>Section 2 - L'attente</u>	590	1211
Renvoi de Louis Marin (590) - L'inquiétante liberté de Poincaré (593) - Le gouvernement gagne du temps (595) - Une diversion (596) - Modérer Marin (597) - Un plaidoyer chez Poincaré (601) - Propagande (603).		
<u>Section 3 - La défaite</u>	605	1216
Le Plan Young (605) - L'U.R.D. prend ferme-ment position (606) - Contre-attaque de Kerillis (609) - La débâcle du groupe Marin (611) - Le discours de Wendel (615) - Sociologie de la ratification (618).		
<u>Chapitre II - Wendel et son Parti</u>	623	1225
<u>Section 1 - Impuissances politiques et tensions internes</u>	624	1224
Une illusion : Wendel n'a pas fait tomber Briand (octobre 29) (624) - Tardieu et Laval (626) - Louis Marin unifie et divise (629) - Forces centrifuges à la Fédération (631).		
<u>Section 2 - Complexité de l'U.R.D.</u>	635	1232
Le regard d'André Siegfried (635) - Une étude de cas : retour sur les Dettes (626) - Primat de la défense sociale ou primat de la Nation ? (640) - La question religieuse (641) - La droite "légitimiste" ? (644) - Le "couple" Wendel-Marin (645) . . .		
<u>Section 3 - Les finances de la Fédération . . .</u>	650	1238
Dépenses courantes : les secrétariats et la Nation (651) - Dépenses exceptionnelles : élections (653) - Les ressources difficiles : l'analyse de Louis Marin (654) - La place de l'U.I.E. (655) - Les atouts de Wendel (650) - Rares mécènes et fonds secrets (661) - Conclusion (664).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Chapitre III : D'autres Claviers (1929-1932)</u>	666	1248
<u>Section 1 - Le rachat du Temps</u>	667	1248
L'opération de 1929 (668) - La révélation (1931) (670) - Les nouveaux maîtres (671) - Bataille pour la succession. Mireaux et Chastenet, Peyerimhoff et Wendel (673).		
<u>Section 2 - Les Débats et l'argent de Madame Coty</u>	676	1255
Wendel paye cher son pouvoir (676) - La manne proposée et inquiétante (678) - Une négociation (679).		
<u>Section 3 - La Métallurgie et le problème sarrois</u>	685	1261
Comment Léon Blum interprète l'échec des négociations de 1930 (686) - Wendel contre Théodore Laurent (687) - Déclin et mort de Briand (692).		
<u>Chapitre IV - Le Temps d'Hitler et le Temps des Ligues</u>	694	1269
<u>Section 1 - Wendel et les Ligues.</u>	695	1269
Mai 1932 : succès des gauches (695) - Philippe Serre à Briey et Wendel au Sénat (696) - Le retour d'Herriot (698) - Hitler au pouvoir : fin du parlementarisme ? (699) - Wendel et La Rocque (701) - Wendel a moins d'argent : priorité aux Débats faméliques (702) - Prudences politiques (704) - Wendel et le Six février (705).		
<u>Section 2 - Modèle 24-26 : l'attente de la "culbute financière"</u>	708	1278
Le cumul sauvegardé (708) - <u>Bis repetita</u> (708) - Nouveaux indicateurs et nouveaux tabous (710) - Novembre-décembre 1933 : une fausse alerte (712).		
<u>Section 3 - Le triomphe des nazis : l'Allemagne telle qu'elle est ?</u>	715	1282
Avril 1933 : une visite à Daladier (715) - Premières faiblesses à droite (716) - Les "neureuses" conséquences de l'antisémitisme nazi (718) - L'ambassadeur allemand tente de faire chanter les Wendel (719).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>SEPTIEME PARTIE : LE DECLIN ET LE RETRAIT</u>	725	1289
<u>Chapitre I - Contre Flandin : une fausse victoire (1935)</u>	726	1290
<u>Introduction : Wendel "tombeur" de Flandin ? . .</u>	726	1290
<u>Section 1 - Une expérience tuée dans l'oeuf . .</u>	731	1292
Diagnostic et programme de Flandin (731) - Réaction hostile des régents (733) - Pour résister : sur qui s'appuyer ? (736) - Sur quel terrain ? Prudence au Parlement... (739) - ...fermeté au Conseil de Régence (742) - Une concession illusoire (745).		
<u>Section 2 - Le Discours de Nice</u>	748	1304
La rancune de Flandin (748) - Wendel réclame avec éclat la déflation (749) - Portée poli- tique du discours : polémiques et réalités (753).		
<u>Section 3 - La bourrasque de mai : Wendel change de cap</u>	757	1310
Les sorties d'or (757) - Un nouveau mot d'ordre (758) - Chantage ? (760) - Comment Wendel, pour finir, déplore la chute de Flandin (763).		
<u>Chapitre II - Front Populaire</u>	768	1315
<u>Introduction - Le cabinet Laval et la déflation</u>	768	1315
<u>Section 1 - Au dehors : l'Italie brouille les cartes</u>	771	1317
Défaite en Sarre (772) - L'espoir de Stresa (775) - L'Ethiopie : choisir son camp (776) - Mandel, mauvaise conscience de Wendel (780) - Le Rhin et Moscou (783) - Pourquoi Wendel balance (785).		
<u>Section 2 - Victoire des gauches</u>	788	1327
Nouvelle flambée d'attaques contre Wendel (789) - Après la défaite : la question de l'interrègne (791) - Les Accords Mati- gnon (793) - La réforme de la Banque de France (796).		

	<u>Texte</u>	<u>Notes</u>
<u>Section 3</u> - Réagir.	799	1337
Pour une nouvelle stratégie (799 - Devant le déclin du Front Populaire (802) - Querelles à droite. La Rocque et Doriot (804).		
<u>Section 4</u> - Le chène perd ses branches	808	1343
Finances publiques : ressort détendu (808) - Echec au Conseil général (810) - Les <u>Débats</u> mal en point (811) - Difficultés de la Maison : l'argent rare (815).		
<u>Chapitre III</u> - <u>Vers la Guerre</u>	816	1350
<u>Section 1</u> - Contre l'Union Nationale avec Blum (mars 1938)	816	1350
Wendel avant l'Anschluss (817) - Le non à Blum (819).		
<u>Section 2</u> - Munich	823	1354
A nouveau vers Mandel (823) - "Waterloo- Sadowa-Sedan-Munich..." ? (826) - ...mais peu d'élan (828) - Les accusations de Kerillis (830).		
<u>Section 3</u> - 1939	834	1363
Paul Reynaud (834) - S'éloigner de Doriot (836) - Dernières prudenances (837) - Clarté finale (839).		
<u>Chapitre IV</u> - <u>Epilogue (1940-1949)</u>	841	1369
<u>Section 1</u> - Vichy	841	1369
L'effondrement (841) - Blâme et passivité for- cée (842) - Le <u>Temps</u> et les <u>Débats</u> (845) - Offres allemandes et refus de la Maison (848) - Préparer la suite (849).		
<u>Section 2</u> - La Libération et la France nouvelle	850	1375
Déceptions et calomnies (850) - Vers la fin (852).		
<u>CONCLUSION GENERALE</u>	854	1382
<u>NOTES</u>	881	
<u>Abréviations</u>	882	

	<u>Pages</u>
<u>SOURCES</u>	1387
<u>I. ARCHIVES et Témoignages</u>	1388
<u>Première Partie - Papiers Wendel</u>	1389
1) Les Cahiers	1389
2) Les archives de François de Wendel à Hayange	1392
3) Autres archives des Wendel	1395
<u>Deuxième Partie - Archives publiques</u>	1397
1) Archives Nationales, série F 7 (ministère de l'Intérieur)	1397
2) Archives Nationales, série F 12 (ministère du Commerce)	1398
3) Archives Nationales, série F 30 (ministère des Finances)	1399
4) Archives de la Guerre	1400
5) Archives du Quai d'Orsay	1402
6) Archives de la Chambre des Députés	1404
7) Archives du Sénat	1406
8) Archives de la Préfecture de Police	1407
9) Archives départementales de Meurthe-et-Moselle	1409
10) Archives de l'Ecole Nationale supérieure des Mines	1410
11) Archives du ministère allemand des affaires étrangères	1411
<u>Troisième Partie - Archives privées ou d'origine privée : films et organisations</u>	1412
1) Archives du Comité des Forges	1412
2) Archives du Comité des Houillères de France	1413
3) Archives de la Banque de France	1414
4) Archives de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Meurthe-et-Moselle	1415
5) Archives de Pont-à-Mousson	1416
6) Archives de l'Association des Porteurs de valeurs mobilières	1418
7) Archives de la Banque Neufelize	1419
<u>Quatrième Partie - Papiers privés ou d'origine privée : personnalités</u>	1420
1) Correspondance d'Etienne de Nalèche	1420
2) Papiers Louis Marin	1421
3) Papiers Albert Thomas	1424
4) Papiers Alexandre Millerand	1425

	<u>Pages</u>
5) Papiers Louis Loucheur	1427
6) Papiers Edouard Herriot	1428
7) Papiers Etienne Clémentel	1429
8) Papiers Albert Aupetit	1431
9) Papiers André Tardieu	1432
10) Papiers Henri Deroy	1433
11) Papiers Dwight W. Morrow	1434
12) Papiers Thomas W. Lamont	1435
<u>Cinquième Partie - Souvenirs inédits</u>	<u>1436</u>
<u>Sixième Partie - Interviews et Lettres à l'auteur</u>	<u>1438</u>
1) Interviews	1438
2) Lettres à l'auteur	1439

II. PRESSE

- Quotidiens	1441
- Hebdomadaires et revues	1443

III. BIBLIOGRAPHIE

1) Sur François de Wendel et les siens	1446
2) Témoignages individuels : journaux ou mémoires . .	1449
3) Les hommes : ouvrages ou articles biographiques . .	1454
4) Pamphlets	1461
5) Le Patronat dans la Cité	1463
6) Wendel et la presse	1465
7) La place de la Lorraine dans l'action nationale de François de Wendel	1468
8) La guerre de 1914-1918	1470
a. Généralités	1470
b. Les buts de guerre de la France	1471
c. Les séquestres et l'affaire de Caen	1472
d. La querelle de Briey	1473
9) Politique étrangère	1476
a. Wendel, le Comité des Forges et la Politique des réparations dans les années 20	1476
b. La Sarre	1480
c. Les années 30	1481

	<u>Pages</u>
10) Finances publiques.	1483
a. Généralités sur l'entre-deux-guerres	1483
b. Du Cartel à la Stabilisation légale	1485
c. L'affaire des dettes américaines.	1488
d. L'affrontement avec Flandin et la réforme de la Banque de France, 1935-36	1489
11) Politique intérieure	1491
a. Chroniques et études diverses	1491
b. La Droite, la Fédération républicaine et les Ligues.	1493
c. L'Argent	1495
